CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Compte rendu officiel

D'Chamberblietchen

Actualité parlementaire	Nouvelles lois	Séances publiques n[os] 70 et 71	Questions au Gouvernement
p. 03	p. 04-08	p. 09-93	p. 93-99

2022-2023

N°25

Sommaire

Actualité parlementaire .... p. 03

Nouvelles lois .... p. 04-08

Séances .... p. 09-93

70e séance du jeudi 20 juillet 2023 p. 09-43

71e séance du vendredi 21 juillet 2023 p. 43-93

Questions au Gouvernement .... p. 93-99

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Contenu rédactionnel :
Chambre des Députés
23, rue du Marché-aux-Herbes
L-1728 Luxembourg
Tél. 466 966-1

Concept et layout :
brain&more
agence en communication,
Luxembourg

Impression :
Imprimerie Heintz
sur papier 100 % recyclé, BalancePure

Date d'impression :
01/12/2023

PRINTED IN LUXEMBOURG
EU Ecolabel www.ecolabel.eu
FSC www.fsc.org

Deuxième Sommet parlementaire de la Plateforme internationale pour la Crimée

Les Parlements réaffirment leur soutien indéfectible à l'Ukraine

« Je vous suis reconnaissant pour votre soutien chaque jour, sans faille. » C'est avec ces mots que le Président de la Verkhovna Rada ukrainienne, M. Ruslan Stefanchuk, s'est adressé aux parlementaires réunis le 24 octobre 2023 à Prague pour le Deuxième Sommet parlementaire de la Plateforme internationale pour la Crimée.

L'objectif de la conférence, qui a réuni des représentants de haut niveau des parlements de plus de 40 États et des assemblées et organisations parlementaires internationales, est de réaffirmer le soutien international à l'Ukraine et d'attirer l'attention de l'opinion publique mondiale sur la situation dans la péninsule de Crimée, annexée par la Russie en 2014 en violation du droit international.

Le Président ukrainien, M. Volodymyr Zelensky, s'est adressé à l'assemblée dans un discours retransmis par vidéo et a exhorté les parlementaires de continuer à soutenir l'Ukraine par tous les moyens et à combattre la propagande russe. Le débat qui a suivi a permis aux participants d'exprimer leur solidarité avec le peuple ukrainien et de condamner à nouveau l'attaque injustifiée et illégale de la Russie contre l'Ukraine ainsi que la diffusion de la désinformation par les autorités russes. Les parlementaires ont par ailleurs souligné leur engagement actif pour faire condamner les crimes de guerre et les violations contre les droits humains et contribuer au redressement et à la reconstruction de l'Ukraine.

Le Président ukrainien s'est adressé à l'assemblée dans un discours retransmis par vidéo.

Dans une déclaration commune adoptée à la fin du sommet, les participants réaffirment leur attachement résolu au principe de la non-reconnaissance de la tentative d'annexion illégale de la Crimée, ainsi que des tentatives d'annexion illégale d'autres territoires ukrainiens. Ils réitèrent leur soutien de l'application et du renforcement des sanctions à l'encontre de la Fédération de Russie et exigent que celle-ci retire immédiatement, complètement et inconditionnellement toutes ses forces de l'ensemble du territoire de l'Ukraine à l'intérieur de ses frontières internationalement reconnues, y compris la Crimée. Finalement, ils s'engagent à fournir à l'Ukraine toute l'assistance nécessaire pour lui permettre d'adhérer à l'Union européenne et soutenir l'ouverture de négociations.

Les représentants ukrainiens ont exprimé le vœu de pouvoir accueillir le prochain sommet dans leur pays libéré.

Conférence interparlementaire sur la stabilité, la coordination économique et la gouvernance au sein de l'Union européenne

« Les réponses ne peuvent pas être laissées aux seules instances technocratiques »

M. Sven Clement a représenté la Chambre des Députés à la Conférence interparlementaire sur la stabilité, la coordination économique et la gouvernance au sein de l'Union européenne (SCEG), qui a eu lieu à Madrid les 26 et 27 octobre 2023.

La première journée de la conférence était consacrée aux défis de la gouvernance et de la reprise économique de l'Union européenne dans le contexte international ainsi qu'à l'architecture de la nouvelle gouvernance économique au sein de l'Union européenne. Les discussions des parlementaires étaient directement liées à une communication émise par la Commission européenne et contenant des orientations pour une réforme du cadre de gouvernance économique de l'Union européenne, censée aboutir à une réglementation simplifiée.

Dans ce contexte, M. Clement a insisté sur la nécessité d'impliquer davantage les parlements nationaux dans les discussions et d'éviter de tomber dans le piège de la technocratie. Selon le député luxembourgeois, le support démocratique d'une réforme de la gouvernance économique de l'Union européenne ne peut être garanti qu'à travers la responsabilisation des parlements nationaux.

Les débats de la deuxième journée se sont concentrés sur l'autonomie stratégique ouverte. Lors de ces échanges, les députés ont évoqué de nouvelles règles de gouvernance qui donneraient, entre autres, aux États membres une plus grande marge de manœuvre pour définir leur propre trajectoire d'ajustement budgétaire. La dernière séance de la conférence a traité de l'intégration du pilier social. C'était l'occasion pour les parlementaires de discuter de la nécessité du maintien des standards européens élevés tout comme de la préparation de la population active et qualifiée à la double transition écologique et numérique.

La Conférence interparlementaire sur la SCEG est née à la suite de l'entrée en vigueur du Traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance au sein de l'Union économique et monétaire et trouve son origine dans l'article 13 de ce dernier. Les parlementaires membres se rencontrent deux fois par an, au premier semestre au Parlement européen et au deuxième semestre dans l'État membre exerçant la présidence tournante du Conseil de l'Union européenne.

M. Sven Clement a participé aux débats de la Conférence interparlementaire sur la SCEG à Madrid pour y représenter la Chambre des Députés.

Cadre légal pour le secteur des services pour personnes âgées

7524 – Projet de loi portant sur la qualité des services pour personnes âgées et portant modification de : 1° la loi modifiée du 16 mai 1975 portant statut de la copropriété des immeubles bâtis ; 2° la loi modifiée du 8 septembre 1998 réglant les relations entre l'État et les organismes œuvrant dans les domaines social, familial et thérapeutique

Le projet de loi sous rubrique vise à pourvoir le secteur des services pour personnes âgées d'un cadre légal adéquat et favorisant le bien-être des personnes âgées visées.

Dans ce contexte, la présente loi en projet vise à s'appliquer aux structures d'hébergement pour personnes âgées, aux services d'aides et de soins à domicile, aux centres de jour pour personnes âgées, aux clubs Aktiv plus, services repas sur roues, services activités seniors et services téléalarme. Ce cadre légal adapté qui permettra, d'un côté, d'établir des critères en matière de la qualité des services pour personnes âgées et, de l'autre côté, de se doter des moyens de contrôle appropriés afin de veiller à la mise en œuvre par les organismes gestionnaires des standards prescrits.

S'y ajoute que la présente loi en projet vise également à encadrer la vente et la location des logements vendus ou loués sous une dénomination visant des personnes âgées au vu d'offrir une protection accrue aux personnes ciblées.

Il est, en outre, visé de doter l'actuel Conseil supérieur des personnes âgées d'une base légale en l'incluant dans la présente loi en projet.

Finalement, sera instauré un Service national d'information et de médiation dans le domaine des services pour personnes âgées qui aura notamment pour mission la prévention de différends en relation avec les services pour personnes âgées, l'information des différents intervenants sur les thématiques relatives aux services pour personnes âgées ainsi que l'émission de recommandations aux organismes gestionnaires.

Dépôt par Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration, le 11/02/2020
Rapporteur : M. Claude Lamberty

Travaux de la Commission de la Famille et de l'Intégration
(Président : M. Claude Lamberty) :

28/09/2021	Présentation d'une première série d'amendements gouvernementaux
17/11/2022	Désignation d'un rapporteur Examen de l'avis du Conseil d'État Présentation d'une deuxième série d'amendements gouvernementaux
06/07/2023	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
07/07/2023	Désignation d'un nouveau rapporteur Présentation et adoption d'une série d'amendements parlementaires
14/07/2023	Examen du deuxième avis complémentaire du Conseil d'État
18/07/2023	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 20/07/2023
Loi du 23 août 2023
Mémorial A : 2023, n° 562, page 1

Police grand-ducale : traitement de données

7741 – Projet de loi portant modification : 1° de la loi modifiée du 18 juillet 2018 sur la Police grand-ducale ; 2° de la loi modifiée du 18 juillet 2018 sur l'Inspection générale de la Police ; 3° de loi du 1er août 2018 relative au traitement des données des dossiers passagers ; 4° de la loi modifiée du 5 juillet 2016 portant réorganisation du Service de renseignement de l'État ; 5° du Code pénal

Le projet de loi sous rubrique présente un triple objet.

En premier lieu, il vise à encadrer les traitements des données à caractère personnel effectués dans les fichiers de la Police grand-ducale, et plus précisément dans le fichier central. Il vise à adresser les critiques en matière de protection des données qui ont été soulevées par rapport aux fichiers de la Police, et plus particulièrement par rapport au fichier central à l'été 2019.

En deuxième lieu, le projet de loi sous rubrique entend modifier l'article 43 de la loi modifiée du 18 juillet 2018 sur la Police grand-ducale. Cette disposition prévoit un accès direct pour la Police à certains fichiers d'autres administrations. La modification envisagée a pour but d'adapter la liste des fichiers déjà accessibles à la Police et de mieux encadrer leur accès par la Police.

En troisième lieu, le projet de loi propose une modification des articles 509-1 et suivants du Code pénal, afin de tenir compte des détournements de finalités des droits d'accès dont une personne dispose dans le cadre de ses activités.

Dépôt par M. Henri Kox, Ministre de la Sécurité intérieure, le 30/12/2020
Rapportrice : Mme Stéphanie Empain

Travaux de la Commission de la Sécurité intérieure et de la Défense
(Présidente : Mme Stéphanie Empain) :

14/11/2022	Désignation d'un rapporteur Présentation et examen du projet de loi Examen de l'avis du Conseil d'État
17/11/2022	Suite de l'examen du projet de loi
21/11/2022	Suite de l'examen du projet de loi
28/11/2022	Suite de l'examen du projet de loi
06/03/2023	Adoption d'une série d'amendements parlementaires
14/07/2023	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
17/07/2023	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 20/07/2023
Loi du 29 juillet 2023
Mémorial A : 2023, n° 561, page 1

Organisation de l'Armée luxembourgeoise

7880 – Projet de loi sur l'organisation de l'Armée luxembourgeoise et modifiant : 1° la loi modifiée communale du 13 décembre 1988 ; 2° la loi modifiée du 27 juillet 1992 relative à la participation du Grand-Duché de Luxembourg à des opérations pour le maintien de la paix et des opérations de prévention, ainsi que de gestion de crise ; 3° la loi modifiée du 9 décembre 2005 déterminant les conditions et modalités de nomination de certains fonctionnaires occupant des fonctions dirigeantes dans les administrations et service de l'État ; 4° la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État

Le projet de loi a pour objet de

– renforcer l'opérationnalité et la réactivité de l'Armée,

– mettre à jour l'organisation de l'Armée,

– moderniser et d'étendre les carrières militaires.

Par ce biais, l'Armée entend relever les défis actuels et futurs, dont le plus important réside dans le recrutement d'un nombre suffisant de personnels militaires et civils afin de mener à bien un éventail croissant de missions dans son domaine d'action traditionnel (composante terrestre), mais également dans les domaines d'action plus récents, tels les domaines espace et cyber. La modernisation, l'extension et la diversification des carrières militaires devraient notamment contribuer à l'augmentation de l'attractivité de l'Armée.

Dépôt par M. François Bausch, Ministre de la Défense, le 07/09/2021
Rapportrice : Mme Stéphanie Empain

Travaux de la Commission de la Sécurité intérieure et de la Défense
(Présidente : Mme Stéphanie Empain) :

08/07/2022	Présentation du projet de loi
10/07/2023	Désignation d'un rapporteur Examen de l'avis du Conseil d'État Examen des amendements gouvernementaux
18/07/2023	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État Présentation et adoption d'un projet de rapport

---

Vote en séance publique : 21/07/2023
Loi du 7 août 2023
Mémorial A : 2023, n° 502, page 1

Logement abordable

7937 – Projet de loi relative au logement abordable et modifiant : 1° la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement ; 2° la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain ; 3° la loi modifiée du 25 mars 2020 portant création du Fonds spécial de soutien au développement du logement ; 4° la loi du 30 juillet 2021 relative au Pacte logement 2.0 ; 5° la loi du [XXX] relative aux aides individuelles au logement

Le projet de loi sous avis s'inscrit dans le cadre de la lutte contre la crise du logement qui représente aujourd'hui un des défis socio-économiques principaux au Luxembourg.

Le projet de loi n° 7937 relative au logement abordable sous rubrique constitue le premier des deux projets de loi en vue de la refonte complète de la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement (ci-après la « loi modifiée de 1979 ») qui a été annoncée dans l'accord de coalition 2018-2023.

Si la loi modifiée de 1979 a connu de nombreuses adaptations depuis son entrée en vigueur, elle manque aujourd'hui de cohérence et d'homogénéité. Dépassée par l'évolution de la société et des défis en matière du logement, il s'est avéré que la loi de 1979 ne répond pas à un certain nombre de questions de nature administrative et technique qui se posent lors de la construction respectivement l'octroi des logements à des ménages éligibles.

Le projet de loi sous rubrique, ensemble avec le projet de loi n° 7938, prévoit ainsi l'abrogation de la totalité des chapitres de la loi modifiée de 1979, à l'exception du chapitre 2sexies relatif à la certification de la durabilité des logements qui resterait en vigueur pour faire l'objet d'une réforme axée sur la durabilité à un moment ultérieur.

L'objectif principal du projet de loi sous rubrique est la promotion de l'accès au logement pour les ménages à revenu modeste qui éprouvent de plus en plus de difficultés pour se loger sur le marché privé.

Le projet de loi s'inscrit pleinement dans la lutte contre la pénurie de logements abordables et vise l'abrogation des anciennes dispositions du volet « aides à la pierre » – les chapitres relatifs aux aides à la construction d'ensembles et à la gestion locative sociale – de la loi de 1979 qui seront remplacées par un nouveau cadre légal.

Dépôt par M. Henri Kox, Ministre du Logement, le 24/12/2021
Rapportrice : Mme Semiray Ahmedova

Travaux de la Commission du Logement
(Présidente : Mme Semiray Ahmedova) :

06/01/2022	Désignation d'un rapporteur Présentation du projet de loi
08/06/2023	Examen du projet de loi Examen de l'avis du Conseil d'État
16/06/2023	Suite de l'examen de l'avis du Conseil d'État
19/06/2023	Suite de l'examen de l'avis du Conseil d'État
30/06/2023	Suite de l'examen de l'avis du Conseil d'État
03/07/2023	Adoption d'une série d'amendements parlementaires
05/07/2023	Adoption d'un amendement parlementaire
17/07/2023	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État Examen d'une série d'avis relatifs au projet de loi Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 21/07/2023
Loi du 7 août 2023
Mémorial A : 2023, n° 611, page 1

Aides individuelles au logement

7938 – Projet de loi relative aux aides individuelles au logement

Le projet de loi sous avis s'inscrit dans le cadre de la lutte contre la crise du logement qui représente aujourd'hui un des défis socio-économiques principaux au Luxembourg.

Le projet de loi n° 7938 relative aux aides individuelles au logement sous rubrique constitue le deuxième des deux projets de loi en vue de la refonte complète de la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement (ci-après la « loi modifiée de 1979 ») qui a été annoncée dans l'accord de coalition 2018-2023.

Si la loi modifiée de 1979 a connu de nombreuses adaptations depuis son entrée en vigueur, elle manque aujourd'hui de cohérence et d'homogénéité. Dépassée par l'évolution de la société et des défis en matière du logement, il s'est avéré que la loi de 1979 ne répond pas à un certain nombre de questions de nature administrative et technique qui se posent lors de la construction respectivement l'octroi des logements à des ménages éligibles.

Le projet de loi sous rubrique et le projet de loi n° 7937 prévoient ainsi ensemble l'abrogation de la totalité des chapitres de la loi modifiée de 1979, à l'exception du chapitre 2sexies relatif à la certification de la durabilité des logements qui resterait en vigueur pour faire l'objet d'une réforme axée sur la durabilité à un moment ultérieur.

L'objectif principal du projet de loi sous avis est de faciliter, notamment aux ménages moins aisés, l'accès à un logement locatif ou en propriété et de promouvoir la création de logements durables et résilients face au changement climatique.

Le présent projet se limite donc à une réforme du volet concernant les aides individuelles au logement, les aides à la location et les aides à l'accession respectivement à l'amélioration d'un logement.

En raison des nombreuses adaptations consécutives de la loi de 1979, la règlementation en matière d'aides individuelles au logement manque aujourd'hui de cohérence et il est donc important d'homogénéiser autant que possible les différents régimes d'aides.

Par conséquent, les auteurs proposent une réforme en profondeur des conditions d'éligibilité et des formules de calcul des différentes garanties et subventions étatiques.

Dépôt par M. Henri Kox, Ministre du Logement, le 24/12/2021
Rapportrice : Mme Semiray Ahmedova

Travaux de la Commission du Logement
(Présidente : Mme Semiray Ahmedova) :

06/01/2022	Désignation d'un rapporteur Présentation du projet de loi
30/06/2023	Examen de l'avis du Conseil d'État
05/07/2023	Adoption d'une série d'amendements parlementaires
12/07/2023	Examen du deuxième avis complémentaire du Conseil d'État
17/07/2023	Examen d'une série d'avis relatifs au projet de loi Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 21/07/2023
Loi du 7 août 2023
Mémorial A : 2023, n° 554, page 1

Modification de la législation routière

7985 – Projet de loi modifiant :
1° la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques ;
2° la loi modifiée du 5 juin 2009 relative à la qualification initiale et à la formation continue des conducteurs de certains véhicules routiers affectés aux transports de marchandises ou de voyageurs ;
3° la loi modifiée du 25 juillet 2015 portant création du système de contrôle et de sanction automatisés ;
4° la loi modifiée du 16 avril 2003 relative à l'assurance obligatoire de la responsabilité civile en matière de véhicules automoteurs ;
5° la loi modifiée du 19 décembre 2014 facilitant l'échange transfrontalier d'informations concernant les infractions en matière de sécurité routière ;
6° la loi modifiée du 6 mars 1965 concernant les taxes à percevoir sur les demandes en obtention des documents prescrits pour la mise en circulation et la conduite de véhicules ;
7° la loi du 11 février 2022 portant création d'une carte de stationnement pour personnes handicapées

Le projet de loi sous rubrique s'inscrit dans un ensemble de projets de textes normatifs, comprenant, outre le projet de loi, quatre projets de règlement grand-ducal.

Le projet de loi sous examen prévoit de modifier à trois égards la législation routière, telle qu'elle se dégage de la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques, ci-après la « loi de 1955 ».

Un premier train de modifications concerne en particulier :

– l'adaptation du tableau des infractions susceptibles de faire perdre aux titulaires d'un permis de conduire des points dans le cadre du permis à points ;

– l'augmentation du plafond des amendes applicables à certaines infractions routières ;

– l'institution d'une base légale à deux commissions qui émettent des avis au ministre en matière de permis de conduire actuellement prévues à l'article 90 de l'arrêté

grand-ducal modifié du 23 novembre 1955 portant règlement de la circulation sur toutes les voies publiques, ci-après l'« arrêté de 1955 » ;

– l'adaptation des dispositions légales en matière de retrait du permis de conduire et en matière de confiscation obligatoire du véhicule en cas de récidive ;

– la simplification de la procédure de dépistage de drogues et de médicaments au volant.

Une deuxième série de modifications a notamment pour objet :

– d'introduire la notion de « titulaire du certificat d'immatriculation », tout en précisant à travers tout le texte du projet de loi que sont visés les « propriétaire, détenteur, gardien d'un véhicule ou titulaire du certificat d'immatriculation », « titulaire du certificat d'immatriculation d'un véhicule » ou encore « véhicule routier » ;

– de tenir compte du fait que la législation européenne qui règle la réception des véhicules routiers se compose à présent non seulement de directives européennes, mais également de règlements européens ;

– de remplacer la notion de « masse maximale autorisée » pour introduire une différenciation entre le dépassement de la « masse maximale réglementaire » et le dépassement de la masse maximale telle qu'augmentée par une autorisation de transport exceptionnel ou d'une autorisation de circuler délivrée par le ministre ;

– d'exempter des véhicules spéciaux de la Police grand-ducale du contrôle technique périodique ;

– de permettre une immobilisation du véhicule lorsque ce dernier comporte une « modification d'une composante technique essentielle qui présente une incidence négative sur l'environnement » ;

– de mettre en place un échange de données entre les entreprises d'assurances et la SNCA concernant la conclusion d'un contrat d'assurance obligatoire de la responsabilité civile en matière de véhicules automoteurs.

Le troisième volet de modifications a pour objet de redresser certaines imperfections textuelles qui ont été révélées par la pratique.

Dépôt par M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, le 30/03/2022
Rapportrice : Mme Chantal Gary

Travaux de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics
(Présidente : Mme Chantal Gary) :

16/03/2023	Désignation d'un rapporteur Présentation et examen du projet de loi Examen de l'avis du Conseil d'État
23/03/2023	Suite de l'examen de l'avis du Conseil d'État Adoption d'une série d'amendements parlementaires
12/07/2023	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État Présentation et adoption d'une série d'amendements parlementaires
17/07/2023	Examen du deuxième avis complémentaire du Conseil d'État Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 21/07/2023
Loi du 21 septembre 2023
Mémorial A : 2023, n° 679, page 1

Enseignement musical dans le secteur communal

8063 – Projet de loi portant fixation des conditions de travail et de rémunération du personnel enseignant de l'enseignement musical dans le secteur communal

Le projet de loi a pour objet de fixer les conditions de travail et de rémunération du personnel enseignant relevant de l'enseignement musical du secteur communal. En exécution de l'article 14 de la loi du 27 mai 2022 portant organisation de l'enseignement musical dans le secteur communal, le personnel enseignant peut être engagé soit sous le régime du fonctionnaire ou de l'employé communal, soit en qualité de salarié.

Le projet de loi comporte, pour chaque catégorie d'agents engagés comme personnel enseignant, distinctement les conditions de travail ainsi que les conditions et modalités relatives à la fixation de leur rémunération.

Le projet de loi comporte également une revalorisation des carrières des enseignants engagés comme employé communal respectivement en qualité de salarié et fixe, pour l'ensemble du personnel enseignant, la tâche ainsi que les vacances scolaires.

Dépôt par Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Intérieur, le 12/08/2022
Rapportrice : Mme Simone Asselborn-Bintz

Travaux de la Commission des Affaires intérieures et de l'Égalité entre les femmes et les hommes
(Président : M. Dan Biancalana) :

14/07/2023	Présentation du projet de loi Désignation d'un rapporteur Examen des avis du Conseil d'État Présentation des amendements gouvernementaux
17/07/2023	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 20/07/2023
Loi du 26 juillet 2023
Mémorial A : 2023, n° 487, page 1

Contrôle technique de véhicules

8112 – Projet de loi modifiant la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques

Le projet de loi à article unique vise à compléter la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la règlementation de la circulation sur toutes les voies publiques en y insérant à l'article 4bis, paragraphe 1er – ayant trait au contrôle technique périodique des véhicules – sept nouveaux alinéas à la suite du troisième alinéa.

Ces modifications remplissent le double objectif d'introduire l'obligation d'utiliser, durant le contrôle technique, un dispositif permettant de se connecter à l'interface électronique du véhicule et de prévoir les dispositions nécessaires au recueil – lors du contrôle technique – des données relatives aux émissions de CO_2 ainsi que sur la consommation de carburant ou d'énergie dans des conditions d'utilisation réelle de certains véhicules. Le projet de loi assure ainsi à la fois :

– la transposition partielle de la directive 2014/45/UE du Parlement européen et du Conseil du 3 avril 2014 relative au contrôle technique périodique des véhicules à moteur et de leurs remorques ;

– l'adaptation du droit national au règlement d'exécution (UE) 2021/392 de la Commission du 4 mars 2021 concernant la surveillance et la communication des données relatives aux émissions de CO_2 des voitures particulières et des véhicules utilitaires légers conformément au règlement (UE) 2019/631 du Parlement européen et du Conseil ;

– et la mise en œuvre du règlement (UE) 2019/631 du Parlement européen et du Conseil du 17 avril 2019 établissant des normes de performance en matière d'émissions de CO_2 pour les voitures particulières neuves et pour les véhicules utilitaires légers neufs.

Dépôt par M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, le 02/12/2022
Rapportrice : Mme Chantal Gary

Travaux de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics
(Présidente : Mme Chantal Gary) :

04/05/2023	Désignation d'un rapporteur Examen du projet de loi Examen de l'avis du Conseil d'État
17/05/2023	Adoption d'une série d'amendements parlementaires
12/07/2023	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
17/07/2023	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 21/07/2023
Loi du 21 septembre 2023
Mémorial A : 2023, n° 678, page 1

Protection de la nature et des ressources naturelles

8142 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles

Le projet de loi a pour objet de modifier la loi modifiée du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles, et plus particulièrement les

dispositions de l'article 7. Il vise à donner suite à une série d'arrêts de la Cour administrative rendus en 2022, et dans lesquels la Cour administrative jugeait la loi trop restrictive et, sur plusieurs points, inconstitutionnelle.

Outre ces modifications, le projet de loi vise également à apporter diverses adaptations rédactionnelles afin d'assurer une meilleure lisibilité et plus de clarté.

Dépôt par Mme Joëlle Welfring, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable, le 27/01/2023
Rapporteur : M. François Benoy

Travaux de la Commission de l'Environnement, du Climat, de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire
(Président : M. François Benoy) :
19/12/2022 Présentation de l'avant-projet de loi
19/07/2023 Désignation d'un rapporteur
Examen du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
20/07/2023 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 21/07/2023
Loi du 23 août 2023
Mémorial A : 2023, n° 574, page 1

Concept du vivre-ensemble interculturel

8155 – Projet de loi relative au vivre-ensemble interculturel et modifiant la loi modifiée du 8 mars 2017 sur la nationalité luxembourgeoise

Le projet de loi sous rubrique vise à opérer un changement de paradigme en matière d'accueil et d'intégration au Luxembourg en introduisant le concept du vivre-ensemble interculturel.

En effet, la notion de « vivre-ensemble interculturel » se substituera à celle d'« intégration » afin d'élargir tant le champ des personnes auxquelles la politique en la matière s'adresse que les objectifs poursuivis. Les instruments mis en place aux fins de la promotion du vivre-ensemble interculturel seront, par conséquent, plus largement accessibles.

La présente loi en projet s'appliquera ainsi aux personnes résidant ou ayant leur lieu d'emploi au Luxembourg et n'opèrera, de même, plus de distinction entre les demandeurs, voire bénéficiaires de protection internationale, les résidents luxembourgeois ou encore les travailleurs frontaliers. À cet effet, mêmes les personnes qui disposent de la nationalité luxembourgeoise seront visés.

Dans le cadre de la promotion du vivre-ensemble interculturel seront par conséquent instaurés les instruments et organes suivants :

– le Plan d'action national du vivre-ensemble interculturel ;
– le Pacte citoyen du vivre-ensemble interculturel ;
– le Programme du vivre-ensemble interculturel ;
– le Pacte communal du vivre-ensemble interculturel ;
– le Conseil supérieur du vivre-ensemble interculturel ;
– les Commissions communales du vivre-ensemble interculturel.

Dépôt par Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration, le 20/02/2023
Rapporteur : M. Claude Lamberty

Travaux de la Commission de la Famille et de l'Intégration
(Président : M. Claude Lamberty) :
09/02/2023 Présentation de l'avant-projet de loi
30/06/2023 Désignation d'un rapporteur
Examen de l'avis du Conseil d'État
Adoption d'une série d'amendements parlementaires
13/07/2023 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
17/07/2023 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 20/07/2023
Loi du 23 août 2023
Mémorial A : 2023, n° 545, page 1

Mise en œuvre de certains points de l'accord salarial dans la Fonction publique

8165 – Projet de loi portant modification : 1° de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État ; 2° de la loi modifiée du 25 mars 2015 déterminant le régime et les indemnités des employés de l'État, en vue de la mise en œuvre des points 3, 4 et 11, de l'accord salarial dans la Fonction publique du 9 décembre 2022

Le projet de loi sous avis vise à mettre en œuvre les points 3, 4 et 11 de l'accord salarial conclu en date du 9 décembre 2022 entre le Ministre de la Fonction publique et la Confédération générale de la fonction publique, points qui prévoient ce qui suit :

« 3. Avec effet à partir du 1er juillet 2023, les majorations d'échelon pour postes à responsabilités particulières sont augmentées de 5 points indiciaires.

4. Avec effet à partir du 1er juillet 2023, le pourcentage limite de majorations d'échelon pour postes à responsabilités particulières est porté à 30 % de l'effectif des fonctionnaires défini pour chaque groupe de traitement et de l'effectif des employés défini pour chaque groupe d'indemnité au sein de chaque administration. Ce pourcentage ne constitue pas un but à atteindre, mais une limite maximale.

[...]

11. Dans les groupes de traitement et d'indemnité B1, une prime de brevet de maîtrise et une prime de brevet de technicien supérieur (BTS) sera introduite avec effet à partir du 1er juillet 2023. Elle sera attribuée, sous réserve qu'il est établi que la détention de ce diplôme constitue une qualification supplémentaire en relation directe avec les missions liées au poste occupé, selon les modalités suivantes :

• 10 points indiciaires au cours des cinq premières années de service ;

• 5 points indiciaires à partir de la sixième année de service. »

Le dernier alinéa du prédit accord prévoit en outre que « [t]outes les mesures énumérées ci-dessus seront appliquées mutatis mutandis aux employés de l'État, aux fonctionnaires stagiaires, aux volontaires de l'Armée ainsi qu'aux agents des établissements publics assimilés aux fonctionnaires ou employés de l'État ».

Dépôt par M. Marc Hansen, Ministre de la Fonction publique, le 27/02/2023
Rapporteur : M. Gusty Graas

Travaux de la Commission de la Fonction publique
(Président : M. Gusty Graas) :
05/07/2023 Désignation d'un rapporteur
Présentation et examen du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
Adoption d'une série d'amendements parlementaires
14/07/2023 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
18/07/2023 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 20/07/2023
Loi du 26 juillet 2023
Mémorial A : 2023, n° 479, page 1

Réforme de l'assistance parentale

8202 – Projet de loi portant modification :
1° de la loi modifiée du 4 juillet 2008 sur la jeunesse ;
2° de la loi du 15 décembre 2017 portant réglementation de l'activité d'assistance parentale

La promotion de la diversité des offres d'accueil pour enfants est une des priorités de la politique éducative du Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse. Tout comme les autres types d'accueil pour enfants (crèches, maisons relais, ...), l'assistance parentale joue un rôle essentiel pour le développement global de l'enfant et ses chances de réussite. À l'instar des autres structures d'éducation et d'accueil, la prise en charge des enfants de 0 à 12 ans par un assistant parental présente des atouts qui lui sont propres, notamment l'accueil en petit groupe ou à des horaires atypiques.

Pour améliorer la qualité de l'accueil auprès des assistants parentaux et promouvoir davantage ce mode d'accueil, le présent projet de loi prévoit d'apporter des modifications à certains éléments clés de la loi modifiée du 4 juillet 2008 sur la jeunesse et de la loi du 15 décembre 2017 portant réglementation de l'activité d'assistance parentale.

Les grandes lignes de la réforme de l'assistance parentale prévues par le présent projet de loi se présentent comme suit :

– l'augmentation de la participation financière maximale de l'État au titre du chèque-service accueil pour les services fournis par l'assistant parental dans le cadre de son activité : cette aide est portée de 3,75 euros à 5,40 euros par heure et par enfant. La majoration pour services fournis le weekend ou les jours ouvrables entre dix-neuf heures et sept heures est supprimée ;

– l'introduction d'une subvention unique s'élevant à un maximum de 3.000 euros qui est destinée à prendre en charge une partie des frais relatifs à l'acquisition du matériel nécessaire à l'exploitation de l'activité d'assistance parentale ;

– la reformulation des prestations que l'assistant parental doit fournir par rapport au cadre de référence national relatif à l'éducation non formelle des enfants et des jeunes ;

– le renforcement des exigences en matière de compétences linguistiques pour obtenir l'agrément comme assistant parental, dans l'objectif de permettre aux enfants d'évoluer dans un environnement linguistique propice à l'acquisition des langues : tout assistant parental demandeur d'un agrément devra avoir acquis le niveau B2 du Cadre européen commun de référence pour les langues dans au moins une des trois langues officielles du pays. Cette exigence concerne également l'assistant parental qui dispose d'ores et déjà d'un agrément et qui bénéficie d'une période transitoire de trois ans pour se conformer aux nouvelles dispositions en matière de compétences linguistiques ;

– le rehaussement du niveau de qualification : seuls les futurs assistants parentaux devront se prévaloir d'un niveau de qualification minimal correspondant à la réussite d'une classe de 3e de l'enseignement secondaire ;

– l'ancrage dans la loi de la condition de préformation que doivent accomplir l'ensemble des personnes souhaitant exercer l'activité d'assistance parentale.

Dépôt par M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, le 24/04/2023

Rapporteur : M. Gilles Baum

Travaux de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance, de la Jeunesse, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche
(Président : M. Gilles Baum) :

10/05/2023	Désignation d'un rapporteur Présentation du projet de loi
10/07/2023	Examen de l'avis du Conseil d'État Adoption d'une série d'amendements parlementaires
17/07/2023	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État Présentation et adoption d'un projet de rapport

---

Vote en séance publique : 20/07/2023
Loi du 21 juillet 2023
Mémorial A : 2023, n° 450, page 1

Nouvelles infrastructures pétrolières à l'Aéroport de Luxembourg

8221 – Projet de loi portant sur la construction des nouvelles infrastructures pétrolières à l'Aéroport de Luxembourg

Le projet de loi a comme objet d'autoriser le Gouvernement à faire procéder aux travaux liés à la construction de nouvelles infrastructures pétrolières à l'aéroport de Luxembourg et d'en financer la réalisation. Le coût total des travaux et prestations est estimé à 85.737.000,00 euros, qui comprend les travaux de construction, le raccordement au pipeline existant, les frais d'études – y compris ceux déjà engagés – et les mesures compensatoires afférentes.

Le projet de loi stipule que les dépenses occasionnées par la présente loi ne peuvent pas dépasser 85.737.600,00 euros, montant correspondant à la valeur 924,32 de l'indice semestriel des prix de la construction au 1er octobre 2021, à adapter semestriellement en fonction de la variation de l'indice des prix de la construction. Ces dépenses sont imputables à titre principal sur les crédits du Ministère de la Mobilité et des Travaux publics, mais aussi en partie sur ceux de la Direction de la Défense du Ministère des Affaires étrangères et européennes.

Le projet vise à remplacer le dépôt de carburant actuel – vétuste et d'une capacité limitée à 8.000 m^3 par six réservoirs de 5.000 m^3 sur un site différent (Höhenhof). La multiplication des capacités de stockage par 3,75 et leur répartition sur six réservoirs permettra non seulement de mieux affronter d'éventuelles perturbations ou défaillances des conduites souterraines approvisionnant l'aéroport en kérosène, mais aussi de pouvoir stocker à l'avenir – outre le kérosène classique – plusieurs types de carburants dont ceux basés sur les énergies renouvelables.

Les coûts pour les travaux d'installation de la conduite reliant le dépôt de carburant projeté au pipeline de ravitaillement CEPS en provenance de Bitburg (Central Europe Pipeline System de l'OTAN) et l'intégration dans le dépôt de carburant d'installations liées à l'approvisionnement en carburant militaire sont estimés à approximativement 5 millions d'euros, respectivement d'environ 5,8 pour cent des coûts totaux. Cette dépense pourra être comptabilisée au titre de l'effort de défense. Compte tenu des composantes relevant de l'infrastructure militaire, il est proposé que l'État finance le projet et devienne propriétaire des nouvelles infrastructures pétrolières.

Les infrastructures actuelles datent des années 1970 et arrivent en fin de vie technique. Pour cette raison l'Inspection du Travail et des Mines et l'Administration de l'environnement ont accordé une ultime prolongation de l'autorisation d'exploitation des installations existantes jusqu'au 31 mars 2024. Compte tenu de l'expiration de cette autorisation, la réalisation de ce projet est donc urgente.

Ce projet de construction d'un dépôt de carburant aviation à l'Aéroport de Luxembourg figurait déjà sur la liste des projets soumise à l'approbation de la Chambre des Députés en vue d'obtenir l'autorisation d'engager des dépenses pour l'élaboration d'un avant-projet détaillé et fut approuvée par le vote d'une motion lors du débat d'orientation sur le financement des grands projets d'infrastructure réalisés par l'État du 2 avril 2020. Par ailleurs, le projet avait initialement été évalué à un montant ne nécessitant pas de loi de financement, à savoir 35 millions d'euros, le raccordement au pipeline inclus. Or, les offres reçues dépassent largement le montant de 40 millions de sorte qu'ils nécessitent désormais l'élaboration et l'adoption d'une loi spéciale de financement, allongeant le délai pour la conclusion du marché et retardant le début des travaux.

L'écart entre l'estimation initiale et les offres s'explique principalement par l'explosion des prix des matières premières et de l'énergie, dont l'ampleur n'était pas envisageable au moment du lancement de la procédure négociée avec mise en concurrence préalable.

Dépôt par M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, le 22/05/2023

Rapportrice : Mme Jessie Thill

Travaux de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics
(Présidente : Mme Chantal Gary) :

12/07/2023	Désignation d'un rapporteur Examen du projet de loi Examen de l'avis du Conseil d'État
17/07/2023	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 21/07/2023
Loi du 7 août 2023
Mémorial A : 2023, n° 513, page 1

Accessibilité des produits et services au sein de l'UE

8265 – Projet de loi portant modification de la loi du 8 mars 2023 relative aux exigences en matière d'accessibilité applicables aux produits et services

Le présent projet de loi vise à insérer les termes « à l'exception des services de transport urbains, suburbains et régionaux, » entre les termes « et de passagers » et ceux de « pour lesquels » à l'article 1er, paragraphe 2, point 3°, de la loi du 8 mars 2023 relative aux exigences en matière d'accessibilité applicables aux produits et services afin de combler un oubli lors la rédaction de la loi précitée du 8 mars 2023 à modifier.

Dépôt par M. Max Hahn, Ministre de la Famille et de l'Intégration, le 29/06/2023

Rapporteur : M. Claude Lamberty

Travaux de la Commission de la Famille et de l'Intégration
(Président : M. Claude Lamberty) :

14/07/2023	Désignation d'un rapporteur Présentation du projet de loi Examen de l'avis du Conseil d'État
18/07/2023	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 20/07/2023
Loi du 29 août 2023
Mémorial A : 2023, n° 579, page 1

Sommaire

1. **Ouverture de la séance publique** p. 10

M. Fernand Etgen, Président

2. **Ordre du jour** p. 10

M. Fernand Etgen, Président | M. Marc Goergen

3. **8063 – Projet de loi portant fixation des conditions de travail et de rémunération du personnel enseignant de l'enseignement musical dans le secteur communal** p. 10

Rapport de la Commission des Affaires intérieures et de l'Égalité entre les femmes et les hommes : Mme Simone Asselborn-Bintz

Discussion générale : M. Emile Eicher (intervention de Mme Nancy Arendt épouse Kemp) | M. Claude Lamberty | Mme Jessie Thill | M. Jeff Engelen | Mme Myriam Cecchetti | M. Marc Goergen

Prises de position du Gouvernement : Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Intérieur | M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8063 et dispense du second vote constitutionnel

4. **7524 – Projet de loi portant sur la qualité des services pour personnes âgées et portant modification de :**

1° la loi modifiée du 16 mai 1975 portant statut de la copropriété des immeubles bâtis ;

2° la loi modifiée du 8 septembre 1998 réglant les relations entre l'État et les organismes œuvrant dans les domaines social, familial et thérapeutique p. 13

Rapport de la Commission de la Famille et de l'Intégration : M. Claude Lamberty (dépôt de la motion 1)

Discussion générale : M. Marc Spautz | Mme Simone Asselborn-Bintz | M. Charles Margue | M. Fred Keup | Mme Myriam Cecchetti | M. Marc Goergen

Prise de position du Gouvernement : M. Max Hahn, Ministre de la Famille et de l'Intégration

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7524 et dispense du second vote constitutionnel

Vote sur la motion 1 (adoptée)

5. **8155 – Projet de loi relative au vivre-ensemble interculturel et modifiant la loi modifiée du 8 mars 2017 sur la nationalité luxembourgeoise** p. 23

Rapport de la Commission de la Famille et de l'Intégration : M. Claude Lamberty

Discussion générale : M. Marc Spautz | Mme Simone Asselborn-Bintz | M. Charles Margue | M. Fred Keup | Mme Myriam Cecchetti | M. Marc Goergen

Prise de position du Gouvernement : M. Max Hahn, Ministre de la Famille et de l'Intégration

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8155 et dispense du second vote constitutionnel

6. **8265 – Projet de loi portant modification de la loi du 8 mars 2023 relative aux exigences en matière d'accessibilité applicables aux produits et services** p. 29

Rapport de la Commission de la Famille et de l'Intégration : M. Claude Lamberty

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8265 et dispense du second vote constitutionnel

7. **8202 – Projet de loi portant modification :**

1° de la loi modifiée du 4 juillet 2008 sur la jeunesse ;

2° de la loi du 15 décembre 2017 portant réglementation de l'activité d'assistance parentale p. 29

Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance, de la Jeunesse, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche : M. Gilles Baum

Discussion générale : M. Max Hengel | Mme Simone Asselborn-Bintz | Mme Djuna Bernard | M. Fred Keup | Mme Myriam Cecchetti | M. Sven Clement

Prise de position du Gouvernement : M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8202 et dispense du second vote constitutionnel

8. **8271 – Proposition de modification des annexes 4 et 5 du Règlement de la Chambre des Députés** p. 33

M. Fernand Kartheiser

Rapport de la Commission du Règlement : M. Roy Reding

Vote sur la proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés 8271

9. **8165 – Projet de loi portant modification :**

1° de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État ;

2° de la loi modifiée du 25 mars 2015 déterminant le régime et les indemnités des employés de l'État,

en vue de la mise en œuvre des points 3, 4 et 11, de l'accord salarial dans la Fonction publique du 9 décembre 2022 p. 33

Rapport de la Commission de la Fonction publique : M. Gusty Graas

Discussion générale : Mme Diane Adehm | M. Yves Cruchten | Mme Josée Lorsché | M. Fred Keup | M. Marc Goergen

Prise de position du Gouvernement : M. Marc Hansen, Ministre de la Fonction publique

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8165 et dispense du second vote constitutionnel

10. **7741 – Projet de loi portant modification :**

1° de la loi modifiée du 18 juillet 2018 sur la Police grand-ducale ;

2° de la loi modifiée du 18 juillet 2018 sur l'Inspection générale de la police ;

3° de la loi du 1er août 2018 relative au traitement des données des dossiers passagers ;

4° de la loi modifiée du 5 juillet 2016 portant réorganisation du Service de renseignement de l'État ;

5° du Code pénal p. 35

Rapport de la Commission de la Sécurité intérieure et de la Défense : Mme Stéphanie Empain (interventions de Mme Nancy Arendt épouse Kemp, M. Sven Clement et Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice)

Discussion générale : M. Laurent Mosar | M. Pim Knaff | M. Dan Biancalana | M. Fernand Kartheiser | M. Marc Goergen (interventions de Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice)

Prise de position du Gouvernement : Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice | M. Marc Goergen (parole après ministre) | Mme la Ministre Sam Tanson (intervention de M. Sven Clement)

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7741 et dispense du second vote constitutionnel

Au banc du Gouvernement se trouvent : M. Claude Meisch, M. Marc Hansen, Mme Sam Tanson, Mme Taina Bofferding et M. Max Hahn, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 14.01 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Fernand Etgen, Président | Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

M. Claude Meisch, Ministre | Nee, Här President.

2. Ordre du jour

M. Fernand Etgen, Président | Et gëtt proposéiert, de Projet de loi 8142 op den Ordre du jour vun der Sëtzung vun e Freideg de Mëtten als leschte Punkt ze setzen. Et gëtt e Modell 1 fir dëse Projet proposéiert. Ass d'Chamber mat dëser Ännerung vum Ordre du jour averstan?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

D'Sëtzung vun ...

(Interruption)

Den Här Marc Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Also mir sinn net mam Changement averstan. Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Ma dann huele mer Kenntnis dovunner.

3. 8063 – Projet de loi portant fixation des conditions de travail et de rémunération du personnel enseignant de l'enseignement musical dans le secteur communal

D'Sëtzung vun haut de Mëtte fänke mer u mam Projet de loi 8063 iwwert d'Aarbechtskonditiounen an d'Remuneratioun vum Museksléierpersonal. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht an d'Wuert huet elo d'Madamm Rapportrice vun dësem Pojet de loi, déi honorabel Madamm Simone Asselborn-Bintz.

Elo hat ech gefaart, déi wier nach net hei.

Mme Simone Asselborn-Bintz (LSAP), rapportrice | Ech si scho prett.

M. Fernand Etgen, Président | Madamm Asselborn-Bintz, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission des Affaires intérieures et de l'Égalité entre les femmes et les hommes

Mme Simone Asselborn-Bintz (LSAP), rapportrice | Merci, Här President. Madamm Ministesch, déi Häre Minister, léif Kolleeginnen a Kolleegen, de Projet de loi 8063 huet zum Zil, d'Aarbechtskonditiounen, d'Congéen an d'Paie vun de Beamten, Employéen a Salariéë festzeleeën, déi fir eng Gemeng oder fir e Gemengesyndikat am Beräich vum Enseignement musical schaffen.

Dëse Projet muss een an de Kontext setze vum Gesetz iwwert de Museksunterrecht am Gemengesecteur, dat mer jo am Abrëll d'lescht Joer gestëmmt hunn. Mir hunn deemools och laang an ausféierlech doriwwer geschwat, wéi wichteg d'Musek fir d'Entwécklung vun de Kanner an awer och fir d'Wuelbefanne vun den Erwuessenen a fir de sozialen Zesummenhalt ass, an dofir géif ech elo och net méi nach eemol dorop agoen.

Mir hunn eng Reform gemaach, déi zum Zil huet, all Kand an och all Erwuessenen Accès zum Museksunterrecht ze bidden, onofhängeg vu senger finanzieller Situatioun. Gläichzäiteg gouf eng Harmoniséierung vum Museksunterrecht an de Gemengen ugestriefт. Dat Gesetz enthält elo ënner anerem Dispositiounen zur Formatioun an de Karriäre vum Personal an de lokalen a regionale Musekssschoulen an och an den nationale Conservatoiren, déi do schaffen.

Et war jo am initiale Gesetzesprojet virgesinn, d'Aarbechtskonditiounen an d'Remuneratioun vum Personal iwwer e Règlement grand-ducal ze bestëmmen. De Staatsrot hat op deem Punkt awer eng Opposition formelle gemaach, well dat net konform zu eiser Verfassung ass. An och no der Reform vun der Verfassung ass et nach ëmmer sou, dass aarbechtsrechtlech Froe prinzipiell iwwer Gesetz gereegelt musse ginn. An doriwwer eraus mussen och all Ausgabe vum Staat, déi iwwer méi wéi een Exercice budgétaire ginn, iwwer e Gesetz festgeluecht ginn.

D'Kommissioun huet deemools dofir decidéiert, dëse Volet aus dem Projet de loi 7907 erauszehuelen an den Inneministère huet dunn de Remarke vum Staatsrot Rechnung gedroen an am August d'lescht Joer en entspriechende Gesetzesprojet deposéiert. Dat ass den Text, iwwert dee mer dann haut an enger liicht amendéierter Form ofstëmmen.

D'Museksgesetz gesäit jo dräi verschidde Regimmer vir. Dat wier zum engen de Fonctionnairesstatutt am Fall vun den Direkteren, den Adjointë vun den Direkteren, also de Sousdirekteren, an de Professere vun de Conservatoiren. D'Personal vun de regionalen a lokale Musekssschoule schafft normalerweis am Statutt vum Gemengenemployé, ausser d'Chargé-de-cours-en, déi dann als Salarié agestallt ginn.

Am Groussen a Ganzen iwwerhëlt de Projet de loi d'Bestëmmungen zu den Aarbechtskonditiounen an der Remuneratioun aus de besteeënde Reglementer fir d'Gemengebeamten a Gemengenemployéen. Doriwwer eraus leet en och d'Tâche vum Enseignant fest a reegelt d'Congéen.

Eng wichteg Ännerung ass awer d'Revalorisatioun vun de Karriäre vun den Enseignanten. 2017 gouf et jo eng Reform, bei där d'Situatioun vum Gemengepersonal ugeglach ginn ass un d'Fonction publique beim Staat. Ee vun den Elementer vun der Reform war d'Unerkennung vu bestëmmten Unisdiplomer an eng entspriechend Revalorisatioun vun de Karriären, déi dem Ausbildungsniveau vum Personal Rechnung gedroen huet.

D'Remuneratioun vun de Gemengenemployéen an de Chargés de cours am Enseignement muscial gouf awer bis elo iwwer verschidde Règlements grand-ducaux bestëmmt. Dobäi waren d'Museksenseignanten u sech méi schlecht gestallt wéi d'Gemengebeamten an den administrativen an an den technesche Servicer, déi u sech dee selwecht Ausbildungsgrad hunn. D'Regierung hat dunn awer de 15. Juli 2021 en Accord ënnerschriwwe mat de Gewerkschaften a mam Syvicol, fir dës Ongläichbehandlungen ofzeschafen.

De Projet de loi setzt dann elo dësen Accord mat der Revaloriséierung vun de Karriäre vun de Museksenseignanten ëm, an dat wäert och réckwierkend op den 1. Januar vun dësem Joer gëllen. An ech kennen do eng ganz Partie vu Museksenseignanten, déi doriwwer méi wéi glécklech sinn. Erlaabt mer dës kleng Remark, well ech mengen, et sinn der och e puer hei uewen, déi ganz frou doriwwer sinn.

De Staatsrot huet dëse Projet de loi de 4. Juli dëst Joer eng éischte Kéier aviséiert. Hien huet dann doran och eng Inkoherenz bei der Beschreiwung vun der Tâche vum Enseignant festgestallt. Eng Opposition formelle gouf et och, well am initialen Text war virgesinn, dass och Leit, déi virun allem administrativ Aufgaben hunn, wéi d'Direkteren oder d'Chargés de direction, Schoulvakanzen hätten. De Staatsrot hat sech ausserdeem géint eng Dispositioun ausgeschwat, déi d'Wunnen an der Déngschtwunneng betrëfft an déi hei am Kontext vum Museksunterrecht u sech kee Sënn gemaach huet. D'Regierung huet dëse Remarke vum Staatsrot Rechnung gedroen an den 11. Juli entspriechend och Amendementer eraginn.

A sengem Avis complémentaire vum 14. Juli huet de Staatsrot du seng Opposition formelle opgehuewen a just nach e puer legistesch Remarke gemaach.

Weider Avise koume vun der Chambre des Fonctionnaires et Employés publics a vum Syvicol. Allebéid hu si de Projet de loi grondsätzlech gelueft a begréisst. Si maachen awer opmierksam op Inkoherenze bei der Beschreiwung vun der Tâche vun de Museksenseignanten a si fuerderen, dass fir d'Chargés de cours d'Konditioun och ewechfält, dass si EU-Bierger musse sinn. An d'Staatsbeamtegewerkschaft mécht ausserdeem nach eng Remark zu de Formatiounsbedingunge beim Reclassement.

De Syvicol huet a sengem Avis nach bedauert, dass et keng Informatiounen zum Impakt vum Projet de loi op d'Gemengefinanze gëtt. Hien erënnert u seng Fuerderung, dass generell bei all Gesetz oder Reglement, déi de Gemengesecteur betreffen, eng Fiche misst bäileien, déi de finanziellen Impakt an de Gemengen aschätzt.

D'Interieurskommissioun krut de Projet de loi leschte Freide presentéiert a konnt bei der selwechter Geleeënheet och d'Avise vum Staatsrot an d'Regierungsamendementer analyséieren. An där Reunioun sinn ech dann och zur Rapportrice genannt ginn. An dëse Méinden, an dëser Woch, ass d'Kommissioun nach eemol zesummekomm an huet de Rapport och ugeholl.

Domat wär ech u sech um Enn vu mengem mëndleche Rapport ukomm. De Rescht kënnt Der natierlech selbstverständlech och am schrëftleche Rapport noliesen. An ech wäert natierlech och selbstverständlech den Accord vu menger Fraktioun ganz gären zu dësem Projet de loi ginn.

Ech wéilt awer och als Ofschloss nach, well ech mengen, et ass déi lescht Ried fir d'Interieurskommissioun an dëser Sessioun, der Ministesch an awer och dem Kommissiounspresident Dan Biancalana Merci soen – hien huet déi Kommissioun ganz gutt geleet, fir mäi Gefill emol, ech war ganz frou –, an och dem ... Ech mengen, déi aner waren och net sou onzefridde mat em, kommt, ech soen elo mol, ech schwätze mol vir. Mee och eisem Sekretär, dem Philippe Neven, an och eiser Sekretärin vun der Fraktioun, dem Brigitte Chillon, en décke Merci fir hir Aarbecht, déi si déi ganz Jore gemaach hunn. An Iech alleguerten och merci fir eng gutt Zesummenaarbecht.

An elo soen ech Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | An ech soen der Madamm Rapportrice, der Madamm Simone Asselborn-Bintz, Merci fir de Rapport a ginn d'Wuert un den éischten ageschriwwene Riedner, den honorabelen Här Emile Eicher.

Plusieurs voix | O!

Discussion générale

M. Emile Eicher (CSV) | Merci, Här President.

(Interruptions et hilarité)

Mme Nancy Arendt épouse Kemp (CSV) | Dat ass däi Charme, Mulles!

M. Emile Eicher (CSV) | Léif Kolleeginnen a Kolleegen, virop wëll ech der Madamm Simone Asselborn-Bintz e ganz grousse Merci soe fir de schrëftlechen a mëndleche Rapport, e war ganz detailléiert an huet och quasi all Remark ëmfaasst.

D'CSV begréisst selbstverständlech, datt dëse Projet de loi geschaf gëtt, wou d'Aarbechtskonditiounen, d'Remuneratioun, d'Karriären an dem Enseignement musical am Gemengesecteur fir sämtlech Mataarbechter an och Mataarbechterinnen ëmfaasst ginn.

Soumat erfëlle mir och dem Conseil d'État seng Opfuerderung, dës Mesür net, wéi fir d'éischt virgesinn, an engem Règlement grand-ducal am Kader vun dem Museksschoulgesetz vum 27. Mee 2022 festzeleeën, mee esou wéi eis Constitutioun et da virgesäit, en eegent Gesetz ze schafen. Dat och, well d'Charge budgetaire sech jo och iwwer Joren erauszitt.

Ze betounen ass, datt dëse Projet de loi eng substanziell Revalorisatioun vun de Karriäre vun den Enseignantë mat sech zitt, déi am Statutt vun engem Employé communal oder als Salarié beschäftegt sinn. An dëst zu Recht, well d'Karriäre vun de Chargés de cours wierklech net besonnesch interessant waren.

Zesumme mat der CGFP a mat der ACEN souwéi och mam Syvicol ass dësen Text ausgeschafft ginn. Do wëll ech och alle Bedeelegten – a besonnesch wëll ech awer e puer Leit erausheulen, dat sinn den Här Jean-Lou Hildgen vum Ministère de l'Intérieur an och den Här Gilles Lacour vum Ministère de l'Éducation nationale – e ganz grousse Merci fir hir gutt Zesummenaarbecht soen.

A wéi och schonn ugedeit, wat d'Madamm Asselborn scho gesot huet, bleift mir awer eng kleng Wermutsdrëps iwwreg, well de Syvicol jo a sengem Avis drop higewisen huet, datt an deem Projet de loi keng Evaluation financière fir d'Gemengen dran ass. Bei dësem jo awer wichtege Gesetz, dat d'Gemengen direkt betrëfft, well si jo e groussen Deel vun der Finanzéierung droen, wär dat net vu Muttwëll gewiescht. An an deem Sënn wënschen ech mer eng besser Transparenz an ech schléisse mech dann och dem Wonsch vun de Kolleegen aus de Gemengen un, datt an allen nächste Gesetzer, déi d'Gemenge betreffen, eng Fiche financière derbäi ass. Dat géif wierklech zu enger besserer Transparenz, mee awer och zu enger besserer Planifikatioun vun eise Finanzen à long terme féieren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Emile Eicher (CSV) | Anere Fuerderunge vum Syvicol, wéi d'Zouloossen ënner klore Virgabe vun Auslänner bei der Astellung am Enseignement musical, sinn antëschent Rechnung gedroe ginn, an dat begréisse mir als CSV.

Dir Dammen an Dir Hären, wéi schonn am Ufank ugekënnegt, gëtt d'CSV hiren Accord zu dësem Projet de loi, fir domadder enger laanger Fuerderung vun eisen Enseignanten an de Museksschoulen aus dem Gemengesecteur nozekommen. Si hunn et verdéngt an ech wëll och heimadder mäi ganz opriichtegen a grousse Merci fir hir wäertvoll Aarbecht ausdrécken.

An Iech soen ech Merci fir d'Nolauschteren a schléisse mech awer och nach de Wierder vun der Madamm Simone Asselborn un, soen eisem President aus der Interieurskommissioun och e grousse Merci fir déi flott Zesummenaarbecht an och all de Kolleegen, déi derbäi war, a soen Iech dann alleguer nach eng Kéier Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Eicher. An dann ass et um honorabelen Här Claude Lamberty. Här Lamberty, Dir hutt d'Wuert.

M. Claude Lamberty (DP) | Merci, Här President. Wa mer scho bei de Mercie sinn, da fänken ech domadder un, da vergiess ech et herno net. Also ech schléisse mech dann natierlech deene Mercien un, dem President vun der Kommissioun, awer och ganz besonnesch hei der Rapportrice, dem Simone Asselborn-Bintz, fir hire mëndlechen an och schrëftleche Rapport.

Mam Vott vum Projet de loi 8063 haut maache mer e weidere Schrëtt no vir. Mer schafe Kloerheet, wat d'Aarbechtskonditiounen an d'Remuneratioun vum Personal, dat an de Museksschoulen am kommunale Secteur involvéiert ass, ubelaangt. An dat ass och gutt esou.

Am Zesummenhang mat dësem Projet de loi ass et eis als DP wichteg ze betounen, dass iwwert déi lescht Joren eng Rei Mesüren ausgeschafft goufen, fir d'Qualitéit an d'Accessibilitéit vum Museksunterrecht allgemeng ze verbesseren, de Stellewäert vun der Musek awer och ze stäerken an d'Zesummenaarbecht tëscht de Museksschoulen, de Bildungs- an och Kannerbetreiungsstrukturen ze vereinfachen.

An deem Kontext wéilt ech op dëser Plaz nach eng Kéier op d'Gesetz iwwert den Enseignement musical ze schwätze kommen, wat mer d'lescht Joer am Abrëll gestëmmt hunn a wat zanter dem 1. September a Kraaft ass. E Gesetz, wat mat den Dispositiounen, déi mer haut stëmmen, ganz enk verzaant ass. Jo, de Kader vun dësem Projet de loi fënnt sech am neie Gesetz vum Enseignement musical erëm. Den Accès zum Museksunterrecht zu Lëtzebuerg gouf jo mam Gesetz iwwert den Enseignement musical, kommt, mir nennen et „vereinfacht". An dat ass och gutt esou.

Säit dem September gëllt eng Gratuitéit vun engem ganz groussen Deel vun de Musekscoursë fir Kanner a Jugendlecher bis 18 Joer. Als Demokratesch Partei war et eis wichteg, dass all Kand an all Jugendlechen d'Méiglechkeet huet, wann e Musek oder Danz oder Sange wëll maachen, dass en dat dann och ka maachen. Net ze vergiessen och, dass eng komplett iwwerschaffte Finanzéierung vum Staat un d'Gemenge betreffend de Museksunterrecht stattfonnt huet.

An des Weidere gouf och mam Vott vum neie Gesetz iwwert den Enseignement musical d'Reform vun den Enseignantskarriären agelaut. Et war wichteg, dass déi nei Karriären definéiert respektiv och Dispositions transitoires agefouert goufen, soudass all Enseignant valoriséiert ass.

Här President, et war mer wichteg, dës kuerz Explikatiounen nach eemol op dëser Plaz ze soen, well d'Gesetz iwwert den Enseignement musical an den haitege Projet de loi ganz enk matenee verbonne sinn. Anescht gesot, d'lescht Joer hu mer en éischte Schrëtt gemaach, fir de Museksunterrecht nach méi attraktiv ze maachen, haut maache mer mam Vott vun dësem Projet de loi e weidere Schrëtt. Mer schafe Kloerheet, wat d'Aarbechtskonditiounen an d'Remuneratioun vum Léierpersonal ugeet, et ginn Ongerechtegkeete fir ronn 800 Enseignanten aus der Welt geschaf.

An deem Sënn ginn ech den Accord vun der DP-Fraktioun a soen Iech all Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Lamberty. An da wier et un der Madamm Jessie Thill.

Mme Jessie Thill (déi gréng) | Merci, Här President. Och als Gréng soe mer natierlech der Madamm Simone Asselborn-Bintz villmools Merci fir hire gudde schrëftlechen a mëndleche Rapport.

Mir begréisse ganz kloer, datt d'Karriären an dem Musekssecteur an de Gemengen ugepasst ginn. D'Gratuitéit vun de Musekscoursen ass elo natierlech wierklech eppes, wat immens flott ass. Et gesäit een, dass ëmmer méi Kanner sech och an d'Musekscoursen aschreiwen. Dir gesitt dat bestëmmt och an anere Gemengen. Am Uelzechtdall si mer bal Affer vum Succès vun där ganzer Campagne. Et ass wierklech esou, dass de ëmmer méi Kanner hues, déi sech aschreiwen.

Mee do wollt ech mech awer och uschléissen dem Avis vum Syvicol an deem, wat den Emile Eicher gesot huet, dass et effektiv awer interessant wier, och a sou engem Fall wéi deem hei, deen awer d'Gemengefinanze grouss impaktéiert, Fiche-financièren ze hunn och fir d'Gemengen, dass se kënne besser laangfristeg plangen, wou se landen.

An dann zum Schluss: Ech ginn natierlech och den Accord fir déi gréng Fraktioun, ouni ze vergiessen, dem Dan Biancalana e grousse Merci ze soe fir d'Féierung vun der Interieurs- a Chancëgläichheetskommissioun. Voilà, merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Thill. An dann ass et um honorabelen Här Jeff Engelen.

M. Jeff Engelen (ADR) | Merci, Här President. Fir unzefänken en häerzleche Merci der Madamm Asselborn-Bintz fir hire mëndlechen a schrëftleche Rapport. A wa mer scho bei de Mercie sinn, da wëll ech och dem Här Dan Biancalana Merci soe fir d'Presidence déi fënnef Joer elo an dëser Kommissioun.

Ech wëll awer net ofschléissen ... – den Accord gi mer zu dësem Gesetz –, ech wëll awer zwou Doleancen, wann ech sou dierf soen, mat op de Wee ginn. Engersäits ass d'Gefor ginn duerch dëst Gesetz, datt déi kleng Museksschoule riskéieren, den zweete Präis ze kréien. Ech mengen, do musse mer kucken, dann dat néidegt Fangerspëtzegefill ze hunn, datt och déi kleng Museksschoule genuch Personal an och qualifizéiert Personal behalen, fir deem Rechnung ze droen, well do kéint emol eng Gefor opkommen.

An dat anert ass, well et jo elo am Secteur communal ass, da misst jo och d'Astellungsprozedur an déi Richtung goen. An et wier eise Wonsch, och op déi Dräisproochegkeet opzepassen, besonnesch bei Kanner. Deemno wat fir eng Sprooch datt se hunn, wier et awer gutt, wa se an där Sprooch ënnerriicht ginn, wou se doheem sinn.

An ech mengen, an deem Sënn ginn ech den Accord vun der ADR zu dësem Gesetz. Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Engelen. An dann ass et un der Madamm Myriam Cecchetti.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Jo, merci, Här President. Als Alleréischt der Rapportrice emol e grousse Merci fir hire gudde mëndlechen a schrëftleche Rapport.

Dëse Projet de loi reglementéiert endlech d'Aarbechtsmodalitéite vun all deene Leit, déi am educative musikalesche Beräich schaffen. Dëst war och batter néideg a mir begréissen et, dass mir et fäerdegbruecht hunn, dëse Projet de loi nach virum Enn vun der Legislaturperiod ze stëmmen, wat net sou evident ass, wann ee kuckt, wat fir eng Aarbecht mer hunn a wéi vill Gesetzesprojete mer awer net kënne stëmmen, well mir et einfach net méi packen a well och de Staatsrot et net méi packt, wéi zum Beispill d'Dispositioune vum Congé politique am Gemengeberäich. Wann ee weess, wéi d'Charge de travail vun deenen eenzele Schäffen, Schäffinnen, Buergermeeschteren, Buergermeeschteschen an awer och Conseiller, Conseillèren an d'Luucht gaangen ass, wier dat och batter néideg gewiescht, datt mer dat hätte kënne regléieren. Mee ech weess, et louch net un Iech, et ass net sou einfach, mee et wier gutt, wann dat, soubal déi nei Regierung steet, awer ganz séier an Ugrëff géif geholl ginn. Dofir Klammer op, Klammer zou. Mee heifir op alle Fall: Vun de Leit, déi all an dësem Beräich schaffen an der Museksschoul, héchstwarscheinlech e ganz, ganz grousse Merci.

Här President, dëse Projet de loi reegelt, sou wéi et och vun der Constitutioun eebe virgesinn ass, de ganze Volet Remuneratioun, wat d'Enseignantë vun de Musiksschoulen ugeet. Virdru si se jo einfach vun engem Règlement grand-ducal gereegelt ginn, se sinn also komplett laanscht d'Chamber gaangen, an dat ass mat deem heien elo net méi de Fall.

De Syvicol wéi och déi concernéiert Enseignanten hu sech grosso modo averstane gewise mat dësem Gesetz, well elo d'Enseignanten aus de Museksschoule gläichgestallt sinn, wat d'Konditiounen an d'Remuneratiounen ugeet, mat de Salariéë respektiv den Employéë respektiv de Fonctionnairen op de Gemengen. Dëst revaloriséiert och déi ganz Branche, wat immens wichteg ass, well et ass e ganz wichtege Volet, wa Kanner kënnen a Museksschoule goen a wa se deem kënnen nogoen, an och déi Gratuitéit ass ganz, ganz wichteg.

D'Rapportrice ass, mengen ech, am Detail op all déi verschidde Modalitéiten agaangen, soudass ech dat net méi brauch ze maachen. Meng Virriedner a Virriednerinne sinn och nach op déi eng oder aner Punkten agaang, ech brauch nach just op dëser Plaz den Accord vun der Lénker ze ginn a soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Cecchetti. An de leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Merci dem Simone Asselborn-Bintz fir de gudde schrëftlechen a mëndleche Rapport a merci dem Dan Biancalana fir déi flott fënnef Joer an der Kommissioun.

D'Museksschoulen hunn – mir hunn eng grouss Museksschoul zu Péiteng – am Moment éischter de Problem, dass een net genuch Leit fënnt, déi wëllen dohinner schaffe goen, well mir hunn, eeben och duerch de gratis Musekunterrecht, eng héich Demande. Ech muss dozou awer och soen: Mir hunn awer och doduerjer méi Kanner, déi op eemol einfach am Laf vum Joer ophalen, wéi virdrun, well et eebe gratis ass.

Dat ass e bëssen den Nodeel dobäi. Mir stinn awer ganz kloer hannert dem gratis Musekunterrecht. Mee et ass net ëmmer einfach, fir genuch Personal ze fannen, fir iwwerhaapt der Demande nach nozekommen. Dat hu mer elo als Gemengerot méi oft gemierkt, an ech hoffen, mat dësem Projet, dass och do d'Attraktivitéit elo wäert steigen an dass dann och méi Leit sech wäerten an Zukunft fir d'Museksschoul mellen. Well bekanntlech ass dat, d'Kultur, awer mat déi Sprooch, déi jiddereen, a grad d'Musek, weltwäit versteet, an dat, wat och zur Integratioun an zum Zesummenhalt an eisem Land féiert.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Goergen.

D'Regierung huet d'Wuert. D'Madamm Inneministesch Taina Bofferding.

Prises de position du Gouvernement

Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Intérieur | Nun, Här President, fir d'éischt emol och e grousse Merci un d'Rapportrice an och alleguerten d'Virriedner, déi schonn op déi weesentlech Punkten agaange sinn, soudatt ech dat net muss maachen.

Ech wëll just, well och den Educatiounsminister hei ass, nach eng Kéier drun erënneren, dass mer jo am Juli 2021 eeben zesumme mat der Educatioun, awer och mam Syvicol d'Reform vum Enseignement musical virgestallt haten. An ech si frou, dass haut dann endlech och de leschten Deel kann dee Moment gestëmmt ginn an dass mer eeben derfir suergen, dass déi Jonk e qualitativ héichwäertege Museksunterrecht offréiert kréien.

Als Inneministesch sinn ech jo bei dëser Reform involvéiert, alles wat elo d'Fro ronderëm d'Revalorisatioun vun de Karriäre betrëfft, a fir mech ass et hei ganz essentiell, dass mer den Accord mat de Gewerkschaften, mat der FGFC an och der ACEN, déi och schonn hei begréisst gi sinn ..., dass mer eis eeben hei konnten op en Accord eenegen. En Accord, deen, wéi gesot, eng Opwäertung vun de Karriäre mat sech bréngt. A mir war et eebe wichteg, eis war et wichteg, dass mer dat eeben och mat de Concernéierten zesumme kucken, wéi déi Opwäertung da schlussendlech sollt ausgesinn.

An engem gutt fonctionéierende Sozialdialog kommen alleguerten d'Partner zesumme mat hiren eenzele Revendicatiounen – mir diskutéieren heiansdo och mol bësse méi kontrovers – an da verhandelt een an da gëtt ee sech herno eeben eens an engem Accord, en Ofkommes, wat da vun all de Säite gedroe gëtt. Dat ass – an dofir soen ech dat och ganz bewosst –, dat ass sou eis Lëtzebuerger Spezialitéit, dat ass eisen Erfollegsmodell nach ëmmer gewiescht an dat bleift en och, fir eebe grad sou wichteg Reforme kënnen unzegoen. An et ass och fir mech e ganz wichtegen Aspekt, alles, wat de Gemengesecteur betrëfft, dee jo sou villfälteg ass, fir eeben hei ëmmer kënnen zesummen, oder wéi mir et soen am Interieur, mateneen un deene Reformen ze schaffen.

D'Gesetz suergt elo derfir, dass déi aktuell Chargé-decoursen no hirem Diplom bezuelt ginn. Éischtens ass et wichteg, dass eeben déi Ongerechtegkeet net méi besteet, dass mer keng Ongerechtegkeetsdifferenz tëschent den eenzele Karriären am Gemengesecteur hunn, an – an dat ass, mengen ech, och scho vun e puer Virriedner ugedeit ginn – et ass wichteg, dass mer eeben derfir suergen, dass de Beruff weiderhin attraktiv bleift a virun allem dass mer genuch qualifizéiert, gerecht bezuelt a virun allem och motivéiert Personal, wat gären den Unterrecht hält, gären de Museksunterrecht hält, rekrutéieren.

Ee Punkt wëll ech nach ervirsträichen, well dee mer och perséinlech ganz wichteg ass, dat ass de Punkt vun de Formatiounen, deen och elo ganz kloer Bestanddeel vun der Reform ass. Fir d'Personal am Museksunterrecht besteet eeben elo d'Méiglechkeet, eng 30 Deeg Formation continue an deene Fächer ze maachen, déi si jo och an hirem Alldag begleede respektiv déi och an hirem beruffflechen Alldag nëtzlech sinn.

An hei hu mer eeben elo déi Formation spéciale, déi d'Conservatoiresprofesseren am Stage maachen, opgemaach och fir d'Formation continue. Domadder bidde mer hinnen eeben nach weider Méiglechkeeten, virun allem eng Ausbildung, déi un d'Gesetzgeebung an un d'Organisatioun vum Museksunterrecht gebonnen ass, an zousätzlech ginn déi pedagogesch Aspekter vum Beruff, déi och net onweesentlech sinn, hei eeben och weider beliicht.

Dat ass, an dofir betounen ech et, eeben en Novum, wat mer hei maachen. An domadder droe mer och sécherlech derzou bäi, dass eeben de Museksunterrecht nach besser gëtt, wéi e scho war, respektiv dass mer eeben och nach eng nei Qualitéitsdimensioun mat erabréngen.

Nach ee Wuert zur Fiche financière, well dat hei och elo vun e puer Riedner ugeschwat ginn ass. Et ass sou, beim initiale Projet war eng Fiche financière derbäi, do ware schonn déi Estimatioune gemaach ginn, wat dee Surcoût eebe fir d'Gemenge géif mat sech bréngen. Mee et ass richteg, et misst een eigentlech sou de Reflex hunn, systematesch bei Gesetzer, déi hei am Haus gestëmmt ginn, dass mer dann och sou eng Fiche financière derbäi hunn, dass et och méi kloer ass, wat fir e finanziellen Impakt dat herno op d'Gemengen huet.

Voilà, dëst betount, Här President, sinn ech frou, dass mer, wéi gesot, haut deen Accord mat de Gewerkschafte kënnen ëmsetzen, dass mer dat elo alles konnten zesumme maachen, eebe mat eise Leit aus de Ministèren, zesumme mat de Gewerkschaften, an dann ass et elo un der Chamber, dëst positiivt Gesetz op en Enn ze bréngen.

An dofir soen ech Iech alleguerten e grousse Merci dofir, an dann nach eng Kéier e grousse Merci fir déi Zesummenaarbecht, déi mer an der Interieurskommissioun haten. Mir hu vill diskutéiert, mir waren eis net ëmmer ..., am Ufank ware mer net ëmmer der selwechter Meenung, mee dat mécht een eeben, dann diskutéiert een zesummen, ëmmer ganz konstruktiv. An am Endeffekt sinn awer déi grouss Reformen, déi och am Gemengesecteur elo ustoungen, ëmmer eigentlech unanime gestëmmt ginn. An ech fannen, dat ass och e ganz, ganz staarkt Zeechen no bausse fir eis Gemengen, an dofir wollt ech Iech nach eng Kéier e grousse Merci soen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools der Madamm Inneministesch Taina Bofferding. An den Educatiounsminister Claude Meisch iwwerhëlt elo de Relais fir d'Regierung.

M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | Jo, Här President, just ganz kuerz. Et ass flott ze gesinn, datt mer viru méi wéi engem Joer hei d'Gesetz iwwert den Enseignement musical gestëmmt hunn – an eenzel Riedner sinn dorobber agaangen –, dat war eng däitlech Opwäertung vum Enseignement musical.

An am Package dra war eigentlech och eng Opwäertung vun de Karriäre vun de Museksenseignantë virgesinn, well dat eent geet net ouni dat anert. A mir mussen och Jonker motivéieren, sech fir eng professionell Richtung an deem dote Beräich, am Museksunterrecht, ze engagéieren a selwer ze begeeschteren. An dofir sinn ech frou, datt mer haut hei och dann deen Deel vun der gesamter Reform vum Enseignement musical kënnen ëmsetzen.

Et ass alles gesot ginn, Här President. Vläicht een Aspekt, un deen ech nach wollt erënneren, dat ass, datt déi Karriäre jo schonn den 1. Januar 2023 sollten a Kraaft trieden, sou wéi de Gesetzestext et initialement virgesinn huet, an dat geschitt och elo hei retroaktiv, soudatt eigentlech déi Verzögerung, déi vum Wiessel vu Règlement grand-ducal op e Projet de loi komm ass, eigentlech net au détriment vun de Museksenseignantë komm ass. An ech denken, datt dat och wichteg ass, datt mer déi Engagementer, déi mer par rapport zu der FGFC an der ACEN geholl hunn, datt mer déi och voll a ganz hei kënnen honoréieren.

Villmools merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools dem Här Educatiounsminister Claude Meisch. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Da kucke mer lo, ob et wierklech keng Mësstéin ginn, a kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8063.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8063 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Mir maachen de Vote par procuration. D'Harmonie ass net perfekt. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass mat 59 Jo-Stëmme bei kenger Nee-Stëmm a bei kenger Abstentioun ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes (par Mme Octavie Modert), Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Georges Mischo), Claude Wiseler et Michel Wolter ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff (par M. Gusty Graas), Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par Mme Barbara Agostino) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser et Fred Keup ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et sou decidéiert.

4. 7524 – Projet de loi portant sur la qualité des services pour personnes âgées et portant modification de :

1° la loi modifiée du 16 mai 1975 portant statut de la copropriété des immeubles bâtis ;

2° la loi modifiée du 8 septembre 1998 réglant les relations entre l'État et les organismes œuvrant dans les domaines social, familial et thérapeutique

Als nächste Punkt um Ordre du jour vun de Mëtte steet de Projet de loi 7524 iwwert d'Aféierung vun engem legale Kader fir d'Servicer fir eeler Leit. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht an d'Wuert huet elo de Rapporter vun dësem Projet de loi, den honorabelen Här Claude Lamberty. Här Lamberty, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de la Famille et de l'Intégration

M. Claude Lamberty (DP), rapporteur | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, genee wéi a ganz Europa geet den Undeel un eelere Bierger och hei zu Lëtzebuerg ëmmer méi an d'Luucht. De medezinnesche Fortschrëtt, besser Aarbechtskonditiounen an eng méi gesond Liewensaart a -weis suergen derfir, dass d'Liewenserwaardung vun de Mënschen allgemeng an d'Luucht geet.

E Bléck op d'Evolutioun vun der Alterspyramid weist, dass besonnesch den Undeel u ganz eelere Leit, Senioren iwwer 80 a méi, an de leschte Joren exponentiell geklomm ass. Wärend d'Liewenserwaardung vun de Fraen ufanks den 90er bei ronn 79 Joer louch, läit se de Moment bei 84,8. Bei den Hären ass se dergéint vun 72,6 op 80,3 geklomm. An der Moyenne ginn d'Fraen hautdesdaags also ronn sechs Joer an d'Männer ronn aacht Joer méi al wéi nach virun 30 Joer.

Zejoert hunn zu Lëtzebuerg ronn 95.000 Persounen iwwer 65 Joer gelieft, dat sinn zirka 15 % vun eiser gesamter Populatioun. An de leschte 40 Joer huet sech d'Unzuel u Seniore quasi verduebelt an d'Prognose weise ganz genau weider an déi do Richtung. Et gëtt sech erwaart, dass mir bis 2060 ronn 200.000 Senioren zu Lëtzebuerg liewen hunn.

Et ass also nëmme verständlech, dass sech de Secteur vun der Gesondheet, der Fleeg a besonnesch d'Strukturen an d'Servicer fir eeler Leit dem demografesche Wandel an der Entwécklung vun der Bevëlkerungspyramid mussen upassen.

De Profill vun de Residenten an den Alters- a Fleegeheemer huet sech iwwert d'Jore staark verännert. D'Altersmoyenne bei der Umeldung an de Strukturen ass däitlech an d'Luucht gaangen. Ee vun de Grënn, firwat d'Senioren haut ëmmer méi laang waarden, bis datt se an en Alters- oder Fleegeheem plënneren, ass sécherlech d'Entwécklung vun enger Panoplie u mobille Servicer, déi d'Leit doheem kënne begleeden. An dat ass och kloer am Sënn vun eiser Politique du troisième âge, déi sech fir de Maintien à domicile ausgeschwat huet. Mir sinn eis doriwwer bewosst, dass déi eeler Leit sech oft doheem am wuelste spieren, an dat musse mir als Politick och ënnerstëtzen.

Wann dann awer gesondheetlech, kierperlech oder geeschteg Aschränkungen optrieden, déi net méi eleng duerch Soins à domicile ze meeschtere sinn, ass et wichteg, dass mir héichwäerteg Dages- a Laangzäitstrukture fir fleegebedürfteg Leit hunn.

Mat der Alterung vun der Bevëlkerung wäert d'Nofro u Gesondheetsleeschtungen a Laangzäitfleeg an Zukunft weider klammen, dat weisen och d'Prognose vun der Inspection générale de la sécurité sociale. Wärend den Ament ronn 5.100 Persounen am Alter iwwer 65 Joer an enger Wunnstruktur liewen, kéint sech dës Zuel an den nächste 40 Joer, wéi gesot, verdräifachen. Och d'Unzuel u Persounen, déi vun de Soins à domicile profitéieren, kéint sech méi wéi verduebelen.

Als Politick musse mer derfir suergen, dass mir zu Lëtzebuerg prett sinn, fir dës gesellschaftlech Entwécklungen ze meeschteren. Mir musse weiderhin eng héich Qualitéit bei de Servicer garantéieren, sief dat bei de mobille Servicer doheem oder bei de Prestatioune vun den Alters- a Fleegeheemer. Dobäi ass et wichteg, datt mir den eelere Leit en héicht Mooss un Autonomie erlaben, fir datt se dignement kënnen al ginn an Acteur vun hirem eegene Liewe kënne bleiwen.

Fir d'Qualitéit vun de Servicer fir eeler Leit ze verbesseren, hat d'Regierung schonn am Koalitiounsaccord eng Reform vum Gesetz vum 8. September 1998 virgesinn, dat d'Relatiounen tëscht dem Staat an den Acteuren am sozialen, familiären an therapeutesche Beräich regeelt, dat sougenanntent „ASFT-Gesetz".

De virleiende Gesetzesprojet huet als Objet, genee dës Reform an d'Realitéit ëmzesetzen, andeems mir verschidde Servicer fir eeler Leit ëmorganiséieren, fir eng besser Transparenz bei der Offer suergen a prezis Qualitéitskrittäre festleeën, un déi sech d'Prestatairë vu Fleegeservicer zukünfteg och mussen halen.

Wat d'Servicer fir eeler Leit betrëfft, ginn Adaptatiounen u siwe verschiddene Prestatioune virgeholl, an zwar den Alters- a Fleegeheemer, de mobille Fleegedéngschter, de Centres psycho-gériatriques, de Clubs Seniors, den Activités seniors, dem Repas sur roues an dem Telealarm.

Dësen Text leet ganz kloer fest, wat déi jeeweileg Servicer mussen ubidden a wat d'Leeschtunge sinn, op déi d'Leit e Recht hunn. Bis ewell war dat net ëmmer ganz kloer gereegelt. Et gëtt dann och genau definéiert, wéi d'Infrastrukture mussen ausgesinn. An der Wunnstruktur gëtt zum Beispill e grousse Wäert op d'Parties communes geluecht, fir d'Zesummeliewen ze fërderen an de Leit d'Méiglechkeet ze ginn, aktiv um Liewen am Haus deelzehuelen. Mir wëllen evitéieren, dass déi eeler Leit de ganzen Dag eleng an hirer Kummer bleiwen, dofir schafe mir Plazen, wou d'Bewunner sech treffen a begéine kënnen, fir zesummen hiren Alldag ze gestalten.

De Projet de loi definéiert och kloer d'Aufgabe vum Chargé de direction an d'Qualifikatiounen, déi dës Persoun muss virweisen. De Chargé muss souwuel Kenntnisser an der Gestioun wéi an der Gerontologie hunn, op d'mannst e Bachelor oder BTS hunn, e muss kënne Lëtzebuergesch schwätzen an entweeder Däitsch oder Franséisch an e muss d'Konditioune vun der Honorabilitéit erfëllen. An Zukunft kann e Chargé dann och zwee oder méi Servicer geréieren.

Den Text schaaft dann och d'Notioun vum „Règlement général". All Gestionnaire vun enger Wunnstruktur muss e Règlement général adoptéieren, an deem de Projet d'établissement, den Organigramm vun der Struktur, de Sécherheetsplang an de Règlement d'ordre intérieur festgehale gi souwéi och e Concept de bientraitance oder e Konzept fir den Ëmgang mat demenzkranke Leit, fir nëmmen déi ze nennen. Eng ganz Oplëschtung heizou fënnt een natierlech am Gesetzesprojet.

Des Weidere gëtt kloer am Gesetz definéiert, wéi d'Kontrakter vun de Servicer fir eeler Leit mussen ausgesinn, souwuel wat d'Form wéi och wat de Contenu ubelaangt. De Kontrakt muss entweeder op Däitsch oder Franséisch geschriwwe sinn an de Gestionnaire gëtt derzou verflicht, dem Bewunner oder sengem Représentant légal de Contenu ze erklären. Op Demande mussen dës Erklärungen och op Lëtzebuergesch oder souguer an Zeechesprooch kënne gemaach ginn.

Fir d'Prise en charge vun den eelere Leit ze verbesseren, mussen d'Gestionnairen an Zukunft en Dossier individuel iwwer all d'Bewunner féieren. Dësen Dossier gëtt bei der Admissioun ugeluecht a reegelméisseg och à jour gehal. Nieft de perséinlechen Donnéeë vun der Persoun gëtt hei och de Kontakt vun der Vertrauenspersoun an eng Kopie vum Kontrakt hannerluecht.

Bis ewell hu mir am Gesetz ënnerscheet tëscht de sougenannte „Centres intégrés pour personnes âgées", also Altersheemer, an de „Maison de soins", also de Fleegeheemer. An Zukunft sollen dës Haiser ënnert engem eenzege Begrëff zesummegeluecht ginn, deem vun de „Wunnstrukturen". An dëse Wunnstrukture soll d'Inklusioun an d'Zesummeliewe ganz grossgeschriwwe ginn. Et sollen oppen Haiser sinn, an deene jidderee sech wuel spiert an aktiv um Liewe bannent a baussent der Struktur kann deelhuelen.

Wat déi mobill Fleegedéngschter betrëfft, mussen d'Prestatairen an Zukunft souwuel eng Aide à domicile wéi verschidde Soins à domicile offréieren. Bis ewell hate se de Choix, just ee vun deene Beräicher ze couvréieren, ma an Zukunft soll all Prestataire eng ganzheetlech Prise en charge vun de Leit doheem kënnen assuréieren.

D'Centres psycho-gériatriques ginn ëmbenannt a „Centres de jour" a sollen den eelere Leit weiderhin d'Méiglechkeet bidden, wärend dem Dag an engem Grupp kënne betreit ze ginn. Och d'Clubs Seniors wiesselen den Numm an heeschen an Zukunft „Clubs Aktiv Plus". D'Servicer vum Telealarm, dem Repas sur roues souwéi d'Activités seniors ginn an dësem Gesetz einfach méi kloer definéiert.

An engem zweete Volet suergt dëse Projet de loi fir eng gréisser Transparenz bei de Servicer fir eeler Leit, andeems d'Präisser vu sämtlechen Aktivitéiten, Servicer a Prestatiounen an engem spezielle Regëster musse public gemaach ginn. D'Leit solle sech kënnen am Virfeld doriwwer informéieren, wat e Service kascht, fir e bewosste Choix kënnen ze treffen a béis Iwwerraschungen ze evitéieren. Wat d'Wunnstrukture betrëfft, solle se genee gesinn, wat am Pensiounspräis mat dran ass a wéi eng Supplemente eventuell kënnen ufalen. Sinn d'Käschte fir d'Wäsch am Basispräis mat dran? Muss ech extra fir eng Televisioun, den Telefon oder den Internet bezuelen? Wéi eng Fräizäitaktivitéite gi mat ugebueden a wéi vill kaschten déi extra? Dat sinn alles Froen, op déi souwuel déi aktuell wéi och déi zukünfteg Bewunner an Zukunft eng transparent Äntwert solle kréien.

De virleiende Gesetzesprojet féiert deemno e sougenannte „Regëster fir d'Servicer fir eeler Leit" an, an deem d'Präisser vu sämtlechen Déngschter kloer duergestallt ginn, an dat fir jidderee fräi accessibel. D'Gestionnairë vun de Wunnstrukture mussen hir Pensiounspräisser a Kontrakter also ganz kloer duerleeën. Mat dësem Regëster erméigleche mir de Leit, déi eenzel Haiser a Servicer ënnerteneen ze vergläichen a soumat déi Offer ze wielen, déi fir si och am beschte kléngt.

Dat wichtegst Zil vun dësem Gesetz betrëfft awer d'Kontroll vun der Qualitéit vun de Wunnstrukture fir eeler Leit. An Zukunft kritt de Ministère fir d'Famill an Integratioun nei Moyenen, fir an d'Strukturen eranzekucken an ze kontrolléieren, wéi d'Bewunner am Alldag betreit ginn a wéi d'Zesummeliewen an de sozialen Austausch gestalt sinn. An hei geet et drëms ze kucken, ob d'Leeschtungen, déi versprach ginn, och wierklech bei de Leit um Terrain ukommen, an och, ob d'Personal déi Prozedure lieft, déi um Pabeier stinn, an – net onwichteg! – ob d'Leit sech insgesamt wuel fillen.

Dat ass e wichtegt Element vun dësem Gesetzesprojet, fir Virfäll, wéi mer se aus dem Ausland héieren hunn, virzebeugen. Huet d'Struktur e Formatiounsplang fir säi Personal? Existéiert eng kloer Prozedur fir d'Dokteschvisitten? Hunn d'Bewunner de Choix tëscht méi wéi engem Menü am Restaurant? Gëtt den Animatiounsprogramm fir si och kloer affichéiert? Dat si Punkten, déi am Kader vun der neier Qualitéitskontroll iwwerpréift an och evaluéiert ginn.

Nieft de bestoenden Agrementskontrolle wäert de Ministère breet ugeluechte Qualitéitskontrolle bei de Prestatairen duerchféieren an hir Offer unhand vu spezifeschen Evaluatiounskritäre bewäerten. All Prestataire soll op d'mannst eemol an engem Intervall vun dräi Joer kontrolléiert ginn, mee et kann awer och méi oft sinn. Am Fall vun de Wunnstrukture berout dëse Prozess zum Beispill op spontanen administrative Kontrollen engersäits oder op Interviewen tëscht den Agente vum Staat, de Bewunner an dem Personal anerersäits. An all Wunnstruktur mussen op d'mannst fënnef där Interviewen duerchgefouert ginn. Nieft der genereller Zefriddenheet vun de Bewunner ginn hei d'Ëmsetzung vum Règlement général, de Respekt an d'Sensibiliséierung iwwert déi verschidde Prozeduren, zum Beispill bei der Admissioun vun de Bewunner, an d'Mise en place vun de Servicer bewäert.

Am Fall, wou en Evaluatiounskritär d'Erwaardungen net erfëllt an eng „ongenügend Nott" kritt, muss de Gestionnaire innerhalb vun dräi Méint e Plan de remédiation erstellen, mat engem Kalenner a Moossnamen, fir dës Lacunnen och kënnen opzeschaffen. Am Sënn vun der Transparenz gi souwuel d'Resultater vun der Evaluatioun wéi och de Plan de remédiation public gemaach.

Als Rapporter vun dësem Gesetz sinn ech frou iwwert d'Aféierung vun dësem Bewäertungssystem, well domadder d'Méiglechkeet gi gëtt, bei Problemer zäitno kënnen anzegräifen an d'Gestionnairen derzou ze verflichten, eng qualitativ héichwäerteg Betreiung ze offréieren. Den neien Outil erlaabt eis, en direkte Feedback vum Personal an de Bewunner ze kréien an zesummen no Léisunge fir d'Verbesserung vun der Qualitéit ze sichen.

Eng gutt an intensiv Betreiung setzt allerdéngs och viraus, datt mir genuch qualifizéiert Personal an de Wunnstrukturen hunn. De virleiende Gesetzesprojet gesäit dowéinst eng Hausse vum Personalschlëssel vir, fir datt ronderëm d'Auer eng méi staark Presenz vum Personal garantéiert ass.

Des Weidere ginn d'Dispositiounen iwwert déi zwou Formatioune vun der Hygiène an der Psychogeriatrie an de Gesetzestext iwwerholl. D'Formatioun vun der Psychogeriatrie riicht sech u sämtlech Membere vum Betreiungspersonal vun de Wunn- an Dagesstrukturen a vun de mobille Servicer.

D'Personal soll hei léieren, wéi een am beschte mat eelere Leit ëmgeet, déi un enger Demenzerkrankung leiden. D'Formatioun gëtt vum Familljeministère organiséiert an dauert fënnefmol aacht Stonnen. Pro Service mussen an Zukunft op d'mannst 40 % vum Personnel encadrant dës Formatioun beluecht hunn. D'Formation „Hygiène" dauert dräimol aacht Stonnen an ziilt drop of, d'Betreiungspersonal iwwert d'Infektiounsrisiken opzeklären a Bonnes pratiques am Beräich vun der Hygiène ze vermëttelen. Dës Formatioun geet iwwregens Hand an Hand mat der Aféierung vum neie Référent hygiène, deen als Aufgab huet, d'Infektiounsrisiken ze identifizéieren an dem Chargé de direction matzedeelen, ze kontrolléieren, datt d'Hygiènesprotokoller agehale ginn, an d'Personal an deem Beräich och ze beroden. Den neie Posten ass och als Äntwert op d'Lektioune vun der Covid-19-Pandemie ze gesinn. Pro Struktur muss op d'mannst eng Persoun vum Betreiungspersonal dëse Posten iwwerhuelen.

An engem weidere Punkt definéiert de Projet de loi, wéi eng Informatiounen am Projet d'établissement vun de Wunnstrukturen a vun den anere Servicer fir eeler Leit musse festgehale ginn. An Zukunft muss dann och all Wunn- an Dagesstruktur souwéi all mobille Fleegedéngscht e sougenannten „Eethikkommitee" hunn, deen d'Senioren an d'Personal bei schwierege moraleschen Entscheedungen ënnerstëtzt. Op Demande kann den Eethikkommitee och d'Personal an d'Chargés de direction bei eethesche Froe beroden, déi sech zum Beispill am Kader vu palliative Prestatioune stellen.

Ausserdeem muss eng kloer Prozedur fir d'Gestion des réclamations bei all Service opgestallt ginn, fir dass d'Leit wëssen, wou an u wie si sech kënne wenden. Esou stäerke mir d'Rechter vun den eelere Leit an hire Familljen.

An am Fall, wou keng Léisung tëscht de Leit an dem Prestataire fonnt gëtt, kënnt dann de Mediateur an d'Spill. En nationalen Informatiouns- a Mediatiounsservice wäert opgebaut ginn, fir ze beroden, ze hëllefen, ze schlichten, wann ëmmer et néideg ass. Och wäert d'Commission permanente pour le secteur des personnes âgées an dësem Text eng legal Basis kréien an hir Missioune wäerten erweidert ginn. Dës Kommissioun war am Juli 2021 schonn iwwer eng Motioun an der Chamber agefouert ginn a kritt dann och elo eng legal Basis. All d'Acteuren, déi mam Secteur vun den eelere Leit ze dinn hunn, sëtzen hei ronderëm den Dësch. D'Kommissioun ka Recommandatiounen zu de Projets d'établissement an den Evaluatiounskritäre vun der neier Qualitéitskontroll maachen an och Etüden iwwert d'Situatioun vun den eelere Leit realiséiere loosse respektiv selwer realiséieren.

Do dernieft schaaft de Projet de loi eng legal Basis fir de Conseil supérieur des personnes âgées, dee bis ewell nach net am Gesetz festgehale gouf. D'Aufgab vun dësem Conseil ass et, de Minister bei sämtleche Froen iwwert de Secteur vun den eelere Leit ze beroden a Léisungsvirschléi zu bestoende Problemer ze proposéieren. De Conseil setzt sech zesummen aus Vertrieder aus dem Aleberäich, de Syndikater, dem Staat, awer och aus Professionellen aus de Beräicher Medezinn, Droit, Gerontologie a Sozialaarbecht.

E leschte Punkt zu den Dispositioune vum Gesetzesprojet concernéiert déi nei Obligatioune fir dat sougenanntent „Betreit Wunnen", méi genee, wat d'Accessibilitéit vun de Gebaier an d'Wunnenge betrëfft.

Zu gudder Lescht wëll ech nach ganz kuerz op d'Avisen ze schwätze kommen, déi zu dësem Projet de loi erakoumen. Wichteg dobäi ze erwänen ass, dass dësen Text säit dem Depot ufangs 2020 ganzer dräimol amendéiert gouf. An de leschten dräi Joer gouf intensiv un dësem Text geschafft a probéiert, esou gutt wéi méiglech op d'Avisen, d'Kriticken an d'Verbesserungsvirschléi vum Staatsrot, de Kummeren an den Associatiounen aus dem Secteur vum Drëtten Alter anzegoen an den Text och deementspriechend ze adaptéieren.

Schlussendlech ass de Projet vum Gesetz duerchaus haut anescht, ma ech denken, datt mir elo en Text hunn, mat deem jidderee gutt ka liewen an dee virun allem den Ziler vun enger qualitativ héichwäerteger an transparenter Offer u Servicer fir eeler Leit gerecht gëtt an deen d'Autonomie an d'Wuelbefanne vun de Seniore stäerkt.

Opgrond vum éischten Avis vum Staatsrot ass de Volet vun der Qualitéit komplett iwwerduecht ginn. War et am Ufank d'Iddi, de Gestionairë kee Qualitéitssystem virzeschreiwen an hinnen de fräie Choix ze loossen, dës Kontrolle selwer duerchzeféieren, sou gouf opgrond vun de Remarke vum Staatsrot entscheet, dës Kontroll an d'Hand vum Ministère ze ginn. De Skandal vun ORPEA a Frankräich huet sécherlech och derzou bäigedroen, datt mir dem Staat an Zukunft méi Moyene wollte ginn, fir d'Qualitéit an den Altersa Fleegeservicer ze iwwerpréiwen.

Mat den éischten Amendementer hu mir dunn och e Punktesystem agefouert, fir bestëmmte Qualitéitskritären ze bewäerten. Hei dernieft hat de Staatsrot a sengem éischten Avis eng ganz Partie un Oppositions formelles ausgeschwat, op déi ech awer elo net wäert agoen. Ënner aneren hunn d'Amendementer doropshin de Service Telealarm adaptéiert an de Plan de procédure et de gestion des antibiotiques aus dem Gesetz erausgeholl.

Op Basis vun den Avise vun help, der CNPD, der Mënscherechtskommissioun an dem Conseil supérieur des personnes handicapées huet d'Regierung mat sengen éischten Amendementer ausserdeem d'Eethikkommiteeën an d'Commission permanente agefouert a verschidde Prezisiounen iwwer den Traitement vu perséinlechen Donnéeën an d'Gesetz geschriwwen.

An engem zweeten Avis huet de Staatsrot den neie System vun der staatlecher Qualitéitskontroll ausdrécklech begréisst, ma gefuerdert, datt déi eenzel Kritäre fir d'Evaluatioun prezis an d'Gesetz sollte geschriwwe ginn. Et géif net duergoen, d'Kritäre just an engem Règlement grand-ducal ze ernimmen. Finalement gouf dëser Remark Rechnung gedroen.

Verschidden Associatiounen hunn dunn och gefuerdert, datt de Personalschlëssel an de Wunnstrukture soll eropgesat ginn a méi Wäert op Formatioune

misst geluecht ginn. Och dëse Remarke gouf Rechnung gedroen.

Mam zweete Worf un Amendementer hu mir d'Presenz vun Infirmieren a Betreier verstäerkt, d'Formatiounen an der Psychogeriatrie a vum Référent hygiène am Gesetz preziséiert an nei Mesüre fir d'Preventioun vun Infektiounen definéiert.

D'COPAS huet an hiren Avise verschidde Bedenke geäussert, déi mir an de ganzen Aarbechte bei dësem Gesetzesprojet ganz eescht geholl hunn. Et muss een allerdéngs verstoen, datt d'Zil vun enger héichwäerteger an transparenter Offer un Alters- a Fleegeservicer net duerch dës Bedenken dierf ausgebremst ginn.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, all eelere Mënsch zu Lëtzebuerg soll selwer kënnen decidéieren a matschwätzen, wann et drëms geet, säi Liewen ze gestalten. E soll agebonne sinn, un der Gesellschaft kënnen deelhuelen an, sou laang et geet, Acteur vu sengem eegene Liewe sinn.

Une voix | Très bien!

M. Claude Lamberty (DP), rapporteur | De Bewunner vun engem Alters- oder Fleegeheem soll Deel vun der Gesellschaft am Haus an och ausserhalb sinn. Et geet hei ëm Respekt an Dignitéit géigeniwwer eisen eelere Matbewunner a Matbierger. De virleiende Projet de loi, dee stellt de Mënsch kloer an de Mëttelpunkt a suergt mat senge sëllege Moossname fir eng besser Qualitéit an eng besser Transparenz am Secteur vun de Servicer fir eeler Leit.

Ech schwätzen och ganz séier zu der Motioun, déi mer hei hunn, well Dir wësst: Dat eent ass e Gesetz an en Text, an dat soll een um Terrain och kënne kontrolléieren. Dofir hu mer als Majoritéitsparteien zesummen eng Motioun verfaasst, wou et ëm déi Evaluatioun geet, an ech sinn iwwerzeegt, dass deen een oder aneren déi do och wäert mat ënnerschreiwen, wann ech hei op meng riets Säit kucken.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Lamberty.

M. Claude Lamberty (DP), rapporteur | Dat alles gesot, wollt ech Iech Merci soen an ech ginn heimadder den Accord vun der DP-Fraktioun. An nach eng Kéier merci fir d'Nolauschteren.

Motion 1

La Chambre des Députés,

– considérant le droit fondamental des personnes âgées de vivre dans la dignité, avec un accès adéquat aux services et aux soins qui répondent à leurs besoins spécifiques ;

– soulignant que la qualité des services pour les personnes âgées est essentielle pour assurer leur bien-être physique, mental et social ;

– considérant que la loi sous rubrique vise, d'une part, à améliorer la qualité des infrastructures, des prestations et des services en faveur des personnes âgées, en fixant les normes minimales requises pour les prestataires de soins, et d'autre part, à garantir une meilleure transparence de prix en matière de ces prestations et services ;

– saluant que le secteur des services pour personnes âgées est ainsi doté d'un mécanisme qui vise à améliorer le bien-être des personnes âgées visées ;

– considérant l'importance de garantir l'efficacité et l'impact de la réforme sur la qualité des services pour personnes âgées ;

– considérant l'utilité de procéder à une évaluation de ladite réforme dans un souci de transparence,

invite le Gouvernement à

– procéder à une évaluation de la réforme et de soumettre les résultats à la Chambre des Députés, dans un délai de trois ans maximum à compter de la mise en vigueur de la loi sous rubrique.

(s.) Claude Lamberty, Simone Asselborn-Bintz, Djuna Bernard, Tess Burton, Carole Hartmann, Charles Margue.

M. Fernand Etgen, Président | An ech soen dem Här Rapporter Claude Lamberty villmools Merci a ginn d'Wuert un den éischten ageschriwwene Riedner, den honorabelen Här Marc Spautz. Här Spautz, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Marc Spautz (CSV) | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, virun e puer Joerzéngten ass et mol eng Kéier e Lidd gi vun engem éisträichesche Chansonnier, deen huet gesongen: „Mit 66 Jahren, da fängt das Leben an!"

(Interruptions et brouhaha)

An dat war e Schlager ginn, deen ... Jo, deen huet och „Merci, Chérie" gesongen, mee dat ass eppes anescht.

(Hilarité et brouhaha)

D'Chérie ass net do, jo.

Mee firwat soen ech dat? „Mit 66 Jahren fängt das Leben an", dat huet net direkt eppes mam Projet ze dinn, mee et huet awer eppes mat deene Leit ze dinn, ëm déi et an dësem Projet geet. Mat 65 Joer – an et steet och haut nach ëmmer am Gesetz – bass de an d'Pensioun gaang, well de Pensiounsalter hei zu Lëtzebuerg ass 65 Joer. An da mat 66 Joer waars de an engem anere Regimm, waars de an engem anere Liewen. An de Rapporter huet et scho gesot: Den Alter huet sech awer duerno verschoben, wéi laang d'Leit nach konnten dervu profitéieren.

Si se soss mat 65 Joer an d'Pensioun gaangen, war am Duerchschnëtt fir d'Männer mat 72 a fir d'Frae mat 75 Joer d'Liewenserwaardung eriwwer a si hunn a) net sou laang kënne vun der Pensioun profitéieren a b) och net direkt vun de Strukturen, well si hunn doheem gewunnt. Duerno hate mer hei zu Lëtzebuerg Strukturen, déi eng ware beim Ministère de la Santé, déi aner ware beim Ministère de la Famille ugesiidelt: dat eent waren deemools Fleegeheimer, dat anert ware méi d'Altersstrukturen.

A mir haten och Anbieter, wou jiddwereen ëmmer iergendee kannt huet. Entweeder waren et kathoulesch Schwësteren oder et waren d'Croix-Rouge oder d'Caritas, déi an deem Beräich aktiv waren, an et waren net onbedéngt kommerziell Gesellschaften, wou dat am Mëttelpunkt stoung. Dat huet sech eréischt déi lescht Joren a Joerzéngten entwéckelt. A grad dofir ass et jo och wichteg ginn, an de Claude Lamberty, deem ech well Merci soe fir säi Rapport, huet schonn dodrun erënnert. Mee ouni dem Claude Lamberty wëllen ze no ze trieden, ech mengen, Äre Virgänger als Rapporter an als President vun der Familljekommissioun, deen huet bis virun zwee Méint déi ganz Saachen an déi Diskussioune matverfollegt – op engem anere Stull wéi en elo sëtzt –, dee weess direkt, op wat ech wëll kommen: Dass et och dofir wichteg ginn ass, Qualitéitskrittären ze hunn!

An dee franséische Betrib/Bedreiwer, dee jo a Frankräich ganz grouss an der Kritick war, wou Prozesser gefouert gi sinn an nach amgaange sinn ze lafen, deen och op Lëtzebuerg komm ass: och dat war en Diskussiounspunkt bei eis an der Kommissioun. An och dat war en Diskussiounspunkt: ob mer net amgaang sinn, an de Commerce eranzegeroden; de Commerce, dee gemaach gëtt mat deene Leit, déi den Opbau vu Lëtzebuerg gemaach hunn, déi eis dohinner bruecht hunn, wou mer haut sinn – nämlech eis drëtt a véiert Generatioun.

An dofir, och schonn ier dat war mat ORPEA hu mer gesot, mir missten eppes maache mat Qualitéitskritäären. Mir missten eppes aféieren, fir Qualitéit ze hunn a mir missten och gläichzäiteg eppes aféieren, fir kënnen eng Präispolitick ze diskutéieren an ze kontrolléieren.

Ech wëll dann net nëmmen zréckkommen op den Datum, deen den Här Rapporter genannt huet, nämlech 2020, mee ech wëll zréckkommen op den 23. Oktober 2019. Den 23. Oktober 2019 war heibannen eng Aktualitéitsdebatt. Eng Aktualitéitsdebatt, wou et drëm gaangen ass, wat mer kéinte maachen, fir de Besoine vun eisen eelere Generatioune méi nozekommen, dass et wichteg wier, dass mer nach méi Better géife kréien, dat och regional verdeelt.

Déizäit hu mer geschwat, dass mer 22 Maisons de soins offrant au total 2.379 Better an 29 Centres intégrés hätten, dass mer dann en Total hätte vun 3.871 Better. Dat war de Stand vun deemools, den 31. Dezember 2017. An dat hu mer den 23. Oktober 2019 heibannen diskutéiert am Kader vun enger Heure d'actualité.

Bei der Heure d'actualité hu mer och festgestallt, dass d'Leit méi spéit an déi Altersstrukturen eraginn, dass et duerch déi Entwécklung, déi komm ass – a) um gesondheetlechen Niveau, mee b) och, dass mer ëmmer méi Servicer, och Doheem, ubidden –, fir d'Leit méiglech ass, vill méi laang autonom ze bleiwen, an dass se méi spéit an déi jeeweileg Strukturen erakommen an dann och manner laang an deene Strukture sinn, well se eebe méi spéit kommen, dass et do vill méi e grousse Va-et-vient gëtt, wéi dat virdrun de Fall war.

Mir hunn och deemools driwwer diskutéiert: Wéi dat ugaangen ass mat den Honnertjäregen, du waren et der emol zwee bis dräi am Joer. Ech mengen, deen neie Familljeminister ass elo all ..., ech wëll net grad soen all Dag ënnerwee, mee all Woch ënnerwee, fir iergendwou och en Honnertjäregen ... – dat ass zwar nach méi rar –, eng Honnertjäreg auszezeechnen. Wat jo och weist, dass mer duerch déi Entwécklung vun der Medezinn an duerch dat Ganzt ronderëm – well ouni dat wier dat och net méiglech – och ëmmer méi eng Gesellschaft kréien, déi méi al gëtt, an dass mer eis och doru mussen orientéieren an dass mer och gläichzäiteg musse Servicer ubidden.

Mir schwätzen ëmmer vun deene Leit – an ech weess aus familiären Ursaachen, wéi dat ass –, iwwer Alzheimer an esou weider an esou fort. Mir hunn awer och nach Leit, déi rüsteg sinn. A mir mussen och deenen eppes bidden! Mir mussen och deenen eppes bidden an där Struktur, mee mir mussen hinnen och nach gläichzäiteg eppes bidden, dass se kënnen um Gesellschaftsliewen deelhuelen.

„Um Gesellschaftsliewen deelhuelen", soen ech, „an d'Philharmonie goen", soen ech, „an den Theater goen". An dat ass, deemno wou déi Strukture stinn, fir déi eng méi einfach wéi fir déi aner. Well wann d'Strukturen hei an der Stad sinn, da bis op de Kierchbierg ze goen an d'Philharmonie, dat ass en anere Punkt, wéi wa se vun der Waassertrap vu Suessem kommen oder wa se vu Clierf kommen – fir eng aner Uertschaft mat méi wéi engem Haus ze zitéieren, wou hei dann och aner Gegeebenheete sinn, fir dohinner ze kommen.

Och dat gehéiert zu de Leeschtungen, déi mer de Leit musse bidden! An och dat gehéiert derzou, de Leit och ze soen: „Hei, Dir sidd net vergiess. Mir wëssen ze schätzen, wat Der fir Land a Leit hei gemaach hutt, a mir wëllen Iech och eppes erëmgi fir dat, wat Der gemaach hutt."

Mee bei där Debatt, déi mer deemools gefouert hunn, hu mer och scho vu Qualitéit geschwat. An do war vun enger Partei a vum deemolegen Auteur vu

menger Partei ... – an ech kennen dee ganz gutt, well ech gesinn en all Moie beim Baartmaachen –, do hu mer gesot: „Mir hätte gär eng neutral Ulafstell“ ...,

(Interruption)

... „eng neutral Ulafstell, fir dass d'Leit och d'Méiglechkeet hunn, eng Reklamatioun, déi se hunn, weiderzeginn, ouni dass een direkt weess: Et ass d'Madamm oder den Här sou a sou, oder et ass d'Famill vun der Madamm oder dem Här sou a sou.“

Dat war eng Motioun, déi mer den 23. Oktober 2019 erabruecht hunn, déi – a wie wonnert et? – mat 31 géint 29 Stëmmen ofgeleent ginn ass. Well mer och deemools schonn der Meenung waren, a) dass et wichteg ass, dass d'Qualitéit kontrolléiert gëtt, mee b) dass et och méiglech ass, fir dee Betraffene respektiv fir seng Famill – well déi kritt jo och heiansdo eppes mat – eng Reklamatioun kënne virunzeginn, ouni dass et direkt op déi Persoun zréckfält.

Well déi Leit – aneschters wéi bei eiser Generatioun oder bei där nach méi jonker Generatioun – net ëmmer déi sinn, déi reklaméieren, an heiansdo d'Fauscht an der Täsch maachen an dat vläicht soen, wann d'Kand – d'Meedchen oder de Jong – op Besuch kënnt, oder vläicht iwwerhaapt näischt soen, dass do dat eent oder anert net klappt, misst et dann awer méiglech sinn, déi Reklamatioun virunzeginn.

A firwat soen ech dat? Well och dat steet hei an engem Avis mat dran. En Avis zum Beispill vun der Mënscherechtskommissioun, déi och drop opmierksam gemaach huet, dass et wichteg ass, dass dat iergendwou anescht ugesidelt ass wéi direkt am Haus, wéi direkt beim Ministère. Mee dass et do och méiglech misst sinn, iergendwou anescht déi Reklamatioun virunzeginn, ouni dass een direkt weess: „Dat war de Pier, de Misch oder de Jang, deen do déi Reklamatioun viruginn huet“, well déi Leit jo awer eng gewëssen Ofhängegkeet hu vun deene Leit, déi do ronderëm sinn.

A wann Der da mat deem Falschen erwëscht gitt, da wëllen déi Leit déi Reklamatiounen net viruginn an hunn Angscht, dat ze soen. Dofir wëll ech dat nach eng Kéier ënnersträichen. Dat war schonn eng Diskussioun, déi mer heibanne gefouert hunn, ier de Projet deposéiert war, an dofir ... An den deemolege President vun der Kommissioun ka sech dorun erënneren, dass mer och an der Kommissioun laang doriwwer geschwat hunn, uschléissend, well dat eng vun eise Reklamatioune war an dat och an der Sitzung vum 27. November 2011 sou am Rapport festgehale gouf.

An, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mam Objektiv vun deem Gesetz si mir honnertprozenteg averstanen. Den Objektiv: eng héichwäerteg Qualitéit ze bidden, fir eiser eelerer Generatioun dat ze ginn, wat se brauch, dat, wat néideg ass, fir dass och si kënnen en ordentlecht an dignet Liewensenn verbréngen, an dat och a Strukturen, déi deem Wee würdeg sinn.

Mir sinn och averstane mat deem, wat den Här Rapporter gesot huet: mat all deenen Namensännerungen. Mee et geet net eleng duer mat den Namensännerungen, et muss een och dann eppes aneschters kënnen do bidden. An ech hat d'Chance, mam Minister iergend esou eppes kucken ze goen, wou eng Namensännerung och elo wäert stattfannen.

An déi Leit waren alleguerte begeeschtert – net onbedéngt vun der Namensännerung, mee dass de Minister se besiche komm ass. An déi hunn awer och hir Freed zum Ausdrock bruecht iwwert dat, wat do alles gebuede gëtt, ...

(Interruption)

... och scho gebuede ginn ass virdrun, an och de Leit hir Begeeschterung, wat se do alles kënnen erliewen, an dass si do all d'Méiglechkeet hunn, um gesellschaftleche Liewen deelzehuelen.

Mee ech soen dat, well et net eleng duergeet, d'Nimm ze änneren, mee et muss een och plazeweis – net iwwerall – dann nach aner Saachen änneren. A wat ech och elo hei net verneinen, wat och am Gesetz steet, wou jo do och probéiert gëtt, déi néideg Akzenter e setzen, fir och do eng aner Politick oder eng besser Abannung vun de Leit kënnen ze maachen.

Mir hunn och deemools geschwat iwwer Dagesbetreiung. A mir hu geschwat vum Präis a vun der Qualitéit. An d'Qualitéit huet jo ëmmer mam Präis ze dinn; net nëmme mam Präis vun deem, wat de Client bezilt, mee och mam Präis, wat investéiert gëtt vun der ëffentlecher Hand – vum Staat, vun de Gemengen, vun der Fleegeversécherung –, wat se do alles bereet ass, och doriwwer ze bezuelen.

A genau do gesinn ech awer déi eng oder déi aner Schwieregkeet, wou ech der Meenung sinn, datt mer och nach aneschters hätte kënne virgoen. Et ass gutt a richteg, dass mer alles maachen, fir déi Qualitéit ze garantéieren, mee et hätt een awer och missen diskutéieren, ob déi Qualitéitskontrolle kéinte vum Ministère gemaach ginn, mee dass dann och en Drëtten, en aneren Uspriechpartner, gewiescht wier, deen herno déi Kontrollen och kéint duerchféieren. Ech denken zum Beispill un den Ombudsmann oder d'Ombudsfra – am Moment ass et eng Ombudsfra –, ob een do net hätt missen dee Service uglidderen. An déi Kolleegen, déi an enger anerer Kommissioun sinn, iwwert déi mer de Moie méi laang geschwat hunn, an der Santéskommissioun, do gëtt et jo e Commissaire an en Ombudsman vun der Santé – ob et net wichteg gewiescht wier, och do ze soen: „Mir schafen esou eppes, wat net direkt ënnert der Kontroll vum Ministère steet.“

Ech erkläre mech och. Firwat? Et ass jo de Ministère, deen och herno dat ausstellt, d'Autorisatiounen: ob s de kanns eng Autorisatioun hunn, fir en Alters- oder Fleegeheim ze bedreiwen, ob s de eng Autorisatioun hues, fir e Klub ze bedreiwen, oder net. Et ass deen, deen d'Autorisatioun gëtt an et ass deen, deen d'Kontroll mécht.

Op anere Plazen – et si Leit aus der Finanz- an der Wirtschaftswelt heibannen – wësse se, dass dat net ëmmer geet, dass do heiansdo muss ganz kloer en anere Service sinn, deen dat eent mécht, wéi deen, deen dat anert mécht. An dat ass ee vun eise Kritickpunkten, wou mir och léiwer gehat hätten, dat wier aneschters.

An dat ass ee vun eise Kritickpunkten, wou mir och léiwer gehat hätten, dat wier aneschters. An dat hu mer och nach eng Kéier ënnerstrach – an dat war nach ënnert dem Virsëtz vum President Max Hahn – an der Sitzung vum November 2022, wou mer dat nach eng Kéier ervirgestrach hunn, dass mer gären hätten, dass esou eppes géif geschafe ginn.

An dat war och an deem selwechte Punkt, wou mer do déi éischte Kéier alleguer déi Avise gekuckt hunn a wou – wéi et richteg ass, wat de Rapporter gesot huet – ganz vill Oppositioun komm war a wou ech gesot hat, dass et vläicht besser wier, mir géifen de Projet zréckzéien oder mir géifen en neie Projet bréngen, wou déi deemoleg Familljeministesch gesot huet: „Jo, wann déi Amendemente bis all komm sinn, dann ass et souwisou en anert Gesetz.“

Mee et wier vläicht – an do wëll ech nach eng Kéier drun erënneren – méi einfach gewiescht, de Projet zréckzezéien. Et wier op alle Fall méi iwwersiichtlech gewiescht, well ech hunn nach eng Kéier en Deel vun den Dokumenter erausgezunn, déi puer Honnert Säiten, déi et an Zwëschenzäit gi sinn. Wann Der alleguerten déi Avise liest, si schonn aleng zwou Säiten nëmme vun den Datumen, wéini déi eenzel Avise komm sinn. Et wier dann och méi einfach gewiescht fir déi eng oder déi aner Leit, fir dat alles ze kucken.

Ech erënneren och do un d'Positioune vun der Chambre des Salariés, un d'Positioun vun der Commission consultative des droits de l'homme an och d'Positioun vun der COPAS, déi och schonn den Här Rapporter erwäänt huet, déi allkéiers ëmmer e bësse méi kritesch ware mat deem, wat mer gemaach hunn. Net op alle Punkten, ech mengen, well an der Philosophie – dat muss ee fairnesshalber soen – si se alleguerten, ee wéi deen aneren, der Meenung, dass mer Qualitéitskrittäre brauchen an dass mer eiser eelerer Generatioun dat schëlleg sinn. Do si mer eis alleguerten eens. Et ass just d'Aart a Weis, op wat fir engem Wee mer dohinner kommen, dass een dat och deementspriechend hätt kënne maachen.

En anere Punkt, deen ech wëll ënnersträichen a souleváieren, dat sinn och gläichzäiteg alleguerten déi aner Anbieter, déi awer nach bleiwen – ech soen: Anbieter, déi bleiwen. Dat eent sinn déi, déi an enger Struktur sinn. Déi gi betreit, do gëtt et e Personalschlëssel, wou awer och do e Problem sech stellt: Fanne mer genuch vun deem Personal? An da kommen ech op eppes zréck, wat mer de Moie scho gesot hunn: Fanne mer genuch Personal, fir deem Personalschlëssel gerecht ze ginn?

Virun allem do ... Ech schwätzen net vum Animatiounsberäich oder vun der Kichen, do ... An der Kichen ass et zwar och scho problematesch, mee an deem Beräich Animatioun a Kiche geet et nach. Mee am Gesondheetsberäich ass et heiansdo ganz schwiereg, well dee Client, deen do ass, deen huet vläicht eng méi héich Fleegestuf wéi deen, deen herno kënnt, an da geet dat heiansdo och net méi op mat de Ratioen, fir dat alles opzemaachen. An dat sinn déi Froen, déi mer eis stellen, ob een do net och nach aner Méiglechkeete gehat hätt fir virzegoen.

Da muss een och nach gläichzäiteg kucken – an och dat ass eppes, wat mer och an der Kommissioun diskutéiert hunn –: Mir maachen elo déi Eethikkommissioun. Mir maachen elo déi Commission permanente. Mir wësse schonn, dass an de meeschten Haiser och Heemréit sinn, déi bei deenen enge fantastesch funktionéieren, bei deenen aneren och manner gutt, mee dat ass wéi am richtege Liewen: Och dat eent geet heiansdo besser wéi bei deem aneren. Mee och do ass et wichteg, dass déi Leit d'Méiglechkeet kréie matzeschwätzen an dass mer do och elo net nëmme soen: „Mir schafen dat“, mee dass mer deene Leit an deenen Eethikkommissiounen, an där Commission permanente och nolauschteren.

An och do ass ëmmer erëm d'Diskussioun – dat liest een och an deene verschiddenen Avisen –: Ass déi Kompositioun glécklech? Hätt een do net iwwer aner Kompositiounen kënnen nodenken? Wier et do net méiglech, aner Weeër ze goen, an et hëlt een och Leit aus deenen Altersstrukture mat bäi, an et hëlt een och gläichzäiteg méi Leit aus dem Familljen-, aus dem Frëndeskrees mat bäi, déi och do materakommen? Jo, et sinn der derbäi, mee hätt een do net och nach kënnen nei an aner Weeër goen an och déi dann erëm eng Kéier deem Ganze vu baussen ënnerstellen? Et ass net, dass ech de Beamten am Ministère de la Famille net géif trauen, well déi maachen eng tipptopp Aarbecht, mee et wier awer vläicht méi einfach gewiescht, wann déi Kontrollstellen alleguerten auswäerts ugesidelt wieren.

Da misst een och driwwer schwätzen: Wéi geet et weider mat der Beruffsausbildung vum Fleegepersonal? Et ass net direkt de Problem vum Familljeminister, mee et ass awer de Familljeministère, deen

herno déi Leit brauch, déi mussen an deenen Haiser schaffen.

Wéi ass et ... Wat kënne mer maachen, fir d'Demenz nach méi an de Mëttelpunkt ze stellen, well mer awer wëssen, dass et eng vun den Haaptkrankheeten ass? Mir wëssen, dass mer Altersheimer hunn, déi sech dorop spezialiséiert hunn, vun der ALA, déi e super Match mécht. Mir wëssen och, dass aner Haiser geplangt sinn oder scho bal fäerdeg sinn, wou et nach just drëm geet, dass de Schlëssel op d'Dier kënnt an et kann opgespaart ginn. A mir wësse gläichzäiteg, dass et awer och wichteg ass, de Leit an deenen Haiser, wou se sinn, net op eemol ze soen: „Elo huet deen eng aner Krankheet, elo muss en eraus, elo muss en an esou e speziellt Haus", mee dass déi och kënnen an deenen Haiser bleiwen, wou se sinn.

An da geet et och drëm: Wat kënne mer maache fir déi Begleedung um Liewensenn? A wann ech soen, „d'Begleedung um Liewensenn", ass dat fir déi Leit, déi an deenen Haiser liewen, mee och fir deenen hir Famill. Wat kënne mer do nach alles maachen, fir och déi Leit materanzehuelen?

Da misst een och gläichzäiteg doriwwer diskutéieren – an och dat war eppes, wat mer an der Kommissioun gemaach hunn, ech wëll elo net méi op all déi Detailer agoen –, wat alles geschitt ass, aus wat fir enge Grënn och ëmmer, an den Alters- a Fleegeheimer, an deenen enge méi wéi an deenen aneren, wéi Covid-19 war. Wat kënne mer als Schlussfollgerungen doraus huelen an neien Haiser, déi elo gebaut ginn, déi geplangt ginn, fir dass esou verschidde Problemer, déi deemools entstane sinn, net méi virkommen? Och dat ass eppes, wou ech der Meenung sinn, dass een dat och kéint roueg mat an de Mëttelpunkt setzen.

An dann och ausser deene Leit an deene Qualitéiten, déi an den Haiser sinn, wou den Här Rapporter jo nach eng Kéier drop opmierksam gemaach huet iwwert de Regëster, deen elo kënnt, mat de Präisser a sou weider a sou fort, wat mer och ganz kloer ënnerstëtzen – mee wéi geet et och do mat deene Reseauen a mat deenen aneren Offeren, déi do bestinn? Wat kënne mer do maachen, fir déi Offeren och regionalméisseg vill méi grouss kënnen ze streeën? Mir wëssen, dass iwwerall queesch duerch d'Land ugebuede gëtt, Angeboter herrschen, mee an de Ballungszentere sinn déi Angeboter méi grouss wéi op anere Plazen. Do spille mer dann och erëm eng Kéier an d'Diskussioun mat eran, wat och net dem Familljeminister ënnersteet, mee dem Transportminister. Do komme mer nach eng Kéier zréck op den Adapto an op alleguerten déi Servicer. Wéi kënne mer och déi nach verbesseren am Kader vun eisen eelere Matbiergerinnen a Matbierger?

An och do spillen d'Gemenge mat eng Roll. Wat kënnen d'Gemengen alles mat ënnerhuelen, fir och do déi Offeren ze maachen, déi méi grouss ginn? An do wëll ech ënnerstäichen, bei dësem Dokument a bei dësen Diskussiounen – wa meng Informatioune richteg sinn, mee den Här Minister ka mech vläicht verbessere respektiv de President vun där Institutioun –: Déi waren eng Kéier gefrot ginn, den Daachverband vun de Gemengen, beim Avant-projet de loi, mee duerno sinn déi guer net méi gefrot ginn, ob déi eppes dozou ze soen hätten, alles dat, wat dëse Beräich ubelaangt.

Wa mer awer wëssen, wat fir eng Roll a Wichtegkeet d'Gemenge spillen, och fir de Ministère – well de Ministère kéint och net iwwerall lénks a riets Haiser bauen, wann en d'Gemengen net hätt, déi och Terrainen hunn an déi do mam Staat zesummeschaffen –, ass et verwonnerlech – d'Madamm Asselborn huet et virdrun ënnerstrach –, wéi de Syvicol agebonne war bei de Musekschoulen. Hei am Altersberäich ware se am Avant-projet agebonnen an duerno beim Projet u sech si se guer net méi gefrot ginn, well déi hätten och nach vläicht nei an aner Iddie bruecht wéi déi, déi mir an der Kommissioun diskutéiert hunn, oder wéi déi, déi sech herno och am Projet erëmfonnt hunn. Et ass fir mech onverständlech gewiescht, bei esou vill Avisen, déi mer gefrot hunn, dass mer grad déi Institutioun, also de Syvicol, dobäi net gefrot hunn.

An dann e leschte Punkt, deen ech awer och nach wëll ënnersträichen, an do wollt ech och elo zum Schluss nach eng Kéier dorop zréckkommen: Et ass net, dass mir deem Projet hei net wéilten zoustëmmen, mee mir hunn ugefaangen am Februar 2020 an do ass eng laang Zäitche gewaart ginn, bis d'Avisen erëm do waren, d'Avise vum Conseil supérieur des personnes handicapées an der Commission consultative des droits de l'homme. Duerno ass déi Diskussioun komm mat alleguerten den Amendementer, an duerno huet et awer erëm eng laang Zäit gedauert, bis eppes um Dësch louch. An ech wëll dat ënnersträichen, an den Här Minister weess, op wat ech elo kommen, well ech war, ech wëll net soe „mat him uneneegeroden", mee ech hat direkt déi éischt Sitzung ...

(Interruption par M. Max Hahn)

Uneneegerode ware mer net, mee déi éischt Sitzung, déi de Minister do hat, war dem President seng éischt Sitzung an et war dem Minister seng éischt Sitzung an där Qualitéit, wou mer gesot hunn: Et ass awer e bëssen eng komesch Aart a Weis. Elo wëllt Dir eis hei a 14 Deeg, ech wëll net soen „drécken", dat wier e schlecht Wuert, mee do géift Der a 14 Deeg probéieren, alles iwwert de Knéi ze briechen. Ech mengen, „iwwert de Knéi briechen", dat war de Wortlaut, wa mer géife kucke goen.

Ech hätt léiwer gehat, mir hätten éischter déi Amendemente gemaach, well do war eng Kéier ... an dat liest Der op där Fiche, déi Der um Computer hutt, wou eng Kéier e risegt Lach war, wou mer eis e puer Méint laang mat näischt beschäftegt hunn. Mir hätten dann doriwwer kënnen diskutéieren, well an där Kommissioun – egal a wat fir enge Reie vun där Kommissioun a wat fir eng politesch Faarwen do sinn – louche mer oft a ganz interessanten Diskussiounen, wou ech awer ëmmer wëll ënnersträichen – an dat war fir jiddwereen, ob Oppositioun oder Majoritéit –, datt de Client, den Usager, am Mëttelpunkt stoung, wou mer jo awer och do alt heiansdo kontrovers Diskussiounen haten. A mir hätte léiwer gehat, mir hätten eis do nach 14 Deeg geholl, wuel wëssend, wat elo de Fall ass. Mee wa mer 14 Deeg éischter ugefaang hätten, hätte mer déi Méiglechkeete gehat. An och dat ass nach e Kritickpunkt, dee mir wollte virbréngen.

An dann e leschte Punkt, dat ass da mam Conseil supérieur des personnes âgées, och do d'Kompositioun. Dat steet och a verschiddenen Avisen. Déi eng sinn e bëssen zefridden, déi aner si manner zefridde mat der Kompositioun. A vu dass den Här Lamberty eis net gefrot huet, fir vläicht gegeebenefalls déi Motioun matzeënnerschreiwen, an ech awer der Meenung sinn, mir bräichten net nach eng Kéier eng Motioun hei ze stëmmen, wéi mer dat elo déi lescht sechs Méint andauernd gemaach hunn, mir missten no zwee oder dräi Joer e Bilan zéien a mir géifen da kucken, wat dobäi erauskomm ass, hu mer haut dorop verzicht.

Mee et ka jo awer vläicht sinn, dass dat am Här Lamberty senger Motioun steet – ech weess et net, d'Majoritéit huet sech jo gesinn, mat der Oppositioun ass net geschwat ginn –, dass et awer da wichteg wier, dass mer schnellstméiglech och dann dee Bilan maachen an dann och déi néideg Konsequenzen zéien an déi Adaptatioune maachen. Well mir sinn deene Leit et schëlleg. Déi Leit hu vill gemaach fir eist Land, déi hu vill gemaach fir eis Ekonomie. An dass mir alleguerten esou gutt hei kënne sëtzen, si mer där Generatioun schëlleg, fir deenen och alles ze maachen, dass hiert Liewensenn esou gutt an esou agreabel ass wéi méiglech.

Dat gesot, géif ech nach eng Kéier d'Zoustëmmung gi vun der CSV zum Projet, wuel wëssend, dass mer awer bei verschiddene Punkten de Bauch wéi hunn. Villmools merci.

Mme Nancy Arendt épouse Kemp (CSV) | Ganz gutt!

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Spautz. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Simone Asselborn-Bintz. Madamm Asselborn-Bintz, Dir hutt d'Wuert.

Mme Simone Asselborn-Bintz (LSAP) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, als Éischt wéilt ech natierlech dem Rapporter Claude Lamberty Merci soe fir säin ausféierleche mëndlechen an och schrëftleche Rapport. D'Ursula Lehr – dat ass eng fréier däitsch CDU-Ministesch – huet emol follgend Ausso gemaach: „Es kommt nicht darauf an, wie alt man wird, sondern wie man alt wird." Dëst Zitat gefält mir immens gutt, well et och meng perséinlech Astellung zum Liewen an zum Alginn erëmspigelt. An Dignitéit al ginn, sech wuel fillen, positiv agestallt sinn an d'Liewe genéissen, dat ass a mengen Aen immens wichteg.

Et ass d'Aufgab vun eis als Gesellschaft, an awer och vun eis als Politiker, derfir ze suergen, dass d'Leit gären an eisem Land al ginn. Dass d'Leit ëmmer méi al kënne ginn, ass eng vun de Reussitte vun eiser moderner Zäit. Duerch besser Liewensbedingungen an de Fortschrëtt an der Medezinn an och an der medezinnescher Versuergung liewen d'Mënschen, op d'mannst an den Industrielänner, verhältnisméisseg ëmmer méi laang, an dat weist sech och hei zu Lëtzebuerg. Par rapport zum leschte Joerhonnert huet d'Liewenserwaardung vun de Leit sech hei bal verduebelt.

Den aktuelle Previsiounen no wäert d'Liewenserwaardung vun de Männer, déi aktuell jo bei 80,3 läit, an den nächste Joerzéngte weider klammen an am Joer 2070 ..., also dat ass jo nach eng Zäitchen, dat wäerte mir vläicht net alleguer nach erliewen, mee déi wäert da bei de Männer bei 86,6 leien. A bei de Fraen, do gëtt eng Augmentatioun vun aktuell 85 Joer op 90,8 Joer virausgesot.

D'Leit iwwer 65 Joer maachen haut zu Lëtzebuerg 15,5 % vun eiser Gesellschaft aus, an dat si knapp 98.000 Persounen. Bis 2050 wäerte mir hei quasi eng Explosioun vun der Seniorepopulatioun kënne feststellen, déi laut offizielle Schätzungen da bis op iwwer 116.000 eropklëmmt. Dat bedeit, dass d'Senioren ee Véierel vun der Bevëlkerung an noer Zukunft ausmaachen.

Dëse Phenomeen wäert awer och als Konsequenz hunn, dass warscheinlech och d'Besoinen an der Fleeg klammen. An dësem Ëmstand, deem musse mer Rechnung droen. Engersäits solle mer weiderhin aktiv an den Active Ageing investéieren an anerersäits awer genuch alternativ Wunnformen a Strukture fir déi eeler Persoune schafen, déi un hir Besoinen ugepasst sinn. Ausserdeem musse mer och derfir suergen, dass iwwerall eng qualitativ héichwäerteg Offer garantéiert gëtt.

Mat dësem Gesetz gëtt d'Qualitéit vun eisen Infrastrukturen an iwwerhaapt och d'Servicer fir d'eeler Matbierger verbessert an alles an allem de Bien-être

vun de Leit garantéiert. D'Reform dréit sech also ëm dräi grouss Achsen, déi wären: d'Qualitéitssécherung, d'Transparenz an dann och d'Flexibilitéit an d'Simplificatioun.

Den éischten Aspect ... Ech ginn net op alles an, awer e puer Punkte si mer wichteg, fir déi awer nach emol ervirzehiewen. Den éischten Aspect, d'Qualitéitssécherung, gëtt net eleng duerch e Pensiounspräis definéiert, mee do zielen och aner Krittären dozou, an zwar d'Qualifikatioun vum Personal, d'Offer vun de Leeschtungen an d'Bauten an d'Infrastrukturen. Zum éischte Volet ass et wichteg ze erwänen, dass mat deem heiten Text eng gewëssen equivalent Prise en charge, onofhängeg vun de Gestionnairen, garantéiert gëtt. Dat heescht, unhand vun engem gemeinsame Sockel ginn eng Rei vu Leeschtungen, Ekipementer an Infrastrukturen, déi sech un déi eeler Leit riichten, definéiert a Mindeststandarde festgeluecht.

Donieft gëtt dann e ganz transparenten, obligatoresche Projet d'établissement agefouert, fir d'Zilbevëlkerung vun den Haiser ze definéieren, wou déi jeeweileg Leeschtungen a Servicer dann och festgehale sinn. Hei wäerten dann d'Awunner, d'Familljen an awer och soss jiddereen, deen dat interesséiert, an noer Zukunft iwwer en ëffentlech zougängleche Register en Abléck kënnen hunn an de Projet d'établissement souwéi och déi verschidden Typpe vu Kontrakter an déi järlech Statistiken a Rapporten iwwert d'Haiser, wat eng Plus-value ass fir jiddwereen.

Des Weidere fixéiert d'Gesetz dann och eng Mindestunzuel u Betreiungspersonal, dat an de Strukture muss engagéiert sinn. An ausserdeem ginn och d'Qualifikatiounen, déi dëst Personal muss hunn, festgeluecht. Eis ass et als LSAP immens wichteg, dass d'Leit, déi am sozialen an am Fleegeberäich schaffen, gutt ausgebilt sinn an och uerdentlech Kontrakter hunn.

Hei sinn och eng Rei vu Léieren aus der Covidpandemie gezu ginn an an Zukunft wäert d'Presenz vun engem Mataarbechter als Referenzpersoun zoustänneg fir d'Hygiène eng Mussesaach an de Strukture sinn, wat mir och ënnerstëtzen. Et kéint ee souguer vläicht an Zukunft nodenken iwwer en Infirmier hygiéniste. Dat ass dann un den Nächsten, fir doriwwer nozedenken.

D'Qualitéit vun de Strukture souwéi och déi am Gemengegesetz definéiert Krittären an Objektiver ginn unhand vun engem Bewäertungssystem gemooss a kontrolléiert. Dëst erméiglecht et ze iwwerpréiwen, ob de Prestataire adequat Moyenen asetzt, fir eng qualitativ gutt Prise en charge ze assuréieren, an domadder souwuel d'Sécherheet wéi och d'Integritéit vun der fleegebedierfteger Persoun garantéiert.

Mir haten an der Kommissioun Diskussiounen iwwert dës Qualitéitskrittären an och de Bewäertungssystem, an ech selwer war mer och net sou sécher, sou wéi dat elo besteet, dass dat de richtege Wee ass. An dofir hunn ech och gefrot, wéi eng Méiglechkeet besteet, fir eventuell Sanktioune kënnen ze huelen, wann d'Krittären net agehale ginn. De Minister huet mer bestätegt, dass – well et eeben eng Obligation légale ass, e Plan de remédiation opzestellen an, no der Approbatioun vum Minister, och dann ëmzesetzen – dat Ganzt natierlech um Agrement hänkt.

Wann déi Konditioun dann net erfëllt ass, also kee Plang gemaach gëtt, dann huet de Minister d'Méiglechkeet, anzegräife via dësen Agrement: Entweeder kritt een en u Konditioune gebonnenen Agrément provisoire oder et kann am schlëmmste Fall souguer sinn, dass een den Agrement ewechgeholl kritt. An dat huet mech dann och elo virun allem berouegt. Vu och, wéi den Här Spautz och virdru gesot huet, all déi Antecedenten, déi mer dann elo scho matkritt hunn, ass dat awer net schlecht, dass een esou eng Méiglechkeet huet.

Fir eis als LSAP ass et enorm wichteg, dass d'Qualitéit an de Strukture fir eeler Leit garantéiert ass an dobäi besonnesch Wäert op d'Dignitéit, d'Wuelbefannen, de Komfort an d'Sécherheet vun den Awunner geluecht gëtt. Eng gutt Saach fanne mer och zum Beispill, dass déi Haiser e Comité d'éthique sollen en place gesat kréien, dee ganz sécher och wäertvoll Avisen zu verschiddene méi delikaten Theeme ka ginn. Ech kennen en Haus, dat esou e Comité d'éthique schonn eng Zäitchen huet, an och geneesou wärend der Pandemie konnt deen do scho vill Hëllefstellung ginn, an dat ass wierklech ganz wäertvoll.

Et sief awer och gesot, dass d'Qualitéitssécherung vun dësem Gesetz sech net nëmmen op d'Struktur limitéiert, mee och bei verschiddene Servicer ausserhalb vun den Haiser, wéi dann de Repas sur roues, Telealarm, Soins à domicile, Club Senior, dee jo elo Aktiv Plus heescht, gewësse Krittäre fixéiert.

Erlaabt mer eng Remark zum Telealarm. De Service Telealarm ass vu grousser Wichtegkeet, besonnesch fir all déi Leit, déi nach bei sech doheem wunnen an am Fall vun enger Urgence oder bei Bedarf vun enger spezifescher Hëllef eng extern Interventioun ufroe kënnen. Et ass wichteg ze ënnersträichen, dass am Kader vun der konventioneller Zesummenaarbecht tëscht dem Gestionnaire an dem CGDIS, wéi dat am Gesetz virginn ass, ufalend Tâche kloer opgedeelt ginn. Aktuell intervenéiert de CGDIS bei Beneficiairë vum Telealarm, déi keng Famill hunn, ouni dass et a priori vum Gestionnaire iwwerpréift ass an eng reell Urgence besteet. Idealerweis misst et awer sou sinn, dass de Gestionnaire vum Telealarm selwer fir d'éischt kontrolléiert, ob eng reell Urgence bei sengem Client besteet, an dann eréischt a leschter Instanz eng Interventioun vusäite vum CGDIS gefuerdert gëtt.

Här President, d'Elengsinn, den Isolement, ass eng Problematik, mat där eeler Leit konfrontéiert sinn. Dofir ass et enorm wichteg, dass dës Problematik unerkannt an och eescht geholl gëtt. Hei spillen och d'Benevollen eng ganz wichteg Roll, fir dem Besoin nom perséinleche Kontakt nozekommen, andeems si eise Senioren Zäit schenken. Als LSAP si mer och frou doriwwer, dass et mat deem heite Projet och erméiglecht gëtt, dass Benevollen zum Betreiungspersonal kënne gehéieren a sech bei den Aktivitéite bei eelere Leit kënnen engagéieren. Mir géifen et och als LSAP begréissen, wann déi nächst Regierung Dispositiffe betreffend e Congé fir Benevolle géif aféieren, wouduerch sécherlech d'Unzuel vun de Leit, déi sech engagéieren, och klamme géife mat enger Zort „Congé de bénévolat". An de Strukturen an awer och ausserhalb, also um Terrain, an de Gemengen, do, wou d'Seniorepolitick och ganz wichteg ass, wäert dat ganz sécher och Friichten droen.

Fir ofzeschléisse wéilt ech och nach emol ganz kloer ënnersträichen, dass ech weess, dass elo schonns ganz vill Gestionnairë vu Betreiungsstrukture sech staarkmaache fir d'Qualitéit an hiren Haiser an och elo scho Prozeduren hunn. Ech weess awer och, dass si sech Gedanke maachen, wéi si dat elo alles gestemmt kréie mat dësem Gesetz, also finanziell an awer och personaltechnesch.

Et ass ganz kloer, dass Qualitéit kascht, an awer hoffen ech, dass et herno net un de Portmonni vun de Residentë geet. Do muss eis Regierung vigilent bleiwen an eventuell och Hëllefstellunge ginn, zum Beispill um Niveau vun der Personaldotatioun, also der finanzieller Personaldotatioun.

Erlaabt mer awer, och nach eng aner Remark ze maachen, déi vläicht elo net onbedéngt direkt hei mat dësem Text, dee mer ofstëmmen, ze dinn huet, mee mat de Strukture fir eeler Leit. No der Recommandatioun vum Waringo-Rapport an och nom Audit vun der OECD iwwert d'Covid-19-Pandemie, virun allem iwwert d'Verwaltung vun de Strukture fir eeler Leit an och fir Mënsche mat enger Behënnerung an och de ganze Reseau vun Aides et de soins ronderëm, misst d'Kompetenz vun dësem Secteur erëm an de Gesondheetsministère zréckgoen, sou wéi dat och an de meeschten europäesche Länner de Fall ass. Vu den Alter vun de Residenten, sou wéi ech dat am Ufank erwäänt hunn, souwéi och d'Multimorbiditéit an all déi néideg Soinen, déi gebraucht gi mat dem geschoulte Personal, wär et a mengen Aen och eng gutt Léisung fir d'Gestioun vum Infektiounsrisiko vun dëser dach ufälleger Populatioun. Déi nei Regierung ka sech dat jo mol duerch de Kapp goe loossen.

Här President, léif Kolleegen a Kolleeginnen, no ganz villen Oppositions formelles vum Staatsrot, no villen Amendementer an no ganz sportleche Sitzungen, wou mer eis jo dach awer e bëssen duerch de Projet gehetzt hunn, si mer als LSAP awer iwwerzeegt, dass dëst Gesetz néideg a wichteg ass an dass mer elo mol sollten d'Haiser um Terrain schaffen a sech den neien Ufuerderungen upasse loossen. Dofir si mer frou, dass mer mat eiser Motioun d'Regierung kënnen opfuerderen, dëst Gesetz ze evaluéieren an da gegeebenefalls ze kucken, ob alles esou realiséiert konnt ginn, wéi mir eis dat haut virgestallt hunn, an dann eeben noutfalls unzepassen.

Zum Schluss da wéilt ech wierklech jiddwerengem, deen am Secteur schafft, e ganz décke Merci soe fir seng dagdeeglech Aarbecht. Et ass net ëmmer eng einfach Aarbecht, awer mir bewonneren Iech all, dass Der dat wierklech ëmmer maacht an ëmmer nach do sidd, an ech hoffen, dass Der ganz vill neit Personal bäikritt, dat och déi selwecht Energie huet wéi déi Leit, déi elo do sinn.

Ech géif dann natierlech am Numm vu menger Fraktioun den Accord fir dëst Gesetz ginn an ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci der Madamm Simone Asselborn-Bintz. An nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Charles Margue. Här Margue, Dir hutt d'Wuert.

M. Charles Margue (déi gréng) | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, merci un de Claude Lamberty. E groussen Dag fir déi zwee wichteg Gesetzesprojeten, déi en haut ze rapportéieren huet, an dat a senger Qualitéit als neie Rapporter an als neie President vun der Familljen- an Integratiounskommissioun. Wéi gesot, de Rapporter ass op déi weesentlech Punkten agaangen an et ass néideg – et ass absolutt néideg! –, dass mer e Gesetz iwwert d'Qualitéit kréien. Déi aktuell Gesetzeslag ass iwwerholl, keen zweifelt dorunner.

Ech gräifen awer grad bei menger Virriednerin, der Simone Asselborn-Bintz, d'Bemierkungen op: Wou solle mer an Zukunft dee Secteur hei usidelen? Do, wou en elo ass, oder an der Santé? An duerno ass mer zur Erënnerung komm: Wéi ech op Lëtzebuerg zeréckkoum a meng Fra Generalistin war, war d'Fro vun de Maisons pour personnes âgées médicalisées mat engem medezinneschen Direkter. Dat ass awer an der Zwëschenzäit anescht gesi ginn, mee mat deenen Iwwerleeungen, déi gemaach gi sinn iwwert d'Zerbriechlechkeet vun de Leit, déi da spéit – Klammer: ze spéit – an d'Altersheim ginn, si mer an enger Situatioun, wou déi Erausfuerderunge medezinnescher Natur immens grouss sinn.

Bon, den Text ass, wéi de Rapporter et gesot huet, net esou erausgaangen aus dem gesetzgeeberesche Prozess, wéi en eragaangen ass. Wéi de Marc Spautz et gesot huet, wär ech och frou, wann déi Evolutioun och e wéineg méi an der Kommissioun stattfonnt hätt. Mir hätte gutt Zäit dozou gehat déi lescht Wochen a Méint. Dat hätt net onbedéngt elo Grondleeëndes geännert, mee mir géifen hei stoen a mir hätten déi eng oder aner Sitzung gehat, déi méi friddlech – och mengersäits – iwwert d'Bün gaange wär. Bon, ech ginn awer, ier ech et sollt vergiessen, den Accord vun der grénger Fraktioun.

Mir hunn d'lescht Woch d'Gesetz iwwert d'Altersheem zu Rëmeleng ugeholl an ech hunn ervirgestrach, wéi d'Lëtzebuerger Bevëlkerung ëmmer méi al gëtt an – och am Zesummenhang mam Gesetz, dat mer herno stëmmen – dass et ëmmer méi Lëtzebuerger sinn, déi méi al ginn, an dass et ëmmer manner Lëtzebuerger gëtt, déi déi eeler Leit versuergen, wat hir Originnen ugeet. Dat ass och eng Fro vun Interkulturalitéit. An da kënnt nach derbäi, dass eng Partie Acteuren ewell am Secteur täteg sinn, déi och net onbedéngt vu Lëtzebuerg sinn, quitte dass de Responsabel vum Haus ëmmer der Lëtzebuerger Sprooch muss mächteg sinn – net nëmmen där, mee och där.

(Mme Djuna Bernard prend la présidence.)

Wéi gesot, déi eeler Leit ginn ëmmer méi spéit an d'Betreiungsstrukturen a se gi méi gebriechlech a packen et aleng bei sech net méi. Follgelech musse se méi encadréiert ginn. Dat heescht, glécklecherweis ass de Personalschlëssel am gesetzgeeberesche Prozess eropgesat ginn. D'Zuel fir allméiglech Strukturen, déi och vun dësem Gesetz ofgedeckt sinn, mee och nach vläicht anerer, déi wäert zouhuele respektiv net ofhuelen, wéi ech et hei geschriwwen hunn. An dat huet awer och e Käschtepunkt. Am Hibléck op d'Evolutioun vun de Sozialversécherungskeessen, sief et d'Gesondheetskeess, sief et d'Pensiounskeess, soll een do kucken, och de Käschtepunkt am Gréff ze halen.

Dofir profitéieren ech op dëser Plaz nach emol, fir d'Fuerderung vun déi gréng ze signaléieren, dass mer nieft stationäre Strukturen – Altersheemer a Foyeren, wou d'Leit ganz dra liewen; se sinn deier a personalintensiv – an op der anerer Säit dem Maintien à domicile mam Risiko vun der sozialer a psychescher Isolatioun Alternative brauche mat altersgerechte Wunnengen a WGen am Zentrum vun eisen Uertschaften an och Gemengeservicer, déi de Seniore kënnen Aktivitéiten ubidden, déi Beweegung, Kognitioun a sozial Interaktioun färderen. Esou Alternative bedeiten dann och wierklech Qualitéit an Autonomie am héijen Alter, eng Qualitéit, déi mer dann de Leit a priori ginn a bei där se herno net musse kucken, kontrolléieren, dass et assuréiert ass.

De strukturelle Wuesstum vu Servicer fir déi Eeler muss vun der ëffentlecher Hand begleet a kadréiert ginn an et däerf net de Risiko opkommen, wéi mer et grad am Gesondheetswiese gesinn an de Moien diskutéiert hunn, vun enger schläichender Privatiséierung mat Cherrypicking, fir lukrativ Déngschtleeschtunge privaten Hänn an net esou lukrativ oder potenziell defizitär Servicer der ëffentlecher Hand ze iwwerloossen.

Une voix | Très bien!

M. Charles Margue (déi gréng) | Dat, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ass fir déi gréng en No-Go, dat ass fir eis keng Optioun!

Duerfir ass e Gesetz iwwert d'Qualitéitsofsécherung jo och esou wichteg. À la base mussen Infrastrukturen elo schonns mat dësem Gesetzesprojet de Besoine vun de Leit entsprieche respektiv deem, wat mir als Gesetzgeeber fir noutwendeg halen. An de Projet Rëmeleng ass an där Hisiicht erëm e Schrëtt an déi richteg Richtung.

Meng Virriedner hu schonn drop higewisen: D'Qualitéitssécherung ass jo net eng A-posteriori-Kontroll. Mir soen ëmmer: No der Pandemie ass virun der nächster Pandemie. De Waringo-Rapport ass ugeschwat ginn, aner Momenter vun Debate sinn elo grad ugeschwat ginn. Mir mussen also an der Qualitéit preventiv schaffen, fir ze evitéieren, dass mer kal erwëscht ginn, wann déi nächst Pandemie kënnt.

A virun allem musse mer dorop oppassen, dass et eis net erëm geet, dass mer vläicht d'Leit physesch erhalen hunn, virun enger Mort physique bewaart hunn, mee et iwwert de Syndrome de glissement, wéi dann d'Gerontologe soen, zu enger Mort sociale kënnt, déi no an no provozéiert gëtt, wa kee Mënsch méi kann eragoen, keng Léifst méi bei een, dee schlecht drun ass, deen amgaang ass ze stierwen. Dat däerf net geschéien! An ech hoffen, dass déi nei Commission permanente, déi elo wäert aktiv ginn, sech zimmlech schnell wäert mat deem Theema befaassen.

Meng Fro och un Iech, Här Minister, ass – et ass mer vläicht entgaang am Text –: Ass esou e sanitäert Schutzkonzept an all Haus ewell virgesinn? Ass et schonn do? An eisen Aen ass et jiddefalls indispensabel.

De Skandal ORPEA – et war eng Kéier méindes moies, wou mer an der Kommissioun dervu geschwat haten; et war eng Visio – huet eis jo virun Ae geféiert, zu wéi enge mënscheveruechtende Praktike Korruptioun a mangelhaft Qualitéitskontrolle féieren. Mir hunn déi Wochen duerno mat de Reportagen a mat deem, wat d'franséisch Autoritéiten da festgestallt hunn, Konklusioune gewise kritt, wéi mer se am Fong och net fir méiglech gehalen haten an där Sitzung, wou mer fir d'éischt driwwer diskutéiert hunn. Asoufern ass dëst Gesetz e Schrëtt an déi richteg Richtung, et ass e richtege Fortschrëtt!

Erlaabt mer awer e puer Froen, Här Minister. An den Artikelen 13, 28 an 43, do ass beschriwwen, wéi d'Qualitéit gemooss soll ginn: „le ministre fait évaluer", „les agents chargés [...] par le ministre". Ass hei schonns gewosst, wien déi Evaluatioun duerchféiere soll? Et ass gesot gi virdrun, dass opgrond vum Avis vum Staatsrot dat soll inhouse gemaach ginn an net ausgelagert ginn, mee dat ass jo awer personalintensiv. Ass do e Service ze kreéieren? Besteet dee schonn? Wéi ass d'Planung dofir?

Zweet Fro: Ass doru geduecht ginn, dass eventuell – Suggestioun – d'Verwaltung vun der Assurance dépendance vun der Sécurité sociale dat kéint maachen? Ech woen, hei eng Fro ze stellen, wou ech d'Méiglechkeet a kenger Kommissioun hat, well hir Missioun ass jo déi vun der Evaluatioun an der Kontroll a se huet jo schonn den Zougang och zu de Patientendossieren, dee mer elo iwwert dëse Gesetzesprojet reegelen, a se huet Erfarung. Et war net einfach, mee si hunn elo de gesetzleche Kader vun enger Verwaltung. À voir, ob een do net kéint awer och eng Partie Ressourcen zesummeschloe mat Erfarungswäerter an der Cellule, déi schonn do ass.

Kann – déi drëtt Fro – um Enn vum Dag den Agrement entzu ginn, wann de Prestataire d'Qualitéit vun de Servicer, zu där e sech kontraktuell engagéiert huet, net liwwert a wann de Programme de remédiation net gräift? Et gëtt am Gesetzesprojet vun deem Programm vun der Remediatioun geschwat. Wann et dann net esou wäit kënnt, wann dat net klappt, wéini geschitt esou en Entzuch in fine? A wien iwwerhëlt dann? Am Stroum hate mer zejoert en Ausfall. Do ass et kloer, dass den Opérateur public Encevo da muss agräifen, fir dass de Service awer assuréiert gëtt. A mir hunn et jo hei mat engem Service public délégué ze dinn.

Am Text steet dann – véiert Fro – an enger Rei Artikelen: „L'organisme [...] veille à ce que le personnel d'encadrement puisse bénéficier de séances de formation continue." Wéisou ass d'Weiderbildung net als obligatoresch Konditioun vum Personnel d'encadrement am Gesetzesprojet festgeschriwwen? D'ANIL huet och an deem Sënn aviséiert.

D'Aféierung vun engem Eethikkommitee begréissen ech an ech si selwer Member an engem Eethikkommitee, deem vum CHNP. Et ass net evident, fir déi Gremien un d'Goen ze kréie respektiv dass beim Personal respektiv bei de Leit, déi do versuergt ginn, an hire Familljen de Message och ukënnt. Ech hat d'Fro gestallt an der Kommissioun an ech mengen, se war positiv beäntwert ginn, mee et war mer net ganz däitlech. Kann deen Eethikkommitee eng Autosaisine maache fir Saachen, déi him zougedroe ginn, och onformell?

Wéi gesot, am CHNP ass elo am Modell ugeduecht, dass dat iwwerall ausgehaange gëtt, dass eng Ulafstell do ass – dat ass e Wee, dee wäert Méint a Joren halen –, awer och, dass déi Responsabel vun de Servicer dat kënne maachen. Dat wär eng Empfeelung, déi ech do aus där Erfarung kéint maachen. Well an all Haus, wou Leit liewen, an haaptsächlech an deenen do stierwe vill Leit, an et wär wichteg, wann do och deen Eethikkommitee kéint de Soignanten zur Verfügung stoen, wann et drëm geet – mat de Famillje wuelverstan –: „Wéi gi mer mat deem léiwe Mënsch ëm? Hospitaliséiere mer en nach?", fir dass do eng Praxis, eng Kultur kënnt.

Mir hunn en Haus Omega, dat ganz gutt Erfarungen huet, wou mer nëmmen – oder haaptsächlech – positiv Echoe kréie vu Leit, déi jo an dramatesche Schwieregkeete sinn. Ech wär frou, wa mer och, wéi ech soen, eng Kultur an eisen Haiser hätten, wou déi do Fro kéint geléist sinn. E friddlecht Stierwen, dat wär am Sënn vun engem gudden Abschid an deenen Haiser fir d'Familljen alleguerten eng gutt Saach, well net all Famill ass ouni schlecht Gewëssen, wa se schlussendlech da versicht, hir Famill an en Altersheim ze bréngen, se ze iwwerrieden, dohinner ze goen, a sech da mam Gedanke plot, d'Famill am Stéch gelooss, déi eeler Leit ofgeschubst ze hunn.

An dësem Haus hu mer all Joer, souwuel an eise Kommissioune wéi hei an der an der Plenière, eng interessant a weesentlech Debatt iwwert de Fonctionnement vun eise Verwaltungen, déi national an déi lokal, an ech mengen, Dir wësst elo, wou ech wëll hikommen: Zënter Jore schwätzt sech den Ombudsman derfir aus – an et gëtt op ville Bänke begréisst –, dass och de Service public délégué, e Begrëff, deen ech virdru gebraucht hunn – dozou gehéiert nämlech de ganze Beräich vum Drëtten Alter, dee mat ëffentleche Gelder finanzéiert gëtt, zwar net exklusiv, mee ganz substanziell –, him misst um Niveau vun der Mediatioun ënnerstallt ginn.

Juge et partie: D'CCDH, d'COPAS, de Conseil supérieur des personnes handicapées an ech vergiessen der warscheinlech hunn an hiren Avise wierklech d'Alarmklack gelaut zu dëser Problematik. Mir sollen dann och dëse Punkt aus dem Gesetz – et ass jo elo virgesinn – zimmlech schnell evaluéieren. D'Kapitel 12, erlaaben ech mer, zum Service national d'information et de médiation ass gutt geduecht a geschriwwen. An de Volet Information begréisse mir Gréng. En ass onbedéngt noutwenneg an och gutt ugesidelt ënnert der Autoritéit vum Minister, mee d'Artikelen zur Mediatioun gehéieren an där Logik, déi mer oft hei beschwat hunn, am Fong bei den Ombudsman.

An der Kommissioun krut ech als Äntwert an engem Saz op dës Kritick, wou ech gesot hunn, dass d'Exekutiv sech net selwer soll kontrolléieren, mam Verweis

op déi zitéiert Avisen: „An der Santé gëtt et och esou gehandhaabt." Hätt een dann net sollen awer op d'mannst dervu profitéieren, fir déi zwou Instanzen, also déi aus der Santé an déi nei aus dësem Gesetzesprojet, zu enger eenzeger ze verschmëlzen, wéi et am Avis complémentaire aus dem Secteur suggeréiert gouf?

Firwat soen ech dat? Ma eng méi grouss Distanz zu de Ministèren, zu der Exekutiv, an eng Spezialisatioun an de Beräicher Santé a Soziales au sens large a complementaire zu den Attributioune vum Ombudsman wär eng gutt Saach. Den Ombudsman ass haut net ënnerbeschäftegt. Entweeder hätt deen da missen en anere Service opbauen, mee vu dass déi Instanz an der Santé besteet an hei eng Spezialisatioun awer ubruecht wär, wär dat eng Suggestioun.

Well firwat soen ech dat och? D'Exekutiv – all, wéi soll ech soen, Meenungsfuerscher weess dat – ass vill méi am Kräizfeier an den Ombudsman huet e ganz grousse Vertrauensbonus an der Gesellschaft. An dat Vertraue baséiert op senger Onofhängegkeet an op senger Onparteilechkeet an op senger Capacitéit ze vermëttelen. An dat brauche mer am Beräich vum Drëtten Alter: eng onofhängeg Ulafstell fir Doleancë vun den Eeleren an hire Familljen. Déi Fro, déi Problematik, bleift och mam Unhuele vum Gesetzesprojekt haut aktuell fir eng nächst Regierung.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

Mme Djuna Bernard, Présidente de séance | Merci, Här Margue. An den nächsten agedroene Riedner ass den honorabelen Här Fred Keup. Här Keup, Dir hutt d'Wuert.

M. Fred Keup (ADR) | Merci, Madamm Presidentin. Mir stëmmen dëst Gesetz natierlech och mat. Effektiv, et ass elo vill doriwwer geschwat ginn, d'Alterung vun der Bevëlkerung, jo, dat ass richteg. Doduerch ergëtt sech dann natierlech ëmmer eng méi grouss Verantwortung fir eis alleguerten, fir da mat deenen eelere Leit eens ze ginn, wat mer dann ..., wéi se kënne qualitativ héichwäerteg awer nach liewen, versuergt sinn. Am beschten ass dat doheem a gudder Form, mee leider ass dat eebe fir vill Leit och net de Fall. Dee Moment musse si an en Heim, wéi mer soen, an do ass et wichteg, dass dëst Gesetz kënnt, well doduerch eng héich Qualitéit vun de Servicer garantéiert gëtt.

A mat dësem Gesetz ginn dann och Qualitéitsstandarde festgeluecht, déi wichteg sinn, an dass och kontrolléiert gëtt. Ech géif soen, dat ass nach bal méi wichteg. Et ass eeben esou: „Vertrauen ist gut, Kontrolle ist besser."

Dann ass et och esou, dass hei méi Transparenz erakënnt iwwert d'Präisser vun de Servicer, wat d'Strukture kaschten, wat d'Supplemente kaschten. Och alles dat fanne mer eng gutt Saach a mir kënnen eis do de Virriedner, déi dat positiv gesinn hunn, nëmmen uschléissen.

Interessant ass och fir eis, well mer eis ëmmer ganz vill fir d'Sprooch interesséieren, dass déi Leit, déi do schaffen, dat heescht d'Personal vun de Fleegeheemer a Altersheimer, musse qualifizéiert sinn. A wie vu Qualifikatioun schwätzt, dee schwätzt jo och vu Qualifikatioun bei de Sproochen. Hei mat dësem Gesetz gëtt festgeluecht, dass dat Personal muss op d'mannst zwou Sprooche vun eisen dräi administrativen, an dorënner och Lëtzebuergesch, um Niveau B1 vum europäesche Kader kënne beherrschen.

Bon, elo kann een driwwer streiden. De B1 ass jo elo awer nach net wierklech elo den Topp, mee trotzdeem ... Vu, wéi d'Situatioun ass, dass et ëmmer manner Leit gëtt, déi Lëtzebuergesch schwätzen, ass dat scho gutt. A mir hoffen och, dass dat dann esou agehale gëtt an och esou kontrolléiert gëtt, well am medezinnesche Beräich ass et nämlech och esou, dass per Gesetz virgesinn ass, dass déi Leit, déi an de Klinicke schaffen, d'Dokteren, d'Infirmièren, alleguerten, per Gesetz missten am Fong Lëtzebuergesch kënne schwätzen. Dat steet am Gesetz. Leider gëtt et do awer net agehal an och net esou kontrolléiert. Mir hoffen dann, dass et hei an dëse Strukture wäert kontrolléiert ginn an och agehale ginn.

Interessant ass och, wa mer vun de Sprooche schwätzen, dass e gewëssenen Niveau gefrot gëtt vum Direkter vun esou Strukturen, an zwar den Niveau B2 am Lëtzebuergeschen – et ass also déi drëtthéchst Stuf hannert dem C1 an dem C2 –, an dass d'Staatsbeamtekummer am Fong an hirem Avis gesot huet, dass den Niveau B2 am Lëtzebuergeschen net géif duergoen: „n'est pas suffisant pour assurer la gestion journalière des établissements". Dat ass en interessante Punkt, wéi een Niveau een am Fong misst hunn. A warscheinlech huet d'Staatsbeamtekummer hei net Onrecht. A mir hätten am Fong léiwer, dass hei méi en héijen Niveau ageschriwwe wier fir d'Membere vun der Direktioun.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Très bien!

M. Fred Keup (ADR) | Dat gesot, gi mir eisen Accord fir dëst Gesetz an ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

Mme Djuna Bernard, Présidente de séance | Merci, Här Keup. Déi nächst agedroe Riednerin ass d'Madamm Myriam Cecchetti. Madamm Cecchetti, Dir hutt d'Wuert.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Madamm Presidentin, virewech wëll ech ënnersträichen, dass mir d'Zilsetzung vun dësem Gesetzesprojet ënnerstëtzen. D'Qualitéit vum Encadrement an der Fleeg vun eelere Leit oder generell vu Leit, déi en Encadrement brauchen, gëllt et, stänneg ze verbesseren an ze kontrolléieren, wuel wëssend, datt an de kommende Joren a Joerzéngte vill méi Leit op d'Servicer ugewise wäerte sinn.

D'Approche, fir d'Aktivitéite vun de Prestatairë vu Servicer fir eeler Leit an engem Gesetz ze regruppéieren an esou ze organiséieren, ënnerstëtze mir natierlech och. Et geet jo entre autres och ëm d'Rechter vun de Leit, déi hebergéiert a betreit ginn, a vun hiren Ugehéieregen. An dat gehéiert fir eis och an e Gesetz an net an e Reglement. D'Betreiung vun eeleren a bedürftege Leit ass fir eis och e Basis-Service-public, dee gesetzlech kloer gefaasst muss sinn.

Den Text huet vill evoluéiert iwwert déi lescht zwee Joren. Déi schlecht Erfarungen aus den Alters- a Fleegeheimer wärend der Covidpandemie an d'Konklusiounen aus dem Waringo-Rapport hu Schwaachstellen an dëse Strukturen opgedeckt, sief et bei der Andämmung vun den Infektiounen an dem Schutz vun de Leit an de Strukturen, mee och wat d'Rechter vun den hebergéierte Leit an hiren Ugehéieregen ugeet, wat puncto Informatioun an Transparenz souwéi Mediatioun wichteg ass.

Et ass awer och vläicht net ganz vun der Hand ze weisen, dass d'Reform vum ASFT-Gesetz, ëm dat et hei jo geet, no bausse vermëttele soll, dass de Staat nach méi kloer Krittärie bei der Betreiung vun eeleren a bedürftege Leit en place setzt, fir der Arrivée zu Lëtzebuerg vun enger Multinationale wéi zum Beispill wéi ORPEA entgéintzewierken.

Et ass net vu Muttwëll, datt d'Oplage fir d'Qualitéit vun der Betreiung kloer an e Gesetz geschriwwe ginn an d'staatlech Kontrollmechanismen och zum Droe kommen, e Punkt, dee jo och net vun Ufank un am Gesetz stoung, mee relativ spéit mat der zweeter Serie Amendementer an de Projet bäikomm ass. D'Zukunft wäert eis weisen, wéi de Stellewäert vun dëse Kontrolle wäert sinn a wéi d'Qualitéit sech esou verbessere léisst.

D'Modalitéite vun deem Contrôle werfen awer eng Partie Froen op, besonnesch well hei d'Meenung vun der Regierung sou oft gedréit huet wéi de Wiederhunn am Wand. War am Ufank guer keng Prezisioun am Text ze fannen, wéi dee Contrôle an der Praxis da soll oflafen, ass duerno eng Prozedur mat Krittären an engem Bewäertungsschlëssel an den Text stoe komm, op Grondlag vun deem d'Organisme sech selwer kontrolléiere sollten. Déi doraus ze zéiend Konklusiounen hätten da mat de betraffene Leit, mat dem Personal wéi och mat de betreite Leit, sollen diskutéiert ginn. An engem nächste Schratt huet dës Prozedur erëm komplett evoluéiert a sollt vum Ministère selwer duechgefouert ginn an doduerch och eng Verbindlechkeet kréien. Domat war d'COPAS awer net zefridden, woumat mer dann elo schlussendlech bei der leschter Fassung vum Gesetzestext ukomm sinn, wou dee ganze Katalog mat Krittären erëm verännert gouf.

Et ass schwéier, esou en Dispositif ze bewäerten. Do fënnt en Hond seng Jonker net méi erëm. An et ass schwéier novollzéibar, opgrond vu wéi enge politeschen Iwwerleeungen esou Ännerunge gemaach ginn a virun allem wat déi eigentlech politesch Absicht war. D'Zil schéngt hei an éischter Linn ze sinn, dat Gesetz, begruewen ënner engem décke Koup anere Gesetzer, nach iergendwéi duerchgeknätscht ze kréie virun der Vakanz a virum Enn vun der Legislaturperiod.

Här President, wat d'Transparenz an d'Informatioun ...

„Här President" ... Entschëllegt, Madamm Presidentin. Dat ass, wann ee sou am Tube ass. Ech entschëllege mech.

(Interruption)

Madamm Presidentin, wat d'Transparenz an d'Informatiounsverflichtungen ugeet, gesi mir verschidde Fortschrëtter, virewech d'Schafung vun den Eethikkommiteeën an all Struktur respektiv kooperativ tëschent e puer Strukturen. Dës Eethikkommiteeë sinn an d'Gesetz bäikomm no den Erfarungen aus der Pandemie an de Lockdowns, wou fundamental Rechter vun de Bewunner an de Strukturen zum Deel an oft natierlech ouni schlecht Absichten ageschränkt goufen.

D'Eethikkommiteeë sollen an Zukunft eng éischt Ulafstell sinn, wou d'Usageren op Problemer opmierksam maache kënnen. Si kënnen Avisen ausschaffen an d'Direktioun bei pertinente Froe beroden, mee dat, wat dës Kommiteeë maachen, bleift awer leider onverbindlech. Domadder riskéiere se, bedeitungslos ze bleiwen. En Eethikkommitee kann zwar déi nei geschafe Commission permanente saiséiere mat enger Thematik an déi kann dorauser ënner Ëmstänn eng Recommandatioun un den zoustännege Minister maachen, mee och dat kéint sech als e Pabeiertiger erausstellen.

Fir e Resident oder en Usager gëtt et nieft dem Eethikkommitee och nach déi nei Mediatiounsstell, un déi ee sech wende kann. Bei dëser Mediatioun ass ze soen, dass se iwwert de Code civil gereegelt ass a béid Säite schrëftlech Engagementer aginn, déi dann och anzehale sinn. Domadder ass dësen Dispositif am Gesetz wuel och dee wierksamsten, iwwert dee sech d'Leit kënne Gehéier verschafen.

Als ganz wichteg bei dësem Gesetz gesi mir och d'Schafung vum Register mat den Informatiounen iwwer sämtlech Prestatairen an Organismen a wat se fir Servicer ubidden. Dëse Register ass public an

erméiglecht de Residenten an Usageren, un déi Informatiounen ze kommen, déi se brauchen, an dës dann och matenee kënnen ze vergläichen. Mir mengen awer och, wéi d'CSL an hirem Avis, datt d'Informatioun iwwer fräi Plazen a Strukturen – nieft de Präisser – mat dat Wichtegst ass, wat an esou engem Register misst ze fanne sinn.

Madamm Presidentin, eng gutt Qualitéit vun de Servicer fir eeler a soss bedürfteg Leit baséiert an eisen Aen an éischter Linn op der Qualitéit vun der Aarbecht vum Personal an de Strukturen a Servicer. Ouni déi néideg Wäertschätzung an déi adequat Bezuelung ass eng héichwäerteg Betreiung einfach net méi méiglech. D'Gesetz gesäit minimal Viraussetzunge vir, wat d'Presenz vum Personnel encadrant no verschiddene Bedürfnisser un de Betreiungsgrader bei de Residenten ugeet.

D'COPAS fäert hei eng gewësse Rigiditéit. Mir fäerten éischter, datt d'Zuelen, déi virgesi sinn, ze knapp berechent sinn, well mir wësse jo, datt d'Personal an de Strukturen oder déi, déi Soins à domicile maachen, haut schonn ënner permanentem Stress stinn. Aarbechtsaccidenter sinn an deene Beräicher immens staark verbreet, well et oft un der néideger Zäit an dem passenden ausgebilte Personal feelt, fir schwéier Aarbechten ze maache bezéiungsweis wann een eng Persoun muss hiewen oder dës och nach muss wäschen an enger Bidden a se erëm eraushiewen. Dat ass och de Grond, firwat vill Personal fréizäiteg am Beruff ophale muss.

Dofir ass hei och déi richteg Geleeenheet, fir d'Fuerderung no enger Opwäertung vum Fleegeberuff ze widderhuelen, déi jo vun de Leit am Secteur selwer och kënnt. D'Regierung geet leider hei awer op e ganz aneren an an eisen Ae komplett falsche Wee, andeems se d'Ausbildung fir verschidde Santés- a Sozialberuffer erofkompriméiert, fir d'Leit méiglechst séier an de Beruff ze kréien, voir de CCP Assistant d'accompagnement au quotidien.

Madamm Presidentin, d'Fro vun de Präisser vun der Ënnerbréngung vun de Leit an enger Struktur ass hei am Gesetz leider net d'Theema. D'Qualitéit vun dësem Service muss awer och dru gemooss ginn, ob jiddwereen, deen dëse brauch, sech dësen och leeschte kann, ouni all Su mussen auszeginn an ouni Fonds national de solidarité oder Remboursementer vun de Kanner a Kandskanner. Dat ass a bleift eisen Haaptkritickpunkt un der aktuell gefouerter Politick an dësem Beräich.

Dëse Gesetzestext gesäit sécherlech e puer gutt Neierunge vir, bei anere Punkte si mir éischter méi skeptesch. Fir eis wierkt et e bësse wéi iwwert de Knéi gebrach, an dat gouf och scho vu menge Virriedner/inne gesot. Zum Deel goufen Ännerungen esou séier virgeholl, huet sech d'Ausriichtung vum Projet de loi op esou wichtege Punkten déifgoend verännert, dass dat heite fir eis e bëssen en Iwwerraschungsee ass.

(Interruption)

Ech wëll op dëser Plaz och soen, datt an der Kommissioun souguer d'Majoritéitsparteien net frou iwwert d'Aart a Weis, wéi dëse Projet de loi duerchgebaatscht gouf, waren. Mee well si eeben an der Majoritéit sinn, huet et misse sinn: „Augen zu und durch." Schued! Schued fir vill Projeten, déi dës Woch esou duerchgebaatscht ginn. Schued fir eis alleguer, déi hei an der Chamber sëtzen, déi hir Aarbecht net esou maache kënnen, wéi si dat gäre géife maachen.

Nichtsdestotrotz droe mir dëse Projet de loi mat, och wa mir ganz liicht Bauchwéi dobäi hunn. Merci fir d'Nolauschteren.

Mme Djuna Bernard, Présidente de séance | Merci, Madamm Cecchetti. An de leschten agedroene Riedner ass den honorabelen Här Marc Goergen. Här Goergen, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Goergen (Piraten) | Madamm Presidentin, wéi d'lescht Joer erauskoum, wéi et a verschiddene franséischen Altersheemer hiergaangen ass, war ech zudéifst schockéiert. Mir hunn héieren, wéi u Mënsche gespuert ginn ass, déi net reegelméisseg z'iessen an ze drénke kruten an deenen hir Hygiène net respektéiert gouf. Et huet eis all gewisen, wéi wichteg héichwäerteg staatlech Qualitéitskontrollen am Beräich vum Drëtten Alter sinn a wéi wichteg dofir och dëst virleiend Gesetz ass.

Mir Piraten haten dofir och virun iwwer engem Joer eng Demande un d'Cellule scientifique vun der Chamber gestallt. Mir wollten eng juristesch Anlays vun der Gesetzeslag an eisen Nopeschlänner kréien, fir besser aschätzen ze kënnen, ob d'Dispositiounen aus dem Projet vun haut duerginn: Wéi streng sinn d'Gesetzer am Ausland? A wéi en Effekt huet dat op d'Qualitéit vun den Altersheemer a Fleegereseauen? Gi streng Gesetzer iwwerhaapt duer oder fanne verschidde schwaarz Schof trotzdeem ëmmer nees e Wee, fir Profitt op d'Käschte vun den eelere Leit ze maachen?

Mir hätten d'Resultater gär fir haut virleie gehat, mee leider konnt d'Cellule hir Etüd nach net ofschléissen. Dat ass natierlech bedauerlech, mee mir wëssen, dass eis Wëssenschaftler hei an der Chamber ganz vill schaffen a si hunn alleguerten hiert Bescht ginn. Et hätt an eisen Aen definitiv Sënn gemaach, hinnen déi Zäit ze ginn, déi se brauchen, an ze waarden, bis hir Resultater virleien, amplaz dass de Projet elo hei muss ënner Zäitdrock iwwert de Knéi gebrach ginn.

Eeler Leit sollen déi lescht Jore vun hirem Liewen an engem Ëmfeld verbrénge kënnen, wou si sech doheem fillen an net d'Gefill kréien, dass hiert Liewen eriwwer ass an deem Moment, wou si den éischte Schrëtt an en Altersheem maachen oder op Hëllefstellung doheem ugewise sinn.

Dofir brauche mir Alters- a Fleegeheemer, déi sech fir hir Bewunner wéi e richtegt Doheem ufillen an net wéi en Openthalt an engem Spidol, a mir brauche qualitativ héichwäerteg Fleegeoffere fir doheem. An den Altersresidenze sinn Zëmmere mat natierlechem Liicht gefrot, mat eegenen Toiletten an Duschen, déi individuell kënnen ageriicht ginn, déi et och Koppelen erlaben, am Alter zesummenzebleiwen an nieftmeneen ze schlofen, wa si dat wëllen.

An natierlech brauche mir och Zëmmeren, déi bezuelbar sinn.

(Interruption)

Wunnen a Fleeg musse fir Persounen aus allen Akommesschichten zougänglech sinn, well eng gutt Prise en charge am Alter net dierf vum Portmonni ofhänken. All Mënsch soll e Recht hunn, um Enn vu sengem Liewe gutt versuergt ze sinn. Dofir brauch et fair Präisser an och eng gerecht Familljen- a Steierpolitick. Wittfraen a Wittmänner dierfen net weider duerch eng Réckstufung bei der Steierklass bestrooft ginn an d'Mindestrent muss un déi aktuell Wirtschaftssituatioun ugepasst ginn, fir ze verhënneren, dass Mënschen am Alter an d'Aarmut ofrëtschen an am schlëmmste Fall souguer op der Strooss landen.

Gläichzäiteg brauche mir engagéiert Personal mat Aarbechtskonditiounen, déi et dem Mataarbechter erlaaben, sech wierklech Zäit fir d'Bewunner ze huelen. Wann d'Betreiung net stëmmt, well d'Personal ënner Zäitdrock steet an d'Spuere vu Suen déi éischt Prioritéit huet virum Wuel vun den eelere Leit, dann ass et egal, wéi gutt d'Infrastruktur, de Bëtong ass. Da wäert d'Haus sech ni als richtegt Doheem ufillen an ni zum richtegen Doheem fir d'Bewunner ginn.

Fir all dës Punkten ofzedecken, brauch een eng ambitionéiert Politick an eng ëmfaassend Gesetzgeebung a keng iwwerstierzt Projeten. Dëse virleienden Text ass vläicht e Schrëtt an déi richteg Richung, mee et war nach net genuch Zäit, fir en am Detail tëscht dem ganze Marathon an der Chamber ze préiwen.

Eng déif Analys wär néideg gewiescht, wéi sech och an der Kommissioun aus alle Reien erausgestallt huet. A well mir Piraten déi Analys net konnte maachen an d'Cellule hiren Avis och nach net konnt virleeën, wäerte mir eis haut bei dësem Projet enthalen, well mir net gudde Gewëssens kënne fir d'Zukunft vun den eelere Leit an de Seniorië soen: „A 14 Deeg huet een e Gesetz esou geännert, dass et och e positiven Afloss herno fir d'Senioren an eise Residenze wäert sinn."

Merci.

M. Sven Clement (Piraten) | Ganz gutt!

Mme Djuna Bernard, Présidente de séance | Merci, Här Goergen.

An d'Regierung huet elo d'Wuert, den Här Familljeminister Max Hahn. Här Minister, Dir hutt d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

M. Max Hahn, Ministre de la Famille et de l'Intégration | Merci, Madamm Presidentin. Dëst Gesetz ass e Gesetz fir d'Leit. Et ass e Gesetz fir den eelere Mënsch. Et ass e Gesetz, dat d'Rechter vun den eelere Leit op där enger Säit stäerkt an dat se op där anerer Säit schützt an hiert Recht op e selbstbestëmmt Liewen, och am Alter, stäerkt. Et ass e Gesetz, dat zum Zil huet, dass déi eeler Leit hiert Liewen och am Alter aktiv mat Dignitéit a Freed liewe kënnen. Et ass e Gesetz, dat den eelere Mënsch an de Mëttelpunkt setzt.

Wéi maache mir dat?

Éischtens doduerch, dass deenen eelere Leit hir Rechter op där enger Säit kloer gereegelt ginn. Sou ginn déi Prestatiounen, op déi si en Urecht hunn, kloer definéiert, an op där anerer Säit ginn de Gestionnairen hir Flichten, hir Obligation-légallen also, vis-à-vis vun den eelere Leit kloer am Text festgehalen.

Zweetens gi mir eis en neien institutionelle Kader, deen den Dialog tëscht allen Acteuren – den eelere Leit, de concernéierte Ministèren, de Gestionnairen, der Dokterschaft, de Professionnels de santé – organiséiert, mat éischtens engem Conseil supérieur des personnes âgées, zweetens enger Commission permanente, drëttens mat engem Eethikrot fir all Struktur a véiertens mat engem Mediateur. De Rôle vum Minister a vun dem Ministère gëtt gestäerkt an hie kritt Instrumenter un d'Hand, fir säi Rôle och effizient an effikass kënnen auszeüben.

Drëttens gi mir eis kloer Krittären an nei Instrumenter, fir d'Qualitéit an den Haiser, bei de Reseauen an an den Dagesstrukturen ze moossen. Mee mir moossen net just, mir wëllen och, dass sech eppes verbessert. Dofir hu mir engersäits d'Instrument vum Plan de remédiation an op där anerer Säit déi virdru genannt institutionell Acteuren, déi sech zu all Moment kënnen abréngen.

Véiertens stäerke mir d'Personal a féieren Zousazformatioune fir d'Personal an an de Beräicher vun der Psychogeriatrie a vun der Hygiène bezéiungsweis der Lutte géint Infektiounen.

A fënneftens schafe mir Transparenz: Transparenz vis-à-vis vun de Leit hire Familljen, déi sech fir e Service interesséieren a wësse wëllen, wat si gebuede kréien, wat et kascht a wat eventuell Supplemente kënne sinn, Transparenz awer och iwwert d'Qualitéit vun de Leeschtungen, déi an engem Service ugebuede ginn, an Transparenz vis-à-vis vum Grand public.

Ech wëll elo net méi op déi eenzel Punkten agoen, déi de Rapporter Claude Lamberty schonn exposéiert huet, deem ech op dëser Plaz e grousse Merci wëll soen. Ech wëll op e puer méi allgemeng Punkten agoen, déi elo hei an der Debatt ugeklonge si respektiv an deene leschte Wochen a Méint Theema waren. An ech fänke mam Fundament vum Gesetz un, well ech mengen, dass et wichteg ass, dat ze verstoen, a well sech doraus och e puer Konklusiounen erginn.

D'Grondphilosophie, op där dëse Projet opbaut, ass nämlech déi, dass mir den eelere Mënsch an de Mëttelpunkt gestallt hunn an de Projet de loi vum eelere Mënsch aus geduecht hunn. Dat heescht konkreet, dass mir den eelere Mënsch ganzheetlech kucke wëllen. De Mënsch ganzheetlech ze kucken, heescht, net just seng gesondheetlech Problemer ze kucken, net just säi Bedarf u Fleeg ze kucken. De Mënsch ganzheetlech ze kucken, bedeit, hien als Mënsch, mat all senge Facetten, mat all senge Wënsch a mat senge Besoinen ze kucken.

Mir wëllen, dass hie säi Liewe ka selbstbestëmmt gestalten an dass hien en toute connaissance de cause Decisioune kann huelen, an zwar zu all Moment a wärend all Etapp: éier hien e Service an Usproch hëlt, wann hie sech dann decidéiert, de Service an Usproch ze huelen, a schliisslech, wann hien de Service tatsächlech geleescht kritt.

A well dat esou ass, wëll ech hei och ganz kloer soen, dass et gutt a richteg ass, dass de Familljeministère an net en anere Ministère d'Kompetenz iwwert dëse Beräich huet.

(M. Fernand Etgen reprend la présidence.)

Mir schwätzen hei net vu Patienten, mir schwätzen net vu Fleegefäll oder Kranken, mir schwätze vu Mënschen, deene mir wëllen déi beschtméiglech Servicer och am Alter ubidden. Dat ass fir mech e wichtege Punkt, dee sech och hei am Projet de loi erëmspigelt.

De Rôle vum Minister a vum Ministère gëtt gestäerkt. E gëtt gestäerkt, fir dass déi eeler Leit, déi Servicer an Usproch huele wëllen, esou wäit et geet d'Garantie hunn, dass do, wou de Ministère en Agrement gëtt, och qualitativ gutt geschafft gëtt. A jo, ech hunn d'Kritick héieren, déi alt emol un der Commission permanente, déi mir hei am Text virgesinn hunn, gemaach gëtt. Mee ech äntwerten dorop, dass déi Commission permanente endlech all déi wichteg Acteuren aus dem Beräich vun den eelere Leit systematesch an institutionaliséiert zesumme ronderëm en Dësch bréngt – endlech!

Endlech, well dat ass a mengen Aen de Konstruktiounsfeeler vum System bis elo gewiescht. Famille, Santé, Sécurité sociale, Vertrieder vun der Fleegeversécherung, den Dokteren, de Gestionairen, dem Fleegepersonal an den eelere Leit kréien elo eng Plaz, wou si sech systematesch an net wéi bis elo ad hoc gesinn. Ech erwaarde mir dofir, dass aus där Commission permanente och weider Impulser kommen, fir d'Servicer fir déi eeler Leit kontinuéierlech besser ze maachen a fir d'Servicer mat de Besoine vun de Leit an eiser Gesellschaft evoluéieren ze loossen.

Här President, ech hunn och Kritick iwwert de Qualitéitscontrôle héieren. Fir d'éischt war en am Text net genuch definéiert, elo ass et munchem ze vill prezis. Mir ass et wichteg, dass mir ewechkomme vun där Situatioun, an där mir haut sinn. A mir hunn all zesummen heibanne gesinn, spéitstens wéi de Skandal ronderëm ORPEA a Frankräich opgeflunn ass, wéi wichteg et ass, net just Maueren an Dossieren ze kontrolléieren, mee och a virun allem ze kucken, ob dat, wat de Leit versprach ginn ass, och a Wierklechkeet esou geliwwert gëtt an tatsächlech bei de Leit ukënnt. Dat war an ass mat den Texter, esou wéi se aktuell bestinn, einfach net méiglech. Ech weess, dass d'Gestionnairen an d'Personal hei am Land all Dag hiert Bescht maachen, fir dass et de Leit gutt geet. Mee mir wëssen alleguer, dass nëmmen ee schwaarzt Schof duergeet, fir den eelere Leit ze schueden an och e ganze Secteur a Verruff ze bréngen. Dofir hëlleft dëse Qualitéitscontrôle, dee mir hei am Gesetz stoen hunn, déi eeler Leit ze schützen an hire Rechter, mee de System hëlleft och, d'Gestionnairen an d'Personal ze schützen, déi all Dag eng gutt a seriö Aarbecht maachen, an en hëlleft och, dobaussen ze beleeën, dass si gutt schaffen.

Ech weess, dass dat heite Gesetz elo vill Aarbecht bei de Servicer an de Strukture mécht, mee et ass eng Aarbecht, wou mir dervunner iwwerzeegt sinn, dass se gutt fir d'Qualitéit vun de Servicer an domadder och gutt fir déi eeler Leit ass.

Mir kënnen eis gären iwwert deen een oder deen anere Krittär ënnerhalen, ob deen elo pertinent ass oder ob een net besser en anere geholl hätt. Ech verschléisse mech där Diskussioun och net. Mee mir sollen elo mol ufänke mat deem, wat mir hei am Text stoen hunn a wat sech och aus eisem Gesetzestext ergëtt.

An ech si frou, dass eng Motioun deposéiert ginn ass, déi eis beoptraagt, den Text ze evaluéieren an der Chamber dës Evaluatioun no spéitstens dräi Joer ze presentéieren. A jo, wa sech aus där Evaluatioun Verbesserungen opdrängen, da sollen déi selbstverständlech och gemaach ginn.

Wichteg ass awer, dass mir kloer Krittären definéiert hunn, déi all zum Zil hunn, d'Wuelbefanne vun den eelere Leit ze garantéieren. Dofir ass et eis wichteg, och Punkten ofzefroen, wou mir ënner anerem gesinn, ob d'Leit zefridde sinn, ob si mat Dignitéit behandelt ginn, ob hir Intimitéit respektéiert gëtt, ob ofwiesslungsräich Aktivitéiten ugebuede ginn, ob si eescht geholl ginn an hir Wënsch Gehéier fannen. An dofir ass et och nëmmen normal, dass d'Leit och selwer zu Wuert komme musse bei esou Evaluatiounen an dass dofir eng Enquête de satisfaction reegelméisseg gemaach gëtt.

De Ministère wëllt sech dofir och eege Moyene ginn – dat war eng Fro, déi opkomm ass – an eng Ekipp en place setzen, déi d'Evaluatioun hei um Terrain mécht, eng Evaluatioun, déi iwwregens och elo schon zesumme mat aneren Acteuren um Terrain gemaach gëtt, wéi zum Beispill mat der Dependance. Dofir hu mir och virgesinn, dass de Gestionnaire och déi Evaluatioun oder eenzel Punkten dovunner ka kommentéiere bezéiungsweis dass den Evaluateur dat ka maachen. D'Evaluatioun däerf näischt Steriles sinn. Mir brauchen den Echange, fir ze verstoen, ob a wou et Problemer gëtt. Et ass nëmmen esou, wéi mir et verbessere kënnen.

Ech hunn déi eng oder aner Kéier d'Fro héieren, firwat mir keng Sanktioune virgesi bezéiungsweis wat e Gestionnaire dann eigentlech misst fäerten, wa seng Evaluatioun net gutt ausfält. Mir sinn der Meenung, dass déi klassesch Sanktiounen an deem heite Secteur net gräifen. Wa mir eng Geldstrof verhänke géifen, da si mir net sécher, ob dofir sech iergendeppes fir d'Leit géif änneren.

Dofir sinn ech frou, dass mir elo op där enger Säit d'Obligatioun am Text stoen hunn, dass e Gestionnaire e Plan de remédiation muss virleeën, dee vum Minister muss approuvéiert ginn an dee schnellstens Remedur schaaft, wann eppes net esou ass, wéi et soll sinn. Op där anerer Säit huet de Minister dann d'Méiglechkeet, den Agrement zäitlech ze begrenzen an, wann dann nach ëmmer näischt géif geschéien, den Agrement carrement ze entzéien.

Doriwwer eraus ass awer a mengen Aen d'Sanktioun déi, dass déi Rapporte vun den Evaluateuren ëffentlech um Regëster zougänglech sinn. Ech mengen, dass kee Gestionnaire esou eng Publicitéit wëllt, an dofir sinn ech och ganz zouversiichtlech, dass mir mat dësem Mechanismus hëllefen, d'Qualitéit op engem héijen Niveau ze halen.

Ee Punkt, dee mir ganz wichteg ass, ass deen, dass d'Leit, hir Familljen an awer och d'Personal vun de Servicer konkreet Prozeduren an Ulafstellen iwwert dësen Text garantéiert kréien, wa si e Problem hunn, deen eethescher Natur ass, oder wa si Reklamatiounen hunn. D'Eethikkréit, d'Reklamatiounsprozeduren, déi hei am Text virgesi sinn, souwéi awer och de künftege Mediateur stellen do en echte Fortschrëtt duer.

Ech sinn dofir och frou, Iech soen ze kënnen, dass de Mediateur och enk mam Médiateur santé zesummeschaffe soll, an dat och raimlech gesinn, well déi zwee Mediateure sollen an Zukunft op enger Adress ze fanne sinn. Déi Zesummenaarbecht erlaabt et, séier, onkomplizéiert a gutt Léisunge fir all Bedeelegt ze fannen, och wann et emol Punkte gëtt, déi sech iwwerlappe mat de Kompetenze vun deenen zwee Mediateuren.

Dann nach e Wuert zum Personal an de Chargéen. Ech mengen, mir sinn eis alleguerten eens: Mir kënnen hinnen net oft genuch Merci soe fir déi vill a gutt Aarbecht, déi si all Dag fir déi eeler Leit leeschten. Och si ginn duerch dëst Gesetz gestäerkt. Net just doduerch, dass mir Personalschlësselen a Formatiounen a minimal noutwendeg Sproochekenntnisser festleeën, mee och doduerch, dass mir kloer Prozeduren hei am Text virschreiwen an och duerno kontrolléiere ginn. Si hunn dëst Gesetz op hirer Säit, wann et drëms geet, eng gutt Aarbecht fir de Bewunner kënnen ze maachen an hie gutt ze behandelen. D'Prestatiounen, déi d'Leit zegutt hunn, sinn definéiert an am Règlement général sinn Elementer dran, wéi zum Beispill de Concept de bientraitance oder de Concept de prise en charge fir demenzerkrankt Leit oder fir Leit, déi an enger Situation de fin de vie sinn, an awer och, Här Margue, de Plan de prévention et de lutte contre les infections et de respect des règles d'hygiène et sanitaires, déi eng konkreet Upak och fir d'Personal sinn.

A well mir déi Saachen hei all vun de Gestionnairë fuerderen, wäerten d'Gestionnairë keen Drock op d'Personal ausübe kënnen, fir gewësse Saachen zugonschte vun den eelere Leit net ze maachen, esou wéi mir dat am Skandal ronderëm ORPEA a Frankräich gesinn hunn, wou d'Personal vun uewen erof Drock gemaach kritt huet.

A wann e Gestionnaire dat dann awer wéilt maachen, dann huet d'Personal en Eethikkommitee, un deen et sech kéint wenden, wann et eethesch Bedenken hätt oder d'Mënscherechter vun de Leit a Gefor géif gesinn. Ech sinn doriwwer ganz frou, well dat derzou bäidréit, dass d'Leit an de Strukturen, bei de Reseauen an an de Centre-de-joure gestäerkt ginn.

Ech wëll awer och vun dëser Plaz aus eng Lanz brieche fir eis Club-Senioren, déi an Zukunft „Clubs Aktiv Plus" wäerten heeschen, déi Dag fir Dag eng formidabel Aarbecht maache fir déi eeler Leit. Si sinn aus eiser Gesellschaft net méi ewechzedenken an ech si frou, dass mir eis Landkaart lues a lues gefëllt kréien. An do, wou et nach kee Club Senior oder zukünfteg e Club Aktiv Plus gëtt, wëll ech Iech iwwregens soen, dass de Familljeministère selbstverständlech ganz gären eng Hand mat upaakt, fir dat ganzt Konzept op d'Been ze stellen. D'Club-Senioren sinn en immens wichtegen Acteur, fir engersäits géint den Isolement social – den Här Spautz huet et gesot – vun den eelere Leit ze kämpfen

an anerersäits den eelere Leit, déi dat wëllen, eebe flott an ofwiesslungsräich Aktivitéiten unzebidden.

Mäi Merci geet natierlech och un d'Leit, déi an de CPGe schaffen, dem Service Telealarm, dem Repas sur roues an den Activités seniors. Ech kann op dëser Plaz net op all Punkt agoen.

Ofschléissend wëll ech soen, dass et batter noutwendeg war, dëst Gesetz ze maachen, an dat no 25 Joer, wou de Beräich vun den eelere Leit just iwwert dat ganz allgemeng gehalent ASFT-Gesetz mat senge Reglementer organiséiert war. Et ass e richtege Fortschrëtt fir déi eeler Leit, well et en Text ass, dee fir si geschriwwe ginn ass an deen hir Rechter stäerkt a schützt. Et ass e Fortschrëtt fir de Secteur an all déi Leit, déi do schaffen, déi heimat kloer Prozeduren a Reegele mat op de Wee kréien an déi duerch de Regëster an duerch déi systematesch Evaluatioun no baussen och weise kënnen, dass si eng gutt Aarbecht am Sënn vun de Bewunner an den Usagerë maachen. Et ass e Fortschrëtt fir méi Qualitéit.

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Minister fir Famill an Integratioun, dem Här Max Hahn. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7524. Den Text steet am Document parlementaire 7524[27].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7524 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Mir maachen de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass mat 28 Jo-Stëmmen an 2 Abstentiounen ugeholl.

Plusieurs voix | 58.

M. Fernand Etgen, Président | 58. Wéi vill hat ech gesot?

Une voix | 28.

M. Fernand Etgen, Président | O! De Projet de loi ass mat 58 Jo-Stëmmen an 2 Abstentiounen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Jean-Marie Halsdorf), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par M. Jean-Paul Schaaf), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes (par Mme Martine Hansen), Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler (par Mme Octavie Modert) et Michel Wolter ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch (par M. Yves Cruchten), Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser et Fred Keup ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis ;

M. Roy Reding.

Se sont abstenus : MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Motion 1

Da musse mer nach iwwert d'Motioun befannen, déi bei dësem Projet vum Här Lamberty deposéiert ginn ass. Wëllt nach een eppes zu dëser Motioun soen?

(Négation)

Kënne mer iwwert dës Motioun à main levée ofstëmmen?

(Assentiment)

Vote sur la motion 1

Wien d'accord ass, soll d'Hand an d'Luucht hiewen.

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Domadder ass dës Motioun eestëmmeg ugeholl.

5. 8155 – Projet de loi relative au vivre-ensemble interculturel et modifiant la loi modifiée du 8 mars 2017 sur la nationalité luxembourgeoise

Als nächste Punkt um Ordre du jour steet de Projet de loi 8155 iwwert d'Aféiere vum Konzept Vivre-ensemble interculturel. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht mat enger klenger Toleranzgrenz. An d'Wuert huet elo de Rapporter vun dësem Projet de loi, den honorabelen Här Claude Lamberty.

Rapport de la Commission de la Famille et de l'Intégration

M. Claude Lamberty (DP), rapporteur | Merci, Här President. A merci och fir d'Toleranzgrenz. Ech mengen, mir haten dat an der Kommissioun och esou zesummen diskutéiert.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Immigratioun ass enk verbonne mat der Geschicht vun eisem Land. Eis ekonomesch Entwécklung ass Hand an Hand gaange mam Fait, datt Leit aus dem Ausland bei eis schaffe komm sinn, well mer d'Main d'oeuvre gebraucht hunn, als Beispiller: Landwirtschaft, Eisen- a Stolindustrie, méi spéit awer och an der Finanzwelt, am Bau, am Handwierk. A säit der Stolkris an de 70er-Joren hunn déi successiv Regierunge probéiert, eist Land um ekonomesche Plang méi breet, méi diversifizéiert opzestellen.

Mat der Entwécklung vun eiser Finanz- a Bankeplaz koum vill Wëssen a Kompetenz vu Leit aus dem Ausland op Lëtzebuerg. Och déi europäesch Institutiounen um Kierchbierg hunn derzou bäigedroen, datt ëmmer méi Leit aus EU-Länner op Lëtzebuerg koumen. Mam Balkankrich Enn den 90er-Joren hu vill Familljen aus Ex-Jugoslawien de Wee an eist Land fonnt, an dat neit Joerdausend ass virun allem duerch en Aflux vu Leit aus Syrien, dem Irak, Afghanistan gezeechent, also aus Regiounen, wou Krich an deene Leit hirer Heemecht ass a wou d'Leit geflücht sinn. Déi rezentst Well un Immigratioun koum d'lescht Joer, an nach ëmmer, aus der Ukrain.

Iwwert déi lescht 50 Joer gezielt, si vill Leit op Lëtzebuerg immigréiert, déi meescht dovun aus Portugal, Italien, Frankräich, Däitschland an der Belsch. Natierlech huet och d'Emigratioun, also d'Unzuel vu Leit, déi aus Lëtzebuerg fortplënneren, iwwert d'Jore bäigeholl. Ma de Solde migratoire, also d'Differenz tëscht den Immigranten an den Emigranten, weist kloer, datt de Grand-Duché en attraktiivt Land ass. 80 % vun eisem Bevëlkerungswuesstem tëscht de Joren 2010 an 2020 sinn duerch de Fait vun der Immigratioun ze erklären.

Eise Grand-Duché huet sech iwwert d'Joren zu enger Plaz entwéckelt, wou d'Leit aus aller Häre Länner friddlech niefteneen a beienee wunnen. Aktuell liewe ronn 170 verschidden Nationalitéiten zu Lëtzebuerg. 53 % vun der gesamter Populatioun hunn d'Lëtzebuerger Nationalitéit, déi reschtlech 47 % deele sech op op 40 % Bierger aus europäesche Länner a 7 % aus net europäesche Länner.

Parallell zu der Immigratioun ass och d'Unzuel u Frontalieren an de leschte Joerzéngten exponentiell an d'Luucht gaangen. Iwwer 200.000 Leit kommen all Dag aus eisen Nopeschlänner op Lëtzebuerg schaffen. Wa mer kucken, a wéi enge Regioune vum Land sech d'Leit am meeschten néierloossen, gesi mer, datt virun allem d'Stad Lëtzebuerg an d'Randgemengen am Zentrum, mee natierlech och déi gréisser Gemengen a Ballungszentren déi Regioune sinn an déi Géigende sinn, déi immens populär sinn.

Dëst bréngt allerdéngs mat sech, datt ee vu Gemeng zu Gemeng ganz ënnerschiddlech mam Phenomeen vun der Immigratioun muss ëmgoen a Politicke brauch, déi zwar generell gesinn dat friddlecht a gutt Zesummeliewe vun den eenzelnen Natioune fërderen, mee gläichzäiteg eng gewësse Flexibilitéit bei der Ëmsetzung vun den individuelle Mesüren erlaaben.

D'Diversitéit zu Lëtzebuerg ass ganz eenzegaarteg an Europa a beräichert eist Land souwuel um wirtschaftleche wéi och um sozialen a kulturellen Niveau. Ma dës Diversitéit stellt eis am Alldag awer och virun Erausfuerderungen, zumools well d'Besoine vun de Leit ganz ënnerschiddlech sinn. Et ass dofir immens wichteg, datt mir déi néideg Strukturen a Mesüren hei am Land hunn, fir jidderengem d'Gefill vum Sech-doheem-spieren ze erméiglechen.

Wéi wëlle mer an engem Land zesummeliewen, dat ronn 50 % vun den Awunner huet, déi d'Lëtzebuerger Nationalitéit net hunn? Wat kënne mer maachen, fir e bessert Zesummeliewen tëscht de Lëtzebuerger an Netlëtzebuerger ze fërderen an de Leit, déi nei an d'Land kommen, hëllefen, aktiv un eiser Gesellschaft deelzehuelen? Dat si wichteg Froen, op déi mir als Politick mussen eng Äntwert fannen.

De virleiende Projet de loi huet als Zil, genee dës Froen ze beäntwerten. Fir an Zukunft nach besser op déi individuell a villfälteg Besoine vun eisen auslännesche Matbierger kënnen ze reagéieren, brauche mer hei am Land e Paradigmewiessel. Mir musse fort vum Konzept vun Integratioun, wat nach ëmmer de gréisste Poids op d'Efforte vun den Auslänner leet, an hin zu enger Approche, déi den Akzent op dat géigesäitegt Engagement vun de Lëtzebuerger an den Netlëtzebuerger leet.

Fir dëse Paradigmewiessel ze erreechen, gouf et breet Consultatiounen, vill Dialoger a Gespréicher mat Acteure vum Terrain am Virfeld vum Depot vum Projet de loi. Zréckbehale gouf d'Konzept vum interkulturellen Zesummeliewen, dat verschidden Dimensioune regruppéiert, wéi zum Beispill Solidaritéit, Egalitéit vun de Bierger, Toleranz an de géigesäitege Respekt, de sozialen Zesummenhalt, Diversitéit, déi aktiv Bedeelegung un der Gesellschaft an dat friddlecht Mateneeliewe vu verschiddene Kulturen.

D'Zil vun dësem Konzept ass, datt all eenzel Persoun, déi zu Lëtzebuerg wunnt oder schafft, d'Gefill huet, en aktiven Deel vun der Gesellschaft ze sinn, eng gutt Liewensqualitéit huet, sech hei wuel spiert a Loscht huet, fir d'Zukunft vun eisem Land kënne matzegestalten. D'Konzept vum interkulturellen Zesummeliewe baséiert deemno op engem interaktive Prozess, bei deem all eenzelne Bierger matagebonne gëtt.

De virleiende Gesetzesprojet huet als Zil, de Kader, d'Instrumenter an d'Strukturen en place ze setzen,

déi fir d'Ëmsetzung vum Konzept néideg sinn. D'Informatioun an d'Participatioun vun de Bierger sinn dobäi zwou strateegesch Achsen.

Mat dësem Projet de loi gëtt soumat dat aalt Integratiounsgesetz vun 2008 opgehuewen an duerch en neie Kader ersat.

An engem éischte Punkt definéiert dëse Projet véier Instrumenter fir d'Férderung vum interkulturellen Zesummeliewen: de Plan d'action national du vivre-ensemble interculturel, de Pacte citoyen du vivre-ensemble interculturel, de Programme du vivre-ensemble interculturel an de Pacte communal du vivre-ensemble interculturel.

Den nationalen Aktiounsplang setzt de Kader fir d'Transitioun vum alen Integratiounskonzept eriwwer bei dat neit Leitmotiv vum interkulturellen Zesummeliewen. Dëse Plang definéiert konkreet Ziler a Moossname fir déi zwee Beräicher vun der Biergerbedeelegung an der Biergerinformatioun.

De Pacte citoyen ass en Engagement, bei deem all Persoun, déi zu Lëtzebuerg wunnt oder schafft, ka matmaachen, fir hiert Engagement am Beräich vum interkulturellen Zesummeliewen ze attestéieren. Mat dësem Engagement, dat natierlech op fräiwëlleger Basis geschitt, kritt d'Persoun dann Zougang op de Programm vum interkulturellen Zesummeliewen.

Dëse Programm bitt e breede Katalog u Léiermoduller an Informatiounen iwwert d'Funktiounsweis vum Grand-Duché an ersetzt den aktuelle Contrat d'accueil et d'intégration an de Parcours d'intégration accompagné. De Programm ass net just fir d'Residenten, mee och fir d'Frontalieren zougänglech a baséiert op enger interaktiver Approche, déi den Dialog tëscht de Participanten an de lokalen Acteure férdert.

De Pacte communal soll d'Gemenge bei der Ëmsetzung vun hire lokale Mesüren a Strategië fir d'Zesummeliewen ënnerstëtzen an ersetzt den aktuelle Plan communal d'intégration. D'Adhesioun geschitt och hei nees op fräiwëlleger Basis, ma si bitt de Gemengen eng Rei finanziell Hëllefen. Konkreet subventionéiert de Staat hinnen d'Käschte fir de Rekrutement vun engem Coordinateur fir de Pacte communal a fir d'Ëmsetzung vu lokale Mesüren a stellt hinnen e Beroder fir Froen iwwert d'Zesummeliewen zur Verfügung.

Nieft de véier Instrumenter schaaft dëse Projet de loi op nationalem Niveau e Conseil supérieur, deen als Berodungsorgan un der Ëmsetzung vum interkulturellen Zesummeliewe soll matwierken. De Conseil supérieur soll aus Vertrieder vum Staat, der Zivillgesellschaft an de Gemenge bestoen an den aktuelle Conseil national pour étrangers ersetzen. Nieft der Berodung vum Minister soll de Conseil supérieur och Etüden, Ëmfroen a Rapporten iwwert d'Zesummeliewe realiséiere kënnen.

An engem weidere Punkt schaaft dëse Projet Kommissioune fir interkulturellt Zesummeliewen um Gemengenniveau, déi déi bestoend lokal Integratiounskommissiounen ersetzen. Zu den Aufgabe vun de Membere gehéiert d'Ermëttlung vun de lokale Prioritéiten a Barriären am Beräich vum Zesummeliewen, d'Ënnerstëtzung vun der Gemeng bei der Entwécklung vun neie Moossname souwéi d'Férderung vun der Biergerbedeelegung an der Informatioun. D'Kommissioune sollen déi gewielte Gemengepolitiker beroden a konkreet Solutioune fir e bessert Zesummeliewen an der Gemeng proposéieren.

Zu gudder Lescht definéiert dëse Projet nach eng Partie finanziell Hëllefe fir d'Férderung vum interkulturellen Zesummeliewen, déi a Form vu Subsiden oder enger Bedeelegung un de Betribs- an Investitiounskäschte kënne verdeelt ginn.

D'Avisen, déi mir zu dësem Projet erakruten, waren alleguerten zimmlech positiv. De Paradigmewiessel a besonnesch d'Matabezéie vun de Frontaliere beim Konzept vum interkulturellen Zesummeliewe gouf souwuel vun der ASTI wéi och vun der Chambre de Commerce a vum Conseil national pour étrangers staark begréisst.

De Staatsrot hat a sengem éischten Avis véier Oppositions formelles ausgeschwat, déi no den Amendementer vun der Familljen- an Integratiounskommissioun awer nees konnten opgehuewe ginn.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, perséinlech sinn ech immens frou, an engem Land kënnen ze liewen, an deem d'Diversitéit, d'Participatioun vun de Bierger an de sozialen Zesummenhalt ganz groussgeschriwwe ginn. Ech sinn dervun iwwerzeegt, datt mir mat dësem Gesetzesprojet e weidere Schratt an d'Richtung vun engem nach méi friddlechen Zesummeliewe ginn an e kloren Akzent géint all Zorte vu Rassismus an Diskriminatioun setzen.

Jiddereen, deen zu Lëtzebuerg wunnt an/oder och schafft, kann an Zukunft selwer Acteur ginn an dat interkulturellt Zesummeliewe matgestalten. Dat gesot, ginn ech den Accord vu menger Fraktioun a soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools dem Här Rapporter Claude Lamberty.

An den éischten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Spautz. Här Spautz, wannechgelift.

Discussion générale

M. Marc Spautz (CSV) | Merci, Här President. Och merci dem Président-rapporteur, dem Här Lamberty, fir säi Rapport.

De Gesetzesprojet bréngt e Paradigmewiessel. An dat ass och gutt, well et dodrëm geet, nei Gesten ze maachen, nei Akten ze setzen, wat d'Zesummeliewen ubelaangt. Den Här Lamberty ass schonn drop agaangen, wat Lëtzebuerg déi lescht Joren erlieft huet; déi Zouwanderung, déi Lëtzebuerg hat, dass insgesamt an de leschte 50 Joer 630.000 Leit an de Grand-Duché immigréiert sinn. A wa mer déi Leit net gehat hätten, da wär Lëtzebuerg haut net do, wou Lëtzebuerg ass, well wa mer déi Leit net gehat hätten op eisem Aarbechtsmaart, wa mer déi Leit net gehat hätten och an eisem kulturelle Liewen, da wier Lëtzebuerg méi aarm. An dofir ass et och wichteg, dass mer do nei Akzenter setzen.

Déi lescht Statistik seet, dass 2022 53 % vun eiser Populatioun d'Lëtzebuerger Nationalitéit haten – wou een awer muss preziséieren, dass do d'Double nationalité och mat dran ass, well wann déi net mat dra wier, da wiere mer net op 53 %, mee da wiere mer drënner –, dass 40 % Netlëtzebuerger derbäi sinn a 7 % Neteuropäer. A wann een dann och nach eng Kéier kuckt, dat wëll ech awer och nach eng Kéier erwänen, wéi vill Leit all Dag doriwwer eraus nach op Lëtzebuerg kommen, fir dass eis Ekonomie dréit, fir dass eise Santés- a Fleegesecteur, iwwert dee mer virdru geschwat hunn, iwwerhaapt d'Méiglechkeet huet ze funktionéieren! Dat huet och domat ze dinn, dass all Dag 212.343 Leit eriwwer op Lëtzebuerg schaffe kommen. An do sinn der an dësem Joer héchstwarscheinlech och nach e puer bäikomm.

Wa mer elo schwätzen iwwert de Vivre-ensemble – den Här Lamberty huet elo schonn doriwwer geschwat –: Mäi Kollleeg Jean-Paul Schaaf huet do mol probéiert, eng Kéier e Plang opzestellen, well mer esou een net haten – en ass och elo relativ kleng, en as nëmmen op DIN A4, mee en ass awer scho mol do –, wéi et elo geet mat deem Plan de vivre-ensemble, wat a 60 Deeg muss geschéien, wat an 30 Deeg, wat a véier Méint a wéi dat elo alles geet mat den Delaien. Wann de Ministère e ka gebrauchen, also, den Här Schaaf ass bestëmmt bereet, Iech deen ze ginn, well dat hëlleft bei der Liesweis vun all deenen Delaien, déi do dra sinn, wie wéini wat ze maachen huet.

Ech wëll och soen, dass mir deem Projet duerchaus positiv géintiwwer stinn, wat de Prinzipp ubelaangt. Ech wëll awer soen, ech war do elo e bëssen iwwerrascht, wéi ech dem Här Rapporter säi Rapport gelies hunn. Hien huet erwäänt, dass d'ASTI en Avis eraginn huet, mee ech muss Iech awer soen: Den Avis vun der ASTI ass awer nawell zimmlech kritesch an e weist awer och op verschidde Punkten hin, déi bedauerlech sinn, wéi dass net probéiert ginn ass, verschidde Saachen awer mat anzebauen, déi méi wéi iwwerfälleg waren.

An déi Kolleeginnen a Kolleegen aus verschiddene Gemengen, déi heibanne sëtzen, déi mat involvet waren iwwert déi Aktiounen, déi vum Familljeministère gemaach gi ware fir d'Integratioun, déi Atelieren, déi stattfonnt hunn, déi Aktiounen, déi zesumme gemaach gi si mam Syvicol, déi Pilotgemengen – ech gesinn de Marc Lies hei, Hesper war eng vun de Pilotgemengen, Stroossen war eng, Schëffleng war eng –, wou Pilotprojete gemaach gi si mat Ëmfroen, wou gekuckt ginn ass: Wat ass dat, wat de Leit am meeschten ënnert den Neel brennt? Wat ass dat, wou d'Leit, déi auslännesch Populatioun am meeschten hir Prioritéiten huet?

Dann, mengen ech, wier et och wichteg gewiescht, dass mer net nëmmen den 20. Februar e Projet deposéiert hätten, mee dass mer och e groussen Debat public an deem Kader gefouert hätten, deen net stattfonnt huet. Mee pour cause, et waren déi Zäit Gemengewalen, déi Zäit ware mer alleguer dermat beschäftegt, fir ze kucken, dass mer méi Leit, méi auslännesch Matbierger géife kréien, déi sech aschreiwen. Mee doriwwer eraus hu mer awer keen Debat gefouert, an ech mengen, dass dat wichteg gewiescht wier, wann do en Debat gefouert gi wier, vill méi grouss, am Public, iwwert d'Integratioun an iwwert d'Zesummeliewen, wéi dat de Fall war.

Et gëtt och ënnerstrach an deem Avis, dass dat positiv ass, dass mer d'Integratioun elo Vivre-ensemble interculturel nennen, dass mer de Centre d'accueil elo Pacte citoyen du vivre-ensemble nennen. Dat sinn och positiv Punkten, déi ënnerstrach gi si vun de Kolleege vun der ASTI, mee ech mengen, et ass awer bedauerlech, dass mer et net fäerdegbruecht hunn, do vill méi eng grouss Diskussioun driwwer ze féieren.

Dat hätt och sécherlech der Diskussioun heibanne gutt gedoen, well dat do ass och elo erëm eng Kéier esou – an et war scho virdrun eng Kolleegin, déi dat gesot huet –, datt mir awer elo nach alles duerchgedréckt hunn, fir nëmme séier „vor Torschluss" nach eng Kéier alles duerchzekréien. Dat hei wier als Sujet derwäert gewiescht, dass mer eis méi Zäit geholl hätten, fir vill méi am Detail doriwwer ze diskutéieren an doriwwer ze verhandelen.

Dat selwecht gëlt – an do hate mer schonn eng Diskussioun heibannen – fir de Conseil national pour étrangers. Hei ware Leit, déi hate Propose gemaach, fir dat vläicht ze ersetzen duerch eng Beruffschamber, déi och de selwechte Status géif kréie wéi eng Beruffschamber, déi mer elo hunn, ob dat eng Chambre de Commerce oder eng Chambre des Salariés gewiescht wier, wou déi Leit automatesch ëmmer hätte kënnen hiren Avis zu de jeeweilege Projeten duerchginn.

Et ass gutt, dass elo eppes geschitt beim Conseil national pour étrangers. Déi meescht heibanne wëssen et, ech wëll elo net an den Detail goen: Wat do

déi lescht Joren heiansdo geschitt ass, war net ëmmer grad gutt! Et ass wichteg, dass do elo eng aner Roll kënnt, eng aner Aufgab kënnt. Mee och dat mat der Beruffschamber ..., fir ze soen, wann déi och op eng aner Basis komm wier, wier dat sécherlech och net schlecht gewiescht.

Ech mengen, dass et gutt ass, dass mer elo eppes änneren, mee ech bleiwen derbäi: Mir hunn d'Chance verpasst, eng Diskussioun ze féieren, an engem vill méi breede Kader doriwwer ze diskutéieren! Virun allem, well elo alleguer déi Gemengen, déi elo nei ufänken, net mat dra waren an deenen Diskussiounen.

An et wier och do wichteg gewiescht, fir d'Gemenge vill méi mat anzebauen, well et ass elo ganz oft esou: D'Gemeng mécht hei oder do, an et huet een e bëssen d'Gefill, de Ministère hätt en neie Kader geschaaft an d'Gemenge sollen elo kucken, dass en a Musek ëmgesat gëtt. Dass do och Hëllefe komme fir d'Gemengen ass richteg, dat streiden ech net of, mee d'Haaptlaascht bleift hei bei de Gemengen. An ech weess net, ob mer et fäerdegbréngen, 100 esou Kommissiounen an de Gemengen esou séier un d'Schaffen ze kréien, wéi déi Delaien am Gesetz et elo virgesinn.

An dofir, Här Minister, géif ech Iech opfuerderen – Iech respektiv Ären Nofollger oder wien och ëmmer –, dass mer awer och elo do hannendru bleiwen. Et geet elo net duer, virun de Walen eppes Neies ze schafen a grouss unzekënnegen an duerno brénge mer et net fäerdeg, et esou ëmzesetzen.

Et ass wichteg, dass mer esou eng Integratioun schafen. Et ass wichteg, dass mer an d'Integratioun investéieren, well d'Integratioun huet mat derzou bäigedroen, dass Lëtzebuerg do steet, wou et haut steet. A mir sinn deene Leit et schëlleg, fir si vill méi mat eranzehuelen. An dat geschitt a verschidde Secteuren, mee et sinn awer och nach aner Secteuren, wou mer wäit hannendra sinn.

Villmools merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Spautz. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Simone Asselborn-Bintz. Madamm Asselborn-Bintz, Dir hutt d'Wuert.

Mme Simone Asselborn-Bintz (LSAP) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kollegen, Lëtzebuerg ass en Awanderungsland an dat ass och ganz gutt esou, well Diversitéit ass eng vun de grousse Stäerkte vun eisem Land.

Iwwert déi lescht Joerzéngte sinn Honnertdausende Leit aus anere Länner op Lëtzebuerg immigréiert, haaptsächlech aus eisen Nopeschlänner, och aus Portugal an Italien. Relativ gesi liewen zu Lëtzebuerg déi meescht Immigrante par rapport zu der Populatioun an der EU. Dobäi kommen déi ronn 200.000 Frontalieren, déi all Dag bei eis schaffen, och nach derbäi. Dat ass eng eenzegaarteg Situatioun. Mir liewen hei am Land d'Diversitéit. An Diversitéit bedeit Räichtum fir eis Kultur, eis Ekonomie a fir eist Zesummeliewe generell.

Gläichzäiteg hu mer awer och d'Verantwortung, derfir ze suergen, dass jidderee sech hei am Land wuel fillt, egal, wou en hierkënnt. A fir dat ëmzesetzen, ass och jidderee gefuerdert, a jidderee muss och d'Méiglechkeet hunn, sech anzebréngen.

Dofir begréisse mir als LSAP ausdrécklech dëst Gesetz, wat jo dann, wéi schonn dacks gesot, e Paradigmewiessel ass. Mir entwéckelen eis Politick weider a gi vum Konzept vun der Integratioun op d'Konzept vum interkulturellen Zesummeliewen iwwer. Dat si keng eidel Wierder. Mir ginn haut e grousse Schrëtt an déi richteg Richtung, fir d'Wëllkommenskultur an d'Zesummeliewe vun de Leit hei zu Lëtzebuerg ze verbesseren.

Zentral ass bei dësem Paradigmewiessel, dass eebe jiddereen, deen hei am Land wunnt oder schafft, gefrot ass, fir eist interkulturellt Zesummeliewen ze verbesseren an net just déi Leit, déi nei an d'Land kommen. An deem Sënn ass et och un där ganzer Gesellschaft, fir en Effort ze maachen, Oppenheet ze weisen a sech anzebréngen.

Fir dat ëmzesetzen, sinn eng ganz Rei Outilen an deem Gesetz virgesinn, an ech erlabe mer, op e puer Punkten anzegoen, déi awer och vläicht scho gesot gi sinn. Mam Plan d'action national vum Zesummeliewe gëtt also de Plan d'action national d'intégration vun 2018 ersat. De PAN leet déi politesch Ziler a Strategien an Erwaardunge fest, fir och e gudden Iwwergang kënnen ze maache vun der Integratioun op d'Perspektiv vum Vivre-ensemble interculturel. Hei stinn den Accès zu Informatiounen an d'Participatioun am Mëttelpunkt.

Beim Pakt vum Zesummeliewen a beim Programm vum Zesummeliewen ass ze begréissen, datt si sech un déi ganz Bevëlkerung an eeben och, wéi scho gesot, un d'Frontaliere riichten. Och hei ass et nach eng Kéier d'Zil, d'Participatioun ze fërderen an den Zougang zu der Informatioun ze verbesseren. Dat ass wichteg, fir dass d'Leit beispillsweis u Sproochecoursë kënnen deelhuelen, wëssen, wéi eng Ulafstellen eventuell fir si wichteg sinn, wéi eng Associatiounen oder Veräiner fir si a Fro kommen, déi d'Lëtzebuerger Kultur kënne léieren oder och, wéi eis Institutioune funktionéieren.

Ech géif och ganz gär kuerz op d'Gemengen agoen, well si spillen eng immens wichteg Roll an der Ëmsetzung vun enger positiver Wëllkommenskultur. D'Gemenge sinn déi éischt Ulafstell fir Leit, déi nei an d'Land kommen, awer och fir déi, déi innerhalb vum Land hin an hier plënneren. 23 Gemengen an ee Gemengesyndikat hunn de Pilotprojet vum Pakt vum Zesummeliewe jo schonns ënnerschriwwen. D'Gemenge kënnen hei hir Prioritéite setzen, fir d'Zesummeliewen an hirer Gemeng mat de Bierger zesummen ze verbesseren. Si kënnen och e Conseiller fir d'Zesummeliewen zur Säit gestallt kréien an eeben och eng Subventioun, notamment fir esou e Koordinator fir de Pakt an d'Ëmsetze vu konkreete Projeten ze kréien. Sou kënnen d'Gemengen, déi jo ganz no beim Bierger sinn, do usetzen, wou et néideg ass, an entspriechend Aktiounen oder Projeten organiséieren. Et ass also un de Gemengen, fir dës Geleeënheet ze notzen, fir d'Wëllkommenskultur ze fërderen, fir datt jidderee sech do, wou hie lieft, och doheem spiere kann.

An der neier Logik vum Vivre-ensemble interculturel gi jo dann och déi Integratiounskommissiounen elo nei Commissions communales du vivre-ensemble interculturel ëmgenannt. Si spille weiderhin och eng wichteg Roll, fir an de Gemengen d'Suergen an d'Interessie vun de Bierger, déi an deene Gemenge wunnen oder och aktiv sinn, an der Gemengepolitick ze vertrieden.

Am Moment gi jo all déi Kommissiounen nei besat, dofir ass et wichteg, dass mer dat elo nach kënne stëmmen, fir dass déi dann en neien Numm kréien an eeben och kënne weiderschaffen.

Da kommer mer op dee Punkt, op dee vill Leit aus den Associatiounen, déi am Beräich vum Zesummeliewen aktiv sinn, laang gewaart hunn. Dat ass dat konsultatiivt Organ, dat de Conseil national pour étrangers ersetzt, dat heescht elo de Conseil supérieur du vivre-ensemble interculturel. Esou heescht et genee. Ech si perséinlech frou, dass de Conseil supérieur nei opgesat ginn ass an en neie rechtleche Kader e kloer definéiert, dass en nei Missioune kritt an an deem och de Minister fir d'Integratioun – oder soll ech da soen, de Minister fir de Vivre-ensemble interculturel? – säin Avis zu den entspriechenden Theemen elo ka ginn.

Zum Schluss wëll ech soen, dass déi Aart a Weis, wéi dëse Projet de loi ausgeschafft ginn ass, fir mech awer och positiv ze bewäerten ass. Mir hate vläicht net esou en Debat, wéi elo mäi Virriedner et gefrot huet, mee mir haten awer en Debat. Et war en Debat an der Chamber, deen d'Ministesch ugefrot hat. Et sinn och ganz vill Avise bei Associatioune gefrot ginn a si sinn och ganz dacks consideréiert ginn.

Wéi gesot, et kann een ëmmer nach méi maache wéi dat, wat gemaach ginn ass, mee och dofir ass nach ëmmer Zäit a Plaz. Ech mengen, dat kann een och nach weiderféieren. Och wann elo d'Gesetz a Kraaft ass, sinn ech der Meenung, dass mer ëmmer nach sollen um Terrain mat de Leit schwätzen, déi an dem Kader vun deem Gesetz schaffen a wierken, an och d'Associatiounen net vergiessen. Dat kënne mer nach ëmmer maachen. An ech mengen, dat soll och esou weidergefouert ginn, fir dat Gesetz dann ëmmer weider liewen ze loossen.

Op jidde Fall si mer frou, dass dat Gesetz elo nach haut gestëmmt gëtt. An ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren a wënschen deem Gesetz, a virun allem de Leit, déi dat mussen en place setzen, bonne Chance a vill Energie. Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | An ech soen der Madamm Asselborn-Bintz Merci a ginn d'Wuert weider un den honorabelen Här Charles Margue. Här Margue, Dir hutt d'Wuert.

M. Charles Margue (déi gréng) | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Simone Asselborn-Bintz huet elo grad vun der Debatt geschwat, déi mer den 28. Januar 2021 haten iwwert d'Integratiounsproblematik zu Lëtzebuerg.

Ech hat geduecht, deemools wäre mer eis eens gewiescht, dass de Begréff „Integratioun" op Lëtzebuergesch eppes anescht géif heeschen, dass mer elo missten e Paradigmewiessel maachen. Deemools hu mer gesot: Integratioun heescht, alleguerten déi, déi hei zu Lëtzebuerg liewen, wunnen, schaffen, integréiere sech an e Ganzt, déi eng an déi aner, déi, déi scho méi laang hei liewen, an déi, déi eréischt gëschter oder virgëschter komm sinn. Bon, hei ass elo eng aner Approche vum Integratiounsbegréff, mee dat war eppes, wat ech mer deemools verhalen hat.

Ob déi Gesellschaft hei zu Lëtzebuerg sech permanent verännert oder net, doriwwer ass net ze diskutéieren, dat ass e Fakt. An ob een et gutt fënnt oder net, dat ass och net de Problem. Mir hunn iwwer 180 Nationalitéiten, déi hei liewen, an d'Vollekszielung seet eis, dass 50 % vun deene Leit, déi haut am Land liewen, net hei gebuer sinn. Net grad 20 % hu méi wéi eng Nationalitéit, also eng zousätzlech op d'mannst zu der Lëtzebuerger Nationalitéit, a manner wéi een Drëttel vun den Awunner hunn – ënner Gänseféisercher – „just" déi Lëtzebuerger Identitéitskaart oder e Pass.

Dës dräi Zuele sinn Indikatore vun enger Dynamik, déi net gestoppt ass. D'Veralterung an – ech hunn et virdru gesot – 2 bis 3 % Immigratioun pro Joer sinn d'Determinante vun där Dynamik. D'Leit kommen aus ëmmer méi verschiddene Länner hier, de Rapporter ass drop agaangen. Ech wëll him och direkt Merci soe fir dee flotten an däitleche Rapport, deen hie gemaach huet.

An den 90er-Jore koumen aner Länner derbäi, net just déi traditionell wéi Italien, Portugal a Frankräich, mee d'Leit vum Balkan, duerno koumen déi aus dem Mëttleren Orient, duerno och ëmmer méi Leit aus Eritrea,

a mëttlerweil sinn och vill Leit aus Asien hei, ech nennen d'Leit aus China an Indien zum Beispill.

All dës Mënschen, wa se bis zu Lëtzebuerg sinn, entdecken dann eréischt, wou se hikomm sinn. Si entdecken eréischt, wéi international et ass, well Lëtzebuerg ass e Land, wéi kaum ee sech et virgestallt huet, ier en heihikomm ass, y compris deen, deen zwou Stonne mam TGV gefuer ass, dee keng Anung hat, wéi Lëtzebuerg hei funktionéiert.

Si entdecke Lëtzebuerg via hir Noperschaft, d'Schoul, déi Jonk, de Foyer, wou se liewen, awer virun allem via d'Communautéit vun hire Landsleit, déi méi oder manner integréiert an eiser Gesellschaft si respektiv en Eegeliewen hunn. Jidderee brauch eng Plaz, wou ee kann ukommen, wou ee sech wuel fillt a verstane fillt, dat ass an der Rei, mee et dierf net zu enger systematescher Ofgrenzung kommen, engem kamouden „entre-soi", wéi et awer zum Deel de Fall ass mat eise communautairë Schoulen a Lycéeën.

Une voix | Très bien!

M. Charles Margue (déi gréng) | Duerfir begréisse mir Gréng déi international Filièren an der ëffentlecher Schoul an déi ëffentlech Europaschoulen, déi zimmlech vill Erfolleg hunn a wou d'Schüler ganz gutt Leeschtungen opzeweisen hunn, wéi e leschte Bilan weist, deen de Minister Claude Meisch a seng Leit virgewisen hunn déi lescht Zäit.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Charles Margue (déi gréng) | Mir hunn et mat enger enormer Diversitéit ze dinn un Hierkonftslänner, wéi Lëtzebuerg se soss ni kannt huet. Mir hunn dann och dës Kéier … D'Auteure vum Text hunn et „Vivre-ensemble interculturel" genannt, héich ambitiéis, well Mënschen aus esou ville Kulturkreesser bei eis si wéi nach ni. Dat ass eng riseg Erausfuerderung, jo, déi ass et, an dofir brauche mer méi wéi jee en neit Gesetz.

Ech ginn, ier ech weiderfueren, dann och den Accord vun der gréngER Fraktioun zu dësem Projet.

Mee zréck zum Vivre-ensemble interculturel: Munnech Kriticke si komm – vu ville Säiten –, well d'Interkulturalitéit wuel am Titel steet, awer net immens prezis definéiert war, wéi och de Staatsrot et monéiert huet. Dat ass schued an déi Kriticke si gerechtfäerdegt. Dobäi gëtt et am Conseil de l'Europe genuch Texter an Definitiounen zum Theema. „L'intégration interculturelle", ech zitéieren, „est le résultat d'un ensemble de politiques visant à soutenir la société pour qu'elle puisse tirer parti du potentiel de la diversité et gérer ses complexités", well d'Diversitéit ass keng Beräicherung per se, et ass eng Chance vun enger Beräicherung, mee se kënnt net vu sech aus zustanen. Da liesen ech weider: Et geet ëm „objectifs généraux de cohésion, de stabilité et de prospérité […] pour qu'elle puisse créer les conditions permettant de garantir l'égalité d'accès aux opportunités aux personnes migrantes de s'intégrer aux contextes juridiques, sociaux, économiques et culturels de leur pays de résidence".

De Conseil de l'Europe mécht also en Opruff fir eng proaktiv Politick, eng transversal Dimensioun, well et geet ëm – an ech widderhuelen et –, et geet him drëms, d'Egalitéit an d'Zesummegehéieregkeetsgefill ze stäerken. Den Europarot leet d'Lat zimmlech héich preconiséiert eng volontaristesch Approche, wou et net ka sinn, dass an där enger Gemeng eppes ka geschéien oder an der anerer näischt, selon le bon vouloir vum Schäfferot – meng Virriedner sinn op déi Problematik agaangen.

Erlaabt mer, op däser Plaz ze soen, dass mir Gréng et ausdrécklech begréissen, dass de CNE ofgeschaf gëtt an duerch en „neie Gremium" – ënner Gänseféisercher – ersat gëtt. Mat dësem Gesetz gehéiert d'Kapitel CNE endlech der Vergaangenheet un. Mir ginn dem neie Conseil supérieur dann och mat op de Wee, aktiv ze ginn am Sënn vun deem Dialogue interculturel, deen de Conseil de l'Europe esou definéiert, ënner anerem: „La liberté et la capacité de s'exprimer, mais aussi la volonté et la faculté d'écouter ce que les autres ont à dire, en sont des éléments indispensables." An ech mengen, „la faculté d'écouter" war bis elo mat Zäiten de gréissere Problem an deene Gremien, déi mer haten, an do doriwwer ware Mëssverständnisser also virprogramméiert.

Eng Beräicherung gëtt d'Diversitéit, wa mer et fäerdegbréngen, d'Mënschen zesummenzebréngen, a wéi de Rapporter et gesot huet: Vum Niefteneeliewen, Beieneeliewe muss e Mateneeliewe kommen.

Just als Konklusioun, e puer Iwwerleeungen aus menger Siicht als Parlamentarier a Corapporter vun der Verfassungsrevisioun, wou mer ëmmer versicht hunn, d'Chamber als éischte Pouvoir ze stäerken an d'Zesummespill vun eisen Institutiounen ze equilibréieren: Dass de lokalen Niveau sou staark agebonnen ass, ass tipptopp, et ass eng gutt Saach. Mee et hätt dach misse kënnen driwwer geschwat ginn, dësen neie Gremium ronderëm d'Chamber, den éischte Pouvoir, unzesidelen. Sou wéi den Ombudsman, den OKaJu, d'CCDH an de CET hätt dëse Gremium a voller Onofhängegkeet kënne fonctionéieren an och dësem Haus direkt zur Säit stoen. Änlech wéi am nationale Justizrot hätt d'Chamber e puer Membere kënnen nennen, fir an dee Conseil supérieur ze schécken. Dëst Haus an hir Membere vertrieden dat ganzt Land an all déi Mënschen, déi hei liewen. A wa mer dann an direkter Noperschaft e Gremium gehat hätten, deen d'Diversitéit vum Land erëmspigelt, mat senger Legitimitéit, dann erlaben ech mer ze soen, léif Kolleeginnen a Kolleegen, dat wier eng Beräicherung fir eis Demokratie gewiescht!

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools dem Här Charles Margue. An da wär et um honorabelen Här Fred Keup. Här Keup, Dir hutt d'Wuert.

M. Fred Keup (ADR) | Villmools merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleegen, et si vill Zuele genannt ginn, ech well och hei eng nennen, ech hunn déi beim Statec nogerechent: Mir haten an der Zäit vun 1890 bis 1960 eng Nettoimmigratioun vun 19 Awanderer pro Joer, also quasi ënnert dem Stréch näischt, an no 1960 bis haut eng Nettoimmigratioun vu 4.433 Awanderer pro Joer. Déi lescht Joren, am Fong zënter 2010, ass dat nach weider explodéiert mat iwwer 12.000 Nettoimmigratioun pro Joer.

Doduerch wiisst d'Bevëlkerung ganz staark an et stelle sech natierlech eng ganz Partie Froen eebe grad beim Zesummeliewen hei am Land. Bis elo ass dat gaange mam Wuert „Integratioun". An d'Integratioun huet och zu Lëtzebuerg bis dato gutt fonctionéiert. Allgemeng ass bekannt, dass déi éischt Generatioun normalerweis net sou gutt integréiert ass, déi zweet Generatioun dann awer normalerweis gutt. Integratioun ass also en iwwergenerationelle Prozess.

Et kann ee soen, dass Integratioun, wann ee Lëtzebuerg kuckt iwwert déi 100 Joer, wou mer Immigratioun kennen, gutt fonctionéiert huet, an ech géif dräi Haaptpilieren ervirhiewen, duerch déi dat méiglech war: éischtens, d'ëffentlech Schoul, wou d'Kanner gemeinsam – ech betounen dat –, zesummen an der Klass sinn an zesummen déi selwecht Erfarunge gemaach hunn; zweetens, d'Motivatioun vun de Concernéierten, also den Auslänner selwer, an drëttens, natierlech och d'Bereetschaft vun de Lëtzebuerger. An dat ass net selbstverständlech, mee zu Lëtzebuerg war et de Fall.

Integratioun ass an enger oppener Gesellschaft, wéi mir eng hunn, an där et quasi keng Ausgrenzung gëtt a wou jiddereen opgeholl gëtt, deen hei ass, ganz oft eng Fro och vum Wëllen eebe grad vum Auslänner. Ech hat virun zwee Joer all déi Avise gelies vun den Integratiounskommissiounen aus de Gemengen a ganz oft gouf geschriwwen, wéi hei eng Integratiounskommissioun iwwer d'Motore vun der Integratioun schreift: „Surtout la volonté de s'intégrer de la part des étrangers et l'autorisation de s'intégrer de notre part sont indispensables." Also: Engersäits erlaben, ech soen elo mol, d'Lëtzebuerger et, dass déi aner sech integréieren, awer déi aner mussen och de Schratt wëlle maachen.

An esou ass et jo och. Wou gi sou vill Auslänner gaaschtfrëndlech opgeholl wéi hei zu Lëtzebuerg? D'Zuele mat 50 % Auslänner beweisen et: Wa mir net korrekt wieren, da wiere si net hei. Zu Lëtzebuerg ginn Auslänner also exemplaresch gutt opgeholl!

Mir zwéngen och keen, heihin ze kommen, a mir zwéngen och keen heizebleiwen. Si komme fräiwëlleg an an deem Kontext kënne mir och roueg eppes verlaangen! An ech mengen, bei all Korrektheet a bei all Zuvorkommen, jo, Jovialitéit, déi mir den Auslänner an den neien Awunner weisen, kënne mir roueg drop pochen, dass och si e Schratt maachen, fir sech unzepassen!

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Très bien!

M. Fred Keup (ADR) | Elo wëllt Der hei Integratioun duech en neit Konzept vum sougenannten „interkulturellen Zesummeliewen" ersetzen, eng Iddi, déi och d'Handelskummer genau wéi mir, d'ADR, net kënnen novollzéien. „Interkulturell", et ass och grad gesot ginn: Et kann ee sech froen, wat dat Wuert heescht. Wann een d'Wuert auserneenhëlt, gesäit een eng Virsilb, déi „inter" heescht, an eng Virsilb mat „inter" gëtt am Fong …, déi suggeréiert automatesch, dass et ëm eppes Trennbares geet, also ëm trennbar Kulturen. Wéi eng Kulture si gemengt? Wien definéiert déi Kulturen an u wat fir Krittäre mécht een dann déi Ofgrenzung vu Kulture fest? Mengt Der net éischter „internationaalt Zesummeliewen" amplaz „interkulturellt Zesummeliewen"?

Aleng schonn d'Wuert „interkulturell" suggeréiert, genausou wéi dat anert Wuert „multikulturell", wat elo net méi sou an der Moud ass, eng Trennung vun de Leit a verschidde Kulturen, a verschidde Gruppen, a verschidde Communautéiten. An dat ass eigentlech bedenklech, well dat wëlle mir jo och net. An dat kann ech och net novollzéien, datt mat sou engem Term d'Trennung eigentlech an engem Gesetz festgesat gëtt.

Dat anert Wuert ass dann de sougenannte „Vivre-ensemble", d'Zesummeliewen. Eigentlech eng relativ eidel Floskel, well wat heescht Vivre-ensemble? Eigentlech alles an näischt. An dëst Mateneeliewe bedeit eigentlech ganz oft näischt aneschters wéi en Niefteneeliewen an der Realitéit. Dat ass schued. Wéi soll ee matenee liewen, wann een net integréiert ass?

Och am Rapport geet et ëm d'Diversitéit, d'Heterogenitéit vun enger Gesellschaft, an do gëtt déi jo och als Problem duergestallt, net nëmmen als Beräicherung, an ech mengen, dass dëst Gesetz hei iwwerhaapt um Ordre du jour ass, seet jo och, dass dat Ganzt net sou einfach ass, wéi vläicht heiansdo geduecht gëtt: „diversité entraîne […] de nouveaux défis", dat wëll jo awer dat heeschen, dass et net sou einfach ass. Aus deene Grënn wëlle mir am Fong och op esou eng – am Schäin esou attraktiv, am Sënn awer negativ – Terminologie wéi „interkulturellt Zesummeliewe" verzichten a mir si ganz staark verbonne mat der klorer a positiver Integratioun!

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Très bien!

M. Fred Keup (ADR) | Integratioun ass fir eis eppes Geniales. Integratioun kann een am engem Saz resüméieren: „Du kanns Deel vun eis ginn!“ Integratioun ass de Contraire vun Diskriminatioun, et ass en Zeeche vun enger Oppenheet, vun engem Entgéintkommen. Integratioun heescht zesummen. Interkulturell heescht, bon, laanschteneen.

Mir als ADR wëllen, dass d'Auslänner sech integréieren, well et positiv ass fir eis all. Integratioun heescht zesummeliewen, an ech wëll do e schéine Saz da vun der Integratiounskommissioun vu Käerch hei zitéieren: „Aider les nouveaux résidents à s'intégrer dans notre pays, afin que le Luxembourg devienne leur nouvelle patrie.“ Ech mengen, dat ass jo eigentlech e schéint Zil, en nobelt Zil, wat mer sollten hunn.

Här President, de wichtegste Faktor vun Integratioun zu Lëtzebuerg – an dat soen och d'Ëmfroen –, dat ass Lëtzebuergesch schwätzen. Dat ass e ganz nobele Faktor, well e schléisst am Fong keen aus. Egal wéi eng Hautfaarf, wéi eng Wuerzelen: Du kanns Lëtzebuergesch léieren! Et ass immens oppen an dofir soe mir och als ADR: Mir kënne roueg drop pochen, mir kënne verlaangen, dass Auslänner, déi de Choix maachen, fir bei eis ze kommen, dann, wa se bei eis sinn, och Lëtzebuergesch léieren a sech integréieren – natierlech ënnert der Konditioun, dass mir hinnen entgéintkommen an dass se och genuch Méiglechkeeten dofir gebuede kréien; mee mir kënnen et verlaangen! Eist Zil muss et sinn am Sënn vum Mateneen a vum sozialen Zesummenhalt, dass esou vill Awunner wéi méiglech Lëtzebuergesch schwätzen. Dofir sollte mer eng ganz positiv Astellung och zu eiser Sprooch hunn.

Här President, d'Zesummeliewe fonctionéiert besser, wann déi, déi zu Lëtzebuerg wunnen an déi, déi aus aller Häre Länner kommen, sech op Dauer an enger – an der selwechter – Sprooch verstännege kënnen. Lëtzebuerg däerf kee Land ginn, dat sprachlos gëtt, wann et mat sech selwer schwätze wëllt. Dofir: Ech géif mer wënschen – an ech soen dat net, well et keen anere Choix gëtt, ech soen dat, well et d'Sprooch vum Land ass –, datt all déi Leit, déi op Lëtzebuerg liewe kommen, an all déi, déi heihinner schaffe kommen, d'Lëtzebuerger Sprooch esou gutt beherrschen, datt se sech an eiser Gesellschaft an am Beruff kënne verstännegen.

Integratioun ass e ganz staarken, positive Wäert a si ass d'Viraussetzung, fir eng staark, zesummenhalend Gesellschaft an Natioun ze bleiwen.

Mir als ADR setzen eis dofir an, an dofir kënne mer dëst Gesetz och net matstëmmen. Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Très bien!

(Interruptions et brouhaha)

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Keup. An da geet d'Wuert un déi honorabel Madamm Myriam Cecchetti. Madamm Cecchetti, Dir hutt d'Wuert.

(Brouhaha)

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Här President, dëse Projet de loi gouf am Februar 2023 deposéiert a gëtt elo gestëmmt, wat scho bal rekordverdächteg ass bei engem esou wichtege Gesetz, dat, wéi et jo schonn esou schéin am Intitulé steet, eise „Vivre-ensemble interculturel“ soll reegelen. Dëse Projet de loi hätt et verdéngt gehat, vill méi breet diskutéiert ze ginn – ech kéint elo hei eng änlech Kritick maache wéi am Projet de loi virdrun, mee ech hale mech kuerz, well ech hu manner Zäit –, an zwar mat all den Acteuren, déi an dësem Beräich ganz oft op benevoller Basis schaffen. Notamment ass jo aus den Avise vun dem CLAE an der ASTI erauszeliesen, datt si zwar begréissen, datt et sou e Gesetz gëtt. Si bewäerten et positiv, datt een elo ewechkënnt vun deem Konzept vun der Integratioun vun Auslänner/innen an datt een op dee Wee geet, datt jiddwer Mënsch als vollwäerteg/e Bierger/in an enger Gesellschaft, déi am Wandel ass, betruecht gëtt.

Här President, béid Associatioune bedaueren awer gläichzäiteg, dass dëse Projet de loi einfach net wäit genuch geet. Et bestinn zum Beispill keng Obligatiounen un d'Gemengen. Et kann ee bäitrieden, mee et muss een awer net – schliisslech gëtt et jo d'Autonomie communale!

Här President, ze begréissen ass, datt mat dësem Gesetz endlech d'Moyene virgesi sinn, fir d'interkulturellt Zesummeliewen an de Gemenge systematesch weiderzebréngen. D'Gemenge kréien net nëmme finanziell Ënnerstëtzung fir Projeten, fir spezialiséiert Personal a Form vu Chargéen, mee och eng Begleedung duerch konventionéiert Associatiounen a Beroder. Un de Moyene soll et dann also net méi leien, mee et kann een nach ëmmer um politesche Wëlle scheiteren, an do muss een elo all Schäfferot, vun all politesche Couleuren, dorunner moossen, wat se dann aus deene Moyene maachen – wa se dann eppes maachen.

Här President, well et muss awer emol ee mir hei erklären, wéi et ka sinn, datt e Projet de loi eist Zesummeliewe soll zum Deel reegelen, awer net bindend ass. Well entweeder ass eist Zesummeliewen am ganze Land, als Chamber, als Regierung, als Bierger/innen eis wichteg, an zwar esou wichteg, datt dowéinst och e Gesetz muss geschriwwe ginn … An da muss et och bindend si fir jiddwereen.

Här President, eng weider Kritick, déi déi zwou Associatiounen an hiren Avisen ze bedenke ginn, ass, datt et net duergeet, just d'Bierger/innen ze informéieren, wat et alles am Beräich gëtt, fir eis auslännesch Matbierger/innen oder iwwerhaapt alleguer eis Bierger/inne besser ze integréieren, mee datt eis Regierung gefuerdert ass, sech déi adequat Moyenen ze ginn, fir eng uerdentlech Accueilspolitick op d'Been ze setzen, an engem Land, wat vun Inegalitéiten nëmmen esou betraff ass.

Des Weidere gëtt och an dësen Avisen déi restriktiv Vue vun dësem Projet de loi, wat d'Participation citoyenne ugeet, ugeprangert. Et ka jo net sinn, datt dat doten deen eenzege Moyen ass, wéi eis auslännesch Matbierger/inne sech an d'Communautéit abanne kënnen. Et muss méiglech sinn, sech iwwert en Engagement citoyen nieft der institutionaliséierter Versioun kënnen ze engagéieren. Munch auslännesch Matbierger/inne kommen aus Länner, wou et geféierlech ass, sech politesch ze positionéieren, sech auszedrécken, sech ze manifestéieren, an déi wäerte sech op enger institutioneller Basis net direkt op alle Fall emol engagéieren, aus Angscht. Dës kéinten awer iwwer aner Weeër an d'Gesellschaft an an d'Politick agebonne ginn an esou kéint hinnen hir Angscht och geholl ginn.

Net méi vun Integratioum ze schwätzen, mee vun interkulturellem Zesummeliewen ass eiser Meenung no dee richtege Schratt; e Schratt an déi richteg Richtung. Ënner Integratioun gëtt oft verstanen, datt ee seng eege Kultur muss ofleeën, fir déi dominant komplett unzehuelen. Beim interkulturelle Léieren, dat am Zesummeliewe ka stattfannen, ass awer e vill méi spannenden a mënschleche Prozess amgaangen: Fir d'éischt geet et drëms, sech der eegener Kultur an deenen anere Kulture bewosst ze ginn an duerno dann ze decidéieren, wat een a) vu senger eegener Kultur wëll bäibehalen a wat ee b) wëll opginn a wat een c) zesumme wëll mat deenen aneren neigestalten. Dir mierkt, da kann een net méi sou einfach deen ee géint deen aneren opstëppelen, mee jiddweree kann a soll Acteur vum Zesummeliewe ginn, wann et da serió gemengt ass. Et kann een net méi ee géint deen aneren ausspillen.

Här President, d'ASTI geet och nach dorobber an, datt eigentlech zwee wichteg Acteuren an dësem Projet de loi feelen, nämlech d'Europäesch Unioun an déi Benevoll, an zwar déi, déi sech als Bierger/innen engagéiere mat Aktiounen an den Associatiounen, déi sech scho joerzéngtelaang fir de Vivre-ensemble asetzen. Si monéieren, datt et falsch ass, an dësem Domän alles a staatlecher respektiv kommunaler Hand ze loossen. Si begréissen et awer och, datt den CNE opgeléist gouf. Dësen huet ni richteg fonctionéiert, well d'reglementaresch Basis an d'finanziell Moyenen hinnen et net erlaabt hunn, hir Missioun wierklech kënnen ze erfëllen.

Här President, eng allerlescht Bemierkung, souwuel vun den Associatiounen hier wéi awer och vun déi Lénk, gëllt dem Walrecht fir eis auslännesch Matbierger/inne bei den Nationalwalen. Et kann net sinn, datt e Referendum, dee ganz schlecht preparéiert gouf, deem zum Deel eng Ofstrofung vun der Regierung gegollt huet, et fäerdegbréngt, datt ni méi däerf iwwert dat Theema do geschwat ginn. Well an enger Demokratie ass et ganz, awer ganz bedenklech, datt gläich iwwer 50 % vun de Bierger/innen, déi awer fir d'Wuel vum Land suergen, all Dag schaffe ginn, ouni déi mer kéinten apaken, kee Walrecht hunn. Donieft kann et net sinn, datt manner wéi 50 % doriwwer decidéieren, datt dës net däerfe wiele goen! Dat ass alles aneschters wéi demokratesch an et ass esou, wéi wann dës Säit, dat heescht d'Oppositioun, ouni an der Majoritéit ze sëtzen, géif Gesetzer stëmmen, souguer wann d'Majoritéit zu méi ass.

Här President, mir géife souguer nach méi wäit goen a fuerderen, datt all eis Bierger/innen automatesch op d'Wallëschten ageschriwwe géife ginn, geneesou wéi d'Bierger/inne mat lëtzebuergeschem Pass. Dat wier e richtege Vivre-ensemble an dat wier och eng richteg Gläichheet an dësem Land!

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Cecchetti.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | A merci fir Är Toleranz!

M. Fernand Etgen, Président | An de leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Ech kierzen et e bëssen of. Mir als oppe Partei kéinten eigentlech alles widderhuelen, wat déi véier grouss Parteien och gesot hunn. Deementspriechend wëll ech net einfach nach eng Replick dovunner maachen a mir wäerten deen Text haut matdroen. De Claude Lamberty huet do e gudde schrëftlechen a mëndleche Rapport gemaach, deen och eis Meenung erëmspigelt, dofir wäerte mir och haut zoustëmmen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Goergen.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Minister fir Famill an Integratioun, den Här Max Hahn. Här Hahn, Dir hutt d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

M. Max Hahn, Ministre de la Famille et de l'Intégration | Merci, Här President. 53 %, déi d'Lëtzebuerger Nationalitéit hunn, 40 % mat enger anerer Nationalitéit aus der Europäescher Unioun a 7 % Awunner mat enger net europäescher Nationalitéit – dat ass

Lëtzebuerg. All Dag kommen iwwer 210.000 Mënschen aus eisen Nopeschlänner bei eis, fir bei eis ze schaffen. Och dat ass Lëtzebuerg!

Lëtzebuerg ass e Land vun Immigratioun a vun Emigratioun. Am Ufank vum leschte Joerhonnert sinn d'Lëtzebuerger ausgewandert a si waren Immigranten ënner anerem a Brasilien an an Nordamerika, meeschtens an der Hoffnung op e bessert Liewen. An der zweeter Hallschent vum leschte Joerhonnert sinn d'Aarbechter, déi an eiser Stolindustrie an um Bau geschafft hunn, aus Südeuropa an eist Land komm. An de leschte Joerzéngte waren et d'Kricher an Europa an an der Welt, déi gemaach hunn, dass vill Mënschen, déi aus hire Länner fortgelaf sinn, op Lëtzebuerg komm sinn.

All déi Mënschen, hir Nokommen an hir Famillje sinn en Deel vun där Gesellschaft, an där mir haut alleguerten zesumme liewen. Lëtzebuerg ass international. Mir hunn eng europäesch Haaptstad mat de Sëtzer vun enge sëllegen europäeschen Institutiounen, mir hunn eng international Finanzplaz a mir maachen eng geziilt Standuertpolitick, fir grouss international Betriber an eist Land ze kréien.

Europäesch Institutiounen, international Banken a Betriber – dat sinn och Mënschen, déi op Lëtzebuerg kommen. Dat si Famillje mat Kanner, déi hei an d'Schoul ginn. Dat si Leit, déi um ekonomeschen, sozialen, kulturellen a sportleche Liewen hei zu Lëtzebuerg deelhuelen. Dat si Leit, déi kommen, an dat si Leit, déi och alt emol erëm fortginn. Déi eng komme just fir e puer Méint, déi aner fir puer Joer an nach anerer, déi bleiwe ganz hei. An alleguer si se en Deel vun eiser Gesellschaft.

A wa mer vu Gesellschaft schwätzen, da schwätze mer vum Zesummeliewen, dem Vivre-ensemble interculturel, an iwwert d'Manéier, wéi mer ee mat deem aneren ëmginn. Hei geet et ëm Solidaritéit a Respekt, hei geet et ëm Netdiskriminéierung an Toleranz, et geet ëm de sozialen Zesummenhalt, d'Diversitéit, d'Oppenheet an den Interessi fir aner Kulturen, awer och ëm d'Akzeptanz vun den Ënnerscheeder an d'Méiglechkeet, déi jiddereen huet, seng eege kulturell Identitéit ze liewen a gläichzäiteg déi vun deem aneren ze respektéieren. Et geet ëm d'Wuelbefanne vun all Eenzelnem, ëm d'Liewensqualitéit, d'Gefill, derzouzegehéieren, an och de Wëllen, d'Zukunft vun eisem Lëtzebuerg matzegestalten.

Dofir schwätze mer net méi vun „Integratioun", mee vu „Vivre-ensemble", vum Zesummeliewen. D'Terminologie, déi mir hei gebrauchen, ass do och keen Detail. Et geet ëm vill méi, wéi d'Leit integréieren. Et geet eis drëms, dass déi Leit, déi an d'Land kommen, ons kenne léieren an dass mir si kenne léieren an esou zesumme Lëtzebuerg sinn.

Natierlech gëtt et och Erausfuerderungen. Gutt Zesummeliewen an enger Gesellschaft, an där Mënsche mat 180 verschiddenen Nationalitéiten a ganz ville Kulture liewen, geet sécher net vun eleng. Mir alleguer si gefuerdert, an net nëmmen déi nei Matbierger, déi an d'Land kommen. Dofir ass dëst Gesetz e Gesetz fir jiddereen: de Resident, deen hei gebuer ass, deen, dee scho méi laang hei wunnt, deen, deen nei am Land ass, an och fir de Grenzgänger, deen all Dag tëscht sengem Heemechtsland a Lëtzebuerg hin- an hierpendelt, fir hei zu Lëtzebuerg ze schaffen.

Wéi wëlle mer dat dann ugoen? De Rapporter a meng Virriedner si schonn op ganz vill Eenzelinstrumenter, déi am Projet de loi virgesi sinn, agaangen. Ech géif ganz gären op de Prinzipp, also op d'Gerüst vun dësem Projet de loi, agoen. De Vivre-ensemble interculturel geschitt nämlech op dräi Niveauen: national, lokal a regional an um Niveau vun der eenzelner Persoun.

Mir mussen eng national Strategie vum Vivre-ensemble interculturel definéieren. An dofir brauche mir en nationalen Aktiounsplang mat kloer definéierten Objektiver an natierlech den néidegen Evaluatiounskritären an Evaluatiounsmethoden. Dëse „Plan d'action national du vivre-ensemble interculturel" ass eis politesch Feuille de route, déi eis d'Richtung ugëtt an un där mir och gemooss wäerte ginn. A jo, déi wäert och ganz breet diskutéiert ginn, mat de Leit dobaussen, mat eise Gremien, déi mer an deem heite Gesetz nei schafen, a jo, och mat der Chamber.

Fir den zoustännege Minister ass et och wichteg, sech kënne vu Leit beroden ze loossen, déi Wëssen a Kompetenz am Beräich vum interkulturellen Zesummeliewen hunn. Dofir gëtt um nationalen Niveau de Conseil supérieur du vivre-ensemble interculturel geschaaft. Doduerch, dass de Conseil aus Vertrieder vum Staat, vun de Gemengen a vun Associatiounen, déi am Beräich vum Zesummeliewen aktiv sinn, zesummegesat ass, kritt den zoustännege Minister eng breet an esou komplett wéi méiglech Vue op dat interkulturellt Zesummeliewen hei am Land. D'Berodung duerch dëse Conseil an d'Avise wäerten derzou bäidroen, dass den zoustännege Minister d'Prioritéiten nach méi prezis definéiere kann an och déi regional a lokal Spezifissitéite mat kann a Betruecht huelen.

An domat wiere mir dann um lokalen a regionalen Niveau. Gutt Zesummeliewe kann nëmmen do geschéien, wou d'Leit och zesumme sinn, do, wou se liewen, do, wou se schaffen – an dat ass an de Gemengen. Do ginn d'Kanner an d'Schoul, do ass de Sportsveräin, wou een trainéiere geet, do ass d'Fanfare, wou ee prouwe geet, an do sinn d'Pompjeeën, wou ee sech als Fräiwëllegen engagéiert. Um Gemengenniveau sinn déi veschidden Acteuren esou no wéi méiglech bei de Leit an esou kënne se no de lokale Spezifissitéite kucken an déi an hiren Aktioune matabannen.

D'Gemenge spillen eng ganz wichteg Roll an dofir gi mir hinnen d'Instrumenter vum Pacte communal du vivre-ensemble interculturel an och vun der Commission communale du vivre-ensemble interculturel an d'Hand. All d'Gemengen an och d'Gemengekommissioune sinn iwwregens am Virfeld matagebonne ginn an ëm hiren Avis gefrot ginn, d'Kommissioune souguer zweemol: eng Kéier d'Analys iwwert d'Kommissioune selwer an eng Kéier iwwert d'Gesetz. Merci hinnen dofir fir de wichtegen Input, dee se am Virfeld liwwere konnten.

Och d'Gemenge wäerten zäitno no dem Vott vun dësem Gesetz en Timing matgedeelt kréien. Här Spautz, Dir hutt mer nach eng Kéier deen zougereecht, deen den Här Schaaf Iech opgestallt hat. Dat war och mat eng vun den éischte Saachen, déi ech am Ministère gemaach hat. Da kënnt Der kucken, Här Schaaf, ob mer vläicht nach Ënnerscheeder feststellen. Wa jo, géif ech Iech dat da confirméieren. Wann net, da merci och fir Är wäertvoll Aarbecht!

Den Timing ass ganz wichteg, besonnesch well mer wëssen, dass nei Schäfferéit en place gesat ginn, dass d'Kommissiounen nei besat ginn, an dofir geet et drëms, d'Gemengen elo nom Vott vun dësem Gesetz ze informéieren, wat dann elo ännert a wéi se wou kënne virgoen, an hinnen do och weiderhin zur Säit ze stoen, wann et drëms geet, sech hei an dësem wichtegen, wichtege Feld matanzebréngen.

An dann, nëmme wann déi lokal Bevëlkerung eebe matagebonne gëtt, kënne mer eis Ziler vum interkulturellen Zesummeliewen erreechen. Och wann ech elo just vu „lokaler Bevëlkerung" geschwat hunn, ass et mer ganz wichteg, ze betounen, dass hei och d'Grenzgänger matagebonne ginn, déi daagsiwwer um Territoire vun der Gemeng schaffen. Dofir wäerte mer bei der Ëmsetzung vun de Mesüren natierlech och a Kontakt mat de lokalen Entreprisen trieden, fir hir auslännesch Mataarbechter, Grenzgänger oder net, ze sensibiliséieren.

An da wiere mer um Niveau vun deem Eenzelnen. Mir alleguer hunn eng Verantwortung fir d'Zesummeliewen an eiser Gesellschaft. All Eenzelne muss fir sech decidéieren, ob en en aktive Member vun där Gesellschaft wëll sinn oder net. An dësem Projet de loi gi mer de Leit d'Méiglechkeet, sech ze engagéieren, doduerch, dass se de Pacte citoyen du vivre-ensemble interculturel ënnerschreiwen. A mir ginn hinnen eng ganz Rëtsch u Méiglechkeeten, fir sech ze orientéieren, ze informéieren an ze forméieren.

De Programme du vivre-ensemble interculturel ass e Katalog vun Offeren, an deem jiddereе sech dat kann eraussichen, wat en interesséiert, wat e brauch a wat bei hie passt a Fonctioun vu sengen Interessien, senge Prioritéiten a senge Besoinen. An den Offere gëtt den Ënnerscheed gemaach tëscht Aféierungsmodüllen a fortgeschrattene Modüllen. De Programm deckt Beräicher of wéi zum Beispill den Accès zu den Informatiounen, d'Orientatioun am Alldag an d'Biergerbedeelegung zu Lëtzebuerg, d'Léiere vun enger Sprooch, d'Informatioun iwwert d'Institutiounen, déi mer hei am Land hunn, den Ëmgang mat administrative Prozeduren an Outilen, an de Programm erméiglech et, Lëtzebuerg a säi Patrimoine kennen ze léieren.

Wat mir hei besonnesch wichteg ass, dat ass de Choix. De grousse Choix un Offeren, soudass all Mënsch eppes fir sech ka fannen, mee och de fräie Choix vun der Persoun. Hei gëtt kee forcéiert, hei soll d'Offer esou sinn, dass et bal selbstverständlech gëtt, aus fräie Stécker an aus Interessi un deem engen oder anere Modüll vum Progamm ze participéieren.

Hei wäert vill Sensibiliséierungs- an Informatiounsaarbecht musse geleescht ginn a mir wäerten natierlech och d'Betriber matabannen, fir dass verschidde Modülle kënnen op der Aarbechtsplaz ugebuede ginn, wat besonnesch och fir d'Grenzgänger wäert vu Virdeel sinn.

Fir dëse Projet de loi kënnen ëmzesetzen, wäerte mer och déi néideg finanziell Moyenen zur Verfügung stellen, och fir d'Gemengen an d'Associatiounen ze ënnerstëtzen.

Här President, mat dësem Gesetz gëtt de generelle Kader geschaf, d'Instrumenter an d'Strukturen, déi en harmonescht Zesummeliewe vun de Leit, déi hei zu Lëtzebuerg wunnen a schaffen, erméiglechen. Dëst Gesetz dréit der Diversitéit vun eiser Gesellschaft Rechnung. Dëst Gesetz ass wichteg fir eist Zesummeliewen.

An deem Sënn soen ech Iech Merci fir d'Nolauschteren an dem Rapporter Claude Lamberty géif ech ganz gär Merci soe fir seng zwee ganz explizitt a grëndlech, gutt Rapporten.

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Familljeminister Max Hahn. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8155. Den Text steet am Document parlementaire 8155[10].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8155 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Mir maachen de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass mat 57 Jo-Stëmme géint 3 Nee-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par

M. Jean-Marie Halsdorf), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par M. Georges Mischo) ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Claude Lamberty) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch (par Mme Simone Asselborn-Bintz), Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis ;

M. Roy Reding.

Ont voté non : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser et Fred Keup.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

6. 8265 – Projet de loi portant modification de la loi du 8 mars 2023 relative aux exigences en matière d'accessibilité applicables aux produits et services

Mir kommen elo zum Projet de loi 8265, enger Ofännerung vum Gesetz iwwert d'Fuerderungen a puncto Accessibilitéit fir d'Produkter an d'Servicer. Op Propositioun vun der Kommissioun gëtt no der Presentatioun vum Rapporter ouni Diskussioun iwwert de Projet de loi ofgestëmmt. An d'Wuert huet och elo de Rapporter, den honorabelen Här Claude Lamberty.

Rapport de la Commission de la Famille et de l'Intégration

M. Claude Lamberty (DP), rapporteur | Jo, villmools merci, Här President. Viru ronn véier Méint hu mer hei an der Chamber e Gesetz gestëmmt, dat d'Ëmsetzung vun enger EU-Direktiv a Lëtzebuerger Recht iwwert d'Verbesserung an d'Accessibilitéit vu verschiddene Produiten a Servicer ubelaangt. No der Veröffentlechung vum Gesetz ass dunn awer festgestallt ginn, dass d'Bestëmmunge vun der Direktiv net korrekt iwwerholl goufen. Effektiv waren d'Definitioune „services de transport régionaux" a „services de transport urbains et suburbains" aus der EU-Direktiv ursprünglech net iwwerholl ginn, well dës Zorte vun Transportservicer och guer net zu Lëtzebuerg existéieren.

Fir op den Avis vum Staatsrot vum 25. Oktober 2022 ze reagéieren, goufen dës Definitiounen dunn awer bei der iwwerschaffter Versioun vum Gesetzesprojet bäigesat. Dee Moment allerdéngs gouf vergiess, och d'Ausnam, déi am Artikel 2 Paragraf 2 Buschtaf c) vun der Direktiv virgesinn ass, derbäizesetzen.

A fir dësen Oubli ze korrigéieren, proposéiert de virleiende Gesetzesprojet, d'Wierder „à l'exception des services de transport urbains, suburbains et régionaux" bei den Artikel 1 Paragraf 2 Punkt 3 vum Gesetz vum 8. Mäerz 2023 derbäizesetzen. Soumat kréien d'Bestëmmungen nees hir initial Bedeitung zeréck a mir erméiglechen eng korrekt Iwwersetzung vun der Direktiv an d'Lëtzebuerger Recht.

A wéi den Här President gesot huet, ware mer eis an der Kommissioun eens, dass dëse ganz kuerze Projet de loi ouni Debat kéint stattfannen. A wann ech da scho bei der Kommissioun sinn, da wollt ech awer zum Ofschloss – well dat ass dann de leschte Projet – kuerz Merci soen. Och wann et just véier Woche waren, waren et véier intensiv Wochen, wou ech hunn dierfen d'Presidence vun dëser Familljekommissioun hunn. An ech wollt de Membere vun der Familljekommissioun e grousse Merci soen, dass mer déi wichteg a grouss Projets de loi fäerdegkruten.

Merci awer och mengem Virgänger a gudde Frënd Max Hahn fir seng Rotschléi an Zesummenaarbecht an deene véier Wochen. Och merci dem Noah Louis fir seng onermiddlech Hëllef a vill Aarbecht déi lescht Wochen. An zum Schluss merci dem Lynn Strasser aus der DP-Fraktioun.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools dem Här Rapporter Claude Lamberty.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8265. Den Text steet am Document parlementaire 8265[3].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8265 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Mir maachen de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass eestëmmeg mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes (par M. Laurent Mosar), Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler (par Mme Martine Hansen) et Michel Wolter (par Mme Octavie Modert) ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Gusty Graas) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch (par M. Yves Cruchten), Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser et Fred Keup ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis ;

M. Roy Reding.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

7. 8202 – Projet de loi portant modification :

1° de la loi modifiée du 4 juillet 2008 sur la jeunesse ;

2° de la loi du 15 décembre 2017 portant réglementation de l'activité d'assistance parentale

Als nächste Punkt um Ordre du jour steet de Projet de loi 8202 iwwert d'Reform vun der Assistance parentale. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An d'Wuert huet elo de Rapporter vun dësem Projet de loi, den honorabelen Här Gilles Baum. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance, de la Jeunesse, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

M. Gilles Baum (DP), rapporteur | Merci fir d'Wuert, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, déi nonformal Bildung spillt eng essentiel Roll fir déi gesond Entwécklung vum Kand. Déi villfälteg Erfarungen a Léierméiglechkeeten an de Betreiungsstrukture fërderen net nëmmen déi sproochlech, motoresch a kreativ Entwécklung, mee och déi sozial Kompetenze vum Kand a leeë soumat de Grondstee fir seng schoulesch Reussite a säi Wuelbefannen.

Schonn éier déi kleng Kanner an d'Schoul ginn, ass et wichteg, hir Talenter, hir Interessien an hir Kompetenzen ze fërderen, fir hinnen de beschte Start an d'Liewen an déi bescht Bildungschancen ze garantéieren. Besonnesch fir Kanner aus méi defavoriséierte Famillje ass et wichteg, dass mir Plaze schafen, wou si sech wuel fillen, wou se gutt encadréiert ginn an no hirem eegene Rhythmus léiere kënnen. Als Politick ass et deemno eis Flicht, derfir ze suergen, dass all Kand Zougang kritt zu enger héichwäerteger nonformaler Offer, déi sengen individuelle Besoine gerecht gëtt.

Zu Lëtzebuerg gëtt et am Moment dräi verschidden Typpe vu Strukturen, déi eng pedagogesch Betreiung ubidden: éischtens déi klassesch Bildungs- a Betreiungsstrukture wéi d'Crèchen an d'Maison-relaisen, zweetens déi sougenannt „Minicrèchen" an drëttens d'Assistants parentaux, d'Dagesmamme respektiv Dagespappen.

D'Elteren hunn dobäi de fräie Choix, sech tëschent enger Villfalt u Strukturen déi erauszesichen, déi am beschte bei hiert Kand, awer och bei hir beruflech a privat Situatioun passt an de spezifesche Besoine vum Kand ugepasst ass.

Wärend déi klassesch Crèchen a Maison-relaise scho méi laang hei am Land bestinn, gëtt et d'Assistants parentaux op gesetzlecher Basis eréischt säit 2017 an d'Minicrèchë säit 2019. Ma genee wéi mer d'Villfalt an eise Schoulen a Lycéeën iwwert d'Jore gefërdert hunn, ass et och wichteg, dass mir ënnerschiddlech Offeren an der nonformaler Bildung schafen. Am Koalitiounsaccord huet d'Regierung sech kloer fir eng méi grouss Diversitéit u Bildungs- a Betreiungsstrukturen agesat.

Säit der Aféierung vun der Activité d'assistance parentale am Joer 2017 ass d'Nofro fir dësen Typ u Kannerbetreiung staark geklommen. D'Assistants parentaux sinn effektiv besonnesch interessant fir Kanner, déi eng pedagogesch Betreiung an engem klenge Krees sichen oder wou d'Eltere se zu irregulären Zäite musse bei d'Dageseltere bréngen. Anescht wéi an de Crèchen a Maison-relaise ginn d'Kanner hei nämlech net an esou grousse Gruppe betreit, mee an engem klengen a familiären Ëmfeld bei private Leit doheem.

De virleiende Gesetzesprojet huet zum Zil, d'Entwécklung vun der Assistance parentale zu Lëtzebuerg weiderzedreiwen an och d'Qualitéit vun dëser Form

vu Betreiung ze sécheren. De Ministère fir Bildung, Kanner a Jugend proposéiert deemno eng Partie Ännerungen um ale Gesetz vun 2017.

An engem éischte Punkt féiert dëse Projet de loi eng Subvention unique vun 3.000 Euro fir d'Assistants parentaux an, déi en Deel vum Material soll couvréieren, dat d'Prestatairë fir den Exercice vun hiren Aktivitéite brauchen. D'Zil vun dëser Subventioun ass et, an Zukunft nach méi Leit fir dëse Beruff ze begeeschteren, andeems mer hinne finanziell Barriären aus dem Wee schafen.

An engem zweete Punkt geet et am Beräich vun der Assistance parentale drëm, déi staatlech Participatioun um Chèque-service accueil eropzesetzen. De Montant vun 3,75 Euro pro Stonn a pro Kand soll an Zukunft op 5,40 Euro an d'Luucht gesat ginn. D'Majoratioun vu 50 Cent pro Stonn a pro Kand fir eng Betreiung de Weekend oder nuets fält allerdéngs ewech, fir dass all Betreiungsstonn op der selwechter Héicht subventionéiert gëtt. D'Käschte fir d'Iesse vun de Kanner wäerte weider mat 4,50 Euro pro Molzecht ënnerstëtzt ginn.

Fir eng besser Kohärenz tëschent den eenzelne Prestatairen ze erméiglechen a soumat d'Qualitéit vun der Assistance parentale ze garantéieren, fixéiert dëse Projet eng Rei Prestatiounen, déi alleguerten d'Assistants parentaux mussen ubidden. Konkreet geet et hei ëm Aktivitéiten, déi am nationale Referenzkader vun der nonformaler Bildung festgehale sinn.

An engem véierte Punkt adaptéiert dësen Text d'Krittären, déi eng Persoun muss erfëllen, fir en Agrement als Assistant parental ze kréien. Wat d'Sproochkompetenze betrëfft, gesäit d'Gesetz aktuell vir, dass d'Assistants parentaux op d'mannst zwou vun den dräi administrative Sprooche musse schwätzen, an dat op engem Niveau A2. An Zukunft brauche se nach just eng vun den dräi Sproochen ze schwätzen, awer dofir op engem vill méi héijen Niveau, nämlech dem Niveau B2. Persounen, déi op d'mannst siwe Joer zu Lëtzebuerg an der Schoul gemaach hunn, déi gi vun dësem Attest dispenséiert.

E weideren neie Krittär ass, dass een op d'mannst eng Troisième muss ofgeschloss hunn, fir en Agrement als Assistant parental kënnen unzefroen.

An engem leschte Punkt schaaft dëse Projet de loi eng gesetzlech Basis fir d'Preformatioun, déi all Persoun virum Lancement vun hiren Aktivitéite muss gepackt hunn.

Ënnert dem Motto „ënnerschiddlech Schoule fir ënnerschiddlech Kanner" hu mir fir méi Qualitéit a Bildungsgerechtegkeet an eise Schoule gesuergt. A genee dat selwecht Zil wëlle mir och an der nonformaler Bildung duerch eng villfälteg an héichwäerteg Offer u Bildungs- a Betreiungsstrukturen erreechen. Ech sinn dofir frou, dass mer d'Aktivitéit vum Assistant parental, vun den Dagesmammen an den Dagespappe mat dësem Gesetzesprojet nach eemol méi attraktiv maachen an d'Qualitéit vun der nonformaler Bildung verbesseren.

Une voix | Très bien!

M. Gilles Baum (DP), rapporteur | Heimat ginn ech den Accord vu menger Fraktioun a soen Iech Merci fir Är Gedold.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools dem Här Rapporter Gilles Baum.

An den éischten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Max Hengel. Här Hengel, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Max Hengel (CSV) | Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Här Minister, fir unzefänke merci dem Kolleeg Gilles Baum fir säin ausféierleche mëndlechen a schrëftleche Rapport. Vu datt jiddereen haut jidderengem Merci seet, soen ech dann och Merci fir déi lescht annerhallef Joer, wou ech konnt derbäi sinn an der Kommissioun. Et war ganz flott a léierräich.

Ech huelen d'Spannung awer direkt virewech, wann ech soen, datt mir dësen Text wäerte matstëmmen. Ech mengen, d'Dageseltere sinn e wichtege Pilier vun der Offer u Kannerbetreiung hei zu Lëtzebuerg. An den Text, dee souwuel d'Qualitéit vun der Offer wéi och d'Dageselteren a sech wäert ënnerstëtzen, hinnen entgéintkënnt, fënnt selbstverständlech och eis Zoustëmmung.

Well mir dës Woch genuch Programm hunn an den Här Baum jo op de Contenu vum Text ganz genau agaangen ass, brauch ech guer net weider drop anzegoen. Ech maache just e puer Remarken a Virschléi, soudatt mer dann domadder Zäit gewannen, a meng Zäit ass jo och net esou schrecklech laang.

Ech mengen, déi éischt Remark, op déi ech wëll agoen ..., ech hat se och schonn deemools an der Kommissioun gemaach, wéi mer iwwert den Text geschwat hunn, an et ass mer elo opgefall, datt et och nach eng Kéier am Rapport steet. Ech zitéieren do den Här Baum: „En effet, l'accueil auprès d'un assistant parental est surtout intéressant pour les enfants nécessitant soit un accueil en petit groupe, soit un accueil pendant des heures atypiques." Sou wäit, sou gutt an och richteg. Awer mat dësem Text hiewe mir zwar elo déi finanziell Participatioun vum Staat am Kader vum Chèque-service vun 3,75 Euro op 5,40 Euro pro Stonn a pro Kand. Gläichzäiteg fält awer d'Majoratioun vu 50 Cent fir déi Servicer tëschent 7 Auer owes a 7 Auer moies respektiv um Weekend ewech. D'Argument ass, datt domadder all Accueilstonn dee selwechte Wäert huet.

A mengen Aen ass dat awer e bëssen onlogesch, well wou ass dee Moment nach den Incentive fir d'Dageselteren, en Accueil zu deene Stonnen och unzebidden? Riskéiert do net eng Offer zu Auerzäiten ewechzefale fir Elteren, déi besonnesch eeben zu deenen Auerzäite vläicht schaffen an déi och weekends mussen op d'Offer zréckgräifen.

Eng weider Neierung ass, datt vum Chèque-service-accueil-System unerkannten Dageselteren eng eemoleg Primm vun 3.000 Euro fir Miwwelen a Material kréien. Dat ass ze begréissen. Gläichzäiteg stellen ech einfach emol d'Fro an de Raum: Misst een net vläicht no fënnef Joer nach eng Kéier esou eng Primm ginn? Well ech mengen, jiddereen, dee Kanner huet, weess, wéi dat ass. Dat Material, dat verschläisst deemno wéi relativ séier. Dofir geheien ech déi Propos einfach emol esou an de Raum.

Sou, vu datt den Här Baum esou vill gesot huet, kann ech elo direkt e puer Säite weiderbliederen. Ech mengen, wann ee mat Leit schwätzt, déi op de Service vun Dageselteren zréckgräife respektiv Dageseltere sinn, héiert een heiansdo follgend Remarken, déi wollt ech awer hei emol mat op de Wee ginn. Ee vun hire Problemer ass a war, datt am Fong hir Tariffer zënter 2017 net méi ugepasst gi ware mam Chèque-service an datt awer hir Onkäschten eropgaange sinn zënterhier. An dobäi kënnt och nach, datt duerch déi aktuell Präisdeierecht an de Verloscht u Kafkraaft och vill Eltere mat finanziellen Enkpäss ze kämpfen hunn an dass der scho ganz vill am Fong hir Kanner bei Dageselteren ofgemellt hunn a se dann an d'Maison relais ginn, well et jo do wärend der Schoulzäit gratis ass. Huet de Ministère dozou eventuell Zuelen, ëm wivill Kanner et sech hei handelt?

Mam alen Tariff war et fir Dageseltere bal onméiglech, fir e Stonneloun vu fënnef ..., also wann ech elo d'Beispill huelen, si hu maximum fënnef Kanner à 3,75 Euro d'Stonn, dat heescht, dat géifen dann 18,75 Euro ginn, brutto ze schaffen, wou dann awer jo och nach ... An ech mengen, dat weess ech, datt Dir och mat hinnen a Kontakt waart, datt och doriwwer geschwat ginn ass, do kënnt ..., hire Service fänkt jo net dee Moment un, wou d'Kanner bei hinnen zur Dier erakommen, mee si mussen dat jo nach virbereeden, si mussen d'Iesse virbereeden, och Paperasse maachen. Dat gëtt elo verbessert, soudatt se, wa se fënnef Kanner hunn, quasi op 27 Euro brutto d'Stonn géife kommen. Dat ass eng Verbesserung. Gläichzäiteg wollt ech awer proposéieren, datt ee vläicht awer no engem Joer nach eng Kéier mat dem Secteur schwätzt, fir ze kucken, ob dat dann elo wierklech hir Konditioune verbessert an ob se domadder besser eens ginn.

Wann Dageselteren Aktivitéite mat de Kanner ënnerhuelen, bezuele se dat an aller Reegel och aus hirer eegener Täsch. Dofir wär et da flott ..., dat ass och deelweis eng Demande vun hinnen, datt se soen, fir zum Beispill Accès op verschidden Ermässegungen ze kréien, wéi zum Beispill Kulturpass oder reduzéiert Entréeë fir Schwämmen, Kinoen oder esou. Dat wär näischt, wat schrecklech vill géif kaschten, wat hinnen awer géif vill weiderhëllefen.

An da kommen ech och schonn zum Schluss. E leschte Punkt, deen awer net onweesentlech ass, ass, datt si solle mat 4,50 Euro pro Kand e Repas sain et équilibré zauberen. Dat heescht, fir maximum 5 Kanner wären dat 22,50 Euro. Mat frëschem Geméis, Fleesch, Bäilag an Uebst ass et fir si awer schwéier, fir ënner 30 Euro ze kommen.

Kolleeginnen a Kolleegen, dës Remarken a Punkte sinn, fir ze weisen, datt, och wa mir de System elo verbesseren, et awer nach genuch Hiewele gëtt, wou mir och an Zukunft kënnen usetzen, fir d'Dageseltere méi ze ënnerstëtzen an och domadder d'Offer u Kannerbetreiung ze verbesseren.

Ceci dit, soen ech Iech Merci fir d'Nolauschteren a ginn den Accord vun der CSV-Fraktioun. Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Hengel. An da ginn ech d'Wuert un d'Madamm Simone Asselborn-Bintz.

Mme Simone Asselborn-Bintz (LSAP) | Merci, Här President. Fir eis ass déi nonformal Bildung natierlech och e Pilier vun eisem nationalen Educatiounssystem. Nieft der Famill an der Schoul spille verschidden Offere vu Kannerbetreiung eng ganz grouss Roll fir d'Entwécklung an d'Liewensqualitéit vu ville Kanner.

Vu dass de Rapporter-President ganz vill gesot huet, kann ech meng Ried och ganz kuerz halen, well fir eis net ze widderhuelen, wéilt ech einfach eemol Merci soen, Merci soe fir Är Ried, Äre Rapport, an awer och den Dageselteren, all deenen, déi dat maachen, Merci soen. Si si wierklech e Bestanddeel vun der Kannerbetreiungsoffer vu Lëtzebuerg.

An ech wéilt ofschléissend natierlech den Accord gi vun der sozialistescher Fraktioun an awer och dem President an der ganzer Kommissioun Merci soen. Ech mengen, et ass och do dee leschte Rapport vun där Kommissioun, dee mer maachen an dëser Sessioun. Dat war ganz flott an där Kommissioun. De President huet ëmmer matzäit ugefaangen an huet och opgehalen, wann Zäit war.

Mme Francine Closener (LSAP) | Très bien!

Mme Simone Asselborn-Bintz (LSAP) | An dat huet een ëmmer appreciéiert. Merci do derfir a merci Iech fir d'Nolauschteren.

Mme Cécile Hemmen (LSAP) | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Madamm Asselborn-Bintz. An da geet d'Wuert un d'Madamm Djuna Bernard.

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Merci, Här President. Och virop e grousse Merci un de Rapporter fir säi schrëftlechen a mëndleche Rapport.

Bon, et gouf scho villes gesot. Nieft de Crèchen a Maison-relaisen d'Dageselteren an d'Minicrèchen, en Trio, deen iergendwou sollt op verschidde Besoine vu Familljemodeller a Besoine vun de Kanner agoen. Ech mengen, dass e ganz wichtege Schrëtt hei gemaach gëtt mat der Reform vun den Dageselteren. Ee Chantier, deen, mengen ech, fir déi nächst Legislaturperiod bleift, ass dee vun de Minicrèchen. Do bleift sécher nach en To-do ze maachen. Och musse mer kucken, wéi elo dës Ännerunge fruchten. Ech deelen deelweis d'Reflexioun vum Här Max Hengel ronderëm den Tariff vun de Weekender an d'Nuetstariffer, dass et do vläicht kéint un Incentivë feelen. Ech mengen, dass een do muss där ganzer Saach elo e bëssen Zäit ginn, fir ze kucken och do, wéi d'Zuelen an och d'Demande wäerten evoluéieren.

Nichtsdestotrotz ass dat heiten e ganz grousse Fortschrëtt an ech mengen, wa mer um Niveau vum Restopolis-Gesetz an der gesonder Ernärung bei de Kanner a Jugendlechen e Fortschrëtt gemaach hunn, dass een d'Tarifikatioun vum Iessen och bei den Dageseltere muss am Bléck halen, well natierlech och do d'Präisser méi deier sinn. A wa mer wëllen, dass och an dëse Strukturen, op dëse Plazen d'Kanner gesond an héichqualitatiivt Iesse kréien, dass een do och de Präis muss am Bléck halen.

Fir de Rescht schléissen ech mech de Mercien un. Et war eng ganz flott a léierräich Zäit an der Bildungs- a Betreiungskommissioun. Ech soen Iech alleguerte Merci an ech ginn heimadder ganz gären den Accord vun der grénger Fraktioun.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Bernard. An ech ginn d'Wuert weider un den Här Keup.

M. Fred Keup (ADR) | Villmools merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleegen, vu mir aus och fir d'éischt e grousse Merci un de Rapporter-President Gilles Baum. A wat ech virdru vergiess hat bei deenen dräi Gesetzesprojeten: och e grousse Merci un den Här Lamberty vu virdrun.

Deen heite Gesetzesprojet ass sécherlech eng gutt Saach, well endlech déi Tariffer eropgesat gi fir d'Dageselteren. An d'Dageseltere sinn eng ganz interessant Alternativ fir Elteren, déi sech net ëm hir Kanner kënne këmmeren, well se schaffe ginn.

Mir sinn allgemeng als ADR fir de Choix. Mir hunn de Choix fir Crèchen, mir hunn de Choix fir d'Dageselteren. Et ass vun de Minicrèchë geschwat ginn. Ech wëll awer och drun erënneren, dass et nach en anere Choix gëtt an dat ass de Choix, fir sech och doheem selwer ëm d'Kanner ze këmmeren. A mir bleiwen och hei bei eiser Fuerderung, dass och déi Elteren, déi de Choix maachen, fir sech gär selwer doheem ëm hir Kanner ze këmmeren an hir Kanner net an eng Struktur ze ginn, och solle vum Staat ënnerstëtzt ginn, sou wéi och déi Kanner ënnerstëtzt ginn, déi an eng Struktur ginn.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Très bien!

M. Fred Keup (ADR) | Dat ass eis ganz wichteg.

Zu deem Gesetzesprojet hei gëtt et vläicht eng Partie Saachen ze soen. Et si ganz vill Saache gesot ginn. Ech géif nach vläicht zwou Saachen derbäifügen, déi ech interessant fonnt hunn. Dat eent, dat ass: Wann ech mech net ieren, steet am Rapport, dass ee muss eng Troisième hunn, also den Equivalent vun enger Troisième hunn, fir kënnen esou ze schaffen als Dageselteren, wou ech mer am Fong dobäi geduecht hunn: Ass wierklech e schouleschen Niveau, eng Troisième, wou een elo keng speziell Qualifikatioun huet, fir mat Kanner ze schaffen, ass déi wierklech ausschlaggeebend, fir sech gutt ëm d'Kanner ze këmmeren? Also ech ka mer einfach, riicht eraus gesot, virstellen, dass Leit, déi guer keng Schoul gemaach hunn, sech trotzdeem och ganz gutt ëm Kanner kënne këmmeren. Dat emol einfach esou an de Raum gehäit.

An dann déi aner Saach ass och interessant, dat ass, dass d'Sproochen, déi déi Persoune musse kënnen, déi als Dageseltere schaffen, dass et do eng Ännerung gëtt an dass do gesot gëtt, dass dat am Fong eng Verbesserung wier. An et ass interessant, well mir sinn … Am Moment ass et esou, dass ee muss op d'mannst zwou vun den dräi administrative Sprooche kënnen am Niveau A2. Dat ass relativ schwaach. An elo gëtt da gesot, dass een eng Sprooch vun deenen dräi nach soll kënnen, just nach eng am Niveau B2. Bon, et ass natierlech …, pragmatesch gesinn ass d'Situatioun esou, dass mer natierlech vill Auslänner, wéi mer virdru geschwat hunn, och hei am Land hunn an dass et ganz sécherlech esou ass, dass ganz oft Leit och hir Kanner da bei eng Dagesmamm ginn, déi eeben déi selwecht Nationalitéit huet an d'Sprooch da schwätzt, déi och d'Eltere schwätzen. Dat heescht, pragmatesch gesinn, ass dat och alles sécherlech iergendwéi ze rechtfertegen, fir derduerchzekommen.

Nach ee klengen i-Tüpfelchen awer, dat ass, am Rapport gëtt geschwat vun den „trois langues officielles". Ech hunn et hei schonn eng Kéier gesot, ech wëll et widderhuelen: Lëtzebuerg huet offiziell keng Langue officielle. Lëtzebuerg huet dräi administrativ Sproochen. Lëtzebuerg huet eng Sprooch vum Land, esou steet et an der Verfassung. A Lëtzebuerg huet eng Nationalsprooch vun de Lëtzebuerger. Esou steet et am Gesetz vun 1984. Lëtzebuerg huet keng offiziell Sproochen.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Keup. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Myriam Cecchetti.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Här President, als Alleréischt dem Rapporter e grousse Merci fir säi schrëftlechen a mëndleche Rapport. Dëst ass dann elo dee leschte Projet de loi an der Educatioun. An ech wëll jiddwerengem e grousse Merci soe vun dëser Plaz aus, dem President aus der Kommissioun, deen dat ëmmer ganz souverän gemaach huet, an all de Memberen, dem Sekretariat, jee dem ganze Staff.

Et war fir mech eng immens intensiv, awer och ganz interessant Zäit déi lescht zwee Joer an zwee Méint. Ech hu vill bäigeléiert, wat d'Kommissiounsaarbecht ugeet, an och, wat hei am Parlament lass ass, do hunn ech vill bäigeléiert.

Op dëser Plaz wëll ech awer dann och stellvertriedend all de Presidenten aus all de Kommissiounen a Memberen a Sekretären e grousse Merci soen, wéi och eise parlamentaresche Mataarbechter, eisen Attaché-parlementairen.

Här President, elo kommen ech awer un de Vif du sujet, de Projet de loi Dageselteren. D'Dageseltere sinn e ganz wichtege Maillon nieft de Crèchen, de Minicrèchen an dem SEA. Wann et ëm d'nonformal Bildung bei de Kanner geet, wann een elengerzéiend ass, wann d'Elteren zu zwee schaffen a wa se dann och nach aner Aarbechtszäiten hu wéi bei engem Nine-to-five-Job, da musse si kënnen op Dageselteren zréckgräifen, well ganz oft an deem Segment d'Auerzäiten net openee klappen. Awer och wann et keng Plaze méi gëtt an deenen normale Crèchen an/oder dem SEA. Dowéinst ass et ëmsou méi wichteg, fir souwuel den Dageselteren an awer och deene Familljen, déi op dës Hëllef zréckgräife mussen – an ech soen hei „mussen", well et sinn der vill, déi kënnen net doheem bleiwen –, e gudde legale Kader ze setzen.

Här President, mat dësem Projet de loi gëtt dat da gemaach. Et gëtt e Kader gesat, wat d'Viraussetzunge sinn, déi ee matbrénge muss, fir Dageselteren ze sinn an ze ginn. Den Objektiv ass jo ganz kloer, dass si d'Kanner zwëschen null an zwielef Joer sollen an hirem Developpement ënnerstëtzen. Si solle souwuel déi sproochlech Kompetenzen, d'Kreativitéit an awer och déi sozial Kompetenze fërderen. Dowéinst gëtt och direkt op d'Aktivitéiten am Kader vun der nationaler Referenz vun der nonformaler Bildung verwisen. Dëst ass ëmsou méi wichteg, well et sech jo ëm ee Maillon vun der nonformaler Bildung handelt, ergo een Deel dovunner ass a sech dowéinst och net an engem loftleere Raum beweege kann.

Här President, an dësem Projet de loi gëtt och ganz kloer festgehalen, datt d'Dageselteren eng Subvention unique et non récurrente kréien, fir datt si sech Material kënnen uschafen, wat si an deem Kader och brauchen. Dat ass eng ganz gutt Saach an eng ganz wichteg Saach. Mee wat den honorabele Max Hengel gesot huet, fannen ech awer gradesou wichteg, datt se och eventuell subventionéiert ginn, wa se mat de Kanner enzwousch ginn, respektiv vu méi gënschtegen Tariffer kéinte profitéieren. Well och dat ass wichteg, fir datt d'Leit net doheem hänke mat hire Kanner, mee datt se och eppes maachen.

Hei gëtt och ganz kloer festgehalen, wat d'Remuneratioune betrëfft, datt déi staatlech Finanzéierunge soumat och liicht an d'Luucht gesat ginn, fir dëse Modell méi attraktiv ze maache fir d'Zukunft, mee op där anerer Säit gëtt awer de Supplement fir weekends an owes dann nees ewechgeholl, wat an eisen Aen awer och liicht kontraproduktiv a problematesch kéint sinn. A ganz éierlech, vun deem, wat d'Dageselteren do kréien, ass kee grousse Staat ze maachen. Si maachen dëst sécherlech net wéinst der décker Pai.

Här President, d'Dageseltere mussen awer och, ier se en Agrement kréien, hir sproochlech Kompetenzen ënner Beweis stellen, an zwar mat engem Certificat um Niveau B2, deen esou am europäesche Kader an der Référence des langues ze fannen ass, an zwar an enger vun den dräi Landessproochen, ausser d'Dageseltere sinn op d'mannst siwe Joer zu Lëtzebuerg an d'Schoul gaangen. Mir froen eis awer hei, ob de B2 wierklech duergeet, fir déi sproochlech Kompetenzen ze hunn, déi ee brauch bei klenge Kanner.

Mee bon, d'Agence Dageselteren ass grosso modo ganz zefridde mat dësem Projet de loi.

Här President, fir eis ass et wichteg, datt déi Kanner, déi bei den Dageseltere versuergt ginn, och ganz gutt encadréiert ginn. Et ass ëmsou méi wichteg, datt si dowéinst emol hir Mammesprooch richteg schwätze léieren. Well nëmme wann een eng korrekt Mammesprooch huet, kann een och aner Sproochen dropsetzen. Et ass och gradesou wichteg, datt d'Dageseltere sech mat de Kanner ofginn a se op allen Niveaue fërderen.

Mat dësem Projet de loi probéiert een, e Kader ze setzen, wat mir begréissen. An dowéinst stëmme mir dësen och mat. Mir mussen awer oppassen, datt un deene Schrauwen, wou et néideg ass, nogebessert ka ginn an dowéinst misste mir och dëse Projet de loi am A behalen an och ëmmer erëm am reegen Austausch mat den Dageseltere sinn.

Merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Cecchetti. An da wier et um honorabelen Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, da fir déi zweetleschte Kéier an dëser Legislaturperiod, wann alles esou weidergeet, wéi et um Ordre du jour steet. Et weess ee jo ni hei. Merci als Éischt dem Rapporter fir de gudde mëndlechen a schrëftleche Rapport. Mir liewen an enger Zäit, wou et grad aus finanzielle Grënn normal ass, seng Kanner friembetreien ze loossen. An et ginn dofir verschidde Méiglechkeete wéi zum Beispill d'Crèchen oder d'Dageselteren.

Eng Rei Eltere wëllen oder kënnen hir Kanner net an eng traditionell Crèche ginn. De Problem ass, datt vill Crèchen dacks iwwerfëllt sinn an ze vill Kanner op een Educateur kommen. Dat si jo keng nei Problemer.

Dacks ass et awer esou, datt, wa se iwwerfëllt sinn, och guer keng Plaz do ass oder d'Waardeléschten ze grouss sinn. An da muss een no enger Alternativ sichen. An déi Alternativ heescht da bei enger Rëtsch vun Elteren Dageselteren.

Vill Eltere gesi bei den Dageselteren och de Virdeel, datt et méi kleng Gruppe gëtt an datt dat Ganzt an engem méi privaten, jo, familiären Ëmfeld ass. Dofir heescht dat Ganzt jo dann och „Dageselteren", quasi Eltere fir den Dag.

An da ginn et natierlech och nach Famillen, wou een oder béid Elterendeeler op Schichte schaffen. Jo, eng normal Crèche ass do seele méiglech. A wann et dann net grad eng Betribscrèche gëtt, dann ass een drop ugewisen, datt een aner Méiglechkeete fënnt. Dat däerft dann och deene méi jonken Elteren hei an der Chamber bekannt sinn, déi warscheinlech an 20 Minutte soss missten hir Kanner an der Crèche ofhuelen.

Egal wat d'Argumenter sinn, fir seng Kanner bei Dageseltere betreien ze loossen, d'Politick muss hei derfir suergen, datt d'Qualitéit stëmmt. Dat soll da mat dësem Gesetz geschéien. An dat, kann ech Iech soen, begréisse mir Piraten och grondsätzlech.

De Mindeststandard fir eng Treizième ..., eng Troisième ze hunn, pardon, et ass ..., et soll mir net besser goe wéi Iech alleguerten haut, ...

(Interruption)

... ass zwar net extreem héich, mee et ass en Ufank. Déi eng fannen et ze héich, déi aner fannen et net héich genuch. Ech mengen, datt een do och d'Erfarung elo muss e bësse kucken, wat sech dorauser entwéckelt. D'Praxis wäert dat da weisen an da musse mer diskutéieren, ob mer den Niveau upasse mussen oder net.

D'Méisproochegkeet ass e grousse Virdeel vu Lëtzebuerg, an deem muss och bei der Kannerbetreiung Rechnung gedroe ginn. Och wann hei den neie Sproochenniveau just fir eng vun den dräi offizielle Sprooche gëllt, dann ass et awer wichteg, datt mer e gewëssene Sproochenniveau hunn.

An dann, datt de Montant gehéicht gëtt, doriwwer hate mer schonn e puermol heibanne geschwat. Och dat ass eis Piraten wichteg. An ech mengen, et war u sech, an eisen Aen zumindest, iwwerfälleg.

Et kann net sinn, datt een als Regierung duerch déi ënnerschiddlech finanziell Aiden d'Eltere scho bal dozou néidegt, fir d'Kanner an d'Crèche ze ginn, falls een net de Budget huet, fir de Reschtbetrag bei anere Betreiungsofferen aus der eegener Täsch ze bezuelen. Da kann ech Iech och soen, datt mer begréissen, datt d'Dageselteren eng eemoleg Subventioun kréien, fir sech ze lancéieren, fir Material ze kafen. Dee premier Équipement ass definitiv eppes, wat sënnvoll ass a wat, mengen ech, an där heite Form mat ganz wéinegen Ausname ganz seelen a Gesetzer steet. An dofir war et mer wichteg, dat nach eng Kéier erauszesträichen.

An dann zum Schluss wëll ech awer nach op ee ganz klenge leschte Punkt agoen, an dat ass, datt mer hei zu Lëtzebuerg an de Betreiungsstrukturen, souwuel an de Crèchë wéi och bei den Dageselteren, u sech méi streng Kontrolle brauchen, well, datt dës de Moment nach net duerginn, weisen ëmmer nees Fäll, déi mer an der Press liesen. Elo ganz rezent keng, déi si jo am Moment alleguerten um Geriicht. Mee et besteet nach Handlungsbedarf an ech kennen aus dem perséinleche familiären Ëmfeld Leit, déi an deem Secteur geschafft hu mat de Kontrollen an déi sech och ëmmer erëm doriwwer beschwéiert hunn, datt u sech méi Personal gebraucht géif ginn, fir déi Kontroll wierklech am Fong kënnen ze maachen, fir am Fong dann och déi Betreiungsstrukturen ze begleeden, fir déi Mängel ze behiewen.

Et geet jo net drëm, fir engem eng Nott ze ginn an dann ze soen: „Du bass duerchgefall, mir maachen dech elo zou!" Et geet och net drëm, fir engem ze soen: „Du bass super, maach einfach weider!" Et geet virun allem drëm, déi derzwëschent ze begleeden, wann een nach net super ass, datt ee super gëtt. A genau fir dat, mengen ech, bräichte mer méi Ressourcen, fir dat kënnen ze maachen.

Dat gesot, fir eis Piraten ass et wichteg, datt mer eis hei Qualitéitskrittäre ginn, datt mer d'Dageselteren ënnerstëtzen an och déi Form vu Betreiung zu enger reeller Alternativ maachen. Mir ginn also eis Zoustëmmung zu dësem Projet. Merci.

M. Marc Goergen (Piraten) | Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Clement.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Minister fir Educatioun, Jugend a Kanner, den Här Claude Meisch.

Prise de position du Gouvernement

M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, merci och alle Riednerinnen a Riedner hei. Merci awer natierlech och dem Rapporter, dem Gilles Baum, fir seng Explikatiounen.

Ech mengen, et ass vu jidderengem begréisst ginn, datt mer op där enger Säit Efforte maachen an Terme vu Remuneratioun vun den Dageselteren, fir datt net nëmmen déi Dammen an Hären, déi déi Professioun do ausüben, kënne gutt dovunner liewen, mee datt awer och se d'Méiglechkeet hunn, eng gutt Prestatioun kënnen ze assuréieren. An op där anerer Säit awer och ganz kloer, datt mer weiderhin eng Qualitéitsentwécklung och an de Secteur vun den Dageselteren erabréngen, déi wichteg ass. Et ass wichteg, datt d'Dageselteren net stoebleiwen, net just eng Betreiungsfonctioun hunn, mee datt se eeben och en Deel vun der nonformaler Bildung sinn. An dat war eis wichteg an där Diskussioun, déi mer mat dem Secteur vun den Dageselteren och haten. Ech si frou, datt mer hei e gudde Kompromëss konnten diskutéieren, aushandelen, dee sécherlech och nach muss weiderentwéckelt ginn iwwert déi nächst Joren.

Och ze soen, et brauch een dat u Sproochekompetenzen, dat ass vläicht méi einfach gesot, wéi herno gemaach. Dat muss am A behale ginn. Och ze soen op där anerer Säit, mat deem dote Geld kann een déi Qualitéit och assuréieren, och dat ass vläicht einfach gesot. Och dat muss am A behale ginn iwwert déi nächste Joren.

Mee et muss een awer hei zougestoen, datt et e considerabelen Effort ass, deen hei gemaach gëtt, wat d'Remuneratioun vun den Dageselteren ubelaangt. An et ass jo och opgrond vun enger Diskussioun, déi mer mat deem Secteur do haten. Dofir sinn ech frou och iwwert déi breet Zoustëmmung hei, soudatt dee Secteur, wou d'Eltere ganz dacks awer och Confiance dran hunn a grad och eng Betreiungsform fannen, déi hiren Ussprëch gerecht gëtt, sief et – an dat ass hei gesot ginn –, well méi Flexibilitéit, wat d'Auerzäiten ubelaangt, kann assuréiert ginn oder op där anerer Säit eeben och méi e familiäre Kontext ass, wéi dat a munche Strukturen, Maison-relaisen oder Crèchen, déi méi grouss sinn, de Fall ass. Duerfir fannen ech, datt mer onbedéngt musse kucken, datt deen dote Secteur vun den Dageseltere sech ka weiderentwéckelen. An déi Basis leeë mer hei mat dësem Gesetz.

Ech wëll mech dann awer och, Här President, all deenen anere flotte Wierder uschléissen, déi de Mëtteg hei gefall sinn. Ech wëll dem Gilles Baum Merci soe fir d'Presidence fënnef Joer laang vun der Kommissioun Educatioun, Kanner, Jugend, Héichschoul a Recherche. Mir hate meeschtens ganz passionéiert Diskussiounen, mee wann et net esou de Fall wär, géif dat mech éischter opreegen, well mer sollen och diskutéieren, och emol kontrovers diskutéieren a passionéiert diskutéieren, wann et ëm d'Wuel vun de Kanner an deene Jonken an ëm hir Zukunftschancen a Perspektive geet. An de Gilles huet dat ëmmer mat ganz majestréiser Hand gemaach a gekuckt, datt mer finalement awer zu Konklusioune konnte kommen.

(Interruption)

An ech wëll awer och soen, datt d'Membere vun der Kommissioun em et net allze schwéier gemaach hunn. An ech denken, duerfir hate mer och ëmmer fruchtbar Diskussiounen an där Kommissioun. Duerfir e grousse Merci. Et war flott bei Iech a mat Iech zesummenzeschaffen.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | An ech wëll dem Här Educatiounsminister Claude Meisch Merci soen. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8202. Den Text steet am Document parlementaire 8202[5].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8202 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Mir maachen de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass eestëmmeg mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par M. Laurent Mosar), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Georges Mischo), Claude Wiseler et Michel Wolter (par M. Marc Lies) ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton (par M. Yves Cruchten), Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser et Fred Keup ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis ;

M. Roy Reding.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

8. 8271 – Proposition de modification des annexes 4 et 5 du Règlement de la Chambre des Députés

Den nächste Punkt um Ordre du jour vun haut de Mëtten ass den Ännerungsvirschlag vum Chambersreglement 8271, eng Ofännerung vun den Annexe 4 a 5. Op Propositioun vun der Kommissioun gëtt no der Presentatioun vum Rapporter ouni Diskussioun iwwert déi Reglementsofännerung ofgestëmmt. An d'Wuert ...

(Interruption)

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Et ass an der Reglementskommissioun, wou mir awer elo net méi Member sinn, vläicht esou decidéiert ginn. Ech géif awer froen, fir e Modell hei festzeleeën, op jidde Fall mer erlaben, e puer Bemierkungen dozou ze maachen.

M. Fernand Etgen, Président | De Riedemodell ass dann de Basismodell.

(Interruption par M. Mars Di Bartolomeo)

Jo genau. Et ass u sech eng Decisioun vun der Conférence des Présidents, wou Dir ...

M. Fernand Kartheiser (ADR) | ... kee Stëmmrecht hunn!

M. Fernand Etgen, Président | ... och awer present waart. An Dir hutt dat och net signaléiert. An u sech maache mer et esou, wéi d'Conference et beschloss huet.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | An d'Wuert huet elo de Rapporter vun der Propositioun zur Ofännerung vum Chambersreglement, den honorabelen Här Roy Reding.

Une voix | Très bien, Här President!

Une autre voix | Très bien!

Rapport de la Commission du Règlement

M. Roy Reding (Liberté Chérie), rapporteur | Merci, Här President. Léif Kolleegen, ech mengen, ech kann et wierklech extreem kuerz maachen. Op Initiativ vum Bureau vum 7. Juli ass dës Propositioun den 10. vun eisem President, dem honorabelen Här Etgen, deposéiert ginn. Den 18. hu mer an der Reglementskommissioun dësen Text diskutéiert an ech gouf do als Rapporteur genannt an deen Dag drop, also gëschter, hu mer de Projet de rapport eestëmmeg ugeholl.

Wourëmmer geet et? Et geet ëm eng Upassung souwuel vum Statut wéi och vum Traitement vun eise Fonctionnairë vun der Administration parlementaire op dee generelle Statut an Traitement vun de Staatsbeamten.

Nieft reng techneschen Upassungen – do verweisen ech op mäi schrëftleche Rapport – gëtt d'Méiglechkeet geschaf, no siwe Joer vum Privatbeamtestatut an de Fonctionnairestatut kënnen ze wiesselen am Rame vun eiser Administration parlementaire.

Och déi nächst Legislatur wäert nach eng Rei Upassungen ze maachen hunn, well et sinn e puer Projeten um Wee, déi awer nach net Gesetz sinn, notamment och zwee Stéck, wou leider Gottes eng Opposition formelle vum Staatsrot virläit. Dat wäert also dann d'Aufgab si vun der neier Reglementskommissioun, déi aus den nächste Walen ervirgeet.

Dat war da mäi leschte Rapport als President vun der Règlementskommissioun. Ech soen Iech häerzlech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | An ech soen dem Här Rapporter Roy Reding villmools Merci.

An da komme mer elo direkt zur Ofstëmmung vum Ännerungsvirschlag vum Chambersreglement 8271. Den Text steet am Document parlementaire 8271[1].

Vote sur la proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés 8271

D'Ofstëmme fänkt un. Mir maachen de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

Den Ännerungsvirschlag ass mat 57 Jo-Stëmme géint 3 Abstentiounen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par M. Laurent Mosar), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Georges Mischo), Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Octavie Modert) ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Claude Lamberty) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton (par M. Yves Cruchten), Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis ;

M. Roy Reding.

Se sont abstenus : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser et Fred Keup.

9. 8165 – Projet de loi portant modification :
1° de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État ;
2° de la loi modifiée du 25 mars 2015 déterminant le régime et les indemnités des employés de l'État,
en vue de la mise en œuvre des points 3, 4 et 11, de l'accord salarial dans la Fonction publique du 9 décembre 2022

Mir kommen elo zum Projet de loi 8165, enger Ofännerung vum Beamtestatut am Kader vum Accord salarial vum 9. Dezember 2022. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht an d'Wuert huet elo de Rapporter vum Projet de loi, den honorabelen Här Gusty Graas. Här Graas, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de la Fonction publique

M. Gusty Graas (DP), rapporteur | Merci, Här President. De leschten 9. Dezember war jo en Accord salarial mat der CGFP ënnerschriwwe ginn. Déi zwee éischt Punkten, déi hate mer schonn hei den 22. Mäerz gestëmmt. Haut geet et ëm d'Punkten 3, 4 an 11, op déi ech selbstverständlech nach e bëssen am Detail zréckkommen.

Fir d'éischt mol gëtt geännert dat modifizéiert Gesetz vum 25. Mäerz 2015 iwwert d'Gehälter an d'Avancementer vun de Staatsbeamte wéi och dat modifizéiert Gesetz vum 25. Mäerz 2015 iwwert de Regimm an d'Indemnitéite vun de Staatsemployéen.

Dëse Gesetzesprojet gouf de leschte 27. Februar vum Minister Marc Hansen deposéiert. An enger Sitzung vum leschte 6. Juli gouf de President vun der Kommissioun zum Rapporter genannt an de Rapport gouf dann och virgëschter unanime ugeholl.

Et geet hei ëm dräi Haaptpunkten. Éischtens gëtt et eng Majoratioun an den Echelone vu fënnef Indexpunkte fir d'Postes à responsabilités particulières, dann zweetens eng Erhéijung vu 15 op 30 % vun de Postes à responsabilités particulières, an dann drëttens gëtt an der Karriär B1 eng Primm vun der Meeschterprüfung an eng Primm fir de BTS, also de Brevet de technicien supérieur, agefouert.

Wat elo déi verschidden Avisen ubelaangt, kommen ech fir d'éischt op dee vun der Chambre des Fonctionnaires et Employés publics. Déi haten de Projet u sech begréisst, och datt d'Secrétaires de direction an dann déi perséinlech Sekretäre vun de Regierungsmemberе géife vun der Majoratioun vun deene fënnef Indexpunkte profitéieren, wat iwwregens net direkt an dësem Accord salarial virgesi war.

Da ware se och der Meenung, datt d'Suppressioun vun der Meeschterprimm an der D1-Karriär kéint d'Valeur vun der Meeschterprüfung an der Fonction publique erofsetzen.

Dann zum Avis vum Conseil d'État. Deen éischten, dat war de 27. Juni 2023. Do ware sechs Oppositions formelles dran. Doropshin hu mer an der Sitzung vum leschte 5. Juli an der Kommissioun véier parlementaresch Amendementer zréckbehalen.

Am éischten Amendement hu mer dann drop verzicht, fir d'Zuel vun de Majoratioune vun den Echelone mat der Zuel vun de Postes à responsabilités particulières ze trennen; dat heescht, mir sinn erëm op dee fréieren an och aktuelle System zréckkomm. Dat heescht also, datt d'Postes à responsabilités particulières an enger éischter Etapp am Organigramm vun der Verwaltung definéiert ginn, an dee muss awer da vum zoustännege Minister approuvéiert ginn. An an enger zweeter Etapp ginn dann déi Agente genannt, déi an de Genoss vun esou enger Majoratioun kommen. An dem véierten Amendement ass zréckbehale ginn, datt d'Dispositioune fir d'Fonctionnairen och fir d'Employés de l'État solle gëllen.

Da krute mer dee leschte 14. Juli en Avis complémentaire vum Conseil d'État. Do waren nach zwou Opposition-formellen dran. Mee well de Conseil d'État awer Textpropose gemaach huet, konnte mer déi esou iwwerhuelen an och deementspriechend de Rapport presentéieren, respektiv och haut dann zur Ofstëmmung kommen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, an der Praxis fonctionéiert dee System follgendermoossen:

De Verwaltungschef leet dem Ressortminister pour avis dräi Punkte vir. Éischtens, d'Poste mat spezieller Responsabilitéit vu senger Verwaltung; zweetens, déi maximal Zuel vun dëse Posten, déi an de Genoss vun der Majoration d'échelon kommen an dann drëttens, d'Nimm vun deene Leit, déi an de Genoss vun dëser Majoratioun solle kommen.

An deem Kontext muss klarifiéiert ginn, no wéi enge Krittären déi Leit dann an de Genoss vun deene Majoratioune kommen. Zréckbehale goufen déi berufflech Experienz wéi och hir perséinlech Meritten, dat heescht, Kompetenzen, Fläiss a Qualitéit vun der Aarbecht. A mir leenen eis dann hei och un d'Magistratur un.

Nach ze bemierken ass, dass all déi Fonctionnairen a Fro kommen, déi an engem Gehälter-Sousgroupe sinn, déi net der Administration générale, Arméi, Police an Inspection générale de la police an Douane ugehéieren. Si mussen an engem ...

Jo, ech muss elo eng Schlupp huelen, soss geet et net.

(Brouhaha)

Sou, elo misst et besser goen.

Dann nach zu der Magistratur: Do sinn et d'Karriären M2, M3 an M4, wou d'Postes à responsabilités particulières vun enger Majoration d'échelon profitéieren, mee do bedréit se awer 30 Punkten.

Ech wëll och nach ervirhiewen, datt an der Magistratur, an do schwätze mer vum Siège de l'ordre judiciaire, dem Parquet an dem Ordre administratif, maximal 30 % vum Effektiv an de Karriären M2, M3 an M4 mat engem Poste à responsabilité particulière besat kënne ginn.

Nach ze soen ass, datt an der Magistratur nom Akraafttriede vun dësem Gesetz déi Leit, déi elo an deene Subsititiounsgraden do dra sinn, also och ziele fir de Kontigent vun 30 % Postes à responsabilités particulières, mee si kommen awer net an de Genoss vun der Majoratioun vun den Echelonen. Dës Dispositioun entsprécht dann och dem drëtten Amendement vun eiser Kommissioun. An dofir ginn dann och an der Magistratur d'Graden M2bis, M3bis an M4bis elo ofgeschaaft.

Wat een awer hei och nach muss ënnersträichen, dat ass de Rôle vum Conseil national de la justice, dee jo nach net esou laang besteet. Do gëtt dann definéiert, wie vun de Magistraten eng Majoration d'échelon ka kréien.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dann awer och nach e Wuert zu den neie Primmen an der Karriär B1. Wann een eng Meeschterprüfung respektiv e BTS huet, kritt een déi direkt, wann een am Stage ugeholl ginn ass, oder wann een am Laf vu senger Karriär déi Breveten noméicht, vum éischten Dag u vun deem Mount, wou een de Brevet krut. Dee Brevet muss allerdéngs direkt eng Relatioun mat engem senger Fonctioun hunn. Déi Primm ass och net pensionabel. Déi éischt fënnef Joer kritt een dann 10 Indexpunkten a vum sechste Joer u sinn dat da 15 Punkten.

Déi Brevete mussen am Registre des titres de formation agedroe sinn a mindestens dem Niveau 5 vum Lëtzebuerger Kader vun der Qualifikatioun entspriechen.

Déi Prozedur vun der Attributioun vun dëser Primm gëtt dann duerch e Règlement grand-ducal festgeluecht.

Dat Gesetz hei trëtt réckwierkend op den 1. Juli a Kraaft.

Zum Schluss wëll ech dann awer nach alle Membere vun der Kommissioun e grousse Merci ausspriechen. Ech weess, et war net esou evident, well mer eeben och ënner engem gewëssenen Zäitdrock stoungen. Mee mir hunn awer zumindest den Delai respektéiert, och wann aner Leit virun Deeg dat net esou gesinn hunn. An dowéinst awer fir d'éischt emol e Merci un d'Membere vun der Kommissioun, datt se dat awer och esou gesinn hunn.

Da wëll ech awer och nach profitéiere vun der Geleeënheet hei, fir awer den Dammen Tania Sonnetti an Olivia Welsch Merci ze soen, déi hu misse ganz sportlech déi lescht Deeg schaffen. Awer och e Merci de Beamten aus dem zoustännege Ministère, virun allem awer dem Här Bob Gengler.

An dann, well et eeben och elo dee leschte Projet ass, dee mer als Fonction publique wäerten an dëser Legislaturperiod stëmmen, soen ech dann als President vun der Kommissioun alle Mataarbechter respektiv virun allem awer de Memberen e ganz grousse Merci. Et war wierklech flott, an där Kommissioun do zesummenzeschaffen. Et ass ni e Mësstoun ginn an ech mengen, mir hunn och net déi schlechtsten Aarbecht gemaach.

An an deem Sënn bieden ech Iech, dësem Gesetzesprojet och Är Zoustëmmung ze ginn, a bréngen och direkt d'Zoustëmmung vun der Demokratescher Partei.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Ech wëll dem Här Rapporter Gusty Graas villmools Merci soen an him eng gutt Besserung wënschen ...

(Hilarité)

... an d'Wuert un den éischen ageschriwwene Riedner, déi honorabel Madamm Diane Adehm ginn.

Discussion générale

Mme Diane Adehm (CSV) | Merci, Här President. Ech géif dem Här Gusty Graas och villmools Merci soe fir säin exzellente schrëftlechen a mëndleche Rapport. Ech hoffen, en huet sech net verausgaabt bei sengem leschte Rapport, deen en elo gemaach huet. Mee bon, op jidde Fall, et geet scho besser mam Houschten.

Mir stëmmen haut den zweeten Deel vum Accord salarial, deen den 9. Dezember 2022 mat der Fonction publique ënnerschriwwe ginn ass. Den éischten Deel hate mir jo schonn am Mäerz vun dësem Joer gestëmmt. Et war u sech e bësse sportlech, wéi de Rapporter et richteg gesot huet, well mir haten en zimmlech laangen Avis vum Staatsrot kritt an et huet esou munches missen nogebessert ginn. An och d'Chambre des Fonctionnaires hat eng ganz Rëtsch Beanstandungen, deene mir awer gréisstendeels Rechnung gedroen hunn.

Schlussendlech kënne mir also haut de Gesetzesprojet endlech stëmmen an ech si frou, heimadder den Accord vun der CSV-Fraktioun ze ginn. An ier ech Iech Merci soe fir d'Nolauschteren, wéilt ech awer eisem Minister d'Dauerfro stellen, ob en zoufälleg weess, wou mer dru si mat der Harmonisatioun vun den ënneschte Karriäre beim Staat.

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Madamm Adehm. Da wier et um honorabelen Här Yves Cruchten.

M. Yves Cruchten (LSAP) | Merci, Här President. Merci dem Gusty Graas fir säi gudde Rapport. Ech kann d'Zoustëmmung vun der LSAP ginn.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Cruchten. An ech ginn d'Wuert weider un d'Madamm Josée Lorsché.

Mme Josée Lorsché (déi gréng) | Merci, Här President. Nodeems mer schonn am Mäerz vun dësem Joer déi éischt Punkte vum Gehälteraccord ëmgesat hunn, setze mer haut dräi weider Punkten ëm, wéi de Rapporter Gusty Graas dat am Detail erkläert huet, woufir ech him och e grousse Merci ausdrécken. Et ass wierklech eng komplex Matière. Ech wéilt awer op déi dräi Punkten e bëssen agoen, well se awer fir d'Fonction publique eng wichteg Roll spillen.

Éischtens geet et jo ëm d'Erhéijung vun der Majoration d'échelon bei de Postes à responsabilités particulières an dat jeeweils ëm fënnef Punkten an alle Gehältergruppen. Dës Erhéijung huet an eisen Aen de grousse Virdeel, datt d'Motivatioun, fir e Poste à responsabilité particulière an enger Verwaltung ze iwwerhuelen, méi grouss gëtt. Gläichzäiteg stellt se eng Belounung fir déijéineg duer, déi dat dann och maachen, woubäi ee jo muss wëssen, datt verschidde Verwaltungscheffen net ëmmer genuch interesséiert Leit fannen, fir d'Poste mat besonnescher Responsabilitéit alleguer ze besetzen, esou wichteg wéi se och sinn.

Den zweete Punkt, ëm deen et geet, dat ass jo deen, dass de maximale Prozentsaz, déi sougenannt Limitt vun de Postes à responsabilités particulières, vu 15 % op 30 % vum Effektiv eropgesat gëtt, an dat an alle Gehältergruppen. Dës Postes à responsabilités particulières si jo grad wéi d'Majoration d'échelon mat der Reform vun 2015 am ëffentlechen Déngscht agefouert ginn. Bekanntlech hunn dës Posten déi viregt Bis-Graden ersat, déi och pro Karriär an deenen eenzelne Verwaltungen zueleméisseg limitéiert waren an déi an der Zäit meeschtens an der Reiefolleg vum Déngschtalter besat gi sinn.

Haut besteet d'Prozedur vun der Postebesetzung doran, datt déi eenzel Verwaltungscheffen d'Postes à responsabilités particulières am Organigramm vun hire Verwaltunge kloer definéieren, dëst am Respekt vun der Limitt vum festgeluechte Prozentsaz. Um zoustännege Minister ass et dann, wéi den Här Graas et och erkläert huet, den Organigramm mat den Nimm vun de Beschäftegten, déi fir esou Posten a Fro kommen, guttzeheeschen. Doduerch, datt d'Limitt vu 15 op 30 % eropgesat gëtt, kënnen an Zukunft also méi Postes à responsabilités particulières geschafen an deemno och besat ginn.

Hei wëll ech betounen, an ech mengen, dat muss och dobaussen esou vermëttelt ginn, dass dat keng Obligatioun ass an dass et och net drëms geet, d'Zuel vun de besser bezuelte Poste mordikus eropzesetzen. Et ass villméi d'Recht, wat hei geschafe gëtt, d'Recht, wat d'Marge de manoeuvre vun de Verwaltungscheffen erhéicht a wat besonnesch dann zum Droe ka kommen, wann den Taux vu 15 % net méi duergeet, fir déi vill Responsabilitéiten ofzedecken, déi a munche Verwaltungen ofgedeckt musse ginn.

Wéi gesot, ginn déi verschidde Postes à responsabilités particulières am Organigramm vun der jeeweileger Verwaltung verankert, woumat kloer Verhältnisser an der Aarbechtsorganisatioun an an der Gestioun vum Personal geschafe ginn. Fir eis ass dat e ganz wichtege Punkt an eng Grondviraussetzung fir eng Verwaltung, déi gutt fonctionéiert.

Datt dës Poste vu Personal besat musse ginn, dat den Ufuerderunge gerecht gëtt an déi passend Kompetenzen opweist, läit fir eis op der Hand. An dowéinst däerf den Déngschtalter eiser Meenung no net wéi fréier prioritär ausschlaggeebend sinn, mee de Kompetenzprofill vum Kandidat oder vun der Kandidatin.

D'Erhéijung vun der Limitt fir dës Posten, verbonne mat der Majoratioun, schaaft doriwwer eraus nei Perspektive fir d'Karriären am ëffentlechen Déngscht

an dréit schlussendlech zum gudde Fonctionnement vum Staat als Service publique bäi.

Déi drëtt Dispositioun vun dësem Projet de loi besteet jo dann aus der Aféierung vun der Primm vun 10 respektiv 15 Punkte fir d'Inhaber vun engem Brevet de maîtrise oder engem BTS an der Karriär B1 am Fall, wou hir Qualifikatioun direkt un hir beruffflech Aktivitéit gebonnen ass.

Dir Dammen an Dir Hären, d'Opwäertung vun deene Breveten ass eng laangjäreg Fuerderung, där d'Regierung mat der Aféierung vun der Primm wëllt Rechnung droen, quitte datt méiglecherweis e gewësse Flou wäert bestoe bleiwen, wéi eng Persoune ganz sécher an de Genoss vun esou enger Primm wäerte kommen a wéi eng net.

Generell géife mer mat Bléck op déi vill verschidde Brevete begréissen, Här Minister, wann d'Éducation nationale, déi d'BTSen an d'Breveten ausstellt, sech reegelméisseg mat der Fonction publique géif concertéieren, dëst fir d'Evolutioun vun de Besoinen um Terrain geziilt ze analyséieren an ze kucken, wéi eng Ausbildunge genee gebraucht ginn, fir d'Besoinen ofzedecken a fir duerch eng gutt Orientéierung ze verhënneren, datt Inhaber vu verschiddene BTSen a Brevets de maîtrise keng Beschäftegung fannen an domat och net vun dësem Projet de loi kënne profitéieren.

Dat gesot, ginn ech ganz gären den Accord vun der gréngen Fraktioun a soen nach eng Kéier Merci fir déi gutt Zesummenaarbecht an der Kommissioun. An da wäert dat wuel déi lescht Ried sinn, déi ech virum Summer hei halen.

(Hilarité)

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Madamm Lorsché. An d'Wuert ass elo fir den Här Fred Keup.

M. Fred Keup (ADR) | Merci, Här President, an och merci dem Rapporter, dem Gusty Graas, deen och President ass. Villmools merci. An ech ginn den Accord vun der ADR fir dëse Projet. Merci.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Keup. An de leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Merci dem Gusty Graas. Och ech kann eisen Accord ginn.

(Hilarité)

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Goergen.

D'Regierung huet d'Wuert, de Minister fir d'Fonction publique, den Här Marc Hansen.

Prise de position du Gouvernement

M. Marc Hansen, Ministre de la Fonction publique | Jo, Här President, ech mengen, ech si bekannt derfir, dass, wann een Accorden enzwousch ageet, ee sech och dorunner hält an dat esou séier wéi méiglech ëmsetzt. Dat huet d'Chamber och esou gesinn.

Den Accord salarial ass elo op ganz ville Punkten ëmgesat: éischtens an dem Text, dee scho gestëmmt ginn ass, haut kënnt deen zweeten Deel derbäi. Et ass nach e ganz wichtege Volet dran, dat ass d'Ofschafe vum Bewäertungssystem. Do steet an dem Text vun dem Accord salarial dran, dass deen ze iwwermëttelen ass un d'CGFP virun dem 1. Juli. Déi hunn och vu mir esou en Text kritt, dee se dann an dësem Moment wäerte kucken an och wäerten natierlech da soen, wat se vun deem Text vläicht nach wëllen adaptéieren oder net. An da sinn natierlech och vill Aarbechtsgruppen doranner virgesinn an déi sinn och amgaang ze tagen, fir och dorauser Konklusiounen ze zéie fir d'Fonction publique.

Vläicht eppes erausgegraff, wat awer net onwichteg ass a wou och d'Chamber natierlech hiren Deel dorunner gespillt huet: Wa mer an engem Land Diplomer selwer ausstellen, dann ass et net schlecht, wann de Staat déi och honoréiert. Mat der Meeschterkaart, déi elo an der Karriär B1 hei Punkte bäikritt, ass dat geschitt, an zweetens awer och mat dem BTS. An Dir erënnert Iech, et ass am Fong och der Chamber an der Petitionärin an dem Petitionär, déi eng Kéier esou eng Petitioun hei presentéiert hunn, ze verdanken, dass dee Punkt an deen Accord salarial koum. Déi souzen eng Kéier hei, haten eng Kéier eng Propos gemaach, dat war nach am Cercel, fir vläicht eng nei Karriär ze schafen. Dat wär e bësse méi komplex ginn. Mee op jidde Fall ass awer hei deem Rechnung gedroe ginn, soudass deem BTS-Diplom, deen hei am Land och ewell op ville Plazen, a ville Lycéeën a Schoulen, ausgestallt gëtt, och beim Staat Rechnung gedroe gëtt. An do sitt Dir natierlech als Chamber och net onwichteg gewiescht, fir dass dat eebe géif an deen doten Text kommen.

Nach ee prakteschen Detail, deen och ganz wichteg ass: Wann dat heiten haut gestëmmt gëtt, da ginn déi nei Punkten, déi an deem Text hei sinn, honoréiert mat dem Ausbezuele vun der Septemberpai, dat heescht, Enn August wäert dat dann op de Paiziedele bei deene Leit optauchen, an natierlech réckwierkend op den 1. Juli.

An dann ass d'Fro gestallt ginn, d'Dauerfro, wou mer da mat de Carrière-inférieuren dru sinn. Ma déi Fro géif ech am Fong gär weiderginn, Madamm Adehm, well ech genee déi selwecht ganz dacks stellen. De 4. Juli 2022 hunn ech deen Text deposéiert, et ass also méi wéi ee Joer hier. Et ass en Text, dee mir och wichteg ass, well dat och en Accord ass an déi Harmonisatioun et awer wäert erlaben, dass et och fir vill Metieren an deenen ënneschte Karriäre méiglech gëtt, fir méi Mobilitéit ze kréien, och fir d'Administratiounen ze wiesselen. Dee läit am Moment beim Staatsrot, dat ass d'Äntwert op d'Fro, déi hei gestallt ginn ass an och schonn an der Kommissioun. An ech hoffen, dass deen dann awer och an deenen nächste Méint wäert eng Kéier aviséiert ginn, fir dass eng nächst Regierung deem Accord ka Rechnung droen, well ech mengen, dat bréngt och d'Fonction publique weider.

Ech profitéieren dann och haut de Mëtteg éischtens dovun, dass ech net muss an d'Technicitéit vun dem Text agoen, well de Rapporter a President vun der Kommissioun dat perfekt gemaach huet, de Gusty Graas, a fir awer och alleguerten de Membere vun der Kommissioun Merci ze soen, déi hei matgeschafft hunn, an och hirem President, deen déi Texter ëmmer ganz gutt analyséiert huet a verstan huet, an d'Memberen och. Dat huet natierlech och dem Ministère et einfach gemaach. Et si meeschtens Diskussioune gewiescht ëm Accorden, dat heescht, dass de Sozialdialog och an der Fonction publique fonctionéiert huet. An ech mengen, mat dem Gusty Graas, deen déi Kommissioun geleet huet, koum een och ëmmer gutt weider, fir déi Accorden ze presentéieren an hirer Komplexitéit. Dat ass eppes, wat net evident ass.

Alleguerten de Memberen dofir e Merci, an och hirem President, fir déi gutt Zesummenaarbecht. Och do gouf et konstruktiv Echangen. A wann ech kann e klenge Pronostic woen, da gëtt et jo haut warscheinlech hei och 60 Stëmmen, déi dat heite wäerten droen. Dat war, mengen ech, och de Geescht vun der Zesummenaarbecht an där Kommissioun vun der Fonction publique. Dofir Iech allegeurte merci, an och dem President, dem Gusty Graas.

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Fonction-publiques-Minister Marc Hansen. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8165. Den Text steet am Document parlementaire 8165[5].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8165 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Mir maachen de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass mat 59 Jo-Stëmme bei kenger Nee-Stëmm a kenger Abstentioun ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden (par M. Laurent Mosar), Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Georges Mischo), Claude Wiseler et Michel Wolter (par M. Marc Lies) ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Gusty Graas) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten (par Mme Cécile Hemmen), Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser et Fred Keup ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

10. 7741 – Projet de loi portant modification :

1° de la loi modifiée du 18 juillet 2018 sur la Police grand-ducale ;

2° de la loi modifiée du 18 juillet 2018 sur l'Inspection générale de la police ;

3° de loi du 1er août 2018 relative au traitement des données des dossiers passagers ;

4° de la loi modifiée du 5 juillet 2016 portant réorganisation du Service de renseignement de l'État ;

5° du Code pénal

Als leschte Punkt vum Ordre du jour kënnt de Projet de loi 7741, eng Ofännerung vum Policegesetz a puncto Dateschutz. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. An d'Wuert huet elo d'Madamm Rapportrice vun dësem Projet de loi, déi honorabel Madamm Stéphanie Empain. Madamm Empain, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de la Sécurité intérieure et de la Défense

Mme Stéphanie Empain (déi gréng), rapportrice | Villmools merci, Här President. Dir Dammen an Dir

Hären, Madamm Ministesch, merci, dass Der konnt esou séier asprangen, fir d'Regierungsbänk ze besetzen. Ech mengen, Dir sidd all au courant: Den Här Minister Kox wär natierlech ganz gären haut derbäi gewiescht, fir dëse grousse Projet och mat eis zesummen ofzeschléissen. Leider ass en op engem Deplacement gewiescht an en ass ënnerwee hänkebliwwen. Also nee, dat doten ... Nach eng Kéier: ...

(Hilarité)

Den Här Minister ass op engem Deplacement gewiescht a säin Deplacementsmëttel ass kapottgaangen.

Mme Nancy Arendt épouse Kemp (CSV) | Wou hänkt en dann?

(Hilarité)

Une voix | E Vëlo.

M. Sven Clement (Piraten) | Dat wësse mer och net, mee e sëtzt op alle Fall net do, wou e wollt sinn.

Mme Stéphanie Empain (déi gréng), rapportrice | Voilà!

Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice | E lauschtert awer no, Madamm Rapportrice.

Mme Stéphanie Empain (déi gréng), rapportrice | Entschëllegt, Här Minister.

(Hilarité)

M. Fernand Etgen, Président | Mir haten de Mëtten net de Projet „Boire-ensemble".

(Hilarité)

Mme Stéphanie Empain (déi gréng), rapportrice | Entschëllegt, leeft meng Zäit schonn hei?

M. Sven Clement (Piraten) | Et ass „Rire-ensemble" haut de Mëtten.

Mme Stéphanie Empain (déi gréng), rapportrice | Gutt! Allez, nach eng Kéier vu vir. Merci alleguerten, dass Der Iech elo hei fokusséiere kënnt fir dee leschte Punkt um Ordre du jour vun haut.

Bon, mir hu gëschter iwwert de Projet de loi iwwert de JU-CHA ofgestëmmt. Dat ass jo dann de Pendant zu dësem Projet de loi, awer dann eeben an der Justiz. A gëscht ass och schonn alles gesot ginn iwwert den Ursprong vun den Diskussioune ronderëm déi sougenannte „Fichiersaffär", dofir wäert ech mer dat elo och alles kënne spueren.

Den Här Margue huet gëschter gesot, en hätt d'Gefill gehat, e wär gëschter fënnef Joer méi jonk ginn, an en huet sech un, wéi hie sot, „heroesch Ausernanersetzungen" aus dem Ufank vun dëser Legislaturperiod erënnert, wou déi ganz Diskussioune ronderëm d'Fichieren ugefaangen hunn. Bon, ob een dat elo wierklech als „Affär" ka bezeechnen, dat sief elo dohigestallt, mee wat wouer ass, dat ass, dass dës Diskussiounen zu enger wichteger Debatt gefouert hunn, wéi mir mam Schutz vun eisen Daten ëmginn a wéi dës bei Police a Justiz gehandhaabt ginn.

An duerfir erlaabt mer, Här Roth, Här Mosar, Iech ze soen: Mir gestinn Iech natierlech och gären zou, dass Dir et waart, déi, wéi den Här Roth et gëschter formuléiert huet, fir eng Kéier ouni Schimmt konnte soen, dass Der hei déi éischt Schrëtt ënnerholl hutt.

(Hilarité)

Une voix | Très bien!

Mme Stéphanie Empain (déi gréng), rapportrice | Dobäi ass et awer vläicht wichteg, drun ze erënneren, dass mer effektiv 2018 en neit Dateschutzgesetz kritt hunn. Dat huet sech an dësem Fall certes als net ganz vollkommen entpuppt, mee mir sinn net ganz vun null gestart a mir waren och net an engem komplette Vide juridique, wéi een dat ab und zu hätt kënnen am Ufank vun den Diskussioune mengen.

Déi ganz Diskussioun huet op alle Fall och de positiven Aspekt gehat, dass se eis gedoen huet opzeschaffen, wat et zënter Jore wou u Fichiere gëtt, fir dëst alles ze reglementéieren. An ech si wierklech frou, dass mer deen Exercice haut dann och domadder ofschléissen. Well et geet jo net drëm, d'Erhiewen oder d'Späichere vun Date komplett ze verhënneren – dat wär an der Welt vun haut guer net denkbar –, mee et geet drëm, dës Datenerhiewung, d'Späicherung, den Accès drop an den Traçage, wie wat wéini kucke war, kënnen ze reegelen.

Den Här Margue huet sech, wéi gesot, gëscht un heroesch Ausernanersetzungen erënnert an huet eebe gesot, e wär esou vill méi jonk ginn. Am Géigesaz zu him muss ech soen, dass ech éischter d'Gefill hat, ech wär hei ëm 20 Joer gealtert. Ech hunn och duerch dësen Dossier villes am Schnellverfare geléiert: wéi ee Jointen aberifft, wéi ee mat Demandes urgentes de mise à l'ordre du jour ëmgeet, an et war och dësen Dossier, am Kader vun deem ech mat menger éischter Demande fir e Verbatim konfrontéiert gi sinn.

Haut sinn ech frou, dass mer trotz allen Divergenzen, déi mer am Ufank haten, en Text virleien hunn, mat deem mer all zumindest an de groussen Zich gutt kënne liewen.

Ee vun de Schlësselen, mengen ech, fir hei weiderzekommen, war, dass mer d'Chamberskommissioun vun Ufank u matagebonnen hunn. An dofir loosst mech elo hei awer e bësselche Vergaangenheetsbewältegung bedreiwen, well et war effektiv, mengen ech, och d'Aart a Weis, wéi mer hei gekuckt hunn, zesummen um Dossier ze schaffen, déi derzou gefouert huet, dass mer gutt weiderkomm sinn zesummen.

Mir haten eng ganz Partie Sëtzungen – ech mengen, et waren der minimum dräi – am Stadium vum Avant-projet de loi, wou mer reng um Niveau vun der Kommissioun vun der Sécurité intérieure zesummen duerch den Text, deen um Dësch louch, gaange sinn, ier en deposéiert ginn ass. Mee deem waren och vill Sëtzungen am Jointe-Format mat der Justizkommissioun virausgaangen, wou mer zesumme mat där Kommissioun no Äntwerten op all déi Froe gesicht hunn, déi zu deem Zäitpunkt nach op waren, wou mer d'Analys gemaach hunn, fir iwwerhaapt mol en État des lieux ze kréien.

Fir Kloerheet ze schafen, huet de Ministère vun der Sécurité intérieure duerfir och en Avis ugefrot gehat bei der CNPD a bei der IGP. An et war och mat enger externer Firma zesummegeschafft ginn, fir eng Étude comparative ze maache mat eisen Nopeschlänner, déi eis och gehollef huet, déi grouss Linne vum Gesetz ze definéieren.

Ech géif kuerz zréckkommen op d'Aarbechten, déi mer an der Kommissioun haten. Wéi gesot, mir haten do eng ganz Partie Sëtzungen, ier de Projet de loi iwwerhaapt deposéiert ginn ass. De Projet ass dunn den 30. Dezember 2020 deposéiert ginn.

Avisen hu mer kritt vum Syvicol, vun der Chambre des Salariés, vun de verschiddenen Autorités judiciaires, vun der CNPD, vun der Chambre de Commerce a vun der Autorité de contrôle judiciaire.

De 14. November sinn ech als Rapportrice designéiert ginn an dee Moment hu mer och den Avis vum Conseil d'État analyséiert. Duerno hu mer eis am November erëm direkt dräimol an der Kommissioun gesinn, fir duerch d'Amendementer ze goen, déi nom Avis vum Staatsrot ausgeschafft gi sinn. Den Avis complémentaire vum Staatsrot koum dunn den 11. Juli, an och vun der CNPD gouf et nach en Avis complémentaire. Voilà, de 14. Juli hu mer dunn e leschten Tour iwwert den Avis vum Staatsrot gemaach, soudass mer de Rapport de 17. Juli elo konnten unhuelen.

An ech mengen, vun all den Dossieren, déi ech dës Legislatur konnt begleeden, ass et fir mech wierklech de Constat, dass et kaum en aneren Dossier gëtt, deen esou enk an esou vill an a mat den zoustännege Kommissiounen ausgeschafft ginn ass.

Fir op d'Aarbechten zréckzekommen: Ech mengen, mir haten e politesche Konsens, fir d'Finalitéite vun de Fichiere festzehalen, fir d'Accèse vun de Beamten ze reglementéieren, fir d'Délais de conservation festzehalen an och spezifesch Dispositioune fir Mineure mat eranzebréngen.

Déi dräi grouss Prinzippien, déi mer dobäi hu missen iergendwéi ënner een Hutt bréngen, ware follgend: éischtens d'Recht op Dateschutz an d'Vie privée, zweetens, d'international Engagementer weiderhi kënnen ze respektéieren, an drëttens, weiderhin eng effikass Policeaarbecht kënnen ze garantéieren.

Dëse Projet de loi stécht also e gemeinsame Kader fir all d'Policefichieren a gesäit och spezifesch Dispositioune fir de Fichier central vir.

Wat hu mer elo konkreet festgehalen? Mir hunn d'Veraarbechte vu perséinlechen Daten an de Fichiere vun der Police encadréiert, notamment am Fichier central. Engersäits ginn also dës Fichiere méi kloer reglementéiert an zousätzlech si mer mat dësem Projet de loi higaangen an hunn zousätzlech Garantië geschaaft, fir déi aktuell Legislatioun iwwert den Dateschutz ze schäerfen. Mir hu Reegelen a Krittären opgestallt fir d'Accèsrechter op all d'Policefichieren. Mir hunn d'Finalitéite vum Fichier central opgezielt, Délais de conservation festgeluecht, d'Kategorië vu Persounen an Donnéeën, déi kënne gesammelt ginn, sinn elo opgelëscht an de Code pénal gouf och nach eemol ofgeännert, fir ze preziséieren, dass en illegalen Accès strofbar ass.

Bon, d'Zäit erlaabt mer elo net, op all d'Detailer anzegoen, dofir picken ech just e puer vun den Dispositiounen eraus. Ugefaangen domadder, dass den Text reegelt, wéi eng Polizisten op wéi eng Fichiere kënnen Accès hunn, zum Beispill de Registre général des personnes physiques, de Fichier vun den Autorisatiouns d'établissement, vun de Fürerschäiner an esou weider. Et ass vläicht just wichteg ze soen, dass et nach eng Rëtsch aner Fichiere gëtt, déi net an dësem Gesetz opgelëscht sinn. Dat war notamment eng Demande vun der CSV gewiescht. Déi sinn awer allesamt iwwer hir eege Loi spéciale gereegelt an de Conseil d'État hat sech dofir dem Prinzipp widdersat, déi alleguerte mat an dësen Text eranzehuelen.

Mir hunn och en neien Artikel 43quinquies geschafen, deen de Fichier central vun der Police reegelt. D'Haaptvokatioun vum Fichier central ass et jo, all persounebezunn Daten, déi bei der Police traitéiert ginn, ze regruppéieren. Am Fichier central ginn all d'Dokumenter, Rapporten a PVen zentraliséiert, déi vun der Police traitéiert oder redigéiert ginn.

Wichteg ass hei och, dass et eng Ënnerscheedung gëtt tëschent enger Partie active an enger Partie passive vum Fichier central. An der Partie active befanne sech all d'Informatiounen, déi d'Police brauch, fir hire Missioune kënnen nozekommen. Dat kënnen Informatioune sinn, déi d'Agenten um Terrain brauchen, fir eng Situatioun kënnen anzeschätzen, an déi dofir och wichteg sinn, fir hir eege Sécherheet um Terrain kënnen ze garantéieren. Dat kënnen awer och Informatioune sinn, déi am Kader vun enger Enquête judiciaire gebraucht ginn, zum Beispill fir verschidde Fäll

opzeklären oder fir Operatiounsmodussen ze analyséieren. An natierlech ass och den Accès heirobber streng gereegelt.

D'Partie passive op hirer Säit fonctionéiert e bësselche wéi d'Archiv vum Fichier central, an dat all déi Daten transferéiert ginn, déi laut den Délais de conservation, déi festgehale gi sinn, net méi am Fichier central dierfen erëmzefanne sinn. Den Accès op dëst Archiv ass ganz strikt reglementéiert a limitéiert ginn. An hei huet just e Minimum vun Agenten nach en Accès drop. Dat sinn zum Beispill Agenten, déi op Dossiere wéi dem Terrorismus oder dem Crime organisé schaffen.

(M. Mars Di Bartolomeo prend la présidence.)

An et kënne just nach déijéineg en Accès froen, déi hir Demande justifizéiere kënne mat enger vun den Zilsetzungen, déi dann och am Projet de loi determinéiert gi sinn, zum Beispill wann een Informatioune kritt am Laf vun enger Enquête, déi sech op e Crime referéieren a wou et néideg géif ginn, kënnen e Bléck an d'Vergaangenheet ze werfen. Dës Demandë mussen dann och vum Procureur accordéiert ginn.

Deemno stellt d'Partie passive vum Fichier central déi néideg Balance an déi néideg technesch Léisung duer, déi mer gesicht hunn, fir op där enger Säit den Dateschutz an eis Grondrechter ze schützen an awer op där anerer Säit den Afferschutz net ze vergiessen.

Um Niveau vum Schutz vu Mineure sinn och Dispositioune matagefloss. Zum Beispill kënne just de Procureur général oder den territorial zoustännege Procureur hir Donnéeën an de Fichier androen.

Da ginn och d'Modalitéite fir den Accès zum Fichier central säitens der Administration des douanes et accises oder dem Geheimdéngscht am Detail gereegelt.

An och d'Délais de conservation sinn natierlech gereegelt ginn. An och domadder hu mer eis, mengen ech, stonnelaang beschäftegt, well sech do och enorm Froen opgedoen hunn iwwert den Handling an der Praxis, zum Beispill d'Fro, wéi e Polizist eng Dot ze qualifizéieren huet, fir ze determinéieren, wéi laang d'Informatioune musse gehale ginn. Dës Qualifikatioune kënnen ze maachen, géif nämlech presupposéieren, dass d'Qualifikatioun bekannt wier, ier d'Justiz sech iwwerhaapt iwwer e Fall ka prononcéieren. Voilà, Dir gesitt, mir si relativ an den Detail gaange vun eisen Iwwerleeungen.

Och muss hei ënnerscheet ginn – dat war e wichtege Punkt an eisen Diskussiounen – tëscht Donnéeën, déi zum Beispill an engem Rapport oder an engem Procès-verbal ze fanne sinn, an Donnéeën, op Basis vun deenen ee reell eng Recherche ka maachen am Fichier central.

Des Weidere sinn d'Delaie festgehale ginn, wéi eng Donnéeë wéini an d'Partie passive transferéiert oder geläscht ginn, wéi eng Donnéeë wéini aus der Partie passive geläscht ginn, ma och d'Conservatioun vun den Donnéeë vun der Journalisatioun ass festgehale ginn. Dat sinn also déi Donnéeën, unhand vun deenen ee kann nokucken, wéi een Agent wéini wat a fir wéi e Motiv nokucke gaangen ass. An do hu mer en Délai minimal vu fënnef Joer festgehalen, wat d'Journalisatioun ubelaangt.

Fir vläicht nach eemol op déi méi grondsätzlech Froen zréckzekommen, déi mer beschwat hunn: Bon, mir sinn eis net op all Punkt 100%eg eens, mee et geet ëm déi grouss Prinzippien, déi mer eigentlech alleguerten héichhalen, déi sech awer géigesäiteg och heiansdo bäissen: den Afferschutz versus den Dateschutz an den Droit à l'oubli respektiv den Dateschutz versus effikasst Schaffe bei der Police.

Hei hu mer natierlech misse verschidden Aspekter ënner een Hutt kréien: der Police weiderhin ze erlaben, effikass schaffen ze kënnen; de Prinzipp vum Droit à l'oubli héichzehalen, well effektiv ass et eng Baseline, dass jiddereen eng zweet Chance verdéngt huet. Mir däerfen awer och net vergiessen, dass de Prinzipp vum Droit à l'oubli ëmmer och riskéiert, d'Affer ze defavoriséieren an d'Täter ze privilegéieren, also muss och den Afferschutz héichgehale ginn.

Mir hunn och misse sécherstellen, dass de Contrôle des antécédents weiderhi méiglech ass, zum Beispill bei Demandë fir de Port d'armes. Mir wëlle jo och net jidderengem einfach esou e Waffeschäin ginn. Do wëlle mer seriö Kontrolle kënne weider maachen.

Dann hate mer méi grondsätzlech Diskussiounen iwwert den Handling vum Classement sans suites oder der Décision de non-lieu. Do ginn ech elo net an den Detail, well dofir leeft mer d'Zäit elo e bësselche fort.

Voilà, dofir loosst mech ofschléissend nach eng Kéier drop zréckkommen: Mir stëmmen haut en Text, op deem mer wierklech laang geschafft hunn an op deem mer versicht hunn, e Konsens zesummen ze fannen. Deenen enge geet e vläicht en Tick ze wäit, deenen anere vläicht net grad wäit genuch, ma mir hu wierklech versicht, hei en Equiliber eranzekréien.

Fir déijéineg, déi elo nach ëmmer der Meenung sinn, dass den Text vläicht net wäit genuch géif goen, do bleift ze soen, dass den Text awer eng Rei Garde-foue virgesäit. An d'Police huet jo och e Code de déontologie, an deem den Dateschutz och spezifesch an engem Passus traitéiert gëtt.

D'Police muss effizient schaffe kënnen. Mir hunn e gudde Kader hei geschafen, bei deem – dat muss een och soen – e Polizist sech à la base awer an Zukunft wäert dräimol froen, ob en eng Donnée kann nokucke goen oder net. An ech mengen, domadder gëtt de Risiko fir Abusen och relativ kleng gehalen.

Wéi gesot, fir déi vill technesch Detailer vum Gesetz verweisen ech op de schrëftleche Rapport a ganz besonnesch och op de Commentaire des articles, deen hei op déi eenzel Dispositiounen ageet an déi och mat Beispiller illustréiert.

Schlussendlech ass nach ze preziséieren, dass am Gesetz festgehale gëtt, dass d'Gesetz sechs Méint no der Publikatioun am Journal officiel a Kraaft triede wäert.

Voilà, ech soen Iech alleguerten nach eng Kéier Merci fir déi ganz konstruktiv Zesummenaarbecht an dëser Kommissioun. Et ass dee leschte Rapport an der Sécurité intérieure. Ech wäert muer nach eng Kéier fir d'Defense hei stoen, mee voilà, dofir wollt ech vun der Geleeënheet profitéieren, och nach eng Kéier alleguerten de Mataarbechter a Mataarbechterinnen aus dem MSI villmools Merci ze soen an och de Memberen aus der Police, déi ëmmer an eiser Kommissioun disponibel waren, fir eis driwwer opzeklären, wat déi Dispositiounen, déi mir huelen, fir en Impakt herno um Terrain hunn, fir dass dat alles reiwungslos ofleeft.

Domadder soen ech Iech all villmools Merci fir d'Nolauschteren a ginn den Accord vun der grénger Fraktioun.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och.

An éischten ageschriwwene Riedner ass den Här Mosar. Här Mosar, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Laurent Mosar (CSV) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, Madamm Minister, gëschter hu mer hei op dëser Plaz iwwert de Projet de loi zum JU-CHA diskutéiert an och dee Projet mat grousser Majoritéit guttgeheescht. An haut diskutéiere mer dann iwwert de Projet de loi zu de Polizeifichieren.

An ech muss Iech soen: Et entbeert net enger gewësser Symbolik, datt mer haut eigentlech en Dossier zu Enn féieren, deen den Ufank vun der Mandatsperiod awer substanziell beréiert huet an dee fir ganz vill Wellen net nëmmen an dësem Haus, mee och ausserhalb vun dësem Haus gesuergt huet. An duerfir ass et trotzdeem, mengen ech, eng Satisfaktioun fir eis alleguerten, datt mer ganz zum Schluss vun enger Mandatsperiod awer eng jorelaang Aarbecht domadder zum Enn bréngen.

A fir mech selwer huet et dann och eng gewësse Symbolik, well et wéi fir vill anerer aus dësem Haus och déi lescht Ried, zumindest an dëser Mandatsperiod, ass. An ech si frou, datt déi Ried dann och justement iwwert d'Polizeifichiere geet.

Ufänke wëll ech awer fir d'alleréischt mat enger Rei vu Mercien, och eppes, wat ech net ëmmer maachen, mee hei ass dat awer absolutt noutwendeg. Ufänke wëll ech natierlech fir d'éischt mat engem grousse Merci un eis Présidente-rapportrice, déi – an dat muss een hir ganz héich urechnen – awer an deene leschte Joren an dëser Kommissioun mat enger gewëssener Autoritéit déi Debatte gefouert huet.

(Interruption par Mme Stéphanie Empain)

Mir waren net ëmmer mat der Madamm Presidentin eens, awer ech mengen – mir kommen elo zum Schluss –, et ware gutt Debatten, si ware lieweg. Heiansdo ass et och e bësselche méi héich hiergaangen. Trotzdeem, si huet e ganz gudde schrëftlechen an och mëndleche Rapport gemaach. Si huet déi Debatte gutt gefouert. A wa mer haut zu engem positive Schluss kommen, mengen ech, ass dat och hire Meritt.

Ech wëll awer och an déi Mercien alleguerten d'Membere vun de Kommissiounen aschléissen, well mir si jo alleguerte villbeschäftegt Leit. Mir maachen alleguerten eis Aarbecht an diverse Kommissiounen, mee ech muss trotzdeem soen, datt déi Aarbechten, déi souwuel an der Commission de la Justice wéi awer och an der Commission de la Sécurité intérieure iwwert déi Fichiere geféiert gi sinn, trotzdeem beispillhaft waren, net nëmmen duerch d'Zuel vun deene Kommissiounen, mee och duerch d'Intensitéit vun deenen Diskussiounen, déi mer do haten. An duerfir, mengen ech, kann een och do e grousse Merci un all déi Kolleeginnen a Kolleege riichten, déi do ganz aktiv matgeschafft hunn.

An dee selwechte Merci wëll ech awer bei där Geleeënheet och un d'Mataarbechter vun der Chamber an d'Mataarbechter vun deene verschiddene Ministèrë riichten, déi hei och ganz vill Asaz an Engagement haten. Ech wëll och an déi Mercien expressement d'Mataarbechter vun der CSV-Fraktioun aschléissen, déi ganz besonnesch de Kolleeg Gilles Roth a mech hei iwwer laang Méint a Jore begleet hunn an ouni deenen hiren Engagement mir sécherlech och net hätte kënnen déi ganz vill Question-parlementairë stellen, déi mer gestallt hunn. Duerfir och vun dëser Plaz aus hinnen all e ganz, ganz grousse Merci.

Här President – an domadder kommen ech dann awer e bësselchen zum Dossier selwer –, d'Aart a Weis, wéi hei vun héije Riichter a Polizisten awer op Privatdate vu Bierger zréckgegraff ginn ass an der Vergaangenheet, an dat ouni deene Bierger hiert Wëssen, ass och véier Joer nom Ufank – wann een dat dann esou kann nennen – vun dëser Dateschutzaffär

weeder – an dat soen ech ganz kloer an däitlech – e Rumesblat fir eis Justiz nach fir eis Police.

Dës Dateschutzaffär huet dann och sécherlech d'Vertraue vu ville Bierger an d'Justiz an an d'Police net verbessert. An dëst, léif Kolleeginnen a Kolleegen, huet manner mat de Fakte selwer ze di wéi mat der Aart a Weis, wéi hei Vertrieder vun deenen héchsten Institutiounen am Staat mat dëser Affär ëmgaange sinn. An ech wäert och nach méi spéit op dëse Punkt agoen.

Här President, wéi ech meng Ried fir haut preparéiert hunn, sinn ech net nëmme wéi de Kolleeg Charles Margue véier Joer méi jonk ginn, hunn awer e puer gro Hoer dofir bäikritt, mee ech hunn dunn och e bësselchen an der Vergaangenheet zréckgebliedert an do sinn ech awer erëm eng Kéier op eng Rei vu Fakte gestouss, déi een awer dann an deene véier Joer schonn erëm bal ganz vergiess hat.

A wat mech haut eigentlech nach am meeschten un dëser ganzer Saach schockéiert, ass, wéi vun Ufank un hei versicht ginn ass, méi wéi berechtegt Froe vun Deputéierten an d'Lächerlecht ze zéien an Evidenzen ënnert den Teppech ze kieren. An ech schwätze sécherlech hei och am Numm vum Kolleeg Gilles Roth: Dat war besonnesch am Ufank keng einfach Zäit fir eis zwee. An et wär och munches nach doriwwer ze soen, wat mir ganz besonnesch och un Ufeindungen hu missen am Ufank vun dëser Affär iwwer eis ergoe loossen. Ech wëll haut an hei keng Vergangenheitsbewältegung méi maachen, mee et ass awer wichteg, datt een dat nach eng Kéier betount.

Trotzdeem – an Dir kennt mech, ech sinn éischter en Optimist – wëll ech virun allem eppes zréckbehalen, an dat ass, datt dëst Haus, d'Chamber, déi éischt Institutioun an eisem Land, eigentlech an dësem Dossier hir voll Verantwortung iwwerholl huet, an dat vum éischten Dag un. An et gëtt jo oft behaapt, Här President, datt d'Chamber hirer Kontrollfunktioun vun der Regierung nëmmen ongenügend géif nokommen. Abee, an dësem Fall ass dat net esou gewiescht an déi Chamber huet, wéi gesot, vum éischten Dag u voll hir Roll gespillt. An et soll ee sech net selwer op d'Schëller klappen, Här President, an dach, mengen ech, kënne mer hei stolz op déi Reaktivitéit vun eis alleguerten oder zumindest vun deene Kolleegen a Kolleeginne sinn, déi an deene Kommissiounen aktiv matgeschafft hunn.

Net vergiesse wëll ech awer och am Kontext vun dëser Affär den Engagement vun enger ganzer Rei vu Persounen aus der Zivillgesellschaft. A stellvertriedend fir déi Leit wëll ech der just hei zwee zitéieren, den Här Fürst an den Här François Georges, ouni deenen hire Courage gewësse Faiten iwwerhaapt net un d'Ëffentlechkeet gedronge wieren.

Doniewent wëll ech awer och deene villen aneren engagéierte Mënschen, Affekoten, Journalisten, awer och Juriste Merci soen, déi och an dësem Dossier ëmmer erëm à charge komm sinn. Ouni hir wäertvoll Contributioun wär et warscheinlech ni zu dëse Projet-de-loie komm an duerfir hätt ech warscheinlech dann och haut net virun Iech hei gestanen, fir dës Interventioun ze maachen.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wëll Iech den Owend net méi ze vill laang ophalen, kommen trotzdeem awer net derlaanscht, op eng Rei Schlësselmomenter vun dësem Dossier nach eng Kéier kuerz anzegoen. Den Ufank huet eng éischt Question parlementaire vum Kolleeg Gilles Roth a mir vum 17. Abrëll 2019 gemaach, wou mir deemools d'Fro opgeworf hunn, ob et beim Staat casieränlech Datebanke géif ginn.

D'Äntwert – a lauschtert Iech déi trotzdeem nach eng Kéier un, ech zitéiere se – hu mer Enn Mee 2019 krut. An do stoung dran, an ech zitéieren hei op Lëtzebuergesch, et géife keng casieränlech Datebanken iwwer prononcéiert Strofe bedriwwe ginn. Et géif just eng Datebank bedriwwe ginn, de Fichier central, wou sämtlech Protokollen a Rapporte vun OPJen an APJe géifen drastoen. Enn vun der Äntwert vun dem Här Minister.

Haut wësse mir, Dir Dammen an Dir Hären, datt et deemools am Ganzen 62 Fichiere bei der Police ginn huet.

Ufanks Juni 2019 gëtt d'Affär Fürst public, op déi de Kolleeg Gilles Roth gëschter schonn in extenso agaangen ass. Ech wëll just nach eng Kéier drun erënneren, datt et hei ëm e Virstellungsgespréich gaangen ass, wärend deem dëse Mann mat Fakte konfrontéiert ginn ass, fir déi hien ni condamnéiert gi war a wou et sech och zum Deel ëm e puer Lappalie gehandelt huet.

Op eis Froe betounen deemools d'Justizautoritéiten, zumindest an enger éischter Etapp, datt si 100%eg konform zu de Gesetzer gehandelt hätten.

Op eng aner Fro nom Benotze vu Policeinformatiounen an diverse konkreete Fäll ass eis geäntwert ginn, datt alles am Lot wier, datt d'Police sech géif 100%eg un all Reegelen halen an datt d'Bierger jo Rechter opgrond vun de Gesetzer hätten.

No all deenen Äntwerten op déi Question-parlementairen ass awer deemools schonn en éischten Avis vun der Dateschutzkommissioun komm, déi zu total anere Konklusioune komm ass, wéi aus den Äntwerte vun deene Ministeren ervirgaangen ass.

Ech kéint elo esou virufueren, Här President, an Iech alleguerten d'Froen an d'Äntwerten hei opzielen, déi mir an dësem Dossier gestallt hunn. Tëschent dem 17. Abrëll 2019 an dem 10. September 2019 hu mir eleng 25 Question-parlementairë gestallt an am Ganze waren et der iwwer 50.

An der Zäitperiod zwëschent dem 19. Juni an dem 14. September 2019 waren eleng – an d'Madamm Empain huet et virdrun och hei schonn ervirgestrach – 11 Kommissiounsreuniounen, wou et meeschtens eng Commission jointe war zwëschent der Commission de la Justice an der Commission de la Sécurité intérieure.

Den trauregen Héichpunkt an dësem Dossier war awer den 9. Juli 2019, wou d'Oppositioun sech deemools gezwonge gesinn huet, geschlossen d'Plenarsitzung ze verloossen, nodeems d'Majoritéit refuséiert hat, de Punkt zum Vott ze stellen. An net ze vergiessen den 9. Oktober 2019, wou d'Resolutioun fir d'Asetze vun enger Spezialkommissioun, déi vun der gesamter Oppositioun gefuerdert ginn ass, vun der Majoritéit einfach ënnert den Dësch gestëmmt ginn ass.

Bis zu dësem Zäitpunkt ass souwuel vun de Justiz- wéi vun de Policeautoritéiten einfach nëmme gebunkert ginn. Fakten, déi evident waren, sinn einfach ignoréiert ginn an de Kapp ass an de Sand gestach ginn. Dat gëllt souwuel fir déi deemoleg Regierungvertrieder wéi awer och fir d'Justiz- an d'Polizeiautoritéiten.

Eréischt vun Oktober, November 2019 un hu lues a lues déi Ministeren, déi dee Moment am Amt waren, agesinn, datt déi Aart a Weis, fir einfach an engem Dossier nëmmen ze blockéieren, de falsche Wee wier, an hunn och agesinn, datt et misst zu enger grondleeënder Reform vun de Policefichieren op där enger an dem JU-CHA op där anerer Säit kommen.

Ech wëll och hei preziséieren, datt vun Ufank un a wärend all deene Méint, besonnesch och am Ufank an och duerno, eigentlech d'Dateschutzkommissioun ëmmer eis Kriticke quasiment integral gedeelt huet an eigentlech och net midd ginn ass, souwuel d'Justiz- wéi d'Policeautoritéiten op d'Netkonformitéit vun deene verschiddene Fichiere par rapport zum RGPD hinzeweisen.

Här President, hätt d'CSV niewent villen anere Kolleegen och hei an der Chamber, awer och haaptsächlech niewent villen Acteuren aus der Zivillgesellschaft den Drock net oprechterhalen, géif ech, wéi gesot, warscheinlech haut net virun Iech stoen a mir géife kee Projet de loi iwwert d'Policefichiere kommentéieren.

Une voix | Très bien!

M. Laurent Mosar (CSV) | Ech wëll hei nach eng Kéier betounen, dass et dem Här Roth a mir absolutt net drëm geet, eis Nimm an der Geschichtsschreiwung vum Dateschutz an dësem Land ze veréiwegen.

Une voix | Très bien!

M. Laurent Mosar (CSV) | Mee mir hätte just gär, datt awer géif unerkannt ginn, datt et ouni eisen Drock, dee mir wärend all deene Méint a Jore gemaach hunn ënnert deelweis schwierege Bedengungen, ni zu dëse Projete komm wier. An dofir soen ech och expressement der Madamm Tanson Merci, déi dat gëschter an hirer Interventioun och däitlech ervirgestrach huet.

Une voix | Très bien!

M. Laurent Mosar (CSV) | Elo awer zum Projet de loi selwer: Mir wäerten dëse Projet stëmmen, och wa fir eis eng Rei weider Defiziter dra sinn. Firwat? Well mir éischtens frou sinn, datt et iwwerhaapt e Gesetz haut zur Ofstëmmung gëtt, dat de Polizeifichieren eng kloer Base légale gëtt, wat bis elo net de Fall war. An dat ass fir eis natierlech eng ganz kloer Verbesserung par rapport zu der Situatioun vun haut. Zweetens fanne mir an deem Projet de loi eng ganz Rei vu laangjärege Fuerderungen, awer och vu Propositioune vun eis erëm. An dofir si mir och dankbar, datt déi an de Projet matagefloss sinn.

Wa mir eis vläicht op deem engen oder anere Punkt nach méi politesche Courage gewënscht hätten, wësse mir och – an d'Madamm Rapportrice huet et virdru gesot –, datt de Gruef zwëschent dem Schutz vum Privatliewen, an domadder de perséinlechen Date vun all Mënsch, an op där anerer Säit de berechtegte Suerge souwuel vun der Justiz wéi och vun der Police, hir Enquêtë kënnen ze instruiéieren a Stroftäter kënne weider ze verfollegen, awer net ze vill déif dierf ginn.

A mir verstinn och, Här President, d'Suergen, ganz besonnesch vun der Police, fir weider kënnen ënner korrekte Bedéngungen hir Aarbecht ze maachen, a mir wëssen, datt dat awer duerch d'Dateschutzgesetzgeebung net onbedéngt méi einfach ginn ass an dat och an den nächste Joren net méi einfach wäert ginn.

Mir hunn och festgestallt, datt de Staatsrot op deem engen oder anere Punkt net bereet war, op de Wee vun der Regierung ze goen, wat mir och bedaueren. Mee mir verstinn awer och, datt et hei kee Sënn gemaach hätt, sech géint Opposition-formellë vum Staatsrot duerchzesetzen.

Wat sinn elo fir eis déi weesentlech Punkten, op deenen een hätt vläicht nach kënne méi wäit goen? Dat ass fir d'alleréischt d'Durée vun der Conservatioun vun enger ganzer Rei vun Donnéeën, wou mir eis e méi grousse Parallellismus mam JU-CHA gewënscht hätten a vläicht op deem engen oder anere Punkt och fir e méi kuerzen Delai géife plädéieren.

Deen zweete Punkt ass deen, wat den Accès op déi spezialiséiert Fichiere vun der Police ugeet. Do hätte mir eis och gewënscht, datt d'Konditiounen, ënnert deenen esou en Accès op déi spezialiséiert Fichiere méiglech wier, am Gesetz hätt kënne vläicht zousätzlech preziséiert ginn, fir och nach méi all Zorte vun Abus ze vermeiden.

Schlussendlech hätte mir eis och bei der Journalisatioun vun den Operatiounen nach méi kloer Profiller an awer och Zougangsmodalitéite gewënscht wéi déi, déi am Moment am Text verankert sinn.

Ech kéint, Här President, elo nach laang virufuere mat punktuelle Kriticken, déi mir hunn, mee vu datt d'Perfektioun net vun dëser Welt ass, wäerte mir trotz dëse punktuelle Bedenken dësem Projet eis Zoustëmmung ginn.

Ech kommen domadder och zum Schluss vu mengen Ausféierungen an ech wëll hei mat enger méi grondsätzlecher Iwwerleeung ophalen: Léif Kolleeginnen a Kolleegen, de Rechtsstaat vum 21. Joerhonnert ass ëmmer méi och en digitalen Datestaat. Iwwerall ginn Date vu Bierger gesammelt an och zum Deel fir allméiglech Zwecker gebraucht – fir net ze soe mëssbraucht. Grad hei brauchen d'Bierger méi Rechtsschutz an also méi Rechtsstaat.

Et ass allerdéngs nach e wäite Wee, fir eisen analoge Rechtsstaat an dat digitaalt Datenzäitalter ze féieren. Mee op kee Fall dierf en digitale Rechtsstaat manner Schutz fir d'Mënschen an hir perséinlech Date bedeiten – ganz am Géigendeel! Soss verléieren d'Bierger nämlech dat essentielt Grondvertrauen an eise Rechtsstaat, vun deem ech elo scho grad geschwat hunn, iwwregens och an d'Vereenbarkeet vun der Rechtsstaatlechkeet mat der noutwendeger Digitaliséierung.

An ech géif gär mat engem Zitat vun deem eis gutt bekannten Universitéitsprofesser Stefan Braum ophalen, dee justement am Kader vum Dateschutz a vun der Dateschutzdiskussioun follgend Iwwerleeung gemaach huet, an ech zitéieren: „Am Umgang mit Daten und Informationen [...] entscheidet sich, wie es um unsere Freiheit im 21. Jahrhundert bestellt sein wird. [...] Unsere Daten sind Teil von uns, Teil unserer Würde, wesentliches Element unserer Identität. Das Recht auf den Schutz der persönlichen Daten ist das Mittel, um politische Selbstbestimmung angesichts der Wucht der Digitalisierung überhaupt noch zu ermöglichen."

Jo, léif Kolleeginnen a Kolleegen, am Ëmgang mat eise perséinlechen Daten entscheet sech och, wéi et mat eiser Fräiheet an eiser Demokratie weidergeet. Gradewéi eis Demokratie an eis Fräiheet muss och de Rechtsstaat – an zu dësem Rechtsstaat gehéiert de Schutz vun eisen Daten – permanent erkämpft a verteidegt ginn. Och dofir ass dat Gesetz, dat mer haut stëmmen, méi wéi nëmmen e Gesetz iwwer Polizeifichieren.

Ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och dem Här Mosar. An ech géif dann d'Wuert direkt weiderginn un den Här Pim Knaff. Här Knaff, Dir hutt d'Wuert.

M. Pim Knaff (DP) | Merci, Här President. Mam Vott vum Projet de loi 7741 maache mer haut e wichtege Schratt, wat d'Veraarbechtung vu perséinlechen Donnéeën ugeet, déi an den Dossiere vun der Police grand-ducale duerchgefouert gëtt. Mir schafen e klore Kader, dee kee Spill fir ënnerschiddlech Interpretatioune léisst.

Ech wëll op dëser Plaz direkt am Ufank der Rapportrice fir hire mëndlechen a schrëftleche Rapport Merci soen. A béide Rapporte gouf de Projet de loi am Detail erkläert an et ass och op déi grouss Unzuel vun Avisen agaange ginn. Dëst erlaabt mer, net méi mussen op déi verschidden Aspekter vun dem Projet am Detail anzegoen, an ech ka mech also méi kuerz halen.

Här President, ënnert der lëtzebuergescher EU-Rotspresidence huet sech d'EU am Dezember 2015 op e Mesürepak mat verschiddenen Dateschutzmesüre gëeenegt, déi nieft de bekannten RGPD-Reegelen och nei Virgabe fir Police a Justiz ëmfaasst hunn. An deem Kontext hu mer am Juli 2018 op dëser Plaz dat concernéiert RGPD-Gesetz gestëmmt.

Haut, mam Vott vum Projet de loi 7741, gi mer e Schratt méi wäit a ginn der Police an der Justiz e klore Kader mat op de Wee, wat déi genau praktesch Ëmsetzung vum Dateschutz am Fichier central vun der Police ugeet.

Jo, mir besseren haut no, well déi entspriechend EU-Direktiv dës Ëmsetzung scho bis Mee 2018 virgesinn hat, zum nämmlechten Zäitpunkt, zënter deem all d'Entreprisen d'Virgabe vum RGPD mussen anhalen.

Net ze vergiessen natierlech sinn an dësem Kontext d'Affäre betreffend den Dateschutz vu perséinlechen Donnéeë vum Fichier central vun der Police am Summer 2019.

De Projet de loi, dee mer haut stëmmen, reegelt, wat fir Donnéeën d'Police bei hirer Aarbecht duerf agesinn, wéi laang d'Informatiounen dofir gespäichert ginn a wéi den Zougrëff op d'Donnéeë gespäichert gëtt.

Bei dësem Gesetzesprojet geet et drëms, e Mëttelwee ze fannen, deen et engersäits der Police erlaabt, hirer Aarbecht nozegoen, anerersäits dem Dateschutz an der Privatsphär vun de Leit gerecht gëtt. Dëst huet awer virausgesat, dass d'Justiz hir Base de données, d'Chaîne pénale, och géif iwwerschaffen, wat mer mat eisem Vott gëschter gemaach hunn.

Jo, dëst Fichiersgesetz steet a fält mat der Dateschutzreform. Et ass wichteg ze ernimmen, dass d'Police bei dëser Thematik ofhängeg vun der Justiz ass. Et ass d'Justiz, déi decidéiert, ob a wéini en Dossier am Fichier central vun der Police archivéiert gëtt.

Wat den aktiven a passive Beräich am Fichier central ugeet, gouf sech souwuel um belsche wéi och um franséische Gesetz orientéiert. Dës Opdeelung gëtt et scho länger, gouf awer ugepasst, fir den Dateschutzufuerderunge besser gerecht ze ginn.

Am aktive Beräich fënnt een all déi Donnéeën, mat deenen d'Police dagdeeglech schafft, awer nëmmen esou laang, bis d'Justiz dee Fall ofschléisst an archivéiert, wéi, beispillsweis, wann et zu engem Fräisproch kënnt oder wann en Non-lieu geschwat gëtt. Wann d'Donnéeë bis archivéiert ginn, setzt den Automatismus an: Dee Moment gëtt dës Informatioun automatesch un d'Police iwwermëttelt a gëtt da vum aktive Beräich an de passive Beräich deplacéiert.

D'Donnéeën am passive Beräich kënnen net opgeruff, gekuckt, ginn, ausser d'Justiz gëtt den Zougang fräi. Wien net dermadder averstanen ass, dass seng Donnéeën am passive Beräich ofgespäichert ginn, kann zu all Moment Recours bei der Justiz areechen. Soulaang déi digital Ëmstellung, Reform bei der Justiz nach net ganz ofgeschloss ass, klappt et mam Automatismus, de Synergien tëscht Justiz a Police net wéi gewënscht.

Här President, am Kontext vun dësem Gesetzesprojet ass et mir wichteg, als liberal Partei d'Eegeverantwortung an déi individuell Fräiheet vun all Eenzelnem ze ernimmen. Jidderee soll sech kënne fräi a sécher beweegen, an awer ... Fakt ass och, dass kee Mënsch seng Fräiheet dierf mëssbrauchen. Anescht gesot: D'Fräiheet vun deem Eenzelnen hält do op, wou deem anere seng ufänkt. Als DP si mir der Meenung, datt d'Sécherheet essentiel ass, fir d'Fräiheet an d'individuell Rechter vun all Eenzelnem ze garantéieren an ze férderen.

Jo, fir eis als DP ass de Schutz vum Rechtsstaat essentiel. Eng staark Justiz souwéi och d'Anhale vun de Grond- a Fräiheetsrechter sinn heibäi vu besonnescher Bedeitung. Jidderee muss d'Recht op Sécherheet an Integritéit hunn a viru Gewalt a Kriminalitéit geschützt ginn. Jo, d'Balance zwëschent Sécherheet a Fräiheet ass entscheedend fir e gesond Zesummeliewen, an eisen Dierfer, an de Stied, an de Gemengen, am ganze Land! An dëser Balance zwëschent Sécherheet a Fräiheet spillt den Dateschutz eng wichteg Roll – eng wichteg Roll, déi ganz kloer an net ze negligéieren ass!

An enger idealer Gesellschaft bräichte mer vläicht keng Police. Wa mer awer an d'Ae faassen, wou d'Police de Moment iwwerall gefuerdert ass, dann, mengen ech, si mer vun enger idealer Gesellschaft wäit ewech. D'Policeaarbecht ass a bleift kee Selbstzweck. D'Police dréit derzou bäi, dass Lëtzebuerg e sëchert a liewenswäert Land ass. Fakt ass awer, datt d'Police eleng net all déi Gesellschaftsproblemer ka léisen. D'Police ass am Endeffekt genau déi, déi d'Gesellschaft gäre wëll hunn, mat deene Mëttel, déi d'Politick hir zur Verfügung stellt, an dat am Gläichgewiicht tëschent de Bierger hirem Recht op Sécherheet a perséinlecher Fräiheet. Als Politick hu mer d'Aufgab, der Police déi Moyene souwuel legal wéi och materiell zur Verfügung ze stellen, fir dass si hirer Aarbecht beschtméiglech kann nogoen.

Nieft dem Vott haut vun engem méi strenge gesetzleche Kader, besonnesch wat d'Zougangsrechter, d'Ofspeicherungsfristen an d'Finalitéite vum zentralen Dossier ugeet, hu mer a rezenter Vergaangenheet verschidden aner Moyenen en place gesat, déi et eiser Police erlaben, besser ze schaffen an deementspriechend d'Sécherheet vun eis alleguer ze verbesseren. Ech denken do un d'rezent Aféiere vun de Bodycams, wat eng laangjäreg DP-Iddi ass, fir déi mer eis laang staarkgemaach hunn. Mee och do, bei de Bodycams, ass d'Datesécherung an den Accès op déi gespäichert Donnéeë vu grousser Bedeitung.

Här President, mam haitege Vott bessere mir beim Dateschutz bei der Police no. Mir reagéieren op d'Affären aus dem Summer 2019, wat den Dateschutz vu perséinlechen Donnéeën am Fichier central vun der Police ugeet. Jo, mir féieren zousätzlech Garantien zum aktuellen Dateschutz an. Mam Vott vun haut suerge mer fir méi Transparenz, Rechtsstaatlechkeet, Gläichbehandlung, Gerechtegkeet an och Effizienz. Als DP begréisse mir dofir dee Gesetzesprojet. Ech wëll awer och bemierken, dass mir eis als DP derfir asetzen, déi aktuell Gesetzgeebung konsequent ze analyséieren an ze evaluéieren a bei Bedarf och déi néideg Upassungen ze maachen.

Dat gesot, soen ech Iech Merci fir d'Nolauschteren a ginn den Accord vun der DP.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och. An nächste Riedner ass den Här Dan Biancalana. Här Biancalana, Dir hutt d'Wuert.

M. Dan Biancalana (LSAP) | Merci, Här President. Madamm Ministesch, léif Kolleeginnen a Kolleegen, Här President, jo, mir wëssen alleguerten, ech mengen, dass mer haut hei sinn an iwwer e Gesetz ofstëmmen, dat säin Ursprong – et ass virdru schonn ugeklongen – am Summer 2019 huet, wou eng Rei Kriticke geüübt goufe par rapport zu de Polizeifichieren, awer och eng Rei Lacunne bemängelt goufen. Virop wéilt ech och der Rapportrice hei Merci soe fir de gudde mëndlechen a schrëftleche Rapport.

Mir begréissen als LSAP, dass hei d'Volontéit ganz kloer besteet, Kloerheet ze schafen. Dat maache mer och haut mat deem Gesetz, dat mer hei stëmmen, fir dass d'Veraarbechtung vu persounebezunnen

Donnéeën a Polizeifichiere beser encadréiert gëtt, notamment am Fichier central. An ech mengen, eng Richtlinn ass jo natierlech och d'Gesetz vum 1. August 2018 iwwert d'Protection des données.

Ech muss ganz éierlech soen: Wéi déi ganz Diskussioun ugefaangen huet ronderëm d'Fichieren, siefen dat engersäits d'Policefichiere respektiv awer och déi vum JU-CHA, huet een natierlech ëmmer erëm nei Elementer entdeckt, Schratt fir Schratt. An dësem Dossier war et och gutt, dass een d'Avisen hat vun der nationaler Dateschutzkommissioun, och d'Avisen hat vun der Generalinspektioun vun der Police, vun der IGP, och eng extern Etüd. Dat huet engem d'Méiglechkeet ginn, dach déi Komplexitéit besser ze faassen. A wann een emol gemengt huet, et hätt ee se gefaasst, sinn erëm weider Elementer bäikomm, déi erëm eng gewëssen Nebuleuse bruecht hu par rapport zu den Elementer, déi stringent solle si par rapport zu deenen Donnéeën, déi gesammelt gi respektiv dann och verschafft ginn.

A grad eebe si mer haut och an enger Situatioun, wou mer wëssen ... an ech mengen, et ass och elo wichteg, de Message no baussen ze ginn, fir dass och d'Biergerinnen an d'Bierger dobausse wëssen, wéi eng Donnéeën elo schlussendlech gesammelt ginn an och wéi se deementspriechend genotzt ginn, dass och d'Biergerinnen an d'Bierger esou wéi mir elo a Kenntnis doriwwer sinn, wéi gesot, zu wéi engem Notze se kënne gebraucht ginn am Kader vun de Missiounen, déi d'Police huet an déi se och weider muss deementspriechend kënnen ëmsetzen.

An dat heite reit sech och e bëssen an ... A cinematografesch erënnert dat mech e bëssen un en italieenesche Regisseur, deen eng Trilogie erausbruecht huet, „Il était une fois". Dat war e bëssen engersäits d'Gesetz ronderëm de JU-CHA, d'Honorabilitéit an haut hei d'Policefichieren, wou mer effektiv dann och méi Transparenz a méi juristesch Kloerheet erabréngen a virun allem awer de Volet vun der Necessitéit a vun der Proportionalitéit och ganz kloer hei statuéieren.

Et ginn eng Rei Upassunge gemaach. An ech mengen, wat och wichteg ass – a fir e klengt Land wéi Lëtzebuerg ass et och ëmmer gutt, an dat maache mer jo rezent och am Kader vum Droit comparé –, ass, dass mer och kucken, wéi eis Nopeschlänner effektiv verschidden Donnéeën uginn a wéi eng spezifesch Gesetzgeebunge se hunn. An ech mengen, hei hu mer eis jo och ganz staark u Frankräich an och un der Belsch orientéiert, fir engersäits dann ze kucken, wat soll am Zentralfichier festgehale ginn, wéi laang personnebezunnen Donnéeë kënne conservéiert ginn, a mir preziséieren och, wéi effektiv mat deenen Donnéeë soll ëmgaange ginn a wat am Fong och d'Konditioune sinn, déi effektiv virgi ginn, fir Accès op déi Fichieren deementspriechend ze hunn.

Jo, et ass scho ganz konsequent, wann een erausliese kann hei am Gesetzestext, dass et am Fong eelef där Elementer, eelef Accèsen op Fichiere gëtt, op déi engersäits d'Police respektiv awer och fënnef aner Administratiounen kënnen zréckgräifen, fir effektiv hire Missiounen an hiren Enquêtë kënnen nozegoen.

Hei ass et och wichteg ze wëssen – an d'Rapportrice ass drop agaangen –, dass et am Zentralfichier souwuel en aktiven Deel gëtt, deen d'Police an hirem Alldag och brauch an deen och wichteg ass, an awer och e passiven Deel effektiv am Kader vun deene verschiddene Mechanismen, awer och vum Traitement vun deenen Donnéeën. An et ass och am aktiven, an deem natierlech och d'Police kann op Rapporten a Procès-verballen zréckgräifen, wa se effektiv Informatioune brauch, fir hirer Aarbecht kënnen och nozegoen. A bei deem passiven Deel, deen effektiv méi als Archiv genotzt gëtt, gëtt et awer och ganz kloer Konditiounen, ab wéini an zu wéi enge Konditiounen een deementspriechend och däerf Accès hunn. Ech mengen, et ass wichteg, dass am Kader vu lafenden Enquêten, am Kader effektiv och vu Verbriechen hei eng kloer Necessitéit ass, dass d'Police, wéi gesot, déi Fichieren notze kann.

Positiv ass awer och, mengen ech, ervirzesträichen, dass och elo kloer definéiert ass, ab wéini Donéeë vum aktiven Deel an dee passiven Deel deementspriechend och gemaach ginn, grad wann et persounebezunnen Donnéeë sinn, an – ech mengen, mir hunn et och gëschter ugeschwat am Kader vum JU-CHA – datt och d'Police elo matgedeelt kritt, wann Decisioune getraff ginn um Niveau vun der Justiz, majo, fir dass se och wëssen, dass se deene Fichiere consequemment och effektiv en anert Traitement reservéieren am Kader vun der Policeaarbecht. Ech mengen, dass dat e ganz, ganz wichtege Moment ass, fir dass och dann d'Police weess beim Traitement vun den Affären: „Ass et zu enger Verurteelung komm? Ass et zu engem Fräisproch komm? Ass et zu enger Astellung komm vun de Poursuitten?", fir och dat am Zentralfichier kënnen ze vermierken.

Ech mengen, dass dat am aktuelle System net de Fall ass an datt mat deem heite Gesetz och do déi Lacune deementspriechend zougemaach gëtt. An ech mengen, dass déi Kommunikatioun béidsäiteg vun deenen zwou Institutiounen, der Police an der Justiz och wichteg ass. A wat gradesou gutt wichteg ass, ass, mengen ech, de Biergerinnen a Bierger och Recoursméiglechkeeten ze ginn. Och dat ass de Moment net de Fall – ech mengen, och hei erëm en Element vun der Rechtsstaatlechkeet.

Här President, et gi jo och, wéi gesot, Krittäre festgehale fir d'Traitement vun deenen doten Donnéeën. An ursprünglech war am Text och virgesinn, dass d'Policebeamtinnen a -beamten automatesch Accès hätten op all Donnéeën. Effektiv, am Kader vun den Diskussiounen ass dat och deementspriechend méi limitativ gehandhaabt ginn an et goufen och déi néideg Upassunge gemaach. Och hei ass erëm gekuckt ginn: Wat ass d'Necessitéit vun den Donnéeën, op déi ee soll zréckgräifen? D'Agentinnen an d'Agenten, ech mengen, dierfen op déi Donnéeën zréckgräifen, sinn awer och gehalen, de Grond vun hire Recherchen unzeginn. Ech mengen, och dat ass e wichtegt Element vun der Retraçabilitéit vun deem Moment, wou een op Donnéeën deementspriechend zréckgräift. An och dat begréisse mer als LSAP, well een d'Grënn vun enger Consultatioun och zu engem spéideren Zäitpunkt kann novollzéien.

Ech mengen, wat och wichteg ass – an dat ass e puermol hei ugeklongen, dofir wëll ech net nach eng Kéier drop agoen –, dat ass, dass och d'Dauer vun der Späicherung deementspriechend ganz kloer ervirzesträichen ass.

Här President, mir begréissen och, dass hei och den Zäitkader definéiert gëtt, wéini effektiv déi al Zentralfichieren och an deen neien Zentralfichier migréiert ginn. Ech mengen, och iwwert Amendementer ass dat festgehale ginn.

Wat awer och ze begréissen ass, ass am Fong, dass dëse Gesetzesprojet och Strofe virgesäit am Zesummenhang mam Zougang op sensibel Donnéeën. Wann e Feelverhale virläit oder en Abus virläit, ech mengen, da gëllt et, dat ze ënnerbannen. Eng Sanktioun huet och e preventive Charakter an ass och, mengen ech, e klore Message par rapport zur Necessitéit an der Proportionalitéit, wann een Accès op déi Donnéeën huet respektiv wéini een et soll maachen a virun allem wéini een et net soll maachen. Well ech mengen, d'Erausfuerderung vun dësem Projet ass och, eng Balance ze fannen tëschent der Privatsphär vum Bierger an och enger gewëssener Flexibilitéit an der Policeaarbecht, grad am Ëmgang mat sensibelen Donnéeën an och dat am Respekt vum Dateschutz, andeem een och deementspriechend agéiert an nëmmen Zougrëff huet op Donnéeën, déi effektiv noutwendeg an deementspriechend och verhältnisméisseg zu der Situatioun sinn.

Wat awer och – an et ass och haut, gëschter, iwwert d'Mineure geschwat ginn –, mengen ech, positiv ervirzesträichen ass, dat ass, dass och déi Donnéeë vun deene Jugendlechen, déi zum Beispill effektiv a schwierege Situatioune sinn, wann déi zum Beispill eng Fugue gemaach hunn ..., dass effektiv, wa se bis groussjäreg sinn, och do keng Retraçabilitéit méi ass an de Policefichieren iwwer Momenter, déi se an hirem Liewen och deementspriechend haten.

Här President, ech kommen zum Ofschloss. Ech mengen, dat heiten ass e Projet, dee ganz kloer Kloerheet bréngt par rapport zu Daten, déi gesammelt ginn, par rapport zu Daten, déi genotzt ginn, an dat, mengen ech, am Respekt vun der Finalitéit, vun der Necessitéit a vun der Proportionalitéit, par rapport eeben zu der Trilogie vun deene Gesetzer, iwwert déi haut a gëschter hei am Haus effektiv befonnt gouf.

An ech mengen, bei Faiten, déi an der Vergaangenheet leien, do hänkt et och ëmmer dervunner of, wéi déi ausgeleucht ginn a Fonctioun vun neie Situatiounen, déi sech och deementspriechend erundroen. Et ginn och Interpretatioune vun deenen Donnéeë gemaach, ob een en Auteur huet, ob een Zeien och deementspriechend huet, ob een Affer deementspriechend ass. An ech mengen, och hei soll et dann en Zougrëff ginn, net op onnéideg Informatiounen, mee just op déi Informatiounen, déi, wéi gesot, néideg si par rapport zu den Aarbechten, déi och gebraucht ginn.

An ofschléissend wéilt ech dann och den Accord hei gi vu der LSAP-Fraktioun, well mat dësem Gesetz stäerke mer engersäits de Rechtsstaat, mir bréngen awer och hei d'Balance tëschent Sécherheet a Fräiheet. Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

Une voix | Ganz gutt!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och. An den Här Kartheiser ass scho prett. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Villmools merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech fänken och u mat engem Merci un d'Madamm Empain fir dee Rapport, dee se eis gemaach huet. Deen huet, genausou wéi d'Kommentare vun den Häre Mosar a gëschter Roth, mech och zréckversat an déi Zäit, wou mer hei relativ intensiv iwwert déi Dossieren hei diskutéiert hunn. Den Här Mosar hat jo rappeléiert, datt dat mat engem Fall, mat engem Partikularfall, ugefaang huet, déi ganz Diskussioun.

An et muss ee soen: Et ass ganz gutt! Et ass vill Guddes an dëser Diskussioun. Et ass ganz gutt, datt déi Diskussioun et erméiglecht huet, datt mer en Iwwerbléck kruten, datt d'Polizei vläicht selwer huet missen iwwerleeën, wéi déi Fichieren existéieren – am Ufank, mengen ech, waren et der 74 an esou –, wéi dat strukturéiert ass, wéi d'Zougrëffsrechter bestinn. Ech mengen, an enger Administratioun, déi et scho ganz laang gëtt, déi hir Gewunnechten huet, déi hir Strukturen huet, déi och eng Fusioun hannert sech huet, ass et vläicht heiansdo ganz gutt, eng Kéier ze iwwerpréiwen, wéi dat alles fonctionéiert, wou staark Punkte sinn, wat gutt fonctionéiert a wat muss eng Kéier iwwerdueucht ginn a reforméiert ginn, och am Liicht vun

der Entwécklung vum rechtleche Kontext, inklusiv dem Dateschutz. An deem Sënn war dat eng ganz positiv Diskussioun, déi mer hei haten, déi och eng opklärend Wierkung hat, och méi zur Transparenz bäigedroen huet. An dat war an deem Sënn e positiven Exercice.

Et muss een allerdéngs soen – an ech mengen, dat ass hei ugeklongen; all meng Virriedner hu gesot, dat wär elo ganz gutt fir den Dateschutz –: Ech mengen, esou einfach däerf een et sech net maachen! Ech hu ganz dacks bei ville Froen, déi gestallt goufen an deene Reuniounen, geduecht: U sech gëtt mat deem doten Usazpunkt, fir Froen ze stellen, eigentlech den Aspekt vun der Sécherheet a vun der Lutte contre la criminalité, déi awer Haaptaufgabe vun der Police sinn, net genuch berücksichtegt. Et ass nämlech nun eemol ganz dacks eng Konkurrenzsituatioun an e Gläichgewiicht, wat ze fannen ass, tëschent dem Dateschutz an dem Schutz vun den Eenzelnen an awer der Aufgab vun der Police, nämlech eis Sécherheet ze garantéieren.

Et war och dacks eng Naivitéit derbäi. Et huet mer dacks leedgedoen, wann ech den Dateschutzbeoptraagte vun der Police an aner Offizéier do sëtze gesinn hunn, déi eigentlech mussen erklären, firwat et wichteg ass, datt een Donnéeë muss laang kënne behalen, datt, och wann eng Affär klasséiert gëtt fir en Ugekloten, awer vläicht am Dossier Elementer sinn, déi vill méi spéit bei engem anere Fall hir Relevanz hunn an déi een dowéinst net soll läschen an déi een dowéinst net soll einfach iergendwou an e passiven Dossier maachen, well se nach kënnen an anere Kontexter relevant sinn.

(M. Fernand Etgen reprend la présidence.)

Eigentlech huet et dacks gefeelt un engem gewéinleche Versteesdemech fir d'Natur vun der Polizeiaarbecht. An dat ass eigentlech dat, wat an eisen Aen op jidde Fall ze kuerz kënnt, dat ass, fir ze verstoen, wéi eng Police fonctionéiert. An och wa se Saache wëll méi laang halen, ass dat net, fir den Dateschutz vun de Leit a Fro ze stellen, mee et ass, fir kënne laangfristeg och Elementer erëmzefannen an enger ganzer Panoplie vu Kriminalitéitsfäll, déi awer nach ëmmer relevant sinn.

Elo si mer awer – an ech wëll hei just meng Virriedner zitéieren – op eng aner Schinn gaang. D'Madamm Empain selwer hat gesot zum Schluss vun hiren Ausféierungen, de Polizist géif sech, ech zitéieren, „dräimol froen, ob en eng Donnée kann nokucke goen oder net". Jo, dat ass net esou, wéi mir wëllen d'Polizei gesinn. De Polizist soll wëssen, datt e ka kucke goen ouni Risiko, wann en dat muss maachen! Et ass net, fir d'Leit ze verousécheren, et ass, fir e rechtleche Kader och fir d'Polizisten ze fixéieren, fir datt se wëssen, a wéi engem Kader si dat däerfen. A selbstverständlech gëtt et Kontrollmechanismen, dat ass evident, mee et ass net d'Verousécherung vun der Police, déi mer wëllen, mee hir gutt Aarbechtskonditiounen.

Genausou d'Kolleege vun der CSV, wann ech mer dann esou ukucken, wat proposéiert ginn ass, wou ee kéint nach méi wäit goen: D'Durée de conservation, déi sollt méi kuerz sinn. Dat widdersprécht a ville Punkten der Noutwendegkeet vun der Polizeiaarbecht! D'Accèsen op verschidde spezialiséiert Fichiere solle méi schwéier ginn. Ass dat onbedéngt sënnvoll? D'Journalisatioun méi kloer, wat d'Zougangsmodalitéiten ugeet: also och do méi Bürokratie, méi Aschränkungen.

De Rechtsstaat besteet effektiv zu engem groussen Deel aus Dateschutz, an dat wëlle mir op kee Fall niéieren oder relativéieren, mee hei geet et eigentlech drëm, datt an esou Reformen, wéi mer et hei maachen, de Risiko besteet, datt d'Operationalitéit vun der Police, hire „Corebusiness", wéi dat heescht, a Fro gestallt ass. An dowéinst musse mer dat heiten och am A behalen a kritesch begleeden, fir ze kucken, ob mer hei dat Gläichgewiicht, wat mer alleguer gär hätten, tëschent den individuelle Rechter an den Noutwendegkeete vun der Polizeiaarbecht awer gerode hunn, richteg geroden hunn. An do hu mir Zweifel.

Mir hunn hei eng extreem Kompartimentaliséierung vun de Fichieren a vun den Zougangsrechter. Mir hunn e ganz bürokratescht Gerüst hei opgeriicht a mir hunn et schwéierfälleg gemaach, an dat ass eigentlech schued! Mir hätten eis eng einfach Modalitéit virgestallt mat gudde Kontrollmechanismen, selbstverständlech och e Rôle fir d'IGP an eng Verantwortung natierlech fir de Polizist. Et soll jo net esou sinn, datt een Date kucke geet aus Grënn, déi näischt mat den déngschtlechen Aufgaben ze dinn hunn.

Mee et muss een och e Vertrauen hunn an d'Police. Et muss een e Vertrauen hunn an d'Seriositéit vun de Beamten, déi mer jo rekrutéieren, déi mer och gutt ausbilde wëllen. An do ass heiansdo, mengen ech, déi Notioun vum Vertrauen an d'Police an deenen Diskussiounen awer ze kuerz komm.

Ech wëll just e puer Beispiller do nennen, déi engem spontan afalen, wann een dat kuckt, de Kontext. De Virriedner hat d'Bodycams genannt. Do hate mer jo dës Woch driwwer geschwat an och do hu mer gesot: „Déi Mechanisme si ganz schwéierfälleg, fir se kënnen anzesetzen. Se entspriechen net den takteschen Noutwendegkeeten am Polizeialldag. Ëffentleche Raum, privaten Raum, Signal sonore an esou weider." An dat ass och esou eng Saach, wou mir eis hei ganz staark – net zu Onrecht selbstverständlech – mam Schutz vun dem Eenzelne beschäftegen an awer déi taktesch Realitéite vum Polizeiasaz net genuch consideréieren, net genuch wierdegen, eis net kënne genuch an d'Haut vun deene Poliziste versetzen, déi Risiken op sech huelen, fir op eng Plaz ze goen, wou se geruff gi sinn, a sech dann awer musse mat bürokrateschen Obstakele confrontéiert gesinn, amplaz sech kënnen op den takteschen Asaz ze konzentréieren.

Eng aner Saach ass d'Jugend. Do ass en extreeme Schutz, wou mer awer haut wëssen, datt dat net méi de Realitéiten entsprécht. Genau dat, wat hei kritiséiert ginn ass vu Poliziste beim Happy Slapping, wéi mer hei iwwert déi Jugendkriminalitéit geschwat hunn, gëtt hei nach eng Kéier confirméiert: Et ass extreem schwiereg fir Polizisten, den Zougang zu deenen néidege Fichieren ze kréien, ausser fir d'Section protection de la jeunesse an den Agent de police judiciaire chargé d'une enquête sur le mineur concerné. Bon, déi hunn natierlech Zougang, all déi aner net. An dat ass och dat, wat deenen aneren d'Liewen esou schwéier mécht: Wa se mat engem Jugendleche befaasst sinn, hu se dacks net den Zougrëff op déi Fichieren, déi géifen erlaben, eng Vue d'ensemble ze hunn.

A mir hunn dee Problem vum Läsche vun Donnéeë bei der Majoritéit vun deene Leit, wou ganz dacks wichteg Donnéeën, ganz wichteg Donnéeën, déi och herno an hirem Liewe wichteg sinn, eng Roll spillen an déi dann awer geläscht ginn. Dat si Saachen, wou den Dateschutz bal absurd gëtt, well en dann net méi den eigentleche Sënn erfëllt, mee ufänkt, der Gesellschaft ze schueden, an och dem betreffende Jugendleche vläicht schuet, well en net méi kann esou a sengem Liewe weider begleet ginn, wéi et misst sinn.

D'selwecht mat der Autorité nationale de sécurité. Mir haten dat schonn ernimmt beim JU-CHA. Do ass et eebe fir de SREL aktuell, wann dee soll Kontrolle maachen, och ganz, ganz schwiereg. An deene Virdiskussiounen, déi mer haten iwwert dat Gesetz, iwwert d'Autorité nationale de sécurité, do sinn déi betreffend Beamten ëmmer erëm intervenéiert – a vollkommen zu Recht! –, fir eis ze soen: „Wéi solle mer eis Aufgab erfëllen? Wéi solle mer kontrolléieren, ob eng Persoun würdeg ass, Geheimnisser vun eisem Staat ze kréien, wa mer op déi dofir noutwendeg Informatioune keen Zougrëff hunn?" An och dat ass eng Absurditéit, déi mir kritiséieren, well mir musse jo awer wéinstens déi international Obligatiounen, déi mer dann hunn, fir och d'Sécherheet vun eisen Alliéierte matzegarantéieren, kënnen effikass erfëllen. Och do geet den Dateschutz ze wäit.

Eng aner Diskussioun ass déi iwwert déi automatesch Nummereschëldererkennung, och e Beispill. An anere Länner gëtt et déi. Mir kéinten dat och hei maachen. Dat ass an Holland, ech mengen, an der Belsch gëtt dat och genotzt. Dat wär ganz gutt als Mëttel géint déi grenziwwerschreidend Kriminalitéit an och dat gëtt ëmmer erëm da refuséiert, och aus Dateschutzgrënn. Mee wat hätte mer gär? Wëlle mer effikass géint d'grenziwwerschreidend Kriminalitéit virgoen? Oder och kënne Fugitiffe méi liicht erkennen op den Autobunnen? Oder setze mer den Dateschutz alt nees iwwert de Schutz vum Eenzelnen?

Eisen Androck ass deen, datt mer hei sécher probéiert hunn, no beschtem Wëssen a Gewëssen e Gläichgewiicht ze fannen tëschent deenen Exigenze vun engem effikassen Dateschutz, der Protektioun vum Bierger an den Noutwendegkeeten, fir der Police ze erlaben, eng gutt Aarbecht ze maachen. An dee staarke Verdacht ass awer deen, datt mer dat Gläichgewiicht net fonnt hunn!

Mir wäerten eis hei enthalen. Mir soen och, datt mer an deenen nächste Jore musse ganz genee am Dialog mat der Police, och mat der Justiz – och mat der Justiz – kucken, wéi sech dat heite bewäert an dann eventuell och bereet sinn, fir ze soen: Mir mussen dat esou korrigéieren, datt d'Police awer kann hir Aarbecht maachen, op eng Manéier, déi et erlaabt, hiren Optrag am Déngscht vun eise Leit, am Déngscht vun eise Bierger, optimal ze erfëllen!

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Kartheiser. A leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Goergen. Här Goergen, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. D'Virriedner si schonn op d'Geschicht vum Fichier agaangen, soudass ech dat net méi brauch ze maachen. Ech wëll awer op ee Moment agoen an der Geschicht vum Fichier, dee mer haten, an dat ass drop zréckzeféieren, dass ech déi deemools verréckten Iddi hat, emol iwwerhaapt an d'Policedirektioun dee Fichier kucken ze goen, fir dass mer als Deputéiert eis och emol eng Iddi kënne maachen, wéi dat iwwerhaapt fonctionéiert. An déi puer aus der Kommissioun, déi deemools mat waren, kënne sech nach gutt un de Konferenzraum erënneren. An ech wäert och dee Witz ni vergiessen, wéi do de Beamte sot: „Wëllt Der nach eng Taass Kaffi?" Do hu mir gesot: „Jo, mee mir hate schonn eng." Du sot en: „Jo, mee bis de Fichier elo op ass, dat dauert esou laang."

(Hilarité)

An ech mengen, dat ass e bësse de Problem, deen eis Police deemools hat an och nach haut huet, well och haut ass se do op deene Punkten net besser opgestallt, wat dat Digitaalt ugeet. An ech weess och nach genau, dass ech mech deemools als Eenzege getraut hat, fir dass mäi Fichier do konnt gewise ginn a gekuckt ginn. Bon, ech wousst jo och, dass näischt Spezielles dra wär.

Plusieurs voix | O!

(Hilarité)

M. Marc Goergen (Piraten) | Jo, jo, e war ganz clean, e war ganz clean, an dat kënnen alleguerten déi, déi deemools an der Kommissiounssëtzung do bei der Policedirektioun waren, bezeien. Mee ech war awer iwwerrascht, dass do Informatiounen dra waren, un déi ech zum Beispill ni geduecht hätt. Ech hunn zum Beispill menger Mamm eng Kéier en Handyabo kaf, wéi dat mat de Smartphones ugefaangen huet. Sou, d'Fra hat awer eng Kéier owes op der Collectrice e Wëllschwäin gesinn op der rietser Säit – déi, déi an der Kommissioun derbäi waren, wëssen dat nach – leien. Do huet déi d'Police ugeruff, fir ze warnen, dass d'Police soll laanschtfueren. Dat ass ganz normal. Dat war a mengem Fichier herno opgetaucht. Dat heescht, do war direkt eng Relatioun gemaach: „Hei, kuckt, do ass d'Nummer, dat ass awer déi ...", an dann och nach bei hir opgetaucht an esou weider.

Wësst Der, deemools war et nämlech wichteg, dass mer dat kucke waren, fir e bëssen ze verstoen, wéi déi Lienen ënnerteneen iwwerhaapt fonctionéieren. Ech mengen, de Bierger konnt sech jo emol net denken, dass, wann en urifft, well e Wëllschwäin – oder et ka jo iergendeppes anescht sinn – op der Autobunn läit, dat herno a sengem Policefichier ass. Dat huet de Bierger sech jo net virgestallt. De Bierger huet sech ëmmer virgestallt: „Jo, an deem Policefichier ass vläicht, wann ech eng komme gelooss hunn, wann ech eppes Béises gemaach hunn." Nee, och esou Hiweiser sinn erfaasst ginn.

An dofir ass et immens gutt, dass mer deemools dat Theema opgeworf hunn, fir eeben och do fir Transparenz ze suergen an eeben och déi Problematik opzewerfen, well, jo, kloer, eis Police muss informatesch gutt opgestallt sinn an eis Police muss méiglechst vill Informatiounen iwwert d'Bierger sammelen. Dat soen ech als Dateschützer och net gären, mee dat gehéiert awer nun emol derzou, fir herno d'Gangsteren ze fänken an d'Fäll ze léisen. Et muss ee just ëmmer drop oppassen, wann alleguerten déi Daten erhuewe ginn, wien dann den Zougang huet. An dat ass mat dee wichtegste Moment an deem ganze Fichier: dass ganz kloer gereegelt ass, wien an Zukunft wäert kënne wat kucken.

Am Moment ass et bei der Police jo leider nach esou, dass déi meescht Daten, wa se ënnerwee op enger Patrull sinn, via Funk ofgefrot ginn. Leider sinn déi Tablets, déi mer scho laang versprach kritt hunn, nach ëmmer net bei de Beamten ukomm, déi Handyen, déi se sollte kréien, sinn och nach nëmmen op ganz eenzelne Kommissariater an nach nëmmen an enger Testphas ukomm, soudass se dat meescht nach iwwer Funk maachen, wat awer dann de Problem ass fir deen, deen an der Operatiounszentral sëtzt, dass ëmmer deem säi Code bis elo do stoung, wann Date gekuckt gi sinn, dass guer keen Tracing, guer keng Logfiles herno do waren.

An domadder hu mir Piraten e Problem, well mir sinn der Meenung, dass eis Police wuel dierf Daten erhiewen, well si brauche se jo och fir ze schaffen, dat och international, sief et mat enger Europol oder enger Interpol, mee da muss awer och op där anerer Säit dem Bierger garantéiert sinn, dass e ka kucken, wie wéini déi Date kucke war. An domadder mengen ech net den Drogendealer oder de Gangster, dass deen direkt gewarnt gëtt! Nee, et geet dorëms, dass de Bierger, dee sech näischt zuscholde komme gelooss huet, no enger gewëssener Zäit ka kucke goen, wie wou a sengem Dossier war. Dat ass eppes ganz Normales, wat Der zum Beispill och um MyGuichet, bei all Gemeng, Gesondheetskeess an esou weider fannt, an dat ass och de Prinzipp, dee mir bei engem – sief et elo Justiz oder Police – Fichier wëlle gesinn.

Dofir fanne mer et och net gutt, dass hei alt nees gewielt ginn ass, dass d'Logfiles géife geläscht ginn no fënnef Joer. Ech kann awer hei eng aner Ried huele wéi gëschter zur Justiz, well de Staatsrot huet jo opgeworf, dass d'Justiz eng aner Formule gewielt huet. Do ass et op déi fënnef Joer genau an hei ass et no laangen Diskussiounen op „au moins cinq ans", woumat mir eis och méi kënnen ufrënnen, well – ech weess, ech hunn dat an der Kommissioun jo och als Äntwert krut – am Moment de politesche Wëllen net do ass vun der Majoritéit, fir d'Logfiles méi laang wéi fënnef Joer ze halen. Mee aus technesche Grënn hu se „au moins" gesot.

Mee eis politesch Hoffnung ass awer do, dass deem neie Minister vläicht den Dateschutz méi um Häerz läit an deementspriechend dat „au moins fënnef Joer" emol net am Gesetz misst geännert ginn. Dat kéint een einfach informatesch iwwer e Knäppche léisen. A wann en neie Policeminister sollt d'Chance hunn nom 8. Oktober, kéint een automatesch direkt méi Dateschutz ëmsetzen. Mir wäerten dëst Gesetz och haut matstëmmen, well hei e klore Kader geschaf gëtt. Dat ass e Problem gewiescht, wéi mer d'Diskussioune mam Fichier ugefaangen hunn, dass de Kader gefeelt huet, den Dateschutz huet gefeelt.

Ass dee Kader elo, wéi mir eis e genau virgestallt hunn? Nee, mee et kritt een ni zu 100 %, wat ee gären an engem Text hätt. Mee mir kënnen awer mat dësem Text ganz gutt liewen. Et ass eeben elo just d'Fro ... Ech kann elo der Madamm Tanson déi schlecht stellen, mee d'Fro ass jo eigentlech, wéi d'Police et herno ëmsetzt. Well dat ass déi grouss Erausfuerderung, déi d'Police wäert hu mat deenen Tabletten, mat deene moderne Statiounen, déi d'Poliziste solle kréien, wou dat iwwerhaapt alles am Moment drun ass. Well mir kréien ëmmer gesot ... Et war jo e Consultant bei der Police elo virun zwee Joer, mengen ech, fir ee Joer agestallt, deen dat Ganzt sollt iwwert d'Bün bréngen. Mir kréien ëmmer esou schéin an der Kommissioun gesot: „Dat kënnt iergend eng Kéier", mee den „iergend eng Kéier" ass elo och scho fënnef Joer erëm ëm!

Mir waren dee Fichier kucken. Dee leeft, wéi wann Der e Computer hätt vu virun 10, 15 Joer! Eis Beamte brauchen awer ... Wa se wëllen effikass all Dag am Déngscht schaffen, ass dee Policefichier hei deen éischten Outil, mee si mussen dat awer och elo iergendzwousch – fir et mat deem Gesetz vu virdrun ze soen – „a Musek ëmzesetzen", well déi mussen dat jo um Terrain kënnen uwenden. Wat bréngt eis e Fichier, wann de Polizist net déi néideg Outilen huet, fir dat ze maachen?

Ech weess, Madamm Tanson, Dir kënnt mer elo do schwéierlech drop äntweren. Ech wäert dann an der nächster Legislaturperiod, wien och ëmmer ...

Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice | Nee, mee mir kënne jo och dat, wat proposéiert war, maachen, dass Der muer nach d'Diskussioun weiderféiert, wann den Här Kox erëm do ass.

M. Marc Goergen (Piraten) | Oder dat, oder dat. Ech wollt elo proposéieren, dass ech deem nächste Policeminister dann déi Froen nach eng Kéier stellen ...

(Interruption)

Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice | Dat ass jo och vläicht den Här Kox.

M. Marc Goergen (Piraten) | Dat loossen ech elo ganz oppen.

(Hilarité)

Do huet jidderee säi Wonschkandidat, Dir vläicht en anere wéi ech.

(Interruptions)

... mee dass ech dann deem nächste Policeminister déi Froe ka stellen an da vläicht den Tablet an alleguerten déi informatesch Outilen endlech ëmgesat ginn, elo wou mer haut den éischte Schratt gemaach hunn.

Merci.

M. Sven Clement (Piraten) | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Goergen.

Ech wëll d'Madamm Justizministesch froen, ob se eppes wëll soen.

Prise de position du Gouvernement

Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice, en remplacement de M. Henri Kox, Ministre de la Sécurité intérieure | Also, ech hat jo och gesot, ech kéint elo hei net Positioun huelen, well et net mäin Dossier wär. Dat heescht, wann elo de Wonsch ass, nach op Froe muer Äntwerten ze kréien, dann ... Den Här Kox hat jo gesot, e wier disponibel, fir dann um 14.00 Auer ze kommen, fir dass Der kéint déi Diskussioun do nach am Detail weiderféieren.

Fir de Rescht huet e mer gesot – en hat elo nach keng Zäit, mer dann ze äntwerten op dem Här Goergen seng Fro; esou séier geet dat jo net –, dass en Iech alleguerte Merci seet fir déi konstruktiv Aarbecht, déi hei an deem Dossier geschitt ass, an dann och déi breet Zoustëmmung, déi elo de Mëtten hei koum fir deen Text, deen en däitlech bessere Kader fir den Dateschutz gëtt, esou wéi gëschter och schonn am JU-CHA-Text, soudass ech déi lescht spatz Bemierkunge vum Här Goergen a puncto Policeminister, dee sech da méi fir den Dateschutz géif interesséieren, awer e bëssen ... Ech muss soen, dass ech dat wierklech net suivéiere kann, well den Här Kox huet sech extreem agesat, fir hei dee Kader ze schafen, dee bedeitend méi dateschutzfrëndlech ass wéi dat, wat viru fënnef Joer de Fall war.

A voilà, dofir merci vu senger Säit fir Är konstruktiv Diskussioun.

M. Fernand Etgen, Président | Merci der Madamm Justizministesch. Parole après ministre fir den Här Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Jo, ech wollt just kuerz dorobber reagéieren. Dir wësst, ech schätzen den Här Kox, mee als Pirat huet een nun emol aner Visiounen an Iddien, wat den Dateschutz ubelaangt. Dat heiten ass e gudde Kompromëss – nenne mer et esou –, mee mir hunn aner Standarden, wat den Dateschutz ubelaangt. Merci.

Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice, en remplacement de M. Henri Kox, Ministre de la Sécurité intérieure | Jo, et ass effektiv gutt, dass een an deem Dossier weess, wou Der stitt.

(Hilarité)

Wat den Här Kox ... Den Här Kox huet mer awer elo ...

M. Sven Clement (Piraten) | Wann Der Iech Zäit geholl hätt, de Programm ze liesen, wéisst Der et och an deenen aneren Dossieren!

Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice, en remplacement de M. Henri Kox, Ministre de la Sécurité intérieure | Den Här Kox huet mer ... O, ech hunn am Moment aner Lektüren. Den Här Kox huet mer awer nach geschriwwen, dass alles an der Ëmsetzung wier – fir op Är Fro ze äntwerten –, an et si jo och sechs Méint,

souwäit ech informéiert sinn, bis de Projet a Kraaft trëtt, an da misst dat och alles lafen. Voilà!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Tanson.

Ech mengen, da kënne mer elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7741 kommen. Den Text steet am Document parlementaire 7741[12].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7741 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Mir maachen de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass mat 56 Jo-Stëmme bei kenger Nee-Stëmm an 3 Abstentiounen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par M. Laurent Mosar), Paul Galles (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Léon Gloden (par M. Jean-Paul Schaaf), Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel (par M. Claude Wiseler), Aly Kaes (par M. Marc Lies), Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par M. Marc Spautz) ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Gusty Graas) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton (par Mme Cécile Hemmen), Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova (par Mme Djuna Bernard), M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Se sont abstenus : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser et Fred Keup.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Domadder si mer um Enn vun der Sitzung fir haut ukomm. D'Chamber kënnt muer de Mëtten um 14.00 Auer nees zesummen.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 19.27 heures.)

71e séance

Présidence : M. Fernand Etgen, Président | M. Mars Di Bartolomeo, Vice-Président

Sommaire

1. **Ouverture de la séance publique** p. 44

   M. Fernand Etgen, Président

2. **7741 – Projet de loi portant modification :**

   1° de la loi modifiée du 18 juillet 2018 sur la Police grand-ducale ;

   2° de la loi modifiée du 18 juillet 2018 sur l'Inspection générale de la Police ;

   3° de la loi du 1er août 2018 relative au traitement des données des dossiers passagers ;

   4° de la loi modifiée du 5 juillet 2016 portant réorganisation du Service de renseignement de l'État ;

   5° du Code pénal (suite) p. 44

   Prise de position du Gouvernement (suite) : M. Henri Kox, Ministre de la Sécurité intérieure

3. **7937 – Projet de loi relative au logement abordable et modifiant :**

   1° la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement ;

   2° la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain ;

   3° la loi modifiée du 25 mars 2020 portant création du Fonds spécial de soutien au développement du logement ;

   4° la loi du 30 juillet 2021 relative au Pacte logement 2.0 ;

   5° la loi du [XXX] relative aux aides individuelles au logement p. 45

   Rapport de la Commission du Logement : Mme Semiray Ahmedova (intervention de M. Sven Clement)

   Discussion générale : M. Marc Lies (interventions de M. François Benoy, Mme Nancy Arendt épouse Kemp et Mme Octavie Modert) (dépôt des motions 1 et 2) | Mme Barbara Agostino | M. Yves Cruchten | M. Fernand Kartheiser (interventions de Yves Cruchten et M. Gilles Baum) | Mme Nathalie Oberweis | M. Sven Clement | M. Roy Reding

   Prise de position du Gouvernement : M. Henri Kox, Ministre du Logement

   Vote sur l'ensemble du projet de loi 7937 et dispense du second vote constitutionnel

   Motion 1 : Mme Semiray Ahmedova | Mme Nathalie Oberweis | M. Marc Lies

   Vote sur la motion 1 (rejetée)

   Motion 2 : Mme Semiray Ahmedova | Mme Nathalie Oberweis | M. Marc Lies | M. Sven Clement | M. Henri Kox, Ministre du Logement

   Vote sur la motion 2 (rejetée)

4. **7938 – Projet de loi relative aux aides individuelles au logement** p. 59

   Rapport de la Commission du Logement : Mme Semiray Ahmedova

   Discussion générale : M. Marc Lies | Mme Barbara Agostino | M. Mars Di Bartolomeo | M. Fernand Kartheiser (interventions de M. Mars Di Bartolomeo, M. Sven Clement et Mme Stéphanie Empain) | Mme Nathalie Oberweis (intervention de M. Henri Kox, Ministre du Logement) | M. Sven Clement

   Prise de position du Gouvernement : M. Henri Kox, Ministre du Logement

   Vote sur l'ensemble du projet de loi 7938 et dispense du second vote constitutionnel

5. **7880 – Projet de loi sur l'organisation de l'Armée luxembourgeoise et modifiant :**

   1° la loi modifiée communale du 13 décembre 1988 ;

   2° la loi modifiée du 27 juillet 1992 relative à la participation du Grand-Duché de Luxembourg à des opérations pour le maintien de la paix et des opérations de prévention, ainsi que de gestion de crise ;

   3° la loi modifiée du 9 décembre 2005 déterminant les conditions et modalités de nomination de certains fonctionnaires occupant des fonctions dirigeantes dans les administrations et services de l'État ;

   4° la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État p. 64

   Rapport de la Commission de la Sécurité intérieure et de la Défense : Mme Stéphanie Empain (interventions de M. Fernand Kartheiser) (dépôt de la motion 1)

   Discussion générale : Mme Diane Adehm (dépôt de la motion 2) (dépôt de la demande de vote séparé sur l'article 32 du projet de loi 7880) (interventions de M. François Bausch, Ministre de la Défense, et M. Dan Kersch) | M. Gusty Graas | Mme Lydia Mutsch | Mme Nathalie Oberweis | M. Marc Goergen

   Prise de position du Gouvernement : M. François Bausch, Ministre de la Défense | Mme Diane Adehm (parole après ministre) | M. le Ministre François Bausch (interventions de M. Gilles Roth) | Mme Diane Adehm (parole après ministre) (interventions de M. le Ministre François Bausch) | M. le Ministre François Bausch | Mme Stéphanie Empain (parole après ministre) | M. le Ministre François Bausch | M. Marc Goergen (parole après ministre) (intervention de M. le Ministre François Bausch) | M. le Ministre François Bausch (interventions de M. Marc Goergen et Mme Nancy Arendt épouse Kemp) | M. Marc Goergen (parole pour fait personnel) | M. le Ministre François Bausch (interventions de M. Sven Clement)

Vote séparé sur l'article 32 du projet de loi 7880 (intervention de M. Sven Clement) (adopté)

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7880 et dispense du second vote constitutionnel

Motion 1 : M. Gilles Roth | M. François Bausch, Ministre de la Défense | M. Gilles Roth | M. le Ministre François Bausch | M. Gilles Roth

Vote sur la motion 1 (adoptée)

Motion 2 : Mme Stéphanie Empain | Mme Diane Adehm

Vote sur la motion 2 (rejetée)

6. **8221 – Projet de loi portant sur la construction des nouvelles infrastructures pétrolières à l'aéroport de Luxembourg** **p. 78**

Rapport de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics : Mme Jessie Thill

Discussion générale : M. Marc Spautz | Mme Barbara Agostino | M. Carlo Weber | M. Marc Goergen

Prise de position du Gouvernement : M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8221 et dispense du second vote constitutionnel

7. **7985 – Projet de loi modifiant :**

1° la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques ;

2° la loi modifiée du 5 juin 2009 relative à la qualification initiale et à la formation continue des conducteurs de certains véhicules routiers affectés aux transports de marchandises ou de voyageurs ;

3° la loi modifiée du 25 juillet 2015 portant création du système de contrôle et de sanction automatisés ;

4° la loi modifiée du 16 avril 2003 relative à l'assurance obligatoire de la responsabilité civile en matière de véhicules automoteurs ;

5° la loi modifiée du 19 décembre 2014 facilitant l'échange transfrontalier d'informations concernant les infractions en matière de sécurité routière ;

6° la loi modifiée du 6 mars 1965 concernant les taxes à percevoir sur les demandes en obtention des documents prescrits pour la mise en circulation et la conduite de véhicules ;

7° la loi du 11 février 2022 portant création d'une carte de stationnement pour personnes handicapées **p. 79**

Rapport de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics : Mme Chantal Gary

Discussion générale : M. Marc Spautz (intervention de Mme Josée Lorsché) | Mme Barbara Agostino | M. Carlo Weber | M. Marc Goergen (intervention de M. Dan Kersch)

Prise de position du Gouvernement : M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics (intervention de Mme Nancy Arendt épouse Kemp)

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7985 et dispense du second vote constitutionnel

8. **8112 – Projet de loi modifiant la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques** **p. 82**

Rapport de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics : Mme Chantal Gary

Discussion générale : M. Marc Spautz | Mme Barbara Agostino | M. Carlo Weber | M. Marc Goergen

Prise de position du Gouvernement : M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

M. Sven Clement

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8112 et dispense du second vote constitutionnel

9. **8142 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles** **p. 84**

Rapport de la Commission de l'Environnement, du Climat, de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire : M. François Benoy (interventions de Mme Nancy Arendt épouse Kemp et M. Sven Clement)

Discussion générale : Mme Martine Hansen (dépôt des amendements 1 et 2) (intervention de M. François Benoy) | M. Gusty Graas | Mme Cécile Hemmen | Mme Myriam Cecchetti (intervention de M. Sven Clement) | M. Marc Goergen

Prise de position du Gouvernement : Mme Joëlle Welfring, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

Amendement 1 : M. François Benoy

Vote sur l'amendement 1 (rejeté)

Amendement 2 : Mme Martine Hansen

Vote sur l'amendement 2 (rejeté)

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8142 et dispense du second vote constitutionnel

10. **Discours de fin de législature de M. le Président** **p. 91**

M. Fernand Etgen, Président | M. Jean-Marie Halsdorf | Mme Nathalie Oberweis | M. Gilles Roth | Mme Joëlle Welfring, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

Au banc du Gouvernement se trouvent : M. François Bausch, Vice-Premier Ministre ; M. Henri Kox et Mme Joëlle Welfring, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 14.01 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Fernand Etgen, Président | Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

(Négation)

Dat ass net de Fall.

2. 7741 – Projet de loi portant modification :

1° de la loi modifiée du 18 juillet 2018 sur la Police grand-ducale ;
2° de la loi modifiée du 18 juillet 2018 sur l'Inspection générale de la Police ;
3° de la loi du 1er août 2018 relative au traitement des données des dossiers passagers ;
4° de la loi modifiée du 5 juillet 2016 portant réorganisation du Service de renseignement de l'État ;
5° du Code pénal (suite)

Da géif ech direkt d'Wuert un den Här Minister Kox ginn, deen nach eng Äntwert – oder e puer Äntwerten – schëlleg war op zwou Froe vum Här Marc Goergen gëschter beim leschte Punkt vum Ordre du jour iwwert d'Policegesetz. Här Kox, Dir hutt d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement (suite)

M. Henri Kox, Ministre de la Sécurité intérieure | Majo, merci, Här President. Ech wollt awer nach eng Kéier drop agoen, dass ech gëschter leider verhënnert war an net méi konnt op Lëtzebuerg kommen, well de Fliger ausgefall war. Dofir wollt ech mech awer hei nach eng Kéier entschëllegen, awer och Merci soen alleguerten deenen, déi un deem Gesetz matgeschafft hunn. Ech weess, heiansdo hu mer ganz vill a kontrovers diskutéiert, mee et ass esou, wéi gëschter an der Debatt gesot ginn ass, dass mer hei zesummen e gudden, en equilibréierte Projet elo ausgeschafft hunn – zesumme wierklech! Et war exceptionnel an dofir soen ech alleguerten deene Leit, déi hei wierklech konstruktiv, cibléiert, jo, kontrovers doriwwer diskutéiert hunn, en décke Merci.

An do war nach eng Fro – oder zwou – iwwert d'Ëmsetzung a sech vun deem Projet selwer, well den Här Goergen huet gesot: „Mir waren deemools – 2019 – och do kucken." Jo, 2019, dat war effektiv déi al Generatioun, mee säitdeem ass direkt dru geschafft ginn an et ass ab dem 1. Juli 2020 de ganze Fichier schonn ëmgesat ginn an den 01.01.2021 ass deen neie Programm mat deem neie Fichier och – also mat där aler Architektur – ëmgesat ginn.

Dann zu der Ëmsetzung vun deem Gesetz: Dat ass de Projet POLIS. Dat wëllt bedeiten, dass de Budget huet missen extreem an d'Luucht gesat ginn, fir dat alles ëmzesetzen. Ech wëll Iech just de Chiffer nennen: An deenen dräi Joer huet de Budget – ass nozeliesen an, jo, eisem järleche Budget – am Ganzen 19 Milliounen ausgemaach. POLIS beinhalt dann all déi Technicitéiten, fir dat ëmzesetzen. Dofir ass dat amgaang. Dat wäert elo am Hierscht kënnen ëmgesat ginn, well d'Soumissioune konnten elo eréischt fäerdeg gemaach ginn, well mer d'Gesetz dann och hunn. An do gëtt direkt probéiert, mat deenen, déi dann dee Projet hunn an ëmsetzen, dat dann a Musek ëmzesetzen.

Dann zu de Laptoppen: Dat féiert een net einfach esou an. Dofir ass d'Policeschoul mat 1.300 Laptoppen ausgerüst; all neie Policeschüler ass do all Dag

schonn dermat impliziéiert an déi Laptoppe wäerten dann no an no an den Alldag mat integréiert ginn.

Et sinn aner Projeten nach ugelaf. A gëschter wollt ech awer och nach drop äntwerten, wat d'Handyen ubelaangt. Jo, et sinn am Ganzen elo 2.300 Handyen ugeschaaft ginn an déi ginn elo no an no un all – sämtlech – Polizisten, sief et am Zivill, sief et uniforméiert, ausgedeelt. Mee dat mécht een net einfach esou aus dem Handgréff, well do muss natierlech och déi Architektur hannendru passen, de Luxchat zum Beispill. Well et hätt wéineg Sënn gemaach, eis Poliziste mat engem Handy auszerüsten, wa mer duerno op WhatsApp gaange wären! Dofir ass et wichteg, dass d'Securiséierung hannendru steet. Dat heescht, d'Police ass mam POLIS gutt opgestallt, fir dat esou séier wéi méiglech ëmzesetzen.

Dat ass nach déi Äntwert, déi ech da wollt ginn. An dofir nach eng Kéier villmools merci fir d'Debatt vu gëschter. Ech hu se ënnerwee gelauschtert. An nach eng Kéier: Entschëllegt, dass ech net konnt derbäi sinn!

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Minister Kox fir déi do Prezisiounen.

3. 7937 – Projet de loi relative au logement abordable et modifiant :

1° la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement ;

2° la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain ;

3° la loi modifiée du 25 mars 2020 portant création du Fonds spécial de soutien au développement du logement ;

4° la loi du 30 juillet 2021 relative au Pacte logement 2.0 ;

5° la loi du [XXX] relative aux aides individuelles au logement

Da kënne mer elo bei den éischte Punkt vum Ordre du jour vun haut kommen, de Projet de loi 7937 iwwert d'bezuelbar Wunnengen. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. An d'Wuert huet elo direkt d'Madamm Rapportrice vun dësem Projet de loi, déi honorabel Madamm Semiray Ahmedova. Madamm Ahmedova, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission du Logement

Mme Semiray Ahmedova (déi gréng), rapportrice | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, Dir Dammen an Dir Hären, ech stellen Iech haut e relativ technesche Projet vir, mee et ass e ganz wichtege Projet. Ech hu 15 Minutten, fir eng ronn 100 Artikelen ze resüméieren. Mir schwätze scho méi laang vun abordabele Logementer, mee Abordabilitéit war esou am Gesetz nach net verankert. Bei dësem Gesetz begréisse mir och eng Rëtsch weider nei Definitiounen, déi eng Dynamik am Secteur Logement wäerte mat sech bréngen. All Acteuren, ob staatlech, kommunal oder ASBLen, kréien hei e kloren an och en eenheetleche Kader. An domadder séchere mir och déi staatlech Hëllefen am Bau oder och fir d'Verdeelung vun deene Wunnengen of. Well just, wa mir e kloert Reglement hei zu Lëtzebuerg vun eisem Lëtzebuerger Modell hunn, kënne mer dat och esou zu Bréissel justifizéieren an argumentéieren.

D'Zil vum Gesetz ass et, de Grondsteen ze leeë fir eng méi ambitiéis Entwécklung vu Wunnengen, déi an d'Abordabilitéit wäerte falen, an domadder d'Gerechtegkeet an der Gesellschaft och ze stäerken. Fir dëst ze erreechen, féiert de Projet zu enger Revisioun an enger Ännerung vum Gesetz vum 25. Februar 1979. Dir gesitt, wéi laang et schonn hier ass, dass fir d'lescht dëst Gesetz ugepak gouf.

Ech zielen Iech puer Schlësselelementer vum Gesetz op, fir datt et och méi kloer ass: eng Modernisatioun an Upassung vum finanzielle Bäitrag, deen „aides à la pierre" heescht; d'Aféierung vun de Konzepter vum „bailleur social" a vum „bail abordable"; d'Aféierung vun engem kloren an eenheetleche Prozess a Krittäre fir d'Verdeelung vun de subventionéierte Mietwunnengen; d'Definitioun vum bezuelbare Loyer an d'Mise en place vun engem „registre national des logements abordables", vläicht besser bekannt ënnert der Ofkierzung RENLA.

Et si sechs grouss Kapitelen an ech wäert se een nom aneren opféieren. Dat éischt grousst Kapitel ass dat iwwert de Promoteur social. D'Notioun vun engem „soziale Promoteur" gëtt elo schonn am Gesetz definéiert, am 1979er Gesetz, mee elo schwätze mir vun „ëffentleche Promoteuren" an och „promoteurs sans but de lucre". Ëffentlech Promoteure sinn eligibel, fir kënne bezuelbar Wunnengen ze verkafen an an d'Locatioun ze setzen an dofir Subventiounen ze kréien. Par konter däerfe Promoteuren, déi sans but de lucre sinn, exklusiv Mietwunnenge bauen an zur Verfügung stellen an dofir Subventioune kréien. D'Verdeelungskonditioune vu béide sinn natierlech déi selwecht. Et ass awer och virgesinn, datt sozial Promoteuren oder staatlech Entwécklungsgesellschaften – zum Beispill de FUAK, dee vläicht besser bekannt ass –, déi elo scho Wunnengen hunn, déi nach net an der Abordabilitéit verlount sinn, dat och elo kënne maachen, an dat fir eng minimal Dauer vun néng Joer.

De „régime des aides à la pierre" ass vereinfacht a standardiséiert ginn. All Promoteur social profitéiert elo vum selwechte maximalen Taux vu 75 % Subventiounen, déi vum Staat ausbezuelt ginn. Eng Ausnam sinn hei Wunnenge fir Demandeurs de protection internationale a fir Flüchtlingen. Hei si mer bei ganzer 100 %.

Wunnengen, déi vu Subventioune profitéieren, mussen och op d'mannst 40 Joer an der Abordabilitéit bleiwen. Dat dréit natierlech derzou bäi, datt déi konsequent Ausgabe vum Staat och justifizéiert sinn. Wärend däser Period kann och déi Wunneng renovéiert ginn an de Promoteur kritt dee Moment och eng zousätzlech Subventioun dofir.

Et muss een hei bemierken, datt déi Vente vun abordabele Wunnenge just ënnert der Form vun enger Emphyteos geschitt. D'Réckkafrecht läit bei der ëffentlecher Hand an dofir kann den Terrain eben net un de fräie Marché verluer goen. Esou stäerke mir natierlech eise Park vun abordabele Wunnengen a mir ginn eng gewësse Garantie fir déi zukünfteg Generatiounen, e Logement ze kréien.

„Un cahier des charges technique et architectural pour les logements abordables": Mat der Iddi, eng gewëssen Homogenitéit an der Qualitéit vu bezuelbare Wunnengen an an der Effizienz vun den ëffentlechen Invester ze garantéieren, ass et gesetzlech elo festgehalen, datt mer e Kader setze fir déi urban Entwécklung vun de Quartieren. Eng Kommissioun – natierlech ënnert der Tutelle vum Logementsministère oder eben deem Ministère, deen de Logement a sengen Attributiounen huet – gëtt opgebaut, fir natierlech e Conseil fir déi Promoteur-sociallen ze maachen, awer och fir de Minister.

An dësem Cahier des charges ginn déi verschidden technesch an urbanistesch Krittäre festgehalen. Just fir Iech e Beispill ze nennen: Parkplazen, Garagen, Carporten an esou weider hunn e Käschtepunkt, deen net negligeabel ass. An hei ass et wichteg, datt mer ëmmer déi reell Zuel, déi reell Besoine vum Quartier, kennen an net kënschtlech dat Ganzt opwäerten. Dat ass och d'Zil vum Cahier des charges. An natierlech, e weidert Zil ass et och, zentral Léisungen an Alternativen ze fannen, wéi zum Beispill e Carsharing.

Domadder kommen ech zum Punkt 2 vun dësem Gesetz: „bailleur social". Mir féieren den neie Begréff vun engem „bailleur social" an. De Bailleur social ass déi Instanz, déi d'Gestioun vun den abordabele Mietwunnenge vermëttelt. Dës Mietverwaltung – kann ee soen – huet och verschidde Facetten, engersäits natierlech déi Subventioune vun den Aides à la pierre an anersäits natierlech déi mënschlech Komponent.

Opgrond vun der Wichtegkeet vum Rôle vun dësem Bailleur social muss deen och natierlech en Agrement vum Ministère kréien. Dat ass virun allem wichteg, well mer hei wëllen e qualitative Service ubidden. Et gëtt och hei Ausnamen an dat wier fir Logementer fir Bénéficiaires de la protection subsidiaire, „logements dédiés aux étudiants", „logements dédiés aux membres d'une société coopérative" a „logements dédiés aux salariés".

Da kommen ech zu der Kompensatioun vum Promoteur social an dem Bailleur social – kuerz: zu de finanzielle Fluxen. Hei hunn ech misse wierklech dräimol ufänken, well et ass zimmlech komplex, déi ganz Prozedur. Also, de Promoteur social kritt jo engersäits Sue vun den Aides à la pierre vum Staat, déi a senger Konventioun virgeschriwwe sinn an déi beim Fäerdegstelle vun der Wunneng ausbezuelt ginn. Anerersäits kritt de Promoteur social vum Bailleur social, deem, deen d'Wunnenge geréiert, eng „rémunération du capital investi". Dëse Montant gëtt natierlech och alljoers un d'Inflatioun ugepasst. Ausserdeem bezilt de Bailleur social dann och Frais-d'exploitationen.

Dës Ausgabe bezilt de Bailleur social iwwert d'Recetten, déi en iwwert de Bail abordable vum Locataire kritt. Natierlech kann et och zu Defizienze kommen, Defizienz...

(Interruption)

Defiziter, voilà. Dat ass méi einfach, merci.

... zu Defiziter kommen, an do ass et natierlech och esou virgesinn, datt de Staat hei aspréngt, well schlussendlech schwätze mer vun enger Déngschtleeschtung, déi vun der ëffentlecher Hand gedroe gëtt.

Den drëtte Punkt ass: „gestion locative sociale". De Konzept vun der Gestion locative sociale, GLS – net den Auto –, bekannt schonn ënnert dem Gesetz vun 1979, ...

(Hilarité)

... ass hei iwwerholl mam Zil, eidel Wunnengen eeben ze mobiliséieren. Jo, well ech wollt soen: „GLS" ass vläicht besser bekannt wéi „Gestion locative sociale" – mee net den Auto eeben.

(Brouhaha)

Wat nei derbäikënnt, sinn e puer Reegelen, ...

M. Sven Clement (Piraten) | Ech denken do ëmmer un de Livreur.

Mme Semiray Ahmedova (déi gréng), rapportrice | ... déi eeben d'Mise à disposition besser encadréieren. Als Erënnerung: Mir hunn hei am Joer 2022 eleng duerch de Mechanismus 1.200 Wunnenge mobiliséiert a konnte se esou de Leit zur Verfügung stellen, déi eeben näischt um fräie Marché konnte fannen.

D'Virdeeler vun der GLS si fir de Proprietär u sech multipel: eng Garantie vum Loyer, e steierfräie Loyer, Encadrement vun de Locatairen, Disponibilitéit vun der Wunneng an Ënnerhalt vum Gebai.

Domadder kommen ech zum Punkt 4, de Methoden a Krittäre fir d'Attributioun vun de bezuelbare Mietwunnengen. Wat elo d'Zoudeelung vun den abordabele Wunnengen ugeet, also deene Wunnengen, déi mat den Aides à la pierre gebaut goufen, hu mer zwou verschidden Distributiounsaart a -weisen. Déi eng ass d'Attribution universelle an déi aner ass eng Attribution libre vu Logements dédiés.

Ier ech ob déi zwee Mechanismen aginn, wëll ech awer kuerz rappeléieren, firwat mer dës Methode missten esou festhalen. Mir befannen eis hei an engem Kontext vun den Aides d'État, also wou mer mat Sue vum Staat schaffen. Déi Bréisseler Reegelen – notamment den Arrêt Altmark, awer och déi Decisioun vun der Kommissioun 21 aus dem Joer 2012 – hale fest, datt ëffentlech Gelder natierlech fir den Intérêt général däerfen agesat ginn. Mee natierlech muss een hei oppassen, datt keen Abus gedriwwe gëtt, a mir mussen och am Konkurrenzrecht bleiwen.

Natierlech huet dee Punkt fir e puer Diskussiounen an der Logementskommissioun gesuergt, mee ech mengen, schlussendlech, no e puer Textännerungen an e puer Upassungen, si mer zu engem klore Kader komm an zu engem Kompromëss komm, wou de Bailleur genuch Autonomie huet a gläichzäiteg d'Attributioun och e klore Kader kritt.

(Interruption)

Domadder kommen ech zu der universeller Attributioun. Déi gëtt iwwert de Bailleur social gemaach, deen de RENLA, de Registre national, wäert consultéieren an eng sozial Enquête wäert maachen. Hei gi verschidde Krittären, déi natierlech explizitt a mengem schrëftleche Rapport definéiert sinn, gekuckt wéi zum Beispill d'Urgence, d'Composition du ménage, déi geografesch Lag, wou déi Leit momentan wunnen et cetera. De Bailleur muss an deem Fall déi sozioekonomesch Allokatiounskrittäre berücksichtegen. Déi Decisioun vun der Attributioun ass dem Bailleur iwwerlooss, deen natierlech vu Fall zu Fall muss kucken, an dofir gëtt och eng Consultatiounskommissioun op d'Bee gestallt, fir dat nach besser ze kadréieren.

D'Attribution libre ass virgesi fir d'Logements dédiés an de Contingent libre. Ech kommen nach eng Kéier dozou, fir dat méi explizitt ze erklären. Dat ass awer fir déi Leit, déi am Prinzipp en Accompagnement oder Ausstattunge brauchen, déi extra sinn.

Ech zielen Iech déi aacht verschidde Kategorië vu Logements dédiés op: „logements dédiés aux demandeurs de protection internationale, aux réfugiés et personnes pouvant bénéficier de la protection subsidiaire"; zweetens Studentewunnengen; drëttens „logements dédiés aux personnes bénéficiant d'un accompagnement social rapproché par le bailleur social"; Wunnenge fir Jonker; Wunnenge fir méi eeler Leit ab 60; Wunnenge fir Membere vun enger Gesellschaft/Kooperativ; Wunnraum fir Mataarbechter vun de soziale Promoteuren; an den aachte Punkt wieren d'„logements dédiés dits de réserve".

De Contingent libre ass par konter virgesinn, wann e Bailleur social wierklech vill Wunnengen zur Verfügung huet. Ab 200 Wunnengen huet en e Recht, 10 % vu senge Wunnengen no eegene Krittären auszedeelen, a wann e bis bei 500 Wunnenge läit, huet e 25 % zegutt.

Hei gëtt och de RENLA natierlech consultéiert, mee dat sinn net déi primär Krittären, déi gekuckt ginn, well hei schwätze mer wierklech e ganz aneren Zilgrupp un.

An domadder kommen ech zum Punkt 5: „bail abordable". Dësen Deel definéiert d'Spezifissitéite vun der bezuelbarer Locatioun. D'Method fir d'Berechnung vum Loyer ass esou festgeluecht, datt eng gläichberechtegt Behandlung méiglech ass fir Celibatairen, Monoparentallen, Groussfamilljen et cetera. Do hu mer wierklech eng gemeinsam Basis – an eng gerecht Basis – ausgeschafft. De bezuelbare Loyer gëtt berechent, andeems den Taux d'effort par rapport zum Akommes vum gesamte Stot applizéiert gëtt. Dat heescht, fir eng Rechnung ze soen: De Loyer abordable brut ass den Taux d'effort mol de Revenu net disponible mensuel vum Stot.

D'Zil ass et, datt d'Communauté domestique e würdegt Liewe ka féieren. Et gëtt also fir all Situatioun e Loyer determinéiert, deen der konkreeter Situatioun vum Stot Rechnung dréit an an engems och dräi Krittäre weider berücksichtegt, déi ech Iech wäert elo opzielen.

(Brouhaha)

Den éischte Krittär ass: Wann ee méi wéi de REVIS kritt, dann ass de Loyersmontant op 1.200 Euro plafonéiert „par unité de consommation" ...

M. Fernand Etgen, Président | Et wier gutt, wann déi bilateral Gespréicher virun der Dier géife gefouert ginn!

Mme Semiray Ahmedova (déi gréng), rapportrice | Jo, well effektiv, dat bréngt mech duercherneen.

M. Fernand Etgen, Président | Et ass ustrengend, an den Nomëtteg ass nach zimmlech laang, wa mer eis d'Liewen alleguer selwer e bësse méi schwéier maachen! Merci villmools.

Mme Semiray Ahmedova (déi gréng), rapportrice | Merci, Här President.

(Interruptions)

Wa mer hei ënnert dem REVIS sinn, kucke mer natierlech, datt déi Leit just 10 % vun hirem Revenu fir de Loyer ausginn.

Den zweete Punkt ass, datt den Taux d'effort op 35 % vum Akommes plafonéiert ass.

An den drëtte Punkt ass – dat ass e Rechebeispill am Fong –: Fir eng Persoun – eng Persoun, déi eleng wunnt –, déi 4.000 Euro verdéngt, ass hei de Loyer plafonéiert op 1.400 Euro. E Menage mat engem Kand, deen zesumme 7.350 Euro verdéngt – wat scho pas mal ass, mee dat ass d'Zil vun dësem Gesetz, dass mer eeben d'Abordabilitéit méi grouss opmaachen –, dee géif e Plaffong vum Loyer vu ronn 2.500 Euro gesat kréien.

Am Gesetz ass och festgehalen, datt de Bail abordable à durée indéterminée ass. Dëst huet zu gëwessenen Diskussiounen och an der Logementskommissioun gefouert, well mir hu gekuckt, ob e Bail à durée déterminée net vläicht besser wier. Dat wier awer en Drockmëttel, an dat ass definitiv net d'Zil vun dësem Gesetz. An et ass och elo schonn am Bail à loyer esou definéiert, datt, wa mer eng Kéier e Bail à durée déterminée hunn, deen duerno ab der éischter Verlängerung automatesch e Bail à durée indéterminée gëtt. Alles aneschters ass illegal. D'Zil ass et justement, datt mir déi Leit aus der Prekaritéit eraushuelen an hinnen net vu Mount zu Mount eng Onsécherheet ginn, ob si de Bail verlängert kréien oder och net.

An der Praxis ass et och esou, datt all Acteur gesot huet, datt et natierlech kontraproduktiv wier, wann de Bail net à durée indéterminée wier.

Domadder kommen ech zu der Eligibilitéit vun dësem Gesetz fir déi Leit, déi da géifen ënner ..., wéi eng Leit da géifen eligibel ginn, fir vun enger abordabeler Wunneng kënnen ze profitéieren. Bezuelbar Mietwunnenge si fir Menagë virgesinn – also, mir sinn net beim Verkaf, mee wierklech bei der Locatioun –, déi ënnert der nationaler Mediane leien. Ech soen Iech och, wou déi Mediane läit: Bei enger Eenzelpersoun si mer hei bei ronn 3.100 Euro a bei enger Koppel oder engem Monoparental mat engem Kand si mer bei ronn 5.700 Euro. Bis zu dësem Seuil ass een eligibel, fir eebe bezuelbar Mietwunnenge kënnen ze kréien.

Et stelle sech natierlech Froen: Wat geschitt, wann déi Leit méi verdéngen? Gi se dann direkt op d'Strooss gehäit? Firwat ass dann de Plaffong vum Loyer bei 35 %? Dat waren och Diskussiounen, déi mer an der Logementskommissioun esou gefouert hunn. An et kann ee soen: Aus Erfarung ass et esou – also, all déi Acteuren hunn eis dat bestätegt –, datt bei deene Leit, déi an der Abordabilitéit am Moment Wunnenge kréien, e Gehaltssprong éischter eppes ganz Seelenes ass. An eigentlech solle mer hei éischter akadeemesch virgoen, pedagogesch virgoen, wéi wierklech d'Leit ze penaliséieren.

Eng weider Konditioun ass et och, datt déi Leit natierlech net däerfe Proprietär si vun iergendenger anerer Wunneng. An oft ass et och esou: Wann déi Leit sollte méi verdéngen, da gi se vu sech aus och eraus, sief et, fir da méi Plaz ze kréien oder well se vläicht a méi engem héije Standard wëlle wunnen.

Domadder kommen ech zum sechste Punkt, dat ass och de leschte Punkt. Ech probéieren, Iech deen ze resüméieren. Hei geet et nämlech ëm de Registre national des logements abordables. De RENLA, deen elo geschafe gëtt, wäert et dem Minister, deen de Logement a sengen Attributiounen huet, endlech am Fong erméiglechen, en Instrument ze hunn, dat eis den Iwwerbléck gëtt, wivill Wunnengen iwwerhaapt gebraucht ginn a wivill Wunnenge mir iwwerhaapt hunn. Dat ass wichteg, well dat regruppéiert souwuel d'Demandë wéi och d'Disponibilitéite vun de Wunnengen.

D'Zil vun dësem Regëster ass et och, den Iwwerbléck ze kréien iwwert d'Unzuel vun de Wunnengen, mee – opgepasst! – ouni datt mer hei en Doublant hunn. Sou hu mer och eng eenzeg Ulafstell, well bis elo war et immens mühsam fir déi Leit, déi eng Demande gemaach hunn, datt se misste wierklech bei sämtlech ëffentlech Promoteure lafen, fir do ëmmer erëm eng Demande ofzeginn. Hei ass alles zentraliséiert, dat heescht, et gëtt eng eenzeg Demande gemaach an da gëtt gekuckt no Krittären, wou déi Leit kënnen eng Wunneng kréien. Vläicht entre parenthèses: Natierlech entspréchtt de RENLA och dem Dateschutzreglement.

Domadder wier ech duerch mat deenen honnert Artikelen an ech kommen da kuerz zu den Avisen. Also, mir krute wierklech immens vill Avisen eran zu dësem Gesetzesprojet. Et ass och e wichtege Gesetzesprojet, dofir war dat ganz interessant, déi all duerchzekucken. Natierlech de Staatsrot, mat deem mer am permanenten Echange waren, d'Chambre des Fonctionnaires et Employés publics, d'Chambre des Salariés, d'Chambre de Commerce, d'Chambre des Métiers, de Syvicol, d'national Dateschutzkommissioun, d'Fédération des acteurs du secteur social au Luxembourg, den OAI, den Ordre des architectes et des ingénieurs-conseils, d'Entente des offices sociaux an d'Chambre des Notaires hunn eis en Avis ginn.

Ech resüméiere ganz grob: Allgemeng waren d'Avise positiv. Natierlech gëtt begréisst, datt mer abordabel Wunnenge wäerte schafen, well jiddereen huet op déi katastrophal Logementssituatioun higewisen. Et ass och ganz wichteg ze betounen – an dat hu si och gesot, also déi meescht –, datt mer elo déi Schéier esou grouss opmaachen, datt 70 % vun der Gesellschaft elo eligibel sinn, fir eng abordabel, dat heescht bezuelbar, Wunneng hei ze kréien.

Dir gesitt: Mir si ganz wäit ewech vu soziale Krittären. Also, mir hu bis elo wierklech vu Sozialwunnenge geschwat. Dat ass net méi de Fall, mir schwätze vun abordabele Wunnengen.

Beim Staatsrot hate mer och ganz oft ganz vill Remarken, mee duerch Amendement-gouvernementallen an och Amendement-parlementairen, déi vun der Logementskommissioun ausgaange sinn, goufen och d'Opposition-formellen opgehuewen.

De Syvicol hat als Remark, dat kann ee vläicht soen: Si hu gefaart, datt déi Prozedur esou standardiséiert gëtt, datt d'Gemengen do manner Spillraum hunn, fir dat esou ze verdeelen – also fir hir Wunnengen esou ze verdeelen –, wéi si et fir richteg halen.

An den OAI begréisst natierlech ausdrécklech de RENLA, vu datt mer hei endlech eng Vue globale an eng Transparenz doriwwer wäerte kréien, wivill Wunnenge mir an der Abordabilitéit hunn.

Ech schléissen of mat den Aarbechte vun der Logementskommissioun. Dat sinn Datumer, mee dat gëtt Iech eng Iddi, wéi laang mer un deem Projet geschafft hunn. Den Depot ass de 24. Dezember 2021 vum Logementsminister gemaach ginn. D'Logementskommissioun gouf dann am Januar 2022 mat dësem Projet saiséiert. D'Presentatioun krute mer de 6. Januar 2022 an ech sinn och do zur Rapportrice vum Projet ernannt ginn. Amendement-gouvernementalle sinn de 6. Abrëll vun dësem Joer, dat heescht 2023, eragereecht ginn. Amendement-parlementairë sinn den 3. Juli 2023 eragereecht ginn a weider Amendementer hate mer och de 5. Juli. A schlussendlech konnte mer de 17. Juli dëst Joer, dat heescht d'lescht Woch, de Rapport an der Kommissioun unhuelen.

Domadder sinn ech fäerdeg mat mengem Rapport an ech wëll wierklech, wierklech op dëser Plaz jiddereengem e ganz, ganz grousse Merci soen, well mir hu wierklech immens vill geschafft déi lescht Deeg, déi lescht Wochen, fir iwwerhaapt kënnen dëse wichtege Projet haut hei an der Chamber ze presentéieren. An ech schwätzen hei natierlech vun der Chambersekipp, vum Här Tun Loutsch – en extra grousse Merci! –, deen iwwert de ganze Weekend geschafft huet, de Mataarbechter natierlech vum Ministère, de Mataarbechter vun de Fraktiounen, ënner anerem dem Nico Fehlen, an all den honorabelen Deputéierten, déi natierlech och ganz dynamesch an engagéiert an der Kommissioun matdiskutéiert hunn.

Dat gesot, soen ech Iech Merci fir d'Nolauschteren an natierlech ginn ech e ganz waarmen Accord vu menger Fraktioun zu dësem Gesetzesprojet. Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | An ech soen der Madamm Rapportrice Semiray Ahmedova villmools Merci a ginn d'Wuert un den éischten ageschriwwene Riedner an dee steet scho prett an ass den honorabelen Här Marc Lies. Här Lies, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Marc Lies (CSV) | Jo, merci, Här President, fir d'Wuert. Ech wéilt och hei direkt der Rapportrice e ganz, ganz décke Merci soe fir d'Presentatioun vun dësem Gesetz. Bon, ech mengen, an deene puer Minutten, wou d'Semiray dat virgedroen huet, hutt Dir et matkritt, datt et sech ëm en extreem technescht Gesetz handelt, bon, ech mengen, mat sëllegen Artikelen. Duerfir, e Gesetz, wat extreem komplex ass a wat, mengen ech, awer och … Natierlech, wann et ëm de Wunnengsbau geet, wat mer alleguerte wëssen a wat eis, mengen ech, och alleguerten um Häerz läit: datt mer kucken, datt mer méi Offer schafen, wann et ëm erschwénglech Wunnenge geet. An ech mengen, d'Semiray huet sech och do an deene leschte Woche mat der Logementskommissioun …, och wann d'Usetze vun de Kommissiounen heiansdo e bësse méi holterdiepolter war, mee bon, ech mengen, dat ass effektiv alles ze verstoen, an duerfir, mengen ech, ware mer och alleguerten nosiichteg do, wat d'Usetze vun dëse Kommissiounen ugeet.

Bon, ech mengen, et ass en Text, dee lo effektiv op der leschter Ligne droite hei vun der Chambersessioun no fënnef Joer ass. Ech mengen, et ass awer e wichtegt Gesetz, wann et ëm de Wunnengsbau geet. Bon, et hätt ee sech kënne wënschen, datt et e bësse méi séier gaange wär. Mee bon, kommt, mir soen elo: Et ass Freidennomëtten, 21. Juli, a mir sinn alleguerte frou, wann effektiv dësen Dag eriwwer ass. Dofir nach eng Kéier, Semiray, dir ee ganz, ganz décke Merci fir dëse Rapport. Ech wéilt awer och dem…

M. François Benoy (déi gréng) | Madamm Ahmedova!

M. Marc Lies (CSV) | Wat hunn ech gesot, pardon?

(Brouhaha)

Une voix | Dat do ass awer e bësse pingeleg!

Mme Nancy Arendt épouse Kemp (CSV) | Ech mengen, him … Fir hatt ass dat …

Mme Octavie Modert (CSV) | Entschëllegt déi Häerzlechkeet!

M. Marc Lies (CSV) | Bon, mir maachen et ganz formell: Madamm Ahmedova. Voilà. Alles an der Rei. Mir behalen elo effektiv eise Sang-froid. An duerfir nach eng Kéier: Madamm Ahmedova, e ganz, ganz décke Merci fir dëse Rapport!

Ech wéilt awer och dem Tun Loutsch e ganz, ganz décke Merci soen, deen iwwert de Weekend do ganz äifreg nach heiru geschafft huet. Awer net ze vergiessen och alleguerten d'Mataarbechter vum Staatsrot, mengen ech, déi an deene leschten Deeg och de Kopplabunz geschloen hunn, wann et ëm d'Texter gaangen ass, déi nach hei an d'Plenière komm sinn.

Bon, Dir Dammen an Dir Hären, dëst Gesetz Nummer 7937, wat dann elo haut hei soll gestëmmt ginn, iwwert de Logement abordable ass näischt anescht wéi dann d'1979er Gesetz iwwert d'Aide au logement. Bon, wat dëst Gesetz ugeet, hätte mir eis gewënscht als CSV, datt eng Partie punktuell Ännerungen un dësem Gesetz gemaach gi wären. Sou ass dat ganzt Gesetz iwwerschafft ginn. Dat huet natierlech dann dee Moment och déi Zäit erfuerdert, déi et elo erfuerdert huet. Et wier awer besser gewiescht, mengen ech – alleguerten heibannen däerfte mer eis doriwwer eens sinn –, wa mer méi séier virukomm wäre bei gesetzlechen Upassungen, datt eeben dat eent oder dat anert hätt kënne méi séier ëmgesat ginn, fir eeben dann och déi legislativ Prozeduren en place ze setzen, fir datt mer am erschwéngleche Wunnengsbau méi séier kéinte virukommen.

Bon, ech widderhuelen et nach eng Kéier: An deene leschte Joren, mengen ech, hate mir eng gutt Zesummenaarbecht an der Logementskommissioun, wëll ech effektiv hei ganz kloer ervirsträichen. Bon, ech mengen, mir hate kontrovers Diskussiounen. Dat bleift net aus. Bon, ech hunn och an deene leschte Joren am Numm vun der CSV-Fraktioun eng Rëtsch Froe gestallt, souwuel eng Rëtsch Motiounen hei an der Plenière wéi dann dee Moment awer och Gesetzesproposen an deene leschte Joren erabruecht, well, ech mengen, et ass eis alleguerte wichteg, datt mer méi séier virukommen an datt och méi erschwénglech Wunnenge geschaf ginn. Well mécht een de Bilan oder de Constat vun deene leschte Joren, dann ass dat sécherlech evident, datt méi séier hätt missen agéiert ginn.

Ech soen et och am Viraus: Dëst Gesetz huet eng ganz Partie positiv Elementer. Fir dat kloerzestellen: Et huet awer och eng ganz Partie Schéinheetsfeeler! An dës Schéinheetsfeeler, déi hunn awer natierlech eng gewëssen negativ Inzidenz a Konsequenz, an et ass eis Meenung – an och eis fest Meenung –, datt eeben déi legislativ Prozeduren oder administrativ Prozeduren, déi heimat nees geschaf ginn …, datt an Zukunft manner erschwénglech Wunnenge gebaut ginn. An ech wäert herno nach och dorop zréckkommen.

Als CSV hätte mir dëst anescht ugepak. Mir hätte gekuckt, fir verschidden Dispositiounen innerhalb vum 1979er Gesetz ëmzeänneren oder unzepassen, …

Plusieurs voix | Très bien!

M. Marc Lies (CSV) | … fir méi séier virunzekommen. D'Proposition de loi hu mer gemaach, 2019 – ech kommen nach eng Kéier drop zréck –, iwwert de Mietkauf. Mir hunn och eng Proposition de loi gemaach, wou et beispillsweis beim Fonds du logement drëm gaangen ass, änlech och wéi beim Staat oder de Gemengen, datt ee seet, datt e Vendeur vun engem Terrain un de Fonds du logement och dann exempt wär vun der Plus-value, wat dem Fonds du logement och d'Méiglechkeet ginn hätt, fir méi séier Terraine kënnen opzekafen an déi dann och natierlech herno kënnen ze valoriséieren.

Eng aner Propositioun, déi mer am Juli 2021 gemaach haten, dat war, fir de privaten Investisseur mat an dat Erschwénglech-Miet-Boot ze huelen – ech kommen herno och nach eng Kéier dorop zréck –, an och ufangs vun dësem Joer eng ganz Rëtsch Proposen, wou et dann drëm gaangen ass, um steierleche Plang Ännerungen ze maachen, fir eeben den Acquereuren bei de Wunnengen, déi sech iwwert déi lescht zéng Joer awer am Präis verduebelt hunn, och kënnen entgéintzekommen, fir datt se gehollef kréien, beispillsweis beim Fräibetrag vun der TVA, deen ze doubléieren, respektiv aner Dispositiounen, déi um steierleche Plang dann och ufangs vun dësem Joer vun der CSV proposéiert gi sinn.

Bon, ech brauch Iech net ze soen, wat de jeeweilege Verdikt iwwert déi lescht Joren ëmmer war. Ech kommen och drop zréck, op eng sëllege Motiounen – néng Motiounen! –, déi mer am Kader vum Pacte Logement 2.0 eragereecht haten. Ech erënnere mech ganz gutt drun: Mir souzen nach doiwwer am Cercle, wéi – bon, et war scho relativ spéit owes, ech mengen, do hat och kee méi Loscht – iwwert déi néng Motiounen praktesch guer net diskutéiert ginn ass. E Sujet, deen hei am Land de Problem Nummer eent ass, datt net driwwer diskutéiert ginn ass … An ech brauch Iech net ze soen, mat wat fir engem Verdikt déi néng Motiounen an och Amendementer beluecht gi sinn, déi gemaach gi sinn am Kader vum Artikel 29bis vum Pacte Logement 2.0 – ech mengen, ech kommen herno och nach dorop zréck –, wou mer haut gesinn, datt dat awer en essentielle Problem ass, fir méi séier virunzekommen, wann et ëm PAP „nouveau quartier" geet.

Déi Proposen, déi ech elo just hei virgelies hunn – ech hunn et d'lescht Woch scho gesot –: Et ass een e bëssen erstaunt, datt déi elo a verschiddene Walprogrammer nees eng Kéier zréckzefanne sinn! Ech ginn elo net weider drop an. Bon, ech mengen, de privaten Investisseur ass och vun deem engen oder vun deem anere mat iwwerholl ginn, wat e richtegen Usaz ass, datt mer eeben an Zukunft de privaten Investisseur mat an dat Erschwénglech-Miet-Boot eranhuelen, datt eeben och dat privat Kapital genotzt gëtt, fir méi séier virunzekommen.

Ech stellen awer fest, Här Minister, wat eng Propositioun vun 2019 ugeet, de Mietkauf, datt déi elo en Nidderschlag an dësem Gesetz fonnt huet. Et ass e bëssen anescht definéiert, wéi mir et deemools an eiser Proposition de loi gemaach haten, mee trotzdeem ass et awer elo esou, datt de Mietkauf – obwuel virun enger Rei vu Jore gesot ginn ass: „Ass näischt, bréngt näischt!" – awer säin Nidderschlag elo dee Moment fonnt huet.

Mir hätten och beispillsweis den Artikel 24 vun der Aide au logement ugepasst. Ech erkläre kuerz, ëm wat et do geet: Wann eeben eng Gemeng ..., an ech mengen, dat heiten ass jo och e Gesetz, wou et drëm geet, datt d'Gemenge verstäerkt solle beim Schafe vun erschwéngleche Mietwunnenge mat an d'Boot geholl ginn. Den Artikel 24 vum 1979er Gesetz beseet, datt eeben, wann eng Wunneng verkaaft gëtt an eng Gemeng déi gebaut huet, och d'Gemeng dann dee Moment bei der Hëllef vun der Primm nach soll een Drëttel dropleeën. Dat heescht, wann eng Gemeng Wunnenge baut, sollt dat eigentlech och nom käschtendeckende Prinzipp stattfannen, wéi e Promoteur public oder eng ASBL dat och mécht. An hei däerf d'Gemeng eebe bei deem, wat u staatlechen Hëllefen do bezuelt gëtt, dann och nach een Drëttel dropleeën – dat hätt effektiv direkt missen ugepasst ginn!

An ech mengen, ech brauch Iech net ze soen, wivill Missiounen d'Gemengen am Groussen a Ganzen hunn. A wann et dann ëm d'Waasser, d'Ofwaasser oder d'Müllabfuhr geet, da soll et nom käschtendeckende Prinzipp sinn. A wann awer eng Wunneng gebaut gëtt, da soll eng Gemeng nach dropleeën. An dat heescht, datt et definitiv net méi zu engem käschtendeckende Prinzipp wäert kommen! Duerfir, deen Artikel 24 hätte mir scho längst an dësem Gesetz geännert, fir dann dee Moment och d'Gemenge méi als gläichwäertege Partner mat an d'Boot ze huelen, well, wann et ëm Hëllefe geet, si mir der Meenung, datt effektiv de Staat déi soll droen an net och nach d'Gemengen d'office.

Dir Dammen an Dir Hären, dëst Gesetz hätt ee gutt Gesetz kënne ginn. Ech paraphraséieren hei de Minister Kox, deen am Joer 2008 dann, wéi et an d'Diskussioun gaangen ass ëm den éischte Pacte Logement, gesot huet, dëst Gesetz hätt kënnen e gutt Gesetz ginn, wann eeben d'Gemengen als gläichwäertege Partner mat an dat Gesetz hei mat agebonne gi wären. Ech soen dat net eleng! Ech kucken hei Vertrieder, déi och am Syvicol siegéieren – ech mengen, Dir kennt de Syvicol, de President sëtzt och hei –, dem Syndikat vun de Gemengen, deen en Avis ofginn huet zu dësem Gesetz, deen awer alles anescht wéi schmeichelhaft war. Ma ech mengen, schonn am Kader vum zweete Pacte Logement war eeben den Avis vum Syvicol net onbedéngt deen allerbeschten, an ech mengen, hei war en nach méi katastrophal, wéi et beim Avis iwwert de Pacte Logement 2.0 de Fall war.

Dëst Gesetz hätt kënnen e gutt Gesetz ginn, wann eebe verschidde Parameteren anescht ugepak gi wären. Ech huelen hei beispillsweis den Artikel 64 vum Gesetz, wou et dann drëm geet, datt d'Gemenge bei allem, wat d'Locatioun ugeet, herno keng Loyersrecettë méi däerfe generéieren. Dat ass effektiv schonn eng ganz gelungen Approche dozou. Et geet jo drëm – an ech hunn et virdru gesot –, datt ee soll kucken, datt d'Gemengen och käschtendeckend zuwee kommen. Dat seet och de Syvicol. Wa beispillsweis d'Gemenge wierklech als reelle Partner an net nëmmen als Sous-traitant ze consideréiere gewiescht wären, dann hätt dëst Gesetz definitiv e gutt Gesetz kënne ginn. Ech appelléieren un déi 44 Deputéiert, déi hei an der Chamber sëtzen, déi och Missiounen an de Gemengen hunn, déi och dann dee Moment deels mat am Kommitee vum Syvicol siegéieren: Wann den Avis vum Syvicol effektiv nach iergendwéi eng Gültegkeet sollt hunn, dann däerf dat Gesetz de Mëtten net matgestëmmt ginn, wann et dann ëm d'Interesse vun de Gemenge geet!

Dir Dammen an Dir Hären, et geet drëm, d'Gemenge verstäerkt mat an dat Sozial-Miet-Boot oder vum Bau vun erschwéngleche Wunnenge mat eranzehuelen, dat ass absolutt richteg. Natierlech brauchen d'Gemengen awer och dee jeeweilegen Outil dozou. Kleng Gemengen – besonnesch kleng Gemengen! –, déi hunn einfach de Personalschlëssel net, fir deem kënne Rechnung ze droen. Si hunn och déi finanziell Moyenen net. A wann dann effektiv nach muss dropgeluecht ginn, jo, wat fir eng Gemeng mécht dat dann iwwerhaapt an Zukunft nach? Mir solle kucken, d'Gemengen als gläichwäertege Partner mat an d'Boot ze huelen, an ech mengen, da wäre mer och um richtege Wee.

Ech hunn et och gesot: mat der Implikatioun vu privaten Investisseuren. Mir sinn der Meenung, datt eng reell Joint Venture zwëschent Staat, Gemeng a Privatwirtschaft misst gemaach ginn, fir eeben dee Problem bei dem erschwéngleche Wunnengsbau wierklech kënnen unzepaken. Mir missten och dohinnergoen, datt um lokalen, kommunale Plang Acteuren do sinn, déi de Gemengen zur Hand ginn, respektiv och den Offices sociaux, fir dann eng Plattform ze schafen, änlech, wéi dat bei der Klima-Agence de Fall ass, wou verschidde Strukturen um kommunalen, lokale Plang sinn, wann et dann ëm d'Nohaltegkeet geet, fir do kënne Conseilen ze kréien. Firwat gi mer net hin a mir schafen eng Struktur? Mir hu se virun enger Zäit schonn emol „myLogement" genannt. Déi kann och anescht heeschen, mee eng Wunnengsbauférdergesellschaft, déi genau dat soll um kommunale, lokale Plang maachen.

Eng Persoun, déi haut freet, fir eng erschwénglech Wunneng ze kréien ... Kuckt et am Prakteschen: U wie went se sech? Vläicht went se sech un d'Aides au logement, un d'Gemengen. Ech kréie reegelméisseg Froen: „Wou kann ech eng erschwénglech Wunneng hierkréien, ob dat fir d'Locatioun oder fir d'Vente ass?" Bon, ech mengen, dann ass et ëmmer: „Went Iech un e Promoteur public!", oder: „Went Iech un de Ministère!" Mee firwat net eng Struktur, déi wierklech och um lokale Plang do ass, wou d'Leit kënnen higoen a soen: „Wou fannen ech eng Wunneng, déi ech effektiv ka bezuelen?"? An dat wär e Bindeglied zwëschent eeben de Gemengen an den Offices sociaux, wou et dann drëm geet, och de Leit weiderzehëllefen.

Bon, dëst Gesetz ..., mengen ech, nodeems ech elo eng ganz Partie Consultatiounen an deene leschte Wochen a Méint konnt maache mat ASBLen, déi mer soen: „Wa verschidden Elementer vun deem Gesetz a Kraaft trieden, dann hale mir op, da leeë mer muer de Schlëssel ënnert den Teppech!", da maache se déi sozial Aarbecht net méi, déi se bis haut gemaach hunn, ob dat Leit à besoins spécifiques respektiv Toxikomane sinn, déi vu Benevollen um Terrain gehollef kréien.

Déi soen: „Wa beispillsweis deen Artikel 64 iwwert den CDI", Contrat à durée indéterminée, „a Kraaft trëtt, dann hu mer e Probleem, a mir wëssen net, ob mer dann no enger gewëssener Zäitchen, no engem Joer oder esou, nach iwwerhaapt kënnen an eiser Funktioun virufueren." An ech kommen nach herno eng Kéier kuerz drop zréck, wann et dann drëm geet, wat d'Applikatioun respektiv d'Terminologie vun deem CDI ugeet am Kader vum Bail. Duerfir, an deem Sënn wëll ech och hei, Här President, eng Motioun erareechen, fir dann eng Evaluatioun vun dësem Gesetz no engem Joer ze maachen, och wat dësen Artikel 64 iwwert de Contrat à durée indéterminée ugeet.

Motion 1

La Chambre des Députés,

– considérant que le projet de loi 7937 introduit le concept du bail abordable ;

– constatant que le bail abordable est conclu à durée indéterminée ;

– constatant que les services offerts par certains bailleurs sociaux vont au-delà d'une simple mise à disposition d'un logement abordable ;

– constatant que ces organismes prennent en charge des individus et familles socialement très défavorisés et en assurent l'encadrement et le suivi social afin de les accompagner à travers des périodes difficiles ;

– constatant que ces organismes offrent un accès temporaire ou à long terme à un logement à prix abordable ;

– constatant que les bailleurs sociaux spécialisés avec des clients très défavorisés ont besoin de maintenir un parc de logements adapté à leurs besoins ;

– concluant qu'un bail à durée indéterminée n'est pas adapté au fonctionnement de ces organismes qui doivent à tout moment disposer d'un nombre suffisant de logements abordables afin de satisfaire aux besoins de leurs clients et de ne pas hypothéquer la réintégration sociale de personnes souvent en marge de la société ;

– craignant que la situation de ces bailleurs sociaux risque de se détériorer après l'entrée en vigueur de la loi relative au logement abordable,

invite le Gouvernement

– à faire une évaluation de l'article 64 de la nouvelle loi relative au logement abordable une année après la mise en vigueur de la loi ;

– à modifier l'article en question en cas de problèmes substantiels rencontrés par les bailleurs sociaux.

(s.) Marc Lies, Emile Eicher, Félix Eischen, Max Hengel, Elisabeth Margue.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Lies.

M. Marc Lies (CSV) | Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dëst Gesetz hei ass en ideologescht Gesetz. An deene leschten Deeg ass des Éfteren heibanne vu „staatlecher Planwirtschaft" geschwat ginn. Wann een dat doten op seng jeeweileg Artikelen eng Kéier erofdeklinéiert, da kënnt een zu där Konklusioun, datt dat heiten eng Bevormundung vum Staat respektiv dann awer och eng Tutelle ass, net nëmme fir d'Gemengen, mee datt ganz kloer vu staatlecher Säit herno – oder spéider – soll decidéiert ginn, wéi eeben dee ganzen erschwéngleche Wunnengsbau soll fonctionéieren, wéi e soll ëmgesat ginn a wéi en och kontrolléiert a gereegelt gëtt.

Den Artikel 64, ech hat elo just dovunner rieds, wat de Contrat à durée indéterminée ugeet, wie Responsabilitéit an de Gemengen huet an och déi eng oder déi aner sozial Mietwunneng à disposition stellt, zesummen, a Kollaboratioun – an ech betounen et! –, mat dem Office social ... Ech mengen, eis alleguerte läit déi sozial Aarbecht um Häerz a mir wëllen alleguerte kucken, datt all Mënsch dignement – dignement! – an engem Logement ka liewen. Datt e Suivi social an e Suivi financier vusäite vun engem Office social gemaach gëtt, steet, mengen ech, ausser Fro. Da muss een awer och herno ..., well d'Kontrakter, déi haut erstallt ginn, vun deem engen oder vun deem aneren, déi fale jo net en tant que tel ënnert d'Gesetzgeebung vum Contrat de bail. Do si Contrats de mise à disposition, déi gemaach gi sinn, wou dann och klipp a kloer drasteet, datt e Suivi financier an e Suivi social sollen a musse gemaach ginn.

Wann awer herno e Contrat de bail erstallt gëtt, wou keng Durée méi dran ass, dann hëlt een d'Leit jo aus hirer eegener Responsabilitéit, aus hirer eegener Verantwortung, eraus a seet: „De Staat ass do fir Iech, an Dir braucht effektiv no näischt méi ze kucken. Dir braucht net méi ze kucken, fir eng Aarbecht ze fannen. Dir braucht net méi ze kucken, datt Der effektiv Äre Menage an Zukunft kënnt selwer op stabill Féiss setzen, fir herno eng Kéier kënnen op een anere Marché ze kommen, ob dat elo deen iwwert d'Gestion

locative sociale ass, ob dat op de Privatmarché ass." Dat ass e reelle Problem an ech soen: Hei geet et och ëm d'Psychologie vun de Leit, wéi een effektiv mat de Leit ëmgeet, an et muss een adequatement mat deene Leit ëmgoen a si dann och dee Moment dozou bréngen, datt se eeben déi Hëllef unhuelen an datt de Staat oder d'Gemeng respektiv all Prestataire, deen um Sozialen hei hëlleft, dann dee Moment och deem Rechnung dréit.

Ech hunn et elo just gesot: D'Gestion locative sociale ass en excellenten Outil. Eis feelt awer, datt d'Gestion locative sociale net virugedriwwe ginn ass an dësem Gesetz hei, datt d'Gestion locative sociale nach méi interessant duergestallt gi wär. Ech hu virun ... Ech soen et praktesch all Joer am Kader vum Budget: Am Budget sti fir d'GLS 2 Milliounen. D'GLS ass en fin de compte awer dee beschten Outil, fir géint de Leerstand virzegoen, fir dohinnerzegoen an ze kucken, Wunnengen, déi am Leerstand sinn, kënnen ënner erschwéngleche Konditiounen da virunzeverlounen. Duerfir hätt hei d'GLS méi en évidence misse gesat ginn awer och méi Fërdermëttel missen agesat ginn, fir deem dee Moment Rechnung ze droen. A mir hunn et och d'lescht Joer schonn iwwert eng Proposition de loi gemaach – net d'lescht Joer, dat war am Juli 2021 –, wou mer gesot hunn: „Kuckt, de privaten Investisseur mat an d'Boot vun der Gestion locative sociale ze huelen an och deem déi néideg Moyenen ze ginn, fir dat dann och kënnen ze realiséieren!"

D'Iddi vun enger SIS, Société d'impact sociétal, ass sécherlech eng gutt Iddi an ass och dee richtege Wee, fir ze kucken, datt Privatkapital eebe mat an dës Ëmsetzung vun erschwéngleche Wunnengen oder Mietwunnenge ka gestach ginn. Besonnesch am Beräich vun der GLS ass dat dee richtegen Usaz, fir dat ze maachen.

Fir dann op d'TVA logement ze kommen, wou an deene leschten Deeg eng ganz Partie Diskussioune waren, vu datt och d'CSV do eng Rei vu Propose gemaach huet ufangs vun dësem Joer, wou och dann nees eng Kéier d'Applikatioun vum Taux super-réduit an deene leschten Deeg zu Wuert komm ass. Et gëtt eng europäesch Direktiv, dat ass richteg, d'Direktiv 2022/542, déi am Abrëll 2022 a Kraaft getrueden ass, wou drasteet, datt den Taux réduit inférieur zum Seuil vu 5 % machbar ass, wann een effektiv ënner verschiddene Konditiounen dat och applizéiert.

Den Artikel 105bis Punkt 10 (veuillez lire: De Punkt 10 vun der Annex III), ech liesen Iech et vir, wat do drasteet: „La livraison et la construction de logements, dans le cadre de la politique sociale, telle qu'elle est définie par les États membres; la rénovation et la transformation, y compris la démolition et la reconstruction, et la réparation de logements et de logements privés; la location de biens immobiliers à usage résidentiel." „Livraison et construction de logements", ass dat net kloer genuch, wann et dann drëm geet, fir effektiv déi 5 % oder, wann een negociéiert hätt, och nach déi 3 % kënnen ze applizéieren? Et war 2014 e Risefeeler, datt déi 3 % ofgeschaaft gi sinn, e Risefeeler!

Plusieurs voix | Très bien!

M. Marc Lies (CSV) | An ech mengen, deem lafe mer lo haut hannendrun. Mir hunn dat deemools scho gesot gehat a mir wäerten dat och viru soen, well et wär méiglech gewiescht, et virunzeféieren. Här Minister, et steet kloer an der Direktiv 2022/542, ech hunn Iech et elo just virgelies. Dat ass leider net applizéiert ginn. Et hätt och an dësem Gesetz kënnen applizéiert ginn, datt een eeben iwwer beispillsweis d'Gestion locative sociale deem hätt kënne Rechnung droen. Wat eeben d'Notze vun deene 5 % respektiv deenen 3 % ugeet, wann ee se hätt wëllen huele respektiv wann et um europäesche Plang och verhandelt gi wär ..., déi 3 % si jo applikabel op allem, wat Fotovoltaik ass. Firwat soll et dann net bei deem gréisste Probleem, dee mer hei am Land hunn, beim Logement, firwat soll et do net goen? Bon, dat sief elo mol einfach dohinnergestallt.

Bon, Dir Dammen an Dir Hären, et sinn an deene leschte Joren eng ganz Rei handwierklech Feeler gemaach ginn, dat, mengen ech, hunn ech elo an deene leschte puer Minutten hei dokumentéiert. Dëst Gesetz ass e Paradigmewiessel, jo, et ass en ideologesch gepräägt Gesetz, wat sécherlech net zur Kultur an och net zum Fonctionnement vun eisem Land bäidréit. Den nationale Regëster, bon, ech mengen, de Regëster en tant que tel ass eng gutt Saach, Här Minister, dat hu mer och ëmmer an der Chamber gesot, datt et wichteg ass, datt een e Fichier huet, wou effektiv alleguerten déi erschwénglech Wunnengen, ob dat Mietwunnenge respektiv fir d'Vente sinn, zréckfënnt, datt se iergendzwousch repertoriéiert sinn. Awer just de RENLA en tant que tel, wat d'Ëmsetzung dovunner ass ...

A bon, ech mengen, ech war op zwou Assisen derbäi. Op der drëtter Assise du logement, do sot dann och de Beamte vun den Aides au logement: „Jo, mir mussen oppassen, datt dëse Regëster net zu enger Usine à gaz gëtt." Dat hunn net ech gesot, dat huet dee Beamte gesot. A wa schonn e Beamten dovu schwätzt ... An ech hunn et virdru gesot: Mir sollen haut kucken, fir eng Simplification administrative en place ze setzen. Dëst Gesetz hei ass alles anescht wéi eng Simplification administrative!

M. Laurent Mosar (CSV) | Très bien!

M. Marc Lies (CSV) | Et gëtt nees eng Kéier méi komplex, méi komplizéiert an ech froe mech haut nach ëmmer, obwuel bei den Attributiounen do an deene leschte Woche Verbesserunge gemaach gi sinn – wat och richteg ass, dat ass dee richtege Wee –, mee awer d'Ëmsetzung herno dovun um Terrain fir de ganze Regëster, fir deen ze speisen, fir en ze kontrolléieren ... Bon, beim beschte Wëllen, also, et gëtt administrativ nees vill méi komplex, vill méi komplizéiert. An duerfir, aus deem Grond, Här President, reechen ech eng zweet Motioun eran, fir datt dëse RENLA, dëse Regëster, wéi gesot, vun der Essenz hier sécherlech eng gutt Saach ..., mee fir datt kontrolléiert gëtt no engem Joer, wéi d'Applikatioun vun dësem Regëster ass. Net datt en zu méi Problemer féiert an datt een do effektiv muss nobesseren.

Motion 2

La Chambre des Députés,

– considérant que le projet de loi 7937 prévoit la mise en place d'un registre national des logements abordables (RENLA) ;

– considérant que le RENLA regroupe les données relatives aux logements abordables, aux acquéreurs et aux occupants de ces logements, aux demandeurs-locataires, aux candidats-locataires, aux locataires ainsi qu'aux bailleurs sociaux ;

– constatant que les promoteurs sociaux et les bailleurs sociaux devront alimenter ce registre respectivement actualiser de manière permanente les données des renseignements y repris ;

– estimant que la mise en place de cet outil représentera un travail considérable pour les communes et leurs offices sociaux ainsi que pour tous les acteurs sociaux,

invite le Gouvernement

– à faire en concertation avec les communes et leurs offices sociaux ainsi qu'avec tous les acteurs sociaux une évaluation de la nouvelle procédure réglant l'attribution des logements abordables une année après la mise en vigueur de la loi.

(s.) Marc Lies, Emile Eicher, Félix Eischen, Max Hengel, Elisabeth Margue.

Mme Martine Hansen (CSV) | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Lies.

M. Marc Lies (CSV) | De Bailleur social, wéi virdru scho vun der Madamm Ahmedova gesot ginn ass, ass sécherlech eng gutt Saach. Bon, ech mengen, e Bailleur social ass awer do, fir d'Gestioun vun de Wunnengen ze maachen an net de Bau. An ech kommen nach eng Kéier drop zréck: E Promoteur social oder e Promoteur public zesumme mat engem Bailleur social, déi hätten och an enger Struktur kënne fonctionnéieren – ech hunn et virdru gesot: „myLogement", oder wéi se ëmmer bezeechent gëtt –, datt een eng Ulafstell huet an net zwou, dräi oder véier. Mir wësse jo: Wann ee verschidden Acteuren huet, da gëtt dat alles vill méi komplizéiert. Wann een awer een Acteur hätt, da wär dat alles vill méi einfach a géif sécherlech och zur Vitess bäidroen.

Mäi Liblingssujet ass den Artikel 29bis vum Pacte Logement, vum zweete Pacte Logement. Bon, ech menge, mir gesinn haut, an zumools déi Leit, déi Responsabilitéit an de Gemengen hunn, wann et ëm PAP „nouveau quartier" geet, dat ass eng nächst Usine à gaz. Well et gi keng PAP „nouveau quartier" méi erstallt, well eebe sech d'Fro stellt mat de Cessiounen, wéi dat mat deenen 10 %, 15 % oder 20 % soll goen. Och de Syvicol seet, et misst ee kucken, datt am Gesetz d'Regionalitéit, wat d'Valeur vum Bauterrain ugeet, dann och soll applizéiert ginn. An eisem Amendement zu dësem Artikel am Kader vum zweete Pacte Logement hu mir dat och gesot: Mir brauchen eng Evaluatioun, wann et ëm d'Regionalitéit geet. En Terrain huet eng aner Valeur hei an der Stad wéi zu Wolz. Dat, mengen ech, schéngt eis alleguerten evident. An duerfir: Et ass e Riseproblem, wann et dann ëm d'Cessiounen geet oder ënnert wat fir enger Modalitéit – ënnert wat fir enge Konditiounen – eeben déi Cessioune solle gemaach ginn.

Här Minister, ech hunn nächste Méinden eng Entrevue mat Ärem éischte Beamten aus dem Ministère, fir genau dat, dee Sujet, ze diskutéieren, wou mir als Gemeng zanter engem Joer hannendru sinn. Mir kréie leider keng Äntwert. Hei geet et ëm 7.000 m^2 Logement abordable! An als Gemeng kréie mir keng Äntwert, wou et awer ëm dësen Artikel 29bis geet. An duerfir, do hätt d'Gesetz vill méi kloer misse sinn an dann dee Moment och kloer beschreiwen, wéi d'Gemeng sech unzeleeën huet, wéi awer och de Proprietär oder de Promoteur sech unzeleeën hunn.

Well ëm wat geet et bei engem PAP „nouveau Quartier", zemools bei gréissere Flächen? Et geet ëm Valeur! A wann een effektiv keng Bewäertung dovunner huet, wéi wëllt een dann effektiv mat deem engen oder mat deem aneren negociéieren, fir eebe Wunnengen oder Commerce, fir déi dann och kënnen ze erstellen?

Bon, dat ass ee Problem, awer net nëmmen dat: D'Naturschutzgesetz an den Denkmalschutz, déi iwwerall dann dee Moment, wann et ëm d'Ëmsetzung geet, ëmmer nees mat awierken; dat ass en toxesche Cocktail, deen net derzou féiert, datt et méi séier virugeet. De Cahier des charges, deen 2021 en place gesat ginn ass, dréit och net derzou bäi, datt et méi séier geet. En ass technesch gutt gemaach, dëse Cahier des charges. Dee setzt awer viraus, datt d'Architekten dat alleguerten implementéieren an hir Pläng. Dat ass net esou evident an dréit och derzou bäi, datt d'Prozeduren nach eng Kéier méi laang ginn. Duerfir, et ass ganz, ganz schwiereg, fir méi séier virunzekommen.

Bon, ech mengen, déi nächst Regierung huet e Screening ze maache vun all Zort vu Gesetzgeebung. Bon, ech mengen, se misst mat dësem Gesetz als Éischt

dann och direkt ufänken, well et si gutt Elementer dran, awer och eng ganz Partie Elementer, déi net derzou bäidroen, datt et soll besser ginn. Ech hunn et virdru gesot, just als Beispill: d'Indemniséierung vun de Gemengen am Bezuch op de Loyer. De RENLA hätt vill méi userfriendly missen erstallt ginn. An dann awer och d'Friste beim Bail à loyer mat engem CDI si sécherlech net dat Allerbescht, fir datt och deen een oder aneren Acteur am Sozialen effektiv dann och nach virun mat eeben deem Modell, deen e momentan huet ..., fir virunzeféieren. An ech fäerte ganz, datt, wann dëst Gesetz a Kraaft trëtt, eng ganz Partie Acteuren – och sozial Acteuren – net méi wäerten derbäi sinn!

D'Entente vun den Offices sociaux seet och: Mat deem dote Gesetz – vu datt se d'Gemengen am beschte kennen – hätt méi op d'Gemenge missen duergaange ginn. Bon, d'Konklusioun vun deem Ganzen ass déi, datt herno nach vläicht zwee Promoteurs publics Rescht bleiwen. De Fonds du logement, d'SNHBM, datt déi net genuch Wunnenge liwweren, wësse mer alleguerten. Dofir hätt dëst Gesetz méi Kloerheet misse schafen, fir ze kucken, datt déi ganz Zivillgesellschaft beim erschwéngleche Wunnengsbau oder Mietwunnengsbau sollt mathëllefen. Dëst ass leider net de Fall.

Här Minister, duerfir wäerte mir als CSV dëst Gesetz och net kënne matdroen. Ech hätt nach méi detailléiert kënnen op d'Gesetz agoen, mee ech mengen, dann hätte mer de Mëtten zwou, dräi Stonnen hei gestan. Dat mécht och elo kee Sënn.

Duerfir, ech wéilt alleguerten deene Leit Merci soen, déi nogelauschtert hunn. Ech wéilt awer och nach eng Kéier eiser Presidentin Merci soe fir hir Aarbecht, och hir kollegial Aarbecht an deene leschte Wochen a Méint. Ech wéilt jiddwerengem Merci soen, deen hei derzou mat bäigedroen huet.

Ech wéilt dem Minister awer och Merci soen. Et kann ee vum Minister Kox net soen, datt en iwwert déi lescht Joren net geschafft hätt. Dat ganz sécherlech net! Et sinn nach eng ganz Partie Texter, déi dann hei an d'Chamber komm sinn. Wéi gesot, mir hätte vläicht – oder net nëmme vläicht –, mir hätten déi anescht ugepaakt, fir méi séier virunzekommen. Mee datt net geschafft gi wär, dat kann een definitiv net soen.

Duerfir, an deem Sënn jiddwerengem heibannen elo schonn eng schéi Vakanz gewënscht, ...

Plusieurs voix | Merci!

M. Marc Lies (CSV) | ... well ech mengen, déi brauche mer alleguerten.

Une voix | Ganz gutt!

M. Marc Lies (CSV) | An deem Sënn: Merci fir d'Nolauschteren an, wéi gesot, mir wäerten dëst Gesetz net matdroen.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Lies. An nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Barbara Agostino. Madamm Agostino, Dir hutt d'Wuert.

Mme Barbara Agostino (DP) | Vu datt jidderee mat Remerciementen ugefaangen huet, wollt ech och vu menger Säit jidderengem Merci soen. Ech war leider just nëmmen an dräi Kommissioune derbäi. Et war ëmmer ganz animéiert.

M. Fernand Etgen, Président | Här Lies, wannechgelift, Dir hutt net méi d'Wuert.

(Hilarité et brouhaha)

Mme Barbara Agostino (DP) | Ech wollt awer dofir soen, jo, et war ëmmer schéin animéiert, a wann ech nach eng Kéier d'Chance hätt, heihinnerzekommen, misste mer vläicht all zesummen un der Sträitkultur schaffen. Bon, ech hu jo selwer vill Sträitkultur doheem. Et ass och net einfach doheem.

(Hilarité)

Mee et kann ee jo net där selwechter Meenung sinn, mee ech fannen, et gëtt ëmmer Limitten, déi een awer muss respektéieren.

Une voix | Très bien!

Mme Barbara Agostino (DP) | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, den 1. Juli ass déi nei Verfassung a Kraaft getrueden. Fir d'éischte Kéier iwwerhaapt huet sech eist Land a sengem wichtegsten Text „objectifs à valeur constitutionnelle" ginn, grondleeënd Ziler gesat, déi ze erreechen eng vun den Haaptaufgabe vum Staat duerstellt. Dozou gehéieren am Artikel 40 den Zougang zu engem anstännege Logement an d'Méiglechkeet, e wierdegt Liewen kënnen ze féieren.

Dës Unerkennung, dass de Staat eng wichteg Roll am Logement ze spillen huet, ass zimmlech nei. Dat gesäit een aleng un der Unzuel un abordabele Wunnengen an ëffentlecher Hand. Do leie mer hei am Land am nidderegen eestellege Prozentberäich, wärend aner Stied oder Länner do däitlech méi wäit sinn. Holland a Schwede si gutt Beispiller vu Länner, déi eng laang Traditioun an deem Beräich hunn. Mir hunn zu Lëtzebuerg net déi selwecht Traditioun vum ëffentleche Wunnengsbau, scho guer net vun ëffentleche Wunnengslocatiounen. Ma iwwert déi lescht Joren ass e reegelrechte Paradigmewiessel an der Logementspolitick vollzu ginn.

An der Vergaangenheet war d'Politick virun allem drop ausgeluecht, de Leit Zougang zu engem Eegenheem ze verschafen. Dat ass per se och gutt an et sollen an den Ae vun der DP och weiderhin Efforten an déi Richtung gemaach ginn. Mir schwätzen duerno jo nach iwwert d'Aides individuelles.

D'Fro ass méi, wéi een dat mécht. Wéi mécht een dat? Wärend laanger Zäit huet de Staat Wunnenge gebaut, fir en abordabele Präis verkaf, an duerno waren se fort. Den neie Proprietär huet sech gefreet, well en no enger gewëssener Zäit seng Wunneng zum Marchéspräis weiderverkafen an d'Plus-value astieche konnt. Sou huet de Staat de Leit zwar zimmlech generéis Kaddoe gemaach, mee awer keen dauerhafte Stock um ëffentleche Wunnengsmarché op- respektiv ausgebaut.

An Zäiten, wou ëmmer méi Leit Schwieregkeeten hunn, sech eng passend Wunneng um Privatmarché ze leeschten, muss déi ëffentlech Hand selwer eng vill méi aktiv Roll spillen, fir eebe sécherzestellen, dass jiddereen zu Lëtzebuerg ënner anstännege Bedéngunge liewe kann an Accès zu enger Wunneng huet.

Et sinn doweinst iwwert déi lescht Joren eng ganz Rei un Instrumenter geschafe ginn, fir den ëffentleche Wunnengsbau virunzedreiwen. Denke mer nëmmen un de Fonds spécial, iwwert dee mer déi lescht Woch op dëser Plaz diskutéiert hunn an iwwert deen de Staat massiv an den ëffentleche Wunnengsbau investéiert. Louchen d'Depensen fir de Logement abordable ugangs der Legislaturperiod nach bei knapps 70 Milliounen, sou sinn dës mat der Zäit konsequent eropgeschrauft ginn – fir déi nächst Jore souguer op iwwer 300 Milliounen! Denke mer un de Pacte Logement 2.0, duerch deen d'Schafe vun abordabele Wunnengen zur Reegel bei neie PAPe gëtt amplaz d'Ausnam, wéi et bis elo de Fall war. Denke mer och un déi sëlleg Projets d'envergure zu Diddeleng, Mamer, Kielen, Wolz, Dikrech a Biwer.

Aner Instrumenter sinn nach an der legislativer Prozedur, an et ass effektiv bedauerlech, dass Projete wéi de Baulandvertrag, de Remembrement ministériel oder – nach méi rezent – d'Reform vun der Grondsteier an d'Aféierung vun enger Mobiliséierungs- a Leerstandssteier nach weider op sech waarde loossen.

Et sinn dëst weesentlech Hiewelen, fir d'Logementspolitick fundamental nei auszeriichten an notamment déi Leit, déi Hektaren u Bauterrain broochleie loossen, an d'Verantwortung ze huelen. Eng nächst Regierung muss derfir suergen, dass dës Projete prioritär ëmgesat ginn. D'Gesetzesprojeten iwwert de Logement abordable wéi och iwwert d'Aides individuelles sinn an dësem Kader weider wichteg Instrumenter, fir d'Arsenal ze komplettéieren.

D'Schafe vun abordabelem Wunnraum kann de Staat mat sengen ëffentleche Bauträger net eleng stemmen, dat ass an eisen Ae ganz evident. Mir kënnen nëmme genuch bezuelbar Wunnenge schafen, wann net just d'Gemengen hir Verantwortung iwwerhuelen, mee virun allem och vill méi konsequent Synergië mam Privatsecteur geschaf ginn. Mir mussen iwwert déi nächst Joren eis Efforten drastesch an d'Luucht schrauwen an eng reegelrecht Wunnengsbauoffensiv starten; kuerzfristeg, fir de Bau ze stäipen an de Manque u privaten Investoren ze kompenséieren, sou gutt et geet; a strukturell, fir deene Leit en Zougang zu bezuelbarem Wunnraum ze garantéieren, déi näischt um reguläre Marché fannen. Dat geet nëmmen, wann all d'Acteuren zesummeschaffen: de Staat, d'Gemengen, mee och de Privatsecteur.

Mat dësem Text gëtt en eenheetlechen, kohärente Kader fir d'Schafe vun abordabelem Wunnraum agefouert, an eleng dat ass e wichtege Schrëtt an déi richteg Richtung. Sou kënne mir als DP nëmme begréissen, dass déi verschidde Waardeleschte fir eng bezuelbar Wunneng an Zukunft op enger Plaz versammelt ginn, am sougenannte RENLA.

Bis elo hat jo all Bauträger seng eege Lëscht, d'SNHBM, de Fonds du logement, déi sech natierlech dunn och an Deeler iwwerschnidden hunn, well d'Leit sech eeben op zwou Plazen ugemellt hunn. Dat heescht, an Zukunft hu mer eng eenzeg Lëscht, op där alleguer d'Leit stinn, déi Demandeur, Acquereur oder einfach Locataire sinn.

Gläichzäiteg hu mer awer och eng eenzeg Lëscht, wou all déi abordabel Wunnengen, sief et fir de Verkaf oder d'Locatioun, zentraliséiert sinn. Dat ass schonn eleng sënnvoll, fir e kloren Iwwerbléck iwwert d'Situatioun ze kréien: Wéi vill Wunnenge gëtt et iwwerhaapt? Wéi si se geografesch verdeelt a wéi si se besat? Op där anerer Säit: Wéi ass d'Demande? Wéi vill Leit sichen no enger Wunneng? An och: Wéi ass d'Composition de ménage? Dat heescht: Wéi eng Zort Wunnenge gi gebraucht? Sou ass et vill méi einfach, Offer an Demande méi no beieneenzebréngen an zukünfteg Projeten ze plangen.

An deem Kader ass jo och explizitt virgesinn, dass d'Centres de recherche Accès zu Datebanke kréien, fir eeben och d'Recherche an deem Beräich virunzebréngen, an dat kënne mir als DP nëmme begréissen – natierlech ënnert der Bedéngung, dass den Dateschutz garantéiert ass!

Insgesamt dréit de RENLA also derzou bäi, déi ganz Prozedur däitlech méi einfach a méi effizient ze gestalten. D'Leit melle sech, wéi gesot, just op enger eenzeger Plaz un a mussen net méi bei dräi verschidden Organisatioune goen. Op där anerer Säit kréien och d'Bailleuren all direkt Accès op déi ganz Lëscht vu Leit am ganze Land a kënne sech dann déi erraussichen, déi hire spezifesche Krittären entspriechen.

Eng Saach, déi mer allerdéngs vun Ufank un net gutt fonnt hunn – a mir sinn doweinst och immens frou,

datt dat en cours de route geännert gouf –, ass d'Attributioun vun den abordabele Wunnengen. An enger éischter Versioun war virgesinn, dass u sech iwwert de RENLA d'Bailleuren hir Locatairen zougedeelt kréien, ouni dass si do vill matzeschwätzen hätten. Do muss ee sech natierlech d'Fro stellen: Wéi eng Gemeng géif bei deem Modell do nach abordabele Wunnraum schafen, wa si mol net kann decidéieren, wien dora wunne geet? Wéi wëllen d'Gemengemammen a -pappen dann hire Bierger erklären, dass se e grousse Logementsprojet uginn, deen och nach deier kascht, an dann ass emol nach guer net sécher, dass och Leit aus där Gemeng drakommen? Déi Bedenke kann all Lokalpolitiker novollzéien. An dofir ass et absolutt ze begréissen, dass elo an dësem Text de Bailleur eng vill méi grouss Flexibilitéit huet, fir ze entscheeden, wee wéi eng Wunneng kritt.

Mir hätte jo gären, dass méi gebaut gëtt, dass mer méi iwwert dëse Wee, nieft der SNHBM an dem Fonds du logement, grad och d'Gemengen encouragéieren, selwer méi aktiv an hirer Verantwortung gerecht ze ginn. Als DP si mer dowéinst der Meenung, dass mer et esou einfach, mee och esou attraktiv wéi méiglech maache sollen, dass zum Beispill Gemenge Wunnengsbauprojete starten.

Do hu mer engersäits de finanzielle Volet. Als DP si mer der Meenung, dass d'Schafe vun abordabelem Wunnraum och duerch déi ëffentlech Hand ugemooss ënnerstëtzt soll ginn. Bei abordabele Locatiounswunnenge sinn dann och 75 % finanziell Participatioun vusäite vum Staat virgesinn, wärend et bei de Wunnengen, déi verkaf solle ginn, nëmme 50 % sinn. Dat fanne mir absolutt begréissenswäert, well mir sinn als DP der Meenung, dass virop op d'Locatioun soll gesat ginn a wäit manner op d'Vente. Bei der Locatioun bleiwen d'Wunnengen nämlech och an der ëffentlecher Hand an de Staat ka säi Stock esou lues a lues opbauen, wärend bei enger Vente de Logement awer fir 99 Joer fort ass.

Wa mer vun Aides à la pierre schwätzen, da komme mer net laanscht de Montant maximum éligible. Et ass ouni Zweifel eng gutt Saach, dass de Staat 75 % – deemno wéi souguer 100 % – Subside gëtt. Mee da muss awer och an engems séchergestallt sinn, dass déi Tauxen och erreecht kënne ginn. Déi maximal eligibel Montante mussen dowéinst no un der Realitéit sinn an de reelle Präisser um Terrain entspriechen. Haut schonn hu mer d'Situatioun, dass verschidde Projeten an der Praxis just nach zu 50 % oder manner vum Ministère finanzéiert kënne ginn, well mer eeben déi lescht Joren eng därmoosse Präissteigerung erlieft hunn.

Dobäi kommen déi regional Ënnerscheeder, déi deemno och méi oder manner staark an d'Gewiicht falen. E Projet an engem ländleche Raum, an der Peripherie vum Land, ass also aus enger reng finanzieller Perspektiv méi interessant wéi e Projet am urbane Raum, am Zentrum. Dobäi ass et jo grad a schonn urbaniséierte Gebidder, wou mer weider wuesse wëllen, sou wéi de PDAT dat jo och a senger „armature urbaine" virgesäit. Dat muss ee bedenken, an dowéinst ass et wichteg, iwwert déi nächst Jore genee am A ze behalen, ob déi Subsiden attraktiv sinn an hir Wierkung entfalen, wéi a wou se sollen, oder net.

Als DP hu mir eng ganz kloer Meenung zu dësem Punkt: Wann ee wëll der Logementsproblematik bäikommen, dann dierf een net fäerten, Geld an de Grapp ze huelen a massiv ze investéieren – well et ass schlussendlech genee dat: eng Investitioun! Eng Investitioun an d'Zukunft vun eisem Land, eng Investitioun an eis Jugend, fir dass déi sech och nach en Dag iwwert dem Kapp ka leeschten, an och eng Investitioun an d'Attraktivitéit vun eiser Wirtschaft an eise Betriber.

Fir d'DP ass et dowéinst wichteg, déi néideg Moyenen ze mobiliséieren, fir all déi Wunnengen ze bauen, déi mer zu Lëtzebuerg brauchen. Do sollt och iwwer nei Finanzéierungsweeër nogeduecht ginn, wéi zum Beispill de Biergerfong, dee mir scho virun e puer Méint an d'Spill bruecht hunn.

Donieft hu mer och de Volet vum administrativen Opwand. Wärend dësen op där enger Säit reduzéiert a vereinfacht gëtt, andeems mer eng zentral Base de données schafen, riskéiert en, op enger anerer Säit zouzehuelen. Huele mer just d'Beispill vun enger Gemeng, déi effektiv abordabele Wunnraum fir hir Bierger wëll schafen an och selwer geréieren – déi selwecht Gemeng, also souwuel Promoteur public wéi och Bailleur social –: Forcement muss déi Gemeng also zwou getrennt Kontabilitéite féieren, wat natierlech zu engem zousätzlechen administrativen Opwand féiert.

Insgesamt hu mer et dach awer mat engem net grad onkomplizéierten Text ze dinn, mat villen eenzelnen Dispositiounen, Ufuerderungen a Prozeduren, deen och net onbedéngt a sengem leschten Detail esou einfach ze verstoen ass. Et ass dowéinst ëmsou méi wichteg, d'Ëmsetzung um Terrain genee ze suivéieren an déi verschidden Acteuren ze begleeden, ze informéieren a virun allem ze ënnerstëtzen.

Här President, als DP hu mer ëmmer gesot: Wa mer wëlle virukommen am Logement, da musse mer de Privatsecteur mat an d'Boot huelen. Et si schliisslech déi Privat, déi bauen, déi och baue kënnen an déi dowéinst baue gelooss solle ginn, fir d'Schafe vu Wunnraum ze beschleunegen. Mir sinn aus deem Grond frou iwwert d'Aféierung vun enger spezieller Kategorie vun abordabelem Wunnraum, nämlech de Logements dédiés fir d'Salariéen.

De Logement ass och ëmmer méi e Problem, fir qualifizéiert Aarbechtskräft unzezéien. Wee wëll schonn op Lëtzebuerg schaffe kommen, wann en zwar méi verdéngt wéi op enger anerer Plaz, mee de Gros awer fir de Logement dropgeet? Wann eis Betriber Schwieregkeeten hunn, Leit ze fannen, läit dat och un de Wunnengspräisser. Lëtzebuerg huet vill Atouten a Stäerkten, de Logement riskéiert awer ganz kloer, en negativen Impakt op eis Attraktivitéit ze hunn.

Mat dësem Text kréie Betriber an Zukunft d'Méiglechkeet, iwwert eng SIS abordabele Wunnraum fir hir Salariéen ze schafen. Als DP begréisse mer déi Ouverture natierlech an hoffen, dass et och den erwënschten Effekt um Terrain wäert hunn. Et gëllt op alle Fall och hei, d'Effikassitéit vun dëser Mesür ze suivéieren an, wann néideg, nozebesseren. Als DP kënne mir eis duerchaus virstellen, an dëser Hinsicht an Zukunft nach méi wäit ze goen, mee fir den Ufank ass dëst ouni Zweifel e gudden éischte Schrëtt.

Här President, et wier nach vill zu dësem gradesou wichtege wéi komplexen Dossier ze soen. Wann ech op all déi eenzel Facetten agoe wéilt, wär ech nach eng Zäit amgaang. Dofir hunn ech mech op dat fir d'DP Weesentlecht limitéiert.

Fir d'DP ass et en éischte Schratt an déi richteg Richtung. Allerdéngs ass et och wichteg bei enger Reform wéi dëser, ëmmer no um Terrain ze sinn a genee ze suivéieren, wéi d'Ëmsetzung ofleeft, wéi eng eventuell Schwieregkeeten et gëtt, an ze kucken, ob d'Ziler vun dësem Text tatsächlech erreecht ginn.

Den Ausbau vu bezuelbarem Wunnraum muss grad an dësen Zäiten eng absolutt Prioritéit duerstellen. Déi ëffentlech Hand huet eng wichteg Roll um Marché ze spillen a soll däitlech méi aktiv ginn, wéi et an der Vergaangenheet de Fall war. Mir dierfen dowéinst net zécken, grouss ze denken a massiv an den ëffentleche Wunnengsbau ze investéieren! Dozou gehéiert och, dass de Staat an d'Gemengen hir eegen Terraine prioritär mobiliséieren. Déi ëffentlech Hand gehéiert effektiv och zu de gréisste Proprietäre vu Bauland zu Lëtzebuerg.

Une voix | Très bien!

Mme Barbara Agostino (DP) | Amplaz dës broochleien ze loossen, sollen de Staat an d'Gemengen an eisen Ae mam gudde Beispill virgoen an hir eegen Terraine bebauen a méi abordabele Wunnraum schafen.

Als DP si mir awer och iwwerzeegt, dass de Staat dat net eleng ka maachen. Mir brauchen e Kader, deen d'Gemengen, mee och privat Betriber incitéiert, nach méi aktiv ze ginn a méi abordabele Wunnraum ze schafen. Et ass wichteg, all d'Acteuren an d'Boot ze huelen an zesummen drun ze schaffen, wann net, fir de Logementsproblem a senger Globalitéit an de Grëff ze kréien, dann op d'mannst, fir eng adequat Offer fir déi ze schafen, déi op eng ëffentlech Wunneng ugewise sinn – an dat sinn zu Lëtzebuerg, wéi mer wëssen, leider ëmmer méi Leit.

Här President, dat gesot, well ech awer net vergiessen, der Rapportrice e grousse Merci ze soe fir hire ganz gudde mëndlechen a schrëftleche Rapport. An ech kann dann och am Numm vun der DP-Fraktioun eisen Accord zu dësem Gesetzesprojet ginn. Merci.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Madamm Agostino. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Yves Cruchten. Här Cruchten, Dir hutt d'Wuert.

Une voix | Très bien!

M. Yves Cruchten (LSAP) | Merci, Här President. Fir dass ech et net vergiessen, fänken ech dann och mat de Mercien un. Virop natierlech merci der Madamm Ahmedova, der Rapportrice, fir hire Rapport, mee awer och fir hir Presidence déi lescht véier Joer. Si huet eis et net ëmmer einfach gemaach, zumools an der Lescht mat de Kommissiounssitzungen, mee mir hunn hir et och net ëmmer einfach gemaach. Mee am Endeffekt hu mer awer alleguerte gutt zesummegeschafft, an dat ass och ee vun hire Verdéngschter.

Da géif ech awer och gären dem Minister Merci soen. Ech mengen, dass mer ... Den Här Lies hat vollkomme Recht, wéi en drop higewisen huet, dass vill geschafft ginn ass an deene leschte Joren. An eng Partie wichteg Gesetzer konnten och an dëser Legislaturperiod gestëmmt ginn, notamment denken ech un de Pacte Logement 2.0, awer och – besonnesch wichteg a mengen Aen – de Fonds spécial fir de Logement. Haut stëmme mer iwwert d'Gesetz vum Logement abordable of, och dat ass e wichtegt Gesetz.

Ech hunn awer och ee Regret, dat ass, dass eng ganz Partie Gesetzer net méi kënnen an dëser Legislaturperiod gestëmmt ginn. Ganz besonnesch regrettéieren ech, dass mer betreffend de Remembrement ministériel respektiv de Baulandvertrag, déi, wann ech mech net ieren, nach vun de Virvirgänger vum Här Kox, nämlech dem Här Kersch an dem Här Hansen, ausgeschafft goufen, nach ëmmer net prett sinn, fir déi hei an der Chamber ze stëmmen. Dat sinn awer zwee ganz wichteg Gesetzer, déi eis an der Logementsproblematik géifen e gutt Stéck virubréngen.

Gradesou regrettéieren ech och e bëssen, dass mer eng ganz Partie Proposition-de-loien – den Här Lies hat der e puer opgezielt, hien hat der ganz vill ageereecht am Numm vun der CSV; awer och d'Kolleege vun de Piraten oder vun déi Lénk haten déi eng oder aner Proposition de loi gemaach – leider net méi konnten an der Logementskommissioun traitéieren. Ech mengen, Dir gesitt alleguerten, et wär awer derwäert gewiescht, fir verschidde Saachen do

ze diskutéieren. Op alle Fall mengen ech, dass där nächster Logementskommissioun d'Aarbecht soubal net wäert ausgoen, an déi kann direkt ufänke mat schaffen, wa se da bis en place ass.

Ech kommen awer elo zu deem Text vun haut, ëm deen et geet. Dat fundamentaalt Recht, en Daach iwwert dem Kapp ze hunn an ënner dezente Konditioune kënnen ze wunnen, ass zanter dem 1. Juli als Staatszil an eiser neier Verfassung verankert. Dat an enger Zäit, wou dëst Zil fir awer ëmmer méi Leit onerreechbar gëtt. Nëmme mat engem staarken Agräife vum Staat kënne mir verhënneren, dass aus der aktueller Immobiliekris iergendwann eng sozial Kris gëtt. De Logementsminister, den Här Kox, huet an deem Sënn eng national Strategie vum abordabele Wunnraum virgeluecht, mat ganz ambitiéisen Ziler. De Budget heifir gouf och eropgesat. A loosst mech soen: D'LSAP steet voll a ganz hannert dësen ambitiéisen Ziler!

Mir sinn awer iwwerzeegt, dass dee Budget, deen elo virgesinn ass, nach net duergeet, a fuerderen, dass dës Enveloppe no uewen ugepasst gëtt, fir dass déi Strategie och mëttelfristeg kann ëmgesat ginn. Dat dréit och zur Stabiliséierung vum Bausecteur bäi, dee besonnesch ënnert der aktueller Kris ze leiden huet.

Net nëmmen de Budget, mee och de legale Kader muss adaptéiert ginn, fir der Situatioun vun haut kënne gerecht ze ginn. D'LSAP begréisst dofir d'Refonte vum Gesetz vum 25. Februar 1979 iwwert d'Aide au logement. Ech wéilt drun erënneren, dass den Auteur vun deemools de Benny Berg war, deen eenzege sozialistesche Logementsminister, dee Lëtzebuerg bis elo hat. Op hie geet iwwregens och d'Schafe vum Fonds du logement zréck – also zwee vun deene wichtegste Gesetzer, déi mer am Logement iwwerhaapt hunn!

Och deemools war fir d'LSAP kloer, dass et nëmme mat staatlecher Ënnerstëtzung méiglech ass, derfir ze suergen, dass méiglechst vill Leit d'Chance kréien, iergendwann an den eegene véier Wänn kënnen ze liewen. An et ass geneesou kloer, dass besonnesch déi, déi loune mussen, ëffentlech Hëllef a Schutz brauchen, well se trotz Hëllefen net d'Moyene kréien, fir Proprietär ze ginn. D'LSAP fënnt et ganz richteg, dass an Zukunft den Undeel u Locatiounswunnenge beim Logement abordable gehéicht gëtt.

Mir wëllen awer och weiderhin den Accès zur Proprietéit erliichteren, mat Wunnengen, déi zum Beispill op Basis vun engem Bail emphytéotique verkaf ginn. Eng eege Wunneng ze hunn, fir déi een am Laf vun der Zäit de Kreditt lues a lues ofbezilt, ass ëmmer besser, wéi engem aneren e Loyer mussen ze bezuelen. Dovun ofgesi schützt déi eege Wunneng virun Altersaarmut. Mir hunn haut vill eeler Leit, déi och mat enger relativ klenger Pensioun komfortabel kënne liewen, well si eeben hir eege Wunneng hunn an déi dann och nach scholdefräi ass. Et ass wichteg, dass méiglechst vill Jonker vun haut déi selwecht Chance kënne kréien. Dat ass net zulescht och eng Fro vu Generatiounegerechtegkeet!

Une voix | Très bien!

M. Yves Cruchten (LSAP) | D'Zilsetzung vun dësem Projet de loi ass am grousse Ganzen déi selwecht bliwwe wéi déi vum 1979er Gesetz. An dat gëllt natierlech och fir de Projet de loi iwwert d'Aides individuelles, iwwert dee mer nach herno wäerte schwätzen. E bréngt awer eng Rei nei Elementer mat, déi der Situatioun vun haut besser ugepasst sinn. D'LSAP begréisst, dass mat deem reforméierte Gesetz d'Aides à la pierre nei gereegelt ginn. Et gëtt eng kloer Rolleverdeelung tëscht deene ville verschiddenen Acteure gemaach. D'Gesetz bitt e gudden Iwwerbléck iwwert déi verschidde Forme vu sozialem Wunnengsbau. D'Konditiounen, déi déi verschidden Acteure mussen erfëllen, ginn harmoniséiert an och transparent duergestallt.

Nawell bleift eng gewësse Flexibilitéit, déi och néideg ass. Dat gëllt virun allem fir d'Logements dédiés. Et bleift weiderhi méiglech, Wunnenge fir eng bestëmmt Zilgrupp zur Verfügung ze stellen, sief dat fir jonk Leit, also Studenten, oder sief dat fir Leit iwwer 60 oder fir Leit, déi e spezielle sozialen Accompagnement brauchen.

Ganz positiv ass et an den Ae vun der LSAP, dass an deem Kontext Ouverturë gemaach gi fir esou nei Modeller, zum enge fir Wunnkooperativen, déi an anere Länner e weesentlechen Undeel um soziale Wunnengsbau hunn, zum aneren awer och fir Betriber, déi bereet sinn, an eng Gesellschaft ouni Gewënnzweck ze investéieren a Wunnraum ze schafe fir hir Salariéen. Dat ass och herno eng Fro vum Standuert Lëtzebuerg, vun der Kompetitivitéit a vun der Attraktivitéit vun eisem Land. An d'LSAP ass der Meenung, dass dat e ganz interessante Modell ka sinn.

Mir hu jo an der Vergaangenheet duerchaus positiv Erfarungen domadder gemaach, zum Beispill an enger Zäit, wéi d'ARBED, also d'Schmelz, zesumme mat der ëffentlecher Hand ganz Quartiere mat Wunnenge fir hir Aarbechter gebaut huet. Allerdéngs muss ee ganz genee am A behalen, wéi dat herno ëmgesat gëtt. D'Ofhängegkeet vum Salarié vis-à-vis vu sengem Patron gëtt jo doduerjer méi grouss, wann d'Recht op eng Sozialwunneng un d'Aarbechtsplaz gebonnen ass. Dofir duerf esou eng Wunneng keen Avantage en nature ginn, deen et dem Patron herno géif erlaben, méi kleng Paien auszebezuelen.

Une voix | Très bien!

M. Yves Cruchten (LSAP) | Nawell wëllen a musse mir all privat Initiative fërderen, déi eis hëllefen, méi erschwéngleche Wunnraum ze schafen, well de Staat an d'Gemengen aleng – dat hu mer elo alleguerte festgestallt – packen dat net. Dat gëllt iwwregens net nëmme fir den Neibau, mee och fir d'Renovatioun vu Wunnengen, déi elo hei bestinn an op deem Wee kënne mobiliséiert ginn. D'Agence immobilière sociale ass hei e wichtege Partner an enger Zäit, wou de Staat einfach net nokënnt mat bauen an et laang, laang Waardelëschte gëtt, fir eng abordabel Wunneng ze kréien. Bei allen Efforten, déi mer ënnerhuelen a wäerten ënnerhuelen, wäert dat och an de kommende Jore leider nach esou bleiwen.

Här President, de Gemenge kënnt hei eng Schlësselroll zou, wann et drëms geet, abordabele Wunnraum ze schafen. Si bestëmmen net nëmmen iwwert hir PAGen, wou wat ka gebaut ginn, si sinn och verantwortlech dofir, dass all lokal Infrastrukturen ugepasst sinn un hir Bevëlkerungszuel. De Beitrag vun de Gemengen zum Logement abordable ass en Akt vun nationaler Solidaritéit, well bei allen Hëllefe musse si eng substanziell Eegeleeschtung mat erabréngen. Fir eng Gemeng ass et ganz komfortabel, deen Effort net matzemaachen. Dofir wéilt ech hei vun der Geleeënheet profitéieren – an et sinn der jo eng Partie heibannen –, fir all deene Buergermeeschteren an deene Gemengeréit e ganz décke Luef auszeschwätzen, déi sech wierklech am Beräich vum Logement abréngen. An dat sinn der och net wéineg!

Souwuel de Pacte Logement 2.0 wéi och dëst neit Gesetz bidden eng zolidd Ënnerstëtzung fir d'Gemengen, déi Logement abordable wëlle schafen. En Taux vu 50 %, 75 % a souguer 100 % u finanzieller Bäihëlef, dat kléngt jo wierklech gutt. Mee hei halen ech et mat der Madamm Agostino, wat si virdru festgestallt huet, well dëst muss een ëmmer am Zesummenhang mat de Plaffonge kucken, déi bei dësen Aidë festgesat sinn. Et héiert een ëmmer erëm d'Kritick, dass dës Plaffongen et net méiglech maachen, déi affichéiert Tauxen och effektiv ze erreechen. An elo ass d'LSAP der Meenung, dass déi Plaffongen esou mussen definéiert sinn, dass et bei engem Standardbau realistesch ass, den Taux vu 50 %, 75 % oder 100 % u finanzieller Ënnerstëtzung och tatsächlech ausbezuelt ze kréien. Dat ass sécher en Aspekt, deen op Basis vun den Erfarungen an der Praxis vun Zäit zu Zäit muss evaluéiert ginn a wou d'Plaffonge dann eventuell och mussen ugepasst ginn.

Ganz positiv fanne mir et, dass et en Topup vu 15 % gëtt fir Projeten, déi besonnesch innovativ sinn oder zur Resilienz am Kader vum Klimawandel bäidroen an doduerch dacks leider méi deier ginn. Abordabele Wunnengsbau ass net gläichzesetze mat qualitativ mannerwäertege Wunnengen. Et soll zwar op onnéidege Luxus verzicht ginn, fir dass de Präis och kann niddereg gehale ginn, mee grad beim ëffentleche Wunnengsbau soll awer duerchaus kënnen d'Innovatioun gefërdert ginn. Innovatioun kann awer och dozou féieren, dass se gläichbleiwend Qualitéit fir manner Sue bitt. An Zukunft kann ee vläicht doriwwer nodenken, ob een net och heifir e klengen Incentive virgesäit.

Vu Gemengesäit gëtt et nach de Wonsch, den Awunner aus der eegener Gemeng kënnen eng gewësse Prioritéit ze schafen. Trotz allem Versteesdemech fir dëst Uleies muss een awer och soen, dass dat aus der Siicht vun deem, deen eng Wunneng sicht, net onbedéngt am meeschte Sënn mécht. Aner Krittären – wéi zum Beispill d'Méiglechkeet, no bei senger Aarbecht ze wunnen – sinn do vläicht nach méi wichteg.

Eng grouss Ännerung an deem neie Gesetz ass d'Schafe vun dem sougenannte RENLA. Et ass virdrun erkläert ginn, wat dat ass. D'LSAP ass ganz frou, dass mir op dësem Wee endlech e richtegen Iwwerbléck kréie souwuel iwwert de Bestand un abordabele Wunnenge wéi och iwwert déi reell Zuel vun Demandeuren an – ganz wichteg – iwwert de Profill vun dëse Leit. Déi national Dateschutzkommissioun hat Bedenken, wat den Accès op d'Donnéeë vun deem Fichier ugeet. An der Praxis muss een hei iwwerwaachen, dass et net zu Feelentwécklunge kënnt.

Här President, d'LSAP bewäert déi zwee Logementsprojeten, déi mer de Mëtte stëmmen, ganz positiv. Nawell si mir eis bewosst, dass déi Kris, déi mir am Moment um Immobiliemarché hunn, domadder net geléist gëtt. Déi eenzeg Méiglechkeet fir d'ëffentlech Hand, fir eng gewësse Kontroll driwwer ze kréien, besteet doranner, den ëffentlechen Immobiliepark esou staark ewéi méiglech an d'Luucht ze setzen, soudass tatsächlech e substanziellen Undeel vun der Bevëlkerung a Wunnenge ka liewen, wou de Staat de Präis bestëmmt. Bei aller Urgence wäert dat weeder kuerznach mëttelfristeg kënnen erreecht ginn. Ëmsou méi wichteg ass et, dass mir elo alles drusetzen, dass dat Zil op d'mannst laangfristeg kann erreecht ginn.

Här President, gëschter huet de Konkurrenzrot eng Analys presentéiert, déi feststellt, datt déi privat Promoteuren an Immobilienagencen déi lescht Jore weesentlech zur Präisexplosioun um Wunnengsmaart bäigedroen hunn. Dat ass fir vill vun eis keng grouss Iwwerraschung – an dach ass dat bis elo ëmmer vum Secteur zréckgewise ginn. Fir mech ass kloer, datt een net jiddereen aus dem Secteur kann an duerf an dat selwecht Dëppe geheien. Et gëtt sécherlech och Acteuren, déi hei ganz responsabel un hiert Geschäft eruginn, an hei muss een och kënnen differenzéieren.

Mee wann d'Bruttomargë vun alle Promoteuren zesumme sech an zéng Joer veraachtfachen, wann Terrainen nëmmen dréppchesweis op de Maart

kommen, fir d'Präisser héichzehalen, wann de Gros vum Bauland an de privaten Hänn vun e puer Eenzelne läit an op der anerer Säit Famillje sech d'Wunnen net méi leeschte kënnen, da misst dach spéitstens elo deen Allerleschten hei am Land kapéiert hunn, datt dee fräie Maart iwwerhaapt näischt reegelt!

Une voix | Très bien!

M. Yves Cruchten (LSAP) | Déi berüümt „onsiichtbar Hand", déi anscheinend an engem komplett liberaliséierte Maart soll Exzesser verhënneren, déi gëtt et net!

Une voix | Très bien!

M. Yves Cruchten (LSAP) | Nee, et gëtt just eng onsiichtbar Hand: Dat ass déi, déi de Leit an d'Täsch respektiv an de Portmonni gräift. Déi Analys vum Konkurrenzrot huet dës onsiichtbar Hand elo fir jidderee siichtbar gemaach. An dofir hunn d'Gesetzer, wéi mer se haut stëmmen, hir absolutt Noutwendegkeet, well si hëllefen eis, ëffentlech Wunnraum ze schafen an net alles der Profittmaximéierung um private Marché ënnerzeuerdnen.

Ech ginn d'Zoustëmmung vun der LSAP a soe Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Cruchten. An dann ass d'Wuert fir den honorabelen Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Här President, Dir Dammen an Dir Hären. Wann ech dem Virriedner hei nogelauschtert hunn an och der Madamm Ahmedova, där ech villmools Merci soe fir hire Rapport, dann hunn ech bal ee Regret: Dat ass, dass ech net zu der Logementskommissioun gehéiert hunn, déi anscheinend ganz animéiert heiansdo diskutéiert huet. An et ass ëmmer schued als Politiker, dann esou flott Debatten ze verpassen! Vläicht, wann de Wieler mer nach d'Méiglechkeet gëtt, kann ech dann an der nächster Legislaturperiod – vläicht nach zesumme mat Iech, Madamm Ahmedova – esou Diskussioune materliewen.

Et ass op jidde Fall e ganz, ganz flotten a wichtegen Dossier, dee mer elo hei diskutéieren. Ech wär scho bal versicht, dem Här Cruchten do, wou hien opgehal huet, ze äntwerten. „Dass déi onsiichtbar Hand de Leit an d'Täsch gräift", mengen ech, esou hat en et gesot. Ech soen Iech: Et ass och de Staat, deen de Leit an d'Täsch gräift, well ech erënnere mech u verschidden TVA-Erhéijunge vun 3 % op 17 %, déi dës Regierung gemaach huet als eng vun den éischten Initiativen. A wann et eng Regierung gëtt, déi gewinnt ass, de Leit an d'Täsch ze gräifen – CO_2-Steier a villes aneres –, dann ass et déi, déi Dir matdrot, Här Cruchten! Mee ech wëll awer ...

M. Yves Cruchten (LSAP) | Déi Hand ass awer alles anescht wéi onsiichtbar, well all déi Saache ginn hei am Parlament diskutéiert an ...

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo, jo, jo.

(Brouhaha)

Et ass wouer: Dir klaut wéinstens am helle Liicht, dat ass richteg. Jo, dat ass richteg!

Also, ech wollt awer elo hei vläicht e puer Wuert och zum Projet soen. Dat ass, datt mer emol éischtens hei ... Et ass gesot gi vun der Aide au logement vun 1979, dat Gesetz wär u sech e bëssen elo hei nei gemaach ginn. An d'Rhetorik ass u sech déi selwecht, mee mir hunn awer erausgesicht: 1979 hate mer 362.000 Leit am Land an elo hu mer der 660.000. Also et ass eng enorm Croissance démographique, dat wësse mer alleguer. Mee et ass awer schonn och en Echec vun der Politick, tous Gouvernements confondus, datt mer elo u sech änlech Argumenter produzéiere wéi 1979 a mat änleche Problemer konfrontéiert sinn!

An d'Chambre des Fonctionnaires et Employés publics hat dat och gesot. Si huet eigentlech kloer eng Grondfro gestallt, well se jo och weess, datt d'Promoteurs publics praktesch net vill kënnen un der Situatioun änneren. Mir wëssen, datt d'SNHBM an och de Fonds du logement net vill Logementen op de Marché bréngen. An d'Chambre des Fonctionnaires et Employés publics huet da gesot: „Elle craint que les promoteurs publics ne parviennent jamais à subvenir aux besoins en logements abordables sur le territoire national."

Also och mat all där Rhetorik géint déi Privatpromoteuren an esou weider, déi mer elo héieren hunn: Et geet net ouni si! De Staat selwer ass kee gudden Entrepreneur: E baut lues, e baut net vill. An dat muss een awer och wëssen! Dofir muss ee sécher Problemer analyséieren, selbstverständlech, mee et kann een elo net allgemeng e Feldzuch géint déi privat Hand hei lancéieren, well de Staat weist einfach, datt en net vill an deem Beräich ka bréngen.

Dann ass gesot ginn – ech wëll och kuerz dorobber agoen, well déi Problematik vun de Gemengen an de Responsabelen an de Gemengen ëmmer erëm hei ugeschwat gëtt –: Jo, et ass awer sou, an de Syvicol huet dat och gesot, datt u sech d'Rechter vun de Gemengen an dësem Text ageschränkt gi par rapport zum Beispill zum Artikel 13 vum Gesetz vum 16. November 1998, wou d'Gemengen als Promoteur nach vill méi konnten decidéieren, ween da kéint bei hinnen op dem Territoire vun hirer Gemeng dovunner profitéieren, par rapport zu elo, wou dat eigentlech nach fir d'Logements tous publics gëllt, awer net méi fir d'Logements dédiés – op jidde Fall net méi vill.

A wéi d'Virriedner et gesot hunn, ass et jo awer sou, datt d'Gemengen op de Konsequenze vum Wunnengsbau dacks sëtze bleiwen, wat Schoulen ugeet, Betreiungsstrukturen, Kläranlagen, ëffentlechen Transport, Dreckseemeren an esou weider an esou virun. Also, d'Gemengen hunn eng enorm Kontributioun, déi se souwisou leeschten, an eigentlech ëmmer manner matzedecidéieren, an dat ass en Ongläichgewiicht, dat mir net richteg fannen. Et ass e ganz bürokratescht Gesetz. Et ass schonn e bëssen eng Verstaatlechung, déi mer hei materliewen. „Planwirtschaft" ass gesot ginn, och dat deele mer.

Ech war och verwonnert, datt d'Madamm Agostino sou geschwäermt huet am Numm vun der DP. Gëschter huet d'DP e ganz illiberaalt Gesetz am Beräich vun der Gesondheet gelueft, haut am Beräich vum Logement. Wann Der nach eng Kéier sollt an enger Gambia-Regierung sinn, da bleift vun deene liberale Gedanken näischt méi, well vu Regierungsperiod zu Regierungsperiod passt Der Iech ëmmer méi de sozialisteschen an deene gréngе Kolleegen un.

(Interruption par M. Gilles Baum)

An Dir kënnt wierklech eng Kéier d'Fusioun do envisagéieren, mee eng liberal Partei ass d'DP net méi!

(Interruption par M. Gilles Baum, brouhaha et coups de cloche par la présidence)

Mir op jidde Fall, mir vertrieden och d'Interessie vun de privaten Investisseuren. Här Baum, ech si begeeschtert iwwert deen Interessi, deen Der mengen Ausféierungen entgéintbréngt.

M. Gilles Baum (DP) | Ëmmer, ëmmer!

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Well mir, mir vertrieden och weider hei d'Interessie vun ...

Une voix | Et héiert ee bal näischt méi.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | ... de privaten Investisseuren. An dobäi ass et jo esou – ech hat dat och d'lescht Woch eng Kéier hei gesot –, datt déi Konditiounen, déi mer deene Private setzen, sech däitlech verschlechtert hunn duerch déi Konventiounen, déi fréier op 20 Joer gelaf sinn an elo op 40 Joer. Dat ass ee vu ville Feeler, déi gemaach goufen.

Et hätt een och kënnen aner Modellen envisagéieren, zum Beispill en degressive Modell no 20 Joer oder datt verschidde Subventioune mussen zréckbezuelt ginn. Alles dat hätt ee kënnen diskutéieren, mee déi Radikalitéit, déi do erëm eng Kéier gewise gouf, déi féiert awer derzou, datt privat Investisseuren dacks decouragéiert ginn. Genausou wéi dat Festhalen un der Emphyteos, wou mir der Meenung sinn, datt dat kee gudde Wee ass, deen op jidde Fall eng Verméigensbildung net erlaabt, a mir hunn eng däitlech Preferenz fir de Mietkauf.

D'Madamm Ahmedova hat an hirem Rapport och gesot, datt ee muss dann e bëssen do matdenken, wat Parkplazen a Garagen ugeet. An eisen Aen ass dat reng Ideologie, well do gëtt dann de Kampf géint den Auto weidergeféiert, de Carsharing gëtt promouvéiert, deen awer net jidderee kann oder wëll maachen. Dofir feelt et dann herno u Parkplazen oder u Garagen a verschiddene Bauprojeten. E bëssen erënnert eis dat un den Elektroauto. Dir hutt alleguer gesinn an Däitschland, wéi elo VW an aner grouss Firmen ëmmer méi a Problemer kommen duerch eng Ideologie, ...

(Interruption)

... an do weist et sech eeben zum Beispill um Autosmaart, datt eeben de Privatinvestisseur dacks besser weess wéi de Staat, wat d'Leit wierklech wëllen a wat se brauchen. Et ass esou, ...

M. Yves Cruchten (LSAP) | Soulaang Dir ëmmer den Auto huelt fir heihinner ...

(Interruptions)

M. Fernand Kartheiser (ADR) | ... datt mer déi ... Et ass esou, datt mer am Logement wéi a kaum engem aneren Dossier eigentlech iwwert déi lescht Joren ... Et ass gesot ginn: „Den Här Kox huet vill geschafft." Ech géif soen: Leider huet dës Regierung vill geschafft, well se huet eng Feeldecisioun no där anerer geholl am Beräich vum Logement a mir si mat de Konsequenzen haut konfrontéiert!

Mir hu keng Flexibilitéit an de Mietverträg. Dofir hate mir eng Proposition de loi gemaach, déi och wierklech e Contrat à durée déterminée erlaabt. Mir hu beim Investissement eng Verdeierung vun der TVA vun 3 % op 17 % gehat. Den Amortissement fiscal accéléré gouf onnéideg ageschränkt, wat natierlech zu enger Reduzéierung vum Investissement am Logement féiert. D'staatlech Taxe sinn zu Lëtzebuerg méi héich wéi am Ausland, och dat ass hei scho vun der ADR gesot ginn, zum Beispill am Beräich vum Enregistrement an esou weider. Déi kéint een erofsetzen.

Haut ass gesot ginn zu deem neie Projet, dass déi CDIen eventuell zu neie sozialen Ongerechtegkeete féieren. Dat ass absolutt richteg. Et ass gesot ginn, datt keng PAPen „nouveau quartier" méi gemaach ginn, well dat alles ze vill schwéierfälleg ass. D'Naturschutzgesetz ass en Obstakel, notamment an ausgewisene Bauzonen.

De Staat an d'Gemenge si schlecht Promoteuren – ech hat dat selwer virdru gesot –: Si hu vill Terrainen a baue wéineg. Dat ass d'Realitéit vun der Saach. Mir hunn also hei e Staat, deen net effizient ass am

Logement, deen éischter hënnert, dee vill ze deier ass, deen anere Käschten opdréckt, selwer net vill mécht an elo och nach verstaatlecht an nach méi Initiativ u sech rappt, amplaz endlech op de Wee vun der Flexibiliséierung, vun der Liberaliséierung, vu méi Méiglechkeete vum Privaten ze goen, fir endlech um Logement kënnen déi Bürokratie ofzebauen an eng nei Dynamik ze entwéckelen.

Ech wëll emol net iwwert de grondleeënde Problem schwätzen, Dir kennt eis Attitüd: Soulaang mer net vun engem onkontrolléierte Wuesstum an e méi gesonden, méi kontrolléierbare Wuesstum erakommen – mir si jo Europameeschter am Wuesstum, am onkontrolléierte Wuesstum –, kréie mer de Problem per se och net geléist.

Déi Gestion locative sociale, déi ënnerstëtze mer selbstverständlech. Dat ass ganz kloer.

An ech wëll nach e Wuert iwwert de RENLA, déi Lëscht do, soen, déi mer elo hei hunn, also, eng al Fuerderung vun der ADR, datt mer eng national Lëscht hu mat kloren an transparente Krittären, asouwäit kënne mer dat begréissen. Mir mussen awer och soen, datt mer de Gemengen net wëllen d'Méiglechkeet ewechhuelen – bien au contraire! –, fir op hirer Gemeng kënne matanzewierken, wien dat kritt, wéi et 1998 am Gesetz do beschriwwe war.

Mir hätte gär, datt déi Leit, déi e Lien mat enger Gemeng hunn, quitte datt se do gebuer sinn, datt se do an d'Schoul gaang sinn, datt se do schaffen, datt se Famill do hunn an esou weider, eng Prioritéit kënne kréie bei Gemengen, déi Promoteure sinn oder Bailleurs sociaux. Dat schéngt eis ganz selbstverständlech ze sinn, datt mer dat Liewen – dat Zesummeliewen – an enger Gemeng net do zerstéieren, mee datt mer éischter dat favoriséieren, vu datt et do awer eng Kontinuitéit an engem Gemengeliewen, a Veräiner an esou weider ka ginn – selbstverständlech.

A mir hätte gären, vu datt mer elo eng national Lëscht awer kréien, vun där mir mengen ..., datt déi Gemengen awer, déi do investéieren, wéi gesot, sollten e Matsproocherecht iwwert d'Verdeelung souwuel bei de Logements dédiés wéi bei deenen tous publics hunn. Mir hätten awer dann och gär, datt mer da periodesch Lëschte maachen, fir datt mer emol gesinn, wéi dann d'Attributioun ass, ob et tous publics ass oder wivill Studenten do wierklech kënnen eng Wunneng kréien oder Leit, déi iergendwellech Besoins particuliers hunn, oder eeler Leit an esou weider, datt mer déi Opdeelung och wierklech kënne verfollegen deen Abléck, wa mer dann esou eng national Lëscht hu mat transparente Krittären, an datt mer kënnen diskutéieren, ob eiser Meenung no déi Attributioun dann och déi richteg ass. Wa mer da schonn déi Méiglechkeeten hunn, da musse mer se och sënnvoll notzen.

Dat gesot, mat all deene Kriticken, Dir verstitt, mat eisen anere Prioritéiten an Usiichten iwwert de Wäert vum privaten Engagement am Logement wäerte mir och dëse Projet net kënne matdroen. Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Kartheiser. An nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Nathalie Oberweis. Madamm Oberweis, Dir hutt d'Wuert.

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Merci, Här President. Merci och fir d'éischt der Rapportrice fir hiren ausféierleche Rapport an och fir d'Presidence an de Kommissiounen, déi si, ech fannen, ganz gutt gemaach huet. Kolleeginnen a Kolleegen, änlech wéi beim individuellen Aidëgesetz, wat duerno um Orde du jour steet, huet dëse Gesetzesprojet schonn e puer Joer um Bockel an ass scho méi oft ugepasst ginn an dëser Zäit. Anescht wéi beim Aidëgesetz fir Privatleit awer, wou éischter méi cibléiert Ännerunge gemaach gi sinn, huet dëse Projet iwwert de Logement abordable awer a senge Grondfesten evoluéiert. Mir hunn hei deelweis en anert Gesetz leie wéi dat, wat viru knapp zwee Joer deposéiert gi war.

Dëst Gesetz huet jo zum Zweck, de staatleche Finanzement vun abordabele Wunnenge fir de Kaf an d'Locatioun esouwéi fir Logements à coût modéré nei ze reegelen an engem harmoniséierten Text. Donieft ass d'Attributiounsprozedur vun den abordabele Locatiounswunnengen e weidere wichtege Baustee vun dësem Gesetz, also d'Fro, wie prioritär Recht op eng abordabel Wunneng huet a wéi eng Krittären an der Prozedur spillen. Zentral Punkte vum Gesetz si vun Ufank u stoe bliwwen a mir begréissen déi:

Éischtens: déi nei Definitioun vun den eenzelne Kategorië vu Logementer an hei och d'Recht op esou eng Wunneng, déi no neie Krittären a puncto Akommes an Zesummesetzung vum Stot sollt erfaasst ginn.

Zweetens: déi däitlech méi breet Populatiounsschichten, déi duerch d'Upassung vun den Akommeskrittären zukünfteg zumindest d'Chance op eng Wunneng hunn, vu 50 % bei der Bevëlkerung bei Locatiounswunnengen, iwwer 60 % bei der abordabeler Vente, bis hin zu 70 % bei de Logements à coût modéré.

Drëttens: d'Entscheedung, dass zukünfteg nëmmen ëffentlech Promoteure Wunnenge fir de Verkaf dierfe bauen.

Véiertens: déi nei Konditioun, dass staatlech kofinanzéiert Locatiounswunnenge 40 Joer amplaz vun haut 20 Joer an der Abordabilitéit musse bleiwen.

A fënneftens: dass dës Wunnengen an en zentrale Regëster, de RENLA, sollen opgeholl ginn a soumat och méi effikass solle geréiert ginn.

Wéi gesot, mir begréissen all dës Punkten. Déi Punkten am Gesetz hunn – wéi natierlech och anerer – den Amendementsprozess iwwerlieft.

Wat awer in extremis nach ofgeännert ginn ass am Gesetzestext, ass d'Attributiounsprozedur fir ëffentlech Locatiounswunnengen. Huet déi ursprénglech Prozedur op enger gewëssener Transparenz an Equitéit bei der Vergab vu Wunnenge berout, sou gouf dës Prozedur awer kuerzfristeg an och ouni eng seriö Begrënnung an den Amendementer einfach gekippt. Dat ass erstaunlech, well dat jo eigentlech e wichtegt Element am Text war, dat och de Logementsminister vun Ufank un no vir gestallt huet, fir dës Reform ze begrënnen.

D'Ënnerscheedung tëscht de Logements tous publics an de Logements dédiés menge mir domadder net, well eis dës Ënnerscheedung och sënnvoll erschéngt, fir bei der Attributioun och op verschidden Urgencen oder Besoine vu bestëmmte Gruppen a Secteuren anzegoen, déi een net all an eng eenzeg Prozedur erandrécke kann. Et geet hei villméi ëm d'Attributioun vun de Logements tous publics selwer, déi elo a Fro steet.

De Regëster, deen all d'Kandidate fir eng Wunneng an engem Ordre de priorité sollt opläschten, fir op dësem Wee méi Novollzéibarkeet an Objektivitéit bei der Vergab vun de Wunnengen ze assuréieren, ass komplett entwäert ginn. E steet zwar nach dran, mee en ass eigentlech just nach e Relikt vun der ursprénglecher Volontéit vun den Auteure vun dësem Gesetz. D'Fro nom Sënn an Zweck vum Regëster a vun der Datenerhiewung, fir dëse Regëster à jour ze halen, steet elo am Raum.

Well wat ass dann elo passéiert? De Regëster déngt just nach, fir ze iwwerpréiwen, ob eng Persoun eng Locatiounswunneng zegutt huet oder net. De Verweis op d'Liste prioritaire, wat fir eis wierklech d'Essenz och war, wou dann déi Kandidate mat besonnesch schwierege finanzielle Viraussetzunge Virrang gehat hätten, ass gestrach ginn. Fir gréisser ëffentlech Promoteure wéi d'Stad Lëtzebuerg gëlle souguer ganz labber Reegelen. Fir e gewëssenen Undeel vun de Leit, déi eng ëffentlech Locatiounswunneng solle kënne kréien, ass emol keng Enquête sociale méi néideg.

Mir gënne jidderengem natierlech eng ëffentlech Locatiounswunneng, och Leit, déi ënnen op enger Prioritéitslëscht stinn. Mir wëssen, wéi deier de Privatmarché ass. Mee andeem elo hei déi ganz ursprénglech Prozedur esou op de Kapp gestallt ginn ass, riskéieren d'Kredibilitéit an d'Vertrauen an d'Attributioun vun ëffentleche Wunnengen u sech, Schued ze huelen, an donieft stellt sech dann och d'Fro, ob et bei esou engem eklatante Manktum un ëffentleche Wunnenge verantwortlech ass, net all Euro un ëffentlecher Subventioun fir déi Leit mam gréisste Besoin virzegesinn.

Mir gesinn dës Ofännerung vun der Prozedur mat der paralleler Ausweitung vum Recht op eng ëffentlech Wunneng op 50 % vun der Bevëlkerung – eppes, wat eigentlech positiv ze gesinn ass – op alle Fall awer kritesch. Et kann ee sécher driwwer schwätzen, ob ze vill laangwiereg Prozeduren an eng Enquête sociale bei all fräier Wunneng net och derzou féiere kéinten, dass Wunnengen ze laang eidel stinn an dat mat méi Flexibilitéit bei de Bailleurs sociaux kéint verbessert ginn. Mee hei gëtt net diskutéiert; d'Regierung huet et einfach geännert, ouni et wierklech politesch ze begrënnen. Mir hunn domadder e Problem.

Här President, en aneren Aspekt, deen eis en Dar am A ass, ass d'Ouverture op Privatacteuren, déi fir eis net méi eendeiteg an d'Kategorie „sans but de lucre" falen. Dës Ouverture gouf am Abrëll gefillt och als Schnellschoss am Kontext vun de Problemer am Bausecteur op eemol an d'Gesetz gesat. Nom Wonsch vun der Regierung sollen zukünfteg Sociétés d'impact sociétal, Fondatiounen oder ASBLen als Promoteurs sociaux Logements dédiés fir hir Salariéen – oder Salariéë vun der Mammenentreprise – kënne bauen. Domat kënne Privatfirmen, egal wéi eng, zukünfteg esou Organisme schafen an iwwert dee Wee och un ëffentlech Finanzementer am Kader vun dësem Gesetz kommen. Zumindest versti mir et esou.

D'CSL huet zu Recht kritiséiert, dass iwwert dee Wee d'Salariéë kéinten „en nature" bezuelt ginn, wat Drock op hir Salairë kéint ausüben.

D'Fro stellt sech natierlech: Op wéi engem Terrain ginn déi Wunnengen do gebaut? Mee och do huet de Projet eng Äntwert: Den Terrain vun enger Entreprise, déi zum Beispill iwwert e Promoteur social Wunnenge baut, soll kënnen iwwer Emphyteos iwwer 50 Joer dem Promoteur social zur Verfügung gestallt ginn. De Staat assuréiert also der Privatentreprise iwwert déi Zäit de Rendement um Terrain, e finanzéiert der SIS de Bau vun de Wunnengen an um Enn vun der 40-Joer-Period, wann d'Logementen aus der Abordabilitéit erausfalen, gehéieren d'Logementen an natierlech och nach ëmmer den Terrain der Privatentreprise hannendrun. Dat ass an eisen Aen eng Win-win-win-Konstellatioun fir dës Betriber an eng zolidd Rechnung fir de Staat. Dëse Choix ass fir eis net novollzéibar a geet géint déi ursprénglech Ausriichtung vum Gesetz!

Här President, verschidden aner Neierungen am Gesetz sinn natierlech ze begréissen, zum Beispill d'Schafe vun der Notioun vun de „logements de réserve" fir urgent Besoinen, e Konzept, wat nach ëmmer relativ flou ass fir eis, och wa mer déi absolutt Urgence bei de Reservewunnenge gesinn. Handelt et sech dobäi ëm eng Pist, fir déi feelend Logement-d'urgencen

an de Gemengen opzefänken? Wéi gëtt assuréiert, datt se tatsächlech ëmmer disponibel bleiwen? Do stelle sech fir eis nach eng Rei Froe bei där Kategorie.

Och begréisse mer, dass de Minister den Acteuren am soziale Wunnengsberäich entgéintkomm ass an en Dialogue structuré en place gesat gouf. Dat ass sécher ganz sënnvoll an hëlleft bestëmmt, fir méi fréi op Entwécklunge kënnen ze reagéieren. Geneesou ass et richteg, dass de Forfait fir d'Bailleur-socialle pro verlounter Wunneng eropgesat ginn ass. Och dat begréisse mir, awer mir hoffen, dass dëst och bei der Gestion locative sociale zäitno geschitt.

Här President, d'Revirementer, déi ech virdrun ugeschwat hunn, nämlech de Regëster an och d'Ouverture am Gesetz fir gewënnorientéiert Betriber – wann och iwwert eng Hannerdier – maachen et schwéier, dësen Text nach als Ganzt ze bewäerten. De Logementsminister huet d'Talent, seng eegen deelweis gutt Initiative selwer erëm ze demontéieren. Oder et demontéieren anerer se fir hien, well et gëtt een den Androck net lass, dass am Logementsministère vill verschidden Interessien d'Strëppe matzéien. Dass een d'Gefill kritt, dass dës Gesetzer op de leschte Stëppel nach op wichtege Punkten ofgeännert ginn an duerch d'Chamber gepusht ginn, wierkt och net immens iwwerzeegend.

Wéinst dëse fundamentale Bedenken iwwert dës Revirementer musse mir eis leider beim Vott enthalen.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Madamm Oberweis. An den nächsten ageschriwwene Rieder ass schonn do, den honorabelen Här Sven Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, merci als Éischt der Rapportrice fir dee ganz gudden an ausféierleche Rapport. Et war sécherlech net einfach, an där kuerzer Zäit mat all deenen Ännerungen, déi nach a leschter Minutt och nach intervenéiert sinn, dee Rapport do fäerdegzestellen, an dofir e grousse Merci.

Wann ech soen: „Et war net einfach", da muss ech schonn direkt op dat Éischt agoen. Ech mengen, et ass déi éischte Kéier, datt ech hei op der Tribün stinn an iwwert e Gesetz schwätzen, wat e Gesetz ofännert, wat mer eréischt um nächste Punkt vum Ordre du jour stëmmen. Dat war bis virun dräi Deeg net de Fall. A virun dräi Deeg mat der leschter Ronn mam Staatsrot ass dunn erauskomm, datt mer tatsächlech elo mussen hei iwwert e Gesetz diskutéieren, wat da schonn dat Gesetz, wat mer herno stëmmen, ofännert; och dat, mengen ech, eng Première op engem leschte Sëtzungsdag vun enger Chamber, vun enger Legislaturperiod.

D'lescht Woch hate mer schonns driwwer diskutéiert, an zwar och ausféierlech, datt de Staat vill méi an de Wunnmarché misst agräifen, an dat gouf och duerch e Rapport vum Konkurrenzrot jo elo nach eng Kéier méi däitlech. Ech kommen herno nach kuerz drop zréck. De Staat, d'ëffentlech Bauträger an d'Gemenge musse méi Suen an d'Hand huelen, fir e Wunne méiglech ze maachen, wat net nëmme vum Portmonni ofhänkt.

Dëst Gesetz hei ass eng Upassung un déi aktuell Logementsproblematik, déi mer haut hunn. Et geet nämlech net méi duer, datt de Staat just nokuckt an hofft. De Prinzipp Hoffnung ass eriwwer! Mir mussen derfir suergen, datt jiddwereen hei am Land en Daach iwwert dem Kapp huet an net nëmmen déi, déi et eebe gutt getraff huet. Ech muss kee laangen Exposé iwwert all déi Zuele maachen, déi jidderee vun eis kennt an zënter Joren um Wunnengsmarché gesäit. Ech muss och kengem méi erklären, wat et fir vill Leit am Portmonni ausmécht, wa se um Ufank vum Mount hire Loyer oder hire Prêt vun hirem Bankkonto bezuelen.

D'Léieren aus deene leschte Joerzéngte Wunnengspolitick sinn u sech kloer: De Privatmarché aleng huet versot! En huet doranner versot, datt jidderee sech hei am Land eng Wunneng leeschte kann. An dat soen ech hei net einfach esou, dat seet de Konkurrenzrot. De Konkurrenzrot schwätzt vun enger „Konzentratioun", e schwätzt dovunner, datt de Promoteuren hir Margen, obwuel manner gebaut gouf, dramatesch an d'Luucht gaange sinn, vill méi staark wéi d'Croissance um Wunnengsmaart, vill méi staark och wéi d'Wunnengspräisser. Do muss ee sech da schonn d'Fro stellen, wéi se dat fäerdegbruecht hunn!

Ech wëll awer gläichzäiteg soen: Et däerf een hei net de Feeler maachen, d'Firmen an déi Leit, déi tatsächlech um Enn vum Dag bauen, domadder ze vergläichen, wat e Promoteur u Margë mécht. Et soll een och net eng Marge brute mat enger Marge nette herno vergläichen. Och dat ass, mengen ech, e bësse méi komplizéiert. Mee nichtsdestotrotz gëtt et am Immobiliesecteur Leit, déi sech déi lescht Joren op d'Käschte vun der breeder Populatioun eng gëllen Nues verdéngt hunn. An ech mengen, däers musse mer eis alleguerte bewosst sinn – an dat huet de Konkurrenzrot glécklecherweis jo och schwaarz op wäiss publizéiert.

Wann ech also soen, datt de Privatmarché versot huet, da mengen ech awer domadder net, datt mer zréck an de Kommunismus misste goen an de gesamte Wunnengsmarché sollte verstaatlechen, ëm Gottes wëllen net! Nee, de Privatmarché bleift e Puzzlestéck, warscheinlech souguer dat wichtegst Puzzlestéck, well ouni Privatinitiativ géif guer näischt gebaut ginn. Zumindest hätte mer keng Firmen, déi um Enn vum Dag reell baue géifen.

De Privatmarché soll also weiderhi bauen, mee de Staat muss d'Jalone setzen, d'Jalonen, fir datt esou vill Leit wéi méiglech och weiderhin d'Méiglechkeet hunn, sech hir éischt Wunneng um Privatmarché kënnen ze kafen. An do gëtt et vill Méiglechkeeten, fir d'Éischtkeefer ze ënnerstëtzen: keng Nottärskäschte beim Kaf vun enger éischter Wunneng, Staatsgarantië méi an d'Luucht setzen, fir de Leit hire Bankprêt ze vereinfachen. Bref, trotz Hëllefen, déi et jo scho gëtt, kann aktuell net jiddereen um Privatmarché eppes kafen. De Privatmarché léisst vill Leit am Ree stoen. Mir sinn um Punkt ukomm, wou déi meescht dat och verstanen hunn, an zwar esou verstanen hunn, datt de Staat an der Wunnengskris – an et ass eng Kris – muss mat upaken.

Jo, dat kascht Steiergelder. Mee et bréngt dem Staat laangfristeg awer och erëm Geld eran, well déi Leit hei zu Lëtzebuerg wunnen, hei Steiere bezuelen an hei erëm hiert Geld ausginn. An d'Terraine gi jo och net verluer: Se sinn eppes wäert a bleiwen am Besëtz vum ëffentleche Promoteur. Des Weidere gi mer all deene Leit, déi hei opgewuess sinn, hei an d'Schoul gaange sinn an hei schaffen, eng Chance, fir iwwerhaapt kënnen hei am Land ze bleiwen. Dat Gesetz ass deemno e wichtege Schrëtt, wou mer dem Staat d'Mëttele ginn, fir sengen Aufgabe kënne gerecht ze ginn.

Als Éischt muss ee luewen, datt duerch de ganze Gesetzestext endlech méi Kloerheet geschafe gëtt an och eng Kloerheet kënnt, wéi eng Wunnmodeller de Staat ubitt. D'Kategorië fir d'Wunne ginn opgelëscht, ob d'Location abordable, d'GLS – an domadder ass net de Livreur gemengt –, d'Vente abordable an d'Vente à coût modéré, wouvunner – an dat ass och wichteg – ausschliisslech déi ëffentlech Promoteure profitéieren.

Et kënnt och emol Kloerheet eran, wie fir wat responsabel ass. D'Ënnerscheedung gëtt gemaach tëscht dem Promoteur publique, dee fir d'Bauen zoustänneg ass, an dem Bailleur social, dee sech drëm këmmert, datt d'ëffentlech Wunnenge bei deene richtege Leit ukommen. Och hei ass wichteg, datt mer endlech Kloerheet schafen an och Rechtssécherheet schafen, wéi déi eenzel Acteure mateneen zesummeschaffen.

Eng weider gutt Neierung ass – an och dat hu scho verschidde Virriednerinnen a Virriedner gesot –, datt endlech d'Waardelëschten alleguerten an engem Regëster, dem RENLA, zentraliséiert ginn. Dat verbessert als Éischt emol fir d'Leit déi ganz Prozedur, well et erméiglecht hinnen, datt se eng eenzeg Ulafstell hunn. Ganz heefeg soe mer: „Mir brauchen e Guichet unique." Ma hei schafe mer e Guichet unique fir Leit, déi op der Sich no enger Wunneng sinn. Dat wäert dann nämlech och derfir suergen – an dofir fanne mer dat eng gutt Saach am Respekt vum Dateschutz –, datt héchstwarscheinlech méi Leit sech wäerte fir Wunnenge mellen. Dovunner ass auszegoen.

Mir hate virun e puer Joren hei schonn ... A mir erënneren eis alleguerten un déi Diskussioun, déi mer heibannen haten, wéi e Projet an d'Vente goung an der Gemeng vun engem vun de Virriedner, wou d'Leit virun dem Promoteur public campéiert hunn, fir eng Chance ze hunn op eng Plaz op där Waardelëscht. An dunn hate mer eng gréisser Diskussioun hei an der Chamber. Mir hunn u sech alleguerte gesot: Et gëtt eng Schwaarzzuel. Et gëtt eng Zuel vu Leit, déi guer net méi erfaasst gi vun där ganzer Prozedur, well warscheinlech d'Zuel vun de Leit, déi eng Wunneng sichen, méi héich ass wéi déi, déi op den offizielle Waardelëschte stinn, well et eeben dee Moment och nach e „first come, first served"-Prinzipp gëtt.

Wann de RENLA also richteg no bausse kommunizéiert gëtt – an dovu ginn ech aus –, wäerte mer warscheinlech erféieren, well vill méi Leit sech fir dee Regëster wäerte mellen, wéi dat aktuell bei deene ville verschiddenen eenzelne Waardelëschte cumuléiert de Fall wär. Mee dat wier op jidde Fall awer e gutt Zeechen, well domadder op d'mannst d'Zuelen iwwert d'Demande no Logement méi richteg a méi éierlech ginn.

Wat mer beim Gesetz awer e bësse vermëssen – an dat hate mer an der leschter Woch och schonn eng Kéier gesot –, dat ass de Mangel ..., oder déi verklausuléiert Approche, déi elo zu engem Mietkauf hei festgeschriwwe gëtt; mir hätten eis hei eng méi kloer Approche gewënscht. Dat hätt kënnen iwwert d'Proposition de loi vum Kolleeg Marc Lies goen, dat hätt kënnen hei am Gesetz verankert ginn – natierlech e Mietkauf, wou een herno e Virréckkafsrecht fir d'ëffentlech Hand huet! Op déi verklausuléiert Approche, déi elo am Gesetz steet, mengen ech, wäerte mer nach eng Kéier mussen zréckkommen a mir wäerte se nach eng Kéier mussen nobesseren. Den Outil ass ... Ech mengen, d'Pist stëmmt, mir hätten eis awer do eng aner Approche gewënscht.

E weidere Punkt, wou een dann driwwer diskutéiere kann, ass dee vun der Héicht vun der Subventioun, déi de Staat beim Bau fir ëffentlech Wunnenge gëtt. De Syvicol hat a sengem Avis do bedauert, datt d'Gemengen zum groussen Deel awer nach op de Käschte sëtze bleiwen. Aus där enger Täsch an déi aner Täsch, ech si mer däers bewosst. Mee mir wëssen och, wéi d'Finanzsituatioun vu verschiddene Gemengen ass. A wa mer wierklech eng national Wunnengskris wëllen ugoen, musse mer dat och mat nationale Gelder ugoen.

An och am Avis vun der FEDAS hunn ech mat e puer Suergen awer gelies, datt mat deem Gesetz u sech

de Bau vun erschwénglechem Wunnraum kéint gebremst ginn, well Bankkreditter hei net mat a Betruecht gezu ginn. Och dorop, mengen ech, muss een nach eng Kéier agoen.

Wéi dat mam Privatsecteur herno och zesummespillt, ass, mengen ech, eng aner Fro. Do huet d'Madamm Oberweis virdru jo eppes Richteges gesot: Mir mussen eis iwwerleeën, ob et richteg ass, eppes zu 100 % ze finanzéieren, wat herno zu 100 % engem Privatinvestor erëm zeguttkënnt. Ob een do déi richteg Balance elo fonnt huet mat 40 Joer, ob een do vläicht nach eng Kéier nojustéiere muss, dat ass eng Diskussioun, déi mer sécherlech hei haut net wäerte beäntwerten, mee déi mer awer nach eng Kéier féiere mussen.

An dann, wa Firme kënnen erschwéngleche Wunnraum plangen a bauen, firwat solle se dat net maachen, natierlech ënner strenge Krittären a klore Konventiounen? An do si mer eebe grad bei där Fro no de Kaddoen. An ech hätt mer gewënscht, datt mer hei vläicht eng méi flexibel Léisung fonnt hätten – dat vläicht nach um Rand gesot. Wéi gesot, de Privatsecteur ass ee Puzzlestéck am Wunnengsbau, am Wunnengsmaart, a mir sollten deementspriechend dat och mat a Betruecht zéien.

A fir zum Schluss ze kommen, Här President: Et gëtt wéi bei all Gesetz Punkten, déi mir anescht gemaach hätten. De Staat muss agräifen, jo. Dat hunn ech developpéiert, do gi mer Iech Recht. Privat Initiativen, déi net vum Logementsministère ausginn, missten awer weiderhi méiglech bleiwen. D'Gesetz hei ass e wichtege Schrëtt, dat hunn ech gesot, fir all deene Leit erëm eng Hoffnung ze maachen, déi zënter Joren op Waardeléschten hänken oder d'Land wéinst den héije Wunnpräisser verlooss hunn, eng Hoffnung, sech endlech erëm zu Lëtzebuerg eppes leeschten ze kënnen an hir Kanner hei opwuessen ze gesinn, zréck bei hir Wuerzele vläicht ze kommen. Dofir wäerte mir Piraten dëst Gesetz och matstëmmen.

Ech soen Iech Merci.

M. Marc Goergen (Piraten) | Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Clement. A leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Roy Reding. Här Reding, Dir hutt d'Wuert.

M. Roy Reding (Liberté Chérie) | Merci, Här President. Merci dem Semiray Ahmedova fir dee super Rapport an och fir déi Fassong, wéi et déi Kommissioun souverän geleet huet. All Respekt! Dësen Text ass warscheinlech de beschten, dee bis elo vun dëser Regierung en matière vu Logement koum. Ech soe guer net, datt e perfekt ass, an ech wäert och dorobber zréckkommen, mee et ass emol eng Kéier wierklech e positive Schrëtt an déi richteg Richtung.

Ech muss dem Virriedner absolutt Onrecht ginn, wann e seet: „De Staat muss vill méi agräifen, de private Wunnengsmarché huet versot." Nee, mir hu versot! D'Administratioun huet versot, de Staat huet versot, well en dem private Wunnengsbau ëmmer erëm Steng an de Wee geluecht huet, ëmmer erëm Prozedure méi laang gemaach huet, ëmmer erëm Mesüren ergraff huet, déi et – kommt, mir soen einfach – manner lukrativ gemaach hunn, an de Wunnengsbau ze investéieren. Ech erënneren hei un déi onsäglech Mesüren, déi dës Regierung geholl huet, wéi se zum Beispill d'TVA op Mietwunnenge vun 3 % op 17 % eropgesat huet. Jo, dat huet kuerzfristeg d'Madamm Backes – oder war dat nach den Här Gramegna? – frou gemaach, well se haten esou op eemol vill méi Suen am Beidel vum Staat. Mee et huet awer d'Investisseuren ofgeschreckt ...

Une voix | Dat ass guer net wouer!

M. Roy Reding (Liberté Chérie) | ... an et huet d'Loyere méi deier gemaach. Den Amortissement fiscal accéléré manner interessant ze maachen, erofzesetzen, war eng Topegkeet a mir hu schonn driwwer diskutéiert.

(Interruption)

Dach, mir hu schonn driwwer diskutéiert an et war eng Topegkeet, well privat Investisseuren haut feelen, wann et drëm geet, an der Vente en l'état futur d'achèvement Wunnengen ze kafen, fir se op de Maart ze bréngen.

A wéi d'Madamm Agostino ganz richteg gesot huet an hirer leschter Interventioun – war et virgëschter? –: Mir sti virun enger onwarscheinlecher Kris am Bausecteur. Mir wäerte Faillitten erliewen an Honnerten an Honnerte vu Leit wäerten an de Chômage kommen, well net méi gebaut gëtt, wëll d'Ventes en l'état futur d'achèvement agebrach sinn. Mir leie bei engem Minus vu wäit iwwer 70 %. Mir leie bei engem Minus vun den Nottärsakten en matière de vente en l'état futur d'achèvement vu wäit iwwer 70 %. An déi Chifferen hu mer jo duerch den Enregistrement, déi si jo staatlech geséchert, dat do si jo keng Chifferen, déi ee kann erfannen! Alles dat si Resultater vun enger verfeeltener Politick – et deet mer leed – vun dëser Regierung!

Une voix | Très bien!

M. Roy Reding (Liberté Chérie) | Kee baut méi séier a méi bëlleg wéi de Privatsecteur, wann een en emol gewäerde léisst!

(Interruption par M. Henri Kox)

Jo, nee, nee! Nee, nee, Här Kox, nee! Wann ech muss Land kafen an ech muss zéng Joer laang waarden, bis ech eng Autorisatioun kréien, fir e PAP ze maachen, dann ass et net mäi Feeler, wann dann entre-temps d'Präisser geklomme sinn, wann d'Zënsen opgelaf sinn an esou weider an esou weider. Et ass, wat de Staat méi agräift an de Wunnengsbau, wat e méi rar gëtt a wat e méi deier gëtt!

Elo ass dëst Gesetz awer gutt – datt mer eis richteg verstinn! –, well natierlech wëll ee jo erschwéngleche Wunnraum fir all Mënsch. An ech sinn ëmmer agetruede fir sozial – abordabel – Mietwunnenge fir all Mënsch. An ech sinn och ëmmer derfir agetrueden, datt d'Leit solle kënne Verméigen opbauen, datt se solle kënnen eppes kafen, eppes dovun hunn. Ech sinn awer och ëmmer agetruede géint déi sozialistesch Politick vu Bail-emphytéotiquen. A mir hunn et gesinn an der Stad Lëtzebuerg mam Baulückeprogramm, wou Geschäftsleit – Leit, déi net schlecht dru sinn, Leit, déi wierklech net ënnert déi 70 % falen, deenen et schlecht oder net sou gutt geet, am Contraire, déi an den Topp 10 sinn – sech hei an der Stad Lëtzebuerg konnte Baulücke kafe fir 800.000 Euro, zéng Joer dra wunnen a se da fir de selwechte Präis der Gemeng zréckverkafen. Dat heescht, se hu gratis gewunnt. Dat ass weeder sozial, nach ass et richteg!

Trotzdeem droen ech deen Text hei mat, well et ass deen éischte positiven Text am Wunnengsbau. Besonnesch begréissenswäert ass, datt mer endlech en zentrale Regëster kréie vun all deene Leit, déi eng Sozialwunneng brauchen, datt mer net méi musse siche goen a verschidde Regëstere mat Dateschutz, wou kee mat deem anere geschwat huet. Dee RENLA ass wierklech eng onwarscheinlech gutt Saach an eleng schonn duerfir misst een dësen Text matstëmmen, souguer wann ee fir näischt aneschters wier!

An da wollt ech just op ee klenge Punkt agoen – et deet mer leed, elo gëtt et juristesch –: Ech verstinn déi Diskussioun net iwwert d'Contrats à durée déterminée oder d'Contrats à durée indéterminée vun de Bailleurs sociaux. Well de deux choses l'une: Entweeder se hunn e Spezialgesetz, wat reegelt, datt si contrairement zu deem normale Proprietär kënnen engem eppes verloune mat engem Contrat à durée determinée, deen dann awer och muss deen Dag, wou deen ofleeft, erausgoen. An dat ass jo am normale Bail à loyer am Droit commun net de Fall, well do hu mer eng Prorogation légale. Also: E Contrat à durée déterminée ass automatesch e Contrat à durée indéterminée, well du kriss de Locataire net eraus duerch den Oflaf vum Term am Droit commun.

Voilà, also de deux choses l'une: Entweeder mir maachen e Spezialgesetz, wou mer soen, verschidde Bailleurs sociaux kënnen eebe mat engem Contrat à durée déterminée verlounen, an da mécht déi ganz Diskussioun e Sënn, Här Lies, oder mir maachen dat net an et ass den Droit commun an da mécht déi ganz Diskussioun kee Sënn, well dann ass de Bailleur social a genau deem selwechte Fall wéi all Bailleur „normal".

Ech perséinlech war nach ëmmer der Meenung, datt mer sollten eist Gesetz änneren a Contrats à durée déterminée, déi bindend sinn a wou et keng Prorogation légale méi gëtt, sollten zouloossen, fir datt d'Leit kënne soen: „Ma ech verlounen en Appartement, wou ech weess, datt meng Enkelin an zwee Joer erëmkënnt vun der Uni, mee ech verlounen déi zwee Joer." Dann hätte mer manner Leerstänn hei am Land an et géif de Staat kee Su kaschten. Et wär ganz einfach d'Modifikatioun vum Droit civil.

Ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Reding.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Wunnengsbauminister Henri Kox.

Prise de position du Gouvernement

M. Henri Kox, Ministre du Logement | Merci alleguerten deenen, déi haut Stellung zu dësem wichtege Gesetz geholl hunn. An ech wëll och direkt am Ufank éischtens e Merci un alleguerten déi soen, déi heiru matgeschafft hunn, an natierlech och merci der Rapportrice, net nëmme fir d'Féierung vun der Logementskommissioun, mee och bei dësem Gesetz, engem wichtege Gesetz, fir dat och entspriechend ëmzesetzen an haut och gestëmmt ze kréien. Et ass virdru gesot ginn: D'Gesetz, op dat mer opbauen, geet 44 Joer zréck. Den Numm ass gefall: Benny Berg. En huet deemools déi éischte Kéier de „Logement social", wéi en deemools gesot huet, 1979, definéiert a Jalone gesat, fir dass de Staat Verantwortung sollt iwwerhuelen. Leider huet et awer 44 Joer gedauert, bis mer och déi Reegelen ugepaakt hunn, no deene mer, wann de Staat Suen an de Grapp hëlt, equitabel, gerecht an och novollzéibar kënne kucken.

D'1979er Gesetz wär haut net méi an där Form méiglech. Wann Der nämlech eist Gesetz – de Prozess – gekuckt hutt, dann hate mer eng sëllegen Oppositions formelles dertëschent vum Staatsrot kritt, eleng aus deem Grond, well villes, wat mer haut a Gesetzer schreiwen, well et ëffentlech Gelder sinn – immens vill ëffentlech Gelder, well d'lescht Joer hu mer der bal 200 Milliounen ausgi fir de Wunnengsbau –, Matière réservée à la loi ass. Mir mussen nämlech e ganz klore Cadre clair definéieren, hu se eis gesot. Se hu gesot, dass Transparenz muss erakommen. Se hu gesot, dass et, wa mer finanzéieren, novollzéibar muss sinn: Wie kritt déi Suen? A se hunn ëmmer erëm gesot: „Den Intérêt général priméiert bei all eisen Ausgabe vum Staat."

An d'autant plus wësse mer – an et ass och scho vun der Rapportrice gesot ginn –: D'EU, also d'Europäesch Kommissioun, kuckt bei den Aide-d'État ganz genau dorobber, wéi mer déi Suen dann och ausginn. Dofir war et eng Conditio sine qua non, fir dat Gesetz grondleeëend unzepaken, well mir hätten et net op Basis vun deem 1979er Gesetz kënnen opbauen, well bei enger klengster Adaptatioun haut vis-à-vis vum Staatsrot hätte mer Opposition-formellë kritt.

Dofir ass et e Paradigmewiessel ginn, fir aus deem 1979er Gesetz éischtens zwee Gesetzer ze maachen. A mir komme jo haut nach drop zréck, no dësem Gesetz kënnt d'Aide individuelle. An dëst Gesetz reegelt alles, wat de Staat vu Suen an de Grapp hëlt, wéi se verdeelt ginn, wie Beneficiaire ass vun deenen Aiden a wien dat da wéi verdeelt. An dofir ass an dësem Gesetz alles, wat staatlech Gelder beinhalt, definéiert ginn. D'Aide individuelle ass fir alles, wat um Privatmarché ass, an dofir ass et wichteg, dass mer dat losgelöst hunn an déi Bindung opgeschnürt hunn.

An do kommen ech dann – den Här Clement ass de Moment net heibannen – zur Fro, firwat mer dann duerno d'Gesetz direkt erëm änneren. Well et hätt jo kënne sinn, dass eent vun deene Gesetzer net gestëmmt gi wär an dann hätte mer Schwieregkeete gehat, well mer nach ëmmer déi Bindung am 1979er Gesetz hunn têschent: Wat ass Logement abordable a wat ass Aide individuelle? Et huet ee virdrun ëmmer vum „Primmenempfänger" geschwat, fir kënnen e Logement abordable ze kréien. Dofir hu mer déi Bindung opgemaach an dofir ass déi Transparenz ganz wichteg.

Zweetens wollt ech op de Prozess agoen. Jo, mir hu fënnef Joer gebraucht an et ass de leschten Dag, wou mer elo dat Gesetz hei da stëmmen, hoffentlech och stëmme kënnen, mat breeder Majoritéit. A mir hunn d'Gesetz deposéiert am Dezember 2021. Mir hunn d'Avisen, déi zwee Avise vum Staatsrot, awer eréischt viru Kuerzem kritt. Awer mir hunn net ofgewaart, mir hunn eis nämlech net grad einfach zréckgezunn, mee mir hunn Assisen organiséiert, Assisen, wou mer sämtlech Acteuren zesummegeruff hunn.

An och de Syvicol – an ech kucken op de President, den nach jëtzege President, vum Syvicol – war matassociéiert, fir stänneg um Gesetz kënnen ze schaffen. An ech sinn och frou, dass mer eng ganz Rei vun Adaptatiounen am Laf vum Prozess konnte maachen. Déi sinn net einfach vun uewen erof diktéiert ginn, nee, déi sinn am Dialogue structuré ..., an dat hu mer jo elo esou genannt, an d'Gesetz ageschriwwe souguer, déi Assisen, déi mer annerhalleft Joer elo haten, wou mer der dräi haten, wou mer ganz flott a konstruktiv an zilorientéiert diskutéiert hunn. Dat ass Bestanddeel vum Gesetz ginn.

An dofir brauche mer a sech och keng Motioun. Bon, Dir sidd natierlech souverän, fir eng Motioun ze stëmmen. Ech wëll just soen, dass mer d'office an dësem Gesetz matageschriwwen hunn, dass mer stänneg eng Evaluatioun duerchféieren, dass mer stänneg mat de Leit am Secteur diskutéieren, dass mer d'Gemenge matassociéieren. An de Syvicol ass jo d'office Member vun deem Dialogue structuré. A mir haten elo schonn, obscho mer d'Gesetzer net haten, deen Dialogue structuré – ech mengen, de President war selwer an där Reunioun mat derbäi –, fir eebe genau ze kucken: Wéi kënne mer dann déi eenzel Etappen elo ëmsetzen? Wéi komme mer herno op déi eenzel Etappen, déi mer hei festgeschriwwen hunn?

Vill gouf och diskutéiert: Wien ass d'Zil vun dësem Gesetz? Ëm wie geet et? Et geet wierklech ëm déi Persounen, déi a Wunnenge vun der ëffentlecher Hand oder Associatiounen, ASBLen dra sinn. Et geet ëm de Mënsch. A wann ech héieren – an dat war jo och an deem Dialogue structuré, dee mer haten, oder an deenen Assisen –: „Mäi Geschäftsmodell passt elo net op dat Gesetz", dann ass d'Froestellung scho falsch. Wann ech vu „Geschäftsmodell" schwätzen ..., par rapport zu weem? Mee et geet ëm de Mënsch! De Mënsch ass am Mëttelpunkt vun dësem Gesetz. De Mënsch bezilt herno nëmmen esou vill fir säi Loyer, wéi en och ka bezuelen.

Dofir, dee Loyer abordable ass ee vun de wichtegste Krittären, an dee kennt Der alleguerten, dee Loyer abordable. De Loyer abordable ass de Règlement grand-ducal vun 1998, un dee sech all ëffentlech Hand, déi eng ëffentlech Wunneng verlount, muss halen. Mir kucken nämlech nom Revenu disponible vun där Communautéit, déi an där Wunneng wunnt, a mir passen dat Gesetz un déi Bedürftegkeet vun deemjéinegen oder vun där Communauté domestique un. An dat ass d'Zilsetzung. An all dem Rescht musse mer eis doranner fügen an de Modell esou opbauen, dass en opgeet. E muss opgoen. E muss fir d'ASBLen opgoen. Et muss fir d'Gemengen opgoen. Et muss fir jiddereen opgoen, an dat ass dat, wat mer probéiert hunn, an dësem Gesetz ze erreechen.

Dofir kommen ech dann op déi eenzel Etappe vun deem Gesetz, déi wichtegst Elementer dovun. Do ass dat éischt: Ma wee baut a sech? An dat hu mer jo genannt, dass mer dat och ënnerscheeden. Wien ass de Promoteur social? Dee kritt 75 %. Déi 75 %, déi mussen den Intérêt général widderspigelen. Et ass fir d'Allgemengheet, wou mer ëffentlech Gelder an de Grapp huelen, an do mussen déi och esou distribuéiert ginn, well soss ... Ech mengen, Dir wësst, dass mer jo des Ëfteren hei Diskussiounen hunn iwwer Suen, déi mer als Staat ausginn, wann déi Transparenz net ginn ass. An dofir ass et wichteg, dass mer dat hei erageholl hunn.

An dofir ass dee Cahier des charges esou wichteg. Dee gëtt och lafend adaptéiert. En ass souguer indexéiert: Mam Bauindex geet en an d'Luucht, wann d'Präisser eropginn. Et wëll awer och heeschen – an dat ass déi Tendenz, déi de Moment jo elo kënnt –, dass d'Präisser och fale kënnen. Da musse mer de Cahier des charges awer entspriechend och upassen, fir dass mer keng Iwwerfërderung maachen, well den Intérêt général ass deen, dee priméiert, an all Suen, déi mer an dee Logement abordable erafügen, déi mussen och do ukommen.

Dat Zweet ass de Bailleur social, e ganz wichtegt Element. De Bailleur social ass deen, dee kuckt, dass déi Leit éischtens eng gutt Wunneng kréien, eng adaptéiert Wunneng, an e mécht jee nodeem e Suivi social. Dofir ass et jo wichteg, dass mer elo déi Lëscht endlech kréien. Säit 2004 sinn ech hei an där Chamber a säit 2004 diskutéiere mer iwwert eng national Lëscht. Also, ech hunn dës Ëfteren an der Kommissioun elo doriwwer diskutéiert a mir hunn et elo endlech fäerdegbruecht. Jo, et ass e Guichet unique, dee mer agefouert hunn – et ass ee vun de Virriedner, deen dat gesot huet –, an dat ass ganz wichteg. Mir ginn Transparenz. Administrativ entlaaschte mer ganz vill Leit domadder. An et gëtt nëmmen eng Kéier en Enregistrement gemaach. A mir hunn herno eng Iwwersiicht iwwert d'Distributioun vun deene Wunnengen.

Eng Klammer: Jo, mir hu gelauschtert. Mir hunn adaptéiert. Mir haten Diskussioune mat der Gemeng, well de Wonsch ass vun de Gemenge komm: „Wéi kann ech wat verdeelen?" Et geet drëms, dass mer éischtens d'Bedürftegkeet vun de Leit an de Mëttelpunkt stellen an no deene Krittäre kucken. Dofir ass all Bailleur social – an dat ass am Gesetz definéiert – fräi ze entscheeden, natierlech no Krittären, déi si sech musse ginn. An déi Krittären, déi sinn am Gesetz definéiert, well de Staatsrot huet eis obligéiert, d'Krittäre festzeschreiwen. An dat ass och richteg a wichteg, dass mer déi Krittäre ganz kloer festgeschriwwen hunn, no deenen e Bailleur social déi Wunnenge verdeelt, well soss maache mer dat à la tête du client – an dat däerfe mer net méi, dat kënne mer net méi! Nach eng Kéier de Rappell: Den Intérêt général priméiert an et sinn ëffentlech Gelder, déi domadder kommen.

De Loyer abordable – dat hunn ech virdru scho gesot: 1998er Reglement – ass generaliséiert ginn. D'ASBLen hunn ënnerschiddlech Loyere gefrot. De Loyer abordable huet net onbedéngt duerno gekuckt, wat dee sech ka leeschten, mee well de Modell net anescht opgaangen ass, huet e missen iwwert de Loyer fueren, fir dass et opgeet. Mir maachen de Paradigmewiessel, andeem mer d'Bedürftegkeet fir d'éischt an de Mëttelpunkt stellen. An dofir muss jo eng Ofrechnung geliwwert ginn a wann déi negativ ass fir de Bailleur social – an dat gëllt iwwregens jo och fir d'Gemengen –, da fléisse Gelder, fir dass deen net an den Defizit kënnt, mat engem – et gëtt iwwerall gesot, d'europäesch Texter soen et – „bénéfice raisonnable". Net méi däerf aus deem erauskommen. Et geet jo net drëm, Quersubventiounen ze maachen. Dofir war och déi länger Diskussioun vun 20 op 40 Joer. An dofir sinn ech frou, dass mer dat generaliséiert hunn an och dat fäerdeggemaach hunn.

Une voix | Très bien!

M. Henri Kox, Ministre du Logement | Vläicht nach e puer Punkten zu deenen eenzelne Froen, déi komm sinn. Wichteg fir mech ass d'Fro no CDI/CDD: Ëm wat geet et? Wéini ass e Mënsch am stabillsten? Wéini kréie mer Stabilitéit? Wéini kréie mer d'Integratioun? Wéini kréie mer déi Cohésion sociale? Ma dat ass, wann een en Daach iwwert dem Kapp huet. Et ass dat, wa mer deem entspriechen, wat an d'Verfassung geschriwwe ginn ass. An dofir kënne mer se net dauernd fërderen a fërderen aus Prinzipp. Dat ass fir mech Ideologie. Nee, mir musse se opfänken! Um Housing First kënne mer nach vill méi ausbauen. An dofir musse mer deene Leit awer eng Stabilitéit ginn an net hinnen no zwee Joer soen: „Wann s de net déi Krittären erfëlls", an dat kann een net maachen, „da muss de déi Wunneng hei verloossen!" Nee, mir sinn do als Staat a mir mussen déi Garantie maachen – an d'Gemenge mat –, dass déi Leit e sécheren Daach iwwert de Kapp kréien an net Spillball si vun iergendenger Virschrëft, déi mer hinne virginn.

Une voix | Très bien!

(Interruptions)

M. Henri Kox, Ministre du Logement | D'Gemengen, jo, d'Gemenge mussen an d'Verantwortung geholl ginn. D'Gemenge kréie 75 % hei. D'Gemengen hunn awer och eegen Taxe kënnen aféiere. D'Gemengen hunn och „Steierhoheit" – entre guillemets – iwwert d'Grondsteier an dofir sinn ech, jo, e bëssen onglécklech, dass déi Grondsteier nach net komm ass, well déi gëtt awer och de Gemengen nach eng Kéier Moyenen. A wann Der vergläicht mat deem, wat am Ausland leeft, da kann nëmmen iwwert dee Moyen awer och e Wunnengsbau ausgebaut ginn. Ass et normal, dass ech 46 Euro fir meng Grondsteier bezuelen? Ass et normal, dass mer, wa Wunnengsbau an ëffentlecher Hand muss gefërdert ginn, de Gemenge keng Einname ginn? An dofir, mengen ech, ass dat e Punkt, deen nach muss diskutéiert ginn.

D'GLS, jo, d'GLS ass fir mech eng Mise à disposition. Esou ass se och definéiert am Gesetz. Mir hu se mat 75 % elo nach exoneréiert, andeem mer d'Steierofschreiwung kënnen an d'Luucht maachen. Dofir ass dat e Kontinuum, dee mer musse kucken. Mir hunn Housing First. Dat läit elo net direkt hei an der

Diskussioun, mee de Logement abordable hu mer. An duerno kënnt natierlech d'GLS, wat den Iwwergang op de fräie Marché mécht. An dat musse mer an der Kontinuitéit kënne maachen an dofir hu mer dat och an dësem Gesetz ganz kloer gemaach.

Zum Bauland selwer nach – d'Fro vun der Madamm Agostino –: Et ass net esou, dass de Staat alles hätt. Deen huet nëmme ganz wéineg Bauland. Deen huet iwwregens nëmmen 2,2 % Disponibilitéit, d'Gemenge 7,1 %, d'Personnes physiques hunn der 64 % an d'Societéiten 19 %. Wa mer iwwert d'Mobiliséierung schwätzen, da musse mer iwwer eppes aneres schwätzen. Da musse mer iwwert déi Mobiliséierungssteier schwätzen, ganz kloer. Mir mussen och iwwert d'Konzentratioun vun dem Bauland diskutéieren. Da kënne mer natierlech och hei an dësem Moment weiderkommen.

Den Här Cruchten huet et nach eng Kéier widderholl: Déi Gesetzer, déi mer gebraucht hätten oder onbedéngt brauchen, déi betreffen dee Remembrement ministériel. Ech hunn des Éfteren hei schonn dervu geschwat. 1964 hu mer dat op der Musel agefouert, fir Terrainen ze remembréieren. Dat musse mer och am Bauland fäerdegbréngen, soss wäerte mer hei aus där Kris och net erauskommen.

Une voix | Très bien!

M. Henri Kox, Ministre du Logement | Ech hu meng 16 Minutten hei diskutéiert. Ech hoffen, dass der eng breet Zoustëmmung zu dësem Gesetz bréngt. Et ass e wichtegt. Et ass e Paradigmewiessel. Et ass endlech eng Struktur, déi virweist, wéi mer d'Suen ausginn, wie Beneficiaire vun de Suen ass. An et geet ëm d'Bedürftegkeet vun deenen, déi et am meeschte brauchen, an déi kréien eng abordabel Wunneng, abordabel zu hirem Akommes. An dofir sinn ech ganz frou, dass mer dat fäerdegbruecht hunn, eng Reform vun engem Gesetz, wat 44 Joer al war.

An dofir soen ech Merci.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Wunnengsbauminister Henri Kox. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7937. Den Text steet am Document parlementaire 7937[23].

Ech wëll Iech drop hiweisen, datt sech zwou Erreurs matérielles an den Text vum Projet de loi ageschlach hunn: Am Artikel 29 huet e Komma hanner „paragraphe 4" gefeelt an am Artikel 76 Paragraf 2 Punkt 7 ass „le historique" duerch „l'historique" ersat ginn. De Staatsrot ass iwwert dës Ännerungen a Kenntnis gesat ginn. Mir stëmmen elo iwwert den ofgeännerten Text of.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7937 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Mir maachen de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass mat 34 Jo-Stëmme géint 24 Nee-Stëmme bei 2 Abstentiounen ugeholl.

Ont voté oui : Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Mme Carole Hartmann (par M. Gusty Graas), MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

M. Roy Reding.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par M. Jean-Marie Halsdorf), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes (par M. Laurent Mosar), Marc Lies, Mme Elisabeth Margue (par Mme Octavie Modert), M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Marc Lies), Claude Wiseler (par Mme Martine Hansen) et Michel Wolter ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser et Fred Keup (par M. Fernand Kartheiser).

Se sont abstenues : Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Motions

Da komme mer nach bei déi zwou Motiounen.

Motion 1

Fir d'éischt d'Motioun Nummer 1, déi eng Evaluatioun vum Artikel 64 freet. Wëllt nach een d'Wuert zu där Motioun ergräifen? D'Madamm Ahmedova.

Mme Semiray Ahmedova (déi gréng), rapportrice | Jo, merci, Här President. Ech mengen, den Här Minister ass virdrun drop agaangen an et ass effektiv esou, datt et schonn am Gesetz virgesinn ass. Nichtsdestotrotz mengen ech – ech wënschen och dem Här Lies, datt en och an der nächster Legislaturperiod hei an der Chamber sëtzt –, dat wäert sécherlech an der Chamberskommissioun och diskutéiert ginn. A wann der net satisfait sidd mat dem Bilan, deen de Ministère wäert zéien, kënnt der dee Moment natierlech och eng nei Motioun erareechen – oder selwer dat geréieren, deemno wéi.

(Hilarité)

Mee voilà, mir wäerten ... Also, ech proposéiere menger Fraktioun, dat net matzedroen, vu datt et am Moment am Gesetz awer esou virgesinn ass.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Ahmedova. D'Madamm Nathalie Oberweis.

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Jo, merci, Här President. Fir eis ass dat doten esou eigentlech ok. Mir froen eis just, firwat et nëmmen ee Joer ass an net méi, well ee Joer schéngt eis zimmlech knapp ze sinn, fir déi Evaluatioun ze maachen. Mee a priori, voilà ...

M. Fernand Etgen, Président | Ech ginn d'Wuert direkt un den Auteur vun der Motioun, den Här Lies.

M. Marc Lies (CSV) | Jo, merci, Här President, fir d'Wuert. Ech wollt der Madamm Oberweis dann dorop äntwerten. Also, dat heiten ass elo eng Demande, déi aus dem Secteur kënnt a vun ASBLen, déi soen, datt se effektiv ... Ech hunn et virdrun och a menger Ried gesot, datt et, wat d'Contrats de bail à durée indéterminée ugeet, och e bëssen ëm d'Psychologie vun deene Leit geet, mat deenen ee schafft. An et sinn ASBLen, déi wierklech aktiv um Terrain schaffen a soen: „Wa mir dat doten eise Locataire soen, si bräichten ..." Well et geet jo dorëm, Efforten ze maachen, fir dann och aktiv um Terrain matzeschaffen, fir datt déi Situatioun sech ännert, verbessert.

An ech mengen, dat ass jo och d'Sozialaarbecht, déi dohinner féiert an dohinner soll steieren, datt eeben eng Verbesserung bewierkt gëtt fir déi Leit, déi temporaire dann an eng Wunneng kommen. An duerfir sollt dat kuerz gemaach ginn, fir schnellstméiglech eng Evaluatioun ze maachen. An ech hunn et – pardon fir den Ausdrock – virdrun net aus Dommheet gesot, datt effektiv Leit soen: „Wann dat doten esou kënnt a mir effektiv déi Mainmise net méi drop hunn, dann hale mer no enger gewëssener Zäitchen op." A wa mer do zwee, dräi Joer waarden, da schéngt et mer e bëssen ze laang ze sinn, fir déi Evaluatioun kënnen ze maachen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Lies.

Ech mengen, da kënne mer elo zum Vott vun der Motioun Nummer 1 kommen.

Vote sur la motion 1

D'Ofstëmme fänkt un. Mir maachen de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

D'Motioun ass bei 26 Jo-Stëmme géint 32 Nee-Stëmmen an 2 Abstentiounen ofgeleent.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par M. Laurent Mosar), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Marc Lies, Mme Elisabeth Margue (par M. Jean-Marie Halsdorf), M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par Mme Martine Hansen), Claude Wiseler (par Mme Octavie Modert) et Michel Wolter ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser et Fred Keup (par M. Fernand Kartheiser) ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Ont voté non : Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Mme Carole Hartmann (par M. André Bauler), MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Gusty Graas) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

M. Roy Reding.

Se sont abstenus : MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Motion 2

Da komme mer zur Motioun Nummer 2. D'Madamm Ahmedova.

Mme Semiray Ahmedova (déi gréng), rapportrice | Jo, merci nach eng Kéier fir d'Wuert, Här President. Un den Här Lies: Hei kann een och soen, datt et och am Gesetz virgesinn ass. Natierlech ass et och esou, datt mer engersäits eng Evaluatioun an en Dialogue structuré wëllen, an dat hat d'Madamm Oberweis virdru méi explizitt gesot wéi ech, well ech hat wierklech net déi néideg Zäit, fir op all Detail anzegoen, mee et ass vun der Madamm Oberweis gesot ginn, datt en Dialogue structuré muss gefouert ginn. Dee wäert och gefouert ginn. Et wäert och e Suivi vun de Kandidate gemaach ginn. An dofir fanne mir och, datt dës Motioun net direkt en Impakt op d'Gesetz hätt,

an dofir géif ech proposéieren, datt mer déi och net matdroen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Ahmedova. An d'Wuert huet direkt d'Madamm Nathalie Oberweis gefrot.

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Merci nach eng Kéier. Mir kënnen dat hei net matdroen, well fir eis de RENLA e gudden Outil ass. Mir hätten eis gewënscht, et wär méi wäit gaangen, eeben déi Prioriséierung, déi elo net méi do ass, wär nach dra gewiescht. Also, fir eis ass dat heiten elo net matzedroen. Mir wësse wuel, dass een, wann ee géint d'Wunnengsnout wëll virgoen, méi Moyene brauch. Dat ass méi Aarbecht. Mir mengen, dofir soll een de Gemengen dann och effektiv méi Moyene ginn, fir géint déi Kris virzegoen, mee awer net manner Outilen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Oberweis. An da geet d'Wuert un den Auteur vun der Motion, den Här Lies.

M. Marc Lies (CSV) | Jo, merci, Här President fir d'Wuert. Bon, ech mengen, et ass elo just och rieds gaang vum Dialogue structuré. Ech hat virdrun nach kuerz mam Kolleeg Emile Eicher geschwat, dee President ass vum Syvicol, dem Syndicat vun de Gemengen, wou natierlech en Dialogue structuré an de leschte Méint a Jore gefouert ginn ass. Mir sinn eis just effektiv net eens iwwert d'Aart a Weis, wéi d'Ëmsetzung vum RENLA gemaach ginn ass. Et stellt keen de Regëster en tant que tel a Fro. Ech hunn dat och virdru gesot, datt et wichteg ass, datt e Fichier do entsteet, op dee jiddwereе kann zréckgräifen. Et hätt een dat Ganzt och nach anescht kënnen en place setzen, strukturéieren, ëmsetzen um regionale Plang, um lokale Plang, fir datt eeben déi Leit, déi à besoins spécifiques sinn, eng Ulafstell fannen, fir dann och kënnen ze froen: „Wou fannen ech eng erschwénglech Wunneng?"

Dofir mengen ech, dee Regëster, deen awer an… Wa Beamten aus dem Ministère vun den Aides au logement soen, datt eeben dee Fichier zu enger Usine à gaz ka ginn, mengen ech, ass et awer wichteg, datt schnellstméiglech eng Evaluatioun um Terrain gemaach gëtt, fir ze kucken, ob déi Usine à gaz net definitiv entstan ass duerch dat Ganzt. An ech mengen, dat ass den A an den O vun deem Ganzen. An ech hu virdrun der DP-Kolleegin och ganz gutt nogelauschtert, déi och vun esou enger Evaluatioun geschwat huet, also da ginn ech dervun aus, datt dëst dann awer trotzdeem eng Zoustëmmung fënnt, well, ech mengen, et geet eis drëm, eng Evaluatioun vun deem Ganzen ze maachen, an déi soll dann och schnellstméiglech gemaach ginn.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Lies. Da geet d'Wuert un den Här Sven Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Ech soen et ganz kuerz. Mir wäerten eis bei där heiter Motioun enthalen, aus engem ganz einfache Grond: Dës Chamber huet, Stand den 18. Juli, eng 86 Säite laang Lëscht u genau esou Fuerderungen un dës Chamber: Fuerderungen, fir eppes ze evaluéieren, Fuerderungen, fir e Rapport ze kréien, Fuerderungen, fir datt mer eis mat eppes eng Kéier méi spéit befaassen. Dat ass net nëmmen dës Legislatur, do stinn deelweis Saachen drop, déi schonn e puer Legislaturen zréckleien.

An ech sot dat elo schonn eng Kéier ëffentlech: Ech sinn der Meenung, datt d'Chamber eng speziell Kommissioun u sech iergendwann brauch, fir dee Suivi vun där Politick ze maachen, well mir bréngen et net méi fäerdeg. Mir stëmme Motiounen drop an derwidder, wou mer eis d'Wuert ginn, mir géifen eppes evaluéieren, an herno geschitt et net. Ech verstinn d'Intentioun hannert der Motioun, ech fannen et och ganz sympathesch, eng Evaluatioun ze maachen, mee mir sollten eis endlech d'Moyene ginn, dann och déi Evaluatiounen ze maachen. A soulaang mir déi Moyenen net gesinn, wäerte mer op alle Fall net derzou bäidroen, datt déi Lëscht nach méi laang gëtt – well 86 Säiten opzeschaffen, ech mengen, domadder si mer schonn zwou Legislaturen amgaang!

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Clement. Dann huet de Logementsminister, den Här Henri Kox, d'Wuert gefrot.

M. Henri Kox, Ministre du Logement | Also, ech mësche mech jo net gär ze vill hei an. Ech wollt awer just op déi „Usine à gaz" reagéieren. Et ass alles alles anescht wéi eng Usine à gaz, eebe well mer endlech Transparenz erabruecht hunn! A mir hate just de Contraire virdrun, well et à la tête du client gaangen ass.

Wat de RENLA selwer ugeet: Éischtens steet am Gesetz, dass deen eréischt an zwee Joer en place ass, an zweetens steet awer am Gesetz och selwer nach dran, dass de LISER op d'Donnéeën zréckgräife kann. A wéi der wësst, bréngt de LISER sechs bis siwen Etüde pro Joer eraus. An de LISER wäert als éischt d'Aufgab kréien, nämlech, soubal dat heiten en place ass, och déi Evaluatioun stänneg ze begleeden an natierlech deen Dialogue structuré ze animéieren, fir Decisiounen ze treffen. Mee dat geet am demokrateschen a kloer ausgeschwate Prozess an dat, mengen ech, hu mer awer iwwert déi ganz Zäit vun annerhallef Joer, wou mer hei un deem Gesetz zesummen Adaptatioune gemaach hunn, och realiséiert.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Minister.

Ech mengen, da kënne mer elo zum Vott vun der Motioun Nummer 2 kommen.

Vote sur la motion 2

D'Ofstëmme fänkt un. Mir maachen de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

D'Motioun Nummer 2 ass bei 24 Jo-Stëmme géint 34 Nee-Stëmme bei 2 Abstentiounen ofgeleent.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par M. Jean-Marie Halsdorf), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Marc Lies, Mme Elisabeth Margue (par M. Laurent Mosar), M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Marc Lies), Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser et Fred Keup (par M. Fernand Kartheiser).

Ont voté non : Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Mme Carole Hartmann (par M. Gusty Graas), MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par Mme Barbara Agostino) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis ;

M. Roy Reding.

Se sont abstenus : MM. Sven Clement et Marc Goergen.

4. 7938 – Projet de loi relative aux aides individuelles au logement

Den nächste Punkt um Orde du jour vun haut de Mëtten ass de Projet de loi 7938 iwwert d'Logementsbäihëllefen. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. A Rapportrice ass nach eng Kéier d'Madamm Semiray Ahmedova. Madamm Ahmedova, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission du Logement

Mme Semiray Ahmedova (déi gréng), rapportrice | Merci, Här President. Här President, Här Minister, Dir Dammen an Dir Hären, dëse Gesetzesprojet gesäit d'Reform vun den Aide-individuellë vir, déi am Beräich Logement wäerten ausbezuelt ginn an déi geziilt un d'Locatairen a Proprietäre wäerte goen. Zousätzlech kënnt eng Panoplie u Verännerungen a Vereinfachungen an domadder och Transparenz an dësem Gesetz, wat d'Aiden ugeet. D'Reform vum Gesetz vun 1979 schaaft méi Kloerheet an ass der haiteger Situatioun vum Logementsmarché natierlech vill besser ugepasst. Dëse Projet enthält och weider Moossnamen, déi dem Bausecteur hëllefen an deen och ënnerstëtze wäerten.

Den Zougang zu den Hëllefe fir d'Locatairë gëtt erweidert, dat heescht, datt méi Leit Urecht hunn op eng Aide, an natierlech vereinfacht, wat d'Prozeduren ugeet. Fir Iech e konkreet Beispill hei ze nennen: Zum Beispill geet d'Garantie locative vu 40 % op ganzer 50 % erop. A fir déi kënnen ze kréien, brauch een och keng dräi Méint Garantie locative virleien ze hunn.

Bis elo war et och esou, datt ee misst, wann ee vun deenen Aidë profitéiert huet, zéng Joer an der selwechter Wunneng wunne bleiwen. An elo ass et esou, datt mer vun deenen zéng Joer op zwee Joer erofgaange sinn, fir och deene Leit méi Flexibilitéit kënnen ze ginn.

Schlussendlech beräichert de Gesetzesprojet de Bouquet vun den Hëllefe mat zwee neien Hëllefsmëttelen, andeems mer e Bonus fir d'Schafe vun integréierte Logementer a e Verbesserungsbonus, wat d'energeetesch Sanéierung ugeet, aféieren. Ech wäert natierlech méi explizitt am Detail dorop agoen. Den Topup Klimabonus ass fir Stéit geduecht mat engem nidderegen Akommes a wäert nach zousätzlech zu enger PRIMe House ausbezuelt ginn.

D'Mesüre betreffend haaptsächlech de Soutien vum Bausecteur sinn d'Erhéijung vum Plaffong vun der staatlecher Garantie beim Kaf vun enger Wunneng, d'Erhéijung vum Plaffong vun den Zënssubventiounen, wann een een oder méi Kanner huet, an eng extra Primm fir d'Kreatioun vun enger integréierter Wunneng.

Ausserdeem gëtt et eng nei Subventioun, déi an der Zäit limitéiert ass. Dat ass eng „prime compensatoire conjoncturelle" vu ganzer 20.000 Euro an déi gëtt ausbezuelt, wann een eng Wunneng bis Enn 2024 kaaft huet.

D'„garantie de l'État": Am Fall, wou de Finanzement vun engem Prêt hypothécaire schwéier ze kréien ass, kann de Staat natierlech hei als Garant, Bierg, asprangen. An deem Sënn hëlt de Gesetzesprojet notamment déi follgend Ännerunge vir: Erhéijung vum maximale Betrag vun der Garantie vu ronn 18.000 Euro op ganzer 26.000 Euro. Zweete Punkt: D'Spuerkonditiounen – wat ee vu Sue soll op d'Säit leeën – leien elo bei 1.000 Euro

am Joer anstatt 290, an dozou kënnt nach e Bonus vun 10 %, dee vum Staat ausbezuelt gëtt. Hei muss awer 3 Joer gespuert ginn, bevir den Akt, de Kafakt, ënnerschriwwe gëtt. Den drëtte Punkt ass, datt d'Akommeslimitt dee Moment och de ganze Menage betruecht.

D'Prime d'épargne, d'Spuerprimm, gouf komplett iwwerschafft, fir d'Leit ze motivéieren an ze encouragéieren, e weesentleche Spuereffort ze maachen, fir en néidegt initiaalt Kapital opzebauen. A wéi ech scho virdru gesot hunn, kënnt heizou natierlech e Bonus vun 10 %. Wann een dat Ganzt iwwer 10 Joer kuckt, schwätze mer hei vun engem Bonus, dee bei 5.000 Euro ka leien.

D'„prime pour aménagements spéciaux de logements répondant aux besoins de personnes en situation de handicap": Hei hate mir bis elo Hëllefe fir Leit, déi eng kierperlech Behënnerung hunn. Dat ännert sech an ab elo ginn all déi Leit consideréiert, déi eng sensoriell, eng mental, eng kognitiv oder eng physesch Behënnerung hunn. An hei geet de gesamte Montant, also de gesamte Betrag, vu 15.000 op ganzer 20.000 Euro erop.

D'„prime d'amélioration pour rénovations énergétiques" ass en zousätzleche Bonus vu bis zu 100 % vum Subsid, dee vun der Ëmweltverwaltung, also dem Ëmweltministère, ausbezuelt gëtt. Virdrun hunn ech d'PRIMe House, mengen ech, genannt – oder net? –, mee op jidde Fall kritt ee par rapport zu der PRIMe House nach en zousätzleche Bonus fir déi energeetesch Verbesserung vu sengem Haus. An hei schwätze mer awer vu Stéit mat engem niddregen Akommes, déi et méi einfach wäerte gemaach kréien, fir energeetesch Subventiounen och kënnen ze kréien an energeetesch Aarbechte kënnen ze ënnerhuelen.

D'„conditions générales relatives aux aides individuelles au logement": Ab elo gëtt de Revenu net gekuckt an net méi de Revenu brut. D'Detailer – natierlech zu all Revenu – stinn explizitt a mengem schrëftleche Rapport. Weider Konditioune sinn: Et muss ee selwer an der Wunneng wärend zwee Joer wunne bleiwen. Drëtt Konditioun – e wichtegen a ganz pertinente Punkt –: Déi minimal Surface fält ewech. Also, dat war eng „surface utile d'habitation", déi virgeschriwwe war, an déi ass elo ewechgefall, well et geet ee jo dervunner aus, datt all déi Saachen an engem Bautereglement op kommunalem Niveau festgeluecht sinn. Dëst erliichtert och déi Prozedur, wat d'Demande ugeet, well da mussen déi Leit natierlech net ufänken, ëmmer erëm bei all Projet all Quadratzentimeter nozerechnen, fir ze kucken, ob een eligibel ass, fir eng Primm ze kréien oder net.

De véierte Punkt ass e Phenomeen, dee mer hei zu Lëtzebuerg kennen. Net ganz oft, wëll ech elo net soen, mee et huet een awer trotzdeem oft wierklech grouss Haiser, wou schlussendlech vläicht eng oder zwou Persounen dra wunnen an déi natierlech net ganz optimal ausgenotzt sinn. Do hu mer am Fong eng Neierung am Gesetz agefouert: Mir erméiglechen, datt en Deel vum Logement, also vum Haus, ka verlount ginn. An domadder verankere mer dat Ganzt natierlech engersäits juristesch a mir erlaben deene Leit iwwerhaapt, datt dat méiglech ass. An dat ass och méiglech duerch déi Einliegerwohnung – also op Däitsch ass et „Einliegerwohnung" an op Franséisch ass et „logement ..."

Plusieurs voix | ... „intégré".

Mme Semiray Ahmedova (déi gréng), rapportrice | ... „intégré". Merci villmools!

Une voix | ... „inclusif et intégré".

Mme Semiray Ahmedova (déi gréng), rapportrice | ... „inclusif et intégré". An et kritt een och Subventiounen, fir déi kënnen ze maachen. Merci villmools. Jo, et war e laangen Debat virdrun.

Ech kommen och, wéi et sech gehéiert, zu deene verschiddenen Avisen. Mir haten natierlech Avise vum Staatsrot, déi u sech ... Ech wäert elo net am Detail drop agoen, well et steet wierklech alles a mengem schrëftleche Rapport, mee eng Remark, déi interessant war, ass: Am Gesetz war keng Limitt vum Pouvoir vum Minister dragesat ginn. An natierlech hu mer dat duerch Rektifikatiounen – Amendementer – geännert, soudatt de Minister säi legale Kader gesat krut. Duerch Amendementer an Textännerungen hu mer natierlech och dem Staatsrot Rechnung gedroen an all d'Opposition-formellë sinn an deem Sënn och opgehuewe ginn.

Mir kruten och weider Avise vun der Chambre des Fonctionnaires et Employés publics, der Chambre des Salariés, der Commission nationale pour la protection des données, vum Syvicol an dem OAI, dem Ordre des architectes et des ingénieurs-conseils.

Allgemeng gëtt natierlech begréisst, datt d'Aiden erhéicht ginn. Et gëtt och begréisst, datt vill méi Leit dovunner kënne profitéieren. D'Kritick war, datt d'Zënssubventioun hätt kënnen och e bësse méi héich ugesat ginn. Positiv war natierlech, datt mer méi Menagë wäerten an d'Eligibilitéit kréien, fir vun deene Subside kënnen ze profitéieren – also vun den Aiden –, an datt och natierlech e kloren a méi strukturéierten Opbau vun den Hëllefen endlech am Gesetz verankert gëtt a kënnt.

D'Aarbechte vun der Logementskommissioun: Den Depot vun dësem Gesetz ass de 24. Dezember 2021 vum Minister gemaach ginn. Den 13. Januar 2022 ass dat Gesetz un d'Logementskommissioun verwise ginn. D'Presentatioun vum Gesetz krute mir vum Minister de 6. Januar 2022 an do sinn ech och als Rapportrice vum Projet genannt ginn. Den 20. Mee 2022 huet d'Regierung eng éischt Rei vun Amendementer deposéiert. De 26. September 2022 huet d'Regierung eng zweet an den 21. Juni 2023 eng drëtt Rei vun Amendementer deposéiert. De 5. Juli vun dësem Joer huet d'Logementskommissioun op Basis vun den Avise vum Staatsrot eng Rei parlamentaresch Amendementer och ugeholl. De Rapport ass da schlussendlech d'lescht Woch, de 17. Juli, an der Kommissioun ugeholl ginn – also unanime ugeholl gi souguer.

Dëst ass mäi leschte Rapport zum Logement an ech wëll nach eng Kéier, och wann ech et scho virdru gemaach hunn, wierklech jidderengem e grousse Merci soen. Ech wëll wierklech all de Membere vun der Logementskommissioun Merci soen. Fir mech war et ëmmer wierklech egal, ob een en Oppositiounsmember oder Majoritéitsmember war, Haaptsaach, mir hu gestridden, mir hu geschwat, mir hunn dat Ganzt weidergefouert!

De Logement ass sécherlech e Sujet, dee fir vill Kritick suergt, an et mécht ee sech sécherlech net beléift mat dësem Sujet. Ech hunn et jo selwer gemierkt: Egal, wat ech zum Logement gesot hunn, ass ganz séier zréckgeschoss ginn. Mee ech kann Iech soen: A mengem Häerze weess ech, datt mir dat Ganzt, *déi* ganz Problematik, virugedriwwen hunn, datt mer richteg Jalone gesat hunn, vläicht net déi perfekt, mee et ass wichteg, datt mer dat Ganzt natierlech esou weiderdreiwen. Et sinn nach ni esou vill Gesetzer am Logement gestëmmt ginn an ech kann Iech soen: Wierklech all eenzelt Gesetz, dat vun Noem oder vu Wäitem eppes mam Logement ze dinn hat, ass iwwerschafft ginn oder et ass op d'mannst driwwer diskutéiert ginn!

Plusieurs voix | Très bien!

Mme Semiray Ahmedova (déi gréng), rapportrice | Dat gesot, soen ech Iech natierlech e grousse Merci fir d'Opmierksamkeet an ech ginn de leschten Accord zum Logement vu menger Fraktioun. Merci!

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools der Madamm Rapportrice Semiray Ahmedova.

An d'Wuert huet elo den éischten ageschriwwene Riedner, an dat ass den honorabelen Här Marc Lies.

Discussion générale

M. Marc Lies (CSV) | Jo, merci, Här President. Ech maachen et hei vum Pult aus. Ech wéilt och natierlech der Madamm Ahmedova e ganz, ganz décke Merci soe fir deen ausféierleche Rapport, dee se gemaach huet. Léift Semiray, dir nach eng Kéier merci fir déi kollegial Aarbecht an deene leschte Wochen! Wéi gesot, och wéi s de gesot hues: Et waren heiansdo Diskussiounen, mee ech mengen, déi gehéieren derzou. Mee et soll een dat wierklech och op eng Aart a Weis maachen, déi am Respekt ass – an ech betounen: am Respekt! An dofir dir nach eng Kéier e ganz, ganz décke Merci fir dës Aarbecht!

Ech mengen, dëst Gesetz wäert och den Accord vun der CSV fannen. Et ass, wéi de Minister virdru gesot huet: Ech mengen, dat ass aus dem 1979er Gesetz erausgekoppelt ginn. Déi Primmen, déi hei ugehuewe ginn, déi si sécherlech wichteg a richteg. Ech mengen, mir wëssen et alleguerten, datt de Wunnengsmaart ëmmer méi onerschwénglech gëtt. An et sinn nach eng ganz Partie Leit dobaussen, déi Hëllef brauchen, an aus deem Grond ass dat sécherlech och ze ënnerstëtzen, wat hei drasteet.

Ech picke just een Element eraus, dat vun der Einliegerwohnung, wéi virdru gesot ginn ass, datt een e grousst Haus beispillsweis an zwee splécke kann. Datt och do eng Primm dann dofir ausbezuelt gëtt bei der Kreatioun vun esou enger Einliegerwohnung, ass sécherlech déi richteg Saach, fir dat dann och ze erméiglechen an Zukunft, datt dat dann och weider oder zousätzlech ënnerstëtzt gëtt, fir deem Rechnung ze droen.

Ech hunn elo just eng Remark ze maachen, vu datt elo ... Dëser Deeg konnt een och an der Press liesen, datt ee Geriichtsurteel erfollegt ass, wou eng Persoun geplot huet ... geklot huet, pardon. En ass och geplot domat, jo, mee wou e geklot huet, wou en aus dräi Wunnengen der wollt zwielef maachen. Bon, ech mengen, et ass jo d'Iddi, fir méi Wunnraum ze schafen. Den Enregistrement huet dat allerdéngs anescht gesi beim Taux super-réduit, datt et sech hei net ëm eng Kreatioun vu Wunnengen handelt. An duerfir, mengen ech, wär et wichteg, déi Gesetzgeebung – Här Minister, ech kucken dann op Iech – do am Regierungsrot eng Kéier, wat d'TVA-Gesetzgeebung ugeet, op de Leescht ze huelen, wann eeben den Enregistrement et op déi eng Aart a Weis interpretéiert an dann d'Geriicht et op déi aner Aart a Weis interpretéiert.

En fin de compte ass d'Zil vun eis alleguerten, datt jo méi Wunnenge geschaf ginn, ergo sollt dat dann dee Moment och kënnen ënnerstëtzt ginn. An duerfir, bei der Interpretatioun schéngt awer den Enregistrement do eng aner Vue ze hunn wéi elo d'Geriicht. An aus deem Grond wär et wichteg, do Kloerheet ze schafen, well eiser aller Zil ass jo, datt an Zukunft méi Wunnenge geschaf ginn. An duerfir dat vläicht just nach als Remark gemaach.

A pour le reste ginn ech den Accord am Numm vun der CSV-Fraktioun. Merci.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Lies. An nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Barbara Agostino. Madamm Agostino, Dir hutt d'Wuert.

Mme Barbara Agostino (DP) | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, enges Daags Proprietär vun deenen eegene véier Wänn ze ginn, ass en Dram, dee fir déi allermeescht nach ëmmer geneesou aktuell ass wéi virun 20 Joer. Allerdéngs ass et iwwert d'Joren ëmmer méi schwéier ginn, dësen Dram och an d'Realitéit ëmzesetzen. Grad déi Jonk musse sech oft d'Fro stellen, wéi se sech hiren eegenen Ënnerdaach ouni Hëllef vun den Elteren oder Grousseltere leeschte kënnen.

Besonnesch an dësem Moment ass d'Situatioun am Logement ganz kompliziéiert. Et gëtt ëmmer méi schwiereg, eppes um normale Marché ze fannen. Laang Zäit sinn d'Präisser ongebremst ëmmer weider geklomm. Mam Krich an der Ukrain, de Liwwerengpäss an der héijer Inflatioun hunn d'Baukäschten nach eemol zolidd ugezunn. Mee och wann d'Präisser amgaang sinn, liicht zréckzegoen, féieren déi héich Zënsen dozou, dass vill Leit net de Prêt kréien, dee se bräichten. D'Resultat ass a béide Fäll dat selwecht: Den Accès zur Proprietéit gëtt ëmmer méi schwiereg.

Als Konsequenz dovu geet den Trend kloer a Richtung Locatioun. Wann d'Leit net kafe kënnen, musse se loune goen. Fir eis ass awer kloer, dass den Zougang zum eegenen Doheem och an Zukunft méiglech bleiwen an d'Politick dobäi och ënnerstëtze soll.

De Projet iwwert d'Aides individuelles ass de Complement zu deem iwwert de Logement abordable, well et hei ëm Subside geet, déi de Staat de Biergerinnen a Bierger gëtt, fir den Accès zu enger Wunneng ze erliichteren. Dat betrëfft souwuel d'Proprietéit wéi d'Locatioun, woubäi de Fokus awer op der Proprietéit läit.

Mat dësem Text gëtt de ganze Regimm un Hëllefe vu Grond op reforméiert, méi transparent an accessibel gemaach. Och de Krees vun de méiglechе Beneficiairë gëtt erweidert an d'Montante vun den Aidë ginn adaptéiert.

Fir eis ass et nëmme richteg, dass déi Aiden ugepasst ginn. Wann d'Logementspräisser vu Joer zu Joer am zweestellege Prozentberäich evoluéieren, da verléieren d'Subside vum Staat forcement och vu Joer zu Joer deementspriechend un Impakt. Mir begréissen dowéinst ausdrécklech, dass hei en Ajustement gemaach gëtt an d'Leit zousätzlech ënnerstëtzt ginn.

Zousätzlech zu den Adaptatiounen, déi vun Ufank u virgesi waren, sinn och weider Mesüren an den Text agefloss, déi iwwert déi lescht Méint a Wochen decidéiert goufen. D'Eropsetze vum Wunngeld ass, wéi gesot, scho leschte Summer geschitt. A wa mer gesinn, wéi d'Loyeren och an der leschter Zäit geklomm sinn, ass dës Adaptatioun och méi wéi noutwendeg gewiescht. Dobäi kënnt nach de Moossnamepak, deen d'Regierung Enn Juni proposéiert huet an deen d'Leit zousätzlech entlaaschten an de Logementsmarché dynamiséiere soll. Dozou gehéieren notamment d'Garantie de l'État an d'Subventions d'intérêt, déi nach eemol zousätzlech ugepasst ginn, gradewéi d'Schafe vun enger Prime conjoncturelle beim Kaf vun enger neier Wunneng.

All dës Mesüren droen derzou bäi, d'Kafkraaft vun de Leit grad an dësen Zäite weider ze stäerken an d'Demande um Logementsmarché ze stäipen. Als DP fanne mer dat immens wichteg a kënnen dat deemno nëmme begréissen, och wa mer der Meenung sinn – an dat hu mer scho gesot –, dass mat Sécherheet weider Efforten ze maache bleiwen.

An eisen Aen ass et donieft geneesou wichteg, derfir ze suergen, dass déi Subsiden och do ukommen, wou se gebraucht ginn. Mir wëssen, dass d'Subvention de loyer vun nëmme knapp 20 % vun den eligibele Beneficiairen ugefrot gëtt. Et ass dowéinst wichteg, d'Leit weider ze informéieren a se opzeklären iwwert déi verschidden Hëllefen, déi et gëtt. Et kann een déi bescht Aiden hunn; wann d'Leit se net ufroen, dann hëlleft dat alles näischt!

Här President, als leschte Punkt wëll ech nach kuerz op d'Aféierung vun enger Subventioun fir d'Schafe vun Einliegerwunnengen, och Logements intégrés genannt, ze schwätze kommen. Als DP si mer der Meenung, dass dëst effektiv eng intelligent Manéier ass, fir séier zousätzlech Unitéiten ze schafen. De Wunnraum existéiert am Prinzipp jo schonn, e gëtt just anescht agedeelt a genotzt. Et ass natierlech net déi Wonnerléisung a mir erwaarden eis och net, dass doduerch elo Dausenden nei Wunnenge mobiliséiert kënne ginn, mee et ass de Cumul vu ville verschiddenen eenzele Mesüren, duerch déi mer lues a lues d'Logementsproblematik an de Grëff kënne kréien.

Den Zougang zum eegenen Doheem bleift fir d'DP weider eng Prioritéit. Grad a méi schwieregen Zäite musse mer d'Leit weider entlaaschten an zousätzlech ënnerstëtzen. Et ass fir eis keen Zweifel, dass den abordabele Wunnraum massiv ausgebaut soll ginn, wéi ech dat virdrun och scho gesot hunn. Mee gläichzäiteg dierfe mer net vergiessen, och weider Efforten um primäre Marché ze maachen, fir datt hei méi a virun allem méi séier ka gebaut ginn.

Wat allerdéngs aktuell virun allem feelt, dat ass déi privat Demande, vu dass d'Ëmstänn einfach esou sinn, wéi se sinn. Mat dësem Projet ënnerstëtze mer d'Leit konkreet an hirem Wonsch no den eegene véier Wänn – an iwwert dee Wee och de Bausecteur.

Här President, dat gesot, soen ech Iech Merci fir d'Nolauschteren an der Rapportrice Merci fir hire mëndlechen a schrëftleche Rapport a ginn am Numm vun der DP-Fraktioun den Accord fir dëse Projet de loi.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Madamm Agostino. An nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Mars Di Bartolomeo. Här Di Bartolomeo, Dir hutt d'Wuert.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, fir et direkt ze soen: D'LSAP begréisst d'Reform vum Gesetz vun 1979 iwwert d'Wunnengsbauhëllefen. Dat Gesetz, dat vum Benny Berg abruecht gi war – an den Yves Cruchten huet dat ënnerstrach –, huet laang iwwerlieft. Mir hu jo an der Zwëschenzäit och schonn am Kader vum Solidaritéitspak, deen d'lescht Joer beschloss gouf, de Mietzuschuss erhéicht a fir méi Leit accessibel gemaach a mir hunn de bëllegen Akt vun 20.000 op 30.000 Euro eropgesat.

All dës Hëllefen, déi jo och elo verbessert ginn, si sécher eng Erliichterung fir d'Beneficiairen, mee an der Kris, an där mir haut sinn, ass et awer nëmmen ee vu ville Schrëtt, déi néideg sinn. D'Inflatioun, d'Erhéijung vun den Zënstauxen, déi enorm Präisdeierecht am Immobilier vun deene leschte Joren a virun allem elo op de Loyere stelle vill Leit virun existenziell Problemer. De Staat an d'Gemenge kënnen d'Auswierkunge vun der Kris offiederen, mee et muss ee gläichzäiteg all Acteuren, déi e Bäitrag kënne leeschten, mat an d'Verantwortung huelen. Dat gëllt fir de ganzen Immobiliesecteur, awer och fir d'Banken an d'Assurancen. Dat ass an enger Kris wéi där, déi mer haut erliewen, net nëmme wënschenswäert, mee carrement eng Flicht, wann een a Betruecht zitt, dass d'Recht op Wunnen zanter Ufank vun dësem Mount als Staatszil – also absolutt Prioritéit – an eiser Verfassung verankert ass.

D'Banke spillen an dëser Kris eng ganz weesentlech Roll. Gläichzäiteg mat der Zënshausse sinn hir Krittären, fir Immobilieprêten ze verginn, méi restriktiv ginn an d'Spuerzënse bleiwen ze niddereg. Dat ass kee generelle Virworf un d'Banken, déi jo kloer Reegele musse suivéieren, fir ze verhënneren, dass sech eng Immobilieblos bilt. Och huet keen Interêt dorun, d'Leit an d'Iwwerscholdung ze dreiwen. Am Moment huet een awer d'Gefill, dass et en Deel vu Leit gëtt, déi finanziell duerchaus an der Lag sinn, reegelméisseg e Prêt zréckzebezuelen, an déi awer e Refus kréien. Déi Kris, déi mer haut duerchliewen, verlaangt méi flexibel Léisungen.

Ech sinn definitiv der Meenung, datt d'Capacité de remboursement méi staark muss berücksichtegt ginn an och progressiv Remboursementer méiglech misste sinn, déi der Evolutioun vum Revenu vun de Leit Rechnung doen.

Mat dësem Projet de loi ginn elo eng Rei vun Hëllefen ugepasst. Dat ass ganz gutt esou. Fir d'LSAP ass et wichteg, dass net nëmmen d'Konditioune vun den Aiden ugepasst ginn, mee och derfir gesuergt gëtt, dass déi Aidë bei deenen, déi se zegutt hunn, ukommen. Déi administrativ Hürde mussen esou niddereg wéi méiglech sinn. Déi Leit, déi Hëllefen zegutt hunn, musse sech drop kënne verloossen, dass dës Hëllefe schnell ausbezuelt ginn. Et geet hei jo majoritär ëm Leit, déi keng grouss Reserven hunn a mat deene Sue rechnen an drop ugewise sinn.

Wichteg ass et an eisen Aen och, dass een all eenzel Mesür reegelméisseg evaluéiert, fir ze gesinn, ob se gräifen. Et muss gekuckt ginn, wéi vill vun de potenzielle Beneficiairen déi Hëllefen tatsächlech kréien. Wann dat net de Fall ass, muss analyséiert ginn, firwat dat esou ass, an d'Konditioune vun den Aidë mussen ugepasst ginn.

Als Beispill wéilt ech d'Staatsgarantie fir den Immobilieprêt nennen. D'LSAP begréisst, dass hei de Montant no uewen ugepasst gëtt. Grondsätzlech ass dat eng ganz gutt an effikass Moossnam, mee et hätt een och méi wäit kënne goen. Et muss een nämlech feststellen, dass se an der Vergaangenheet ganz wéineg genotzt ginn ass. U sech misst déi Garantie et jo erméiglechen, dass een, deen an der Lag war, reegelméisseg e Loyer ze bezuelen, och misst kënnen en Immobilieprêt ophuelen an och zréckbezuelen, dat och, wann e wéineg Eegekapital huet. Dës Garantie ass awer 2021 ganzer 124-mol accordéiert ginn.

Här President, ech probéieren elo, esou kuerz wéi méiglech ze sinn. D'Demande ass a bleift ganz héich an trotzdeem geet d'Zuel vun den Transaktiounen erof, an och déi vun den accordéierten Hëllefen ass en chute libre. D'Präisser sinn einfach ze héich an d'Konditioune fir d'Hëllefe waren ze restriktiv an d'Hëllefen net héich genuch. Déi laang Phas mat niddregen Zënsen huet sécher derzou bäigedroen, dass d'Präisser esou enorm konnten an d'Luucht goen. An et muss een däitlech soen, datt et Leit gëtt, déi dovu profitéiert hunn a sech eng gëllen Nues verdéngt hunn. Hei muss een den Hiewel usetzen, fir datt et um Immobiliemarché erëm zu enger méi grousser Normalitéit kënnt.

Et ass gutt, dass de Staat souwuel Locatairë wéi och Leit, déi eng Wunneng kafen, an där se selwer wunnen, ënnerstëtzt. D'Logementskris kann awer nëmme wierksam bekämpft ginn, wann d'ëffentlech Hand tatsächlech iwwert e Parc immobilier verfüügt, dee grouss genuch ass, fir en Impakt op d'Marchéspräisser ze hunn a wann d'Wunnengspräisser a

Loyeren erëm an eng normal Proportioun zu de Salairë vun de Leit solle kommen.

Ech ginn zum Ofschloss den Accord vun eiser Fraktioun a soen Iech Merci an dem President Merci fir seng Indulgence.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Di Bartolomeo. An nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Fernand Kartheiser. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wollt eigentlech op der Plaz schwätzen, mee wéinst deene puer Kommentaren, déi mer elo hei héieren hunn, hunn ech mech awer decidéiert, bis heihinnerzekommen an éischtens emol der Madamm Ahmedova nach eng Kéier villmools Merci ze soen fir hire Rapport. Ech mengen, si huet eis dat ganz kloer duergestallt, an ech wëll ganz direkt och soen, datt d'ADR dat hei matstëmmt. Et ass eng sozial Moossnam. Dat ass selbstverständlech eppes, wat mir deen Abléck och matdroen.

Ech wéilt awer e puer Kommentare maachen och opgrond vun de Bemierkunge vum Virriedner. Et ass fir eis net ganz kloer ... Dat steet jo elo an der Verfassung, dat Staatszil, wat ee vum Prinzipp hier ka begréissen, mee et ass ëmmer eng Fro, déi an de Raum gestallt gëtt, wa gesot gëtt: „Jo, d'Recht op Wunnen ass e Staatszil elo an der neier Verfassung an dofir mussen d'Banke méi an d'Flicht geholl ginn." Dat ass eng interessant Observatioun an et freet ee sech ëmmer: Wéi ass deen ...?

(Interruption par M. Mars Di Bartolomeo)

Ech hunn et esou awer opgeschriwwen.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Dat ass awer net esou gesot ginn!

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Et ass gesot ginn, dass et eng absolutt Prioritéit wier ...

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Nee, nee, nee, nee! Da musse mer d'Band nolauschteren, mee ech hunn ... Dir hutt gesot: „d'Banke méi an d'Flicht huelen", an dat ass ...

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Dat hunn ech och ...

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Majo, voilà! Gesitt Der! Dir hutt et gesot. An do ass eeben déi Fro, déi mir eis stellen ...

M. Fernand Etgen, Président | Da gesellt Der Iech herno beieneen, da lauschtert Der dat zesummen no!

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo, jo.

(Hilarité)

M. Sven Clement (Piraten) | Dir hutt elo dräi Méint, fir Iech dat unzelauschteren.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Wat gesot ass, ass gesot. An déi Fro, déi mir eis stellen an och scho bei der Verfassungsdebatt gestallt hunn, ass: Wat sinn eigentlech d'Konsequenze vun esou politesche Staatsziler? An ech mengen, wann ech elo e Banquier wär – wat ech natierlech net sinn –, da géif ech ufänken, mer Froen ze stellen. Mee gutt!

Eis Approche ass ganz kloer, datt mer dat hei matdroen, datt een op verschiddene Punkten hätt kënnen effektiv méi wäit goen. Do si mer d'accord mat Iech, Här Mars Di Bartolomeo, well d'Garantien zum Beispill kéint een och op 100 % setzen ënner gewëssene Konditiounen. Domadder hätte mir kee Problem.

Et kann een och duerchaus higoen an, wéi Dir et och gemaach hutt, d'Capacité de remboursement als Kritär méi berücksichtegen, datt ee seet: Wie kapabel ass, e Loyer vu 1.600 Euro zum Beispill de Mount ze bezuelen, deen ass och kapabel, e Kreditt vu 1.600 Euro de Mount zréckzebezuelen an domadder eng eege Proprietéit ze hunn. Also, dat wär schonn eppes, wat ee kéint ënnerstëtzen, datt déi Krittären do vläicht kéinte manner streng sinn. Selbstverständlech, bei eis hunn d'Banken ... Dat ass hiert Geld, déi kënnen dat decidéieren, mee politesch kann een dat awer ënnerstëtzen.

D'Zënsen, dat ass eppes, do hu mer net vill driwwer geschwat. Op jidde Fall hunn ech dat ... Ech si jo och net an der Logementskommissioun, mee dat ass awer eppes, wat ganz ville Leit extreem Suerge mécht, déi bis elo en Taux flexible haten, eeben och wéinst deene ganz niddregen Zënsen, déi mer an deene leschte Joren haten, an déi eigentlech elo frou wären, wa se en Taux fixe hätten.

An dat kascht ganz vill, fir vun deem enge Regimm an deen aneren ze wiesselen. Do, mengen ech, kéint een och eventuell ... Do si ganz vill Leit, déi a Problemer geroden, déi sech da vill Suerge maachen, wéi se dat solle weider finanzéieren. An an deem Beräich kéint ee wierklech en Dialog mat de Banke féieren oder och Hëllefen envisagéieren, wa Leit wéilten dee Schrëtt maachen, fir vun engem Taux mobile op en Taux fixe ze goen. Op jidde Fall, ech hunn och elo net d'Léisung, mee et ass en akute Problem fir vill Leit an ech denken, datt een dat awer vläicht wéinstens muss diskutéieren an ausloten, ob et do Méiglechkeete gëtt oder net.

D'Subvention de loyer: Do si wuel Méiglechkeeten hei an deem Gesetz virgesinn. Dat ass eng gutt Saach, mee vum drëtte Kand un oder nom ... Bis dat drëtt Kand sinn d'Hëllefen interessant an der Progressioun. Ech mengen, et war d'Chambre des Salariés, déi gesot huet, datt dat nom drëtte Kand dann net méi esou ass. Dat gesi mir net esou, well wann eng Famill och véier oder fënnef Kanner huet, ass jo ganz kloer, datt se doduerch méi Wunnraum brauch an datt déi Hëllefe missten da proportional och weider wuessen.

D'Mindestwunndauer ass ganz niddreg ugesat mat zwee Joer. Et waren zéng Joer, elo sinn et der zwee. Dat ass vläicht e bëssen déif gegraff. Mee wat och méi kontrolléiert soll ginn – an dat ass relativ heefeg de Fall –, dat ass, wa Leit Wunnengen am Ausland hunn, datt och probéiert gëtt, dat besser erauszefannen, well dat ass heefeg de Fall. An da muss een awer och do eng Kéier d'Hëllefen iwwerpréiwen.

Datt d'Hëllefen dem Index sollen ugepasst ginn, dat ass och eng Fuerderung, déi mir scho méi laang hunn. Datt mer einfach net déi fest Tauxen hunn, mee dat och reegelméisseg indexéieren an upassen.

An da schlussendlech wëll ech nach eng Bemierkung maachen iwwert déi energeetesch Reformen. Do kann een net nëmmen op erneierbar Energië setzen. Ech weess, dat ass eng grouss Virléift vun där Regierungspartei, déi elo eeben hei e grousst Wuert matzeschwätzen huet.

(Interruption)

Gelift?

Mme Stéphanie Empain (déi gréng) | Et ass eng Necessitéit, keng Virléift!

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo, et ass eng ... Dat sot Dir, Madamm. Ech soen elo emol, et ass eng Virléift. Mee et gëtt einfach aleng scho faktuell ganz vill Haiser, déi net kënne bautechnesch op esou Techniken ëmswitchen, sief et an enger Iwwerschwemmungszon an esou weider an esou virun. Dat heescht, et muss een och ëmmer do ... Souguer wann een eng Virléift huet fir erneierbar Energien, mussen och ëmmer aner Energieforme kënne vun Hëllefe beneficiéieren.

Dat gesot, wéi gesot, d'ADR dréit dat hei mat. Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Kartheiser. An nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Nathalie Oberweis. Madamm Oberweis, Dir hutt d'Wuert.

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Merci, Här President. Och direkt e grousse Merci un d'Madamm Rapportrice an ech ginn och virop eisen Accord zu dësem Gesetz. Wéi och d'Gesetz iwwert de Logement abordable, dat mer virdru gestëmmt hunn, huet och dat heite Gesetz mëttlerweil e laange Wee hannert sech. De Kontext, an deem den ursprénglleche Projet geschriwwe ginn ass, war een, an deem d'Präisser an d'Loyeren um private Marché scho säit ville Jore wäit iwwert engem fir déi meeschte Leit zoumuttbaren Niveau louchen a mer et mat enger grousser Knappheet bei gënschtegem Wunnraum ze dinn haten. Dës Situatioun ass bis haut net besser ginn.

Am Contraire: Mir kruten et duerno mat staarker Inflatioun ze dinn an Zentralbanken, déi d'Zënssätz doropshin eropgesat hunn, wat fir vill Leit bis wäit eran an d'Mëttelschicht de Kaf oder de Bau vun enger Wunneng oder engem Haus ze deier gemaach huet. Déi Leit ginn elo op de Locatiounsmarché gedréckt, wou se mat all deene Leit, déi souwisou loune mussen oder wëllen, op der Sich sinn no enger hallefweegs bezuelbarer Locatiounswunneng. Dës klammend Nofro bei enger klenger Offer dreift elo d'Loyerspräisser vill méi séier an d'Luucht a mécht d'Situatioun fir déi allermeeschte Leit nach méi schlëmm, wéi se elo schonn ass.

Virun engem méi konsequente gesetzlechen Agrëff um Locatiounsmarché schreckt d'Regierung zréck, nodeem se ursprénglech e Projet virgeluecht hat, deen der Explosioun bei de Loyeren och nach d'Dier opgemaach hätt, andeem e staark Loyerserhéijunge legaliséiert hätt. Säit e puer Méint verfollegt d'Regierung awer elo do d'Straussentaktik nom Motto: „Kommt, mir schwätzen net méi driwwer! Vläicht vergiessen d'Leit jo, dass mer eigentlech ugetruede waren, fir d'Logementskris an de Grëff ze kréien." Et ass ondankbar, Logementsminister ze sinn!

Här President, ...

M. Henri Kox, Ministre du Logement | Frot de Staatsrot, wou de Projet drun ass – ech hätt e gär gestëmmt!

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Här President, d'Reform vun den individuellen Hëllefen am Wunnberäich füügt sech natierlech an dëse Kontext an a se gouf jo och e puermol ugepasst en cours de route, fir ëmmer neie Realitéite Rechnung ze droen. Et ass e bësse wéi e Flächebrand, wou bei all Brandherd ee mat engem Eemer Waasser hileeft, ouni awer de Brand op der gesamter Fläch anzedämmen. Dobäi ass et net falsch, op all eenzelne Brandherd ze kucken – mee d'Feier kréie mer esou awer net aus!

Den Observatoire de l'habitat huet am Virfeld vun dëser Reform a senger Note 30 gewisen, dass d'Hëllefen am Wunnberäich, sief et déi direkt, wéi se hei am Gesetz stinn, sief et déi steierlech Hëllefen, an der Tendenz méi staark d'Proprietéit finanzéiere wéi d'Locatioun an dobäi vill Hëllefe bei Stéit landen, déi u sech guer keng Hëllef bréichte fir en Hauskaf oder eng Renovatioun. A mir deelen dës Analys vum Observatoire de l'habitat.

Den ursprénglleche Projet hat d'Vocatioun, dësen Desequiliber fortzekréien. Engersäits ass déi virgezunne Reform vun der Loyerssubventioun schonn

eng däitlech Verbesserung vun dëser Hëllef, déi elo zumindest emol der reeller Loyersentwécklung Rechnung dréit an net engem fiktive Loyer de référence. Donieft ass d'Garantie locative och verbessert ginn, och wa mer weiderhin der Meenung sinn, dass de maximalen Taux d'effort vu 50 % u sech keng Raison d'être an dësem Gesetz huet. Et gëtt jo eng Rei Leit, déi méi wéi 50 % vun hirem Revenu an de Loyer musse stiechen. Firwat ginn déi elo ausgeschloss? Mir fannen dat net richteg.

Anerersäits gëtt bei der Reform bei den Hëllefe fir Kaf a Renovatioun elo de Krittär vum Revenu harmoniséiert an esou an d'Gesetz ageschriwwen, dass d'Hëllefe Stéit mat klenge wéi mëttlere Revenue cibléieren. De Krittär vun der Zuel vun de Kanner am Stot, fir d'Limitt vum Revenu ze berechnen, fanne mir och richteg.

Wa mer bei den Hëllefe fir Kaf oder Renovatioun bleiwen: Hei ass jo d'Schafe vun deem Dëppe fir d'Hëllefen déi gréissten Innovatioun am Gesetz. De Choix, dat esou ze maachen, fanne mir à la base och richteg, mee hei weist sech awer och nach eng Kéier, wéi anekdotesch déi Hëllefe sinn. Engersäits ass de maximale Montant vun dem Pot net indexéiert oder un d'Entwécklung vun den Immobiliepräisser gekoppelt, e verléiert also séier u Wäert. De maximale Montant ass zwar elo méi héich, mee souguer déi Hausse ass der Realitéit vum Marché net ugepasst. An da gëtt de sozialen Topup bei der PRIMe House och nach do matagerechent, wat jo contraire leeft zu der eigentlecher Absicht hannert dësem sozialen Topup.

Déi staark Hausse bei den Zënse fir Immobiliekreditter werft och d'Fro op, wat d'Subvention d'intérêt, wéi se elo virgesinn ass, nach bréngt. D'Eropsetze vum Montant op 200.000 Euro bis maximal 240.000 Euro Prêt, deen als Grondlag gekuckt gëtt, ass jo hautzudaags kengem Prêt immobilier méi ugepasst. Déi klammend Zënse wäerten d'Hëllef donieft och nach of. Dës Mesür, déi natierlech déi breet Mëttelschicht soll viséieren, déi traditionell och Wunnenge fir den Eegegebrauch keeft, riskéiert, no an no hir eigentlech Zilgrupp net méi ze erreechen, wann d'Situatioun laang esou bleift.

Här President, elo, um Enn vum legislative Prozess, koum nach eng weider Prime conjoncturelle an der Héicht vun 20.000 Euro derbäi, déi Stéit zousätzlech kënne kréien, wa se en neie Logement kafen, also e Logement, dee frësch gebaut gouf oder gëtt. Dës Primm wierkt Hals iwwer Kapp decidéiert. D'Bild vum Logementsminister mam Eemer Waasser kënnt engem erëm an de Kapp.

Bei dëser Primm mengt een och ze gesinn, dass de primären Zweck hei net deen ass, de Leit ze hëllefen, eng Wunneng ze kréien, mee éischter fir d'Entreprisen am Immobilieberäich ze ënnerstëtzen, déi – esou hu mir et ëmmer, och scho gëschter erëm, vun der Regierung selwer confirméiert kritt – sech jo zum Deel op onanstänneg Aart a Weise beräichere un der Logementskris, andeem se mat der Retentioun an Ofsproochen zu der Knappheet vum Wunnraum bäidroen.

An da sinn ech erëm beim Ufank vu menger Ried ukomm. Déi Mesüren am Gesetz wierken deelweis aus der Zäit gefall, si gi laanscht d'Realitéit. De Flächebrand gëtt vu grousse Promoteuren a Spekulanten ugefacht. Si musse gestoppt ginn, wa mer de Brand gär läschen. An da kënne mer déi individuell Hëllefe fir Stéit um privaten Immobiliemarché och nei a méi realistesch bewäerten.

Merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, Président | Merci Madamm Oberweis. A leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Merci och fir de Rapport. Ech mengen, och dat heite war en Text, wou et vill ëm Detailaarbecht goung. Mir hunn awer eng ganz Rëtsch Aiden, déi hei zesummefléissen, déi ofgeschaaft gi respektiv nei geschafe ginn, an ech mengen, do wär et wichteg, ganz am Ufank eng Kéier eng Mise à niveau vu jidderengem ze maachen. An och fir déi Leit, déi dat interesséiert, ginn ech elo net nach eng Kéier op d'Zuelen an. Ech mengen, Dir kennt se.

Grondsätzlech kann ech soen, datt eng Rëtsch Saachen eis immens gutt gefalen an deem heiten Text. Éischtens emol, datt et gestreamlinet gëtt. Datt et vereinfacht gëtt, datt eenzel Aiden zesummegefaasst ginn, ass generell ze begréissen. Dat mécht et fir déi meescht Leit wierklech méi einfach. Da geet de Maximum, grad wann een a Familljesituatiounen ass, jo nach eng Kéier an d'Luucht. Och dat kënne mer begréissen.

Bon, ob d'Architekten elo ganz frou sinn, datt hire Complément de prime ofgeschaaft gëtt, dat loossen ech dann d'Architekte beäntwerten. Ech hunn do esou e Gefill am klenge Fanger, datt dat vläicht net de Fall ass.

Generell, och wat d'Subvention d'intérêt an d'Bonification d'interêt ugeet: D'Intentioun ass richteg. Mir gi méi. De Problem ass: D'Zënse lafen eis am Moment fort. Dat heescht, d'Prête gi méi grouss, d'Zënse gi méi héich. Dat heescht, déi Montante lafen eis fort, an ech weess net, wou mer do elo wierklech herno erauskomme fir déi meeschte Stéit. An dat ass, mengen ech, déi Suerg, déi mer eis alleguerte sollte maachen: Wou komme mer hei eraus? Musse mer net vläicht direkt an där nächster Legislatur hei nach eng Kéier usetzen?

En negative Punkt ass dofir och déi Loyerssubventioun. Déi muss an eisen Aen nach eng Kéier gekuckt ginn, fir an d'Luucht gesat ze ginn. Mir gesinn, datt d'Loyere grad och explodéieren, eeben och wéinst där Zënssituatioun um Marché.

Dann d'Staatsgarantie fir de Bankeprêt: Do deet et mer e bësse leed, datt mer deen Ausschlusskrittär hunn, datt ee muss zu Lëtzebuerg wunnen – also datt ee keen Haus däerf am Ausland hunn – dee Moment, wou een déi Saach ufreet. Stelle mer eis vir, et huet een e klengt Appartement iwwert d'Grenz kaf – et gouf ee forcéiert, iwwert d'Grenz wunnen ze goen, well ee sech zu Lëtzebuerg näischt leeschte konnt – an da kann een dee Moment, wou een nach Proprietär ass, déi Garantie net zéien.

Wann een awer d'Appartement verkeeft, da kann ee se zéien, mee heefeg mécht een dat jo eréischt, wann een de Prêt ënnerschriwwen huet, fir hei zu Lëtzebuerg eppes ze kafen. Hei hätt ee vläicht eng Klausel kënne fannen, datt een, sous condition, datt een dat innerhalb vu sechs Méint nom Octroi vun der Aide verkeeft, dann awer eligibel bliwwe wär. Dat hätt et op alle Fall Leit, déi e klengt Appartement am Ausland kaf hunn, erméiglecht, deementspriechend vläicht erëm zréck op Lëtzebuerg ze kommen.

An dann iwwert d'Prime d'accession à la propriété: Do musse mer kucken, wat déi grad elo mat der Prime de conjoncture bréngt. Dat wäerte mer spéitstens Enn nächst Joer wëssen.

Alles an allem: De Projet gefält eis. Mir wäerten e matstëmmen, och wann et deen een oder anere klenge Bemoll gëtt. Merci.

M. Marc Goergen (Piraten) | Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Clement.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Wunnengsbauminister Henri Kox.

Prise de position du Gouvernement

M. Henri Kox, Ministre du Logement | Merci, Här President. Ech kann et och relativ kuerz maachen. Ech sinn éischtens emol frou, dass mer, sou wéi et ausgesäit, eng ganz breet Ënnerstëtzung hei fir dat Gesetz kréien. Zweetens sinn ech immens houfreg, dass mer et fäerdegbruecht hunn, dëst Gesetz och nach haut kënnen ze stëmmen an awer och e wichtegt Signal ze maachen no baussen, fir, jo, d'Proprietéit och deels ze ënnerstëtzen, awer déi Proprietéit, déi an den Individuel geet an net onbedéngt un, jo, den Investor, mee dass deem, dee Primo-acquéreur ass, hei mat dësem Gesetz wierklech ënnert d'Äerm gegraff gëtt.

Wann een d'Zuele kuckt, déi an de leschte Jore benotzt gi sinn, sief et vun deenen, déi gefrot hunn ..., d'Demande ass stänneg méi kleng ginn. Awer och de Montant, dee mer ausbezuelt hunn, ass, jo, vun 10 Milliounen op 4 Milliounen erofgaang. Dat heescht, dat ass net méi vill gewiescht, wat mer konnten ausbezuelen, an dofir sinn ech ganz houfreg, dass mer dat elo breet ugepaakt hunn.

Wat awer ganz wichteg ass, ass, dass déi Moossnamen, déi mer hei agefüügt hunn, cibléiert sinn. Dofir hu mer et um Akommes vun de Stéit orientéiert. A mir ginn decillméisseg vir, also nom Akommes vun der Gesellschaft, fir dass mer wierklech net mat der Strenz iwwert déi ganz Akommestabell ginn, mee do d'Individualiséierung eraushuelen, déi ënnerstëtzen, déi et am meeschte brauchen, an dofir sinn all déi Aidë par rapport zum Akommes och gestaffelt. An de Plaffong ka flexibel ugepasst ginn – dat, wat mer virdrun net haten –, soudass dee Plaffong mam Akommes ka wuessen. An dofir ass d'Eligibilitéit e wichtegen Accord, deen hei kënnt.

D'Zënse si genannt ginn. Jo, d'Zënsen, bon, déi falen net direkt an dem Logementsministère seng Kompetenz. Do misste mer mat de Banken – an net nëmme mat de Banken, mee och mat der Zentralbank vun Europa – schwätzen, deenen, déi d'Politick gemaach hunn. Et muss een awer och soen, dass se viru Joren eng Nullzënspolitick gemaach hunn, déi och deels den Ausléiser war vun deem massiven Invest an de Steen. An dat huet, jo, wierklech zu engem Selbstläufer gefouert, wat d'Präisser par rapport zum Akommes wierklech an d'Luucht goe gelooss huet, soudass d'Akommes einfach net nokomm ass, fir sech iwwerhaapt nach eng Wunneng kënnen ze leeschten.

Dofir sinn ech awer frou, dass mer d'Zënssubventioun massiv an d'Luucht gesat hunn. Mir hunn d'Eligibilitéit ëm 30 % méi breet gemaach. Dat heescht, och mam Montant wäerte mer dann hei kënnen eropgoe bis op 65 Milliounen, hu mer geschätzt, soudass dat awer bei deenen ukënnt, déi et am meeschte brauchen. Dofir hu mer et hei och nach limitéiert: Just fir den Decill 4; dat heescht, 40 % vun der Gesellschaft kënne vun dëser Subventioun profitéieren.

E puer Wuert zur Subvention de loyer: Jo, éischtens, mir sinn och do vill méi cibléiert virgaang. Mir haten dat jo virgezu mat där ganzer Diskussioun ëm de Krise-Konjunkturpak vum leschte Joer, wou mer gesot hunn: „Hei, mir mussen do méi séier ginn." An ech muss Iech awer soen, dass mer mëttlerweil – an der Zäit waren et der 4.400 – beim Duebele sinn. Mir si bei 8.000 bis 9.000 Leit oder Stéit, déi dat mëttlerweil ufroen, an de Montant war bei 5 Milliounen. Mir haten d'lescht Joer cibléiert op 10 Milliounen. Enn des Joers ware mer op 19 Milliounen a mir wäerten deemnächst op d'Héicht vun 29 Millioune kommen.

Dat ass eng cibléiert Aide, déi do ukënnt, wou se am meeschte gebraucht gëtt. Natierlech musse mer den Encadrement vum Loyer ..., et wier am beschte gewiescht, wa mer dat nach duerchkritt hätten.

E Wuert dann zum Bail à loyer: Jo, do hätte mer wierklech dann deen Deckel kënnen aféieren, soudass dee Schutz och vill méi breet gewiescht wär. An dann huelen ech och dat Urteel, wat den Här Lies virdru genannt huet: Dat geet guer net fir Einliegerwohnungen, dat huet nämlech grad d'Cafészëmmere betraff. An dat hätte mer kënne reegelen iwwert de Bail à loyer, woumat mer och aner Wunnforme ënnerstëtzen, insbesondere och d'Colocatioun.

Vläicht zu den Hëllefen, déi mer ganz kloer maachen, véier Punkten: Éischtens, Transparenz ass erakomm. D'Vereinfachung vun de Proceduren, dass och d'Mindestoccupatiounsdauer derbäikënnt, dat ass eng Vereinfachung, wat do déi zéng Joer, d'Quadratmeterzuel ... Doduerch, dass mer déi zwee Joer nach kucken, gëtt dat fir déi eenzel an, wann Der éierlech sidd, déi Stéit, déi ausenanerginn, obschonn se schonn eppes kaf hunn ..., beweegt sech och bei zwee, dräi, véier, fënnef Joer. An déi zéng Joer hunn e ganz grousse Problem fir eis Verwaltung duergestallt, fir dann déi dräi Suen nach zréckzefroen, déi mer hätte sollen zréckfroen. An do ass den administrativen Opwand vill méi grouss wéi deen Notzen, dee mer kréien.

Mir hunn awer och eppes agefouert, wat ganz wichteg ass: Et gëtt en Däppen. All Bierger hei am Land huet 35.000 Euro zegutt, an déi sinn individualiséiert. A mir wëssen, grad fir déi Leit, fir déi Stéit ..., oder alleinerziehend Mütter, déi jo am Endeffekt déi sinn, déi herno am meeschten dorënner leiden, wann eng Scheedung ass. Déi Suen an deem Däppe sinn individuell deene Persounen zougeordnet, soudass jiddereen Zougang zu deenen Aiden huet an dann ëmmer erëm kann dorop zréckgräifen.

Energeetesch Sanéierung: ganz wichteg! D'Energieaarmut gi mer heimadder un, well mer maachen en Topup vun 100 %. Déi, déi sech ganz ënnen an der Akommestabell zréckfannen an déi Proprietär sinn, kënne bis 100 % vun deem, wat d'Ëmwelt scho vu Subventioune gëtt, nach eng Kéier dropgeluecht kréien, soudass déi Renovatiounen och da kënne realiséiert ginn, well gläichzäiteg Instrumenter gesicht ginn, fir déi Virfinanzéierung ze garantéieren, well dat ass jo dat, wat schwiereg ass, dass ee Suen an de Grapp hëlt, éier een herno eréischt Subventioune kritt. Dofir ass dat ganz wichteg, dass dat gemaach gëtt.

Jo, mir hunn e puermol nogebessert. Jo, d'Krisen hunn och e puermol nogebessert – awer vun der negativer Säit hier! Also hu mer missen Upassunge maachen. An déi lescht Upassungen, déi mer gemaach hunn, hu mer jo mat deem Konjunkturpak gemaach, dee mer elo viru Kuerzem nach festgehalen hunn. Dat sinn dräi wichteger, an déi wëll ech nach eng Kéier ernimmen:

Jo, d'Einliegerwohnung ass fir mech e wonnerbaart Instrument, fir d'Villfalt vun de Wunnenge kënnen ze fërderen. An mir sinn eropgaang vun 10.000 op 20.000.

D'Subvention d'intérêt hu mer och nach eng Kéier an d'Luucht gesat.

An dann, ech mengen, awer och déi Prime compensatoire conjoncturelle ... Déi Jonk vun de véier grousse Parteien hu gefrot: „Jo, de bëllegen Akt, mir hätten dee gär vun 30.000 ...“ Mir si jo an d'Luucht gaang vun 20.000 ëm 10.000. Dat hate mer jo och diskutéiert an den Assisen. Hei gi mer nach eng Kéier 20.000 drop, dat heescht, déi Demande, déi do gefrot ginn ass vun deene Jonke vu véier grousse Parteien, de bëllegen Akt op 50.000 ze erhéijen, ass heimat realiséiert.

Mee just: Wat hätte mer de Moment? Dass déi Suen natierlech an d'Aktivitéit ginn, dass sech déi Jonk direkt engagéieren an enger VEFA – well d'Präisser fale jo elo – an dass de Primo-acquéreur dann och am meeschte ka profitéieren. Dofir sinn ech ganz frou, dass mer dat konnten esou festleeën an dass mer dat och kënnen esou ënnert d'Leit bréngen.

Mir wäerte probéieren, ab dem 1. September, wann dat en vigeur geet, eng cibléiert Promotioun ze maachen, fir dass et bei de Leit ukënnt, dass wierklech dann och déi Aarbechtsplaze garantéiert sinn, wann d'Aktivitéit am Bausecteur kann heimadder deels ënnerstëtzt ginn. Et ass een Instrument vu villen an dofir sinn ech ganz houfreg, dass Dir mathëlleft, zumindest bei dësem Gesetz.

A wann et mäi lescht Gesetz elo ass, da soen ech en décken, fette Merci fir éischtens déi Zesummenaarbecht. A wann ech elo, jo, wéi gesot, e lescht Gesetz unanime och nach gestëmmt kréien, da sinn ech ëmsou méi frou. An dofir soen ech schonn elo en décken, fette Merci!

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools dem Här Wunnengsbauminister Henri Kox. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zu der Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7938. Den Text steet am Document parlementaire 7938[17].

Ech wollt Iech drop hiweisen, datt sech dräi Erreurs matérielles an den Text ageschlach hunn. Am Artikel 45 huet een „i“ beim Wuert „bénéficier“ gefeelt an am Artikel 48 Paragraf 2 Alinea 2 a Paragraf 8 Alinea 2 sinn d'Wierder „Ministère du logement“ duerch „ministre“ ersat ginn. De Staatsrot ass iwwert dës Ännerungen a Kenntnis gesat ginn. Mir stëmmen elo iwwert den Text mat dësen Ännerungen of.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7938 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Mir maachen de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass mat 59 Jo-Stëmmen, kenger Nee-Stëmm a kenger Abstentioun ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par M. Jean-Marie Halsdorf), Léon Gloden (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes (par M. Marc Lies), Marc Lies, Mme Elisabeth Margue (par Mme Octavie Modert), M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Georges Mischo), Claude Wiseler (par Mme Martine Hansen) et Michel Wolter ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Mme Carole Hartmann (par M. André Bauler), MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par Mme Barbara Agostino) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser et Fred Keup (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

5. 7880 – Projet de loi sur l'organisation de l'Armée luxembourgeoise et modifiant :

1° la loi modifiée communale du 13 décembre 1988 ;

2° la loi modifiée du 27 juillet 1992 relative à la participation du Grand-Duché de Luxembourg à des opérations pour le maintien de la paix et des opérations de prévention, ainsi que de gestion de crise ;

3° la loi modifiée du 9 décembre 2005 déterminant les conditions et modalités de nomination de certains fonctionnaires occupant des fonctions dirigeantes dans les administrations et services de l'État ;

4° la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État

Mir kommen elo zum Projet de loi 7880 iwwert d'Arméisgesetz. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. An d'Wuert huet elo d'Madamm Rapportrice vun dësem Projet de loi, déi honorabel Madamm Stéphanie Empain. Madamm Empain, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de la Sécurité intérieure et de la Défense

Mme Stéphanie Empain (déi gréng), rapportrice | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, Här Minister, eis Arméi ass e wichtegen Deel vun eiser Gesellschaft.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Très bien!

(Hilarité)

Mme Stéphanie Empain (déi gréng), rapportrice | Duerch déi rezent geopolitesch Revirementer, allem virop de Krich an der Ukrain, ass d'Bewosstsinn an eiser Gesellschaft, dass et wichteg ass, eng Arméi ze hunn, geklommen an de Stellewäert vun der Arméi an eiser Gesellschaft konnt dovunner och profitéieren.

Dat aktuellt Gesetz iwwert d'Organisation militaire staamt awer aus dem Joer 1952, quitte dass et entre-temps schonn oft ofgeännert ginn ass. Déi lescht gréisser Reform huet am Joer 2007 stattfonnt. Ma zënterhier huet sech awer esou munches gedoen an eis Arméi muss deementspriechend op nei Féiss gestallt ginn, fir hire Missiounen am haitege Kontext kënne gerecht ze ginn, sief dat op nationalem Plang, wou ëmmer méi op d'Arméi zréckgegraff gëtt – rezent Beispiller heifir wieren d'Hëllef vun der Arméi bei den Iwwerschwemmungen am Oste vum Land oder och logistesche Support wärend der Pandemie –, mee virun allem um internationale Plang hu sech d'Tâchë multipliziéiert. Hei muss eis Arméi, grad wann ee sech eis Effectiver ukuckt, en ëmmer méi breede Spektrum u Missiounen ofdecken.

Mir mussen eis awer och virun Aen halen, dass zënter 2014 eisen Effort de défense quasi verduebelt ginn ass. Mee um Niveau vum Personal si mer relativ stabel bliwwen.

(M. Mars Di Bartolomeo prend la présidence.)

Mir wëssen awer all: Wa mer den Effort de défense eropschrauwen – oder eropschrauwe mussen –, dann ass eng Prekonditioun heifir, dass mer beim Rekrutement eng Schëpp bäileeën, well soss kritt eis Arméi deen Effort capacitaire op laang Siicht net

gestemmt. Deementspriechend musse mir der Arméi och d'Méiglechkeet ginn, verstäerkt kënne qualifizéiert an héich spezialiséiert Personal unzezéien an anzestellen.

Haut stëmme mir e wichtegt Gesetz, dat en neie Kader stécht, deen et eiser Arméi soll erlaben, sech fir d'Zukunft anstänneg opzestellen. D'Mesüren, déi an dësem Gesetz virgesi sinn, betreffen d'Moderniséierung vum legale Kader vun der Arméi, eng Mise à jour vum Rôle a vun der Organisatioun vun der Arméi – ënner anerem ginn elo och d'Missiounen an den Domäne Cyber a Space preziséiert –, eng Restrukturatioun vum État-major a vum Centre militaire an och eng Ofännerung vun den Dispositiounen, déi dat militärescht an dat zivillt Personal vun der Arméi betreffen.

Mat dësem Gesetz verfollege mer also d'Zil, d'Karriären an der Arméi méi attraktiv ze maachen, d'Dauer vum Engagement bei de Soldats volontaires ze erhéijen, d'Organisatioun vun der Arméi ze updaten an d'Sécurité juridique ze stäerken.

Wat d'Attraktivitéit vun de Karriären ubelaangt, do ass et de Constat gewiescht, dass eis aktuell Militärkarriären net all Schoulofschloss couvréieren, dee mer aktuell hunn, keng Première zum Beispill, kee Bachelor. An deen anere Constat, dee mer maachen, ass, dass den Undeel vu Fraen an der Arméi nach ganz geréng ass, well anscheinend fillt sech d'Hallschent vun eiser Bevëlkerung bis elo relativ wéineg ugesprach vu Karriärsperspektiven an der Arméi.

Wat mer also mat dësem Gesetz maachen, ass, um Niveau vun de Karriären nei Militärkarriären ze schafen an de Karriäre B1, also de Premièren, an A2, de Bacheloren. Domat gëtt déi aktuell Kluft, déi mer hunn, zougemaach.

Allerdéngs ass et esou, dass dës Introduktioun vun zwou neie Karriären et onerlässlech gemaach huet, d'Grades militaires vun de Grades de traitement ze entkoppelen, schonn eleng well dat jo ëmgedréit bedeit hätt, dass mer soss hätte missen zwee nei militäresch Graden erfannen. An ech mengen, do hätten eis NATO-Partner och e bësselche gestaunt, wa mir als klengt Land op eemol mat neie Militärgraden an enger Missioun opgetaucht wieren.

An da geet et och drëm … O, esou roueg war et scho laang net méi!

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Mir si voll konzentréiert.

(Hilarité)

Mme Stéphanie Empain (déi gréng), rapportrice | Da geet et och drëm, d'Moderniséierung vum Statut vun de Militärkarriären an d'Weeër ze leeden. Hei gëtt sech dem Statut général vun de Fonctionnairë rapprochéiert, ouni awer ze vergiessen, dass et sech bei der Arméi awer trotzdeem ëm eng spezifesch Administratioun handelt, déi Missiounen ze erfëllen huet, déi et an anere Ministèren oder Administratiounen esou net gëtt.

Dëst justifizéiert deemno och, dass et hei spezifesch Reegele muss kënne ginn, notamment fir am Grade militaire weiderzekommen. Hei si mer dann och erëm beim Punkt vun der Dissociatioun, déi gemaach ginn ass tëscht de militäresche Graden an dem Grade de traitement. A genee dëst ass e Punkt, dee jo elo déi Deeg erëm staark an de Fokus geréckelt ass. Ech wäert herno och nach eng Kéier kuerz drop agoen.

Des Weidere gëtt e Contrôle d'honorabilité fir all d'Karriären agefouert. An alles an allem hoffe mer heimadder also, de Grondsteen ze leeën, fir d'Karriäre bei der Arméi méi attraktiv ze maachen an drop ze bauen, dass eng méi grouss Professionaliséierung an Expertis och den Image vun der Arméi als Employeur wäert kënne verstäerken.

Da gëtt et och nach Ännerungen um Niveau vun der Durée d'engagement vun de Soldats volontaires. An do ass et de Constat, dass d'Ausriichtung vun eiser Arméi jo amgaangen ass, sech ze wenden. Mir hunn eis laang Zäit op OMP-Missioune konzentréiert, mee mat dem Opkomme vun traditionelle Menacen erëm an Europa ginn d'Exigenze säitens der NATO och erëm méi wäit. Esou ginn déi sougenannte VJTFs – dat si Very High Readiness Joint Task Forces – opgestockt, an och do muss Lëtzebuerg natierlech säin Deel derzou bäidroen.

Mat Bléck an d'Zukunft ass et dann och nach den ugekënnegte belsch-lëtzebuergesche Bataillon, deen eis e puer Efforte wäert ofréngen, fir och do genuch Leit à disposition ze hunn.

Am aktuelle Regimm, do ass et esou, dass déi fräiwëlleg Zaldoten en Engagement op dräi Joer hunn, mat der Méiglechkeet, ëm dräimol ee Joer ze verlängeren. Dat ass net ideal, well d'Instruktioun eleng elo scho méi laang dauert wéi nach virun enger Zäitchen an och méi exigent ginn ass. Bis een d'Leit ausgewielt huet a se dann op d'Missioune virbereet huet, bleift am Fong geholl net méi vill Zäit, fir se reell nach an den Asaz ze bréngen.

Och musse mer eis virun Aen halen, dass OMP-Missiounen, op déi mer eis bis elo eeben ausgeriicht haten, ëmmer en Asaz vu véier Méint virgesinn hunn, mat engem Training virdru vu 15 Méint, wann ech mech net ieren. A wa mer haut kucken, wat déi grad ugeschwate VJTF-Missioune bedeiten, da gesi mer awer, dass mer do vun enger Period vu ganzer dräi Joer schwätzen, wou een d'Leit engagéiere muss. An do gesäit een dann, dass schonn eleng duerfir déi dräi Joer, déi mer aktuell hunn, net méi duerginn.

Wa mer eis haut mam Vott vun dësem Projet de loi d'Méiglechkeet ginn, dës Durée op véier Joer ze héijen, plus der Méiglechkeet, op bis zu fënnef weidere Joren ze verlängeren, da schwätze mer elo vu bis zu néng Joer, wou een déi Leit effektiv kann halen. Dat bedeit dann och, dass mer eis net nëmmen d'Méiglechkeet ginn, Leit auszebilden a se da vläicht an eng Missioun ze schécken, mee dass mer vun deem Invest an déi Leit och méi laang eppes hunn. Et gëtt jo kaum soss en anere Beräich, wou ee vill Ressourcen an d'Ausbildung vun de Mënsche stécht, fir se da geneе dee Moment erëm zéien ze loossen, wou se am Fong geholl op engem gudden Niveau sinn a géifen zur Verfügung stoen.

Mat dëser Ännerung hu mer dann och manner Drock um Niveau vum zukünftege Rekrutement. Wann een zum Beispill muss 360 Persounen op dräi Joer recrutéieren, da sinn dat 120 Leit pro Joer. Wa mer op véier Joer eropginn, da sinn et elo just nach 90 Persounen, an domadder gëtt de Rendement also besser an de Rekrutement gëtt domadder och vereinfacht.

Ech géif kuerz op d'Aarbechten an der Kommissioun ze schwätze kommen. De Projet de loi ass de 7. September 2021 deposéiert ginn. Mir hunn Avise kritt vun der Chambre des Fonctionnaires et Employés publics am Dezember 2021, vum SPAL, vun der APOL (ndlr: Association professionnelle des officiers luxembourgeois) a vum Syvicol, allen dräi Ufank 2022, a vun der CNPD den 21. Juli 2022.

Ufank Juli 2022 hu mer de Projet de loi an der Kommissioun virgestallt kritt a beschwat. An den 21. Juni 2022 – dat war, ier de Conseil d'État säin Avis ofginn huet – sinn nach eng Rëtsch Amendements gouvernementaux un de Conseil d'État geriicht ginn. Et huet dunn awer leider nach bis de 6. Juni 2023 gedauert, bis mer nach esou just in time fir dës Legislaturperiod en Avis vum Conseil d'État virleien haten. De 14. Juli hu mer den Avis complémentaire vum Staatsrot kritt, an de Rapport hu mer dunn den 18. Juli, also de leschten Dënschden, ugeholl.

Ech géif dann hei och kuerz versichen, op den Avis vum Staatsrot anzegoen. Dësen huet jo am ganzen eng 30 Oppositions formelles beinhalt. Dat war op den éischte Bléck jo alt relativ vill, mee et muss een dozou soen, dass e gudden Deel vun deenen Oppositions formelles rekurrent Geschichten zu statutaresche Froe waren an domadder och eenheetlech konnten ecartéiert ginn.

Nom Avis vum Staatsrot ass d'Notioun vun der Hierarchie aus dem Text erausgestrach ginn a mer hunn och mussen derzou iwwergoen, déi detailléiert Organisatioun vun der Arméi an de Gesetzestext ze schreiwen, an net méi, esou wéi dat bis ewell de Fall war, dat iwwer Règlement grand-ducal ze reegelen, well et sech laut eiser Verfassung ëm eng Matière réservée à la loi handelt. An dëst war effektiv elo keen esou en einfachen Exercice. A mir waren eis an der Kommissioun och eens, dass dat keng optimal Léisung ass, well mer esou bei all Ofännerung, bei all zukünftеger Ofännerung, zum Beispill, wann d'NATO eis nei Targets géif definéieren, gezwongen wären – a mer wäerte gezwonge sinn –, d'Gesetz ofzeänneren. Mir hunn also hei missen e Wee fannen, dem Avis vum Staatsrot Rechnung ze droen, ouni awer domadder der Arméi hir Flexibilitéit a virun allem och hir Reaktivitéit op d'Spill ze setzen.

Änleches gëllt fir d'Opposition formelle vum Staatsrot bezüglech der Ausbildung vun de Militären, wou gefrot ginn ass, dass dës och méi detailléiert misst am Gesetzestext festgehale ginn. Och dëst ass keen einfachen Exercice gewiescht, well mir als Lëtzebuerg net Här a Meeschter sinn iwwert de Contenu an d'Dauer vun der Ausbildung, déi eis Leit jo integral am Ausland maachen. An deementspriechend goufe weider Indicatiounen iwwert de Volume an iwwert d'Dauer vun der Ausbildung an den Text integréiert, ouni awer exhaustiv an de leschten Detail ze goen.

Da gouf et och Opposition-formellen zum Sujet vun der Honorabilitéit an um Niveau vun de Froen zum Avancement an de Graden, déi elo och hu misse vum Règlement grand-ducal eriwwer an d'Gesetz agedroe ginn. An do si mer da bei de Froe ronderëm d'Konditioune fir en Avancement. An hei geet et notamment ëm d'Evaluatioun vun de berufflече Kompetenzen, den eethesche Valeuren an der physescher Konditioun. An et ass jo besonnesch dat, wat elo relativ haart säitens der CGFP an och dem SPAL ugeprangert gëtt, dass esou Evaluatiounen iwwerhaapt stattfannen, well am Rescht vun der Fonction publique esou Evaluatioune mam neie Gehälteraccord eigentlech ofgeschaaft gi sinn. Si drécken och d'Suerg aus, dass dëst en Impakt op d'Karriäre vun de concernéierte Leit kéint hunn, a fannen et net gerecht, dass just an der Arméi nach Evaluatioune solle stattfannen.

Wéi de Minister eis an der Kommissioun informéiert huet, ass doropshi versicht ginn, de Gewerkschaften all Sécherheeten op dësem Punkt ze ginn, fir kloerzemaachen, dass heimadder de Gehälteraccord net a Fro gestallt gëtt, well, wéi ugangs erläutert, den Avancement an de militäresche Karriären, fir deen dës Evaluatiounen eebe stattfannen, entkoppelt ass vum Avancement op der Gehaltsskala.

An deem Sënn hunn ech och a mengem schrëftleche Rapport e Passus zu deem Punkt ergänzt, fir dëst och am Rapport néiergeschriwwen ze hunn. Doran ass och preziséiert, dass sech d'Regierung un hiert Verspriechе wäert halen, heizou Prezisiounen an den Exposé des motifs vum Projet de loi iwwert de Punkt 10 vum Accord salarial an der Fonction publique ze

setzen. An dëse Projet de loi wäert dann och deemnächst deposéiert ginn.

An deem selwechten Esprit hunn ech der Kommissioun eng Motioun virgeluecht gehat, déi d'Regierung genee zu deem Punkt och soll an d'Flicht huelen, hirem Verspriechen op deem Punkt nozekommen. Dat heescht, hei ass déi Motioun, déi eebe seet, dass den aktuelle Système d'appréciation en „dispositif spécifique au régime militaire et exclusivement applicable au sein de l'Armée" ass an dass dee System net kéint interpretéiert ginn als entgéintgesat zum Accord salarial an der Fonction publique an dass de Minister sech sollt engagéieren, e „bilan annuel" ze maache vum „dispositif d'avancement en grades militaires tel que prévu par le projet de loi 7880 pendant une durée de cinq ans".

Voilà, an dann hunn ënnerschriwwen dës Motioun d'Kolleege vun der DP, vun der LSAP an d'Madamm Oberweis fir déi Lénk an den Här Roy Reding huet déi och matënnerschriwwen. Ech wär natierlech frou, wann anerer se och nach kéinte matdroen.

Ech deposéieren Iech dann d'Motioun.

Motion 1

La Chambre des Députés,

– vu l'accord salarial signé entre le Gouvernement et la CGFP le 9 décembre 2022 qui prévoit l'abolition du système d'appréciation, sauf à l'égard des fonctionnaires stagiaires ainsi que des employés de l'État en période d'initiation, avec effet au 1er janvier 2023 ;

– vu le projet de loi 7880 sur l'organisation de l'Armée luxembourgeoise et modifiant :
1° la loi modifiée communale du 13 décembre 1988 ;
2° la loi modifiée du 27 juillet 1992 relative à la participation du Grand-Duché de Luxembourg à des opérations pour le maintien de la paix et des opérations de prévention, ainsi que de gestion de crise ;
3° la loi modifiée du 9 décembre 2005 déterminant les conditions et modalités de nomination de certains fonctionnaires occupant des fonctions dirigeantes dans les administrations et services de l'État ;
4° la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État qui lie l'avancement en grades militaires aux trois (3) critères suivants : délais d'ancienneté (1), conditions de formation continue (2) et qualités professionnelles, éthiques et physiques qui feront l'objet d'une appréciation (3) ;

– considérant que les grades militaires sont dissociés des grades de traitement et que cette appréciation des qualités précitées n'a aucune incidence sur les avancements en traitement et ne permet pas de déclencher la procédure d'amélioration des performances professionnelles ;

– considérant par conséquent que l'accord salarial n'est aucunement affecté par le dispositif décrit ci-dessus ;

– considérant par ailleurs qu'il s'agit d'un système exclusivement applicable aux militaires de carrière (officiers, sous-officiers et caporaux) au sein de l'Armée luxembourgeoise, qui existe dans toutes les autres forces armées au sein de l'Union européenne et de l'OTAN et vise à préparer au mieux les militaires aux responsabilités inhérentes aux prochains grades militaires,

invite le Gouvernement

– à considérer ce système d'appréciation comme un dispositif spécifique au régime militaire et exclusivement applicable au sein de l'Armée ;

– à retenir que ce système ne saurait être interprété comme allant à l'encontre de l'accord salarial et du régime général en vigueur au sein de la Fonction publique ;

– à insérer les précisions indiquées aux deux tirets ci-avant dans l'exposé des motifs du futur projet de loi qui sera déposé en vue de la mise en œuvre du point 10 de l'accord salarial du 9 décembre 2022 ;

– à s'engager à ce que le Ministre de la Défense dresse un bilan annuel du dispositif d'avancement en grades militaires tel que prévu par le projet de loi 7880 pendant une durée de 5 ans ;

– à mandater le Ministre de la Défense à analyser la faisabilité de transférer le dispositif instauré par l'article 32 dans un instrument juridique distinct du projet de loi 7880.

(s.) Stéphanie Empain, Gilles Baum, Gusty Graas, Lydia Mutsch, Nathalie Oberweis, Roy Reding.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci.

Mme Stéphanie Empain (déi gréng), rapportrice | Trotz all den Zousécherungen, wéi gesot, an de Gespréicher mat der Regierung, mat der Motioun, déi mer ugekënnegt haten, dem Fait, dass mer e Passus an de Rapport geschriwwen hunn, konnten d'Partner aus der CGFP an dem SPAL leider net iwwerzeegt ginn, a mir mussen dat esou zur Kenntnis huelen. Säitens der Regierung an och der Majoritéit vun der Kommissioun bleift awer de Constat, dass eng Arméi net gläichzestellen ass mam Rescht vun der Fonction publique.

Et gëtt gutt Grënn, wisou an enger Arméi en Evaluatiounssystem wichteg, jo souguer iwwerliewenswichteg ass. Eng Arméi muss Kompetenze kënnen evaluéieren. Et ass net egal, wiem een d'Responsabilitéit gëtt, Leit ze kommandéieren. Do muss ee sech scho sécher sinn, dass deen- oder datjéinegt där Tâche gerecht gëtt, souwuel wat seng eethesch Valeuren, seng beruflech Kompetenze wéi och seng kierperlech Fitness ubelaangt. De Generol Thull huet an engem rezenten Interview relativ däitlech gemaach, wisou et enorm wichteg ass, dass och eethesch Valeure gekuckt ginn.

Une voix | Très bien!

Mme Stéphanie Empain (déi gréng), rapportrice | Wann ee Cheffen huet, déi keng Eethik hunn, da sinn dat Leit, déi een net kann als Chef de file an den Asaz schécken. Hien huet d'Beispill vu Butscha genannt, wou direkt eng ganz Rei vu Krichsverbrieche stattfonnt hunn, eebe just well do Cheffen ënnerwee waren, déi keng eethesch Valeuren hunn. Mee och méi allgemeng sinn eis Militären déi Leit, déi hei mat Waffen ekipéiert sinn. Do ass et, mengen ech, net ze vill verlaangt, wann een am Virfeld alles mécht, fir sécherzestellen, dass do keng Derapagë geschéien. Och de Volet physique ass wichteg. Et muss een an enger gudder physescher Konditioun sinn, fir och ënner schwierege Konditiounen a Situatiounen duerzehalen.

Déi Krittären déngen also als Garantie, fir esou gutt wéi méiglech d'Liewen an d'Sécherheet vun eise Leit ze schützen. An ech si ganz frou, dass sech hei awer och nach aner Stëmme vun zwou anere Gewerkschaften zu Wuert gemellt hunn. Mir hunn all als Deputéiert an de leschten Deeg d'Stellungname vun der Gewerkschaft vun den Offizéier wéi och vun der Gewerkschaft vun den Ënneroffizéier geschéckt kritt, an ech wéilt och hinne Merci soen, dass si hire Point de vue matabruecht hunn.

Une voix | Très bien!

Mme Stéphanie Empain (déi gréng), rapportrice | Béid hunn eis de Message mat op de Wee ginn, dass dëse Projet de loi wichteg a primordial ass, fir eiser Arméi d'Méiglechkeet ze ginn, sech der haiteger Realitéit unzepassen. Wat d'Appreciatiounen ubelaangt, soen alle béid, dass e Bewäertungssystem an der Arméi näischt Neies ass an dass dëst och an allen aneren NATO-Arméien esou gehandhaabt gëtt.

Esou seet eis d'Offizéieschgewerkschaft, dass d'Offizéier hannert dem militäresche Bewäertungssystem stinn an dass deen näischt mam Système d'appréciation vun der Fonction publique ze dinn huet, mee spezifesch op de Besoin vun enger Arméi ugepasst ass, mat der Aschränkung – an dat contraire zu anere Länner –, dass d'Bewäertung keen Impakt op d'Traitementsgesetz an domat op de Salaire vum Militär huet.

D'Gewerkschaft vun den Ënneroffizéier bekräftegt dëst och a weist drop hin, dass dës Bewäertung e reng operationellen Hannergrond huet. An dëser Gewerkschaft kann ee jo, mengen ech, net ënnerstellen, se géif just d'Stëmme vun „deenen douewe" reflektéieren. Si representéiert ëmmerhin och iwwert d'Hallschent vun den Ënneroffizéier.

Als Rapportrice vun dësem Gesetz kann ech just soen, dass mir zënter Méint a Joren och an der Kommissioun de Message mat op de Wee kréien, dass déi ganz grouss Majoritéit vun de Männer a Fraen an der Arméi scho laang drop waarden, endlech dësen neie Kader kënnen ze kréien an dass dësen Text am Interessi vun allen an der Arméi ass.

Dësen Text ass dat, wat eis Arméi brauch, fir strukturell weiderzekommen. Elo kann een et natierlech schued fannen, dass op der leschter Ligne droite elo nach versicht gëtt, e schlecht Liicht op all déi Bestriewungen ze werfen, mee et bleift de Fait, dass d'Majoritéit vun der Defensekommissioun der Meenung ass, dass mer hei e gudden Text virleien hunn, deen am Interessi vun de Leit an der Arméi ass, net just, well en en anstännege Kader schaaft, fir operativ ze sinn, mee och, well den Text alles drusetzt, d'Sécherheet vun deene Leit ze garantéieren, déi mir a Missioune schécken.

Och mir heibannen hunn eng Responsabilitéit fir déi Leit, déi eis Sécherheet zu hirem Beruff gemaach hunn, an et wier net verantwortlech, wa mer op Evaluatioune géife verzichten.

Une voix | Très bien!

Mme Stéphanie Empain (déi gréng), rapportrice | Géife mir der Demande no engem Ofschafe vun den Evaluatiounen nokommen, da géif dat bedeiten, dass an Zukunft just nach den Alter géif doriwwer entscheeden, ob een Ofzeeche bäikritt oder net, an dat wier verantwortungslos.

Une voix | Très bien!

Mme Stéphanie Empain (déi gréng), rapportrice | An domadder ginn ech natierlech ganz gären den Accord vun der grénger Fraktioun.

Une voix | Très bien!

Mme Stéphanie Empain (déi gréng), rapportrice | Ech géif allerdéngs dervunner profitéieren, wann Der mer nach 20 Sekonnen zougestitt, Här President, vu dass et déi lescht Sëtzung ass vun dëser Kommissioun, fir jidderengem Merci ze soen an der Kommissioun, deen de près ou de loin matgeschafft huet, an de Ministèren, an der Arméi. Dir waart ëmmer hëllefsbereet, ëmmer à disposition. An un Iech, Här Minister: Dir hutt mat vill Courage an Tatendrang an enger turbulenter Zäit fënnef Schëppe bäigeluecht. Ech mengen, Dir hutt dësem Ressort en neien, grénge Stempel opgedréckt, an et war mer eng Freed an eng Éier, dës Kommissioun mat Iech als Minister kënnen ze presidéieren.

Ech soen Iech alleguerte Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och.

An d'Wuert huet elo direkt d'Madamm Diane Adehm.

Discussion générale

Mme Diane Adehm (CSV) | Här President, mir diskutéieren haut iwwer e Gesetzesprojet, deen der

Lëtzebuerger Arméi e komplett neit Kadergesetz gëtt. Dëst ass wichteg, well dat Arméigesetz, dat bis elo en vigueur war, staamt aus dem Joer 1952 a gouf iwwert déi lescht 70 Joer eng 60-mol ugepasst, an dat ass net näischt.

Haut ass d'Welt eng aner wéi 1952. Deemools ware mir no engem Weltkrich, an dëst Gesetz huet en Arrêté grand-ducal aus dem Joer 1944 ofgeléist.

An der Regierungserklärung vun 2013 vun der aktueller Regierung war virgesinn, dass d'Arméigesetz sollt iwwerschafft ginn. Schlussendlech gouf d'Gesetz komplett nei geschriwwen op der leschter Ligne droite vun der aktueller Regierung an haut diskutéieren a stëmme mer iwwert dëse Gesetzesprojet of.

Virun zwee Joer gouf de Gesetzesprojet deposéiert, am September 2021. Deemools gouf nach net vum Ukrain-Krich geschwat, engem Krich, dee bal virun eiser Hausdier ass. An awer hat Russland schonn d'Krim annexéiert. Et gouf Zivillkricher a Libyen a Syrien. An hei an Europa hu mir terroristesch Attentater an England huet decidéiert, d'Europäesch Unioun ze verloossen.

Et koumen awer och ëmmer nei Geforen, och am Cyberberäich. Déi sougenannte „Big Data" kënne geklaut oder manipuléiert ginn. Et gëtt och ëmmer méi ëm Ressourcë gekämpft, ëm landwirtschaftlech Flächen, ëm den Zougang zum Waasser respektiv ëm Waasser tel quel. Hei spillt de Klimawandel eng net onwichteg Roll.

An der internationaler Politick hu mir mat ëmmer méi protektionistesche Politiker ze dinn. An och an der NATO ass net alles am Botter, wéi een esou schéi seet. A mir als Lëtzebuerg mussen an dësem schwieregen internationalen Ëmfeld kucken, ze bestoen an net op d'Säit gedréckt ze ginn. A mir haten zu gudder Lescht och nach de Coronavirus, géint dee weltwäit ugekämpft ginn ass.

An d'Lëtzebuerger Arméi muss all dës Erausfuerderunge meeschteren. A mir brauche keng Kristallkugel, fir ze wëssen, dass dës Erausfuerderungen an Zukunft net wäerten ofhuelen. Dofir ass et wichteg, dass eis Arméi de richtege Kader gesat kritt. An dat maache mir mam Gesetzesprojet, iwwert dee mir haut ofstëmme wäerten.

Här President, eis Arméi ass an de leschte Joren net stoe bliwwen. Si huet sech weiderentwéckelt a stellt sech all Dag neien Erausfuerderungen an engem ëmmer méi schwieregen Ëmfeld. Si soll laut dem Gesetzesprojet an de Beräicher Terre, Air, Cyberespace an Espace täteg sinn. Op nationalem Plang sinn hir Missioune kloer ëmrass: Si soll eist Land verteidegen. Si soll vital Beräicher a kritesch Infrastrukture schützen. Si soll am Fall vu Katastrophen oder och anere wichtege Missiounen de Staat ënnerstëtzen. Si soll Munitiounen, déi op eisem Territoire fonnt ginn, ewechhuelen an zerstéieren. A si soll déi fräiwëlleg Zaldoten op Aarbechtsplazen am ëffentlechen a private Secteur virbereeden.

Op internationalem Plang huet d'Arméi och wichteg Missiounen ze erfëllen: Si soll am Kader vun all den internationalen Organisatiounen, vun deenen eist Land Member ass, hëllefen, d'Sécherheet an d'Verdeedegung ze garantéieren. Si soll u multilateralen a bilateralen Operatiounen deelhuelen. Si soll un de sougenannten „Opérations de maintien de la paix" an der Gestion de crise deelhuelen, esou wéi se am Gesetz vun 1992 virgesi sinn. A si soll hëllefe bei der Kontroll vun den internationalen Traitéen, déi Lëtzebuerg ënnerschriwwen huet.

Fir all dës Missioune kënnen ze erfëllen, brauch d'Lëtzebuerger Arméi net nëmme genuch Personal, mee dëst Personal muss och gutt ausgebilt sinn. A fir dat néidegt Personal ze kréien, muss d'Arméi attraktiv sinn.

Här President, de Gesetzesprojet gesäit verschidde Punkte vir, fir dass eis Lëtzebuerger Arméi méi attraktiv gëtt. D'Schafe vun neie Karriären an der Arméi ass een dovunner. Mat dem Gesetzesprojet ginn elo endlech zwou nei Karriären an der Arméi ageféiert, nämlech d'B1-Karriär, also fir d'Leit mat engem Bac oder enger Première, respektiv d'A2-Karriär fir Leit mat engem Bachelor.

Als CSV begréisse mir, dass dës nei Karriären och elo bei der Arméi agefouert ginn. Bis elo goufe Leit, déi eng Première haten, just an enger C-Karriär agestallt. Dës Leit hu sech also gutt iwwerluecht, ob si solle bei d'Arméi goen oder net awer en anere professionelle Wee aschloe sollen, wou se hir Diplomer bezuelt kréien.

Des Weidere sollen an Zukunft och Leit mat engem Bachelor agestallt ginn, déi duerno hire Master an der Arméi maache kënnen an esou an d'A1-Karriär kommen. Dëst soll dann de Recrutement semi-direct ginn.

Och Leit mat engem Bac ginn agestallt a si kënnen dann eng Formatioun maachen, déi vun der Arméi gebraucht gëtt.

Als CSV begréisse mir, dass d'Karriären A2 a B elo an der Arméi ageféiert ginn.

E weidere Punkt sinn déi besteeënd Karriären, déi ugepasst a moderniséiert ginn. De Gesetzesprojet gesäit vir, dass de Statut vum Fonctionnaire méi no soll un d'Arméi erubruecht ginn. Ee vun de Punkten an dësem Kontext ass, dass d'Militärgrade solle separat gekuckt gi par rapport zu de Gehältergraden. Am Gesetzesprojet ass am Artikel 24 Paragraf 4 virgesinn, dass d'Avancementer an de Militärgrade sollen un eng Appreciatioun vun de „qualités professionnelles, éthiques et physiques" gebonne ginn. Den Artikel 32 detailléiert dës Appreciatioun. Den Artikel 32 ass am Kader vun de Regierungsamendementer an de Gesetzesprojet erakomm. E war net am ursprénglechen Text dran.

Mee den Artikel 32 seet awer och, dass d'Modalitéite wéi eeben d'Qualités professionnelles, éthiques et sportives sollen a groussherzogleche Reglementer festgehale ginn. Duerfir wéilt ech vum Minister wëssen, ob dës Reglementer scho virleien oder nach net. Wie gëtt oder gouf an d'Ausaarbechtung vun dëse Reglementer agebonnen?

Dësen Artikel 32 huet an de leschten Deeg fir ganz vill Diskussiounen an Opreegung bei eis am Land gesuergt. D'lescht Woch huet d'CGFP e Communiqué gemaach, an deem si der Regierung virgehäit, hiert Wuert net ze halen. De Bewäertungssystem wier am Accord salarial vum leschten Dezember ofgeschaf ginn an elo kéim e mat dem neien Arméisgesetz duerch d'Hannerdier erëm eran.

En Dënschdeg de Moie war de President vum SPAL um 10 op 8 um Radio. A laut him stéisst de SPAL sech um Artikel 32 mam Bewäertungssystem a si hätte gären dëse Bewäertungssystem ganz aus dem Gesetzestext eraus.

Als Parlamentarier si mir de leschten Dënschdeg vun der Associatioun vun den Offizéiere kontaktéiert ginn, déi eis gesot hunn, dass si hannert dësem Artikel stinn. Interessanterweis steet ënnert dem Mail vun der Associatioun vun den Offizéieren awer och, dass si bei der CGFP affiliéiert sinn. Si weisen och nach eng Kéier drop hin, dass dës Bewäertung keen Afloss op d'Gehalt vun engem Militär huet.

Den Dag drop si mir vun de Lëtzebuerger Ënneroffizéier kontaktéiert ginn. Si sinn, wéi gesot, d'Personalvertriedung vun den Ënneroffizéier an der Arméi. Och si sti fir de Bewäertungssystem, well deen an hiren Ae wichteg ass, fir déi richteg Leit fir dat militäresch Fonctionnement ze fannen. Si weisen och drop hin, dass an der Lëtzebuerger Arméi zënter de 70er-Joren e Bewäertungssystem fonctionéiert an dass dee kee finanziellen Impakt huet, mee just en operationellen Hannergrond.

Och de Minister Bausch huet reagéiert an hien huet selbstverständlech säi Gesetzesprojet verteidegt.

A schlussendlech war dann haut de Moien och nach eng Kéier de Generol Steve Thull um 100,7, fir sech nach eng Kéier zum Gesetzesprojet ze äusseren an en och ze verteidegen.

Als CSV fanne mir et schued, dass d'Regierung hei probéiert, esou séier wéi méiglech e Gesetzesprojet duerchzedrécken, ouni vill doriwwer ze diskutéieren, och net an der Chamber. Mee zu dësem Punkt kommen ech nach méi zum Schluss vu menger Ried.

Mir hunn als Chamber eng Motioun vun der Majoritéit virgeluecht kritt, déi d'Madamm Empain deposéiert huet mam Hiweis, dass alles, wat an der Motioun stéing, esou mat der CGFP ofgekläert wier. Mir ware bei dëse Gespréicher net derbäi, mee mir hunn awer eng aner Klack héieren.

Här President, fir eis als CSV gëtt et an dësen Diskussiounen ee wichtege Punkt, an deen ass: „pacta sunt servanda". Fir eis Positioun ze ënnermaueren, froe mir e Vote séparé iwwert den Artikel 32. An ech deposéieren och eng Motioun, fir d'Regierung opzefuerderen, den Accord salarial vum 9. Dezember 2022 an haaptsächlech de Punkt 10 dovunner ze respektéieren.

Motion 2

La Chambre des Députés,

– considérant l'accord salarial entre le Gouvernement et la Confédération générale de la fonction publique (CGFP) du 9 décembre 2022 ainsi que son point 10 libellé comme suit : « Le système d'appréciation sera aboli avec effet au 1er janvier 2023. Toutefois, ce système sera maintenu pour les fonctionnaires stagiaires et les employés de l'État en période d'initiation. (...) » ;

– considérant le projet de loi N. 7880 sur l'organisation de l'Armée luxembourgeoise,

invite le Gouvernement

– à respecter rigoureusement l'esprit et la lettre de l'accord salarial du 9 décembre 2022 en général et de son point 10 en particulier.

(s.) Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Georges Mischo.

(Mme Diane Adehm dépose une demande de vote séparé sur l'article 32 du projet de loi 7880.)

Här President, ech wéilt da weiderfuere mat mengen Iwwerleeungen an ech kommen zum Kommissionement. Dëse besteet doranner, dass Spezialisten aus dem ziville Secteur kënne bei d'Militär bäigesat ginn an dass dës Leit keng komplett militäresch Ausbildung mussen hunn. Dëst kënnen och Leit aus engem EU-Staat sinn, déi de Statut vum Employé de l'État hunn. Dëst ass awer just fir eng spezifesch Missioun an eng beschränkten Dauer. Als CSV begréisse mir och dëse Punkt.

De Service volontaire gëtt vun dräi op véier Joer eropgesat. D'Arméi brauch fräiwëlleg Zaldoten. D'Missioune vum Maintien de la paix ginn net manner. D'Arméi muss ëmmer méi oft bei Krisen oder Naturkatastrophen intervenéieren an och um Niveau vun der NATO gëtt ëmmer méi vun eis verlaangt. Esou

muss d'Arméi am Kader vum Reconnaissancebatailloun, dee gemeinsam mat der Belsch soll opgestallt ginn, bis 2030 375 Zaldoten zur Verfügung stellen. Duerfir brauch d'Arméi iwwerall gutt ausgebilte Leit. Och d'Basisformatioun vun den Zaldote gëtt ëmmer méi laang a méi komplex, wat erklärt, dass et Sënn mécht, dass, wann d'fräiwëlleg Zaldoten dann endlech ausgebilt sinn, si och eng gewëssen Zäit bei der Arméi bleiwen. En revanche gëtt d'Phase de reconversion verlängert vun 12 op 18 Méint.

Wann ee weess, dass d'Dauer vun engem Engagement an engem taktesche Gruppement vun der NATO 36 Méint dauert, da mécht et an eisen Aen absolutt Sënn, d'Dauer vum fräiwëllegen Engagement bei der Arméi op véier Joer eropzesetzen. Duerno kann den Zaldot sech nach eng Kéier fräiwëlleg fir maximal fënnef Joer engagéieren. Mir begréissen als CSV dës Neierung.

D'Organisatioun vun der Arméi gëtt och ugepasst. De Gesetzesprojet definéiert kloer, dass d'Arméi aus dem État-major mat sengen Divisioune besteet an aus dem Corps, den Truppen. Et ass kloer definéiert, wat a wéi enger Divisioun dran ass a vu wiem dës Divisiounen dirigéiert ginn. An et gëtt definéiert, wéi eng Unitéiten a Servicer et bei den Truppe gëtt a wie se leet. An deem Kontext gëtt och d'Sportssektioun entweeder un eng Unitéit oder wéi de Service déminage un en anere Service ganz kloer am Organigramm rattachéiert. Als CSV begréisse mir, dass d'Organisatioun vun der Arméi elo kloer definéiert ass.

D'Honorabilitéit vun de Kandidaten, déi bei d'Arméi goe wëllen, gëtt och kontrolléiert a kritt mat dësem Text eng legal Basis. Als CSV si mir frou, dass dat kloer am Gesetz gereegelt gëtt an och, wéi eng Recoursméiglechkeeten e Kandidat huet, falls e sollt op dëser Basis refuséiert ginn.

Mir begréissen och als CSV, dass an Zukunft Tester kënne gemaach ginn, fir psychoaktiv Substanze bei de Leit ze depistéieren. D'Arméi huet eng ganz besonnesch Missioun an den eenzelnen Zaldot huet eng grouss Verantwortung. Duerfir ass dësen Test an eisen Ae gerechtfertegt – fir net ze soen en absolutte Muss.

Komme mer bei d'Prime d'opérationnalité militaire. Dës Primm gëtt mam Gesetzesprojet, iwwert dee mer haut diskutéieren, agefouert. Et ass eng Prime non pensionnable vun 20 Punkten. Si geet awer just un d'Leit vun der Arméi aus de Gehälterkategorien A a B an de Graden F16 an F17.

M. François Bausch, Ministre de la Défense | Déi aner hu se schonn, Madamm Adehm.

Mme Diane Adehm (CSV) | Jo, si gëtt agefouert … Waart, Här Bausch, ech sinn nach net fäerdeg. Net esou ongedëlleg!

(Hilarité)

Si gëtt agefouert just fir dës Karriären, well 2007 d'Prime militaire vun de betraffene Leit vu 35 op 15 Punkten erofgaange war. D'Leit aus de Karriären C1 an C2 kréien awer nach ëmmer eng Prime militaire vu 35 Punkten.

Fir dës Prime d'opérationnalité militaire ze kréien, mussen d'Leit awer physesch, medezinnesch a professionell Tester bestoen. Vu dass ech kee Spezialist am Sujet sinn, erlaben ech mer awer d'Fro un de Minister, firwat net einfach d'Prime militaire vun dëse Karriären erëm op 35 Punkten eropgesat ginn ass, esou wéi dat och de Fall fir déi aner Karriären ass. Firwat musse mer hei eng nei Primm aféieren?

En anere Punkt, op deen ech och wéilt agoen, ass den Artikel 109 vum Gesetzesprojet. Dësen Artikel gesäit vir, dass d'Militaires de carrière an Zukunft kënne Member vun engem Gemengerot ginn. Kann den Här Minister eis erklären, wat d'Grënn sinn, fir dës Inkompatibilitéit opzehiewen? A firwat gëtt dat am Arméisgesetz gereegelt an net, esou wéi de Syvicol et a sengem Avis, iwwert dee mer iwwregens och net an der Kommissioun geschwat hunn, freet, am Kader vun der Revisioun vun der Loi communale? Ass an Zukunft, Här Minister, virgesinn, dass d'Militaires de carrière och eventuell kënnen en nationaalt Mandat unhuelen?

Här President, Dir héiert, mir hunn awer nach déi eng oder aner Fro zu dësem Gesetzesprojet. Mir stëmmen de Gesetzesprojet awer mat, well e fir eis an déi richteg Richtung geet. D'Arméi brauch en anstännege gesetzleche Kader, mee ech wéilt awer nach e puer Wuert zur Aart a Weis soen, wéi bei dësem Gesetzesprojet geschafft ginn ass.

De Gesetzesprojet ass am Dezember 2021 deposéiert ginn. Et sinn eng ganz Rëtsch Avise komm. Am Juni 2022 huet d'Regierung Amendements gouvernementaux bei de Staatsrot ginn. Als CSV hu mir gefrot, fir de Gesetzesprojet zumindest emol eng Kéier virgestallt ze kréien.

Une voix | Très bien!

(Interruption)

Mme Diane Adehm (CSV) | Dat war dunn den 8. Juli 2022 de Fall. Bis haut läit eis awer nach ëmmer kee Procès-verbal vun dëser Reunioun vir. Mir si frou … Dat ass net Är Schold, Här Minister, dat ass d'Verwaltung vun der Chamber, déi do net nokomm ass. Mir sinn awer frou, dass mer dank der Madamm Empain awer zumindest d'PowerPoint-Presentatioun kritt hunn, déi Är Leit eis deemools an der Kommissioun virgestallt hunn.

De 6. Juni dëst Joer, also virun engem gudde Mount, koum dann den Avis vum Staatsrot. De 26. Juni mécht d'Regierung weider Amendementer. Bis dohinner ass d'Chamberkommissioun nach ëmmer net matagebonne ginn. Mir hu keng Erklärung kritt, mir hu keen Avis gekuckt, näischt! An dunn huet et op eemol misse séier goen.

Den 10. Juli kréie mir an der zoustänneger Chamberkommissioun den Avis vum Staatsrot virgestallt an déi zweet Serie un Amendementer vun der Regierung. De 14. Juli kënnt den zweeten Avis vum Staatsrot, deen den 18. Juli gekuckt gëtt, an de Rapport iwwert dëse Gesetzesprojet gëtt an der selwechter Sitzung ugeholl.

Mir hunn nach ëmmer keng PVe vun der Kommissioun virleien. Mir hunn och keen Avis an der Kommissioun gekuckt, ausser déi vum Staatsrot. Ech froe mech mëttlerweil, firwat iwwerhaapt nach Avisen zu Gesetzesprojeten ugefrot ginn, wa se systematesch an de Kommissiounen ignoréiert ginn, et sief, d'Oppositioun stellt Froen derzou.

Eng Lecture article par article vun de Gesetzesprojeten, wéi et an der Vergaangenheet hei am Haus Usus war, gëtt et net méi. Hei hunn d'Deputéiert sech alleguerten an d'Texter abruecht an et gouf am Interêt vum Bierger zesummegeschafft, fir déi beschtméiglech Texter ze kréien. A jo, dann huet et eeben heiansdo e bësse méi laang gedauert. Mee d'Texter waren awer wéinstens duerchdiskutéiert, iwwerschafft ginn a mir haten d'Avisen alleguerte gekuckt.

M. Dan Kersch (LSAP) | Fréier war alles besser!

Mme Diane Adehm (CSV) | Mëttlerweil … Jo, Här Kersch, fréier war munches besser! Net alles, mee munches.

(Interruption)

Mee mëttlerweil gëtt hei am Haus jo just nach alles duerchgedréckt!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Wannechgelift, adresséiert Iech un d'Chamber!

Mme Diane Adehm (CSV) | Stéchwuert 31:29.

Mir hunn hei am Haus alt dräi Kommissioune gläichzäiteg. Bis haut hunn ech et nach net erauskritt, fir mech ze klonen, fir kënne gläichzäiteg an dräi verschiddene Kommissiounen ze sinn.

Plusieurs voix | Très bien!

Mme Diane Adehm (CSV) | An da schwätze mer nach net vun enger seriöser Virbereedung. Och en Oppositiounsdeputéierten huet nëmmen Deeg vu 24 Stonnen, fir Dokumenter ze liesen. A bei dësem Gesetzesprojet waren et vill Dokumenter ze liesen, ganz vill. Den Avis vum Staatsrot hat iwwer 90 Säiten an en ass ganz séier duerch d'Kommissioun gedréckt ginn, ganz séier! Eis Fraktioun ass zu 21, fir sech d'Dossieren opzedeelen, a mir keimen heiansdo. Ech wëll guer net wëssen, wéi aner Fraktiounen heibannen dat maachen, déi zu vill manner sinn, wat déi iwwerhaapt nach Zäit hu fir ze liesen. Voilà, dat huet och emol erëm eng Kéier misse gesot ginn!

Une voix | Très bien!

Mme Diane Adehm (CSV) | Mee ech weess awer och, dass et d'Majoritéit heibanne wéineg stéiert – fir net ze soen, dass et der Majoritéit esou laang wéi breet ass. Voilà!

(Interruption)

Eis als CSV ass et op jidde Fall net egal a mir sti fir eng seriös Politick!

M. Dan Kersch (LSAP) | Da musst Der Äert Duebelmandat opginn!

(Brouhaha)

Mme Diane Adehm (CSV) | Här President, Europa an domadder och Lëtzebuerg muss aus sengem geopoliteschen Dornröschen-Schlof erwächen. D'Defense kritt eng nei Bedeitung, wéi se se zanter dem Kale Krich net méi kannt huet. Strateegesch gesi si mir e klengt Land mat enger klenger Arméi. Mee mir mussen aus eisem vermeintlechen Desavantage en Avantage maachen an op Flexibilitéit a Spezialiséierung setzen, an dat haaptsächlech am Hightechberäich. Duerfir ass dëse Kader esou wichteg: E stäerkt eis Arméi, e mécht eist Land méi sécher an e stäerkt och d'Sécherheet vun den eenzelnen Zaldoten.

Ofschléissend wéilt ech am Numm vu menger Fraktioun all de Leit vun der Arméi e grousse Merci soe fir hir wäertvoll Aarbecht am Déngscht vun eisem Land a senge Leit. Et gëtt leider net dacks genuch gemaach a gesot, mee ouni d'Zaldote gëtt et keng Sécherheet fir Land a Leit!

Une voix | Très bien!

Mme Diane Adehm (CSV) | Dat gesot, soen ech Iech Merci fir d'Nolauschteren a ginn den Accord zu dësem Gesetzesprojet.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci. An d'Wuert huet elo direkt den Här Gusty Graas. Här Graas.

M. Gusty Graas (DP) | Merci, Här President. Wann een hei zu Lëtzebuerg iwwert d'Arméi diskutéiert, da muss ee sech natierlech emol direkt d'Fro stellen: Brauche mer iwwerhaapt eng Arméi? Brauch e Land vu 630.000 Awunner eng Arméi? An am Numm vun der DP kann ech ganz kloer soen: Jo, Lëtzebuerg brauch eng Arméi! Natierlech net, fir Kricher ze féieren, natierlech net, fir säin Territoire ze verteidegen, mee virun allem, fir op internationalem Niveau säin Obolus ze leeschten a fir kënnen humanitär Asätz ze

maachen, besonnesch natierlech um Niveau vun Naturkatastrophen. Dat hu mer leider jo virun net allze laanger Zäit och an dësem Land erlieft.

An eiser Geschicht war d'Militär natierlech nach ni e bestëmmend Element fir de Fortbestand vun eisem Staat. Mir hunn och kee Grënnungsmythos, deen op militäreschen Aktioune baséiert. Mee trotzdeem ass dee klenge Staat hei awer ëmmer op Hëllef vu baussen ugewisen, an dat erkläert jo och, firwat mer am Laf vun deene Joren och ëmmer no Allianze gesicht hunn.

Wann ee vun Allianze schwätzt, da muss een natierlech awer och derfir suergen, datt déi Allianze kënnen ofgeséchert ginn. Mir kënnen net als klenge Staat eis ëmmer nëmmen ënner e Prabbeli stellen, ouni awer och eng Géigeleeschtung ze bréngen. An duerfir ass dat wichtegt Gemeinschaftsdenken, dat an dësem Land awer scho Joerzéngte verwuerzelt ass, immens vu Virdeel, an dat muss ouni Zweifel och an Zukunft esou bleiwen.

Dat erkläert u sech och, firwat Lëtzebuerg a ganz villen internationale Gremie ganz aktiv ass, sief dat an der NATO, sief dat an der Europäescher Unioun, sief dat an der OSZE an esou weider. An et war och ouni Zweifel richteg vun eise Virgänger, datt se fréizäiteg erkannt hunn, datt ee sech op deem Niveau muss ganz staark engagéieren.

Jiddefalls, fir d'DP läit op alle Fall eng ganz grouss Erausfuerderung um Niveau vun der Defensepolitick. A spéitstens – spéitstens! – zënter dem Februar vum leschte Joer weess een och, wat et heescht, wann een an enger Verteidegungsorganisatioun ass, déi sech fir Fridden asetzt. An ech ginn dervun aus, datt och de leschte Pazifist elo awer erkannt huet, datt mer méi wéi jee eng staark NATO brauchen. An do muss och e klengt Land wéi Lëtzebuerg säi Bäitrag leeschten.

Mir hu jo an deene leschte Joren ouni Zweifel ganz grouss Efforte gemaach. Ech denken hei un de LuxGovSat, ech denken u LUXEOSys, MRTT oder den A400M. Dann hu mer eng Rei wichteg Missiounen op internationalem Niveau schonn hannert eis, och nach virun eis. An dowéinst muss d'Arméi hei och gutt preparéiert si fir d'Zukunft.

Datt d'Arméi huet misse reforméiert ginn, dat louch op der Hand. Dat ass eng Diskussioun, déi net vu gëscht an net vu virgëscht ass. Déi ass scho méi laang Zäit gefouert ginn. Dat aktuellt Gesetz ass jo ronn 60-mol ofgeännert ginn. Dofir war den Zäitpunkt awer elo komm, fir sech enger méi grondleeënder Reform zouzewennen. An dofir huet och missen en neien a modernen Text ausgeschafft ginn.

Bon, de Projet de loi hei, dee gouf jo schonn 2021 op den Instanzewee bruecht. Natierlech ass et ze bedaueren, datt dat elo eng Zäitche gedauert huet. Mir hunn och missen op eng Rei vun Avise waarden. Jo, sécher, zum Schluss ass et e bësselche méi séier gaang, wéi dat vläicht an normalen Zäiten de Fall ass, mee d'Resultat – dat kann een elo scho soen – léisst sech awer trotzdeem weisen.

Eis Arméi bleift selbstverständlech an éischter Linn nach ëmmer e Corps vu Fräiwëllegen. Ech gleewe kaum, datt nach een der Meenung ass, d'Arméiflicht misst erëm agefouert ginn. Déi ass 1967, ënner anerem mat der Hëllef vun engem Deputéierte sengem Papp, deemools ofgeschaaft ginn. An haut ass et eeben esou, datt d'Arméi awer trotzdeem eng ganz wichteg Fonctioun an eiser Gesellschaft huet an datt se eeben och net kann esou direkt mat der klassescher Fonction publique verglach ginn. Duerfir wäert ech och herno natierlech nach op deen een oder anere Punkt zréckkommen. Datt se och gewëssen zousätzlech „Privileegien" – Privileegien zwëschent Guillemeten – vis-à-vis vun anere Staatsbeamten oder aneren Ugestallten am Staat huet, fannen ech awer net méi wéi normal. Et kann een einfach, wéi gesot, d'Arméi net gläichsetze mat enger anerer staatlecher Verwaltung.

Ech denken zum Beispill drun, datt se zousätzlech aacht Deeg Congé hunn oder datt virun allem awer och déi Leit aus dem Deminage zousätzlech 20 net pensionabel Punkten hunn. Dat ass net méi wéi normal. An dat bréngt ee leider erëm derzou, eng Kéier zréckzedenken un dee grausamen Accident, deen de 14. Februar 2019 war, wou jo och zwee Zaldoten am Asaz ëm d'Liewe komm sinn.

Eent vun deene wichtegsten Ziler vun dësem Gesetz ass jo dann elo ouni Zweifel d'Reform vun de Karriären. Déi Verännerunge bréngen natierlech eng Rei nei Fonctioune mat sech innerhalb vum Militär. Dofir mussen och nei Weeër um Niveau vum Rekrutement gaange ginn. Leit aus der Zivillgesellschaft kënne jo elo zum Beispill och ouni klassesch militäresch Formatioun an d'Arméi integréiert ginn. Dat ass e bëssen eng ongewinnte Mesür. Déi hunn awer trotzdeem um Niveau vum Staatsbetrib – doru wëll ech och nach eng Kéier hei erënneren – schonn hir Spore verdéngt. Dat kléngt, wéi gesot, den éischte Moment liicht revolutionär, mee an deenen Zäiten, wou mer eis elo hin entwéckelt hunn, ass dat awer mat Sécherheet ganz kloer esou ze akzeptéieren.

Ënnert der DP war iwwregens Ufank den 2000er-Jore jo schonn eng Ouverture gemaach ginn, fir Netlëtzebuerger an d'Arméi eranzehuelen. Ech weess och, dass mer um Niveau vun der Offizéieschkarriär Problemer hunn, fir nei Leit ze rekrutéieren. Do sinn och schonn Diskussioune gelaf, fir gegeebenefalls dann eebe Leit ze huelen, déi net d'lëtzebuergesch Nationalitéit hunn. Ech wëll dat elo net hei verdéiwen. Natierlech missten do gewësse Viraussetzunge geschafe ginn, wann een eng Kéier op dee Wee géif goen. An et weess ee jo, wéi gesot, datt et net esou evident ass, fir do Leit ze rekrutéieren.

Eng positiv Entwécklung hunn ouni Zweifel d'Sportzaldote fonnt. Ech mengen, do gëtt et ganz flott Beispiller an deene leschte Joren, déi ënnersträichen, datt dat eng ganz gutt Decisioun war.

Mat dësem Gesetz maache mer u sech elo eng zousätzlech Ouverture, an zwar am Beräich vun enger spezialiséierter Tâche, wou een dann och ka fir eng begrenzten Zäit esou eng Fonctioun an der Arméi kréien. Dat beweist och déi Flexibilitéit, déi mer elo duerch dat Gesetz hei um Niveau vun der Arméi aféieren.

Ech hunn et virdru scho kuerz erwäänt: D'Arméi huet e spezielle Status. Et kann een deen net eent zu eent mat der klassescher Fonction publique vergläichen. Duerfir gëtt et jo och eng Rei Differenzen zum Virdeel vun der Arméi, wat awer ganz sécher justifiéiert ass.

Zu Diskussioune féiert jo och ëmmer erëm d'Tatsaach, datt d'Leit aus der Arméi Prioritéit bei der Astellung hunn an der D- an an der C-Karriär. Ech mengen, all déi Kolleeginnen a Kolleegen, déi um Niveau vun der Gemeng eng Fonctioun hunn, wëssen dat. Deemno, wat fir eng Poste mer ausschreiwen, wa sech ee mellt, dee Militärdéngscht hannert sech huet, huet deen natierlech Prioritéit. Dat féiert munchmol – do muss een éierlech sinn – zu gewësse kontradiktoreschen Diskussiounen.

Perséinlech sinn ech allerdéngs der Meenung, datt dat och an Zukunft soll esou bestoe bleiwen, well trotz allem déi Leit awer eng Missioun erfëllt hu fir d'Sécherheet vum Land, an da soll dat och ouni Zweifel verbonne si mat deem engen oder aneren Avantage.

Et ginn och iwwert dee Wee hei elo nei Primmen agefouert. Stéchwuert Primmen: Och do muss ee vläicht drun erënneren, datt eng Etüd gemaach ginn ass, wéi vill Primmen et beim Staat insgesamt gëtt. Wa meng Memoire mech net täuscht, da sinn dat der iwwer 300. Dat sinn der jo alt net wéineg. An och do ass den Zäitpunkt komm, fir emol eng Kéier méi grondleeënd op Basis vun där Etüd ze kucken: Wat brauche mer vu Primmen? Wéi solle se an Zukunft ausgesinn? Domadder wëll ech awer op kee Fall hei soen, datt déi Primmen, déi de Moment accordéiert ginn um Niveau vun der Arméi, net justifiéiert wären!

Eng vun deene wichtegen Neierungen ass natierlech – et ass schonn hei gesot ginn – déi Aféierung vun der A2-Karriär respektiv vun der B1. Déi sollen d'Arméi méi attraktiv maachen. Domadder kënne mer op alle Fall de Reservoir vill méi grouss maachen. Mir kënnen d'Chance schafen, fir zousätzlech Leit an d'Arméi ze kréien. An datt elo keng Altersgrenz méi besteet, ass u sech och e positiivt Element, fir eeben, wéi gesot, eis manner Problemer ze schafe beim Rekrutement.

Dann ass jo och d'Méiglechkeet do, datt ee wiessele ka vun der C1- an d'B1-Karriär. De Moment, hunn ech mer soe gelooss, sinn et plus ou moins 60 Zaldoten, déi kënne vun där Voie express do profitéieren. 40 Leit wieren actuellement an der Arméi an der C1-Karriär, déi eng Première hunn. Do denkt een natierlech direkt un déi Problematik, déi de Moment bei der Police besteet. Et kann ee jo nëmmen hoffen, datt dat sech dann elo net och esou entwéckelt an der Arméi. Mee mir hunn eis jo soe gelooss, datt dat awer net de Fall wäert sinn.

Richteg a gutt ass och, datt déi Carrière ouverte nach wie vor besteet an datt dat och kann derzou bäidroen, d'Motivatioun ënnert de Leit selwer eropzesetzen. Well wann een awer aner Perspektiven huet, fir sech kënnen a senger Karriär ze entwéckelen, dann dréit dat ouni Zweifel derzou bäi, datt ee gären an der Arméi ass respektiv säi Beruff mécht.

Ech wëll och an deem Kontext, wat d'Karriären ubelaangt, zum Beispill d'Association professionnelle des officiers hei zitéieren an hirem Avis vum 16. Februar 2022: „L'introduction de nouvelles carrières devra garantir les ressources humaines nécessaires et qualifiées à l'accomplissement des nombreuses tâches de l'Armée." Ech mengen, dat kann een esou och nëmme matënnerstëtzen.

En anert wichtegt Element ass natierlech d'Eropsetze vum fräiwëllegen Déngscht vun dräi op véier Joer. Ursprénglech hate mer souguer vu fënnef Joer geschwat. Dat ass awer no enger Rei vun Iwwerleeungen dunn zréckgestallt ginn. Och dat bréngt am Fong geholl méi Professionaliséierung vun der Arméi mat sech. Dat bréngt och als Konsequenz, datt mer och zousätzleche Rekrutte kënne méi eng geséchert Perspektiv fir d'Zukunft bei der Arméi ginn.

D'Formatioun ass natierlech eppes Elementares. Formatioun ass an all Beräich wichteg, mee um Niveau vun der Arméi mat Sécherheet ganz besonnesch. An deem Gesetz hei si jo ganz vill Detailer opgezeechent, wéi eng Formatioun soll ausgesinn. Mir sinn och do natierlech erëm tributaire vum Ausland. Och do musse mer vill op auslännesch Méiglechkeeten zréckgräifen, fir eis Leit ze forméieren. Ech fannen et och richteg, datt een zum Beispill, wann een eng Formatioun ofbrécht – an ech denken hei virun allem u Piloten –, awer proportionell zu dem Joer, wou ee se ofgebrach huet, muss Suen zréckbezuelen. Dat kënne jo bis zu 100.000 Euro sinn. Dat ass also net méi wéi normal.

Da muss een och op déi gutt Zesummenaarbecht hiweisen, déi mir souwisou mat auslännesche Partner hunn, virun allem natierlech mat der Belsch, sief dat um Niveau vum Militärfliger, vum A400M, oder et ass

jo elo virgesinn, en Opklärungsbatailloun vu 600 bis 800 Leit mat der Belsch ab 2030 ze maachen. An do bezéien ech mech dann och op eng Ausso, déi den Här Christian Schleck elo där Deeg op RTL gemaach huet. Dee seet, do bräichte mer 375 Lëtzebuerger Zaldoten. An do ass awer an deem Kontext och meng Fro un den Här Minister, och wann e mer de Moment net nolauschtert … Här Minister, ech hunn eng Fro un Iech.

(Interruption)

Et ass net schlëmm.

(Interruption par M. François Bausch)

Jo, nee, just … Et ass net schlëmm. Et ass guer net schlëmm. Ech hunn nämlech elo geschwat vun den …

(Interruption)

D'Madamm Modert ass nach net fäerdeg.

(Hilarité)

Ech hunn an dem Kontext vun deenen 375 Zaldoten, déi elo solle gebraucht ginn, fir mat de Belsch den Opklärungsbatailloun ab 2030 ze maachen, d'Fro, ob mer gewappnet sinn, fir bis dohinner déi Leit och kënnen ze rekrutéieren. Dat war u sech meng Fro.

Bon, da kommen natierlech eng Rei nei Aspekter an der Arméi derbäi, déi eis elo vill méi beschäftegen, wéi dat fréier de Fall war. Ech denken zum Beispill un d'Cyberkriminalitéit. Ech mengen, eist Land setzt jo zu Recht och scho méi laang op d'Digitaliséierung, op d'Informatik. Mir hu jo och do ënner anerem e gewëssenen Knowhow entwéckelt. Mir sinn amgaangen, eis do zu engem performanten Datenzenter ze entwéckelen. Mir haten hei och eréischt de leschte 27. Juni e Gesetz gestëmmt iwwer Luxembourg Cyber Defense Cloud, a mat deem Gesetz hu mer jo och bewisen, datt mer an deem Beräich – an deem sensibele Beräich, muss ee soen – esou Erausfuerderungen ouni Zweifel awer och gewuess sinn, well mer awer schonn eng gewëssen Experienz hunn.

Da komme jo och elo zwee Directeurs de division derbäi an ee Caporal de corps. Och dat beweist jo, datt ee sech am Fong geholl wëllt a soll méi breet kënnen opstellen an Zukunft. Jiddefalls, et gëtt keng aner staatlech Struktur, wou d'Hierarchie – an ech betounen awer wierklech dat Wuert „Hierarchie“ hei, och wann Eenzelner dat net ëmmer gär héieren – esou eng grouss Roll soll spillen. Ech mengen, an der Arméi ass en Uerder eppes aneschters wéi an enger normaler klassescher Verwaltung. Dat ass evident. Hei ass Disziplinn, hei ass Uerdnung dat, wat muss herrschen, soss kann een eng Arméi net gutt féieren.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wann een déi lescht Deeg elo Revue passéiere léisst, da sinn et natierlech eng Rei kritesch Stëmmen zu dësem Gesetz ginn, wat och mat Sécherheet ganz ubruecht ass. Och d'Gewerkschaften hunn hire Rôle ze spillen. Och d'Gewerkschafte solle Positioun bezéien zu engem Gesetzesprojet. Schlussendlech si si jo déi, déi am Fong geholl spéider um Terrain dann och dovu concernéiert sinn.

An da si mer natierlech bei deem berüümt-berüchtegten Artikel 32 iwwert de Bewäertungssystem. Jo, do sinn déi lescht Deeg gewëssen Aussoe gemaach ginn, déi awer trotzdeem zum Nodenken ureegen, déi och vläicht awer deelweis iwwert d'Zil erausgeschoss sinn. An et däerf ee jo net vergiessen, et ass schonn hei gesot ginn: Dee Bewäertungssystem, dee besteet schonn zanter 1954! Hei gëtt jo elo gefaart, datt e bëssen duerch d'Hannerdier géint déi Ofmaachung an dem Accord salarial mat der CGFP vum 9. Dezember 2022 dee Bewäertungssystem net soll ofgeschaaft ginn, mee zumindest op deem Niveau weider Bestand hätt respektiv agefouert géif ginn. Natierlech, wann een dat alles elo e bësse méi am Detail analyséiert, da kann ee behaapten, datt déi Befierchtungen awer elo net onbedéngt begrënnt sinn an datt déi och kënnen entschäerft ginn.

Éischtens muss ee jo mol eng Differenz maachen tëschent Grad a Karriär. Et gëtt also u sech keen Zesummenhang tëscht dem Bewäertungssystem, wéi en am Moment an der Fonction publique besteet, an deem, deen um Niveau vun der Arméi ass.

An da muss een awer och hei soen: Wa mer kee Bewäertungssystem méi um Niveau vun der Arméi hunn, da riskéiert dat awer och, zu enger Rei vu Problemer ze féieren. Ech denke virun allem och un Auslandsasätz. An da maachen ech mech hei zum Interpret vum Generol Thull, deen d'leschte Kéier an engem ganz interessanten Interview d'Beispill vum Kapitän mat den dräi Stäre gesot huet, deen 130 Leit dirigéiert. Jo, et ass awer evident, datt deem seng Kompetenzen am Virfeld musse bekannt sinn. Dee ka jo awer a ganz kritesch Situatiounen erageroden. An da muss ee beweisen, ob ee wierklech d'Kompetenz huet, fir esou vill Leit och kënnen dee Moment ze dirigéieren. An dowéinst menge mir, datt dee Bewäertungssystem, esou wéi en elo de Moment um Niveau vun der Arméi besteet, och soll an Zukunft seng Bedeitung behalen.

Et geet dann doriwwer eraus jo och ëm déi physesch Konditioun. Och dat muss jo awer ëmmer erëm ënner Kontroll gehale ginn. An ech wëll an deem Kontext dann och hei e Communiqué vum Verband vun den Offizéier kuerz zitéieren: „D'Bewäertung vun de Kompetenze soll et dem Chef erlaben, sech e Bild vun de Fäegkeete vu senge Mataarbechter ze maachen, an esou ënner anerem derzou bäidroen, déi richteg Persoun op de richtege Posten an der Arméi ze orientéieren, jee no Kompetenzen.“

An dann huet sech jo och – wat jo och interessant ass, et ass schonn hei ugeschnidde ginn – d'Gewerkschaft vun den Ënneroffizéier L-E-O zu Wuert gemellt. An ech zitéieren dann och aus hirem Communiqué: „Eng Arméi brauch e Bewäertungssystem; dëst, fir an hirer militärescher Struktur déi optimal Leit fir dat militärescht Fonctionnement ze fannen.“ Dat sinn awer nu Leit, déi wierklech d'Situatioun kennen. Wann dann esou Aussoe gemaach ginn, ech mengen, da muss een déi awer och méi wéi zur Kenntnis huelen.

Da verweisen ech och op déi Motioun, déi elo hei vun der Madamm Empain, där ech iwwregens en passant villmools Merci soe fir hir Rapporten, deposéiert ginn ass a wou jo awer ganz kloer och déi zwee Ministeren eng Aufgab kritt hunn. Ech nenne se elo net mam Numm, well se kënne jo gegeebenefalls an e puer Méint aneschters heeschen, mee zumindest hunn déi zwee Ministeren, also dee vun der Fonction publique an dee vun der Defense, d'Aufgab kritt, fir eeben eng Garantie ze ginn, datt dee Bewäertungssystem, esou wéi en an der Fonction publique de Moment nach besteet, soll – wéi et am Accord salarial virgesinn ass – ofgeschaaft ginn, also datt dat selbstverständlech och soll esou geschéien.

Ech perséinlech – an och meng Partei – géif et awer bedaueren, wann elo déi Diskussioun iwwert dat Gesetz hei – e gutt Gesetz, muss ee soen – op eemol awer géif an eng aner Richtung verlafe just wéinst engem Artikel, woubäi ech natierlech déi Gewerkschafte verstinn. Sécher, et ass hire Rôle, nach eng Kéier, mee mir solle vläicht awer oppassen, datt net déi aner enorm wichteg Saachen hei op eemol elo an den Hannergrond gerode just wéinst där kritescher Ausernanersetzung mat dem Bewäertungssystem.

Zum Schluss wëll ech vläicht nach op e puer net onwichteg Punkten aus deem Gesetz hei agoen, zum Beispill d'Militärmusek. Dat ass fir eis awer och e ganz wichtege Volet. D'Militärmusek huet eng wichteg Roll ze spillen, net nëmmen innerhalb vun der Arméi u sech, net nëmmen innerhalb vun enger Rei Manifestatiounen, mee hire kulturelle Beitrag queesch duerch d'Land an iwwert d'Grenzen eraus ass vun engem ganz héijen Niveau. An dowéinst soll dat och hei nach eng Kéier ënnerstrach ginn.

An da kommen ech awer och op d'Ëmännerung vum Artikel 11ter aus dem Gemengegesetz ze schwätzen. Do ass u sech, ausser vun der Madamm Adehm, net drop agaange ginn. Et ass elo kee Reproche un d'Madamm Empain, mee ech mengen, an Ärem Rapport kënnt dat net zur Diskussioun. A wann een d'Gesetz esou liest, da fält engem dat guer net op. An heibanne sëtze jo 44 Leit, déi och a Gemengeréit sinn. Also effektiv, wann dat Gesetz hei elo a Kraaft trëtt, an dat wäert jo dann déi nächst Deeg sinn, dann däerf e Militaire de carrière dann an Zukunft och Member vun engem Gemengerot ginn. Jo, ech fannen dat u sech positiv. Et schwätzt u sech näischt direkt dergéint, datt déi net dierfen an engem Gemengerot siegéieren.

Mee – an da maachen ech mech awer zum Interpret hei vum Syvicol, an dat ass richteg – da musse mer awer elo emol eng Kéier … Dat geet elo vläicht e bëssen iwwert de Ramen hei eraus, mee da musse mer awer och eng méi global Diskussioun féieren iwwert déi Inkompatibilitéiten. An da kommen ech awer op ee Fall ze spriechen, dee mer jo net onbekannt ass. Do war en Här aus der Carrière supérieure bei der Police, deen awer zwee an en halleft Joer an engem Gemengerot souz. Deen Här ass erëmgewielt ginn, souguer ganz gutt, an da kritt en den Dag drop den Telefon vun der Police, en dierft d'Mandat net méi unhuelen. Esou kënne mer awer och net fonctionéieren! Dat heescht, hei mussen also ganz kloer Krittären an Zukunft sinn. Mir mussen eis also onbedéngt esou séier wéi méiglech Gedanke maachen iwwert déi Inkompatibilitéiten. An zwar solle mer dat och iwwert de Wee vum Gemengegesetz maachen. Bon, dat ass da fir muer, mee et ass awer keng onwichteg Diskussioun, déi ouni Zweifel muss gefouert ginn.

Vläicht dann och, d'Association professionnelle vun den Offizéier huet och op e ganz wichtegen Aspekt higewisen, dat ass d'Radikalisatioun. Ech wëll domadder elo net hei soen, datt mer do e gréissere Problem an der Arméi hunn, zumindest emol net no bausse bekannt. Mee am Ausland ass et jo awer net entgaangen, datt sech do grad an esou Kreesser gäre Leit radikaliséieren. An do fannen ech et ganz interessant, datt si dat opgeworf hunn. Dofir soll een awer och ëmmer selbstverständlech do hellhöreg sinn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Arméi gëtt jo u sech ëmmer zu Onrecht mat Krich associéiert. Si huet a sech dowéinst a gewëssene Kreesser, awer zu Onrecht mat Sécherheet, en negativen Image. An et däerf een awer net vergiessen: Zu engem Rechtsstaat gehéiert ganz kloer eng gutt fonctionéierend Arméi. An dowéinst muss an Zukunft nach wie vor eng gutt Promotiounsaarbecht geleescht ginn. Mir mussen nach wie vor d'Arméi dobaussen attraktiv maachen. Mir mussen nach wie vor kucken, datt mer jonk Leit an d'Arméi kréien. D'Presentatioun an de Medien dobaussen ass enorm wichteg. D'Presenz op Foiren, de Büro an esou weider musse weiderhin och an Zukunft héichgehale ginn, an dat ass och richteg. Et muss een och kucken, fir nach méi Fraen an d'Arméi ze kréien.

Bon, wa mer natierlech eis Gedanke maachen iwwert d'Arméi, da muss een och kucken: Wéi soll se vläicht an Zukunft nach kënne besser fonctionéieren? An d'Demokratesch Partei wäert, falls se sollt dann d'Chance hunn, an zukünfteg Koalitiounsverhandlunge mat eranzekommen, och eng Rei Punkten do

dann dee Moment kloer thematiséieren. Zum Beispill muss ee sech awer d'Fro stellen: Brauche mer net elo emol eng Kéier en eegene Verdeedegungsministère? Brauche mer net och vläicht e „Wehrbeauftragten", wéi dat an Däitschland heescht? Dat ass eng neutral Stell zwëschent der Chamber an dem Ministère. Dat sinn also net onweesentlech Punkten.

An dann natierlech ganz kloer, wa mer vun eiser Participatioun um internationalen Niveau schwätzen, da musse mer och iwwer eis Participatioun um Niveau vun der NATO nodenken. Déi Diskussioun féiere mer reegelméisseg. De Minister huet eis interessant Erklärunge ginn, wou en elo versicht huet, datt eeben eise Bäitrag net méi soll um Niveau vum PIB gemooss ginn. An dat ass och nozevollzéien, vu datt eng ganz Rei Leit hei zu Lëtzebuerg zum PIB bäidroen, déi hire Wunnsëtz iwwerhaapt net hei zu Lëtzebuerg hunn. Tatsaach ass, datt mer awer, mengen ech, nach Sputt no uewen hunn an datt mer do och sollen an den nächste Joren Efforte maachen, fir, wéi gesot, eise Bäitrag fir d'NATO nach ze erhéijen.

Da muss een och vläicht emol eng Kéier iwwer eng Reservarméi nodenken, wuel wëssend, datt dat e méi schwieregen Dossier ass.

Mee dat sollen awer Punkte sinn, déi net solle vergiess ginn. Jiddefalls eppes ass ganz kloer: D'Lëtzebuerger Arméi muss hir staark Positioun an der Gesellschaft hei behalen. D'Demokratesch Partei steet ganz kloer dohannert. Mir stinn och ganz kloer hannert där Reform hei, déi d'Basis leet, fir datt d'Lëtzebuerger Arméi gutt gewappnet ass fir d'Zukunft, och wann an Zukunft eng Rei Adaptatiounen nach musse gemaach ginn.

Ech wëll dofir ofschléissen an deem Sënn, datt selbstverständlech d'Demokratesch Partei hannert deem Gesetz hei steet. An dofir ginn ech och d'Zoustëmmung vun der DP. An der Madamm Empain hat ech jo scho Merci gesot, ...

(Interruption par Mme Stéphanie Empain)

... mee well se esou gutt war, soen ech et nach eng Kéier. Voilà, merci hir!

Plusieurs voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Ma dann, merci, merci.

(Hilarité)

Déi nächst Riednerin ass d'Madamm Mutsch. Madamm Mutsch, Dir hutt d'Wuert.

Mme Lydia Mutsch (LSAP) | Et ass hei schonn ugeklongen an et stëmmt, Här President: Et ass héich Zäit, de gesetzleche Kader fir d'Arméi unzepassen an ze moderniséieren. Eis Arméi brauch dat a si huet dat och verdéngt!

Eis Arméi, Kolleeginnen a Kolleegen, iwwerhëlt essentiel Missioune fir eis Gesellschaft. Am Kader vun eiser nationaler Sécherheets- a Verdeedegungspolitick spillt d'Lëtzebuerger Arméi eng weesentlech Roll fir d'Sécherheet an och fir d'Fräiheet vun eisem Land a fir de Schutz vun eiser Populatioun.

Et ass eis Arméi, déi zu engem groussen Deel d'Engagementer vun der Lëtzebuerger Aussepolitick begleet an och ausféiert. D'Verdeedegung ass a bleift en zentraalt Element vun der Lëtzebuerger Aussepolitick an dofir muss natierlech och eis Arméi prett sinn. Nëmme mat enger moderner a gutt ekipéierter Arméi kënne mer eis national an international Missiounen ugoen an eis als glafwierdege Partner ausginn an och agéieren. Ausserdeem dréit d'Verdeedegungspolitick zum Erhalen an zu der Stäerkung vu grad deenen Institutioune bäi, déi Fridden, Stabilitéit a Sécherheet fërderen. An deem Sënn sinn d'Defense an d'Arméi och essentiel, fir eis demokratesch Wäerter ze verdeedegen an d'Vertraue vun de Bierger an eisen demokratesche System oprechtzeerhalen.

Aus all deene Grënn ass et eng Grondviraussetzung, dass eis Arméi gutt opgestallt ass an operationell ass. Genuch Capacitéiten an och eng gewësse Flexibilitéit sinn natierlech gefrot. Dofir muss een de Gesamtzoustand vun eiser Arméi permanent am A behalen an zum richtegen Zäitpunkt noutwendeg Upassunge virhuelen. An deen Zäitpunkt ass elo komm.

Wéi wichteg militäresch Capacitéite sinn, ass haut esou kloer wéi scho laang net méi. Dat éischt Zil vun der Defense ass, déi vital Interêten an déi territorial Integritéit vun engem Land ze schützen. De Krich an der Ukrain, e Krich matten an Europa, erënnert eis drun, dass Fridden an national Souveränitéit keng Selbstverständlechkeet sinn. Eis Sécherheetsarchitektur ass haut eng ganz aner, an dorop musse mir reagéieren.

Dass hei keng Mëssverständnisser opkommen: Als LSAP hu mir ëmmer ënnerstrach, dass fir eis Lëtzebuerger den net militäresche Wee zur Konfliktbewältegung an d'Konfliktpreventioun am Mëttelpunkt musse stoen. Nee, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir sinn net amgaang, e Paradigmewiessel virzehuelen. Dee Paradigmewiessel ass duerch den aggressiven Ugrëffskrich vu Russland op d'Ukrain entstanen. Eis Welt huet geännert a mir mussen eis dorobber astellen, och a Saache Sécherheet a Verdeedegung. Dat ännert natierlech näischt drun, dass d'Verdeedegung vun den demokratesche Wäerter a vun der Rechtsstaatlechkeet weiderhin dat iwwergeuerdent Zil vun eiser Defensepolitick muss bleiwen.

M. Yves Cruchten (LSAP) | Très bien!

Mme Lydia Mutsch (LSAP) | Här President, d'Sécherheet huet ganz vill Dimensiounen. Nieft der sozialer Sécherheet, der Versuergungssécherheet an natierlech der physescher Sécherheet dierfe mir och den digitale Raum net vernoléissegen. Déi nei Informatiounstechnologien hu vill Avantagen a sinn onerlässlech fir de Fonctionnement vun eiser haiteger Welt. Mee déi verstäerkten Digitaliséierung vun eiser Gesellschaft biergt och Risike fir eis Sécherheet. De Mëssbrauch an d'Manipulatioun vun Donnéeë gradewéi d'Desinformatioun, Cyberkriminalitéit a Cyberattacke si fir eis Gesellschaft a grad och fir eis Arméi eng grouss Erausfuerderung. Dofir verfollegt eis Verdeedegungspolitick am Kader vun eiser nationaler Cyberdefensestrategie konkreet Ziler, fir eis Cybercapacitéiten ze verbesseren a fir d'Kontroll ze verstäerken. Och fir déi Ziler ze erreechen, ass eng Reform vun der Lëtzebuerger Arméi dréngend noutwendeg.

Eng weider grouss Erausfuerderung ass de Klimawandel an déi zivill an humanitär Krisen, déi en esou oft mat sech bréngt. D'Klimakris huet och direkt Implikatioune fir d'Ernärungssécherheet – ech kéint och d'Energiesécherheet hei nennen – a stellt domat eng zousätzlech Gefor fir déi global Sécherheet duer.

Problemer beim Accès a bei der Gestioun vun natierleche Ressourcë gradewéi Naturkatastrophe wäerten eis an deenen nächste Joerzéngte leider nach ganz vill schwiereg Momenter bréngen. An deem Beräich war déi lescht Joren och bei eis am Land d'Lëtzebuerger Arméi verstäerkt gefuerdert. Wärend den Iwwerschwemmungen an och bei der Gestioun vun der Covidpandemie konnt eist Land zu 100 % op den Asaz vun de Fraen a Männer vun eiser Arméi zielen.

Une voix | Bravo!

Mme Lydia Mutsch (LSAP) | Dat weist, wéi villfälteg d'Missiounen an d'Erausfuerderunge sinn, deenen d'Arméi muss gerecht ginn. Och fir all dës Erausfuerderunge musse mer op eng modern a gutt ekipéiert Arméi zréckgräife kënnen.

Ech widderhuele mech vläicht, Här President, mee och op dëser Plaz wëll ech nach eng Kéier betounen, wéi wichteg et ass, dass eis Arméi en neie gesetzleche Kader kritt. Dat aktuellt Gesetz, dat op 1952 zréckgeet, och wann Adaptatiounen en cours de route virgeholl gi sinn, ass wierklech net méi up to date. D'Lëtzebuerger Arméi huet sech iwwert déi lescht Joerzéngten enorm weiderentwéckelt. Dobäi huet sech ëmmer méi erausgeschielt, dass déi aktuell Gesetzgeebung net méi duergeet, fir dass d'Arméi hir Missioune beschtméiglech a souverän ausféiere kann. Mir brauchen d'Adaptatioune vum neie Gesetz, net zulescht, fir weiderhin als fiabelen NATO- an EU-Member kënne matzehalen an als klengen, mee dynamesche Partner och eise Bäitrag ze leeschten.

Kolleeginnen a Kolleegen, et geet mat dësem Gesetz wierklech net drëm, eis Arméi e bëssen opzepäppelen. Et geet villméi drëm, eis Arméi fit fir d'Zukunft ze maachen, se ze professionaliséieren an esou opzestellen, dass se déi grouss Erausfuerderunge meeschtere kann. Betraff si souwuel d'Organisatioun vun eiser Arméi, hir Attributioun, hir Ekippen an hire Fonctionnement wéi och hir Infrastrukturen a Missiounen. An net ze vergiessen all déi Elementer vum Gesetz, déi derzou bäidroen, fir eis Arméi méi attraktiv ze maachen. Et ass jo awer eist erkläertent Zil – a mir hunn et oft genuch gesot –, verstäerkt jonk Männer a Fraen ze motivéieren an ze encouragéieren, de Wee vun enger Beruffsausbildung oder Karriär bei der Arméi anzeschloen. Déi zwou nei geschafe B1- an A2-Karriären, eng Voie express fir d'C1-Karriären an d'Transparenz bei de Formatiounen a bei de Graden an Avancementer wäerten e wichtegen Deel vun dëser Opwäertung sinn.

Et ass ganz evident an normal, dass d'Zäite sech geännert hunn, an zwar an allen Hisiichten. D'Technologien hu sech geännert an natierlech och d'Bedeitung an d'Dimensioun vun der Sécherheet. Mee och d'Besoinen an d'Interête vum Personal an der Arméi hu sech geännert. Dat gëllt souwuel fir déi fräiwëlleg Zaldote wéi och fir dat méi spezialiséiert Personal.

Mat dësem Gesetz, Här President, gëtt d'Arméi däitlech méi attraktiv fir de Public, och als Employeur. Dat gëllt souwuel fir déi militäresch an déi zivill Karriäre wéi och fir d'Spezialisten am Beräich vun der Aviatioun, vun der Cyberdefense, op déi ech elo grad kuerz agaange sinn, an am Beräich vun de Satellitten- a Kommunikatiounstechnologien, wou mir eis als Land an deene leschte Jore wierklech spezialiséiert hunn. Heiduerch kënne mer héich spezialiséiert Beruffsprofiller entwéckelen, déi mat derzou bäidroen, fir eis Arméi ze moderniséieren an ze stäerken.

Duerch d'Aféierung vun den zwou neie Karriäre gëtt och eng Restrukturatioun vun de militäresche Graden néideg. Heibäi wäert den Avancement an de militäresche Grade vun der Entwécklung vum Salaire lassgekoppelt ginn – et ass hei scho gesot ginn –, wat Spannungen tëscht deene verschiddene Karriäre verhënnert. E weidere Virdeel vun dëser Opdeelung ass, dass de sougenannte „Bewäertungssystem" keen Afloss op d'Pai vun engem Arméismember kann hunn. An dat ass an den Ae vun der LSAP ganz wichteg.

Här President, d'Arméi kann een an den Ae vun der LSAP net zu 100 % mat der Fonction publique alignéieren. D'Arméi huet wierklech hir Partikularitéiten a si ënnerscheet sech vun anere Verwaltungen. Si huet ganz spezifesch Missiounen, déi entspriechend Formatiounen an eng kloer Hierarchie mat viraussetzen. D'Arméi huet och e ganz eegenen Aarbechtsregimm: Déi militäresch Disziplinn an déi militäresch Justiz a vill weider Dispositioune gëtt et just bei der Arméi.

An deem Zesummenhang gesäit de Gesetzesprojet e Congé supplémentaire vun aacht Deeg d'Joer fir d'Militärpersonal vir. Dëse Congé ass eng Zort – soe mer – Géigeleeschtung fir déi Sacrificer, déi de Militäralldag oft verlaangt. D'Militärpersonal huet zum Deel ganz onreegelméisseg Aarbechtszäiten, déi eng gewësse Flexibilitéit an Disponibilitéit verlaangen. Am Hibléck op eng besser Work-Life-Balance, déi och bei der Arméi en Theema ass an dierf sinn, fanne mir dës Mesür dofir besonnesch wichteg a richteg. Zousätzlech setzt sech d'Militärpersonal am Déngscht vu senger Aarbecht heefeg perséinleche Risiken aus, vun deenen d'Mataarbechter aus anere Verwaltunge sécher net am nämmlechte Mooss betraff sinn.

Mam Gesetz gëtt och eng nei Prime d'opérationnalité militaire vun 20 Punkten agefouert, déi fir déi iewescht Leedungspositiounen a fir d'Agentinnen an d'Agenten aus de Karriären A a B virgesinn ass. Well d'Rapportrice, där ech e ganz grousse Merci fir hire gudde Rapport wëll soen, am Detail op all d'Primmen agaangen ass, wëll ech mech dorobber limitéieren, déi Neierungen, déi am Interêt vun de Betraffene sinn, ze begréissen, genee wéi och d'Prime de démobilisation, d'Prime de vol an d'Prime d'astreinte fir d'Permanencë vum Zivillpersonal.

Et ass nëmme richteg, dass zousätzlech Belaaschtungen a Risiken entspriechend gewürdegt ginn. Dat fanne mir ganz wichteg a richteg. Och déi nei Struktur an den neien Organigramm si positiv ze bewäerten. Mat dëser Opstellung kuckt d'Arméi an d'Zukunft a mir erméiglechen, dass hir Capacitéite kënnen ausgebaut ginn. Dobäi bleift genee déi Flexibilitéit, déi noutwendeg ass, fir d'Resilienz vun eiser Arméi ze garantéieren.

Mir huelen zur Kenntnis, Här President, dass souwuel d'Offizéiergewerkschaft wéi och d'Ënneroffizéiergewerkschaft iwwert déi lescht Deeg – an et ass hei schonn ausgefouert ginn – op der leschter Ligne droite vum Gesetzesprojet hir Zoustëmmung ausgedréckt hunn. Och si confirméieren, dass de Bewäertungssystem, dee just fir d'Arméi gëllt, net mam Appreciatiounssystem vun der Fonction publique ze verwiesselen ass.

D'Arméi huet eeben eng Partie Spezifissitéiten, zu deenen och d'Iwwerpréiwe vun der Aptitude an de Fäegkeete vum Personal gehéiert. Dat ass onerlässlech, fir sécherzestellen, dass d'Arméi operationell ass. Dee System ass scho säit Joerzéngten an der Lëtzebuerger Arméi en place an huet sech bewäert, genee wéi och a villen anere Länner, wat natierlech d'Zesummenaarbecht mat NATO an EU facilitéiert. Am Contraire zu enger Rei vun anere Länner wäert dëse System awer hei zu Lëtzebuerg keng Auswierkungen op den Traitement an d'Indemnitéiten hunn, well et sech, wéi gesot, ëm e separate System handelt, an dat ass och richteg esou.

Dofir begréisse mir als LSAP ausdrécklech, dass an enger gemeinsamer Motioun, déi vun der Rapportrice hei presentéiert gouf, d'Modalitéiten an d'Hannergrënn vun deem sougenannte „Bewäertungssystem" preziséiert ginn, fir dass et kloer ass, dass dësen Appreciatiounssystem net contraire zum Accord salarial ass a keng Inzidenzen op d'Avancements en traitement vun den individuelle Karriären huet. An awer wier et gutt a wichteg, dass an der Zukunft probéiert gëtt, d'Dispositioune vum Artikel 32 an eng separat Reglementatioun ze transferéieren. Dofir, Här President, wëll ech elo schonn den Accord vun der LSAP zu dëser Motioun ukënnegen.

Dëst Gesetz, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ass e Gesetz, dat mer wierklech brauchen. Et ass jo net denkbar, Här President, dass mer am Beräich vun der Defense an den nächste Joren eise Budget op 2 % vun eisem RNB eropschrauwen, e gemeinsame Batailloun mat der Belsch plangen, eng ambitiéis national Strategie am Beräich vun der Cybersecuritéit ëmsetzen, eisen Knowhow am Spaceberäich kontinuéierlech ausbauen, aktiv derzou bäidroen, déi international Sécherheet mat ze verdeedegen, an eis fir Demokratie a Rechtsstaatlechkeet asetzen a villes méi, wann e weesentlecht Fundament vun eiser Defense, eis Arméi, hannendrunhippt an net déi Attentioun, Moyenen an Aarbechtskonditioune kritt, déi si brauch.

Une voix | Très bien!

Mme Lydia Mutsch (LSAP) | Och eis international Partnerschaften, déi fir bal all eis Aktivitéiten eng onerlässlech Grondlag sinn, verlaangen e professionelle Kader, eng kloer Strategie a sinn d'Grondlag fir eng solidaresch Zesummenaarbecht.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, dëst Gesetz gëtt der Lëtzebuerger Arméi deen néidegen an dee richtegen Appui, fir hir aktuell an zukünfteg Erausfuerderungen a Missioune kënnen ze meeschteren. Eis Arméi ass en zentrale Pilier vun eiser nationaler Sécherheet a si huet et verdéngt, dee Kader an déi Moyenen ze kréien, déi si brauch, fir hir wichteg Aarbecht am Interêt vun eis all ausféieren ze kënnen.

An dofir wäerte mir als LSAP-Fraktioun dësem Projet eis Zoustëmmung ginn. An ech soe Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och. A vu dass de Fernand Kartheiser sech huet missen entschëllegen, ass d'Wuert elo direkt fir d'Madamm Oberweis. Madamm Oberweis, Dir hutt d'Wuert.

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Merci, Här President. E grousse Merci der Rapportrice fir hire Rapport. Kolleeginnen a Kolleegen, Här Minister, ech mengen, all d'Acteure si sech eens, datt d'Gesetz iwwert d'Organisatioun vun der Arméi muss moderniséiert ginn an datt et och mat e puer klengen Ännerungen net méi duergeet. Deementspriechend war et och déi richteg Decisioun, hei e komplett neit Gesetz ze schreiwen, quitte dass et e bësselche méi laang gedauert huet.

Déi Reform ass jo och dowéinst néideg ginn, well d'Gesetzgeebung nach ëmmer net un d'Reform vun der Fonction publique vun 2015 ugepasst gouf. Heimadder gi virun allem nei Karriäre geschaf mat och neie Méiglechkeeten, fir d'Remuneratioun ze verbesseren. Allerdéngs ass et kee kompletten Alignement op de Régime général, well jo dach eng Partie Ausname gemaach ginn, déi mat de Spezifissitéite vun der Arméi justifizéiert ginn.

Mir stellen och fest, datt d'Gewerkschaften an hiren Avisen eng ganz Rei vu konstruktiven, an eisen Aen och ganz gudde Verbesserungsvirschléi gemaach haten, vun deenen awer just e puer de Wee an den Text fonnt hunn. An natierlech kënne mer och ganz gutt verstoen, datt der CGFP déi Saach mam Bewäertungssystem sauer opstéisst, well déi Aart a Weis, fir dräi Woche virum Vott via Amendement nach esou nei Elementer an de Projet ze schreiwen, déi net ofgeschwat sinn an dann och nach engem Accord vum Dezember widderspriechen, dat ass zumindest onglécklech. Datt hei an engem Communiqué vun „Affront" geschwat gëtt, kënne mir do awer iergendwéi och novollzéien.

Den anere grousse Manktum ass, datt an dësem Projet just ganz wéineg Verbesserunge fir déi fräiwëlleg Zaldoten dra sinn. Mir hu wierklech Schwieregkeeten ze verstoen, firwat een net zumindest iwwert d'Remuneratioun wëllt nodenken, fir déi konsequent eropzesetzen. Et ass jo net, wéi wann et an der Defense am Moment u Sue géif feelen, grad am Contraire.

D'Rekrutéierungsproblemer vun der Arméi kënnen duerch dëse Projet de loi vläicht verbessert ginn, mee et sollt ee sech do net ze vill Illusioune maachen. Dat eleng wäert net duergoen. Et musse besser Perspektive geschaaft gi fir d'Zaldoten an et muss méi gemaach gi fir d'Vereebarkeet mat der Famill an der Fräizäit.

(M. Fernand Etgen reprend la présidence.)

Mee egal wéi kann ee bezweifelen, datt déi projezéiert Zuele jeemools wäerte kënnen erreecht ginn.

Här President, de Budget vun der Lëtzebuerger Defense ass an de leschte Joren extreem geklomm, wéi keen anere Budget an dësem Land. Mir waren a bleiwen do dergéint. Och d'Tatsaach, datt de verbriecheresche Regimm ronderëm de Putin d'Ukrain iwwerfall huet an do e brutale Krich féiert, geet fir eis als Justifikatioun fir esou eng radikal Militariséierung, militäresch Oprüstung, net duer. Well dat neit NATO-Zil vu mindestens 2 % vum RNB heescht jo ganz einfach, datt mer an Zukunft duebel esou vill Suen ausgi fir d'Militär wéi fir d'Entwécklungshëllef. Dat geet net an déi Richtung, déi fir eis a fir d'Mënschheet am Endeffekt ze wënschen ass.

Mee mir musse soen, datt d'Membere vun der Lëtzebuerger Arméi mussen déi beschtméiglech Aarbechts- a Liewenskonditiounen hunn, an dofir muss hiren Asaz ganz kloer gewürdegt ginn. Deen heite Gesetzesprojet leescht zumindest e klenge Beitrag an déi Richtung, och wa mer net mat allem averstane sinn.

Här President, erlaabt mer, well et meng lescht Ried ass, nach e puer Wuert ze soen. Ech géif fir d'éischt gäre ganz schnell all de Kolleegen heibanne Merci soen, natierlech virun allem och dem Personal an der Chamber, de Ministeren a Ministerinnen an natierlech och menge Mataarbechterinnen a Mataarbechter an der Fraktioun a menger Kolleegin, dem Myriam Cecchetti.

Ech muss soen, et war politesch eng gutt Erfarung – och wann een net ëmmer enger Meenung ass – a mënschlech och eng gutt Erfarung, hei ze sinn.

Ech muss och soen – ech versichen, mech kuerz ze halen –, dass et awer natierlech frustrant ass, zu zwee dës Aarbecht ze maachen, well et natierlech immens, immens vill ass. Et ass esou eng wichteg Institutioun an esou eng wichteg Missioun, et huet een ëmmer d'Gefill, et géif een där Missioun net würdeg an et géif een der Aarbecht am Endeffekt net würdeg, well een, voilà, zum Deel awer och net ëmmer nokënnt. An dat deet mer och leed. Mee voilà, dat sinn d'Limitte vun där Aarbecht, wann een nëmmen zu zwee ass.

Ech géif awer och nach gären eppes soen zu der Opwäertung vun der Chamber. Mir hunn e puermol gefuerdert, dass d'Chamber soll opgewäert ginn. Ech si jo och eng „députée-mère", wéi meng Kolleegin d'lescht Kéier zu mer gesot huet – mee „mère" am Sënn vu „Mamm" –, an ech muss soen, et ass schued, dass dëst Mandat, virun allem an enger klenger Fraktioun, quasi inkompatibel ass, wann ee kleng Kanner huet an eeben Elteren ass. Dofir proposéiere mir och ëmmer erëm, dass dëst Mandat eigentlech sollt als Vollzäit ugesi ginn an dass Duebelmandater definitiv sollen ofgeschaaft ginn, fir dass mer déi Aarbecht och an de Schoulzäite kënne maachen.

E lescht Wuert: Ech wéilt eis, Iech, eis alleguerten drun erënneren, dass mer net fir eis hei sëtzen, mee fir d'Leit dobaussen, net just fir déi, déi fir eis gewielt hunn, mee fir se alleguerten, och déi ouni Droit de vote, a virun allem fir déi, deenen et net esou gutt geet. Ech denken natierlech un déi Leit zu Lëtzebuerg,

déi 20 %, déi quasi vum Aarmutsrisiko betraff sinn am Endeffekt, all déi, deenen et net gutt geet an déi op der Strooss sinn an esou weider. An natierlech och eis Äerd däerfe mer net vergiessen, déi betraff ass vun Urgencen, mir wëssen et, d'Klimaurgencen, Biodiversitéitsurgencen. Mir sinn net fir eis hei, mir si fir dës Urgencen hei.

Ech muss och soen, dass ech och zum Deel enttäuscht sinn, well déi Urgencen hei menger Meenung no net ëmmer genuch gespiert ginn, mee d'Hoffnung bleift bestoen. Vläicht gesäit ee sech erëm!

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Madamm Oberweis. A leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Goergen. Här Goergen, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Goergen (Piraten) | Här President, mat deem heiten Text gëtt dat aalt Arméigesetz duerch eng komplett nei Versioun ersat. Des Weidere gesäit déi nei Verfassung vir, dass am Gesetz mussen d'Organisatioun an d'Kompetenze vun der Arméi prezis festgehale ginn.

Souwäit hu mer mat dësem Gesetz u sech och keng Problemer, well dee groussen Deel vum Gesetz eeben transparent oplëscht, wie wat an der Arméi mécht. Et sinn also elo méi juristesch Erklärunge wéi grouss Neierungen. Deen Deel vum Gesetz kënne mer och ouni Kappzerbrieches matdroen. Et ass jo logesch, dass e Generol iwwer engem Kaperol steet an dass d'Uerdere vun uewen no ënne ginn. Dat ass och an all Betrib oder Ministère net anescht.

D'Arméi a generell d'Force publique sinn eng speziell Abteilung an eisem Staat. Dat erkläert de Minister jo och esou am Gesetz souwéi an enger Äntwert op meng parlamentaresch Fro. Och de Staatsrot seet a sengem Avis zu dësem Gesetzesprojet, dass déi fräiwëlleg Zaldoten e Sonderstatut hunn, deen net mam Staatsbeamte gläichzesetzen ass. Dat gesäit een och um Terrain an der Realitéit: Den Zaldot ass méi laang am Déngscht, schafft och a méi inkomfortabele Konditiounen, wou Middegkeet a Stress herrschen a wou se trainéiert ginn, fir standhaft ze bleiwen.

Dat alles maachen dës Leit fir e Brochdeel vun engem Salaire, dee se op anere Plaze kéinte verdéngen. Dat gëtt et esou a kenger Verwaltung vum Staat. An dës Konditiounen an Differenzen hëllefen och net der Attraktivitéit vum Beruff, engem Beruff, deen essenziell ass fir eis Gesellschaft, well et geet ëm de Schutz an ëm d'Souveränitéit vun eisem Land a vun Europa. A mir Piraten sti ganz kloer positiv zur NATO.

Dass ee vusäite vum Ministère mengt, dass een esou Konditioune mat just aacht Congésdeeg méi pro Joer kompenséiert géif kréien, dat ass net d'Realitéit vum Terrain. Dat ass net, wéi mir eis et virstellen.

Ech fannen et och schued, dass mir eis bei der Fro vun der Attraktivitéit vun de Militärkarriären net méi Zäit huelen, fir eis mat alle Sozialpartner eens ze ginn, an dëst Gesetz elo haut scho stëmmen. Esou goufe mer d'lescht Woch eréischt gewuer, dass d'Majoritéit probéiert, dëst Gesetz an aller Vitess nach duerch d'Legislatur ze bréngen, nodeems eng grouss Unzuel vun Amendementer eréischt Enn Juni deposéiert goufen an d'Kommissiounen ufangs Juli waren. Dëse Gesetzesprojet ass alt nees e Beispill dofir, dass d'Chamber – an hei mengen ech d'Regierungsparteien – eis éischter als Fabrick gesäit, ouni déi néideg Suergfalt.

En Haaptzil am Gesetz ass et, de Personalmangel an der Arméi ze behiewen an d'Attraktivitéit vun den Zaldoteberuffer ze erhéijen. Jo, d'Arméi huet Problemer, fir déi néideg Leit erbäizekréien an och fir se ze halen. D'Aarbechtskonditiounen, déi ech uewe genannt hunn, erklären, firwat dat esou schwéier ass. E grousse Personalbedarf kënnt dann nach derbäi mam gemeinsame Bataillon mat der Belsch. Fir dëse Bataillon soll Lëtzebuerg ronn 400 Männer a Frae bereetstellen. Grad mat deem Hannergrond hätte verschidde Punkte vun dësem Gesetz, déi d'Karriären, d'Selektioun an d'Formatioun an der Arméi betreffen, et verdéngt, méi breet am Detail beschwat ze ginn.

Wann ech den Avis vun der Arméigewerkschaft liesen, dass emol net si iwwert d'Modifikatioune Bescheed woussten an datt se schnell en Avis fir dat ganzt Gesetz hu missen ausschaffen, dann denken ech mir, dass ee sech fir de Vott vun dësem Gesetz haut hätt solle méi Zäit loossen. A wann ech den Avis vun der Arméigewerkschaft liesen, deen ëmmerhi vun deene Leit geschriwwe gouf, déi all Dag um Terrain stinn an och d'Problemer gesinn, da kann ech dat net einfach esou op déi liicht Schëller huelen, dass mer haut iwwer e Gesetz ofstëmmen, wou si selwer soen, dass d'Konditioune vun den Zaldotekarriäre sech verschlechteren.

Och wann d'Arméi eng besonnesch Verwaltung beim Staat ass, wou vill Wäert op Hierarchie a Gehorsam geluecht gëtt, hätt ee kënnen an enger Kommissioun zesumme mat all de Gewerkschafte schwätzen, fir de Problem vun der Attraktivitéit vun eiser Arméi richteg unzegoen.

Wat d'Karriär vum Zaldot betrëfft – an do schwätze mer virun allem vun den Zaldotekarriären, also C1 an C2 –, do sinn an dësem Gesetz nach zimmlech Lächer dran, wou et derwäert gewiescht wär, fir Léisungen ze fannen, esou zum Beispill dat vum Fräiwëllegestatut oder och de Punkt vum neie Bewäertungssystem an der Arméi, deen net op vill Géigeléift vusäite vun de Gewerkschafte stéisst.

Dat heite wier och eng gutt Occasioun gewiescht, fir de Primmekatalog fir déi fräiwëlleg Zaldoten ze harmoniséieren. De SPAL warnt, dass d'Zaldoten elo duerch dëst Gesetz manner Primme kréie wéi de Rescht vum Arméipersonal. Fir eis Piraten gëllt kloer de Prinzipp „gläich Leeschtung, gläich Primm".

Här President, och wann ech frou sinn, dass u sech mat dësem Gesetz eis Motioun ëmgesat gëtt, wou mer deemools gefrot haten, dass d'Alterslimitt beim Rekrutement bei der Arméi ofgeschaaft soll ginn, kënne mir dësem Projet haut net zoustëmmen, well mir der Meenung sinn, dass een nach weiderhin hätt sollen den Dialog sichen, fir gemeinsam Léisungen ze sichen, anstatt hei mat der Briechstaang derduerchzefueren.

Merci.

M. Sven Clement (Piraten) | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Goergen.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Vizepremier- a Verdeedegungsminister François Bausch.

Prise de position du Gouvernement

M. François Bausch, Ministre de la Défense | Merci, Här President. Merci allen Deputéierte fir hir Beiträg. A merci virun allem der Madamm Rapportrice fir hire gudde schrëftlechen a virun allem och mëndleche Rapport. E war zimmlech komplett.

Här President, ech géif nawell gär behaapten, och wann net jiddwereen mat mir d'accord ass, datt dat heite schonn en historesche Moment ass mat deem Gesetz, dat mer hei ofstëmmen. Et ass virdru gesot ginn: Dat Gesetz, dat mer haut en vigueur hunn, dat datéiert vun 1952. Mee ech wëll drop hiweisen: Dat Gesetz vun 1952, deem säi Virgängergesetz, dat war vun 1881! A mir sinn elo 2023. Dat heescht, mir hunn en Zyklus bei der Ëmännerung oder kompletter Reform vum Arméikadergesetz vun 71 Joer!

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, an dëser Legislaturperiod hunn ech et mat menger Ekipp – an ech wëll duerfir och menger Ekipp stellvertriedend e grousse Merci soen an och der Arméi fir déi enorm Aarbecht, déi hei geleescht ginn ass – hikritt, fir dat Gesetz hei ze kréien.

Mee ech hoffen, datt et net nach eng Kéier 71 Joer dauert, bis mer de Kader upassen, well dat zeugt fir mech, wann dat esou laang dauert, och fir de Stellewäert, deen een der Arméi an der Defense gëtt, wann een 71 Joer näischt ännert! Well Dir sidd jo mat mir d'accord, datt déi geopolitesch Positioun op eiser Welt net nëmmen all 71 Joer ännert an datt et donc absolutt noutwendeg wier, fannen ech, fir dat méi seriö ze huelen.

Ech kommen och nach drop ze schwätzen, datt net vill diskutéiert gi wär, net vill dialogéiert gi wär. An ech soen Iech och e puer Zuelen, fir datt Der emol gesidd, wéi laang mer heidru geschafft hunn.

Mee vläicht fir d'éischt emol de Kontext zum Gesetz, och fir dann awer hei ze soen, datt mer eng immens Schwächt, déi an deem Gesetz hei dra war, haut mat behiewen, nämlech déi, datt mer 2016 en Arrêt kritt hu vun der Cour, déi eis drop higewisen huet, datt mer am Fong mam bestoende Gesetz op ganz wackelege Féiss géife stoen, well villes, wat hei iwwer Règlement grand-ducal am Fong och virdru scho gereegelt ginn ass, „matière réservée à la loi" wär. An dofir sinn ech frou, datt mer mat deem, wat mer elo haut wäerte stëmmen, déi Situatioun elo definitiv aus der Welt schafen. An ech sinn och dankbar, well wéi ech dat jo eraushéieren hunn, kréie mer jo eng grouss Majoritéit fir dat Gesetz. Dat freet mech. An ech mengen, dat ass och gutt fir d'Arméi, fir datt d'Arméi weess, datt se vum Parlament esou de Réck gestäipt kritt.

Et sinn am Fong dräi grouss Neierungen, dräi grouss Richtlinnen, déi an deem Gesetz hei dra sinn. Dat Éischt ass natierlech den Ausbau vun de Ressourcen, d'Modernisatioun vun de Karriären, d'Schafe vun den neie Graden A2 a B1; ech kommen duerno méi am Detail op déi ze schwätzen. An dann natierlech och e puer Saachen, déi do ronderëm sinn, och déi nei Prime militaire fir d'Offizéier an d'Ënneroffizéier, do kommen ech och nach eng Kéier drop ze schwätzen herno.

An deen zweete grousse Punkt ass d'Adaptatioun vun der Durée vum Engagement vun de Volontairë vun dräi op véier Joer. An et ass gesot ginn hei: „Geet dat duer?" Mir hätte léiwer fënnef Joer gehat, sougutt d'Arméi wéi och ech selwer als Minister an och d'Defense. Mee dat ass ënner anerem ee vun de Kompromësser, dee mer gemaach hu mat de Gewerkschaften, wou mer vill verhandelt hunn; ech kommen nach eng Kéier dorobber zréck. Duerfir ass et elo véier Joer. Dat war de Kompromëss, op dee mer eis gëeenegt hunn no laangen Diskussiounen.

An dann deen drëtte Punkt, dat ass d'Mise à jour vun der Organisatioun vun der Arméi, dat heescht, datt mer wierklech déi ganz Struktur nei opgebaut hunn. Dat heescht, mir hunn elo mat deem Gesetz hei – an dat ass schonn oft betount ginn – e Kadergesetz, dat deenen neien Erausfuerderungen och gerecht gëtt, déi op d'Arméi duerkommen.

Da wëll ech eppes soen zu deene Graden A2 a B1, fir datt Der och emol wësst, wat dat elo genau bedeit. Et gëtt jo elo e bëssen hei duergestallt, wéi wann dat bal

näischt wär. Mee wann Der elo emol d'Zuelen héiert, déi ech Iech virliesen, da kann ee wierklech net dervunner schwätzen, datt mer hei eppes Klenges maache fir d'Arméi – loin de là!

Mir ginn dervunner aus, datt schonn an deenen éischten dräi Joer vun deene 70 Ënneroffizéier, déi eng Première hunn, op d'manst en Drëttel iwwert d'Voie express an de B1 wiessele wäert. Fir déi méi jonk Ënneroffizéier mat enger Première, déi nach net genuch Déngschtjoren hunn, fir d'Carrière ouverte oder d'Voie express ze maachen, besteet awer natierlech d'Méiglechkeet, den Examen-concours fir de B1 bei der Arméi ze maachen. Dat ass de sougenannten „Out-in", deen Der och bei der Police jo scho kennt. A wa se dee packen, kënne se natierlech ouni Stage direkt an de B1 genannt ginn.

Niewebäi bemierkt – dat hu mer festgestallt bei der Police an dat wäert an der Arméi och esou goen – ass déi Schafung vun der B1-Karriär an der A2-Karriär net nëmmen immens wichteg, well mer natierlech extreem vill méi héich technologesch Beruffer, déi mer an der Arméi an der nächster Zukunft wäerte brauchen, kënnen esou rekrutéieren, mee dat wäert och en Impakt hunn op d'Feminisatioun an der Arméi. Mir hunn e groussen Nodeel: Mir hunn ze mann Fraen an der Arméi! Mir hätte gär méi Fraen an der Arméi. Et gi vill Efforte gemaach. An Dir wäert gesinn, duerch d'B-Karriär an A2-Karriär ass et esou, datt méi Frae wäerte rekrutéiert ginn, well – an dat musse mir Männer eis agestoen – et ass esou, datt d'Fraen an eiser Gesellschaft haut meeschtens méi qualifizéiert si wéi d'Fraen, an dat wäert duerfir e groussen Impakt dorobber hunn.

Plusieurs voix | Wéi d'Männer!

M. François Bausch, Ministre de la Défense | Den aktuellen Ënneroffizéier, dee bis elo an der Karriär C1 war, dee wäert am Fall vun engem Changement de carrière an enger éischter Phas direkt ongeféier 20 Punkte méi verdéngen. Dat variéiert natierlech e bëssen a Fonctioun vum Echelon, wou e grad ass an der Anciennetéit, a vu senge Primmen, mee dat sinn ongeféier 400 Euro de Mount. Dat heescht, 400 Euro de Mount kréien déi 70 Ënneroffizéier, wa se elo relativ séier an de B1 wiesselen, direkt méi an der Pai. Um Endgehalt vun der B1-Karriär gerechent ass dat en zousätzleche Verdéngscht vun 114 Punkten. Dat sinn 2.540 Euro de Mount méi wéi am Endgehalt C1, dat se haut hunn. 2.540 Euro, dat ass net näischt!

Wann hei gemaach gëtt, wéi wa mer géifen hei eng Klengegkeet decidéieren, da soll ee sech déi Zuelen awer emol eng Kéier ukucken. Mee da gesäit een awer och schonn, firwat et esou wichteg ass, datt mer dat dote kréien, a wat dat an der Zukunft fir en effektiven Impakt wäert hunn op d'Karriären an der Arméi.

Plusieurs voix | Très bien!

M. François Bausch, Ministre de la Défense | An dann zu der Fro vun der Ausbildung. Mir hätten natierlech léiwer fënnef Joer gehat. Firwat? Ma well natierlech souwisou dräi Joer net duerginn, dat ass relativ kloer. Esou wéi d'Missiounen haut opgebaut sinn a wat vun de Leit verlaangt gëtt, ass et kloer, datt dat vun dem Asaz hier ze kleng ass, well d'Ausbildungszäit da schonn esou laang dauert, datt se meeschtens iwwerhaapt net méi kënnen an den Asaz goen, a Missioune goen. An dofir ass den Engagement op véier Joer zumindest emol eng Verbesserung. Déi zwielef Méint hëllefen eis vill. An da muss ee kucken – dat hu mer och deemools esou ofgemaach mat de Gewerkschaften –, datt mer dat dann iergendwann eng Kéier evaluéieren. A wann dat an enger spéiderer Phas da méiglech ass, kann een dat nach ëmmer maachen.

Da wollt ech natierlech agoen op déi Fro vun där sougenannter „Evaluatioun", well dat jo fir vill Oppregung gesuergt huet. Da wollt ech emol éischtens hiweisen – ech hunn e matbruecht hei, dat war nach deemools de Ministère de la Force publique – op den Arrêté ministériel vum 30. November 1954. Dat heescht, zënter 1954 gëtt et déi Bewäertungen do an der Arméi. An dat huet och e gudde Grond. Ech mengen, et sinn eng Rei Saache schonn opgezielt gi fir déi, déi intensiv nogelauschtert hunn, wat de Generol Thull op der Tëlee an um Radio gesot huet oder wat och anerer vu verschiddene Gewerkschafte gesot hunn. Déi kënnen dat och gären nach eng Kéier nolauschteren, dofir wëll ech dat net nach eng Kéier widderhuelen.

An dann ass gesot ginn an engem Communiqué vun der CGFP, dat wär jo emol guer net beluecht, datt dat iwwerhaapt esou wär, datt dat iwwerall an den aneren Arméien esou wär, mir géifen dat einfach esou behaapten. Ma ech hunn Iech hei dräi Dokumenter matbruecht. Zwee dovunner wäert ech och hei deposéieren, Här President. Da kënnen d'Deputéiert déi selwer eng Kéier noliesen. Dat sinn déi dräi Nopeschlänner, dat ass d'Belsch, dat ass Frankräich an dat ass Däitschland. An natierlech hunn déi esou e Bewäertungssystem. An ech kann Iech och verroden: En ass zimmlech voluminéis an zimmlech detailléiert.

An ech huelen hei e Beispill eraus, dat ass de belschen. Do steet ganz kloer am But dran, wou d'Zilsetzung dovunner definéiert ginn ass: „L'évaluation professionnelle entre dans le cadre du développement d'une politique de carrière efficace caractérisée par notre spécificité militaire et un développement individuel au cours de la carrière. Dans son ensemble, l'évaluation professionnelle rend possible la gestion des compétences présentes au sein de la défense de manière à rechercher la meilleure combinaison entre les besoins et les capacités en personnel." An da steet op Englesch hannendrun: „The right person at the right place at the right time at the right cost."

Et ass kloer dat, wat ëmmer beschriwwe gëtt: Et geet hei ëm d'Effikassitéit vu Leit, virun allem a Fürungspositiounen, déi zum Beispill mussen 120 Leit commandéieren, datt een do muss préiwen, ob déi dofir och fäeg sinn, well et geet ëm Liewen an Doud jee nodeem, wat hei geschitt um Terrain. An duerfir ass dat esou wichteg. Här President, ech ginn Iech dat Reglement of.

(M. François Bausch dépose un document.)

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Bausch.

M. François Bausch, Ministre de la Défense | Da kënnt Der den Deputéierte gär Kopië maachen. Dat ass dat belscht.

Da komme mer bei dat franséischt. Dat ass jo eng aner grouss Nopeschnatioun. Och do steet: „Objet de la notation. La notation consiste, conformément à la définition donnée par l'article", sou an esou vill, „du code de la défense, en l'évaluation par l'autorité hiérarchique des qualités morales, intellectuelles et professionnelles du militaire, de son aptitude physique, de sa manière de servir pendant une période déterminée et de son aptitude à tenir dans l'immédiat et ultérieurement des emplois de niveau plus élevé." Also kloer och dat nämmlecht Zil. Här President, och d'franséischt Dokument kann ech Iech iwwerreechen.

(M. François Bausch dépose un document.)

M. Fernand Etgen, Président | Merci.

M. François Bausch, Ministre de la Défense | An dann huelen ech nach dat anert, dat ass dat däitscht. Dat kann ech Iech net deposéieren, well dat ass net ëffentlech, mee ech hunn awer d'Méiglechkeet, Iech de But dovu virzeliesen, dee se hunn an engem vun hiren éischten Artikelen: „Beurteilen ist eine herausgehobene Führungsaufgabe. Die beurteilenden Vorgesetzten aller Ebenen tragen durch die besondere Bedeutung der dienstlichen Beurteilung eine erhebliche Verantwortung sowohl hinsichtlich der Einsatzbereitschaft der Bundeswehr als auch der beruflichen und sozialen Entwicklung der ihnen unterstellten Soldatinnen und Soldaten. Die beurteilenden Vorgesetzten sollen über ausreichende Kenntnis von Eignung, Befähigung und Leistung zu den beurteilten Personen verfügen." Also och kloer den nämmlechten Objektiv. An och dat ass e voluminéisen Text. Mee wéi gesot, deen ass net ëffentlech, duerfir kann ech Iech dee leider net deposéieren. Mee et geet awer alles an déi nämmlecht Richtung.

An duerfir ass et fir mech kloer – an dat hunn ech och an der Kommissioun gesot, an dat hunn ech och an den Diskussioune gesot mat der CGFP –: Dat huet iwwerhaapt näicht ze di mat deem, wat am Dezember decidéiert ginn ass, wou de Bewäertungssystem fir d'Karriären insgesamt beim Staat a vun der Aarbecht vun de Staatsbeamten ofgeschaaft ginn ass.

An et ass och esou, datt dat, wat an d'Gesetz drakomm ass, virdrun an engem Règlement grand-ducal stoung. Dat hu mer net a leschter Minutt, wéi dat hei duergestallt gëtt, esou express quasi drageflécktt, mee dat hu mer dragesat, well am Avis vum Staatsrot, dee jo awer relativ spéit komm ass – dat muss een awer ëmmerhi soen, mir hunn d'Gesetz am September 2021 deposéiert a mir hunn am Juli 2023 den Avis kritt; dat ass jo awer schonn eng länger Zäit –, drastoung, datt de Staatsrot eis eng Opposition formelle gemaach hätt, wa mer net explizitt éischtens géifen d'ganz Hierarchie an d'Gesetz schreiwen an zweetens och da bei de Grade-militairen déi Krittären do an d'Gesetz géife schreiwen. Dat ass de Grond, firwat et drakomm ass.

Mee virdrun huet et Joerzéngten iwwer e Règlement grand-ducal fonctionéiert. Et ass applizéiert ginn a war ëmmer eng Spezifissitéit vun der Arméi a vun dem Militär. An déi brauchen dat och. Dat hunn ech gesot. Du sinn ech gefrot ginn: „Ma dann huelt dat einfach erëm eraus!" Emol onofhängeg vum Fait, datt et zäitlech gesinn, wa mer d'Gesetz wëlle stëmmen, net méi méiglech gewiescht wär, sinn ech dergéint, fir dat net unzewennen. Ech sinn net onbedéngt Demandeur, datt dat an deem hei Gesetz steet. Wa mer eng aner Méiglechkeet fannen, fir et juristesch ze reegelen, da kënne mer dat ganz gär maachen. Mee awer ze maachen, wéi wann een d'Arméi kéint féieren an déi militäresch Grade kéint vergi just op Basis vun der Anciennetéit, also et deet mer leed, dat ass total onseriö an net responsabel par rapport zu den Aufgaben, déi do hannendrustinn. An dat hunn ech gesot, do sinn ech net bereet, als Minister déi Verantwortung ze iwwerhuelen.

An ech si frou, datt an der Chamber de Gros dat jo och esou gesäit. An do wéilt ech Iech froen, Madamm Adehm: Dir hutt eng Motioun hei deposéiert, déi eigentlech e bësselche komesch formuléiert ass, well ech weess net, wat Der gär hei hätt. Hätt Dir gär, datt et keng Bewäertungskrittäre méi gëtt bei der Arméi fir d'Grade-militairen? Oder hätt Der just gär, datt den Artikel 10 respektéiert gëtt vum Accord salarial? Wann et just dat ass, dat steet an där anerer Motioun och dran, déi deposéiert ginn ass. Da kann een déi zwou verschmëlzen an eng maachen. Mee ech wëll awer gär vun Iech kloer wëssen – oder vun der CSV kloer wëssen –: Ass d'CSV der Meenung, datt et an der Arméi, fir d'militäresch Graden ze verdeelen, Bewäertungskrittäre muss ginn, jo oder nee? Ech froen Iech dat.

M. Fernand Etgen, Président | Ech ginn d'Wuert un d'Madamm Adehm.

Mme Diane Adehm (CSV) | Jo, merci, Här President. Eis geet et drëm, dass den Accord salarial vum 9. Dezember 2022 soll respektéiert ginn, wéi mer et an eiser Motioun beschriwwen hunn, eeben den Artikel 10, dass de Système d'appréciation soll ofgeschaaft ginn. A fir eis ass et hei eng Saach vu „pacta sunt servanda" vis-à-vis vun der CGFP, net méi an net manner!

M. François Bausch, Ministre de la Défense | Sidd Dir fir Bewäertungskrittäre bei militäresche Graden, jo oder nee?

M. Gilles Roth (CSV) | Mir sinn hei net an engem Interrogatoire!

(Brouhaha général)

M. François Bausch, Ministre de la Défense | Jo, Här Roth, Dir sidd net an engem Interrogatoire, ma tiens, ma tiens, dat ass awer emol nei. Dat heescht, Dir kënnt mir Froe stellen, mee ech kann Iech net Prezisioune froen zu Ärer Fro?!

M. Gilles Roth (CSV) | Stitt Dir zum Accord salarial an der Fonction publique, jo oder nee?

M. François Bausch, Ministre de la Défense | Do sti mir derzou! Dat steet an där anerer Motioun dran. Mee ech froen Iech dann: Stitt Dir zu Bewäertungskrittäre fir militäresch Graden an der Arméi, jo oder nee, als CSV? Ech hätt gär do eng Äntwert. Wann Der keng gitt, dann hutt Der alles gesot!

M. Gilles Roth (CSV) | Mir stinn zum Accord salarial.

(Exclamations)

M. François Bausch, Ministre de la Défense | Jo, gutt. Dir gitt also keng Äntwert, also ass et kloer, datt dat, wat an eiser Motioun steet, richteg ass an Dir Iech just derlaanscht wëllt drécken, fir eppes ze soen zu engem prezise Punkt. Dat ass de Punkt.

Här President, ech wëll awer dann nach um Schluss op e puer Saachen agoen, déi nach hei gesot gi sinn. Éischtens: Hei gëtt gesot, dat hei wär iwwert de Knéi gebrach ginn. Ech hu gesot, mir diskutéieren zënter véier Joer heiriwwer! Ech wëll Iech just soen, well dat och vum Här Goergen opgeworf ginn ass: Et ware ganzer 25 Verhandlungsronne mat de Gewerkschaften, 7 dovunner mam Minister, fir deen Text hei – 25 zu 7! A wann een da fënnt, et wär net genuch verhandelt ginn ... Mee bon, et kann een natierlech verhandele bis zum Sankt-Nimmerleins-Tag an dann ni eng Decisioun huelen. Dat ass net mäi Stil. 25 Verhandlungen, 7 mam Minister! Mir hunn eng ganz Rei Saachen iwwerholl, mir hunn och Saachen, wou mer eis net eens gi sinn. Dat kënnt vir am Liewen, datt ee sech net eens gëtt. Mee ech mengen, et ass awer dann un der Regierung an um Minister, fir seng Responsabilitéit ze iwwerhuelen a wann ee sech net eens gëtt, well een dat falsch fënnt, wat vun deenen anere verlaangt gëtt, ze soen: D'Gesetz gëtt elo esou geschriwwen!

2021 am September ass d'Gesetz an der Chamber deposéiert ginn. Wann d'Gesetz bis deposéiert ass an déi Avise kommen, kritt all Deputéierten déi. Ech war dee Minister, deen an deene leschte Joren awer nawell zimmlech vill an der Chamberskommissioun present war. Ech si fir alles an déi Kommissioun komm. Ech mengen, Dir hutt nach ni esou vill Informatioune kritt aus der Defense wéi déi lescht fënnef Joer, an ech war ëmmer disponibel fir ze kommen.

Ma wann Dir mech geruff hätt am Oktober oder November 2021, wier ech selbstverständlech direkt komm. Dann hätte mer diskutéiert iwwert den Avis X, iwwert den Avis Y. Et ass ni geschitt. Et huet kee mech geruff. Et ass eréischt herno driwwer diskutéiert ginn, wéi mer dunn an d'Schlussphas gaange sinn, wéi den Avis vum Staatsrot komm ass, an natierlech déi Kéier virdrun, dat war, wéi et jo och gesot ginn ass, wéi déi eenzeg Demande komm ass effektiv vun der CSV. Dat war e Joer virdrun, wéi mer d'Gesetz an der Chamber presentéiert hunn.

Firwat hu mer decidéiert, Amendements gouvernementaux ze maachen, wéi den éischten Avis vum Staatsrot komm ass, an net iwwer Amendements parlementaires ze fueren? Mee well dat déi eenzeg Chance war – dat hunn ech an der Kommissioun och gesot –, datt mer d'Gesetz iwwerhaapt nach duerchkreien. Well déi Amendements gouvernementaux konnt ech direkt bei de Staatsrot schécken. A meng Ekipp stoung dräi Woche prett do fir ze waarden op den Avis, fir ze kucken, wat nach ze maache wier, fir datt mer dat Gesetz – wat awer e wichtegt Gesetz ass, an anscheinend ass jo awer jiddwereen der Meenung, datt dat Gesetz hei essenziell wichteg ass fir d'Arméi – effektiv onbedéngt gestëmmt kréien. Mee dat hat awer näischt mat Hauruckverfaren ze dinn, well d'Gesetz war zwee Joer deposéiert an et hätt zwee Joer kënnen in extenso an der Kommissioun op Demande vun all Deputéierten diskutéiert ginn.

Wann awer kee mech freet, fir an d'Kommissioun ze kommen ... Gutt, ech ka mech natierlech selwer elo andauernd alueden an d'Kommissioun vun der Chamber. Wann ech geruff ginn, sinn ech do. An allkéiers, wann dat de Fall war, sinn ech och komm. Mee et huet awer leider kee mech geruff.

Dann zu den Avisen, déi komm sinn: Déi Avise sinn alleguerte gekuckt ginn.

M. Fernand Etgen, Président | Här Minister, erlaabt Der, datt d'Madamm Adehm Iech nach eng Fro stellt?

M. François Bausch, Ministre de la Défense | Selbstverständlech.

Mme Diane Adehm (CSV) | Här Minister, mir hunn och eng Presidentin vun der Chamberskommissioun, déi dat doten hätt kënnen op den Ordre du jour huelen an ufänken, eng Lecture article par article ze maachen.

M. François Bausch, Ministre de la Défense | Jo, gutt.

Mme Diane Adehm (CSV) | Dat ass awer notamment an deem heite Gesetz net geschitt.

M. François Bausch, Ministre de la Défense | Jo.

Mme Diane Adehm (CSV) | Mir hunn et just eng Kéier virgestallt kritt, well mer et gefrot hunn.

M. François Bausch, Ministre de la Défense | Madamm Adehm, ech mësche mech net an an d'Organisatioun vun der Chamber. Dir hutt Iech och beklot, well d'Rapporten, d'PVen net gemaach gi sinn. Domat hunn ech näischt ze dinn. Dat geet mech näischt un. Dat ass der Chamber ...

M. Fernand Etgen, Président | Här Bausch, erlaabt Der, datt d'Madamm Empain dozou Positioun bezitt?

M. François Bausch, Ministre de la Défense | Selbstverständlech, Här President.

Mme Stéphanie Empain (déi gréng), rapportrice | Merci, Här President. Ech mengen, et kann een och éierlech sinn. Effektiv, dat kann ee maachen. Et muss een dozou soen, dass mer ... Ech si jo elo awer eng Zäitchen derbäi, an d'Praxis ass eigentlech déi, dass mer normalerweis bei Gesetzestexter waarden, bis mer den Avis vum Staatsrot hunn, éier mer dat maachen. Et gëtt Ausnamen, mee normalerweis gëtt et esou gehandhaabt. A bei esou engem groussen Text wéi deem do wär et e bësselche Peine ...

(Interruption par M. Gilles Roth)

Jo, Här Roth, dann hëlleft elo ... Gitt hir hir Speakings an dann ...

(Interruptions)

Also, et huet een d'Méiglechkeet, dat ze maachen. Mee dat wär awer och e bësselche Peine perdue, wann ee grad just bei esou engem Text, deen esou komplizéiert ass, net den Avis vum Staatsrot ofwaart, fir deen ze wëssen. Dat hu mer och beim Fichiersgesetz esou gemaach, dass mer herno d'Artikelen duerchgaange si mam Tableau comparatif. Gutt, dat hätt ee kënnen aneschters maachen. Très bien! Mir hunn et awer an dësem Fall aneschters gemaach an et huet och kee virausgesinn, dass mer géife kuerz viru knapp, eng Woch virum Delai quasi, den Avis vum Staatsrot dann nach kréien.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Empain. An ech ginn d'Wuert zréck un den Här Minister.

M. François Bausch, Ministre de la Défense | Merci, Här President. Erlaabt mer nach ... Bon, meng Zäit ass elo scho bal ofgelaf, mee ech mengen, et war e bëssen en Intermezzo ...

M. Fernand Etgen, Président | Et war e bëssen en Hin an Hier. Dir däerft nach e bëssen.

M. François Bausch, Ministre de la Défense | Ech kommen och zum Schluss, maacht Iech keng Suergen.

Ech wollt awer nach eppes soen, well et gefrot gi war, zu de Reglementer am Zesummenhang mat de Bewäertungen. Déi Reglementer – an dat wëll ech och hei betounen – louchen am Januar vir. Dat heescht, den Inhalt vun deem, wat mer wëllen an déi Bewäertung dramaachen, ass och zweemol mat de Gewerkschaften diskutéiert ginn. Dat ass guer näischt Neits. Et ass net, wéi wa mer déi Reglementer net diskutéiert hätten. Mee wéi gesot, nach eng Kéier, si hu jo du missen erausgeholl ginn aus dem Gesetz. A well mer elo Saachen an d'Gesetz geschriwwen hunn, musse mer déi Reglementer natierlech nei schreiwen. Den Deel Sport ass eigentlech fäerdeg an de Rescht ass an der Ausaarbechtung. An et ass natierlech virgesinn, datt fir de September, Oktober, wann d'Gesetz en application geet, dann och déi Reglementer komplett fäerdeg sinn.

Mee wéi gesot, déi waren och schonn am Januar pour avis un d'Gewerkschafte gaangen. An ech weess, et gouf just ee Punkt, deen deemools e bësse „Stein des Anstoßes" war, dat war de Sportstest. Dee war nämlech kritiséiert gi virun allem vun enger Gewerkschaft. An et war och net esou, datt deemools, wéi mer eis déi Reglementer ginn hunn, déi am Fong vum Inhalt hier dat nämmlecht soe wéi dat, wat am Gesetz hei stoung, dat alles esou ëmstridde gewiescht wär, wéi mer dat deemools an de Reglementer stoen haten.

Et ass souwisou absurd, wann ech héieren, datt gesot gëtt: „Am Fong si mir net esou géint Bewäertunge bei militäresche Graden. Mir si just dergéint, datt et am Gesetz steet." Also, entweeder ass ee géint dee Prinzipp generell an dann ass ee generell dergéint oder et seet een: „Mir sinn d'accord, mee et stéiert eis e bëssen, wéi et hei formuléiert gëtt." Mee wéi gesot, déi Reglementer si gläich fäerdeg an déi wäerten dann natierlech och eng Kéier mat deenen Zoustännege consultéiert ginn.

Da war nach geschwat gi vum Avis vum Syvicol. Jo, gutt, do geet et natierlech nëmmen ëm d'Gemengewalen, natierlech geet et net ëm Nationalwalen. Dat ass eng Diskussioun. De Syvicol huet geschriwwen a sengem Avis, datt si léiwer eng generell Reform

hätten. Dat hätt een och kënne maachen a waarden a soen: Et si jo nach aner Beruffskategorië beim Staat, wou d'Fro sech stellt, ob dat Sënn mécht, datt een deene verbitt, zum Beispill e kommunaalt Mandat ze hunn. Mee et geet hei just ëm kommunal Mandater.

(Interruption)

Dann ass och virdru vum Här Graas gefrot ginn zum Batailloun, mat de Leit: „Kréie mer déi Leit?" Jo, ech si sécher, wa mir dat Gesetz hei haut stëmmen, da kréie mir vill méi Méiglechkeeten, fir Leit ze rekrutéieren. A mir hunn och schonn Tester gemaach mat der Educatioun zesumme bei verschiddenen Ofschlëss, fir ze kucken, wann déi Graden do wieren, wéi grouss den Interessi wär fir d'Leit, fir Jonker, fir an d'Arméi ze kommen. Et ass enorm, wivill méi grouss den Interessi ass. Et geet net aneschters, menger Meenung no, wéi et gaang ass bei der Police: Soubal mer déi B1-Karriär hunn zum Beispill, virun allem déi, da wäerte mer och ganz sécher d'Leit fannen. An dee Batailloun, do brauche mer, eleng wéinst dem Bataillon, 125 Leit méi. Dat si souwuel fräiwëlleg Zaldote wéi och Militaires de carrière, gemëscht par rapport zu dem Effectif, dee mer haut hunn.

An dann zu der Fro oder zu der Ausso vum Här Graas: „Brauche mer en eegene Verdeedegungsministère?" Jo, ech sinn där Meenung. An d'Viraussetzunge sinn och all geschafen, kann ech Iech soen, mat deem, esou wéi dat haut opgebaut ass, datt duerchweegs déi nächst Regierung, wa se dat da wëllt, dat ka maachen. Mee ech sinn iwwerzeegt, datt mer dat brauchen, vu d'Bedeitung vun haut vum Verdeedegungsministère a well mer och dat eenzegt Land sinn ... De Ministère de la Défense ass an deene meeschte Länner dat, wat een a Frankräich e „ministère régalien" nennt. Et ass keen onwichtege Ministère. A mir sinn eent vun deenen eenzegen, ech mengen, souguer dat eenzegt Land an Europa, wou dat net en eegestännege Ministère ass. Et ass op alle Fall meng Iwwerzeegung, datt een dat brauch. A souwäit ech mech erënneren, huet meng Partei dat och an hire Walprogramm geschriwwen.

Da wollt ech nach der Madamm Oberweis soen zu der Fro vun den normalen Zaldoten, dat ass jo och deelweis vun aneren opgeworf ginn: Wéi kënne mer nach méi d'Attraktivitéit steigeren, fir méi fräiwëlleg Zaldoten ze kréien? Eng Rei Saache sinn hei schonn am Text mat dran. Mee mir hunn awer och en Aarbechtsgrupp agesat virun dräi Méint mat de Gewerkschaften, fir ze kucken, wéi mer de Statut vum Zaldot an Zukunft nach kënnen opwäerte respektiv verbesseren, fir datt mer méi fräiwëlleg Zaldoten an Zukunft fannen.

Här President, ech sinn op alle Fall frou, datt mer dat Gesetz haut hei mat enger grousser Majoritéit stëmmen. Et ass fir d'Arméi wichteg. Et ass fir d'Land wichteg. Duerfir e grousse Merci vu menger Säit.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Verdeedegungsminister François Bausch. Dann awer nach Parole après ministre fir den Här Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Well den Här Bausch jo nach eng Kéier explizitt mech ugeschwat hat zu deem Theema: Mir hu Pro a Kontra analyséiert a mir si souguer, wéi ech dat a menger Ried gesot hunn, mat villem averstane bei deem Gesetz. Mee et muss een awer och nun emol soen, dass elo am Juli dat Ganzt eréischt vum Staatsrot koum, d'Amendementer eréischt koumen. An dat Eenzegt, wat mir eebe gär gehat hätten, ass, dass ee mat enger CGFP schwätzt an net just iwwer Communiquéen. Dat ass eis eenzeg Demande.

(Interruption)

Anstatt dass een ëmmer nëmmen iwwerenee schwätzt, soll een eng Kéier matenee schwätzen. Ech mengen, wann esou e Problem do ass, hätt et der Kommissioun gutt gestane fir ze soen: ...

M. François Bausch, Ministre de la Défense | Dat ass geschitt.

M. Marc Goergen (Piraten) | ... „Mir invitéieren d'CGFP, de SPAL an", vu mir aus, „och nach d'Offizéieschgewerkschaft, fir dass si den Deputéierten dat kënnen erklären." Am Moment mussen d'Deputéiert eng Aarbecht maachen, wou se aus der Press matkréien oder aus E-Mailen, wat d'Gewerkschaften denken. Da gitt Dir eng aner Positioun, an dat ass fir d'Deputéierten, grad bei deem Marathon, dee mir grad hunn, ganz schwéier ze bewäerten. A mir wären och nach d'nächst Woch komm, fir dat Gesetz hei ze stëmmen, wann et esou wichteg ass, an och nach eng Kéier am September.

M. François Bausch, Ministre de la Défense | Här President, ech wëll dem Här Goergen soen, datt et zu där Fro vun de Bewäertungen zwee Avise gëtt, déi Der och kritt hutt als Deputéierten. Dat eent ass dee vun der APOL an dat anert ass dee vu L-E-O, déi huet Iech och nach eppes geschéckt. De SPAL huet Iech emol kee geschéckt um Schluss. Just nëmme souvill dozou. Firwat hu se kee geschéckt? Keng Anung. Ech weess dat net. Dat ass mer och elo zimmlech egal.

Da wollt ech Iech soen: Ech hunn d'CGFP gesinn, zesumme mam Minister vun der Fonction publique. Jo, dat ass net d'Chamber. D'Chamber gesäit jo bekanntlech net ëmmer dauernd d'Gewerkschaften, och net bei anere Projeten. Mee mir hu se gesinn an ech hunn Iech och doriwwer bericht. An där Kommissioun waart Dir leider net do, wou ech dee Bericht gemaach hunn. Dir waart iwwerhaapt an deenen zwou leschte Kommissiounen net do, Här Goergen, wéi mer iwwert de Gesetzesprojet diskutéiert hunn.

(Interruptions)

Jo, elo sot Der erëm, Dir hätt aner Kommissioune gehat.

M. Marc Goergen (Piraten) | Ma dat ass esou!

M. François Bausch, Ministre de la Défense | Jo, mee gutt. Mee et ass awer esou, Dir waart awer net do!

Mme Nancy Arendt épouse Kemp (CSV) | Dir hutt véier Kommissiounen op déi nämmlecht Zäit geluecht. Dat hate mir nach ni an der Chamberskommissioun, nach ni virdrun! Esou e Kuddelmuddel!

(Interruption par M. Sven Clement)

M. François Bausch, Ministre de la Défense | Wann dee Gesetzesprojet Iech esou wichteg gewiescht wier, wéi Der dat hei erkläert, dann hätt Der e kënne vill éischter kucken. Op alle Fall, déi Consultatioune sinn ...

(Brouhaha)

M. Fernand Etgen, Président | Wannechgelift!

(Coups de cloche de la présidence)

M. François Bausch, Ministre de la Défense | Déi Consultatioune sinn all gelaf, Här President. A wéi gesot, nach eng Kéier: Mir haten am Virfeld heivunner 25 Verhandlungssëtzunge mat de Gewerkschaften, 7 dovunner mam Minister selwer, an och déi Fro vun der Bewäertung ass nach am Januar zweemol diskutéiert gi mat hinnen.

Mee, Här Goergen, dat ass esou. Wann een an der Verantwortung ass, da verhandelt een an et verhandelt een an et verhandelt een, mee iergendwann eng Kéier muss een zur Konklusioun kommen, an dat ass dat, wat mer gemaach hunn. Ech hunn iergendwann eng Kéier meng Konklusioun gezunn an der Regierung déi ënnerbreet.

Merci.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Verdeedegungsminister François Bausch. Nach eng Kéier Parole après ministre fir den Här Goergen – oder fir Fait personnel.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Also, ech mengen, iwwer meng Presenze brauch ech net mat Iech ze streiden, well ech hu mat déi meeschte Presenzen, a sécherlech och an där Kommissioun. Mee wann ech awer elo d'Demande géif lancéieren – ech weess, dat geet net un Iech, mee éischter un d'Presidentin vun der Kommissioun –, géif dann eng Majoritéit zoustëmmen, fir eis vun der CGFP erklären ze loossen, wou de Problem ass? Dir hutt gesot, Dir hutt se gesinn. Dat bedeit nach ëmmer net, dass d'Chamber, déi haut d'Entscheedung hëlt, se gesinn huet. Wou wär dann e Problem, wa mir se géife gesinn a mir géife se dann d'nächst Woch oder ufangs September invitéieren?

M. Fernand Etgen, Président | Merci.

M. François Bausch, Ministre de la Défense | Här Goergen, just fir Iech ze froen: Hutt Dir bei de Gehälterverhandlungen – de Gehälteraccord vun der CGFP hutt Der jo matgestëmmt hei, huelen ech un – virdrun nach eng Kéier d'CGFP gesinn, ier Der hei de Gehälteraccord gestëmmt hutt?

M. Sven Clement (Piraten) | Jo, ...

(Exclamations et brouhaha)

... an do war den ... dergéint.

(Coups de cloche de la présidence)

M. Fernand Etgen, Président | Ech mengen, d'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

M. Sven Clement (Piraten) | Ech géif se gäre méi oft an der Chamber gesinn, jo.

(Interruptions)

M. Fernand Etgen, Président | Ech wollt d'Chamber drop opmierksam maachen, datt sech dräi Erreurs matérielles an den Text vum Projet de loi ageschlach hunn.

M. Sven Clement (Piraten) | Dat ass, wann een ze séier schafft!

M. Fernand Etgen, Président | Am éischten Artikel vum éischte Paragraf vum Artikel 32 ass een „e" beim Wuert „prévu" derbäizesetzen an d'Wierder „de la présente loi" sinn ze sträichen. Zum Schluss vum Saz ass och nach d'Wuert „militaire" derbäizesetzen. De Staatsrot ass iwwert d'Ännerungen a Kenntnis gesat ginn. Mir wäerten iwwert deen esou ofgeännerten Text ofstëmmen.

Et ass vun der CSV-Fraktioun gefrot ginn, den Artikel 48 vum Chambersreglement geltend ze maachen an e Vote séparé ze maachen. De Vote séparé gëtt iwwert den Artikel 32 gefrot. Mir mussen dann eenzel iwwert dësen Artikel ofstëmmen.

Da stellen ech d'Fro: Wien d'accord ass mat dem Artikel 32 vum Projet de loi, dee soll mat Jo stëmmen.

Vote séparé sur l'article 32 du projet de loi 7880

D'Ofstëmme fänkt un. Mir maachen de Vote par procuration. Et feelen der nach e puer.

M. Sven Clement (Piraten) | D'ADR kann net ofstëmmen.

M. Fernand Etgen, Président | Ma dann ass de Vott elo ofgeschloss.

D'Resultat ass dat Follgend: 31 Jo-Stëmmen, 22 Nee-Stëmmen an 2 Abstentiounen. Den Artikel 32 ass domadder ugeholl.

Ont voté oui : Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Mme Carole Hartmann (par M. André Bauler), MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par Mme Barbara Agostino) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen (par Mme Stéphanie Empain), Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par M. Jean-Marie Halsdorf), Léon Gloden (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel (par M. Georges Mischo), Aly Kaes (par Mme Diane Adehm), Marc Lies, Mme Elisabeth Margue (par M. Gilles Roth), M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert (par M. Félix Eischen), MM. Laurent Mosar (par M. Emile Eicher), Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Marc Spautz) et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Se sont abstenues : Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Mir kommen dann elo zur Ofstëmmung iwwert de gesamte Projet de loi. Den Text steet am Document parlementaire 7880[12].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7880 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Mir maachen elo de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass mat 52 Jo-Stëmme bei kenger Nee-Stëmm a 4 Abstentiounen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par M. Jean-Marie Halsdorf), Léon Gloden (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel (par M. Georges Mischo), Aly Kaes (par Mme Diane Adehm), Marc Lies, Mme Elisabeth Margue (par M. Félix Eischen), M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert (par M. Marc Spautz), MM. Laurent Mosar (par M. Emile Eicher), Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Marc Lies), Claude Wiseler (par M. Gilles Roth) et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Mme Carole Hartmann (par M. André Bauler), MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par Mme Barbara Agostino) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen (par M. François Benoy), Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill.

Se sont abstenus : MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Motions

Da musse mer nach iwwert déi zwou Motioune befannen.

Motion 1

Fir d'éischt d'Motioun Nummer 1, déi vun der Madamm Stéphanie Empain deposéiert ginn ass. Wëllt nach een zu där Motioun d'Wuert ergräifen? Den Här Gilles Roth.

M. Gilles Roth (CSV) | Här President, ech wollt d'Auteure vun der Motioun froen, wat dee leschten Dispositif heescht: „à mandater le Ministre de la Défense à analyser la faisabilité de transférer le dispositif instauré par l'article 32 dans un instrument juridique distinct du projet de loi". Wat heescht dat? Oder wat ass domadder gemengt? Dat heescht, Dir ...

(Interruption par M. François Bausch)

Dat heescht, Dir hätt haut gären, dass de Bewäertungssystem dran ass, an da sot Der: „Mir huelen en awer eraus, fir en an e separaten ..."

M. François Bausch, Ministre de la Défense | Nee! Nee, et steet just do, datt soll analyséiert ginn, ob dat méiglech ass.

(Interruptions)

Dat war d'Demande ënner anerem, wéi ech mat de Gewerkschaften diskutéiert hunn. Ech sinn zwar der Meenung, datt dat net wäert goen. Duerfir steet et jo elo richteg hei am Gesetz an duerfir soll gekuckt ginn, ob et méiglech ass. Et kann een ëmmer alles duerno analyséieren.

M. Gilles Roth (CSV) | Dat heescht, d'Majoritéitsparteie froen eigentlech d'Regierung, fir bei engem Gesetzestext, deen elo just gestëmmt ginn ass, eng Dispositioun erauszehuelen a se dann an en anere Projet de loi ze schreiwen. Wat ass dann de Sënn do dervun?

M. François Bausch, Ministre de la Défense | Et ass just, well d'Gewerkschaften, Här Roth ... Wësst Der, wann Der gutt nogelauschtert hätt, wéi ech dat virdrun erkläert hunn ...

(Exclamations et brouhaha)

Ma nee! Ma nee, ech wëll Iech just soen, firwat ech mengen, datt et drasteet, wann Der erlaabt. Wann Der dat erlaabt?

M. Gilles Roth (CSV) | Nee, ech hat mech u sech adresséiert un d'Auteure vun der Motioun. Mee wann ech dat richteg verstinn, huet d'CGFP den 18. Juli e Communiqué gemaach. Hat Dir dann d'CGFP gesi virun deem Communiqué?

M. François Bausch, Ministre de la Défense | D'CGFP huet e Communiqué gemaach, Här Roth, an doropshin hunn ech se gesinn. An dunn huet d'CGFP mer matgedeelt, datt dat, wat si virun allem géif stéieren, wier, datt dat doten an deem heite Gesetz géif stoen. Do hunn ech hinne gesot, ech wär der Meenung, esou wéi de Staatsrot dat och gesot huet, datt dat net aneschters géif goen. An no all deenen Diskussiounen hu mer herno proposéiert, ob een herno kéint eng Analys maachen, ob een net iwwer en anere Wee kéint zum nämmlechte Resultat kommen, awer datt eng Bewäertung misst do sinn. Bon, d'CGFP war och domadder net zefridden, mee mir hunn awer dunn decidéiert, datt et awer derwäert wär, dat awer zumindest ze kucken. Kucke kann een alles, mee ob et machbar ass, dat gesäit een dann duerno.

M. Gilles Roth (CSV) | Also, mir stinn als CSV zu dem Gehälteraccord, dee mat der CGFP ofgemaach ass.

(Interruption)

A mir stinn och zu dem Prinzipp vum „pacta sunt servanda" an duerfir stëmme mer déi dote Motioun vun der Majoritéit net mat.

(Interruption)

M. Fernand Etgen, Président | Ech mengen, da kënne mer elo iwwert d'Motioun Nummer 1 ofstëmmen.

Vote sur la motion 1

D'Ofstëmme fänkt un. Mir maachen de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

D'Motioun Nummer 1 ass mat 32 Jo-Stëmme bei 20 Nee-Stëmmen an 2 Abstentiounen ugeholl.

Ont voté oui : Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen (par M. François Benoy), Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par M. Jean-Marie Halsdorf), Léon Gloden (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel (par M. Georges Mischo), Aly Kaes (par Mme Diane Adehm), Marc Lies, Mme Elisabeth Margue (par M. Gilles Roth), M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert (par M. Emile Eicher), MM. Laurent Mosar (par M. Félix Eischen), Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Marc Lies) et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen).

Se sont abstenus : MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Motion 2

Da komme mer zur Motioun Nummer 2, déi vun der Madamm Adehm deposéiert ginn ass. Wëllt nach een d'Wuert zu där Motioun ergräifen? D'Madamm Stéphanie Empain.

Mme Stéphanie Empain (déi gréng), rapportrice | Villmools merci, Här President. Jo, wourëm geet et? Et geet jo am Endeffekt och ëm de Bewäertungssystem. Ech hu mech gefrot, wéi ech Är Motioun gelies hunn: Wat genau hätte se gären? Hätte se gären dat selwecht wéi dat, wat mir an eiser Motioun hunn? An deem Sënn ass se iwwerflësseg. Oder hätte se gären, dass mer all Bewäertungssystem aus der Arméi eraushuelen?

(Interruption)

Ech hu jo matkritt, dass Der net wollt op déi Fro kloer äntwerten. Dir kënnt Är Äntwert nach eng Kéier widderhuelen, dann hutt Der nach ëmmer net mat Jo oder Nee op déi Fro geäntwert. Ech verstinn natierlech och, dass Der e Bewäertungssystem an der Arméi warscheinlech fir gutt haalt an et elo net hei wëllt haart soen. Mee soulaang ech net weess, wat Dir mat

Ärer Motioun wierklech mengt, wäert ech natierlech net engem recommandéieren, derfir ze stëmmen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Empain. Da ginn ech nach eng Kéier d'Wuert un den Auteur vun der Motioun zréck – oder och net. Mir kënnen och direkt ofstëmmen.

Mme Diane Adehm (CSV) | Ech mengen, et ass alles gesot. Eis geet et drëm, dass den Accord salarial soll respektéiert ginn. Punkt!

(Brouhaha)

M. Fernand Etgen, Président | Ma da komme mer elo zum Vott vun der Motioun Nummer 2.

Vote sur la motion 2

D'Ofstëmme fänkt un. Mir maachen de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

D'Motioun Nummer 2 ass mat 25 Jo-Stëmme bei 31 Nee-Stëmmen a kenger Abstentioun ofgeleent.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par M. Jean-Marie Halsdorf), Léon Gloden (par M. Félix Eischen), Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel (par M. Georges Mischo), Aly Kaes (par M. Jean-Paul Schaaf), Marc Lies, Mme Elisabeth Margue (par Mme Diane Adehm), M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert (par M. Marc Spautz), MM. Laurent Mosar (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Emile Eicher), Claude Wiseler (par M. Marc Lies) et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Ont voté non : Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Mme Carole Hartmann (par M. André Bauler), MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par Mme Barbara Agostino) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen (par Mme Josée Lorsché), Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill.

6. 8221 – Projet de loi portant sur la construction des nouvelles infrastructures pétrolières à l'aéroport de Luxembourg

Mir kommen elo zum Projet de loi 8221 iwwert de Bau vun neie Pëtrolsinfrastrukturen um Flughafen. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An d'Madamm Rapportrice vun dësem Projet de loi ass déi honorabel Madamm Jessie Thill. An déi ass prett fir hire Rapport. Madamm Thill, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics

Mme Jessie Thill (déi gréng), rapportrice | Merci, Här President. Här Minister, léif Kolleeg/innen, haut presentéieren ech Iech e Finanzéierungsgesetz, wou et ëm de Bau vun neie Pëtrolsinfrastrukturen um Lëtzebuerger Flughafe geet. Vun dësem Gesetz ofgedeckt sinn an dësem Fall d'Käschte vun de Bauaarbechte vun den neien Tankanlagen, vum Uschloss un déi bestoend Pipeline, vun den Etüden, inklusiv de schonn engagéierte Käschten an den domadder verbonnene Kompensatiounsmoossnamen.

D'Gesamtkäschte vun dësem Projet ginn op 85,7 Milliounen Euro geschat an de virleiende Gesetzesprojet geneemegt dëse Montant als maximal Finanzenveloppe, woubäi dëse Montant nach dem Baukäschtenindex vun Oktober 2021 entsprécht a wéi üblech semestriell un d'Evolutioun vun dësem Index ugepasst gëtt. Dës Ausgabe si virun allem fir de Ministère fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten, awer och deelweis fir d'Direction de la défense.

Mat dësem Projet soll den aktuelle Carburantsdepot, deen aus den 1970er-Jore staamt, ersat ginn, deen en fin de vie technique ass. D'ITM an d'Ëmweltverwaltung hunn eng allerlescht Verlängerung vun den Exploitatiounsgeneemegunge bis den 31. Mäerz 2024 ginn. Dofir ass d'Realisatioun vun dësem neie Projet elo urgent.

Den aktuelle Carburantsdepot, deen a senger Capacitéit op 8.000 m³ limitéiert ass, gëtt duerch sechs Reservoire vu jee 5.000 m³ ersat. Domadder ginn d'Spëichercapacitéiten also 3,75-mol méi grouss an esou op 30.000 m³ erhéicht. An doduerch, datt de Volumen op sechs Tanken opgedeelt gëtt, gëtt d'Infrastruktur net nëmme méi resilient par rapport zu eventuelle Perturbatiounen oder Defaillancë vun den ënnerierdesche Conduitten, mee gëtt och prett gemaach, fir aner Brennstoffer wéi just de klassesche Kerosinn ze stockéieren, zum Beispill déi, déi op erneierbaren Energië baséieren.

5 Milliounen, an esou 5,8 % vum Kuch, gi gebraucht fir d'Raccordementsaarbechte vum geplangte Carburantsdepot mat dem CEPS, dem Central Europe Pipeline System, der Kerosinnpipeline vun der NATO, déi iwwer Bitburg op de Findel kënnt. Dës Ausgabe kënnen och als Deel vum Verdeedegungseffort gezielt ginn.

Well dëse Projet eebe verschidde militäresch Composanten enthält, gëtt och proposéiert, datt de Staat selwer de Projet finanzéiert an duerno Proprietär vun der Pëtrolsinfrastruktur gëtt.

Éischt Etüde waren ugelaf nom Vott vun enger Motioun am Kader vum Débat d'orientation zum Finanzement vun de Grands projets d'infrastructure den 2. Abréll 2020 an der Chamber. Zu deem Moment war awer nach geschat ginn, datt de Projet ënner 40 Milliounе géif kaschten an datt kee Finanzéierungsgesetz géif gebraucht ginn. D'Offeren, déi duerno erakomm sinn, hunn awer kloer gewisen, datt dee Montant wäert däitlech iwwerschratt ginn, an dofir haut elo d'Finanzéierungsgesetz vun iwwer 85 Milliounen Euro. Den Ënnerscheed tëschent der initialer Käschteschätzung an den Offere gëtt haaptsächlech duerch d'Explosioun vun de Präisser vu Matières premières an Energie erkläert, déi zum Zäitpunkt vum Lancement vum Marché net virauszegesi war.

Zu den Avisen: Den 11. Juli 2023 ass den Avis vum Staatsrot erakomm, wou keng substanziell Bemierkungen dra waren, mee awer véier legistesch Observatiounen, deenen natierlech Rechnung gedroe gouf. Soss war keen zousätzlechen Avis erakomm.

An zu den Aarbechten an der Kommissioun bleift mer ze soen, datt de Projet de loi den 22. Mee 2023 vum Minister François Bausch an der Chamber deposéiert an den 11. Juli vum Staatsrot aviséiert gouf. Den 12. Juli huet d'Chamberskommissioun de Gesetzesprojet souwéi den Avis vum Staatsrot analyséiert an ech selwer gouf zur Rapportrice ernannt. D'Chamberskommissioun huet duerno mäi schrëftleche Rapport an hirer Sëtzung vum 17. Juli 2023 ugeholl. Fir weider Detailer verweisen ech och nach op mäi schrëftleche Rapport.

An da bleift mir just nach, den Accord ze gi fir déi gréng Fraktioun an Iech villmools Merci ze soe fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools der Madamm Rapportrice Jessie Thill.

An als éischte Riedner ass den honorabelen Här Marc Spautz ageschriwwen. Här Spautz, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Marc Spautz (CSV), en remplacement de M. Serge Wilmes (CSV) | Merci, Här President. A Vertriedung vu mengem Kolleeg Serge Wilmes wollt ech soen, dass d'CSV dee Projet hei wäert matstëmmen. Déi eenzeg Fro, déi mer eis nach gestallt hunn, ass: Déi Steigerung vun 8.000 m³ op 30.000 m³, wéi laang géif dat eis Autonomie bréngen? Well dat ass jo och eng Steigerung, well et ware jo emol an der Zäit – elo déi lescht Zäit gottseidank net – Problemer mam Nofëllen. Wat bedeit dat fir d'Autonomie vum Flughafen, selbstverständlech ënner normale Gegeebenheeten, well et ass jo och saisonal dovun ofhängeg?

Villmools merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Spautz. An nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Barbara Agostino.

Mme Barbara Agostino (DP) | Merci der Rapportrice fir hire schrëftlechen a mëndleche Rapport. Ech denken, dass alles gesot ginn ass, an dofir faassen ech mech ganz kuerz. Déi Pëtrolinfrastruktur ass aus de 70er-Joren an d'Autorisation d'exploitation leeft och elo Enn 2024 aus. Déi aktuell Installatiounen hu schonn e puer Joer um Bockel an dofir musse se dréngend ersat ginn. Fir Accidenter ze evitéieren, déi duerno fir d'Land, d'Leit an d'Natur kënne schwéier Konsequenzen hunn, droe mir natierlech dëse Projet och mat a soumat vu menger Säit den Accord vu menger Fraktioun.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Madamm Agostino. An da geet d'Wuert un den honorabelen Här Carlo Weber.

M. Carlo Weber (LSAP) | Jo, ech ginn heizou den Accord vun der LSAP-Fraktioun a soe villmools Merci der Rapportrice, dem Jessie Thill. An awer och villmools merci, wärend eiser kuerzer Legislaturperiod war et eng ganz angeneem Noperschaft. Villmools merci och dofir.

Plusieurs voix | A!

(Hilarité)

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Weber. A leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Merci dem Jessie Thill fir dee gudde schrëftlechen a mëndleche Rapport. Ech ka mer awer trotzdeem eng spatz Bemierkung net verknäifen. An et ass awer e bëssen d'Geschicht no zéng Joer déi gréng an der Regierung am Klimaschutz, dass ee vun hire leschte Projeten en neit grousst Kerosinnlager mat – wéi hutt Der grad gesot? – 3,75-mol méi Kerosinn ass. Dat ass nun emol awer e bëssen an der Geschicht vun deenen zéng Joer Klimaschutz.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Goergen.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Infrastrukturminister François Bausch.

Prise de position du Gouvernement

M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | Jo, Här President, fir dann direkt op dee leschte Punkt anzegoen: Déi Pipeline, iwwert déi jo d'Alimentatioun vum Flughafen haaptsächlech

stattfënnt, wou elo natierlech nach Kerosinn dra fléisst, do wäerten elo no an no syntheetesch Kraaftstoffer derduerchgeschoss ginn, dat heescht Kraaftstoffer, déi null Emissiounen hunn. Et ass virgesinn – dat huet den Här Goergen sécherlech nach net esou richteg matkritt –, datt scho bis 2030 Minimum 5 % vu SAFe (ndlr: Sustainable Aviation Fuel) musse bäigemëscht ginn am Fluchverkéier. An dat soll graduell eropgoen, fir op 100 % ze kommen. Dat heescht, datt dann eng Kéier de Fluchverkéier komplett dekarboniséiert ass. Duerch déi Pipeline do ka selbstverständlech esou gutt e syntheetesche Kraaftstoff geschoss gi wéi och haut de Kerosinn. An an deenen Tanklageren ass et natierlech genau dat nämmlecht. Mir sinn an enger Transitiounsphas vun der Aviatioun. Ouni Fliger geet et net an der Gesellschaft, dovu sinn ech iwwerzeegt. An de Fluchverkéier muss dekarboniséiert gi wéi de Rescht vun der Mobilitéit. An dat ass och machbar. D'Technike sinn alleguer do. Dofir, ech kann den Här Goergen berouegen: Do si mir déi Éischt, déi eis derfir asetzen.

Dat Zweet ass, den Här Spautz hat nach eng Fro gestallt zu de Capacitéiten. Mir sinn de Moment bei plus ou moins enger Woch a mir kënnen dat elo op véier bis fënnef Wochen eropschrauwen. Dat Wichtegst ass, datt mer net bei deem geréngste Problem ... Mir hate jo eng Kéier d'Pipeline, déi dann dräi, véier, fënnef Deeg emol net gaangen ass, well net zu Lëtzebuerg, mee am Ausland en technesche Problem war. An dann ass et ëmmer relativ séier enk ginn an da misst massiv mat Camionen ugeliwwert ginn. Dat wär zimmlech desastréis. An hei hu mer awer elo e Sputt vu véier bis fënnef Wochen. Dat gëtt eis ... Dat ass vill besser.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Bausch. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8221. Den Text steet am Document parlementaire 8221[2].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8221 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Mir maachen de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass mat 54 Jo-Stëmme bei kenger Nee-Stëmm a bei kenger Abstentioun ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par M. Jean-Marie Halsdorf), Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel (par M. Georges Mischo), Aly Kaes (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Marc Lies, Mme Elisabeth Margue (par M. Gilles Roth), M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert (par M. Emile Eicher), MM. Laurent Mosar (par M. Félix Eischen), Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Jean-Paul Schaaf) et Claude Wiseler (par Mme Martine Hansen) ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Mme Carole Hartmann (par M. André Bauler), MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Claude Lamberty) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen (par M. François Benoy), Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

7. 7985 – Projet de loi modifiant :

1° la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques ;

2° la loi modifiée du 5 juin 2009 relative à la qualification initiale et à la formation continue des conducteurs de certains véhicules routiers affectés aux transports de marchandises ou de voyageurs ;

3° la loi modifiée du 25 juillet 2015 portant création du système de contrôle et de sanction automatisés ;

4° la loi modifiée du 16 avril 2003 relative à l'assurance obligatoire de la responsabilité civile en matière de véhicules automoteurs ;

5° la loi modifiée du 19 décembre 2014 facilitant l'échange transfrontalier d'informations concernant les infractions en matière de sécurité routière ;

6° la loi modifiée du 6 mars 1965 concernant les taxes à percevoir sur les demandes en obtention des documents prescrits pour la mise en circulation et la conduite de véhicules ;

7° la loi du 11 février 2022 portant création d'une carte de stationnement pour personnes handicapées

Mir kommen elo zum Projet de loi 7985, enger Ofännerung vun der Verkéiersreglementatioun op de Stroossen. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An d'Wuert huet elo d'Madamm Rapportrice vun dësem Projet de loi, déi honorabel Madamm Chantal Gary. Madamm Gary, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics

Mme Chantal Gary (déi gréng), rapportrice | Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, Här Minister, eng ronn 2.200 Avertissements taxés gouf et dëst Joer schonns fir Chauffeuren, déi wärend dem Autofueren um Handy waren. A ronn 4.000 esou Infraktioune ginn duerchschnëttlech all Joer constatéiert.

Virun enger Woch war an de Medien ze liesen, datt d'Strofe fir d'Benotze vum Handy um Steier dësen Hierscht géife souwuel bei de Punkte wéi bei der Geldstrof an d'Luucht goen. An domadder si mer dann och bei engem Punkt vum Projet de loi 7985, vun deem mer haut schwätzen, engem zimmlech voluminéise Projet, bei deem et prioritär ëm d'Upassungen am Code de la route geet respektiv méi generell ëm d'Verkéiersgesetzgeebung, well dëse Projet de loi nieft dem bekannte Code-de-la-route-Gesetz vun 1955 och nach sechs weider Gesetzer ofännert.

Als vereinfacht Kategorisatioun vun de villen deelweis minimen an deelweis gréisseren Ännerunge kann ee soen, datt de Projet de loi dräi ënnerschiddlech Serië vun Ännerunge virgesäit:

Engersäits sollen am Beräich Verkéierssécherheet an eeben och bei der Kontroll respektiv den Infraktioune follgend Punkte modifiéiert ginn: eng Adaptatioun vun der Lëscht vun den Infraktiounen, wou et ëm Punkteverloscht respektiv ëm d'Verléiere vum Fürerschäi geet; d'Erhéijung vun de Strofe bei bestëmmte Verkéiersinfraktiounen; d'Adaptatioun vun de legalen Dispositiounen, wat de Retrait vum Fürerschäin ugeet oder d'Confiscatioun vum Gefier am Fall vun enger Recidive; eng Upassung vun de Prozedure fir den Depistage vun Drogen a Medikamenter um Steier; d'Schafe vun enger neier Base légale vun zwou Kommissiounen, déi dem Minister en Avis kënne gi bezüglech dem Fürerschäin. Dat sinn d'„Commission spéciale des permis de conduire" an d'„Commission médicale", déi och hei bei der Attributioun vun de Parkingskaarte fir Mënsche mat Behënnerung eng Roll spillen.

Eng zweet Serie u Modifikatiounen ass virgesinn: d'Aféierung vun der Notion „titulaire du certificat d'immatriculation"; d'Befreiung vun de Spezialgefierer vun der Police grand-ducale vum reegelméissege Contrôle technique; d'Méiglechkeet vun der Immobilisatioun vun engem Gefier, wann dëst eng Modifikatioun vun engem weesentlechen technesche Baudeel, déi sech negativ op d'Ëmwelt auswierkt, opweist; d'Aféiere vun engem Datenaustausch tëscht de Versécherungsentreprisen an der SNCA hisiichtlech dem Ofschloss vun obligatoreschen Haftflichtversécherunge fir d'Gefierer.

An eng drëtt Serie u Modifikatiounen huet als But, bestëmmt textuell Imperfektiounen ze korrigéieren, op déi ech elo net weider wäert agoen.

Datt dëse Gesetzesprojet insgesamt siwe Gesetzer modifizéiert, läit haaptsächlech un der Aféierung vun der Notion vum Titulaire vum Certificat d'immatriculation, déi a sämtleche betraffene Gesetzer muss ugepasst ginn, woubäi et der eigentlech nach méi wären, mee eng Rëtsch vun dësen Upassunge wäerte separat am Kader vu méi breede sektorielle Reforme gemaach ginn, esou zum Beispill beim Taxisgesetz oder nach beim Transport vu geféierleche Wueren.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, vu d'Gesamtzuel vun den Ännerunge kann ech den Owend evidenterweis net op all eenzel Modifikatioun agoen a wäert mech deementspriechend op déi wichtegst beschränken a ganz speziell op de Volet vun der Verkéierssécherheet an de Changementer bei verschiddene Sanktiounen. Déi weider Detailer sinn awer natierlech, wéi gewinnt, a mengem schrëftleche Rapport am Commentaire des articles an och am deposéierten Dossier vum Ministère nozeliesen.

En éischte Punkt betrëfft d'Digitaliséierung vu verschiddene Prozeduren, wéi zum Beispill bei der Immatrikulatiounsprozedur. Hei gëtt proposéiert, eng elektronesch Kommunikatioun tëscht der Administratioun vun der Douane an der SNCA en place ze setzen, fir den Dedouanement vu Gefierer ze beleeën, woumadder eng zousätzlech Demarche vum Proprietär entfält.

Et soll an dësem Kontext och en elektroneschen Informatiounsaustausch tëscht der SNCA an den Assurancen erméiglecht ginn, wat d'Virleien an d'Validitéit vun der obligatorescher Assurance vum Auto ugeet. D'Mise en place vun enger spezifescher Banque de données erlaabt der SNCA dann en direkten Zougang zu den aktuellsten Informatiounen iwwert d'Couverture vun enger Haftflichtversécherung. An de Gesetzesprojet gesäit och, esou wéi et a puncto Dateschutzreegelen noutwendeg ass, vir, wéi eng Persoun fir wéi eng Zwecker an iwwer wéi e Wee op dës Donnéeën zougräifen dierf, a preziséiert och d'maximal Späicherdauer.

En nächsten, méi wichtege Punkt betrëfft d'Umeldung vun de Gefierer respektiv méi prezis de System vun de Plackennummeren. Momentan fonctionéiere bei de Plackennummeren zwee separat Systemer, déi an der Praxis munchmol zu Konfusioune féieren: engersäits d'Attributioun vun de fortlafenden Nummeren an anerersäits d'Reservatioun vu personaliséierten Nummeren. D'Propos ass, domadder opzehalen a ganz op eng personaliséiert Attributioun vun den Nummeren eriwwerzegoen.

Mat Bléck op d'Aféierung vun der neier Notioun vum Titulaire vum Certificat d'immatriculation heescht dat, datt d'Plackennummer an Zukunft d'office dësem Titulaire perséinlech attribuéiert gëtt an och no enger Mise hors circulation vum betreffende Gefier dësem Titulaire wärend engem ganze Joer reservéiert bleift, fir d'Gestioun fir all Säit ze vereinfachen. Dobäi kommen och nach weider kleng Mesüren, déi de Reservatiounssystem vun den Nummere soll rationaliséieren.

Här President, d'Haaptursaache vu schlëmmen Accidenter bei eis, mee och am Ausland waren a sinn an der Reegel den Alkohol oder d'Vitess oder béides kombinéiert. Allerdéngs huet sech an de leschte Joren eng weider Ursaach manifestéiert, an zwar d'Oflenkung: d'Oflenkung duerch den Handy oder soss e Bildschierm. D'Benotze vum Handy um Steier ass haut e reelle Problem fir d'Sécurité routière. A just als kleng Klammer a perséinlech Remark: Ech sinn iwwerzeegt, datt mer net just manner Accidenter, mee och manner Stau op de Stroossen hätten, wa mer alleguerten e bësse méi konzentréiert géife fueren.

Op jidde Fall gi mat dësem Projet de loi, esou wéi a menger Intro schonn erwäänt, d'Infraktiounen a Relatioun mam Benotze vum Handy oder engem anere Bildschierm verschäerft, esou wéi et och schonn an eisen Nopeschlänner de Fall ass. All Utilisatioun vun engem Handy oder Bildschierm gëtt an Zukunft mat véier Punkten amplaz vun zwee Punkten a mat 250 Euro amplaz vun 145 Euro bestrooft. A wat nei ass: dat och bei enger Rouder Luucht.

Erlaabt ass d'Utilisatioun vum Tableau de bord oder awer, wann den Handy oder den Navi zum Beispill an enger Fixatioun befestegt ass, déi dofir virgesinn ass. Konkreet viséiert de proposéierte Gesetzestext also elo all Situatioun, wou den Handy net en stationnement oder en parcage benotzt gëtt, wat op enger Kräizung oder bei enger Rouder Luucht also net de Fall ass. An et geet och net just ëm den Handy, mee ëm d'Oflenkung duerch de Gebrauch vun alle méiglechе mobille Geräter mat engem Ecran.

Eng weider Modifikatioun am Beräich vun der Verkéierssécherheet gëtt et beim Retrait immédiat vum Fürerschäin. Momentan gëtt et d'Méiglechkeet vum Retrait immédiat vum Fürerschäi just bei enger Infraktioun duerch Alkohol oder Vitess. Mat dësem Projet schafe mer déi selwecht Méiglechkeet och beim Abus vu Medikamenter oder méi generell vun aneren toxesche Substanzen.

Här President, am Beräich vun Autofueren ënner Drogen- oder Medikamentenafloss kënnt et nach zu weideren Upassungen. Engersäits proposéiert de Projet, d'Depistageprozedur am Fall vun engem Geständnis vum Chauffeur vun esou Situatioune prozedural ze vereinfachen. An anerersäits gëtt am Fall vu Medikamentenafloss och eng Lacune behuewen, well déi aktuell Prozedur just eng medezinnesch Ënnersichung vun engem Dokter virgesäit. Hei gëtt elo proposéiert, als Éischt eng Blutt- an Urinprouf ze maachen, sou wéi et och beim Depistage vun Alkohol oder Droge gemaach gëtt. A just am Fall, wou esou eng Prouf net méiglech ass, muss déi concernéiert Persoun sech engem Examen médical ënnerzéien.

Fir an der nämmlechter Thematik ze bleiwen: Bis elo goufe „les signes manifestes de consommation", wann een also ënner engem sougenannte „Rausch" Auto gefuer ass, just op Alkohol an Droge reduzéiert, awer aner toxesch Substanzen, wéi zum Beispill munch Medikamenter oder och aner toxesch, aschléiferend oder psychotrope Substanzen, déi eng Gefor fir d'Circulatioun am Stroosseverkéier duerstellen, si bis elo net consideréiert ginn. De Projet de loi proposéiert also, d'Notioun vun de Signes manifestes ze erweideren op d'Consommatioun vun „toute autre substance à caractère toxique, soporifique ou psychotrope", duerch déi d'Capacitéite vum Chauffeur ageschränkt kënne ginn an esou geféierlech fir de Stroosseverkéier kéinte ginn.

Weider gesäit dëse Projet de loi vir, d'Sanktiounen ze aggravéiere bei Leit, déi kee gëltege Fürerschäin hunn an um Steier erwëscht ginn, an doriwwer eraus och nach eng Verschäerfung vun der Legislatioun am Fall vu gefälschte Fürerschäiner. Autofueren ouni valabele Fürerschäin ass eng Infraktioun, déi och zu Lëtzebuerg ëmmer méi constatéiert gëtt. Wann een also elo widderholl ouni gëltege Fürerschäi beim Autofueren erwëscht gëtt, esou wéi et och bei der Recidive vum Fueren ënner Alkoholafloss de Fall ass, gëtt den Auto confisquéiert. Dobäi kënnt, datt net just de Chauffeur sech strofbar mécht, mee och den Titulaire vum Certificat d'immatriculation, wann en d'Mise en circulation vu sengem Vehicule duerch eng Persoun ouni gëltege Fürerschäin toleréiert.

Da wollt ech nach op e leschte Punkt agoen. Dëse Projet de loi féiert des Weideren eng nei Infraktioun am Bezuch op d'Radaranlagen an. Rezent gouf et de Fall, dass eng Persoun säi Gefier volontairement virun e Radar gestallt huet. A bis dato gouf et fir dëst Comportement keng gesetzlech Sanctioun. Mat dësem Projet de loi gëtt och elo dëse Gest vu Fonctionnementsbehënnerung esouwéi d'Destruktioun oder den Endommagement vun esou Apparater sanktionéiert.

(Interruption)

Här President, komme mer zu den Avisen. Insgesamt gouf et bei dësem Projet de loi dräi Avise vum Staatsrot respektiv zwou Navettë mat am Ganze 24 Amendement-parlementairen. Op Basis vun dësen Avisen, mee och deenen aneren, speziell deem vun der CNPD, gouf zanter dem Depot intensiv un dësem Projet geschafft. De Remarken an Oppositions formelles vum Staatsrot, déi sech zum gréissten Deel a puncto Dateschutz mat de Remarke vun der CNPD gedeckt hunn, konnt op alle Punkte Rechnung gedroe ginn an dësen Text domadder op rechtlech a legistesch propper Bee gestallt ginn.

Weider Avise koume vun der Chambre des Métiers a vun der Chambre de Commerce. D'Chambre des Métiers huet an hirem Avis och drop higewisen, datt dëse Projet de loi „volumineux" géif „des dispositions tellement éparses" virgesinn, datt se de Mobilitéitsminister froen, fir eng gréisser Informatiounscampagne zu dësen Ännerungen ze organiséieren. D'Chambre de Commerce hirersäits ass an hirem Avis méi spezifesch op d'Contrainte vun den Assurancefirmen agaangen an huet drop higewisen, datt de Projet de loi wéinst verschiddenen Dateschutzoplage mat Bléck op d'Kollekt an den Austausch vun Assurancen-informatiounen d'Standardaktivitéit vun den Assurancefirme kéint negativ beaflossen.

Här President, de Projet de loi 7985 gouf den 30. Mäerz 2022, viru bal 16 Méint, vum Minister Bausch deposéiert. De 16. Mäerz 2023 sinn ech als Rapportrice vun dësem Projet de loi genannt ginn an de 17. Juli dëst Joer hu mer de Rapport eestëmmeg an der zouständeger Kommissioun ugeholl.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren an ech géif bei dësem Rapport awer nach ganz gären dovu profitéieren, fir virun allem dem Dan Michels, eisem Fraktiounsmataarbechter, e grousse Merci auszeschwätze fir seng enorm Ënnerstëtzung déi lescht Joren, an ech ginn natierlech den Accord vun der gréng Fraktioun fir dëse Projet de loi. Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | An ech soen der Madamm Rapportrice Chantal Gary villmools Merci a ginn d'Wuert direkt un den éischten ageschriwwene Riedner, den honorabelen Här Marc Spautz. Här Spautz, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Marc Spautz (CSV) | Merci, Här President. Merci och der Madamm Gary fir deen detailléierte Rapport. Dëse Gesetzesprojet dréit sech ëm eng Rei vun Ännerungen am Code de la route. A wann ee seet „eng Rei", da sinn et effektiv eng Hellewull Ännerungen, déi gemaach gi sinn. D'Madamm Gary ass schonn am Detail drop agaang.

Eng, déi natierlech ervirstécht, ass den Avertissement vum Handy, dee vun 145 op 250 Euro eropgesat gëtt an an Zukunft sinn et véier Punkten. Domadder ka jiddwereen eng Kéier ausrechnen, wat en elo nach vu Punktereserv hätt, wann en elo scho bei véier Punkte gewiescht wier.

An dann ass et och natierlech dat – d'Madamm Gary ass och drop agaangen – vum Drogenafloss. Beim Drogenafloss muss ech mer awer erlaben, eng kleng Remark ze maachen. Mir hunn hei d'lescht Woch e Projet gestëmmt ... oder net d'lescht Woch, mee virun e puer Wochen, do huet et geheescht, mir wieren elo ...

(Interruption par M. Gilles Roth)

Mir net, mee d'Majoritéit heibannen. Do ass et ëm d'Entkriminaliséierung vum Cannabis gaangen. Dofir ass et dach awer elo op eemol e bësse komesch, wa mer dann hei eng aner Strof maachen. Ech wollt mer just erlaben, déi Remark ze maachen.

(Interruption)

Mme Josée Lorsché (déi gréng) | Dann däerft der och keen Alkohol drénken.

M. Marc Spautz (CSV) | Nee, nee, ech wëll just drop hiweisen, Madamm ...

M. Fernand Etgen, Président | Loosst Iech net stéieren, Här Spautz.

M. Marc Spautz (CSV) | Nee, mee d'Madamm Lorsché huet mech elo ënnerbrach, dofir ...

(Interruption)

Also, op alle Fall gesäit een, et muss een heiansdo och oppassen, wat een da mécht a wat ee schreift. Mir hu kee Problem dermat. Ech wëll awer just op déi komesch Paradoxen hiweisen.

Dann an enger zweeter Instanz ass et och drëm gaangen, ëm e Projet vum Aféiere vun der Notion „titulaire du certificat d'immatriculation". Dat ass natierlech eppes, wat mer och kënne matdroen. A mir begréissen och an deem anere Kader alleguerten déi Erliichterungen, déi do kommen.

Dat Eenzegt, wat eis och net gefall huet, d'Madamm Gary hat dat vergiess: Mir haten et eréischt am zweeten Ulaf fäerdegbruecht, alleguerten den Opposition-formellë vum Staatsrot kënne Rechnung ze droen, well no deem éischten Ulaf, dee gemaach gi war, mat all deenen Ännerungen, déi komm sinn, hat de Staatsrot awer nach eng Kéier Opposition-formellë gemaach. An et ass eréischt beim zweeten Avis do och derzou komm, dass et méiglech war, well et ass notamment do ëm d'Strofbestëmmunge gaangen, wou de Staatsrot d'Strofbestëmmungen a Fro gestallt hat, ob déi richteg wieren, esou wéi mer se formuléiert haten, dass duerno eréischt den Accord komm ass, fir de Projet kënnen ze stëmmen.

Déi ganz Remarke waren och déi, déi nach vun der CNPD komm sinn, an nodeem dat elo alles gekläert ass an och duerno justifiéiert ginn ass, kann ech dann

am Numm vun eiser Fraktioun soen, dass mir den Accord zu dësem Projet ginn, a mir wëllen nach eng Kéier der Rapportrice Merci soen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Spautz. An da wier et un där honorabeler Madamm Barbara Agostino.

Mme Barbara Agostino (DP) | Merci, Här President. Léif Kolleegen a Kolleeginnen, ech hat zwar elo eng Ried virbereet, mee ech loossen da mäin Altruismus spillen, vu datt ech Iech all ganz gären hunn, a loossen dës Ried op der Säit a ginn heimat den Accord vu menger Fraktioun.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Madamm Agostino. An da wier et um honorabelen Här Carlo Weber.

M. Carlo Weber (LSAP) | Jo, dat hei sinn eng Rei wichteg Mesüren, fir d'Verkéierssécherheet hei am Land ze erhéijen an d'Gesetzgeebung der Aktualitéit unzepassen. Ech ginn natierlech heizou den Accord vun der LSAP-Fraktioun a soen der Rapportrice Chantal Gary e grousse Merci fir dee schrëftlechen a mëndleche Rapport. Merci.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Weber. A leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Och zu spéider Stonn: Dir wësst, déi Kommissioun läit mir um Häerz. Dofir wollt ech awer do e puer Bemierkungen derzou maachen. Jo, déi Verbesserungen, do sinn der vill, déi mer kënne matdroen. Mir haten an der Kommissioun jo länger Gespréicher, och e bëssen hin an hier, wéi d'Texter ze interpretéiere sinn. Ech kommen herno nach eng Kéier drop zréck.

Virun allem begréisse mer, dass d'Assurancë sech elo musse mat mellen, well et ass vill méi einfach bei enger Kontroll. Wie kennt et net? Dann huet ee vläicht déi falsch Assurance derbäi oder déi ofgelafen an déi aner läit nach doheem. Fréier war et e gréngen Ziedel, elo ass et e gielen Ziedel.

Une voix | E wäissen.

M. Marc Goergen (Piraten) | E wäissen Ziedel.

Mir stellen eis dat eigentlech esou vir, dass een an Zukunft einfach per App alleguerte seng Dokumenter digital – déi vum Staat, Assurance, Steieren an alles – an enger App huet an dass de Polizist dat dann einfach iwwer e QR-Code kéint verifizéieren. Als kleng Suggestioun fir déi nächst Regierung.

Bei de Placke si mer frou, dass et weiderhi méiglech ass. Ech sinn och ee vun deenen, deen eng personaliséiert Plack huet. Ech si frou, dass dat weiderhi bestoe bleift an dass een déi och kann – leider nëmmen op ee Joer; do wäre mir gäre méi héich gaangen – do weider reservéieren.

Ech hunn awer zwee Punkten, firwat ech eropkomm sinn. Den éischte Punkt ass natierlech zu de Radaren. Mir ënnerstëtzen, dass déi do sinn. Dat suergt fir Verkéierssécherheet. Mir kënnen awer net all eenzelne Punkt ënnerstëtzen, deen Der heiansdo esou eraussicht. Ech mengen, ganz rezent, deen zu Hollerech ass ee vun Äre Bestseller ginn. An ob deen do ëmmer berechtegt ass, ass eng aner Fro, wann ee grad herno d'Schëld gesäit, wann ee scho bei der rouder Luucht steet, fir op 70 erop. Mir ënnerstëtzen d'Strategie vun de Radare fir méi Verkéierssécherheet. Dat heescht awer net, dass een iwwerall ee muss setzen an dass se am Moment alleguerte gutt gelonge sinn.

Zu deem méi groussen Theema, dat mer am Text fonnt hunn: Also, mir wäerten den Text matstëmmen. Ech deelen och komplett, dass mer bei den Handyen, Smartphones, eppes musse maachen. Ech gesinn eenzel Leit, déi fuere souguer mam Tablet duerch d'Géigend. Mir mussen eppes maachen, well dat fir d'Verkéierssécherheet ganz schlecht ass.

Mee firwat sinn ech eropkomm? Ma, fir drop opmierksam ze maachen, dass Ären Text vläicht net ganz gutt gewielt ass, wéi Der et erausgesicht hutt. Well do stelle sech awer herno Froen. Am a) sot Der jo emol fir d'éischt: „un appareil électronique mobile doté d'un écran". Ech weess jo net, wien alles vun Iech elo eng digital Auer huet oder net. Ech sinn zum Beispill een, deen huet esou eng. Laut deem neien Text dierft een déi Auer net méi benotzen am Auto an et dierft een net kucken, wivill Auer et ass, well dat ass en „appareil électronique mobile doté d'un écran".

(Interruption)

Dat hutt Der esou am Text festgehalen. Ech hat et an der Kommissioun jo e puermol erwäänt fir déi, wou ...

(Interruption)

Jo, Dir kritt do e Message. Richteg, Dir kritt Messagen drop. Verschiddenen ass et jo och ze donkel an Dir tippt eng Kéier drop, fir dass se méi hell gëtt, dass Der dann d'Auer gesitt. Dat wäre véier Punkten.

(Interruption)

Véier Punkte radikal fort!

(Interruption)

M. Dan Kersch (LSAP) | Da rufft Der mir un. Ech soen Iech, wivill Auer et ass.

(Hilarité)

M. Marc Goergen (Piraten) | Mee dat ass deen anere Punkt, Här Kersch! D'Fro, déi sech jo hei stellt, ass déi mam Uruffen. Ech si vollkomme mat Iech averstanen, dass mer dat sollten e Maximum op de Kit mains libres maachen. An hautzudaags hutt Der jo an den Autoen den Android bezéiungsweis den Apple CarPlay, wou Der dat alles ganz genau gespigelt kritt. An Dir kritt och do Är SMSen a WhatsAppen an dat gëtt da virgelies. Dat ass fir eis jo ok.

Dir hutt awer drageschriwwen, et misst een dat herno mat enger besonnescher Virriichtung festmaachen. An dat ass eeben och dat, wat ech an der Kommissioun opgeworf hunn: Wéi soll de Polizist herno um Terrain kontrolléieren, ob déi Fixatioun dann elo esou ass, wéi se hei am Text steet? Dat wäert nämlech ee vun de kruziale Problemer herno sinn: d'Kontroll.

An dann erlaabt Der nämlech op deem selwechten Apparat zum Beispill d'Navigatioun. Ech stelle mer dat awer elo schwiereg vir, well bei deene meeschte Kontrolle vum Handy, déi ee gesäit, do muss de Polizist mat enger Spektiv do stoen a kucken: „Wat mécht en?" Jo, wann deen awer elo gesot huet: „Ech wëll eng aner Destinatioun", dat ass explizitt hei erlaabt, well Dir schreift, d'Navigatioun, also d'„aide à la conduite ou à la navigation d'un tel appareil", dat ass erlaabt.

Mee wéi soll de Polizist da vu bausse gesinn, ob Dir elo en Zil agitt op deem Handy? Wuelverstanen, mir sinn nach ëmmer bei deem Handy an där Fixatioun, déi hoffentlech esou ass, wéi de Polizist sech dat virstellt. Well stellt Iech vir, Dir hutt eng magnéitesch gewielt. Dir kennt dat alleguerten an deene Loftdüsen, magnéitesch. Fir mech ass dat keng Fixatioun. Bei engem Accident flitt deen direkt duerch d'Géigend. A laut Gesetz wär dat awer deementspriechend erlaabt.

An et ass eeben einfach hei déi Remark, déi ech wollt maachen, datt Der hei eng Inkohärenz an Ärem Text hutt – wou mir de Wëlle mat ënnerstëtzen, mee mir stellen eis dat heiten awer herno immens schwiereg vir, grad well de Polizist net ... Dir schreift: „un support spécialement conçu". Puh, do ass natierlech herno ganz vill Interpretatiounsspillraum. An dofir si mir jo och der Meenung, dass déi Radaren eigentlech sollte kommen, wou ee vun der Bréck kann erofkucken, ob en Handy do benotzt gëtt. Do si mir direkt derfir. Mee wa se dee géifen hei erauszéien an dee seet herno: „Ech hunn d'Navigatioun gedréckt", oder: „Ech hunn iergendeng Aide à la conduite benotzt", dann huet dee kee Protokoll zegutt! Ech weess net, wéi de Polizist dat herno um Terrain soll feststellen, wann Dir am Stau stitt an Dir dat esou maacht.

Et ass nämlech déi Fro, wéi den Terrain et herno mécht. Mir sinn averstane mat Ärer Analys, mee ech mengen, hei wäert awer deen nächste Minister nach e bëssen nobesseren. An Dir wësst, Dir krut elo schonn heiansdo Plainten, well d'Leit mengen, d'Radare géife falsch blëtzen. Da wëll ech net wëssen, wéi et hei herno ass.

Merci.

M. Sven Clement (Piraten) | Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Goergen.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Minister François Bausch.

Prise de position du Gouvernement

M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | Jo, Här President, ech wëll vläicht mat deem leschte Punkt ufänken, fir dem Här Goergen ze soen, datt och haut d'Polizisten et natierlech net einfach hu fir ze kontrolléieren, well den Handy ze notzen am Auto ouni Fräispriechanlag ass och haut verbueden. Onofhängeg dovun, ob Der eppes kuckt oder net kuckt, Dir dierft en net notzen. Dir dierft just iwwert d'Fräispriechanlag fueren. Or, Dir wësst jo, dass dat awer net esou einfach ass, och fir dat haut ze kontrolléieren, well jiddweree seet dann: „O nee, ech hunn net gekuckt." Dat heescht, déi Diskussiounen do, déi hutt Der och haut – éischtens.

(Interruption)

Dat Zweet ass: An den digitalen Techniken – dat misst den Här Goergen jo awer wëssen –, do wäerten nach kolossal Ännerunge kommen. Dir hutt haut op Ären Tableau-de-borden – dat ass jo scho bal wéi e Kino, wat Der haut hutt an Ären neien Autoen – alles digital. Dir kënnt all Méigleches kucken dorobber. Do sinn natierlech verschidde Fonctionalitéiten, déi scho gespaart sinn. Anerer sinn nach net gespaart.

Dat wäerten nach Risendiskussioune ginn, och bei der Reglementatioun europäesch, wat d'office muss blockéiert si wärend der Faart a wat net. Dat heescht, do ginn ech Iech elo schonn d'Garantie, datt an deem dote Punkt vun den digitalen Techniken an den Autoen souwisou nach méi wéi eng Ännerung am Code de la route an der nächster Zukunft wäert kommen an datt et natierlech net ëmmer einfach ass, fir dat ze reegelen.

Mat der Auer wëll ech Iech awer soen: Et gëtt awer en Ënnerscheed, ob Der ... D'Auerzäit, déi kënnt Der haut och op Ärem Auto vir kucken. Do braucht Der emol guer net op Är Auer ze kucken. Mee et ass jo awer e reelle Problem: Wann Dir op dem Handy schonn en Text liest, ass dat jo schonn net einfach. Iwwert dem Fueren ass dat schonn eng Katastroph. Mee dat op der Auer ze liesen ... Also, ouni Brëll, soen ech Iech, da misst ech do schonn – ech weess net – esou do fueren, fir dat ze maachen.

(M. François Bausch lève son bras droit au-dessus de sa tête et regarde sa montre.)

(Hilarité)

Also, dat ass jo awer abenteuerlech! An datt dat awer mat hei drakënnt, schéngt mir awer zimmlech logesch ze sinn, dass een net ... Op der Auer misst een nach dréien um Riedchen, fir datt den Text weidergeet. Stellt Iech emol esou eppes vir! Dat ass ass jo awer ... Also, esou eppes, datt dat ...

(Interruption)

... verbuede gëtt, schéngt mir awer logesch ze sinn.

A fir op d'Auer ze kucken: Ech mengen net, datt e Polizist ee protokolléiert, dee grad op d'Auer gekuckt huet. Ech ka mer dat net richteg virstellen. Op alle Fall ass mir bis elo keen esou e Fall bekannt an et wäert och keen esou ginn.

Da wollt ech eppes soen zu där Fro vun de Radaren zu Hollerech, déi jo fir vill Diskussioune gesuergt hunn. Déi Radaren zu Hollerech si gesat ginn op Basis vun der Demande vum fréieren Direkter vum Kolléisch a vun anere Lycéeën, déi do sinn, déi gesot hunn: „Et ass extreem problematesch, do méi séier wéi 50 ze fueren." An dofir ass laanscht déi ganz Säit, wou d'Schoul ass, 50. Bon, an duerno geet et op 70 erop. Dat ass och gekennzeechent. Et wäerten och elo nach e puer Schëlder bäigesat ginn, fir datt jiddwereen et besser gesäit. Mee dat ännert awer näischt drun: ...

(Interruption)

... 50 ass 50, a 70 ass 70!

An ech ka mech ëmmer nëmme wonneren, wann ech d'Programmer liesen. Dat ass jo net meng Meenung, bekannterweis. Et gëtt Der, déi si jo der Meenung an hire Walprogrammer, datt ee generell an de Stied an an den Uertschaften 30 zur Reegel soll maachen a 50 nach just zur Ausnam. Dat ass net meng Meenung. Dat heescht, wa mer dat zum Beispill géife maachen, da wär do 30. A wa mer 30 maachen, da kënne mer net soen, mir maachen eng Toleranzschwell vun ech weess net wivill Prozent. Well 30, wann Der do 10 % Toleranzschwell maacht, dat ass dat, wat Der haut hutt: Dat ass dann 33, well 3 Kilometer hutt Der haut schonn Toleranzschwell.

(Interruption)

Dir gitt mer awer Recht: Wa mer op 30 géifen iergendwou erofgoen a mir géifen dann d'Toleranzschwell op eemol bei 15 oder bei 20 % leeën, jo, dann hätt et kee Wäert méi! Duerfir, mir mussen awer och heiansdo konsequent si bei deem, wat mer fuerderen.

Mee ech kann Iech awer berouegen: Zu Hollerech wäerte mir nach e bësse méi Schëlder opstellen. Da kucke mer, ob dat dann duerno besser gëtt. Mee op alle Fall, wéi gesot: Dat ass net vun ongeféier do gemaach ginn. Do ass eng geféierlech Plaz. Do waren och scho schwéier Accidenter. An et ass haaptsächlech wéinst de Schoule gemaach ginn, well do sinn immens vill Schüler, déi do mat de Bussen ukommen op där anerer Säit an déi do iwwert d'Strooss lafen. Mir hunn och extra Foussgängersträifen nach do gemaach, schonn zousätzlech Iwwergäng a Passagen. An do wäerten net manner Schüler an Zukunft kommen. Duerfir mengen ech schonn, datt dat wichteg ass.

An dann dee leschte Saz ass zu den Drogen. Drogen hannert dem Steier, et deet mer leed, dat ass tabu! Mee dat wëllt awer net heeschen, datt Drogen an der Gesellschaft ... Här Spautz, Dir hutt elo de Cannabis ugeschwat. Jo, Dir dierft och méi wéi ee Patt Wäin drénken am Bistro. Mee Dir dierft awer net mam Auto fueren, wann Der méi wéi – ech weess net, loosse mer soen – annerhallwe Patt Wäi gedronk hutt.

(Interruption et hilarité)

Dat ass en Ënnerscheed. Ech weess net ...

Mme Nancy Arendt épouse Kemp (CSV) | Bei him ass den Taux méi héich wéi bei mir, Här Bausch.

(Hilarité)

M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | Ech kennen dem Här Spautz seng Konstitutioun och net esou gutt, wéi vill e verdréit, wéini hien op 0,5 ‰ ass. Mee just fir ze soen: Do gëtt et jo awer eng Differenz. Mee ech fannen et awer wichteg, datt mer hannert dem Steier bei enger Null-Droge-Politick bleiwen. Ech mengen, dat schéngt mer scho sënnvoll ze sinn.

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Mobilitéitsminister François Bausch. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7985. Den Text steet am Document parlementaire 7985[10].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7985 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Mir maachen de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass mat 56 Jo-Stëmme bei kenger Nee-Stëmm a kenger Abstentioun ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par Mme Diane Adehm), Léon Gloden (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel (par M. Georges Mischo), Aly Kaes (par M. Félix Eischen), Marc Lies, Mme Elisabeth Margue (par M. Jean-Paul Schaaf), M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert (par M. Marc Spautz), MM. Laurent Mosar (par M. Gilles Roth), Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Emile Eicher), Claude Wiseler (par Mme Martine Hansen) et Michel Wolter (par M. Marc Lies) ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Mme Carole Hartmann (par M. Frank Colabianchi), MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par Mme Barbara Agostino) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen (par Mme Josée Lorsché), Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

8. 8112 – Projet de loi modifiant la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques

Als nächste Punkt um Ordre du jour vun dëser Woch ass de Projet de loi 8112 iwwert de Contrôle technique. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An d'Madamm Rapportrice vun dësem Projet de loi ass nach eng Kéier déi honorabel Madamm Chantal Gary. Madamm Gary, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics

Mme Chantal Gary (déi gréng), rapportrice | Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, Här Minister, de Projet de loi mat der Nummer 8112 mat just engem Artikel – allerdéngs engem vun zwou an enger hallwer Säit – proposéiert d'Ännerung vum modifiéierte Gesetz vum 14. Februar 1955 iwwert d'Reglementatioun vun der Circulatioun op alle Voie-publiquë respektiv um Code-de-la-routes-Gesetz.

(M. Mars Di Bartolomeo prend la présidence.)

Méi prezis geet et drëms, am éischte Paragraf vum Artikel 4bis, dee sech op de Contrôle technique vun de Gefierer bezitt, nom drëtten Alinea zéng nei Textabschnitter derbäizesetzen. Dës Modifikatiounen erfëllen en duebelen Objektiv, an zwar geet et engersäits drëm, d'Obligatioun anzeféieren, fir wärend dem Contrôle technique en Dispositif ze benotzen, deen et erlaabt, eng Verbindung zur elektronescher Schnëttstell vum Gefier hierzestellen an Donnéeën auszeliesen, déi et erlaben, eng Serie vu Feelerursaache kënnen ze detektéieren, woubäi d'Detailer vun dëser Prozedur per Règlement grand-ducal festgeluecht ginn. An anerersäits ass den zweeten Objectif vum Projet de loi, déi néideg Bestëmmunge virzegesi fir d'Erhiewen an d'Gestioun vun Daten iwwert d'CO_2-Emissiounen an den Energieverbrauch ënner reellen Notzungskonditioune vu bestëmmte Gefierer.

Här President, dëse Projet de loi garantéiert iwwert dës Modifikatiounen dann och gläichzäiteg d'Ëmsetzung vun EU-Dispositiounen aus enger Direktiv an d'Upassung vun eiser nationaler Gesetzgeebung un direkt gülteg EU-Dispositioune vu verschiddenen EU-Reglementer.

Fir d'éischt geet et deemno ëm d'punktuell Transpositioun vun der Direktiv 2014/45 vum Europaparlament a vum Conseil vum 3. Abrëll 2014 iwwert de reegelméissege Contrôle technique vu motoriséierte Gefierer an hire Remorken. Hei geet et also drëms, iwwert déi erwäänte Schnëttstell an e sougenannten „outil d'analyse OBD" – „on-board diagnostics" – eng Rëtsch Sécherheets- an Ëmweltschutzkomponente vu Gefierer wärend dem Contrôle technique ze préiwen. An deem Kontext definéiert de Projet de loi eebefalls d'Conditions d'équipement an d'Conditions d'utilisation vun dësem Prüfsystem, déi Organismes de contrôle technique respektéiere mussen.

Zweetens geet et ëm d'Ëmsetzung vum Reglement 2019/621 vum Europaparlament a vum Conseil vum 17. Abrëll 2019 iwwert d'CO_2-Emissiounsnorme fir nei Gefierer a „véhicules utilitaires légers neufs". Mat Bléck op d'Iwwerpréiwung vun de verschiddene Gefiersystemer, fir en effikasst elektronescht Ausliese vun den Donnéeë vu Gefierer ze garantéieren, huet d'EU-Kommissioun mam Règlement d'exécution 2019/621 d'Produzente vun de Gefierer obligéiert, de Contrôle-technique-Organismen oder den zoustännegen Autoritéiten op Grondlag vun der Identifikatiounsnummer vum Gefier eng Rëtsch Mindestinformatiounen zur Verfügung ze stellen, déi fir d'Duerchféiere vun der technescher Kontroll noutwenneg sinn. Dës Bereetstellung vun den Informatiounen duerch d'Hiersteller muss entweeder gratis oder géint eng ugemiesse Gebür gemaach ginn.

Fir d'Gefor vun enger finanzieller Ongläichheet op Basis vun dëse Gebüren tëscht de Contrôle-technique-Organismen ze vermeiden, gesäit dëse Projet de loi dofir vir, datt fir Lëtzebuerg een externe Prestataire – an zwar just een eenzegen – soll beoptraagt ginn. Dee soll all déi noutwenneg Informatioune vun den Hiersteller sammelen a se gebündelt un d'Contrôle-technique-Organisme weiderginn, inklusiv engem passenden

OBD-Analystool, fir déi vun hinnen ausgeliesen Donnéeën net just propper kënnen auszeliesen, mee se och richteg kënnen ze interpretéieren.

Drëttens garantéiert dëse Projet de loi och d'Upassung vum nationale Recht un de Règlement d'exécution 2021/392 vun der EU-Kommissioun iwwert d'Iwwerwaachung an d'Kommunikatioun vun Daten iwwert d'CO_2-Emissioune vun de Voitures particulières an de Voitures utilitaires légers, an dat och a Konformitéit mam EU-Reglement 2019/631 vum Europäesche Parlament a vum Conseil. Dës Date sollen un d'Europäesch Kommissioun iwwermëttelt ginn, fir d'Anhale vun den europäesche Virschrëften an d'Automobillhiersteller ze iwwerwaachen.

De Projet gesäit nieft dëser Kollekt vun Donnéeë fir d'EU-Kommissioun des Weideren och d'Méiglechkeet fir de Staat vir, déi erhuewen Donnéeën ënner anonymiséierter Form fir Fuerschungs- a Statistikszwecker kënnen ze notzen. Heibäi sief awer nach erwäänt, datt d'EU-Legislatioun fir d'Datenerfaassung iwwert de Contrôle technique och e Widdersprochsrecht virgesäit. Fir Lëtzebuerg ass preziséiert, datt et mat dësem Projet deemno och de Proprietär vun engem Gefier ass, deen dës Datenerfaassung explizitt refuséiere kann.

Här President, divers Avise sinn zu dësem Projet de loi erakomm: vun der Chambre de Commerce, vun der Chambre des Métiers, zwee Avise vun der CNPD an och zwee Avise vum Staatsrot. An hirem éischten Avis huet d'CNPD op eng Rëtsch Mängel higewisen, déi awer opgrond vun dëse Remarken an och vun deem vum Staatsrot konnte wäitestgeeënd behuewe ginn, esou datt den Article unique vun dësem Projet de loi am Laf vun der Prozedur och vun ursprénglech siwen op elo zéng Alineas ugewuess ass. An och deene véier Oppositions fomelles am Avis vum Staatsrot vum 25. Abrëll 2023 konnte per Amendement an op engem Punkt duerch zousätzlech Prezisiounen an engem Echange mat der EU-Kommissioun Rechnung gedroe ginn. De Rapport ass de 17. Juli dëst Joer eestëmmeg an der zoustänneger Kommissioun ugeholl ginn.

Ech ginn natierlech den Accord vun der grénger Fraktioun an ech géif natierlech och dervu profitéieren, fir de Kommissiounsmemberen e grousse Merci fir déi konstruktiv Zesummenaarbecht auszedrécken an e grousse Merci un d'Tania Sonnetti. An da sinn ech immens houfreg, d'Éier ze hunn, déi Persoun ze sinn, déi dem François Bausch, Vizepremier, Defenseminister, Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten, vun dëser Plaz Merci soe kann. Merci fir deng Experienz. Merci fir deng Erfarung an däin Engagement. Merci fir deng Wäitsiicht an deng Visiounen. A merci fir däi Courage, Courage fir d'Verännerung! Merci, Fränz, fir däin onermiddlechen Asaz!

Plusieurs voix | Très bien!

Mme Chantal Gary (déi gréng), rapportrice | An ech soen Iech alleguerte Merci fir d'Nolauschteren.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Also, wa mer fir all Merci den Owend fënnef Euro am Spuerschwäin hätten, da wäre mer gutt drun.

Une voix | Da kéinte mer een huele goen.

(Hilarité)

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci gesot och der Rapportrice.

An ech géif dann d'Wuert weiderginn un deen éischten ageschriwwene Riedner, den Här Marc Spautz.

Discussion générale

M. Marc Spautz (CSV), en remplacement de M. Serge Wilmes (CSV) | Merci, Här President, och merci der Madamm Gary fir de Rapport. Si huet et schonn ënnerstrach: Hei geet et ënner anerem ëm Ännerunge vum Code de la route vum 14. Februar 1955, wou et och ëm de Contrôle technique geet, wat ee vun de prioritäre Punkten ass. An dat vum CO_2 huet se schonn eng Kéier ënnerstrach. Mee et ass net nëmmen den CO_2 an eisem nationale Kader, mee och, fir déi dräi Direktive vun 2014, 2021 an 2019 kënnen ëmzesetzen, wat och eng ganz gutt Saach ass a wat mer och ausdrécklech begréissen.

Och den neien Zougang zum Liese vun den technesche Donnéeën ass eng gutt Saach. Et vereinfacht och d'Kontroll vun de Gefierer. Dass een elo kann den On-Board-Diagnostic ausliesen an direkt kucken, ob alles am Auto an der Rei ass oder och net, och dat erliichtert et. An et gesäit een och, ob bei de Motoren alles esou ass, wéi et muss sinn. Et ass e Besoin do, fir dat ze maachen. Et ass och gutt, dass mer elo esou eng national Méiglechkeet hunn, fir dodrop hinzegoen. Et ass jo net nëmmen hei zu Lëtzebuerg, mee et ass en europäesche Kader.

An dofir kann ech am Numm vum Serge Wilmes soen, dass d'CSV-Fraktioun hir Zoustëmmung zu dësem Projet gëtt. Villmools merci.

Une voix | Här President, et geet weider!

(Hilarité)

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Jo, ech hu mer elo just iwwerluecht, ob ech sollt Merci soen oder net. Merci, Här Spautz. An d'Wuert geet weider un d'Madamm Barbara Agostino.

Mme Barbara Agostino (DP) | Merci, Här President. Meng Virriedner hunn u sech alles gesot, soudass ech der Rapportrice Merci wollt soe fir de komplette Rapport. An ech wollt mech derfir entschëllegen, dass ech virdrun net explizitt Merci gesot hat, a ginn heimat den Accord vu menger Fraktioun.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci. An dann den Här Carlo Weber.

Plusieurs voix | O!

M. Carlo Weber (LSAP) | Här President, keng Angscht, et dauert net laang, keng Angscht, keng Angscht! Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, Här Minister, villmools merci der Rapportrice, dem Chantal Gary, fir dee gudde schrëftlechen a mëndleche Rapport. Dofir kann ech mech kuerzfaassen. Et geet hei drëms, datt wärend dem Contrôle technique och den elektronesche System vum Auto kontrolléiert gëtt, fir datt och déi gewësse Mindestfuerderunge respektéiert ginn. Mat deem sougenannten „on-board diagnostics", kuerz OBD, sollen d'Donnéeën am elektronesche System vum Auto analyséiert ginn.

Domadder ka gekuckt ginn, ob d'Sécherheetskomponenten am Auto esou funktionéieren, wéi se sollen. Dat wiere beispillsweis den ABS, den EPS-System, d'Airbaggen an d'Kontrolllluuchten. Dës zousätzlech Kontroll speziell an de Sécherheetssystemer ass absolutt ze begréissen, wohl wissend, datt an der Vergaangenheet oft dës Warnungen iwwert de Computerprogramm kuerzfristeg ausgeschalt goufen. Oder bei méi eelere Modelle gouf einfach d'Ampoule vun der Kontroll ausgebaut. An deen, deen hei beim Mikro steet, krut dat och heiansdo fäerdeg, dat muss ech den Owend hei zouginn.

Dës Kontroll duerch den OBD-System bedeit natierlech och fir e Keefer zum Beispill elo vun engem Occasiounsauto eng zousätzlech Sécherheet an och natierlech, wat d'Informatiounen zum Kilometerstand betrëfft. Dernieft gesäit de Projet Bestëmmunge vir, fir Donnéeën iwwert den CO_2-Verbrauch vun den Autoen an iwwer hire Sprittverbrauch ze sammelen. De Proprietär kann awer och refuséieren, datt CO_2-Donnéeë gesammelt ginn. Och dëst Gesetz dréit zur Verkéierssécherheet bäi an et passt sech der moderner Technik an eise Kontrollstatiounen un.

(M. Fernand Etgen reprend la présidence.)

An ech ginn heizou natierlech den Accord vu menger LSAP-Fraktioun a soe jiddwerengem villmools Merci, deen un dësem Projet matgeschafft huet, an awer och villmools Merci un d'ganz Ekipp aus eiser Kommissioun. Merci un all eis Memberen. Merci dann och un den Här Minister. E spezielle Merci geet dann och un eis Presidentin. Der Madamm Chantal Gary, déi eis Versammlungen dann natierlech ganz korrekt a ganz kollegial gefouert huet, muss ech nach eng Kéier e ganz, ganz grousse Merci soen. Eisen Dauertheema, dat war den Tunnel Schieburg. Do gëtt et jo dann och elo e Liichtbléck. Ab e Méindeg geet den Tunnel erëm op. Dorop freeë mer eis dann am Éislek.

Une voix | A!

M. Carlo Weber (LSAP) | Deemno hate mer alles am Grëff och an där Kommissioun. Villmools merci.

(Interruption)

Awer nach e Merci: Meng Legislaturperiod war ganz kuerz hei, 18 Méint. Villmools merci fir dat Ophuelen hei vun alle Parteien. Villmools merci och un d'Personal hei riets hannendrun, dem Laurent mat senger ganzer Ekipp, an awer och merci hei de Kolleegen aus menger LSAP-Fraktioun an eisem Generalsekretär. An deem Sënn: All Guddes fir déi nächst Zäit!

Plusieurs voix | Très bien!

M. Carlo Weber (LSAP) | Sou, an elo ginn ech en Euro an d'Spuerschwäin!

(Hilarité)

M. Fernand Etgen, Président | A merci dem Här Carlo Weber. An da wier et um honorabelen Här Marc Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Merci dem Chantal Gary, och merci fir d'Kommissiounsaarbecht. Mir hu just vun do un, wéi Dir Presidentin gi sidd, bis elo eppes vergiess gehat, an dat war, mam Carlo Back de Flughafe kucken ze goen, wéi mer em deemools gesot hunn. Vläicht kënne mer dat déi nächst Legislaturperiod nohuelen, dass mer d'Projeten nach eng Kéier kucke ginn, wéi mer dat dem Carlo Back deemools versprach haten.

Bei deem heite Projet hat ech am Ufank Bauchwéi, well eeben Daten ausgelies ginn aus den Autoen. Do hat ech Récksprooch mat de Beamten. Do hunn déi mer gesot, déi wären awer anonym. Domadder kënne mir als Piraten liewen, well et weess een, dass d'Autosfirmen net ëmmer ganz éierlech si bei hirem CO_2-Verbrauch, wat se uginn, wann een en Auto keeft. An dofir ass et gutt, dass mer elo eng Kontroll kréien, wéi et wierklech um Terrain ass. Duerfir kënne mer dëse Projet och matdroen, soulaang déi Daten anonym bleiwen – dat ass mat eise wichtegste Punkt bei esou eppes – an och, wann déi Daten ausgelies ginn aus dem Auto, dass do déi Daten, déi erfaasst ginn, op kee Fall zréckzeféiere sinn, wou iergendee gefuer ass oder wat en iergendeng Kéier mat sengem Auto gemaach huet.

Och dem Minister e grousse Merci, well ech mengen, dat ass dee Minister, mat deem ech am meeschten ze dinn hat, sief et Defense, am Ufank d'Police, elo Mobilitéit. Et ass dee Minister, mat deem ech déi meeschte Stonne verbruecht hunn. Et ass och deen, mat deem ech bestëmmt am meeschten Diskussiounen hat, och heiansdo kontrovers. Iech e grousse Merci!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Goergen.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Mobilitéitsminister François Bausch.

Prise de position du Gouvernement

M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | Här President, ech wollt fir d'éischt emol der Madamm Gary Merci soe fir hire Rapport an dann natierlech och hir Merci soe fir déi léif Wierder, déi se u mech adresséiert huet. Dat deet natierlech och emol gutt, wann een heiansdo gelueft gëtt. Dat kënnt de Ministeren net ëmmer esou vir.

Ech wollt awer och alle Kolleegen hei an der Chamber Merci soe fir déi gutt Zesummenaarbecht, déi mer déi lescht Joren haten. Mir hu vill Projeten hei duerch d'Chamber bruecht am Beräich Mobilitéit an Travaux publics. Dat ass en décke Pensum, duerfir e grousse Merci fir all déi Zesummenaarbecht! An natierlech och dofir, déi lescht Woch elo, wou vill Deputéiert vill Stress haten, wou et net esou einfach war, ëmmer déi Projeten hei allegueren esou duerchzekréien. Duerfir e grousse Merci!

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här François Bausch. Parole après ministre fir den Här Sven Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Nee, u sech net Parole après ministre, Här President, éischter eppes zum Behuelen hei an der Chamber. Mir haten ... an ech weess, datt den Här Goergen an ech déi éischt waren, déi heibannen eng Kéier der op den Deckel kruten, well mer eis getraut haten, eng Foto ze maache vun engem eidele Stull.

(Interruption)

Ech gesinn déi lescht Deeg, Wochen ëmmer méi Deputéiert, déi wärend Debaten opstinn, Fotoe maache ginn, deelweis sech erausleeën, fir Fotoen ze maachen. Mir hunn de Leit op der Tribün gesot, datt se keng Fotoen däerfe maachen. Ech géif einfach nëmmen un eis allegueren appelléieren – et ass elo nach eng déck annerhallef Stonn Chamber –, datt mer eis e bëssen un den Dekorum awer hei vum héijen Haus géifen halen!

(Brouhaha)

Une voix | Dat doten ass penibel!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Clement. Ech sinn iwwerzeegt, datt mer dat och packen.

La même voix | Et ass einfach nëmme penibel!

M. Fernand Etgen, Président | D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung ...

La même voix | Dir maacht der selwer ...

M. Sven Clement (Piraten) | Virun allem fir Leit, déi ëmmer hei op den Internet ...

M. Fernand Etgen, Président | ... iwwert de Projet de loi 8112. Den Text steet am Document parlementaire 8112[9].

Ech wëll Iech drop hiweisen, datt am zéngten Alinea vum Article unique nach en Trackchange huet missen ewechgeholl ginn. Do war beim Wuert „doté" en „e", deen nach duerchgestrach war. Ech wollt Iech och nach drop opmierksam maachen, datt sech eng Erreur matérielle an den Text vum Projet de loi ageschlach huet. Am zéngten Alinea vum Article unique huet d'Wuert „les" virun „numéros d'identification" gefeelt. De Staatsrot ass iwwert dës Ännerungen a Kenntnis gesat ginn. Mir stëmmen elo iwwert den Text ouni dësen Trackchange a mat dëser Ännerung of.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8112 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Mir kommen zum Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass mat 55 Jo-Stëmmen, kenger Nee-Stëmm a kenger Abstentioun ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par M. Félix Eischen), Léon Gloden (par M. Jean-Marie Halsdorf), Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel (par M. Georges Mischo), Aly Kaes (par M. Marc Spautz), Marc Lies, Mme Elisabeth Margue (par M. Jean-Paul Schaaf), M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert (par Mme Diane Adehm), MM. Laurent Mosar (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Marc Lies) et Claude Wiseler (par Mme Martine Hansen) ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Mme Carole Hartmann (par M. André Bauler), MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par Mme Barbara Agostino) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen (par Mme Djuna Bernard), Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

9. 8142 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles

Als leschte Punkt op eisem Ordre du jour vun de Mëtteg steet als Nächst de Projet de loi 8142, eng Ofännerung vum Gesetz iwwert den Naturschutz. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. An d'Wuert huet elo de Rapporter vun dësem Projet de loi, den honorabelen Här François Benoy. Här Benoy, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de l'Environnement, du Climat, de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire

M. François Benoy (déi gréng), rapporteur | Merci, Här President. Dir Dammen an Hären, Madamm Ministesch, gradewéi eng Partie aner Projeten, déi mer dës Woch ofgeschloss hunn, ass och d'Theema vun dësem leschte Projet fir haut eent, wat ons déi lescht Jore beschäftegt huet. Ech sinn dofir frou, Iech de Gesetzesprojet 8142 elo presentéieren ze kënnen.

Mat dësem Text ännere mer d'Naturschutzgesetz vun 2018, an dat aus dräi Grënn: Éischtens, fir d'Texter no de Jurisprudenze vun der Cour administrative zu de Bauten an der Gréngzon unzepassen; zweetens, fir d'Renovéieren an d'Upasse vun de Bauten an der Gréngzon no den aktuelle Standarde méi einfach ze maachen; an drëttens, fir d'Simplification administrative weiderzedreiwen – dat Ganzt natierlech, ouni den Naturschutz zu Lëtzebuerg ze schwächen. D'Ännerungen, déi mer haut maachen, sinn also am Sënn vun de Biergerinnen a Bierger, déi an der Gréngzon schaffen oder wunnen, mee och am Sënn vum Klima an der Natur.

(Brouhaha)

Entschëllegt, kënnt der e bësse méi lues sinn?

M. Fernand Etgen, Président | Et wier gutt, wann do net méi haart géif geschwat gi wéi do!

Mme Nancy Arendt épouse Kemp (CSV) | Mir entschëllegen eis!

M. Fernand Etgen, Président | Dat sinn nëmmen dräi Meter vuneneen, mee dat stéiert awer immens.

M. Sven Clement (Piraten) | Mir entschëllegen eis beim honorabelen Här Benoy.

Une voix | Här Clement, Respekt virun de Kolleegen!

(Interruptions)

M. Fernand Etgen, Président | Ass de Message ukomm? Ok, da sinn ech zefridden. An dann däerf den Här Benoy weiderfueren.

M. François Benoy (déi gréng), rapporteur | Villmools merci, Här President.

Dir Dammen an Hären, fir den Urteeler vum héchste Verwaltungsgeriicht vum Summer zejoert Rechnung ze droen, féiere mer mat dësem Gesetz déi nei Notioun vu „constructions assimilées" an, déi der aler Notioun vun de „constructions légalement existantes" bäigefüügt gëtt.

Pour rappel: D'Constructions légalement existantes sinn d'Constructiounen, déi an der Gréngzon gebaut goufen an déi vum Minister autoriséiert goufe respektiv déi gebaut goufen, ier eng Autorisatioun néideg war. D'Constructions assimilées, déi mer mat dësem Projet aféieren, si Constructiounen, déi betruecht ginn, wéi wa se „légalement existantes" wären. Et handelt sech heibäi ëm Constructiounen an der Gréngzon, déi gebaut gi sinn, ouni dass eng Autorisatioun vum Minister dofir virläit, mee fir déi den Délai de prescription, wéi en am Code de procédure pénale virgesinn ass, ofgelaf ass. Dat heescht, den Delai vu fënnef Joer ass ofgelaf, an deem de Riichter oder d'Riichterin kann ordonéieren, dass d'onautoriséiert Constructioun sollt ofgerappt ginn.

Mat dëser Ännerung behiewe mir e Blocage fir eng Partie Leit, zum Beispill Leit, déi net déi néideg Autorisatioune virweise konnten, notamment well se se net gehalen haten an esou zwar an hirem Gebai hunn däerfe wunnen, awer keng Aarbechten dra konnte maachen. Si kënnen elo hiert Gebai a Stand setzen, a Stand halen, esou wéi et fir legal existéierend Gebaier de Fall ass, wann innerhalb vu fënnef Joer nom Achèvement vun der Constructioun keng Poursuite gemaach gouf. Et handelt sech ëm eng kloer a praktikabel Bestëmmung. Dëst hunn och d'Agente vun der Natur- an der Bëschverwaltung, déi vill um Terrain ënnerwee sinn, ons confirméiert.

Här President, Dir Dammen an Hären, och fir den Ëmbau, d'energeetesch Sanéierung, d'Sécherung an d'Reconstructioun vu Bauten an der Gréngzon mécht dëse Gesetzesprojet eng Partie Ännerungen. D'thermesch Sanéierung ass elo fir all Construction légalement existante oder assimilée méiglech. Et wäert och an Zukunft méiglech sinn, fir d'Dallen oder d'Diecher ze héijen, fir sech un déi aktuell gängeg urbanistesch Standarden unzepassen. Ech wëll hei bemierken, dass ee ka besteeënd Stäck unhiewen. Et kann een awer keng zousätzlech Stäck bauen, déi et virdrun net gouf. Och Securisatiounsbaute respektiv -aarbechte si fir legal Bauten an der Gréngzon méiglech.

Da maache mir och Ännerunge par rapport zu Reconstructioune vu legal existéierende Bauten an der

Gréngzon. Esou kënnen all d'Gebaier, déi duerch en Evenement vu méi héijer Gewalt zerstéiert goufen, erëm identesch opgeriicht ginn. Dat war bis elo just fir Éischtwunnengen an innerhalb vun zwee Joer méiglech. Am Normalfall ass d'Reconstructioun och méiglech, soulaang wéi d'Majoritéit vun de Mauere bis zur Héicht vun der Corniche nach steet.

Et ginn dann, wéi gesot, och nach eng Partie administrativ Vereinfachunge mat dësem Gesetz agefouert. Fir Ännerungen an den Haiser brauch een an Zukunft keng Autorisatioun vum Minister méi, wuelverstan, wa se näischt um äusseren Erscheinungsbild oder den Dimensiounen änneren. Dat gëllt souwuel fir Constructions légales wéi och fir déi nei geschafen assimiléiert.

Da brauch een och an Zukunft keng Autorisatioun méi, fir eng Partie Elementer an der Gréngzon opzeriichten. Et handelt sech heibäi ëm Installatiounen, wou den Impakt op d'Ëmwelt previsibel a minimal ass, zum Beispill fir verschidden Zorte vu Clôturen, Fotovoltaiksanlagen op den Diecher, Beiestäck an Zärentunnellen ausserhalb vun Naturschutzzonen, Iwwerdiecher fir Béischte wärend den Hëtzewellen, Nistkästen, mobill Hochsitzer. Dat gëllt souwuel fir déi privat Leit wéi och zum Beispill fir d'Baueren. Eng weider däitlech administrativ Vereinfachung, ouni awer dass et op d'Käschte vum Naturschutz geet. Evidenterweis muss een, och wann ee keng Autorisatioun brauch, fir esou Elementer opzestellen, dat trotzdeem am Respekt mat de Bestëmmungen am Naturschutzgesetz maachen.

Här President, Dir Dammen an Hären, den 19. Dezember zejoert krute mir den Avant-projet de loi vun der Ministesch Joëlle Welfring an der Ëmweltkommissioun presentéiert. De Gesetzesprojet gouf e Mount drop, de 27. Januar, deposéiert.

Mir kruten dem Staatsrot säin Avis en Dënschden, wouranner e Regularisatioune vun de Bauten an der Gréngzon nom Gläichheets- a Proportionalitéitsprinzipp vum Gesetz ënnerstraicht. Dofir ass déi héich Kierperschaft och net dermat d'accord, déi Propositioun am deposéierte Gesetzesprojet unzehuelen, fir den 1. Juli 1995 als Stéchdatum ze huelen, wou virdrun alleguerten d'Baute géifen als legal existéierend consideréiert ginn. De Ministère hat déi Approche virgeschlo, well si ab deem Moment eng anstänneg elektronesch Datebasis hunn. De Staatsrot proposéiert a sengem Avis dofir, dëse Stéchdatum ze sträichen an op de Wee vun de Constructions assimilées ze goen. Dës dynamesch Approche gouf dann och vun der Kommissioun zréckbehalen.

Eng zweet Opposition formelle mécht de Staatsrot wéinst dem Notze vum Verb „pouvoir" bei den Autorisatioune vum Minister bei der Konditioun am Sënn dovun, dass de Minister eng Autorisatioun „gëtt" an net „ka ginn", wann d'Krittäre vum Gesetz agehale sinn, dat am Sënn vun dem Prinzipp vun der Matière réservée à la loi.

E Mëttwoch hu mir an der Kommissioun iwwert de Gesetzesprojet an den Avis vum Staatsrot geschwat a waren ons eens, dass d'Propositioun vum Staatsrot eng gutt Solutioun wär, fir d'Gesetz no den Arrêtéë vun der Cour administrative unzepassen a gläichzäiteg weider Vereinfachungen op de Wee ze bréngen am Interessi vun de betraffene Leit, dat am Kader vun engem staarken Naturschutzgesetz.

D'CSV huet an där Kommissioun iwwregens och zwee Amendemente proposéiert zum Naturschutzgesetz, déi awer aner Punkte concernéieren ewéi déi, iwwert déi mir elo hei debattéieren. D'Ëmweltministesch huet ënnerstrach, datt si mat dësem Text wollt séier nom Arrêt en Text deposéiere mat nach e puer weidere Vereinfachungen, wat awer net heescht, dass net och un aneren Iddien, notamment der sougenannter „Natur auf Zeit", géif geschafft ginn.

Mir kruten iwwregens och nach aner Avisen, dat vun der Handels- a vun der Agrarkummer, dem OAI an dem Mouvement écologique, déi unisono dëse Gesetzesprojet begréissen, fir déi ech zum Deel, gradewéi fir aner Detailer, op mäi schrëftleche Rapport verweisen, dee gëschter an der Chamberskommissioun ugeholl gouf.

Erlaabt mir nach e puer Wuert zum séiere Virgoe bei dësem Gesetz, dat natierlech acceleréiert war an dofir och net optimal. Mee mir kruten den Avis vum Staatsrot nun emol eréischt en Dënschdeg no 17.00 Auer an haten deemno och just de Choix, d'Gesetz einfach leien ze loossen an deemno d'Naturschutzgesetz no den Arrêten net unzepassen an och keng Vereinfachungen ze maachen oder eebe méi séier virzegoen, wéi mir et by the way och bei anere Gesetzer an de leschte Woche gemaach hunn.

Dëst ass nun emol déi leschte Chamberwoch an dofir bieden ech Iech alleguerten ëm Verständnis.

Plusieurs voix | Très bien!

M. François Benoy (déi gréng), rapporteur | Här President, Dir Dammen an Hären, mam Gesetzesprojet 8142 droe mir also de rezente Jurisprudenze Rechnung, ginn eng kloer gesetzlech Basis, wat d'Bauten an der Gréngzon ugeet, an dreiwen d'Simplification administrative weider, an dat ouni awer den Naturschutz hei am Land, deen immens wichteg ass, ze schwächen. Dës Ännerunge sinn also am Interessi vun de Leit, déi an der Gréngzon liewen a schaffen, mee och am Interessi vun der Natur an dem Klima.

An dofir ginn ech och den Accord vun der grénger Fraktioun a soen Iech alleguerte villmools Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Benoy.

An als éischte Riedner ass déi honorabel Madamm Martine Hansen agedroen. Madamm Hansen, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

Mme Martine Hansen (CSV) | Merci, Här President. An och direkt e grousse Merci un de Rapporter fir säin ausféierleche Rapport, soss hunn ech dat op eemol vergiess. Also, ech hat u sech net wëlles, zum leschte Projet de loi hei ze schwätzen, mee ech wosst awer och net, datt dat d'Naturschutzgesetz wär. Dofir, et ass en extreem wichtegt Gesetz an et ass natierlech schued, datt mer dat elo zu spéider Zäit maachen.

Opgrond vun engem Arrêt vum Verwaltungsgeriicht, ech mengen, de Rapporter huet et gesot, gëtt dëst Naturschutzgesetz ugepasst. D'Verwaltungsgeriicht huet sech ënner anerem opgereegt, datt den Ëmweltministère souguer minimal Vergréisserunge refuséiert huet, obwuel déi Vergréisserungen absolutt keen Afloss op d'Natur haten. Dat heescht, d'Regierung passt elo un, wéi gesot, opgrond vun deem Arrêt respektiv si musse bal upassen.

A genau dat ass typesch: Et gëtt nämlech net aus Iwwerzeegung ugepasst. An dat ass extreem schued. A genau do läit de Problem: déi gréng, et deet mer leed, beweege sech bei dësem Gesetz just dann, wa se gedréckt ginn. Déi éischt Upassunge si komm no der Affär Gaardenhaischen. Déi zweet Upassunge kommen dann elo no dësem Arrêt vum Verwaltungsgeriicht. An dat ass einfach déi falsch Philosophie.

Als CSV hu mer zanter 2018 Amendementer gemaach. Mir hunn andauernd gefuerdert: manner Willkür, méi Gläichbehandlung, méi Transparenz, manner bürokrateschen Opwand. Naturschutz op Zäit hu mer gefrot. Mir hunn elo grad héieren, eventuell kéint een nach dru schaffen. Mee ech soen Iech: Wann Der zënter 2018 dru geschafft hätt, wéi mer et gefrot hunn, da wär dat scho längst do! Mee Dir hutt net dru geschafft. Méi Rechter fir de Bierger, allgemeng Naturschutz mat méi gesondem Mënscheverstand! An tëschenduerch a verschiddenen Debatten hu souguer DP-Vertrieder oder och LSAP-Vertrieder, zum Beispill bei der Debatt iwwert de ländleche Raum, iwwert de Wäibau, eis Fuerderunge widderholl. Mee allkéiers, wann et zum Vott kënnt, da gëtt awer an der Majoritéit dergéint gestëmmt.

Mee fir d'éischt kommen ech awer nach eng Kéier op d'Form, well ech kann déi Explikatioune vum Här Benoy net einfach esou akzeptéieren. Wéi gesot, den 19. Dezember krute mer den Avant-projet de loi virgestallt. Mir haten awer keen Text. Zu deem Zäitpunkt hunn ech gesot: „Et geet an déi richteg Richtung." An dat soen ech och elo nach ëmmer. Zu deem Zäitpunkt hunn ech och gesot: „Et geet net wäit genuch!" An och dat soen ech elo nach ëmmer.

De Projet de loi ass am Januar deposéiert ginn. E stoung definitiv ni um Ordre du jour vun der Kommissioun. Mir hate bis dee leschte Mëttwoch keng Geleeënheet, fir eis Froen ze stellen. An dat ass an eisen Aen definitiv onseriö, virun allem bei dësem Gesetz, well et en extreem wichtegt Gesetz ass. An dofir hunn ech mech och en Dënschdeg hei beim Ordre du jour, wéi den Här President gefrot huet, ob nach een eppes zum Ordre du jour ze soen hätt, e bëssen opgereegt. Ech hu gesot: „Dat do geet net!" Mir hunn eng Kommissioun, déi ass aberuff. Mir wousste nach guer net, datt en Avis vum Staatsrot kéim. Um Ordre du jour vun der Kommissioun stoung, datt den Avis soll u sech gekuckt ginn, datt de Rapport soll virgestallt ginn an och scho sollt ugeholl ginn. Dat ass awer definitiv kee seriöt Schaffen!

Ech weess, datt mir Iech heiansdo ploen, wa mer gäre wëlle seriö schaffen. Mee u sech si mer awer net gewielt ginn, fir elo ze vill Rücksicht op Iech ze huelen, mee mir si gewielt ginn, fir eis Aarbecht ze maachen, an dat wëlle mer och gäre maachen.

Mir hätte kënne blockéieren, fir datt dat Gesetz net hei géif gestëmmt ginn, well et ass keng eenzeg Reegel hei vun der Chamber u sech applizéiert ginn. Mir wollten d'Gesetz awer net … oder de Vott net blockéieren, well mer wëssen, datt eng Partie Leit op d'Erliichterunge waarden. Dofir hu mer et net verhënnert. U sech hätte mer et misse verhënneren, mee mir hunn et net verhënnert.

De Rapporter sot och sënngeméiss an der Kommissiounssitzung, et stéing eis alleguer gutt zu Gesiicht, duerno ze kucken, datt dëst Gesetz nach gestëmmt gëtt. Ech soen elo näischt zu där Ausso, ech fannen et awer scho relativ speziell. An ech soen: Et hätt och Iech alleguerte gutt zu Gesiicht gestan, fir d'Gesetz éischter op den Ordre du jour ze setzen a virun allem och fir méi Upassungen ze maachen, méi Upassungen an dësem Naturschutzgesetz, déi wierklech fir d'Leit noutwendeg gewiescht wären. A sot elo net, mir kéimen ze spéit mat eise Fuerderungen, well, wéi gesot, mir hunn 2018 27 Amendementer gemaach, 2022 17 Amendementer an elo nach eng Kéier 2! Si sinn allkéiers refuséiert ginn.

A wann Dir u sech déi Ännerunge matzäit gemaach hätt, schonn 2018 oder 2021, dann hätte mer elo e vill bessert Naturschutzgesetz. A wa mer eppes, wéi gesot, wa mer eppes ze soen hunn, da maache mer …

oder Dir dréckt et u sech op déi nächst Regierung oder Dir sot: „Mir maachen dat an enger zweeter Etapp." Mee Dir hutt elo schonn zwou Etappe gemaach an Dir hutt Iech nach ëmmer net méi beweegt wéi dat, wouzou Der gezwonge gouft!

An och d'Avisen hu mer net gekuckt. An och dat fannen ech definitiv eng Frechheet vis-à-vis vun deene Leit, déi Avise schreiwen! Ech hunn e puer Froe gestallt zu Problemer, op déi d'Landwirtschaftskammer higewisen huet. D'Madamm Minister sot, dat wären evident, konkreet Punkten an déi kéinten, wéi gesot, an enger zweeter Etapp gekuckt ginn. Mee, Madamm Minister, déi Leit hunn en Avis zu dësem Gesetz ginn, net zu engem Gesetz, dat Dir vläicht iergendwann an enger nächster Etapp bréngt. Si hunn et zu dësem Gesetz ginn. A wann een e Gesetz huet a wann déi Avisen do sinn, da muss een déi Avise kucken. Ech fannen, dat anert ass definitiv eng richteg Arroganz, déi net ze akzeptéieren ass! An Dir schwätzt ëmmer vu méi Participatioun. Mee hei hunn d'Leit probéiert ze participéieren, mee d'Participatioun ass net gewënscht. Et ass u sech definitiv fir ze kräischen!

D'Madamm Minister sot och – an dat huet, mengen ech, och den Här Rapporter elo nach eng Kéier widderholl –, si hätten an der Kommissioun d'Aarbechten net kënnen éischter ufänken, well den Avis vum Staatsrot net éischter do war. Dat ass falsch! Ech erënneren zum Beispill un alleguer déi Covidgesetzer. Wa mer do allkéiers fir d'éischt op den Avis vum Staatsrot gewaart hätten, ier mer iwwert den Text geschwat hätten, da wäre mer definitiv ëmmer hannendra gewiescht. A wann ee weess, datt een en Text zum Schluss nach gäre wëll stëmmen, da wësst Der jo, datt Der warscheinlech ënner Zäitdrock sidd. Mee da kuckt et fir d'éischt eng Kéier duerch an der Kommissioun an dann diskutéiert och iwwert d'Avisen an iwwerleet, wat Der nach kënnt iwwerhuelen. Mee Dir wollt keng zousätzlech Amendementer maachen. Dofir, déi Verantwortung kënnt Der definitiv net op de Staatsrot verschiben!

Ech kommen dann zum Inhalt. Mir begréissen am Allge-mengen, datt Vereinfachunge komme bei de Bauten an der Gréngzon. Mir haten dat 2018 scho gefuerdert. Zum Beispill hunn ech 2018 gesot: „Et ka kee Mënsch mer mat iergendengem normale Mënscheverstand erklären, firwat ech, wann ech en Haus an der Gréngzon hunn, wann ech do d'Toilette méi grouss maachen an d'Kiche méi kleng maachen, dann den Ëmweltministère muss froen." Well et konnt kee mer erklären, wat do den Afloss op d'Natur wär. Wat sot d'Majoritéit? „O, dat loosse mer awer sinn. Mir hätten dat gär esou." 2021 hu mer et nach eng Kéier gefrot. An du krute mer erëm eng Kéier déi selwecht Äntwert: „Dat bleift esou. Do muss den Ëmweltministère matschwätzen." Elo sidd Der gedréckt ginn, elo ännert Der et.

Mir begréissen och, datt dee sougenannte „Gaardenhaischenartikel" verschwënnt. Och dat hu mer 2018 gefrot gehat. Dat ass den Artikel, dee beseet: Wann eppes net richteg an d'Landschaft passt, da kann de Minister u sech verschidde Saache virschreiwe fir ze änneren. Mir kruten erkläert, datt deen Artikel nach ni ugewannt gi wär. Dofir hu mer gesot: „Ma da kommt, mir sträichen et! Dat do ass absolutt Willkür." Mir hunn et 2018 gefrot. „Nee!" Mir hunn et 2021 gefrot. „Nee!" An ech weess och, wann Der du Jo gesot hätt, da wär en net méi do gewiescht, fir aus dem Tirang ze zéien, fir dem Här Traversini verschidde Geneemegungen ze ginn. Ben, elo gëtt e gestrach. Dat akzeptéiere mer natierlech, mee et beweist awer erëm eng Kéier d'Philosophie: Dir maacht just eppes, wann Der dozou gezwonge gitt.

Mir begréissen och, datt Bauten, déi duerch héijer Gewalt zerstéiert ginn, elo alleguer kënnen nees opgeriicht ginn. Och dat hu mer gefrot. Ech widderhuele mech net, mee och do hutt Der andauernd Nee gesot.

Mir begréissen, datt verschidden Installatioune wéi zum Beispill d'Folientunnellen an der Gréngzon keng Autorisatioun méi brauchen. Well wa mer gären Alternativen hätten an der Landwirtschaft, da musse mer déi och erméiglechen.

Mir begréissen och, datt elo kloer festgehale gëtt, wat als legal oder als legal assimiléiert zum Legalen an der Gréngzon ka bezeechent ginn. Dës Ännerungen um Gesetz, déi dierften dann och elo fir verschidde Gaardenhaisercher oder Weekendhaiser, egal wou se dann och ëmmer stinn, ganz favorabel sinn.

Mee den Däiwel läit wéi esou dacks am Detail. De Règlement grand-ducal, deen déi Detailer soll beschreiwen, dee schonn zanter 2018 misst do sinn, deen ass nach ëmmer net do. An dat, wat am Avant-projet de règlement grand-ducal – oder ass et e Projet de règlement grand-ducal? – drasteet, dat bedeit net onbedéngt Vereinfachungen.

Zweetens: Déi Upassungen, déi elo virgeschloen an och elo festgehale ginn, déi hätte missen opgrond vun der Praxis ugepasst ginn. An dat hätt kënnen a misse geschéien, wann een d'Avise gekuckt hätt. An ech si wierklech dovunner iwwerzeegt, Madamm Minister, datt déi net gekuckt gi sinn, well ech hunn Iech Froe gestallt an dunn hutt Der gesot: „Dat sinn effektiv gutt Punkte fir eng nächst Etapp." Wéi gesot, hätt Der se matzäit gekuckt, dann hätt een dat hei kënnen abauen. Dat ass eng Erweiderung vun der Annex 9. Do hätt de Staatsrot sécherlech näischt dergéint gehat. Do hätt ee just missen e puer Punkten derbäischreiwen. Well d'Annex 9, wat seet déi? Do sinn d'Installatiounen dran, déi an Zukunft net méi als Constructioun zielen, dat heescht, wou ee keng Geneemegung muss ufroen an der Gréngzon.

Wat feelt awer, soen zum Beispill d'Baueren? D'Tränke fir d'Béischten. Dat ass awer eppes, wat ee brauch. Firwat huet een dat net einfach ergänzt? E klenge Verkafsstand, där hu mer vill dorëmmer stoen, hätte mer och gären. Firwat net Clôturë laanscht d'Wisen? Déi si mat dëser Annex 9 just fir d'Haapterwerbsbaueren ouni Geneemegung, well et e Verweis op dat aalt Agrargesetz ass. Sënnvoll ass et net. Clôturë ronderëm d'Geméis, déi mussen esou groussmascheg sinn, datt se am Prinzipp näischt bréngen. Also, hätt een op d'Praxis gelauschtert, dann hätt een do kënnen déi sënnvoll Upassunge maachen. A wéi gesot, de Staatsrot hätt sécherlech näischt dergéint gehat.

Dann den Ordre des architectes, dee freet, firwat bei deenen Haiser, déi renovéiert ginn, muss d'Majoritéit vun de baussegste Mauere stoe bleiwen. Si soen: „Firwat sot Der net einfach, d'Gréisst vum Haus muss déi selwecht bleiwen?" Well wann ech gäre wëll anstänneg sanéieren, dann ass et vläicht sënnvoll, wann ech d'Maueren ofrappen an eng frësch Mauer dohinnersetzen. A wann d'Fundament vun der Mauer net anstänneg ass, da wär et och sënnvoll, wann ech d'Mauere géif ofrappen a frëscher dohinnersetzen. A wann ech d'Haus an där selwechter Gréisst herno erëm do stoen hunn, dann hunn ech jo keen Afloss op d'Natur. Also firwat ass hei net e bësse méi wäit geduecht ginn oder op den OAI gelauschtert ginn?

Dann ass den Text och nach net kloer. Wéi Der wësst, däerf een d'Affektatioun vun de Gebaier, dat heescht, fir wat d'Gebaier genotzt ginn, an enger Gréngzon net einfach esou änneren, ausser déi nei Affektatioun entsprécht dem Artikel 6 – dat ass am Prinzipp Landwirtschaft, Gaardebau an esou wieder – oder d'Constructioun ass denkmalgeschützt oder wann et an enger nationaler Schutzzon läit. Ech soen elo mol einfach d'Beispill vum Denkmalschutz. An da steet dran: Da kann d'Affektatioun geännert ginn. An da wéisste mir gären, an ech mengen, d'Bierger dobaussen och: Wat heescht dat, „kann"? Wéini gëtt dee „peut" e „oui" a wéini gëtt et en „non"? Och dat hunn ech an der Kommissioun gefrot.

Ech hunn d'Beispill vun engem ale Bauerenhaff ginn. Ech hu gesot: Vill al Bauerenhäff hunn al Ställ, déi sinn als Stall fir d'Déieren net méi ze gebrauchen, wann ech se gär wëll aartgerecht halen. Déi sinn awer och als Scheier net ze gebrauchen. Wann ech se awer gär wëll erhalen, da kascht dat e richteg gudde Batz Suen. Wann ech awer soss näischt kann domadder maachen an dann hunn ech net onbedéngt déi Suen, da loossen ech et verfalen. Wann ech dat elo als Denkmal géif schützen, wat kéint ech dann doraus maachen? Ech hu gefrot: Kéint een dann zum Beispill do 10 Appartementer dra maachen? Da kéimen zumindest Suen eran an et géif sech vläicht rentabiliséieren, fir dat Haus oder dee Stall ze renovéieren.

D'Äntwert, déi ech kritt hunn, d'Madamm Minister sot mer: „Esou wéi ech dat elo héieren hunn, wär dat eventuell geneemegbar." Sou, dat ass fir mech net kloer: „wär dat eventuell geneemegbar." Dat hunn ech dunn och gefrot an dunn hutt Der gesot, Madamm Minister: „Et muss konform zu den Ziler vum Gesetz sinn." Éischtens steet dat net esou an deem Artikel dran. Mee wann ech awer dann d'Ziler vum Gesetz kucken, da froen ech mech awer, wat Der Iech dann do erauspléckt. Ass et da „restauration des paysages et des espaces naturels"? Dann ass et warscheinlech net duerchzezéien. Oder ass et „restauration des biotopes, des espèces"? Oder „restauration des services écosystémiques"? Wat pléckt Der Iech do bei den Ziler eraus? An da sinn ech erëm eng Kéier bei der Willkür, déi awer nach an deem Gesetz hei dran ass.

An en drëtte Punkt: D'Upassunge ginn net wäit genuch. An do riskéieren ech, mech ze widderhuelen. Ech widderhuelen elo net alles, wat mer 2018 gesot hunn, och net alles, wat mer 2021 gesot hunn. Ech soe just dräi Punkten. Den Artikel 6 – dat ass deen, deen d'landwirtschaftlech Aktivitéiten, déi erlaabt ginn an der Gréngzon, definéiert –, dee misst ugepasst ginn. Mir kënnen net ëmmer vun Alternative schwätzen an de Sonndesrieden: D'Bauere musse sech diversifizéieren, si mussen do eppes Neies maachen, do eppes Neies maachen. An der Wäibaudebatt ass geschwat ginn: „Ma firwat maache mer net kleng Zëmmeren do, déi d'Wënzer och kënnen an der Gréngzon verlounen?" Dat kann een och um Bauerenhaff maachen. Mee dat ass alles net machbar mat dësem Gesetz.

Firwat maache mer dann net hei déi Upassungen, datt mer déi Alternativen an der Landwirtschaft och méiglech maachen? Eng Ferme pédagogique, reng theoreetesch ass dat net als Activité agricole definéiert. Wann ech also an engem Bauerenhaff an der Gréngzon eppes géif komplett ëmänneren, de Stall géif ëmänneren an e bëssen e Klassesall an esou weider, mee da krit ech et reng theoreetesch emol net autoriséiert. Dat ka jo net sinn! Déierepensiounen, ech soen allkéiers, well dat ass extra drageschriwwe ginn, datt dat net do erlaabt wär. Ech mengen nach ëmmer, datt eng Hondspensioun genausou gutt op engem Bauerenhaff an der Gréngzon wär wéi matzen am Duerf. A mir brauchen der ëmmer méi.

Dann den Artikel 17. Dat ass deen Artikel, dee virgesäit, wat alles net däerf gemaach gi respektiv muss kompenséiert ginn. Och do hu mer deen Amendement schonn dräimol gemaach oder hei ass e fir d'drëtt. Mir hunn e Logementsproblem. Mir sollen och am Bauperimeter séier virukomme mat bauen. Mir sollen do d'Prozeduren net an d'Längt zéien. Mir sollen net och nach d'Baue méi deier maachen. An

duerfir hu mir hei en Amendement gemaach, fir eeben ze soen: Innerhalb vum Bauperimeter wëlle mer keng Kompenséierung, mee mir wëllen en Naturschutz op Zäit.

A wann ech dann hei héieren: „Doriwwer si mer amgaang nozedenken." „Doriwwer si mer amgaang nozedenken!" Mee ech hu gesot, 2018 hu mer et scho gefrot. Wéi laang musst Der dann nodenken, ier eppes kënnt?

An ech liesen elo mol eppes vir: „Mee wann een awer seet, datt hei Bauland ass, hei dierft gebaut ginn, ma da soll een do och baue kënnen. [...] Haut ass et esou, dass, wann een en Terrain am Perimeter huet, een all Interêt huet, reegelméisseg ze kucken, dass näischt do wiisst, sech keng Fliedermais a keng Maus do nidderloossen a kee Biotop entsteet. Well wann een dann enges Daags baue wëllt, da muss net just nach eng Etüd gemaach ginn, mee da kritt ee virun allem och d'Rechnung presentéiert vun de Kompensatiounsmesüren. Domadder ass kengem e Gefale gemaach, weeder der Natur nach dem Logement!" An dat ass net dat, wat ech soen, mee ech ginn där Madamm hei vollkomme Recht, déi dat gesot huet. Dat war nämlech d'Madamm Agostino déi lescht Woch hei op der Tribün.

An ech wäert dofir och dee selwechten Amendement hei nach eng Kéier deposéieren. Dat ass da fir d'drëtt. Ech ginn Iech Der direkt zwee, Dir kritt herno nach een.

Amendement 1

Un nouvel paragraphe 6 est inséré à l'article 17 :

« (6) Ne sont pas visés par les dispositions ci-avant après l'entrée en vigueur de la présente loi, les biotopes protégés générés par un abandon de gestion ou bien par une gestion extensive, sous condition qu'ils se situent à l'extérieur de la zone de verte. »

Commentaire

La loi du 18 juillet 2018 amène beaucoup de propriétaires de terrains constructibles à « nettoyer » leurs terrains régulièrement pour éviter que la nature s'installe et qu'il faudrait compenser d'éventuels biotopes nouvellement créés. Pourtant, ces zones pourraient servir d'habitat pour certaines espèces pendant de nombreuses années jusqu'à ce qu'un jour ces parcelles soient utilisées pour des constructions. Ainsi cette proposition demande de créer des biotopes temporaires et que ces biotopes devraient être exemptés de l'obligation de compensation, aussi dans un but de simplification administrative et d'accélération de la construction de logements. Comme il existe déjà une telle disposition dans l'article 17 (5) de la loi, de donner du temps à la nature, nous proposons d'étendre cette disposition dans un nouveau paragraphe 6 pour inclure les terrains constructibles. Les paragraphes subséquents sont renumérotés en conséquence.

(s.) Martine Hansen, Félix Eischen, Marc Lies, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf.

Amendement 2

L'article 68 de la loi est modifié comme suit :

« Contre les décisions prises en vertu de la présente loi un recours en annulation en réformation est ouvert devant le Tribunal administratif qui statue comme juge du fond. »

Commentaire

Étant donné que le recours mis en place par la loi antérieure à la loi du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature a fait ses preuves, il convient de le consacrer à nouveau. En plus, un recours en réformation donne plus de garanties aux justiciables.

(s.) Martine Hansen, Félix Eischen, Marc Lies, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf.

M. Fernand Etgen, Président | Merci.

Mme Martine Hansen (CSV) | Sou, da kommen ech bei dee leschte Punkt vun deem, wat mer froen, dat ass méi Rechter fir d'Bierger. Mam Naturschutzgesetz vun 2018 huet nämlech Blo, Rout a Gréng de Bierger Rechter ofgeholl. Si hunn de Recours en réformation ofgeschaaft a just nach e Recours en annulation zougelooss.

Wat heescht dat konkreet? Mee d'Geriichter kënnen elo just nach d'Decisioun huelen, datt d'Decisioun entweeder annuléiert gëtt oder net. A wann een dann net mat där Decisioun averstan ass, da muss een am Prinzipp erëm eng Kéier e frëschen Tour dréien. Dat kascht erëm eng Kéier vill Suen an do si meeschtens déi Leit mat manner Suen definitiv benodeelegt. Also hu mer de Bierger hei ... oder hutt Dir de Bierger hei Rechter ofgeholl, well beim Recours en réformation kann u sech d'Geriicht d'Decisioun ëmänneren an doduerch deen zweeten Tour um Geriicht verhënneren.

déi gréng hunn hei dem Bierger Rechter fortgeholl. Och dat ass awer e bëssen typesch, well Rechter kréien d'Bierger da just do bäi, wou et grad gefält. An do hunn ech dann deen zweeten Amendement, Här President.

Dir Dammen an Dir Hären, dës Regierung huet nach ëmmer net erkannt, datt een den Naturschutz muss mat gesondem Mënscheverstand maachen an datt en dann akzeptéiert gëtt an datt en da gutt fir d'Natur ass.

Dës Regierung geet esou vir, datt d'Participatioun u sech an der Chamber heiansdo onméiglech gemaach gëtt. Si huet d'Avisen hei ignoréiert. Dat ass net akzeptabel. Dës Upassunge vum Gesetz ginn an déi richteg Richtung, mee ginn nach ëmmer net wäit genuch. „Well keng Zäit do war", kréie mer heiansdo gesot. Mee do soen ech, wéi gesot: Nee! Dir hat Zäit vun 2018 un an Dir sidd vun 2018 un opgefuerdert ginn, Upassungen ze maachen!

U sech misste mer géint dëse Projet de loi stëmmen. Mee well mer awer wëssen, datt vill Leit op déi Vereinfachunge waarden, déi elo kommen – si ginn net wäit genuch, mee et kommen der –, wäerte mer eis bei dësem Projet de loi enthalen.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Hansen. Den Här François Benoy freet d'Wuert direkt.

M. François Benoy (déi gréng), rapporteur | Jo, villmools merci, Här President. Erlaabt mer just, a mengem Rôle als President kuerz op zwou, dräi Saachen nach eng Kéier ze reagéieren, déi d'Madamm Hansen gesot huet, wat d'Organisatioun vun der Kommissioun ugeet.

Also, éischtens wollt ech nach eng Kéier preziséieren, dass den Avant-projet de loi zu deem Moment ... Also, d'Ministesch ass fir d'alleréischt emol an eis Kommissioun komm, kuerz nodeem déi Arrête public waren. Dat war am Hierscht. An dunn huet se gesot: „Ech maachen elo ganz séier Upassungen dodrun." A voilà, si huet zousätzlech och aner Vereinfachunge gemaach, déi se séier konnt maachen, a si huet och du Wuert gehalen an ass, soubal et gaangen ass, nämlech am Dezember, bei ons komm an huet den Avant-projet de loi du presentéiert.

Da wëll ech soen, dass ech duerno effektiv keng weider Demande méi hat, fir iwwert dee Projet an der Kommissioun ze schwätzen. An ëmmer, wann ech eng Demande hat, hunn ech gekuckt, esou séier wéi méiglech d'Kommissioun eeben zesummenzeruffen, fir dass mer dat kéinte maachen.

Ech wëll dozou dann och nach eng Kéier preziséieren – an ech mengen, dat wësse mer jo awer alleguerten aus dëser Legislaturperiod –, wéi schwéier et ass, tëscht alleguerten deene Pleniëren, tëscht alleguerten de Kommissiounen, tëscht Plagen, déi verréckelt ginn, an hei an do ëmmer Kommissiounen ze maachen. A mir ware wierklech méi wéi beschäftegt och an der Ëmweltkommissioun. Bon, do muss ee vläicht an enger nächster Legislaturperiod kucken, wéi ee sech do besser organiséiert. Op alle Fall, also mir hate wierklech Méi, de Programm duerchzekréien an Timeslotten ze fannen, fir do weiderzekommen.

Da wëll ech just soen, dass ech effektiv fir de leschte Freiden a fir de Méinden och Kommissioune convoquéiert hat. Dat war, wéi ech dat och scho gesot hunn an der Kommissioun, well mer woussten, dass op diversen Ordre-du-joure vum Staatsrot dräi Projeten dropstoungen. Dat war net just deen heite Projet, mee et waren och zwee Projeten aus dem Beräich vun der Energie, soudass et fir mech als President och net kloer war: Wat kënne mer do nach maachen a wat net? Mee dofir hat ech souwuel freides wéi méindes eng Kommissioun aberuff.

A voilà, deen heiten Avis ass, wéi gesot, dënschdes komm. A wéi mer du kloer war, dass mer dee géifen thematiséieren, hunn ech dat och direkt op den Ordre du jour gesat zu engem Zäitpunkt, wou mer och den Avis vum Staatsrot nach net haten. Dat heescht, ech hat natierlech keng Anung, wat do géif drastoen, nach manner, wat mer do géife maachen. Mee ech hunn a weiser Viraussiicht och dohinner geschriwwen, dass een eventuell de Rapport och kéint da stëmmen, wou ech natierlech net wousst, ob e Rapport prett wär, mee einfach och am Interêt dovun, dass ech d'Zäit vun de Kolleegen net nach méi géif strapazéieren.

Voilà, an deem Sënn sinn ech natierlech d'accord mat der Madamm Hansen, dass dat net optimal gelaf ass. Mee ech mengen awer trotzdeem, dass et och elo keng Frechheet ass, wann ee behaapt, dass dat heiten e Gesetz ass, wou mer wierklech ville Leit erméiglechen, fir am nächsten hallwe Joer ... Bis fréistens deen heite Projet vun enger nächster Chamber géif gestëmmt ginn, mengen ech, dass et awer net schlecht ass, dass mer déi Aarbecht elo haut trotzdeem nach maachen.

Merci villmools.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Benoy. An d'Madamm Hansen wëllt net méi dorobber reagéieren. Da kritt deen nächsten ageschriwwene Riedner d'Wuert, dat ass den Här Gusty Graas.

M. Gusty Graas (DP) | Här President, Dir Dammen an Dir Hären, am Beräich vum Naturschutz ze legiferéieren, dat ass natierlech ni eng ganz einfach Aufgab. Ech mengen, mir sinn eis alleguer bewosst, dass eis Natur a kengem gudden Zoustand ass – fir net méi ze soen. An datt do mussen eng Rei restriktiv Moossname geholl ginn, dat läit jo och op der Hand.

Et kënnt och ëmmer erëm zu Spannungen an zu Interpretatiounsdivergenzen, wat eeben d'Applikatioun an d'Ausleeung vu verschiddene Gesetzgeebungen ubelaangt. Mee et muss een awer versichen, ëmmer e wäitméiglechst gudden Equiliber zwëschent dem räsonabelen Naturschutz an eeben och der Warung vun der Natur u sech hierzestellen. Et mussen natierlech dofir och esou wäit wéi méiglech kloer Norme geschafe ginn. Mee d'Praxis beweist – an d'Geriichter gi jo reegelméisseg ëmmer mat Fäll befaasst –, datt dat net ëmmer esou evident ass. A mir mussen hei trotzdeem versichen, esou wäit wéi méiglech Insécurité-juridiquen aus der Welt ze schafen.

D'lescht Joer koum et jo, kann ee bal soen, zu engem liichten, klengen Äerdbiewen, wéi dunn eeben déi Jurisprudenz vun der Cour administrative bekannt gouf. Et koum jo dunn och zu verfassungsrechtleche Punkten, déi vun der Cour constitutionnelle opgeworf

goufen. An du koum ee jo e bëssen ënner Drock, fir dann eeben d'Naturschutzgesetz unzepassen.

Ech mengen, am Fokus stoung dann effektiv jo den Artikel 7 vum Naturschutzgesetz. Hei geet et jo ëm Constructiounen an der Zone verte, déi jo schonn éiweg am Fong geholl ëmmer zu Diskussiounen Ulass ginn. An et ass evident, datt een och an Zukunft muss awer virsiichteg bleiwe mat geplangte Constructiounen an der Zone verte. Mir wëssen, datt d'Natur eppes ganz Sensibeles ass.

Mee op där anerer Säit muss een awer och räsonabel bleiwen. An dat ass och elo schonn hei deelweis jo ugeklongen, haaptsächlech wann et sech ëm Ëmbauaarbechten an der Naturschutzzon vu minimaler Gréisst handelt. Selbstverständlech schwätze mer hei net vu weideren Extensiounen. An da muss awer virun allem an deene Fäll de gesonde Mënscheverstand matspillen.

Kloertext: Wann en Haus an enger Zone verte autoriséiert gi war oder nodréiglech regulariséiert gëtt an do sollte minimal Ännerunge virgeholl ginn – ech schwätzen zum Beispill vun neie Fënsteren, ech schwätzen dovun, den Daach nei ze amenagéieren –, ech mengen, da muss een awer esou vill Verstand hunn an och Fangerspëtzegefill, datt een esou minimal Aarbechte muss kënnen erlaben.

Dee Projet de loi hei bréngt jo elo méi Kloerheet an och Verbesserungen. Ursprünglech war jo e Stéchdatum vum 1. Juli 1995 virgesinn. De Conseil d'État huet dat jo op d'Kopp geworf aus enger Rei Ursaache, virun allem, wéi gesot, datt e gemengt huet, do géif keng Equitéit herno méi bestoen. Mir passen eis deem dee Moment dann och un. Elo schwätze mer da vu Constructions assimilées aux constructions légalement existantes. Och déi Léisung ass fir eis als Demokratesch Partei akzeptabel. Wat mer besonnesch begréissen, ass, datt eeben och elo kënnen energeetesch Adaptatiounen ouni gréisser Problemer duerchgefouert ginn, well och an der Zone verte muss dat selbstverständlech matspillen.

Ech wëll awer nach eng Kéier drop hiweisen: Et muss een awer och elo oppassen, datt keng Abuse gemaach ginn, net datt mer elo net op eemol d'Gefill vermëttelen, datt an der Zone verte awer géif praktesch eng gewëssen Narrefräiheet entstoen an et kéint een awer do zimmlech sengem Gutdünken no Adaptatioune maachen. Dat däerf et och an Zukunft jiddefalls net ginn. Duerfir ass den Artikel 7 (2) do. Dee seet jo och ganz däitlech, wat fir Konstruktiounen an der Zone verte mussen autoriséiert ginn.

Mir sollen eis natierlech och kengen Illusiounen higinn: Mir wäerten eis ëmmer nach munchmol e bëssen a Grenzfäll beweegen an d'Geriichter, fäerten ech, wäerten och an Zukunft nach genuch Aarbecht kréien.

Dann ass et natierlech och heiansdo schwéier ofzeweien: Wat ass eng Ausso am Fong geholl a wéi ass se ze verstoen? Zum Beispill: „des constructions qui ne sont pas encore en état de ruine avancé", wat heescht dat? Ech sinn iwwerzeegt, wa mer heibanne géifen e Sondage doriwwer maachen, kéimen do warscheinlech 30 verschidde Meenungen eraus. Also, och do muss een awer virsiichteg si bei der Interpretatioun herno. An och do muss awer wa méiglech e gewëssene Mënscheverstand, dee mer jo alleguer normalerweis hunn, matspillen.

Dann och de Volet vun de Clôturen: Do geet jo zum Beispill och rieds iwwert de Privatbësch. Mir hunn d'lescht Woch en neit Gesetz iwwert de Bësch hei gestëmmt, wou ganz kloer de Geescht am Fong geholl war, datt d'Bëscher musse maximal zougänglech sinn, also kënne se net iwwer en anert Gesetz erëm méi schwéier accessibel gemaach ginn.

Selbstverständlech musse mer, wa mer iwwert d'Naturschutzgesetz hei schwätzen, och iwwert d'Landwirtschaft schwätzen, well et awer en direkte Lien gëtt. Wann et ee Beruffsstand gëtt, dee virun allem vu restriktive Moossnamen am Naturschutz direkt betraff ass, dann ass et d'Landwirtschaft. Do muss een och ganz vill Fangerspëtzegefill weisen. Ech verweisen awer zum Beispill an dësem Kontext op d'Artikelen 59 an 61 vum neien Agrargesetz. Do geet et ëm Aarbechte ronderëm eis Gewässer. Wa mer déi Artikele méi genee kucken, dann ass do eng gewësse Flexibilitéit ze erkennen. Duerfir ass d'Fro ze stellen, ob net elo d'Naturschutzgesetz dat erëm zum Deel neutraliséiert. Mat Sécherheet wäert dat op anere Plazen och nach de Fall sinn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir sinn op alle Fall mat deem Gesetz hei zefridden. Et kommen elo méi flexibel Interpretatiounen. Allerdéngs ass et jo och esou, datt fir verschidden Aarbechte keng ministeriell Autorisatioune méi verlaangt ginn, contrairement dann zu fréier. Wat awer wichteg ass, ass, datt awer musse sporadesch Kontrolle gemaach ginn. Et ass net esou, datt vu moies bis owes déi Konstruktiounen am Naturschutz iwwerwaacht musse ginn, mee et kann awer och net sinn, datt mer do net awer eng gewësse Kontroll ausféieren. Natierlech si ganz vill Detailer hei opgelëscht, wat Héichten, Wénkelen an Entfernungen ubelaangt. Ech mengen, et huet kee Wäert, elo hei an den Detail ze goen. Mee grad dat ass awer de Beweis, datt an Zukunft dat och muss um Terrain gutt kontrolléiert ginn.

Da vläicht awer trotzdeem och eng Remark iwwert d'Prozedur. Also, ech gi ganz gären zou – et ass ee jo och alt schonn e bësselchen hei derbäi –: Et war keng Meeschterleeschtung vu parlamentarescher Aarbecht! Dat soen ech ganz éierlech. A mir sollen eis och do éierlech an d'A kucken: Et ass net alles ganz glécklech gelaf an deem Dossier hei.

Bon, elo muss ee sech d'Fro stellen: Wat iwwerweit? Den Inhalt vum Gesetz, ganz kloer. Ech mengen, do si mer eis jo och dann eens. Op där anerer Säit, bei där Aart a Weis, wéi et zustane komm ass, hunn ech zum Deel Verständnis, datt gewësse Kriticke komm sinn. Ech soen dat och riichteraus: Mir waren och net esou schrecklech begeeschtert.

Mir sinn awer zumindest frou gewiescht – an do wëll ech och de President hei luewen an em och Merci soe fir seng Rapporten, déi e gemaach huet –, datt mer awer zum Schluss dunn e Modus vivendi fonnt hunn, deen et erlaabt huet, zumindest en Dag Zäit ze hunn, fir iwwert de Rapport ze kucken. Dat huet am Fong déi Saach awer e bësselche méi schmackhaft gemaach.

Onofhängeg dann, wéi gesot, vun där liichter Kritick, déi awer muss gemaach ginn, egal wou ee sëtzt, bréngen ech awer am Numm vun der Demokratescher Partei selbstverständlech d'Zoustëmmung zu dësem Projet de loi. Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Graas. An nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Cécile Hemmen. Madamm Hemmen, Dir hutt d'Wuert.

Mme Cécile Hemmen (LSAP) | Jo, merci, Här President. Léif Kolleeginnen, léif Kolleegen, Madamm Minister, ech ginn dervun aus, dass Der mer wierklech net béis sidd zu dëser spéider Stonn, dass ech net an den Detail gi vun all deem, wat dat Gesetz hei beinhalt. Dat huet eise President vun der Kommissioun a Rapporter haut den Owend ganz, ganz gutt gemaach.

Och fir eis Partei hu mer festgestallt, dass et wierklech Verbesserunge sinn, dass Kloerheet geschaaft gëtt a ganz ville verschiddene Punkten. An erlaabt mer awer och op dëser Plaz, der Ministesch e Kompliment auszedrécke fir hir Reaktivitéit op den Arrêt. An zwar ass séier geschafft ginn. Et ass och gutt geschafft ginn. Et kéint natierlech vill méi nokommen. Dat ass jo och nach geplangt. Ech mengen, dat Gesetz ass nach net esou, wéi et soll sinn, mee mir sinn awer e gutt Stéck virukomm. A mir stëmmen haut den Owend eppes, wourop vill concernéiert Bierger waarden. Et ass deemno e Gesetz am Interessi vum Bierger, dat mer elo ofstëmmen. An duerfir gi mer selbstverständlech den Accord vun der LSAP-Fraktioun.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Hemmen. An da geet d'Wuert un d'Madamm Myriam Cecchetti.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Här President, als Alleréischt emol dem Rapporter merci fir säi mëndlechen a schrëftleche Rapport. Mir stëmmen dëst Gesetz mat, well et wichteg ass, datt dëse Kader gesat gëtt, fir enger gewëssener Iwwerreguléierung a verschiddene Beräicher en Enn ze setzen, obwuel mir d'Dokumenter wierklech esou kuerzfristeg kritt hunn, datt ee sech net konnt adequat domadder beschäftege bei dëser chargéierter Chamberswoch.

E Mëttwoch, den 19. Juli um 11.14 Auer hu mir den Avis vum Staatsrot geschéckt kritt. Dee selwechten Dag um 13.15 Auer Kommissiounssëtzung, wou et net méiglech war, seriö duerch den Text ze goen; wou et net méiglech war, all seng Froen ze stellen; wou et net méiglech war, d'Avise vun deene verschiddene Kummeren ze consideréieren, wat géigeniwwer vun deene respektlos ass wéinst där viller Aarbecht, déi si sech eigentlech fir näischt gemaach hunn; wou et net méiglech war, Amendementer dozou unzehuelen, well dëse Projet de loi dann net méi hätt kënne gestëmmt ginn. Mëttwoch, 17.00 Auer de Rapport kritt. Donneschdes, 13.45 Auer Kommissiounssëtzung, fir dëse Rapport ofzestëmmen, an dat an enger Woch bei ganze Chambersdeeg! An och goufen d'Ordre-du-jouren dauernd an dëser Chamber ofgeännert, Projet-de-loie sinn ewechkomm, mee anerer sinn nach derbäikomm, Kommissiounssëtzunge sinn dertëschtgequëtscht ginn.

Här President, et deet mir leed, datt ech dat grad elo bei dësem Projet de loi soe muss, well et war bei ville Projets de loi dës lescht Woch net méi méiglech, seriö ze schaffen. Mee dësen ass awer elo am flagrantsten. Dat ass alles net seriö an ech hunn dat och scho bei anere Projet-de-loie bemierkt, notamment bei der Tripartitt, wat d'Sécurité sociale ubelaangt huet ënnert der LSAP an d'Famille ënnert der DP. Déi ganz Majoritéit ass also vun dëser Kritick betraff. Dëst ass follglech keen „déi-gréng-Bashing", wéi ech mir dat an an no der Kommissioun hu misse virwerfe loossen, absolutt net! Et geet hei ëm eng Kritick vun eiser parlamentarescher Aarbecht, déi esou net ze maachen ass.

Ech hoffen instänneg, dass déi Neigewielt sech dëse Problemer unhuelen an definitiv Ännerungen aleeden, souwuel wéi an och wéini Kommissiounssitzunge sinn. Mir haten do emol ursprénglech Plagen, déi festgesat goufen an der Theorie, awer an der Praxis ass et driwwer an drënner gaangen, wéi d'Dokumenter virgeluecht ginn, op deene mir schaffe mussen. Dee Courrier interne ass e Fourre-tout, do fënnt en Hond seng Jonger net méi erëm! A wéi vill Deeg virdrun, well am Moment kréie mir dat eent kuerz virdrun, dat anert den Dag selwer, dat anert den Dag drop. Och wéini a wéi oft Chamberssitzunge sinn, an zwar am Virfeld. Da ka jiddweree sech riichten, och d'Ministeren, déi musse kommen, well och fir si ass dat heite kee Geschaffs!

Hei spillen d'Duebelmandater natierlech eng Roll. Ech erënneren drun, datt viru Kuerzem eréischt

Gemengewale waren an datt vill Leit do am Walkampf waren an datt se net onbedéngt déi néideg Zäit fir d'Chamber haten, datt se am Zäitdrock waren.

(Brouhaha)

Mee do géif et jo endlech Zäit ginn, dat heiten ze änneren, well anscheinend si sech jo all d'Parteien eens. Ech froe mech da just, u wat dat nach läit.

Ech kommen elo awer zréck op dëse Projet de loi.

Plusieurs voix | A!

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Pardon, et sinn och aner Leit, déi hei Kritick gemaach hunn, an ech hätt gär deen nämmlechte Respekt!

M. Fernand Etgen, Président | Hei, wannechgelift!

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | An ech hätt och gär Rou!

(Exclamations et brouhaha)

Wann d'CSV hei eppes seet, da gëtt nogelauschtert. A wann ech et soen, gëtt hei gegrommelt. Dat ka jo net sinn!

M. Sven Clement (Piraten) | Nëmme richteg esou!

M. Fernand Etgen, Président | Ech hätt och gären, datt d'Madamm Cecchetti Rou kritt!

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | D'Madamm Ministesch huet op alle Fall vill versprach an der Kommissiounssëtzung, datt déi Adaptatiounen, déi musse gemaach ginn, och wäerte gemaach ginn. A mir gleewen hir dat dann och, och wa mer net wëssen, wien d'nächst Kéier do sëtzt. Si weess et jo selwer och net, well et si Walen den 8. Oktober an da musse mer kucken, wéi et an Zukunft weidergeet.

Beispiller heifir gëtt et der vill – de Mouvement écologique huet och nach en Avis geschéckt, och eréischt virun zwee Deeg –, wéi d'Wärmepompelen, déi an d'Spill koumen, oder Trockemaueren, Nisthëllefen, kleng Konstruktioune wéi Bänken an esou weider an esou fort.

(Brouhaha)

Plusieurs voix | Pscht!

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Ech hunn Zäit, et ass e Modell 1!

(Hilarité)

Une voix | Zéng Minutten.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Jo, dat geet gutt duer.

M. Fernand Etgen, Président | Et ass elo roueg heibannen. Dir kënnt elo weiderfueren, Madamm Cecchetti. Loosst Iech elo net duerch déi Rou stéieren.

(Hilarité)

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Et ass einfach schued, datt een e Gesetz stëmmt, wou ee vu virera weess, datt et nach besser hätt kënne sinn an datt et scho verbessert misst ginn, ier et iwwerhaapt a Kraaft trëtt.

Här President, dës Gesetzgeebung ass a viller Hisiicht representativ fir Debatten an Opfaassungen an der ganzer Gesellschaft iwwert dat, wat ee soll dierfen an net dierfe virum Hannergrond vun Natur- a Klimaschutz a wat verschidde Verbueter bréngen oder eeben net bréngen. D'Richtung, an déi d'Ministesch elo hei weidergeet, fanne mir richteg, fir méi genee ze kucken, wat fir Virschrëften an administrativ Weeër wierklech néideg sinn an am Sënn vum Naturschutz, esou wéi dat och als Zil am Gesetz festgeschriwwen ass.

Dat kann natierlech e Spagat sinn, mee hei menge mir net, datt eppes Fundamentales am Naturschutzgesetz verluergeet. Mee dës Richtlinne sinn einfach wichteg, wuel wëssend, dass een ni all d'Aspekter vun enger Situatioun virewech huele kann, mee se bidden awer eng Rumm souwuel fir deen, dee gären eppes hätt, deen eng Demande mécht, wéi awer och fir den Ëmweltministère.

Den OAI huet a sengem Avis eppes gesot, wat mir och esou ënnerstëtzen. De Schutz vun der Aartevillfalt an den natierleche Ressourcen ass eng grouss Thematik, déi vill Liewensberäicher betrëfft. Déi meescht Leit huelen dat och esou wouer. Deementspriechend reagéiere se och warscheinlech zu Recht immens sensibel, wa si selwer vu ganz strikten an aschränkende Virschrëfte betraff sinn, wärend ausserhalb vun der Gréngzon alles oder bal alles geet, egal wéi natur- a klimaschiedlech et ass.

Ech soe Merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Cecchetti. A leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Goergen. Här Goergen, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Ech wäert och keng grouss Ried halen, well gëschter koum de Rapport an als kleng Sensibilitéit, mat deem ganze Marathon, war et eis natierlech net méiglech, déi Texter nach eng Kéier duerchzegoen. An eis Seriositéit verlaangt et, elo net einfach eppes ofzestëmmen. Deementspriechend wäerte mir eis enthalen.

Meng Virriedner hunn et alleguerte gesot: Et ass keng seriö Aarbecht gewiescht! Ech verstinn awer de President vun der Ëmweltkommissioun, dass seng Partei e bëssen Torschlusspanik elo huet an dat nach schnell wollt duerchkréien. Et weess ee jo net, ob dat herno nach méiglech gewiescht wär.

Merci.

M. Sven Clement (Piraten) | Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Goergen.

D'Regierung huet d'Wuert, d'Madamm Ëmweltministesch Joëlle Welfring.

Prise de position du Gouvernement

Mme Joëlle Welfring, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable | Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et gouf elo schonn e puermol hei op déi Jurisprudenz verwisen, duerch déi mer de leschte Summer gesot kruten, dass d'Dispositioune vum Text vum Naturschutzgesetz ze streng géifen applizéiert ginn an och anticonstitutionnel wieren. Ënner anerem koum d'Geriicht zum Schluss, dass e Gebai, dat scho laang steet, seng Durabilitéit gewisen hätt an dofir och sollt kënnen adaptéiert ginn, soulaang d'Schutzziler vum Naturschutzgesetz respektéiert wieren.

Déi Jurisprudenze gi selbstverständlech säit den Urteeler an der Praxis och schonn applizéiert. Trotzdeem musse mer der Kloerheet an der Rechtssécherheet halber den Text upassen. Implizitt gouf mat de Jurisprudenzen och déi Dispositioun kritiséiert, déi seet, dass eng Konstruktioun nëmmen da ka verännert ginn, wa se och an aller Legalitéit opgeriicht ginn ass, an dat betrëfft dee sougenannte „légalement existant", deen och schonn hei ugeschwat ginn ass.

Eng Adaptatioun vun deem Gesetz huet sech also imposéiert, fir dëse Jurisprudenze Rechnung ze droen. An dëst hat ech am fréien Hierscht versprach an heimat kommen ech och dësem Verspriechen no.

Dëst mécht awer nëmmen e klengen Deel vun dësem Projet de loi aus, well mir hunn dervu profitéiert, fir vill méi wäit ze goen, an dat am Sënn vun der Vereinfachung. Et huet also keen eis hei gedréckt, dat ass wierklech op eis Initiativ geschitt.

D'Zil vun dësem Projet de loi ass et also, d'Reegele fir d'Bauten an der Gréngzon éischtens ze preziséieren an zweetens ze vereinfachen. Et geet bei dësem Projet ëm eng substanziell Simplification administrative, éischtens fir déi bestoend Konstruktiounen, awer och fir déi nei. A gleeft mer, dat maache mir mat ganz vill Asaz a mat vill Iwwerzeegung.

Fir d'éischt zu de bestoende Bauten: Hei gi follgend Reegelen ofgeännert an domat de Proprietäre vill méi Fräiheeten ageraumt an net manner. An Zukunft soll net nëmmen d'Erhéije vun engem Daach, fir eng Isoléierung kënnen unzebréngen, méiglech sinn, wat jo bekanntlech den Objet vun de Jurisprudenze war, mee mir wollten de Proprietären och d'Méiglechkeet ginn, d'Stäck op eng convenabel Wunnhéicht ze héijen, soudass och en Erwuessene kann do stoen.

Des Weidere preziséiert d'Gesetz och kloer, dass all Zorte vun Aarbechte fir eng energeetesch Sanéierung solle méiglech sinn. Et ass och elo kloer festgeluecht, dass Sécherungsaarbechte kënne gemaach ginn, ouni déi eng Konstruktioun, en aneren Objet oder eng Persoun zu Schued kéinte kommen.

An Zukunft brauch keng Naturschutzgeneemegung méi gefrot ze ginn, fir säin Haus just bannen ëmzebauen. Am Kloertext heescht dat, dass dierf banne renovéiert ginn, egal ob dat heescht, eng Mauer erauszerappen oder carrement dat ganzt Gebai ze entkären an nei ze restrukturéieren, soulaang d'Emprise au sol net verännert gëtt. Och dat war net esou prezis an deene Jurisprudenzen dran.

Eng weider wichteg Ännerung ass et, dass ee mat deem neien Text och Gebaier, wou een nach dee gréissten Deel vun hire Maueren huet dierfen ofrappen, an deene selwechten Dimensiounen erëm dierf nei opriichten.

Zousätzlech ass et déi wichteg Ännerung, wat den Zäitpunkt ugeet, wéini eng Konstruktion als „légalement existante" ugesi gëtt an also och Verännerungen dru méiglech wieren. Och dat ass hei schonn erkläert ginn, ech ginn net méi op dësen Detail an. Mee wéi gesot, bis ewell war et esou, dass d'Gebaier, déi virun deem éischten Naturschutzgesetz gebaut gi waren, unerkannt waren. Dat waren also déi vu virun 1965 oder déi duerno, déi da geneemegt gi waren.

An der Praxis ass et awer net ëmmer esou einfach, deen Datum ze respektéieren, fir kënne „légalement existant" ze beweisen, well eeben oft Pièce zum Beispill net disponibel waren oder well se aus der virdigitaler Zäit sinn oder well e Proprietärswiessel war an déi net matkoumen.

Dës grouss Vereinfachung ass an dësem Gesetz esou, dass de „légalement existant" un déi strofrechtlech Verjärungsfrist gekoppelt gëtt, an déi ass eebe fënnef Joer. Eng Konstruktioun, déi bis ewell net geneemegt war, mee scho méi laang wéi fënnef Joer fäerdeggestallt ass, ouni datt strofrechtlech Poursuitte géint den Auteur gestart gi waren, gëtt elo assimiléiert als „légalement existante". An domat dierfen dës Bauten och no deenen neien, méi largë Reegelen adaptéiert ginn.

Mir iwwerhuelen heimat, opgrond vun enger Propositioun vum Staatsrot, eng strofrechtlech Verjärungsfrist, an dat kënnt elo an d'administratiivt Recht a mir suergen domat fir Kloerheet.

Une voix | Très bien!

Mme Joëlle Welfring, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable | Dofir wëll

ech nach eng Kéier resüméieren: Mat dësem neien Text dierfen an Zukunft „constructions légalement existantes“ oder assimiléiert Konstruktiounen éischtens ouni Geneemegung banne renovéiert ginn an ëmgebaut ginn, och substanziell, mat Geneemegung energeetesch sanéiert ginn och vu baussen. Och raimlech Héichten däerfen ugepasst ginn, och wann dat heescht, dass d'Gebai méi héich gëtt. D'Fassad dierf geännert ginn, notamment duerch Fënsteren, a souguer d'Ofrappen an d'Neiopriichten ass erlaabt, dat alles ënnert der Konditioun, dass déi Saachen am Aklang si mat den Objektiver vum Gesetz. A mir picken eis hei net eent eraus, mir musse se alle siwen ëmmer consideréieren.

Et kann een also elo net nëmmen energeetesch sanéieren, wat dem Klima an dem mënschleche Wuelbefannen entgéintkënnt, mee och aner Aarbechten u sengem Besëtz maachen. An zu dësen Ännerunge kommen och nei Elementer, well de Projet eeben eng ganz Rëtsch vun neien Elementer elo opzielt a senger neier Annex 9, woufir een an Zukunft keng Geneemegung méi brauch. An och déi Beispiller si scho genannt ginn. Et geet jo do ëm Fotovoltaikanlagen op bestoende Gebaier, Konstruktioune fir Vullen a Fliedermais, awer och temporär Ënnerstänn fir d'Déiere bei Hëtzewellen. An dat ass tatsächlech eppes, wat aus eiser eegener Initiativ komm ass. An och wann elo verschidde Saachen nach net op dëser Lëscht stinn, ass et net esou, dass een déi net ka bauen. Et muss een eeben dofir nach ëmmer eng Autorisatioun ufroen an déi kann natierlech dann och geneemegt ginn, wann dat den Ziler vum Gesetz entsprécht.

Dëst ass eng substanziell administrativ Erliichterung souwuel fir de Bierger wéi och fir déi staatlech Instanzen. Kloer Reegele profitéieren de Leit, awer och de staatlechen Instanzen a sinn en Deel vun enger genereller Vereinfachungsstrategie a mengem Kompetenzberäich, an dat ëmmer mat engem weiderhin héijen Usproch un den Ëmweltschutz.

Une voix | Très bien!

Mme Joëlle Welfring, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable | Mir hunn eis bei dësem Avant-projet de loi op Konstruktioune beschränkt, einfach well déi rezent Jurisprudenze séier an den Text hu missen iwwerholl ginn. An dat war eis wichteg, fir dass déi Leit dobaussen och esou séier wéi méiglech kënne vun deene Vereinfachunge profitéieren, déi mir nach zousätzlech an d'Gesetz geschriwwen hunn. Dat heescht awer net, dass mir net och aner Saachen op de Leescht wäerten huelen, a mir hunn och scho weider Vereinfachungspotenzialer identifizéiert a wäerten doriwwer an der nächster Zäit informéieren.

Une voix | Très bien!

Mme Joëlle Welfring, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable | Ech wëll awer op dëser Plaz op alle Fall e grousse Merci lassginn, och fir déi Leit dobaussen, déi eis hir Avisen zoukomme gelooss hunn. Déi sinn net ignoréiert ginn. Mir hunn déi ganz genau gekuckt a mir wäerten och a kuerzer Zäit dës berücksichtegen an och nei Propositioune virleeën. Hätte mir deen Avis vum Staatsrot éischter kritt, hätte mer natierlech dat doten och an der Kommissioun méi am Detail kënnen diskutéieren.

Ech hunn nach vläicht e puer Replicken op déi Saachen, déi hei opgeworf ginn zu de Constructions en zone verte. Dat ass och eppes, wou mer intensiv dru schaffen, an zwar am Echange mat zum Beispill de Wënzer an och mat Bauerebetriber. Déi brauchen eng Planungssécherheet fir hir Betriber, mee déi brauchen och Flexibilitéit. An do ass e Règlement grand-ducal net ëmmer déi beschten Äntwert drop. Och hei si mer amgaangen, no enger Léisung ze sichen, déi souwuel Planungssécherheet awer och Flexibilitéit bitt.

Zum Recours en annulation: Wann esou een ausgeschwat gëtt, da gëtt d'Geneemegung ëmmer am Sënn vum Urteel ofgeännert. Dat heescht, mir huelen de Leit dobausse kee Recht ewech. Mir sinn awer amgaangen, och dee Punkt ze iwwerdenken, a kucken och do, wéi mer dës Gesetzgeebung mat anere Gesetzgeebungen, déi mer am Autorisatiounsberäich hunn, kënne besser alignéieren. Voilà.

Zu den Ziler hunn ech mech scho geäussert.

Firwat si mir déi Vereinfachungen hei wichteg? Et ass wichteg, dass mer en effikassen Ëmweltschutz kënne maachen, well d'Natur ass eis Liewensgrondlag an et ass besser, dass mer eisen Effort kënnen op déi weesentlech Saache konzentréieren am Sënn vum Schutz vun der Natur. An dann ass et mer och ganz wichteg, dass mer eng besser Ëmsetzbarkeet vun dësem Text kréien, fir och d'Akzeptanz dobausse vun den Dispositioune vun dësem Text kënnen ze erhéijen. Dat ass mer ganz besonnesch wichteg. An ech sinn iwwerzeegt, dass mer mat deem heiten Text do dat Richtegt maachen.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools der Madamm Ëmweltministesch Joëlle Welfring. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Amendements

Ier mer elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8142 kommen, stëmme mer fir d'éischt iwwert déi verschidden Amendementer of.

Amendement 1

Fir d'éischt den Amendement Nummer 1 vun der CSV, deen als Objet huet, en neien Paragraf 6 an den Artikel 17 bäizefügen. Den Här François Benoy.

M. François Benoy (déi gréng), rapporteur | Jo, villmools merci, Här President, fir d'Wuert. Jo, déi zwee Amendementer hei sinn am Fong Amendementer, déi d'Madamm Hansen an d'CSV zum Deel och schonn am Kader vum Gesetz 7477, mengen ech, deposéiert haten. Och do hate mer an der Kommissioun deemools scho vill Diskussiounen driwwer. Mir wëssen also, dass d'Matière net einfach ass an dass ee sech do wierklech genau muss dermat beschäftegen.

Beim éischten Amendement ass et jo éischter „Natur auf Zeit“, beim zweeten Amendement geet et ëm d'Fro vum Recours. Also, mir haten dee Moment schonn Amendementen, mir hu se och bei deem heite Gesetz gehat. D'Ministesch huet och elo selwer nach eng Kéier gesot, dass dat och Froe sinn, déi si wierklech ganz seriö analyséiert, mee dass et eeben och net einfach ass. Dat war och schonn d'Äntwert, déi mer deemools haten, engersäits an der Diskussioun bei deem heite Gesetz, awer och bei deem virdrun. Duerfir géif ech menger Fraktioun roden, déi heiten zwee Amendementer ofzeleenen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Benoy.

Mir kënnen dann zum Vott vum Amendement Nummer 1 kommen.

Vote sur l'amendement 1

D'Ofstëmme fänkt un. De Vott ass ofgeschloss.

Den Amendement Nummer 1 ass bei 20 Jo-Stëmme géint 31 Nee-Stëmmen a 4 Abstentiounen ofgeleent.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par M. Jean-Marie Halsdorf), Léon Gloden (par M. Jean-Paul Schaaf), Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel (par M. Marc Spautz), Aly Kaes (par M. Félix Eischen), Marc Lies, Mme Elisabeth Margue (par Mme Diane Adehm), MM. Georges Mischo (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Laurent Mosar (par M. Marc Lies), Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Emile Eicher), Claude Wiseler (par M. Gilles Roth) et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen).

Ont voté non : Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Mme Carole Hartmann (par M. Gusty Graas), MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch (par M. Yves Cruchten) et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen (par Mme Josée Lorsché), Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill.

Se sont abstenus : MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Den Artikel 17 vum Projet de loi bleift ënnert där Form bäibehalen, wéi d'Kommissioun e virgeschloen huet.

Amendement 2

Mir kommen dann elo zum Vott iwwert den Amendement Nummer 2 vun der CSV, deen als Objet huet, den Artikel 68 ofzeänneren. Da kënne mer och elo ... D'Madamm Hansen.

Mme Martine Hansen (CSV) | Jo, also wann ech bei deem éischten Amendement nach vläicht kéint denken, datt een an zéng Joer nach keng Léisung huet, wou ech dat awer och net kann denken, mee wann ech e Recours en annulation ëmänneren an e Recours en réformation, ech mengen, dat ass keng kompliзéiert Saach, an déi wär definitiv méiglech gewiescht. Dofir wollt ech déi Explikatioun do awer net akzeptéieren.

M. Fernand Etgen, Président | Ech mengen, da komme mer awer elo zum Vott vun dem Amendement Nummer 2.

Vote sur l'amendement 2

D'Ofstëmme fänkt un. Mir maachen de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

Den Amendement Nummer 2 ass bei 22 Jo-Stëmme géint 31 Nee-Stëmmen an 2 Abstentiounen ofgeleent.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par M. Jean-Marie Halsdorf), Léon Gloden (par M. Marc Spautz), Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel (par M. Félix Eischen), Aly Kaes (par M. Jean-Paul Schaaf), Marc Lies, Mme Elisabeth Margue (par M. Gilles Roth), M. Georges Mischo (par Mme Diane Adehm), Mme Octavie Modert (par M. Emile Eicher), MM. Laurent Mosar (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Marc Lies) et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Ont voté non : Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Mme Carole Hartmann (par M. André Bauler), MM. Pim

Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Gusty Graas) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch (par Mme Simone Asselborn-Bintz) et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen (par Mme Josée Lorsché), Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill.

Se sont abstenus : MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Den Artikel 68 vum Projet de loi bleift dann och ënnert där Form bäibehalen, wéi d'Kommissioun e virgeschloen huet.

Mir kommen dann elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8142. Den Text steet am Document parlementaire 8142[6].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8142 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Mir maachen de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

An de Projet de loi ass mat 33 Jo-Stëmmen, kenger Nee-Stëmm an 21 Abstentiounen ugeholl.

Ont voté oui : Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Mme Carole Hartmann (par M. Gusty Graas), MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch (par M. Yves Cruchten) et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen (par M. François Benoy), Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Se sont abstenus : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par M. Jean-Marie Halsdorf), Léon Gloden (par M. Marc Spautz), Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Aly Kaes (par M. Félix Eischen), Marc Lies, Mme Elisabeth Margue (par Mme Diane Adehm), MM. Georges Mischo (par M. Jean-Paul Schaaf), Laurent Mosar (par M. Emile Eicher), Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Marc Lies) et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

10. Discours de fin de législature de M. le Président

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, léif Mataarbechterinnen a Mataarbechter, Dir Dammen an Dir Hären, et war eng intensiv Woch, et waren intensiv Deeg, Méint a Joren. D'Legislaturperiod 2018–2023 ass nach net eriwwer, mee se geet mat grousse Schrëtt hirem Enn entgéint. Och wann d'Chamber ni zouméch a permanent operationell ass, si mir haut am Prinzipp fir d'lescht an dësem Sall an dëser Zesummesetzung beieneen.

Déi nächst Chamber, déi de 24. Oktober 2023 zesummekënnt, wäert op d'mannst zu engem Deel anescht ausgesinn. Mir wëssen net, wien nom 8. Oktober heibanne wäert sëtzen. Dat läit an den Hänn vun de Wielerinnen a Wieler. An dofir ass haut fir eis all e besonnesche Moment.

Nach méi speziell an emouvant ass et sécher fir dräi vun eise Kolleegen, well si scho wëssen, datt et elo mol fir si déi lescht ëffentlech Sitzung ass, egal wéi d'Walen den 8. Oktober ausginn, well si am Oktober net méi mat an d'Wale ginn. Et sinn dat den Här Jean-Marie Halsdorf, den Här Aly Kaes an d'Madamm Nathalie Oberweis.

Den honorabelen Här Jean-Marie Halsdorf wëllt sech an Zukunft ganz op säi Mandat als Buergermeeschter vun der Gemeng Péiteng konzentréieren.

Une voix | Bravo!

M. Fernand Etgen, Président | De geléierten Apdikter ass 1994 fir d'éischte Kéier an d'Chamber gewielt ginn. No zéng Joer an der Chamber ass hien an d'Regierung komm. Tëscht 2004 an 2013 war hien Inneminister respektiv Verdeedegungsminister.

Zanter 2013 ass de Jean-Marie Halsdorf erëm an der Chamber. An der aktueller Legislatur ass den CSV-Deputéierten aus dem Süde Vizepresident vun der Santés- a Sportskommissioun a Vizepresident vun der Lëtzebuerger Delegatioun vun der Assemblée parlementaire vun der OSZE gewiescht. Arméi an Infrastrukture si weider Theemen, déi den Deputéierte méi speziell an der Chamber interesséiert hunn.

De Jean-Marie Halsdorf kann op eng laang politesch Karriär zréckkucken, mee si ass nach net fäerdeg. Zanter de Gemengewale vun dësem Joer ass hien, wéi schonn tëschent 2000 an 2004, Buergermeeschter vun der Gemeng Péiteng. An deem Kader ass hien och Member am Exekutivkommitee vum regionale Syndikat PRO-SUD a war och emol Generalsekretär vum Syvicol.

Mir soen dem Jean-Marie Halsdorf fir seng geleeschten Aarbecht am Parlament Merci a wënschen dem honorabelen Deputéierten alles Guddes fir seng weider kommunalpolitesch Zukunft.

(Applaudissements)

E weideren CSV-Deputéierten, deen am Hierscht net méi mat an d'Wale geet, ass den honorabelen Aly Kaes. Den Aly Kaes ass zënter 2004 ouni Ënnerbriechung an der Chamber a wäert och am Oktober net méi mat an d'Wale goen.

Dem Aly Kaes seng politesch Karriär war eng Suite vu sengem jorelaangen Engagement beim LCGB, wou hien 30 Joer aktiv war, ënner anerem als Generalsekretär. Säin Engagement fir d'Leit wollt hien an der Politick weiderféieren, fir d'éischt um lokalen an dunn um nationale Plang.

1994 ass den Aly Kaes Buergermeeschter vu Baastenduerf respektiv der Fusiounsgemeng Tandel ginn, an dat war hie bis viru Kuerzem. 2004 ass den Aly Kaes an d'Chamber gewielt ginn an do konnt hien op seng wäertvoll Erfarungen an der Gewerkschaft an an der Gemengepolitick zréckgräifen. Bei de Chamberwalen duerno ass den Aly Kaes ëmmer erëmgewielt ginn.

Den Aly Kaes huet nieft senger sozialer och eng ekologesch Oder an ass zanter 2020 Vizepresident vun der Ëmweltkommissioun. Den CSV-Deputéierten aus dem Norden ass biergerno mat engem grousse „B". Den Aly Kaes sicht de Kontakt mat de Leit, geet op den Terrain, lauschtert no a probéiert, konkreet ze hëllefen.

D'Suerge vun de Leit aus dem Norde leien him um Häerz. Hien huet déi Suergen och mat an d'Chamber bruecht a probéiert, Léisungen ze fannen, ob dat elo den Ausbau vun der N7 ass oder en eenheetleche Präis vum Waasser.

Plusieurs voix | A!

M. Fernand Etgen, Président | Eng aner Plaz, wou den Aly Kaes sech vill a gär engagéiert huet, ass den Ofwaassersyndikat SIDEN, wou hien zanter 2006 President war an ech selwer d'Éier hat, säi Vizepresident ze sinn, eng Zäit, déi ech a beschter Erënnerung behalen. An deem Kader huet den Aly Kaes vill Meritten a Saachen Ofwaasser an der Nordregioun.

Am Häerz awer war den Aly Kaes e Gewerkschaftler. Eemol Gewerkschaftler, ëmmer Gewerkschaftler. De Forum pour l'emploi, dem Aly säi Bëbee, ass eng Häerzensugeleeënheet fir hien. Hien huet d'Beschäftegungsinitiativ opgebaut a konnt do vill Iddie konkreet um Terrain ëmsetzen.

A wa mir scho beim Terrain sinn: De fréiere Buergermeeschter stoung jo och jorelaang am Gol vun enger Partie Veräiner, wou d'Spiller, ouni vill Succès, probéiert hunn, e Wee laanscht den Aly Kaes ze fannen.

(Hilarité)

Géint den Aly an der géignerescher Ekipp ze sinn, war net einfach. Dem Aly Kaes, deen haut net konnt hei sinn, wënsche mir vun hei aus alles Guddes a mir hoffen, datt hien a senger politescher Pensioun um Bauerenhaff näischt iwwert de Knéi brécht!

(Hilarité et applaudissements)

Och eis honorabel Kolleegin Nathalie Oberweis geet am Oktober net méi mat an d'Walen. Virun hirem politeschen Engagement huet d'Madamm Oberweis sech jorelaang fir Mënscherechter am Noen Osten an Entwécklungshëllef an Afrika engagéiert. 2017 hat si bei déi Lénk eng Partei fonnt, wou si sech fir hir Iddie konnt asetzen.

2018 ass si fir d'éischte Kéier mat an d'Chamberwale gaang. Virun iwwer zwee Joer ass d'Madamm Oberweis an der Chamber vereedegt ginn, well si nom Rotatiounsprinzipp vun déi Lénk an d'Chamber nogeréckelt ass.

Als fréier Freelancejournalistin ass d'Nathalie Oberweis gewinnt, nozelauschteren an déi richteg Froen ze stellen. An der Chamber huet d'Deputéiert aus dem Zentrum sech virun allem an de Beräicher Logement, Steieren a Gesondheet abruecht, mee och fir Kultur an Institutiounen. Eng méi gerecht Gesellschaft läit dem Nathalie Oberweis um Häerz.

Bei de Gemengewalen am Juni dëst Joer ass d'Madamm Oberweis an der Stad Lëtzebuerg an de Gemengerot gewielt ginn. Eis Kolleegin huet sech dofir decidéiert, net bei de Chamberwalen am Hierscht unzetrieden, fir sech ganz op hiert Mandat am Stater Gemengerot an op hir Famill ze konzentréieren. An am Stater Gemengerot ass si déi eenzeg Vertriederin vun déi Lénk, wou vill Aarbecht op si wäert duerkommen. Mee ech si sécher, datt d'Madamm Oberweis dat mat hirem Fläiss an hirer Ausdauer, déi se schonn an der Chamber bewisen huet, gutt wäert meeschteren.

Alles Guddes, Nathalie!

(Applaudissements)

Mir wënschen eisen dräi Kolleegen nëmmen dat Bescht op hirem weidere Wee, vill Freed an der Famill a vill Zäit, fir déi Saachen ze maachen, fir déi se virdru keng Zäit haten. A vläicht gesi mer se erëm, vläicht souguer heibannen.

Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, eis Legislatur geet an dräi Méint op en Enn. De

Bilan vun de leschte fënnef Joer kann net an e puer Minutte gezu ginn. Et war eng ganz aarbechtsintensiv Legislatur. Ouni elo op d'Zuelen anzegoen, kann ech Iech awer elo scho verroden, datt et eng Rekordlegislatur ass. Dës Zuele wäerten an den nächste Wochen a Méint publizéiert ginn. Loosst mech just op e puer Evenementer agoen, déi a mengen Ae ganz wichteg waren.

Mir sinn zesummen duerch eng Pandemie gaangen, eng Pandemie, wou d'Chamber den demokratesche Mëttelpunkt vun allen Decisioune war. Mir sinn an en anert Gebai geplënnert, de Cercel, fir do déi néideg Distanze kënnen anzehalen. Mir hunn un enger schéiner Marberskulptur gefeilt a geformt, eiser Constitutioun, mat véier Revisiounen an deenen néidegen Upassungen duerch Gesetzer a Reglementer, déi dat mat sech bruecht huet. A parallell hu mer den 175. Gebuertsdag vum Revolutiounsjoer 1848 an där éischter fräiheetlecher Verfassung gefeiert – historesch Momenter!

Mir hunn um legislative Plang wichteg Weiche fir d'Zukunft vun eisem Land gestallt, an och de Lëtzebuerger Sozialmodell funktionéiert nach ëmmer gutt. Dat hunn d'Tripartitte bewisen.

Mir erliewen, wéi erëm Krich um europäesche Kontinent ass an ënnerstëtzen d'Ukrain, wou mer kënnen.

Mir hate grouss international Momenter an der Chamber: d'Session annuelle vun der Assemblée parlementaire vun der OSZE, d'Visitte vun der Speaker aus den USA Nancy Pelosi a vun der Presidentin vum Europaparlament Roberta Metsola, eng Visiokonferenz mam ukrainesche President Wolodymyr Selenskyj, d'Fréijoerssessioun vun der Parlamentarescher Assemblée vun der NATO an d'Konferenz vun de Presidente vun de Parlamenter vun deene klengen europäesche Länner.

Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Chamber vun 2023 ass net méi déi selwecht wéi déi vun 2018. Si ass méi staark, méi oppen a méi transparent ginn. Och eis Demokratie ass méi staark ginn, an do hutt Dir all e Verdéngscht drun.

An deene leschte fënnef Joer hu mir alleguer eis Aarbecht gemaach nom beschte Wëssen a Gewëssen. Eng gesond Demokratie lieft vun der Diskussioun, vum politesche Sträit. An och wa mir net ëmmer eens heibanne sinn, och wa mir verschidden Iddien hunn an aus verschiddenen Deeler vum Land kommen, esou hu mir awer eppes gemeinsam: Mir sinn en Deel vun dëser héijer Institutioun, an dat ass eng Éier. Mir sinn eis eiser Responsabilitéit bewosst. Mir wëssen, datt mir all Dag eis Demokratie musse verdeedegen a beschütze géint Attacken, géint Extremismen, géint Fakenews. Jidderee vun eis huet eng Verantwortung. Eis Ënnerscheeder si beräicherend fir dës Institutioun a wichteg fir de Pluralismus am Land.

Doriwwer eraus hunn ech awer och am Gefill, datt all déi héich politesch Momenter, Krisen an opwullend Kontexter wärend däser Legislaturperiod eis alleguer a villen Hisiichten enk zesummegeschweesst hunn.

Ech wëll Iech haut Merci soen, datt ech déi lescht fënnef Joer duerft Äre President sinn. Ech géif dat direkt weidermaachen.

(Hilarité)

Merci fir Äert Vertrauen, merci fir Äre Respekt. Ech hunn ëmmer probéiert, heibanne fir Uerdnung an Disziplinn ze suerge mat enger roueger, mee fermer Hand. Mäin Zil war ëmmer, eng onparteiesch Leedung vun de Sitzungen ze garantéieren, fir datt déi verschidde politesch Stréimunge sech op eng korrekt a respektvoll Aart a Weis artikuléiere kënnen, fir datt mir dem Pluralismus vun eiser Gesellschaft gerecht ginn.

Ech hat an hu grousse Respekt virun dësem héijen Haus, an deem ech viru 16 Joer eng éischte Kéier vereedegt gi sinn. Ech hat am Dezember 2018 a menger Untrëttsried als Chamberspresident gesot, datt dës nobel Aufgab keen Happy End vu menger politescher Karriär wär an och keng Plaz, wou een et méi roueg hätt. Et wär en neien Ufank, eng nei Erausfuerderung.

Als President hunn ech déi Institutioun nach eemol besser an anescht kennegeléiert, an dat war mir eng grouss Éier. Mäi Parcours duerch déi verschidden Institutioune war villfälteg, interessant a léierräich. Souwuel als Gemengeconseiller wéi als Buergermeeschter, als Deputéierten, als Minister oder elo als Chamberspresident hunn ech ëmmer probéiert, den Norden net aus den Aen ze verléieren, ...

(Hilarité)

... an ech hunn all Poste mat Begeeschterung gemaach. Ech hunn nach ëmmer Politick fir d'Leit a mat de Leit wëlle maachen. Wie mech kennt, weess, datt ech gären a vill ënnert de Leit sinn a gäre mat hinne schwätzen. Politick mécht sech net eleng um Schreifdësch, mee dobausse bei de Leit a mat de Leit.

Merci fir déi gutt Zesummenaarbecht, Kollegialitéit an Ënnerstëtzung hei am Haus an och mat deenen aneren Institutiounen.

Merci och dem Conseil d'État, der Regierung, de Chambres professionnelles an eise Partner Ombudsman, OKaJu a CET. Dir sidd alleguer e wichtegt Puzzlestéck am legislative Prozess.

Merci dem Generalsekretär Laurent Scheeck, ouni deen hei villes net esou gutt gelaf wier, wéi et leeft.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci och sengen Adjointen Isabelle Barra a Benoît Reiter. Merci alle Mataarbechter vun der Chamber an de Fraktiounen, déi alleguer am Hannergrond schaffen an eis ënnerstëtzen, fir datt mir eis Aarbecht kënne gutt maachen.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci och der Press, déi derzou bäidréit, d'Aarbechte vun der Chamber no baussen ze vermëttelen, an déi eis nawell gär e Spigel virun Aen hält, wann eppes net klappt.

Fir déi nächst Wochen a Méint wënschen ech eiser Demokratie an eisem Land e faire Walkampf an déi beschtméiglech Chamber nom 8. Oktober. Iech alleguer wënschen ech eng schéi Summervakanz. Ech si frou, Iech erëmzegesinn.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | An elo géif ech dem Jean-Marie Halsdorf d'Wuert ginn.

M. Jean-Marie Halsdorf (CSV) | Merci, Här President. Ganz kuerz: Ech mengen, et ass en emotionale Moment, wann een 30 Joer derbäi ass. A wann een dem President seng Karriär elo gelauschtert huet, ass en e bëssen dee selwechte Wee gaangen. Ech hat am Fong geholl eng Chance oder e Privileeg oder eng Éier, schonn 1987 däerfen an de Gemengerot gewielt ze ginn, 1994 an d'Chamber ze kommen – dat si bal 30 Joer –, 2000 fir d'éischt Buergermeeschter ze ginn, 2004 Minister, duerno nees an d'Chamber zréck an nees an d'Gemeng zréck an elo Buergermeeschter.

Wat ass d'Lektioun dovun? D'Lektioun ass déi, dass ech am Fong geholl geléiert hunn, eis Legislativ mat dräi Bréller ze kucken: eng Kéier an der Proximitéit – ech sinn ee Mann vun der Proximitéit –, eng Kéier als Member vun der Regierung – duerfir verstinn ech heiansdo ganz gutt d'Regierung, heiansdo och manner gutt – an dann natierlech och eist Parlament, fir de Stellewäert vun deem ze kucken. An ech weess, wéi wichteg déi dräi Partner sinn, fir dass eist Land gutt geféiert gëtt. An dat ass, mengen ech, eng Lektioun, déi ech kritt hunn. Dat ass am Fong geholl, eis Gesellschaft besser ze verstoen an dat och ze vermëttelen. Dat ass och dat, wat ech gär wëll maachen. An ech weess, wéi wichteg mir alleguerte sinn, an duerfir, mengen ech, ass dat e wichtege Volet.

Mee gradesou wichteg ware fir mech déi vill Mënschen, déi ech kenne geléiert hunn, déi vill Fréndschaften, déi ee kritt huet, iwwerparteilech. Et léiert ee Leit kennen, déi ee gär huet. An dat ass och eng schéi Säit vun der Politick. Déi gëtt oft vergiess, well heiansdo hei ze vill matenee gestridde gëtt. Mee definitiv ass dat Mënschlecht an de Mateneen awer och ganz wichteg. An dee gëtt et awer hei an der Chamber, och wann dat net ëmmer esou eriwwerkënnt. Dat ass fir mech och ganz wichteg.

An ech hoffen och, dass ech an Zukunft nach kann op déi Fréndschaften zielen, op déi Relatiounen zielen, wann ech mech elo op meng Gemeng konzentréieren a mech eebe fir d'Wuel vun eise Bierger vun der Gemeng Péiteng asetzen. Ech mengen, dat ass dat Zil, wat ech mer gesat hunn.

Ech weess, d'Gesellschaft ännert, eis Chamber huet geännert, de President huet et gesot. Mir waren elo eng Kéier am Cercle Cité, viru Jore ware mer um Knuedler, du si mer heihinner komm. Do hate mer hei alles ëmgeännert, alles anescht gemaach. Eis Verwaltung ass och enorm ginn, wann ech kucken, wéi déi 1994 war an elo. An all Joer komme jonk Leit bäi, an dat ass och gutt esou.

An dofir sollen déi Al wëssen – déi méi Eeler –, wann et duergeet. Ech hunn elo gemengt, dass et géif duergoen. An ech si frou, dass mer vill Jonker hei gesinn, an ech hoffen, dass déi nächst Chamber och eng Verjéngung kritt an dass vill gutt jonk Leit hei erakommen. An ech wënschen Iech och alleguerte weider vill Chance bei de Walen!

Ech hoffen an ech weess, Dir gitt ëmmer Äre Maximum, ech kenne jo déi meescht heibanne ganz gutt. Et war mer eng Éier, mat Iech hei ze sinn.

Villmools merci!

(Applaudissements)

M. Fernand Etgen, Président | An da géif ech nach d'Wuert un d'Madamm Nathalie Oberweis ginn.

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Merci, Här President. Merci fir déi léif Wierder. Jo, voilà, et ass wierklech immens beréierend, perséinlech Wierder ze héieren. Ech di mech schwéier mat Changementer. Ech hu virdrun e puer Leit dat gesot. Duerfir, et ass ëmmer e bëssen emouvant, wann een dann awer e Changement huet, obwuel ech aus fräie Stécker gewielt hunn, net mat an d'Walen ze goen.

Voilà, ech mengen, ech sinn net irremplaçabel. Een anere wäert déi Aarbecht geneesou gutt maache wéi ech. Mee wie weess, et ka sinn, datt ech eng aner Kéier erëm mat an d'Wale ginn an da gesäit ee sech erëm. Mee et gesäit ee sech egal wéi erëm. Mir sinn zu Lëtzebuerg, dat heescht, mir gesinn eis erëm. A voilà, mir si souwisou weiderhin aktiv. Ech si jo och am Gemengerot an der Stad.

Merci nach eng Kéier fir déi léif Wierder. Ech hu virdru scho geschwat, duerfir, ech hunn elo näischt méi dozou ze soen. Villmools merci nach eng Kéier Iech all! Et war eng ganz schéi Begéinung an, voilà, mir gesinn eis.

(Applaudissements)

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Oberweis. An da géif ech d'Wuert ginn un den honorabelen Här Gilles Roth.

M. Gilles Roth (CSV) | Merci, Här President. Et ass 21.40 Auer freides owes. Ech wéilt Iech am Numm vun eis all och Merci soe fir déi gutt Kollaboratioun, déi mer mat Iech haten. Et waren emol heiansdo méi hëtzeg Diskussiounen, mee dat, wat hannen erauskomm ass, war ëmmer am Interessi vum Land.

Ech wëll mech virun allem Äre Mercien uschléisse géintiwwer vun deenen, déi net méi an der Chamber sinn. Dat ass fir eis den Aly Kaes, dat ass och de Jean-Marie Halsdorf an och d'Madamm Nathalie Oberweis, déi indirekt iwwer hir Famill dann awer nach e puer Bezéiungen zur CSV huet, well hire Papp och an der Chamber war.

Jiddwerengem heibannen dat Bescht fir den Oktober. Ech géif soen, jiddwereen huet eppes an zesummen hu mer vill. Op e faire Walkampf! An ech hoffen, dass der vill vun eis am Oktober dann derbäi sinn an dass déi Chamber gradewéi d'Regierung d'Land wäert ab dem Oktober och erëm gutt féieren.

Dat gesot, merci an e schéinen Owend.

(Applaudissements)

M. Fernand Etgen, Président | Wëllt d'Regierung och nach ...? Nee. Bon, domat si mer dann um Enn vun der Sitzung ukomm.

Mme Joëlle Welfring, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable | Dach, ganz kuerz.

M. Fernand Etgen, Président | Déi nächst Sitzung ass fir no de Walen ...

(Brouhaha)

Mme Joëlle Welfring, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable | Merci. Ganz kuerz: Här President, léif Dammen an Hären Deputéiert, am Numm vun der Regierung wéilt ech Iech einfach e grousse Merci soe fir déi gutt Zesummenaarbecht fir déi lescht fënnef Joer, och wann ech net fënnef Joer derbäi war. Ech wëll Iech e besonnesche Merci soe fir Är Disponibilitéit an deene leschte Méint, Wochen, Stonnen, déi mer zesummen haten. An ech wënschen Iech all, eis alleguer, eng wuelverdéngte Summerpaus an eis alleguerten e faire Walkampf an eis alleguerten e gutt Resultat am Oktober.

Voilà, merci alleguer.

(Applaudissements)

M. Fernand Etgen, Président | Merci. Domat si mer dann um Enn vun der Sitzung ukomm. Déi nächst Sitzung ass fir no de Walen de 24. Oktober virgesinn.

D'Sitzung ass opgehuewen. An ech invitéieren Iech alleguer op Cremant an der Chamber, gudde Lëtzebuerger Cremant.

(Hilarité)

M. Sven Clement (Piraten) | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | An ech wënschen Iech all eng schéi Summervakanz gradesou gutt wéi och deene Leit, déi eis ëmmer ganz trei iwwer Chamber TV nokucken. Merci villmools. An och hinnen eng schéi Vakanz.

(La séance publique est levée à 21.42 heures.)

Questions au Gouvernement

Sommaire

Objet	Nº	Auteur	Page
Formation de l'enseignant	8039	Martine Hansen	93
Rémunération des collaborateurs externes de l'École nationale de l'éducation physique et des sports	8040	Jeff Engelen	93
Expulsions en matière de bail à usage d'habitation	8042	Nathalie Oberweis	94
Problèmes du tiers payant chez le kinésithérapeute	8043	Nancy Arendt épouse Kemp	94
Antoniushaff	8045	Martine Hansen	95
Effets secondaires des vaccins	8046	Jeff Engelen	95
Désaffiliation de la sécurité sociale	8047	Jeff Engelen	95
Législation de l'avortement	8048	Jeff Engelen	96
Aides énergétiques	8049	Martine Hansen	96
Organisation mondiale de la santé	8050	Jeff Engelen	96
Faillite de la firme Virgin Orbit	8051	Fernand Kartheiser	97
Clinique Pédiatrique KannerKlinik	8052	Martine Hansen	98
Remboursement de la taxe sur véhicules	8053	Myriam Cecchetti	98
Formulaires en relation avec le permis de conduire	8054	Myriam Cecchetti	98
Achat de projets privés par l'État	8055	Marc Goergen	98
Déclaration du Secrétaire général de l'OTAN	8057	Fernand Kartheiser	99
Achat de projets privés par l'État	8058	Marc Lies, Elisabeth Margue	99

Formation de l'enseignant | Question **8039** (26/05/2023) de **Mme Martine Hansen** (CSV)

Fir Enseignant an der Grondschoul ze ginn, gëtt et zwee Ausbildungsweeër: de klassesche „Bachelor en sciences de l'éducation" (BScE) an deen elo neie „Bachelor en formation pédagogique" (BFP) als Successeur vum sougenannte „Quereinsteiger-Modell". Laut der entspriechender Broschür vun der Uni.lu ass den Delai, fir eng Demande d'admission ze maachen, den 19. Mee ofgelaf.

An deem Kontext wéilt ech follgend Froen un den Här Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend riichten:

– Wéi vill Studenten hu fir dat kommend Studiejoer eng Demande d'admission fir de Bachelor en sciences de l'éducation (BScE) gemaach?

– Wéi vill Studenten hu fir dat kommend Studiejoer eng Demande d'admission fir de Bachelor en formation pédagogique (BFP) gemaach?

Réponse (19/06/2023) de **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

Ech reagéieren op der honorabeler Deputéierter hir Froe mat dëse Prezisiounen.

D'Universitéit Lëtzebuerg krut fir d'akadeemescht Joer 2023/2024 eng 369 Demandes d'admission fir d'éischt Semester vum Bachelor en sciences de l'éducation. D'Zuel vun den zougeloossene Kandidaten zum Examen-concours kann eréischt festgehale ginn, wann d'Resultater vum Premièresexame virleien.

Fir d'akadeemescht Joer 2023/2024 krut d'Universitéit Lëtzebuerg eng 110 Demandes d'admission fir d'éischt Semester vum Bachelor en formation pédagogique. D'Zuel vun de kompletten a recevabelen Dossieren ass nach net gewosst.

Rémunération des collaborateurs externes de l'École nationale de l'éducation physique et des sports | Question **8040** (26/05/2023) de **M. Jeff Engelen** (ADR)

A senger Äntwert op meng parlamentaresch Fro Nr. 7819 vum 24. Mäerz 2023 schreift den Här Minister iwwer d'Remuneratioun vun de Chargé-de-course vun der ENEPS:

„D'Tariffer ginn aktuell iwwert eng Decisioun vum Regierungsrot festgeluecht, sou wéi et am Kadergesetz vun der ENEPS virgesinn ass. De Regierungsrot huet sech a senger Decisioun vum 21. Dezember 2001 un där deemools applizéierter Formel vun der Éducation nationale fir Iwwerstonnen inspiréiert, fir se fir d'ENEPS fir d'Sportsproffen an d'Dokteren ze iwwerhuelen."

An deem Kontext hunn ech follgend Froen un den Här Sportsminister:

1. Stëmmt et, datt besote Regierungsbeschloss vun 2001 souwuel 2015 wéi och 2022 ofgeännert gouf?

2. Wa jo, kann den Här Minister déi betreffend Beschlëss a senger Äntwert afügen?

3. Stëmmt et, datt sech an dëse Beschlëss op déi am Enseignement secondaire gëllend Formel betreffend d'Iwwerstonnereegelung beruff gëtt?

4. Firwat gouf dann, wéi et schéngt, weeder 2015 nach 2022 déi säit 2007 duerch Règlement grand-ducal bestoend Formel applizéiert?

5. Am Hibléck op d'Formel bestinn am Sportsmilieu, eisen Informatiounen no, verschidde Meenungen. Kann den Här Minister, fir dëst kloerzestellen, déi aktuell applizéiert Formel mat engem Punktwäert vu 560 wéi och Index Abrëll 2023 detailléiert duerleeën?

6. Stëmmt et, datt laut allgemenger Rechtslag an dësem Dossier eng legal Basis wéi och e Règlement grand-ducal erfuerderlech ass?

7. Wa jo: wat ass dann déi gesetzlech bzw. déi reglementaresch Basis fir d'Ausbezuele vun de 60 Euro pro Stonn un déi extern Mataarbechter vun der ENEPS?

8. Eisen Informatiounen no ginn dës Mataarbechter allerdéngs pauschal remuneréiert. Kann den Här Minister dat confirméieren?

9. Anscheinend déngt de Regierungsbeschloss vun 2001 och der Remuneratioun vun Traineren, déi am Beräich vun der ENEPS aktiv sinn. Kann den Här Minister dat confirméieren an, wa jo, déi betreffend gesetzlech a reglementaresch Basis uginn?

Réponse (30/06/2023) de **M. Georges Engel,** Ministre des Sports

ad 1. Jo, dat stëmmt.

ad 2. D'Regierungsbeschlëss sinn intern Dokumenter a kënnen der Äntwert net bäigeluecht ginn. Déi relevant Informatiounen hu mir an den Äntwerte verschafft.

ad 3. De Regierungsrot huet sech a senger Decisioun vum 21. Dezember 2001 un där deemools applizéierter Formel vun der Éducation nationale fir Iwwerstonnen inspiréiert, fir se am Kontext vun der ENEPS fir d'Sportsproffen an d'Dokteren ze iwwerhuelen.

ad 4. Wéi gesot huet de Sportminister sech 2001 un der Formel, déi deemools fir de Secteur vun der Éducation nationale ugewannt ginn ass, inspiréiert, ouni sech ze engagéieren, dass d'Tariffer vun der ENEPS laangfristeg sollten Hand an Hand mat den Tariffer bezüglech Iwwerstonnen an der Éducation nationale goen. Entspriechend si weeder 2015 nach 2022 hei Adaptatioune gemaach ginn.

ad 5. D'Formel, déi zënter 2001 ugewannt gëtt, ass follgend:

Nombre de points indiciaires x valeur du point indiciaire x (nombre indice :100) x (1:22) x (1:52).

Dëst entsprécht mat engem Punktwäert vu 560 a mam Index Stand Abrëll 2023 engem Tariff vun 123,89 Euro brutto.

ad 6. Déi applikabel legal Basis ass bis dato d'Gesetz vum 29. November 1988 „portant organisation de la structure administrative de l'éducation physique et des sports", dat Follgendes virgesäit: „L'indemnisation du personnel visé par le présent article est fixée par le Gouvernement en conseil" (Art. 13 leschten Alinea). Dat viséiert Personal setzt sech zesummen aus Sportsproffen, Dokteren an anere Chargé-de-coursen, déi iwwer spezifesch Kompetenze verfügen (Artikel 13, a) – c)).

Déi legal Basis ass duerch dat neit INAPS Gesetz (Projet de loi n° 8090, deen den Institut national de l'activité physique et des sports schaaft), dat de 27.6 an der Chamber gestëmmt gouf, moderniséiert ginn. Dësen Text leet déi méiglech maximal Montante fest, wärend e Règlement grand-ducal déi applikabel Tariffer wäert festleeën. Besote Projet de règlement grand-ducal ass den 22. Mäerz 2023 am Regierungsrot ugeholl ginn. Hei gëtt den Text am Moment op Basis vum Avis vum Staatsrot vum 20. Juni 2023 analyséiert a gegeebenefalls nach ugepasst.

ad 7. Wéi an der Äntwert zu der Fro 6 schonn uginn, ass déi legal Basis d'Gesetz vum 29. November 1988 an de Beschloss vum Regierungsrot. Een neie Gesetzesprojet souwuel wéi e Reglementsprojet sinn aktuell an der Prozedur.

ad 8. Nee, dëst kann net pauschal confirméiert ginn. D'Chargé-de-coursen, déi iwwer Arrêté ministériel vum Minister genannt ginn, deklaréieren all Mount hir geleeschte Stonnen a ginn deemno op Stonnebasis bezuelt.

Aner extern Mataarbechter, déi zum Beispill Coursen oder anert didakteschte Material ausschaffen, gi via eng Convention de prestation de services bezuelt. Den Tariff, deen hei applizéiert gëtt, ass 60 Euro brutto pro Stonn. De Gesamtmontant, iwwert déi besote Konventioun am Virfeld gemaach gëtt, baséiert op enger Aschätzung wéi laang den Expert brauch, fir de „Livrable", deen an der Konventioun definéiert ass, ze produzéieren. Zukünfteg wäert dësen Tariff vu 60 Euro brutto och am uewe genannte Règlement grand-ducal fixéiert ginn.

ad 9. Et si keng Traineren an hirer Funktioun als Trainer fir d'ENEPS aktiv. Et sinn awer Traineren als Chargé de cours fir d'ENEPS a sportaartspezifesche Formatiounen aktiv – dëst well si an deem Beräich iwwert dat néidegt Fachwëssen verfügen. Deemno gi si, wéi all aner Chargé de cours, op Stonnebasis fir hir geleeschten Aarbecht bezuelt.

Expulsions en matière de bail à usage d'habitation | Question **8042** (26/05/2023) de **Mme Nathalie Oberweis** (déi Lénk)

Après deux suspensions justifiées par les effets de la pandémie de Covid-19 en 2020 et 2021, et une suspension de fin 2022 au 31 mars 2023 en raison des pressions inflationnistes qui continuent de peser sur les personnes et ménages à faibles revenus, l'exécution des décisions de déguerpissement a entre-temps repris.

En plus de la hausse des loyers, qui se poursuit et qui représente donc une charge financière souvent insupportable pour de nombreux ménages, l'augmentation générale du coût de la vie s'est ajoutée depuis plusieurs mois et constitue une charge supplémentaire.

Les ménages-locataires sont les premières victimes de cette évolution et il est dans ce contexte que je voudrais demander à Madame la Ministre de la Justice et à Monsieur le Ministre du Logement une mise à jour des nombres concernant les décisions de déguerpissement ordonnées en matière de bail à usage d'habitation.

1) Dans le cadre de la loi du 23 décembre 2022 portant suspension temporaire des déguerpissements en matière de baux d'habitation, combien de locataires ont déposé une requête au greffe de la justice de paix afin de demander au juge de paix siégeant en matière de bail à loyer de suspendre toute exécution d'une décision de déguerpissement rendue à son encontre ?

2) Combien de ces requêtes ont été accordées ?

3) Combien de ces requêtes ont été refusées pour des motifs de dégradation des lieux loués ou d'incompatibilité avec le besoin personnel du bailleur ?

4) Combien de procédures pour demander l'autorisation du juge de paix de pouvoir faire expulser une personne sont actuellement en cours ?

5) Combien de procédures pour demander l'autorisation du juge de paix de pouvoir faire expulser une personne ont été traitées depuis juin 2022 ?

6) Combien de ces demandes ont été accordées depuis juin 2022 ?

7) Combien d'expulsions autorisées par le juge de paix ont été exécutées depuis juin 2022 ?

8) Dans combien de cas depuis juin 2022 le juge de paix a-t-il accordé un sursis à l'exécution de la décision ?

Réponse (27/06/2023) de **Mme Sam Tanson,** Ministre de la Justice | **M. Henri Kox,** Ministre du Logement

La question parlementaire n° 8042 concerne les expulsions en matière de bail à usage d'habitation.

ad 1) *(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)*

ad 2) *(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)*

ad 3) *(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)*

ad 4) *(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)*

ad 5) *(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)*

ad 6) *(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)*

ad 7) Depuis le 1er juin 2022, 215 expulsions ont été exécutées.

ad 8) *(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)*

Problèmes du tiers payant chez le kinésithérapeute | Question **8043** (30/05/2023) de **Mme Nancy Arendt épouse Kemp** (CSV)

Laut mengen Informatioune gëtt et Problemer beim Tiers payant an der Kinesitherapie. Do wou déi Professionell soss hiert Geld bannent e puer Schaffdeeg vun der CNS kruten, dauert et elo méi laang, an op Nofro gëtt vun der CNS gesot, dës Verzögerung wier duerch ee Surplus un Aarbecht ze erklären. Dës Situatioun féiert zu Problemer, well de Remboursement duerch den Tiers payant de Gros vum Akommes vun deene Leit ausmécht, mat deem si och d'Paie vun hire Salariéë bezuelen.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un den Här Minister fir sozial Sécherheet stellen:

– Ass den Här Minister iwwert dëse Mëssstand informéiert?

– Wat gedenkt hien dogéint ze ënnerhuelen?

– Ass den Här Minister der Meenung, dass d'CNS richteg outilléiert ass, fir de System vum Tiers payant ze erweideren?

Réponse (04/07/2023) de **M. Claude Haagen,** Ministre de la Sécurité sociale

Wéi den Tableau hei ënnendrënner weist, sinn am Moment kleng Ännerungen ze gesinn, wat d'Duerchschnëttszäit tëscht dem Empfang vun de Relevéë vun de Kinesitherapeuten an dem Paiement vun der Gesondheetskeess (CNS) ugeet fir déi Partië vun de Rechnungen, déi der Krankeversécherung opposabel sinn.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Den Artikel 25 Alinea 7 vun der Konventioun tëschent der CNS an der ALK gesäit Follgendes vir:

„Au plus tard le dernier jour du mois qui suit la date de réception du fichier de facturation la CNS procède au paiement des prestations non contestées. […]"

Sou wéi och schonn déi lescht Joren ass an deene meeschte Fäll den Delai vum Paiement vun der CNS e gutt Stéck méi kuerz wéi den Delai, deen an der Konventioun virgesinn ass.

Wat d'Grënn ugeet, déi den aktuellen Delai vum Paiement erklären, deen awer trotzdeem nach de konventionelle Bestëmmungen entsprécht, sollt bemierkt sinn, datt en neie Logiciel a Produktioun gaangen ass, deen der Equipe, déi fir d'Ausbezuele vun de Rechnunge vun de Kinesitherapeuten zoustänneg ass, nei Missiounen abruecht huet. D'CNS war sech bewosst, datt dëst kéint e klengen Impakt op den Delai vum Paiement hunn, mä et huet kee Risiko bestanen, datt de konventionellen Delai net géif agehale ginn.

Obwuel déi konventionell Bestëmmunge respektéiert sinn, ass d'Bestriewung vun der CNS, déi finanziell Prise en charge, an dësem Fall de Remboursement vun de Leeschtungen un d'Kinesitherapeuten, ënnert de beschtméiglechen Delaien ze assuréieren. Dofir wäerten déi intern Prozeduren optimiséiert ginn.

Wat d'Erweiderung vum System vum Tiers payant ubelaangt, esou muss ee soen, datt un enger neier Generatioun geschafft gëtt: de Paiement immédiat direct (PID). Dëse wäert dofir suergen, datt déi finanziell Prise en charge kann direkt stattfannen. De PID ass elo an der finaler Programmatiounsphas a soll am Oktober 2023 operationell sinn. Et ass net ausgeschloss, datt dësen neie System méi spéit kéint déi aktuell Tiers-payant-Systemer ersetzen. Dëst misst awer dann an de jeeweilege Konventiounen ëmgeännert ginn a bräicht och vill Investissementer vun de betraffene Servicer, well dat alles muss informatesch programméiert ginn. Dat kann awer eréischt an Ugrëff geholl ginn, wann de PID bei den Doktere bis voll operationell ass, dat heescht, fir déi verschidden Dokterspezialitéite programméiert gouf.

Antoniushaff | Question **8045** (31/05/2023) de **Mme Martine Hansen** (CSV)

An der parlamentarescher Fro N° 3770 hat ech am Mäerz 2021 den Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechte gefrot, wéi et mam Antoniushaff an der Gemeng Wëntger géif weidergoen, deen 2 Joer virdru vum Staat opkaf gouf. An der Äntwert op dës Fro krut ech matgedeelt, dass d'Naturverwaltung (Administration de la nature et des forêts, ANF) dës Gebaier soll notzen, an dass ee regionalen Zenter vun der ANF op deem Site soll entstoen. Des Weidere gouf mer matgedeelt, dass domat gerechent géif ginn, dass mam Bau an den nächsten 1 bis 2 Joer géif ugefaange ginn. Stand haut si méi ewéi 2 Joer vergaangen, an um Site ass nach näischt geschitt, ausser dass den Zoustand vun de Gebaier vum Haff sech verschlechtert huet.

An deem Kontext wéilt ech follgend Froen un den Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten an un d'Madamm Ministesch fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung riichten:

1. Hält den Ëmweltministère um Projet fest, fir aus dem Antoniushaff ee regionalen Zenter vun der ANF ze maachen?

2. Falls jo, wou ass dëse Projet drun a wisou gëtt et Verspéidungen?

Réponse (10/07/2023) de **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | **Mme Joëlle Welfring,** Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

ad 1. Jo, dëse Projet ass weiderhi vu Wichtegkeet fir déi regional Servicer vun der Naturverwaltung (ANF). D'Zesummeleeë vun den Infrastrukture vun den Triagë vun der ANF ass ee landeswäite Projet, deen och am Programme de travail vun der Verwaltung fir d'Period 2022–2024 verankert ass.

ad 2. De Ministère fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung analyséiert am Moment, wat fir eng Form ee regionalen Zenter vun der ANF um Site vum Antoniushaff kann unhuelen, fir dass dësen sech beschtméiglech un déi lokal Gegeebenheeten upasst.

Effets secondaires des vaccins | Question **8046** (31/05/2023) de **M. Jeff Engelen** (ADR)

D'Coronaviruspandemie huet an de leschte Jore vill Diskussioune verursaacht an och Irritatiounen hannerlooss. D'Impfungen an hir Niewewierkunge bleiwen e ganz wichtegen Theema an deem Kontext. An engem Bréif vum 11. Mee 2023 freet de Collectif „Fräi Liewen" verschidde statistesch Donnéeën iwwert d'Impfstoffer a méiglech Korrelatiounen tëschent eenzele Lote vun deene Stoffer mat onerwënschten Niewewierkungen. Weider soll an Dänemark rezent eng Etüd zu deem Sujet gemaach gi sinn.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Regierung dës Froe stellen:

1. Huet déi Lëtzebuerger Regierung oder de CDC (Center for Disease Control) zu iergendengem Zäitpunkt statistesch Donnéeën iwwer d'Nieweneffekter vun deenen Impfstoffer geläscht oder läsche gelooss? Wa jo, ass dat op Basis vun enger Interventioun vun engem europäesche Regulateur geschitt? Wa jo, op wéi enger rechtlecher Basis ass dat geschitt?

2. Ass d'Regierung bereet, fir dës Statistiken ëffentlech zougänglech ze maachen:
– D'Lëscht vun den Nummeroe vun de Lote vun Impfstoffer géint de Covid-19, déi zu Lëtzebuerg benotzt goufen, zesumme mat der Zuel vu benotzten Dose pro Lot;
– Fir déi offiziell Rapporten iwwer onerwënschten Niewewierkungen: d'Zuel vun de Rapporten, d'Nummer respektiv d'Nummere vun de Loten, aus deenen d'Impfdose geholl goufe mat dem Grad vu Schiedlechkeet vun deenen onerwënschten Niewewierkungen (schlëmm/net schlëmm, medezinnesch vu Bedeitung, Hospitaliséierung, potentiell liewensgeféierlech, Stierffall).

3. Kann d'Madamm Minister confirméieren, datt et eng Korrelatioun tëschent verschiddene Lote vun Impfstoffer an onerwënschten Niewewierkunge gëtt? Wa jo, wéi erkläert sech d'Regierung dee Fakt a firwat ass en nach net publizéiert ginn?

Réponse (04/07/2023) de **Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Santé

ad 1. All Niewewierkungen am Zesummenhang mat Impfstoffer, déi un d'Lëtzebuerger Gesondheetsautoritéiten, a méi spezifesch un d'Division pharmacie et médicaments (DPM) vun der Gesondheetsdirektioun, déi kompetent am Beräich vun der Pharmacovigilance ass, notifiéiert ginn, ginn op europäeschem Niveau bei der EMA (European Medicines Agency) ënnert anonymiséierter Form ofgespäichert. All Notifikatioun gëtt a Betruecht gezunn a keng dovu gëtt geläscht.

ad 2. D'Nummeroe vun de Lote vun Impfstoffer, déi zu Lëtzebuerg benotzt goufen, sinn der Gesondheetsdirektioun bekannt a ginn och mat den Niewewierkunge bei der EMA gemellt, falls déi gemellten Niewewierkung eventuell op eng Impfung zu Lëtzebuerg zréckgeet. Fir Leit, déi am Ausland geimpft goufen, awer hei zu Lëtzebuerg eng Niewewierkung deklaréiert hunn, ass den Nummer vum Lot der Gesondheetsdirektioun net ëmmer bekannt.

– Fir Lëtzebuerg sinn déi Donnéeë publizéiert a kënnen an de Rapporte vun der Pharmacovigilance ënnert follgendem Link consultéiert ginn: https://covid19.public.lu/fr/vaccination/infovaxx.html.

Déi europäesch Donnéeë sinn och publizéiert a kënnen iwwert follgende Link consultéiert ginn: https://www.ema.europa.eu/en/human-regulatory/overview/public-health-threats/coronavirus-disease-covid-19/covid-19-medicines/safety-covid-19-vaccines.

Dës publizéiert Donnéeë betreffen d'Unzuel vun Deklaratiounen, de Gravitéitscritère an den Typ vun Niewewierkung, mee net d'Nummer vum Lot. Eng Analys iwwert d'Heefegkeet vun Niewewierkunge pro Lot mécht nëmmen op grousse Zuelen e Sënn a gëtt dofir op Niveau vun der EU gemaach. Et ass effektiv esou, dass e selwechte Produktiounslot normalerweis iwwert vill EU-Länner verdeelt gouf, an dofir muss eng korrekt Analys och op EU-Niveau gemaach ginn, an net national.

ad 3. D'Deklaratioune vun Niewewierkungen, déi zu Lëtzebuerg opgetruede sinn, an déi a voller Transparenz an den Infovaxx-Berichter virgestallt goufen, beinhalten all eventuell Niewewierkungen, déi aus zäitlecher Siicht net ausgeschloss kënne ginn. Déi kausal Verbindung mat enger eventueller Impfung gëtt vu Fall zu Fall evaluéiert an ënnerscheet sech staark vun engem Dossier zum aneren. Dës Fäll ginn dofir vun de Gesondheetsautoritéite souwuel individuell analyséiert, wéi och am Zesummenhang mat Fäll aus anere Länner, déi an der europäescher Pharmacovigilance Datebank (EudraVigilance) enregistréiert sinn. Op dës Manéier dréit Lëtzebuerg zu der kontinuéierlecher Iwwerwaachung vum Benefice-Risiko-Gläichgewiicht vun den Impfunge bäi.

Wa bei der Analys vun dëse Fäll e seriöe Sécherheetsproblem erauskënnt an d'EMA et fir néideg fënnt, reglementaresch Moossnamen ze huelen, da gëtt dat selbstverständlech gemaach.

All Informatioune betreffend Niewewierkungen, déi à jour sinn am Hibléck op klinesch a reell Daten an déi op Beweiser baséieren, sinn ëffentlech. Si ginn an der Impfungsproduktinformatioun erëmginn (Patientennotiz a Resumé vun de Produkteegenschafte fir d'Gesondheetsspezialisten). Bis haut goufe keng Niewewierkungen opgeholl, déi am Zesummenhang mat engem Qualitéitsproblem vun engem bestëmmte Lot stinn.

Désaffiliation de la sécurité sociale | Question **8047** (01/06/2023) de **M. Jeff Engelen** (ADR)

Eis ass zu Ouere komm, datt eng Persoun, déi an hirer Apdikt Medikamenter ofhuele wollt an dobäi hir Sécurité-sociale-Kaart huet misse weisen, gesot krut, si wier net méi am CCSS affiliéiert, an dat säit 3 Méint. Dës Persoun war also dräi Méint laang, ouni et ze wëssen, net krankeverséchert. Si war vum CCSS awer net doriwwer informéiert ginn.

An deem Zesummenhang hunn ech follgend Fro un den Här Minister vun der sozialer Sécherheet:

– Gëtt et Bestëmmungen, déi festleeën, datt e Verséchertene, deen aus dem System vun der Krankekeess fält, doriwwer vum CCSS informéiert muss ginn? Wa jo, wéini an a wéi enger Form muss déi betreffend Persoun doriwwer informéiert ginn? Wann nee, ass den Här Minister net der Meenung, datt esou eng Bestëmmung misst agefouert ginn, verbonne mat Informatiounen doriwwer, wéi déi betreffend Persoun erëm an de System erakomme kann?

Réponse (13/06/2023) de **M. Claude Haagen,** Ministre de la Sécurité sociale

De Code vun der sozialer Sécherheet gesäit allgemeng vir, fir all Persoun, déi agestallt ass, datt wann d'Aarbechtsrelatioun op en Enn geet, d'Persoun ofgemellt muss ginn. Dee Moment kritt déi betraffe Persoun en Austrëttszertifikat vum Centre commun de la sécurité sociale (CCSS) gescheckt. Den Datum vum

Envoi vun dësen Dokumenter hänkt awer dovunner of, wéini d'Persoun vum Employeur ugemellt respektiv ofgemellt gouf.

Jee nodeem an ewéi enger Situatioun d'Persoun ass, ka si ufroen, fir iwwer eng Coassurance verséchert ze ginn, oder si ka sech fräiwëlleg weider verséchereren. Beim Courrier vum CCSS läit e Begleetschreiwes dobäi, an deem d'Persoun dorop higewise gëtt. Wann d'Persoun sech innerhalb vun den dräi Méint no der Desaffiliatioun fräiwëlleg verséchert, leeft d'Verséchcherung weider (Assurance volontaire continuée).

Allerdéngs gesäit den Artikel 18 Alinea 2 vum Code vun der sozialer Sécherheet vir, datt no enger obligatorescher Affiliatiounsperiod, d'Persoun d'Gesondheetsleeschtunge vun der Krankeversécherung wärend enger Zäit nach zegutt huet. D'Statute vun der Gesondheetskeess (CNS) gesinn an dësem Fall dräi Méint vir, wat och e Lien mat der Weiderversécherung duerstellt. Esouguer wann d'Persoun net méi krankeverséchert wär, ka si also nach wärend dësen dräi Méint d'Gesondheetsleeschtungen an Usproch huelen.

Et ginn awer no a no ëmmer méi Demarchë respektiv Informatiounen op de Portal MyGuichet.lu gesat. Dës Demarchen oder d'Consultatioun vum Status vun der Affiliatioun, sollen och iwwer dëse Portal accessibel ginn, respektiv sinn et deelweis schonn.

Législation de l'avortement | Question **8048** (01/06/2023) de **M. Jeff Engelen** (ADR)

Zënter e puer Méint ginn nees Fuerderungen erhuewen, fir d'Legislatioun iwwer d'Ofdreiwung ze veränneren. Déi gefrote Modifikatioune géingen et, de Gynekologen no, méi liicht maachen, fir geschlechtsspezifesch Ofdreiwunge virzehuelen a géingen d'Risike fir d'Onfruchtbarkeet vun de Fraen, déi spéit ofgedriwwen hunn, erhéijen.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Madamm Gesondheetsminister dës Froe stellen:

1. Wéi stellt d'Regierung sech zu där Fro vun der Verlängerung vum Delai vun 12 op 14 Wochen?

2. Ass d'Regierung der Meenung, datt d'Legislatioun geschlechtsspezifesch Ofdreiwungen, déi a ville Kulturen haaptsächlech Meedercher betreffen, net soll erliichteren?

3. Wéi stellt d'Regierung sech zu där Fuerderung, méi präzis Statistiken zu den Ofdreiwungen anzeféieren, z. B. iwwer e präzise Code an der Nomenclature?

4. Wéi stellt d'Regierung sech zu där Fuerderung, den „délai de réflexion" ofzeschafen?

Réponse (04/07/2023) de **Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Santé

Verschidden europäesch Länner hu schonns rezent den Delai fir d'Ofdreiwung eropgesat (z. B. Frankräich 14. Woch oder Holland 22. Woch) oder sinn dobäi, dëst ze plangen (z. B. Belsch). Dëst ass motivéiert doduerch, dass, och wann déi meescht Schwangerschafte ganz fréi ënnerbrach ginn (ëm déi 5.–6. Woch), leider nach eng kleng Zuel vu Fraen ze spéit mat hirem Wonsch op Schwangerschaftsënnerbriechung bei den Dokter kommen. Dës Frae mussen dann hir Schwangerschaft weiderféieren, oder, falls si d'finanziell Méiglechkeet hunn, ginn dann an d'Ausland, fir d'Schwangerschaft ze ënnerbriechen. D'Fuerderung ass dofir och zu Lëtzebuerg opkomm, fir den Delai vun 12 op 14 Woche Postconceptioun eropzesetzen.

De Gesondheetsministère steet dëser Fuerderung am Prinzipp positiv géintiwwer, baséiert ënner anerem op engem rezente Rapport vun engem akadeemeschen Aarbechtsgrupp, dee vun der belscher Regierung beoptraagt gouf, d'Situatioun vum Avortement an der Belsch kritesch ze analyséieren. Dësen Aarbechtsgrupp bestoung aus Vertrieder vun de 7 Universitéiten (d. h. representativ vun de grousse politeschen, philosopheschen a reliéisen Orientéierungen) an aus weideren 28 Experten aus ganz verschiddene Beräicher, déi der belscher Regierung 25 Recommandatiounen iwwert d'Ofdreiwung gemaach hunn.[1]

Wat den Delai betrëfft, koum den Aarbechtsgrupp zur Konklusioun, dass den Delai bis maximal d'18. Woch kéint eropgesat ginn, an zwar op Basis vun i) dem Recht vun der Fra, een Accès ze hunn op eng sécher an efficace Ofdreiwung, ouni limitéiert ze sinn, ob si sech dat finanziell leeschte kann oder net, an ii) vum Entwécklungsstadium vum Foetus a Relatioun mat enger Rei medezinneschen a moralesche Krittären.

De Gesondheetsministère rappeléiert, dass den aktuelle gesetzleche Kader et der Fra erméiglecht, an engem Zäitraum, dee legal festgeluecht ass, eng IVG virzehuelen, dat am strikte Respekt vu gesetzleche Konditiounen.

De Gesondheetsministère ass favorabel, fir eng Obligatioun anzeféieren, dass all Ofdreiwung muss anonym deklaréiert ginn, mat enger Rei soziodemographeschen a medezinneschen Informatiounen, wéi dëst z. B. och an der Belsch oder an Däitschland de Fall ass. Dëst géif erlaben, eng Analys ze maachen, firwat Ofdreiwunge gemaach ginn an domat erlaben, eng besser geziilt Präventioun ze plangen. Dëst kann awer net iwwert d'Nomenclature gemaach ginn, well där hir primär Finalitéit ass dem Gesetz no d'Ofrechnung vu medezinneschen Akten, a si ass net informativ genuch fir statistesch Zwecker an dësem Gebitt. D'Detailer vun esou engem Deklaratiounssystem missten natierlech zesumme mat de Gynekologen ausgeschafft ginn.

Wat den Délai de réflexion betrëfft, notéiert de belschen Aarbechtsgrupp „[…] ce délai est aujourd'hui vécu comme humiliant, suggérant une immaturité des femmes auxquelles il faudrait imposer un délai de réflexion obligatoire, supposant qu'elles ne seraient pas aptes à le prévoir elles-mêmes". Aus dësem Gronn ass och d'Lëtzebuerger Regierung favorabel, den Delai op ee strikte Minimum erofzesetzen, d. h. praktesch kéint dann den Ofbroch den Dag no der éischter Consultatioun gemaach ginn.

Enn Mee 2023 ass den Aarbechtsgrupp fir d'éischt zesummekomm, dee beoptraagt ginn ass, eng Bestandsopnam vum aktuelle gesetzleche Kader ze maachen.

Eng Verlängerung vum „délai d'avortement" an eng Verkierzung vum „délai de réflexion" gi momentan vun dësem Aarbechtsgrupp evaluéiert.

Ausserdeem analyséiert den Aarbechtsgrupp, wéi eng Outile kéinten agesat ginn, fir an Zukunft op aussokräfteg Statistiken zu den Ofdreiwunge kënnen zeréckzegräifen.

De Gesondheetsministère ass favorabel, fir eng Upassung vum aktuellen Ofdreiwungsgesetz duerchzeféieren.

[1] Referenz:
Étude et évaluation de la loi et de la pratique de l'avortement en Belgique. Evaluatie-van-abortuswetgeving-enpraktijk_FR_versie.pdf (vlir.be)

Aides énergétiques | Question **8049** (01/06/2023) de **Mme Martine Hansen** (CSV)

Wéinst den héijen Energiepräisser war am Tripartitt-Accord vum September 2022 eng staatlech Ënnerstëtzung festgehale ginn, fir d'Leit bei de Stroumkäschten ze entlaaschten. Zanter dem 1. Januar 2023 kréie Stéit, déi manner ewéi 25.000 kWh Stroum am Joer verbrauchen, eng staatlech Bäihëllef. Eng Rei vu Bauerebetriber hunn awer just e Compteur fir d'Wunnhaus a fir d'Ställ zesummen. Doduerch läit hire Gesamtstroumverbrauch meeschtens iwwert der Grenz vu 25.000 kWh am Joer. Well eng getrennten Ofrechnung net méiglech ass, kréie si keng Energieprimm.

An deem Kontext wollt ech follgend Froen un den Här Energieminister an un den Här Landwirtschaftsminister stellen:

– Ass sech d'Regierung bewosst, datt eenzel, virun allem eeler Bauerebetriber just ee Stroumzieler hunn an dowéinst net an de Genoss vun der Energieprimm kommen, och wann de private Verbrauch am Haus ënnert der Limitt vu 25.000 kWh am Joer läit?
• Wa jo, ass d'Regierung bereet, eng Léisung ze sichen, fir datt och dës Betriber eng Energieprimm kréien, fir déi héich Stroumkäschten ofzefiederen?
• Wéi kéint esou eng Reegelung ausgesinn?

Réponse (04/07/2023) de **M. Claude Turmes,** Ministre de l'Énergie | **M. Claude Haagen,** Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural

Den integréierte Stroumpräis setzt sech aus de follgenden Elementer zesummen:

– Käschte fir déi elektresch Energie;
– Käschte fir d'Benotzung vum Stroumnetz;
– Contributioun an de Mécanisme de compensation;
– Stroumsteier an TVA.

D'Stabiliséierung vum Stroumpräis, sou wéi en am Tripartitt-Accord festgehale gouf, ass eng Moossnam, fir de Privatleit am Kader vun der Energiekris, déi duerch d'russesch Aggressioun géint d'Ukrain ausgeléist ginn ass, ënnert d'Äerm ze gräifen, andeem d'Stroumpräisser fir 2023 op dem Niveau vun 2022 stabiliséiert ginn. Dës Mesure gëtt iwwert d'Contributiounen an de Mécanisme de compensation (MDC), konform zum ëmgeännerte Règlement grand-ducal vum 31. Mäerz 2010 iwwert de Mécanisme de compensation an Kader vum Stroummarché gereegelt. An dësen Deeg soll d'Verlängerung vun dëser Mesure bis Enn 2024 an der Chamber gestëmmt ginn, fir d'Inflatioun weiderhin ze bremsen an eise Bierger weiderhi beim Stroumpräis eng stabill Situatioun an dësen onsécheren Zäiten ze garantéieren.

D'Mesure aus dem Tripartitt-Accord gouf duerch eng méi héich staatlech Contributioun an den MDC ëmgesat. Konkreet heescht dat, dass Kategorie A Clienten, also déi, déi manner wéi 25.000 kWh am Joer verbrauchen, eng negativ Contributioun beim MDC kréien. Amplaz also an den MDC anzebezuelen, kréie Kategorie A Clienten duerch déi staatlech Contributioun eng Reduktioun op hirer Rechnung.

Déi vast Majoritéit vun den 270.000 Haushaltsclientë falen an dës Kategorie a kruten an der Energiekris domat onbürokratesch an effektiv geholleff.

Duerch historesch Ëmstänn si bei eenzele Bauerebetriber souwuel de privaten Haushalt wéi och de Betrib un engem gemeinsame Compteur ugeschloss. Doduerch falen dës Häff oft iwwert de Seuil vun der Kategorie A a kënnen net vum negativen MDC-Tariff profitéieren.

Et muss een heibäi awer preziséieren, datt den Tariff B längerfristeg dee méi gënschtegen Tariff ass.

Den Energie- an de Landwirtschaftsministère hunn dës Problematik zesummen analyséiert a béid Ministèrë sinn och zesumme mat der Klima-Agence am Austausch mat den Acteuren, fir de Baueren et ze erlaben, fir optimal vun der Energietransitioun ze profitéieren.

Organisation mondiale de la santé | Question **8050** (01/06/2023) de **M. Jeff Engelen** (ADR)

Wärend der Coronakris goufen déi Moossnamen, déi vun deene verschiddene Länner geholl goufen, staark

vun der WHO an der EU respektiv vun europäeschen Organisme beaflosst. D'Roll vun der WHO wor besonnesch wichteg a mat groussem Interessi ginn déi Diskussiounen observéiert, déi dozou solle féieren, der WHO eventuell méi Kompetenzen zouzegestoen.

Am Kader vun der Weltgesondheetsorganisatioun gëtt aktuell un zwee internationalen, juristeschen Instrumenter geschafft (de Weltpandemievertrag an dat internationaalt Reglement iwwer sanitär Froen), déi d'Pouvoire vun der WHO bei gesondheetlechen Noutfäll, wéi z. B. enger Pandemie, sollen nei reegelen. Verschiddene Publikatiounen no sollen déi Aarbechte bis de Mee 2024 ofgeschloss ginn. Eng Rei vun deenen aktuell méiglechen Neierunge ginn awer och kritesch gesinn, well si, an den Ae vun hire Kritiker, zu engem Ofbau vun demokratesche Fräiheeten a Souveränitéitsrechter kéinte féieren.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Regierung dës Froe stellen:

1. Wéi ass den aktuelle Stand vun den Aarbechten? Bis wéini sollen déi Dokumenter fäerdeg verhandelt ginn? Handelt et sech ëm Konventiounen, déi vun deenen nationale Parlamenter solle ratifizéiert ginn? Wie verhandelt fir Lëtzebuerg: Ass dat eng national Delegatioun oder probéiert d'EU-Kommissioun, am Numm vun de Memberstaaten ze verhandelen? Wa jo, opgrond vu wéi enger rechtlecher Basis?

2. Ass d'Regierung prinzipiell domat d'accord, datt Souveränitéitsrechter sollen un d'WHO delegéiert ginn, esou datt si kéint de Staate politesch oder aner Moossnamen, besonnesch am sanitäre Beräich, virschreiwen? Gëtt et Dispositiounen an deenen aktuelle Verhandlungen, déi esou eng Méiglechkeet virgesinn, an, wa jo, wéi steet d'Regierung dozou? Kéint d'Regierung sech virstellen, datt d'Weltgesondheetsorganisatioun an d'Budgetsrechter vun der Chamber géing agräifen, z. B. doduerch, datt d'Staate géingen opgefuerdert ginn, e bestëmmte Prozentsaz vun hirem Bruttoinlandprodukt fir d'Bekämpfung vun enger Pandemie auszeginn?

3. Wéi steet d'Regierung zu enger méiglecher Erweiderung vum Geltungsberäich vun den internationale Gesondheetsreglementer an deem Sënn, datt si an Zukunft och kéinte bei Zenarien applikabel ginn, déi nëmmen e „potenzielle" Risiko fir déi ëffentlech Gesondheet kéinten duerstellen, ouni datt esou e Risiko awer schonn agetratt wär? Wär esou eng Kompetenzerweiderung net gläichbedeitend mat enger bal permanenter Internationaliséierung vun der Gesondheetspolitick, well wuel zu all Zäitpunkt iergendwellech gesondheetlech Risike kënne bestoen?

4. Wéi steet d'Regierung zu där Iddi, der WHO d'Kompetenz fir d'Allocatioun vu gesondheetspolitesch relevante Produkter un d'Staaten ze ginn? Wär dat net eng Aushiewelung vun der nationaler Souveränitéit vun de Staaten an e Broch mat demokratesche Prinzippien, well, anescht wéi eng national Regierung, d'WHO net direkt demokratesch kontrolléiert ass?

5. Besteet de Risiko, datt d'WHO Kompetenze kritt, déi an d'Fräiheetsrechter vun deenen Eenzelen agräifen? Soll si z. B. dat Recht kréien, eng Impfung, Contact-tracing, Isolatiounen asw. vun de Staaten ze verlaangen an ze kontrolléieren? Wa jo, wat ass d'Positioun vun der Regierung? Ass si bereet, esou Agrëffer an déi verfassungsméisseg garantéiert Grondrechter vun de Bierger duerch eng international Organisatioun ze akzeptéieren?

6. Wéi steet d'Regierung zu där Iddi, der WHO Kompetenzen am Beräich vun der Reesfräiheet ze ginn, z. B. iwwert de Wee vun der Aféierung vun elektroneschen Impfzertifikater? Gesäit si e Spannungsverhältnis mam Dateschutz?

7. Ass d'Regierung der Meenung, datt eleng déi lëtzebuergesch Regierung, am Accord mat der Chamber, iwwer Moossnamen hei zu Lëtzebuerg kann decidéieren, ewéi z. B. e Lockdown, Agrëffer an d'Ekonomie, Ausgangsspären, d'Organisatioun vum Gesondheetsa vum Schoulwiesen, an datt all Beaflossung duerch auslännesch Staaten, europäesch an international Organisatiounen zeréckzeweisen ass?

8. Wéi steet d'Regierung zu där Iddi, datt e Gremium vun der WHO kéint engem Staat eenzel Moossname virschreiwen, respektiv Moossnamen annuléieren, déi dat Land geholl hätt?

9. Wéi steet d'Regierung zu der Finanzéierung vun der WHO?
– Ass si prinzipiell der Meenung, datt ee vun enger privater Finanzéierung misst ewechkommen, fir d'WHO exklusiv duerch Staate finanzéieren ze loossen, z. B. nom Schlëssel, dee schonn an aneren Organer vun der UN-Famill applikabel ass?
– Ass si der Meenung, datt d'WHO net soll vu sech aus d'Autoritéit kréien, Verträg mat der Pharmaindustrie ofzeschléissen, mee datt all Staat muss kënnen decidéieren, u wéi enge Verhandlungen e sech wëll associéieren? (D'Iddi wär hei also kloer, datt näischt enger internationaler Zesummenaarbecht soll am Wee stoen, natierlech och net iwwert oder mat der WHO, mee datt d'Souveränitéit vun de Staaten net däerf a Fro gezu ginn.)

10. Wéi steet d'Regierung zu där Iddi, der WHO en Zensurrecht ze ginn, z. B. fir sougenannten „Desinformatiounen" iwwer Impfstoffer an hir Niewewierkungen ze ënnerbannen? Ass si bereet, zu all Abléck fir eng pluralistesch Meenungsfräiheet anzestoen, och am Fall vun enger Pandemie? Ass d'Regierung der Meenung, datt zu all Abléck déi wëssenschaftlech Diskussioun muss erlaabt sinn, inklusiv engem argumentéierten Hannerfroe vun Impfstoffer oder Medikamenter an hiren Niewewierkungen? Ass si där Meenung, datt zu all Abléck Kritick un der WHO an hirer Politick, inklusiv am Kader vun enger Pandemiebekämpfung, muss erlaabt sinn, speziell och an alle Medien?

Réponse (04/07/2023) de **Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Santé

D'Verhandlungen, déi den honorabelen Deputéierten a senge Froen uschwätzt, sinn amgaang a solle bis Mee 2024 ofgeschloss sinn. Den Traité Pandémie gëtt am Moment verhandelt an et besteet nach keen Accord um Text. Dofir ass et fir de Moment net méiglech, den Inhalt vun deem Text am Detail ze kommentéieren.

D'Memberstaten an d'EU-Kommissioun hu reegelméisseg Reuniounen, fir gemeinsam Positiounen auszeschaffen, déi d'EU-Kommissioun am Numm vun de Memberstaten dem Negociatiounsteam vum Traité a vum Règlement sanitaire international (RSI) presentéiert – dëst baséiert op der „Council Decision (EU) 2022/451 authorising the opening of negotiations on behalf of the European Union for an international agreement on pandemic prevention, preparedness and response, as well as complementary amendments to the International Health Regulations (2005)". Memberstate kënnen och eenzel wärend den Negociatiounen intervenéieren.

Eng Equipe vum Gesondheetsministère suivéiert a participéiert un dësen Diskussiounen a concertéiert sech am Virfeld mat anere concernéierte Ministèren.

D'Verhandlunge lafen ënnert dem Prinzipp „nothing is agreed until everything is agreed" – et sinn also am Moment nach keng Elementer aus dem Dokument, wat de Verhandlungen als Basis déngt, beschloss.

Et ass virgesinn, dass den Traité Pandémie ënnert dem Artikel 19 vun der WHO-Constitutioun adoptéiert gëtt, an deem Fall muss e vun den nationale Parlamenter ratifizéiert ginn.

Déi zwee Verträg betreffe Prinzippie vun nationaler Souveränitéit vun de Staten. Et ass net virgesinn, dass d'Länner en Deel vun hirer nationaler Souveränitéit un d'WHO sollen delegéieren. D'WHO däerf sech net an d'Staatsugeleeënheeten améschen an däerf de Memberstate keng Moossname virschreiwen. Am Fall vun enger gesondheetlecher Urgence, wéi zum Beispill enger Pandemie, kann d'WHO Recommandatioune maachen – dës kënnen da vun de Staten approuvéiert ginn no hire jeeweilegen, demokratesche Prozeduren.

Zousätzlech ass festzehalen, dass den RSI der WHO net erlaabt, Mesuren ze huelen, déi individuell Persoune betreffen, wéi z. B. en Isolement oder eng Quarantän. Dëst bleift e Recht vum Stat.

D'europäesch Positioun ass, dass et keng Erweiderung vum Geltungsberäich vum internationale Reglement iwwer sanitär Froe brauch.

D'WHO kritt hire Finanzement aus zwou Haaptquellen: obligatoresch Contributioune vun de Länner a fräiwëlleg Contributioune vun de Memberstaten an anere Partner, dorënner de Privatsecteur. D'Participatioun vum Privatsecteur ka potentiell d'Fro vun der Transparenz an Interessekonflikter opwerfen. Dofir gouf 2020 d'Fondatioun vun der WHO geschaf, fir Fongen aus dem Privatsecteur ze geréieren. Dës Stëftung ass och zoustänneg fir d'Kontroll vun der Konformitéit mat de Prinzippie vun „Due Diligence" an Ethik. Et ass wichteg, dass an Zäite vu knappe Finanzementer d'Diversifikatioun vun den Donateure fir eng international Agence, wéi d'WHO, stattfënnt, mee gläichzäiteg muss garantéiert sinn, dass privat Acteuren d'Prioritéite vun der ëffentlecher Gesondheet net beaflosse kënnen. Dëst bleift am Kompetenzberäich vun de WHO Memberstaten.

Faillite de la firme Virgin Orbit | Question **8051** (01/06/2023) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR)

De 4. Abrëll huet déi amerikanesch Satellittentransportfirma „Virgin Orbit" Faillite ugemellt. De 17. Oktober 2022 hat Lëtzebuerg eng Kooperatioun am Beräich vun der Verdeedegung mat der Firma ënnerschriwwen.

An deem Zesummenhang géif ech dem Här Arméiminister an dem Här Wirtschaftsminister gär dës Froe stellen:

1. Kann d'Regierung, ënnert dem Respekt vum kommerziellen a sécherheetsrelevanten Dateschutz matdeelen, ewéi eng Konsequenzen déi Faillite op déi Lëtzebuerger Verdeedegungspolitick kann hunn? Wéi eng Servicer huet Lëtzebuerg bei der Firma akaf an ewéi vill Sue si bis ewell an deem Kader iwwert wéi eng Administratioun gefloss? Sinn déi entspriechend Leeschtunge scho bereetgestallt ginn, respektiv ka Lëtzebuerg indemniséiert ginn an änlech Leeschtunge bei engem anere Fournisseur kréien?

2. Kann d'Regierung elaboréieren, ob deen zitéierte Vertragsausfall weider Repercussiounen op déi allgemeng ëffentlech a privat Lëtzebuerger Raumfaartaktivitéite mat sech bréngt, besonnesch am Kader vum „Space Cluster", a falls jo, wéi eng?

Réponse (30/06/2023) de **M. François Bausch,** Ministre de la Défense | **M. Franz Fayot,** Ministre de l'Économie

ad 1. D'Faillite huet keen direkten Afloss op d'Lëtzebuerger Verdeedegungspolitik.

D'Direction de la défense hat bei Virgin Orbit eng Etüd ugefrot fir ze kucken, ob gemeinsam Projeten zesumme mat europäesche Partner méiglech sinn. Et

gouf awer nach keng formell Zesummenaarbecht. Am Kader vun der Etüd gouf sech op de Ground Support Equipment fokusséiert. D'Etüd war an dräi Phase virgesinn. Virgin Orbit huet déi éischt Phas fir e Montant vu 50.000 Euro (ouni TVA) realiséiert, deen och bezuelt gouf. D'Phasen 2 an 3 goufen net realiséiert an och net bezuelt.

ad 2. De Lëtzebuerger Ekosystem vun de Weltraumaktivitéite besteet zu méi wéi 50 % aus Betriber, déi Uwendungen an Technologien entwéckelen a Servicer offréieren. Et gëtt hei just e puer Betriber, déi eventuell Servicer vun engem Fournisseur wéi Virgin Orbit géinge gebrauchen. Eiser Kenntnis no gëtt et zu Lëtzebuerg just eng Firma, déi op Virgin Orbit wollt zeréckgräife fir Lancementer; déi Firma huet och schonn eng gutt aner Alternativ fonnt.

Och wann et nach keng aner funktionéierend Solutioun gëtt, fir Satellitte via Fliger op Orbit ze bréngen, gëtt et am Moment weltwäit vill Initiative fir aner Lancementservicer. Den Impakt op de Lëtzebuerger Space Ekosystem ass also marginal.

Clinique Pédiatrique KannerKlinik | Question **8052** (02/06/2023) de **Mme Martine Hansen** (CSV)

D'KannerKlinik ass déi zentral Ulafstell fir pediatresch Urgencen. Och Kanner aus dem Norde vum Land ginn am Noutfall vun der Ambulanz an d'KannerKlinik gefouert, an dat onofhängeg vun der Auerzäit an der Gravitéit vum jeeweilege Fall. Den Transport kascht vill Zäit a fir d'Elteren ass de Wee dacks wäit. Ausserdeem sinn d'Waardezäiten an der KannerKlinik meeschtens laang.

An deem Kontext wollt ech follgend Froen un d'Madamm Gesondheetsministesch stellen:

1. Stëmmt et, datt d'Ambulanzen d'Kanner am Fall vun enger Urgence nëmmen dierfen an d'KannerKlinik féieren?
– Wa jo, ass sech d'Regierung bewosst, datt fir Elteren aus dem Norde vum Land déi grouss Distanz an déi vill Zäit, déi si fir de Wee brauchen, e Problem duerstellt?
– Wa jo, wier et net sënnvoll, wa Kanner mat méi einfache Pathologien, wéi z. B. Platzwonnen, vun der Ambulanz kéinten an d'Urgence an de Centre Hospitalier du Nord gefouert an och do behandelt ginn?

2. Huet d'Regierung Zuelen, ob, a wa jo wéi vill Leit an der KannerKlinik fortginn an an eng aner Klinick fueren, well d'Waardezäiten an der Urgence vun der KannerKlinik ze laang sinn?

Réponse (04/07/2023) de **Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Santé

ad 1. Am Prinzipp féieren d'Ambulanze vum SAMU d'Kanner am Fall vun enger Urgence an d'KannerKlinik. Laut den Dispositioune vum ofgeännerte Gesetz vum 8. Mäerz 2018[2] ass de Service d'urgence pédiatrique een nationale Service a soumat déi national Ulafplaz, wou eng Prise en charge 24h/24 a 7j/7 garantéiert ass.

Et bleift awer dem Coordinateur SAMU an Zesummenaarbecht mat dem Service d'urgence vun de Centres hospitaliers méiglech, fir an direkter Ofsprooch mam Urgentiste am Spidol ofzeschwätzen, dass d'Kand net an d'KannerKlinik brauch gefouert ze ginn.

– Dat ofgeännert Gesetz vum 8. Mäerz 2018[3] gesäit vir, dass d'Services pédiatriques ronderëm de Service national an den dezentraliséierte Service de pédiatrie de proximité organiséiert sinn. Och wann déi national Servicer, wéi ënnert anerem d'Pédiatrie spécialisée an d'Chirurgie pédiatrique an der KannerKlinik vum CHL organiséiert ginn, esou verfügen déi aner Spidolszentren iwwert ee Service de pédiatrie de proximité.

D'Kanner ginn an den Urgencë vun deenen eenzelne Spidolszentre betreit. Dës assuréieren eng Prise en charge vu 24h/24 a 7j/7. De Règlement grand-ducal vum 25. Januar 2019 bestëmmt d'Uspréch an d'Norme vun deenen Urgencëservicer. Et gëtt virgesinn, dass Kanner, déi an dëse Service kommen, vun enger Infirmière evaluéiert ginn an esou den Tri gemaach ka ginn. Eng europäesch Échelle de tri[4] gesäit vir, dass Kanner mat engem Krankheetsbild vun 3 bis 1 un déi national Services pédiatriques weidergeleet solle ginn no enger Éischtbetreiung a Stabilisatioun an den Urgencen.

Bei enger schwéierer Urgence, déi vum SAMU gefouert gëtt, mécht et allerdéngs Sënn, keng Zäit ze verléieren an d'Kand direkt an de Service spécialisé ze bréngen, wou och aner Servicer ronderëm d'Auer disponibel sinn, déi am Noutfall gebraucht ginn, ewéi de Service national de chirurgie pédiatrique an de Service national de soins intensifs pédiatriques.

– Wéi ënnert der Fro 1 beschriwwen, ass eng gewësse Flexibilitéit méiglech an ass ëmgesat gi mat engem Ofkommes tëschent der Direktioun vum CHdN an dem CGDIS betreffend Kanner tëschent 4 a 16 Joer mat einfache Pathologien inklusiv liicht Traumae vun den Extremitéiten, wou keng spezifesch Ënnersichung vum Pediater noutwenneg ass.

ad 2. Et leie keng Zuelen dozou vir, wéi vill Patienten an engem anere Spidol en charge geholl ginn opgrond vun de laange Waardezäiten.

Remboursement de la taxe sur véhicules | Question **8053** (02/06/2023) de **Mme Myriam Cecchetti** (déi Lénk)

La taxe sur les véhicules routiers payée en trop peut être remboursée lors de la mise hors circulation provisoire ou définitive d'un véhicule soumis à la taxe. Pour cela, la vignette fiscale doit être remise ou renvoyée au receveur des douanes et accises compétent au plus tard 60 jours après la fin de sa validité, avec indication d'un numéro IBAN d'un compte bancaire d'un institut financier agréé au Luxembourg.

Étant donné que l'Administration des douanes et accises reçoit les informations sur les immatriculations directement de la SNCA et que le numéro de compte bancaire est révélé lors du payement initial, on peut se demander pourquoi ce remboursement n'est pas effectué automatiquement depuis l'Administration des douanes et accises et nécessite un renvoi de la vignette fiscale au préalable.

Partant, je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre des Finances :

1) Pouvez-vous m'expliquer pourquoi le remboursement de la taxe sur les véhicules routiers n'est pas effectué automatiquement depuis l'Administration des douanes et accises et nécessite un renvoi de la vignette fiscale au préalable ?

2) Est-ce qu'un changement de cette pratique administrative est prévu de la part de l'Administration des douanes et accises ?

3) Pourquoi cette démarche administrative ne peut-elle pas être effectuée par myguichet.lu ? Est-ce qu'il est prévu de pouvoir l'effectuer par myguichet.lu à l'avenir ?

Réponse (03/07/2023) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre des Finances

Lors du paiement initial de ladite taxe, l'Administration des douanes et accises reçoit, via l'application SAP, un certain nombre de données relatives au paiement, notamment la modalité de paiement, un numéro de référence, le nom et l'adresse du client, le montant payé et le code BIC de la banque ayant procédé le virement. Cependant, le numéro du compte bancaire à partir duquel le virement a été effectué n'est pas inclus. Par conséquent, l'administration se trouve dans l'impossibilité matérielle de procéder à un remboursement automatique et demande donc que la vignette soit renvoyée avec l'indication du compte bancaire du client.

De plus, la vignette fiscale papier sert de preuve de paiement de la taxe sur les véhicules routiers lors des contrôles des agents de l'Administration des douanes et accises et de la police. Ce document ne peut plus être utilisé une fois que le remboursement de ladite taxe a été effectué.

Des réflexions sont en cours pour créer une démarche administrative permettant aux clients de demander le remboursement de la taxe via myguichet.lu.

Formulaires en relation avec le permis de conduire | Question **8054** (02/06/2023) de **Mme Myriam Cecchetti** (déi Lénk)

Les formulaires en relation avec le permis de conduire sont disponibles uniquement en langue française.

Partant, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

– Est-ce qu'il est prévu de mettre ces formulaires à disposition du public dans d'autres langues que le français ? Dans la négative, pouvez-vous m'en expliquer les raisons ? Dans l'affirmative, pouvez-vous me dire dans quels délais cela pourra être réalisé ?

Réponse (05/07/2023) de **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Effectivement, les formulaires relatifs au permis de conduire sont actuellement uniquement disponible en langue française. Cependant, rien ne s'oppose de traduire lesdits formulaires en allemand et en luxembourgeois. Je vais aviser les services concernés de procéder à cette traduction dans les meilleurs délais.

Achat de projets privés par l'État | Question **8055** (02/06/2023) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

An engem Interview mat RTL huet de Wunnengsbauminister wësse gedoen, dass de Staat wäert 2 Projeten an der Stad an am Süde vum Land vu Promoteuren ofkafen. Fir dës Wunnenge leet de Staat 55 Millioune Euro op den Dësch.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Wunnengsbau dës Froe stellen:

1. Op RTL heescht et „bei zwee Projete vun ëm 90 Wunnengen an der Stad Lëtzebuerg an am Süde vum Land". Wéi vill Wunnenge wäerten et genau sinn?

2. Wéi vill m^2 wäerten déi eenzel Wunnengen hunn?

3. Wéi vill kaschten déi jeeweileg Projeten eenzel gekuckt?

4. Vu wéi enge Firme wäerten dës Wunnengen ofkaaft ginn?

5. Wou genau läit de Projet am Süde vum Land, dee soll opkaaft ginn?

Réponse (28/06/2023) de **M. Henri Kox,** Ministre du Logement

[2] Loi modifiée du 8 mars 2018 relative aux établissements hospitaliers et à la planification hospitalière
[3] Loi modifiée du 8 mars 2018 relative aux établissements hospitaliers et à la planification hospitalière
[4] 5 = manner urgent – 1 = liewenswichteg

PRIORITAIRE
BY AIR MAIL

IBRS/CCRI n°1001256

No stamp required
Ne pas affranchir

RÉPONSE PAYÉE/REPLY PAID
LUXEMBOURG

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
ENVOI-RÉPONSE 1001256
L - 3208 BETTEMBOURG

Et ass richteg, datt de Staat an Diskussiounen ass, fir verschidde Wunnengsbauprojeten an der Vefa opzekafen. Et handelt sech dobäi ëmmer ëm Projeten, déi konform sinn zum Cahier des charges fir erschwénglech Wunnenge vum Wunnengsbauministère.

Esoulaang awer keen definitive Kafvertrag ënnerschriwwe gouf, kann d'Regierung keng weider Detailer zu den eenzele Projete matdeelen. Alles anescht géing géint déi géigesäiteg Confidentialitéitsklausel verstoussen.

Natierlech wäert d'Regierung no der Ënnerschrëft ënnert déi Akten d'Chamber iwwert all Detail informéieren.

Déclaration du Secrétaire général de l'OTAN | Question **8057** (05/06/2023) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR)

Den NATO-Generalsekretär, den Här Jens Stoltenberg, huet rezent am Kader vun engem Besuch zu Kiew gesot, datt all Membere vun der NATO hiren Accord fir en NATO-Bäitrëtt vun der Ukrain ginn hätten.

An deem Kontext hätt ech follgend Froen un den Här Bausseminister:

1. Berout dës Ausso vum Här Stoltenberg op enger Decisioun vum NATO-Ministerrot? Wa jo, wéini a wou gouf dës Decisioun geholl?

2. Huet Lëtzebuerg an engem NATO-Ministerrot zougestëmmt, datt d'Ukrain e Member vun der NATO soll ginn? Wa jo, wéini an ënnert wéi enge Konditiounen?

3. Wéi een Impakt huet dem Här Stoltenberg seng Ausso an den Ae vun der Regierung op d'Sécherheetsarchitektur an Europa an op d'Friddensperspektive fir d'Ukrain an deem aktuelle Konflikt?

4. Fir de Fall, wou esou eng Decisioun iwwer en NATO-Bäitrëtt net virlouch, misst d'Regierung d'Ausso vum Här Stoltenberg dann net dementéieren oder op d'mannst relativéieren?

5. Wëll d'Regierung dës Ausso vum Här Stoltenberg am Kader vum nächsten NATO-Rot uschwätzen?

Réponse (05/06/2023) de **M. Jean Asselborn,** Ministre des Affaires étrangères et européennes

Sou wéi de Minister Asselborn haut, 5. Juni, an der zoustänneger Chamberskommissioun gesot huet, wéi hien d'Kommissioun informéiert huet iwwert d'Ministerielle vun der NATO zu Oslo den 1. Juni, sinn all d'Membere vun der NATO d'accord, dass d'Ukrain net ka Member vun der NATO ginn, soulaang de Krich net eriwwer ass. Dat ass och d'Positioun, déi de President Selensky ëffentlech ausgedréckt huet.

Achat de projets privés par l'État | Question **8058** (05/06/2023) de **M. Marc Lies** | **Mme Elisabeth Margue** (CSV)

Virum Hannergrond vun der ugespaanter Situatioun um Wunnengsmaart huet den Här Logementsminister den 1. Juni an der Press annoncéiert, datt de Staat zwee privat Immobiliëprojete mat 90 Wunnenge wëllt kafen. Domat soll d'Demande ugekuerbelt gi fir esou ze verhënneren, datt Mataarbechter am Bau an de Chômage rutschen.

An deem Kontext wollte mir follgend Froen un de Logementsminister stellen:

– Sinn d'Wunnengen integral fir d'Locatioun geduecht oder och fir de Verkaf?

– Wie mécht d'Gestioun, wann d'Wunnengen an d'Locatioun ginn?

– Wat fir Krittäre mussen d'Locatairë respektiv d'Proprietäre genee erfëllen, fir an de Genoss vun enger vun de genannte Wunnengen ze kommen?

– Sinn dës Wunnengen am Bau oder wéini soll Baufank sinn?

– Wéini sollen d'Wunnenge fäerdeg sinn?

– Wat ass d'Opdeelung vu Wunnenge mat 1, 2, 3 oder 4 Schlofkummeren?

– Wat ass de Präis pro m^2 Surface construite brute?

– Wat ass de Präis pro m^2 Wunnraum?

– Falen déi normal Frais d'enregistrement bei dësen Transaktiounen un oder ginn hei Ausname gemaach?

Réponse (28/06/2023) de **M. Henri Kox,** Ministre du Logement

Et ass richteg, datt de Staat an Diskussiounen ass, fir verschidde Wunnengsbauprojeten an der Vefa opzekafen. Et handelt sech dobäi ëmmer ëm Projeten, déi konform sinn zum Cahier des charges fir erschwénglech Wunnenge vum Wunnengsbauministère.

Esoulaang awer keen definitive Kafvertrag ënnerschriwwe gouf, kann d'Regierung keng weider Detailer zu den eenzele Projete matdeelen. Alles anescht géing géint déi géigesäiteg Confidentialitéitsklausel verstoussen.

Natierlech wäert d'Regierung no der Ënnerschrëft ënnert déi Akten d'Chamber iwwert all Detail informéieren.

Doriwwer eraus ginn all dës Wunnengen entweeder vum Fonds du logement oder vun der SNHBM am Optrag vum Staat geréiert. Déi zwee ëffentlech Promoteuren applizéieren dofir dann och d'Reegele vum 1998er Reglement an de Regimm vun der Location abordable ewéi am Gesetzesprojet 7937 virgesinn, wann dëse bis a Kraaft getrueden ass.

Bei de Frais d'enregistrement gi keng Ausname gemaach zu dem normale Regimm, deen applikabel ass, wann de Staat Immobilië keeft.

Abonnement/Desabonnement vum Chamberblietchen

Abonéiert oder desabonéiert Iech gratis

– per E-Mail un abocro@chd.lu, andeems Dir Numm, Virnumm, Adress, Code postal an Uertschaft ugitt
– iwwert eisen Internetsite www.chd.lu
– iwwert de Coupon hei ënnendrënner.

Coupon, fir sech gratis ze abonéieren/desabonéieren:

Ech abonéiere mech:

◯ fir déi gedréckte Versioun*   ◯ fir déi elektronesch Versioun op follgend E-Mails-Adress: ____________

Ech desabonéiere mech:

◯ vun der gedréckter Versioun*   ◯ vun der elektronescher Versioun op follgend E-Mails-Adress: ____________

*Déi follgend Casen ausfëlle beim Abonnement/Desabonnement vun der gedréckter Versioun:

Numm: ____________ Virnumm: ____________

Societéit/Administratioun: ____________

Adress: ____________ Boîte postale: ____________

Code postal: ____________ Uertschaft: ____________ Land: ____________

D'Chamberblietche gëtt Iech als eegestänneg Zeitung zougestallt. D'Chamber notzt dofir d'Servicer vun enger externer Firma. Är Donnéeë ginn traitéiert, bis Dir Iech desabonéiert.
Fir méi Informatioune kënnt Dir eis per Courrier oder via déi uewe genannte Mailadress kontaktéieren.

Exposition prolongée jusqu'au 24 février 2024

Archives nationales – Plateau du Saint-Esprit

Lundi à vendredi 08h30 – 17h30
Samedi 08h30 – 11h30

Exposition en langues allemande et française
Entrée et visites guidées gratuites

Informations

Chambre des Députés du Grand-Duché de Luxembourg | 23, rue du Marché-aux-Herbes | L-1728 Luxembourg
Tél. 466 966 - 1 | info@chd.lu | chd.lu |

PERIODIQUE

POST LUXEMBOURG

Envois non distribuables à retourner à:
L-3290 BETTEMBOURG

PORT PAYÉ
PS/799